



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

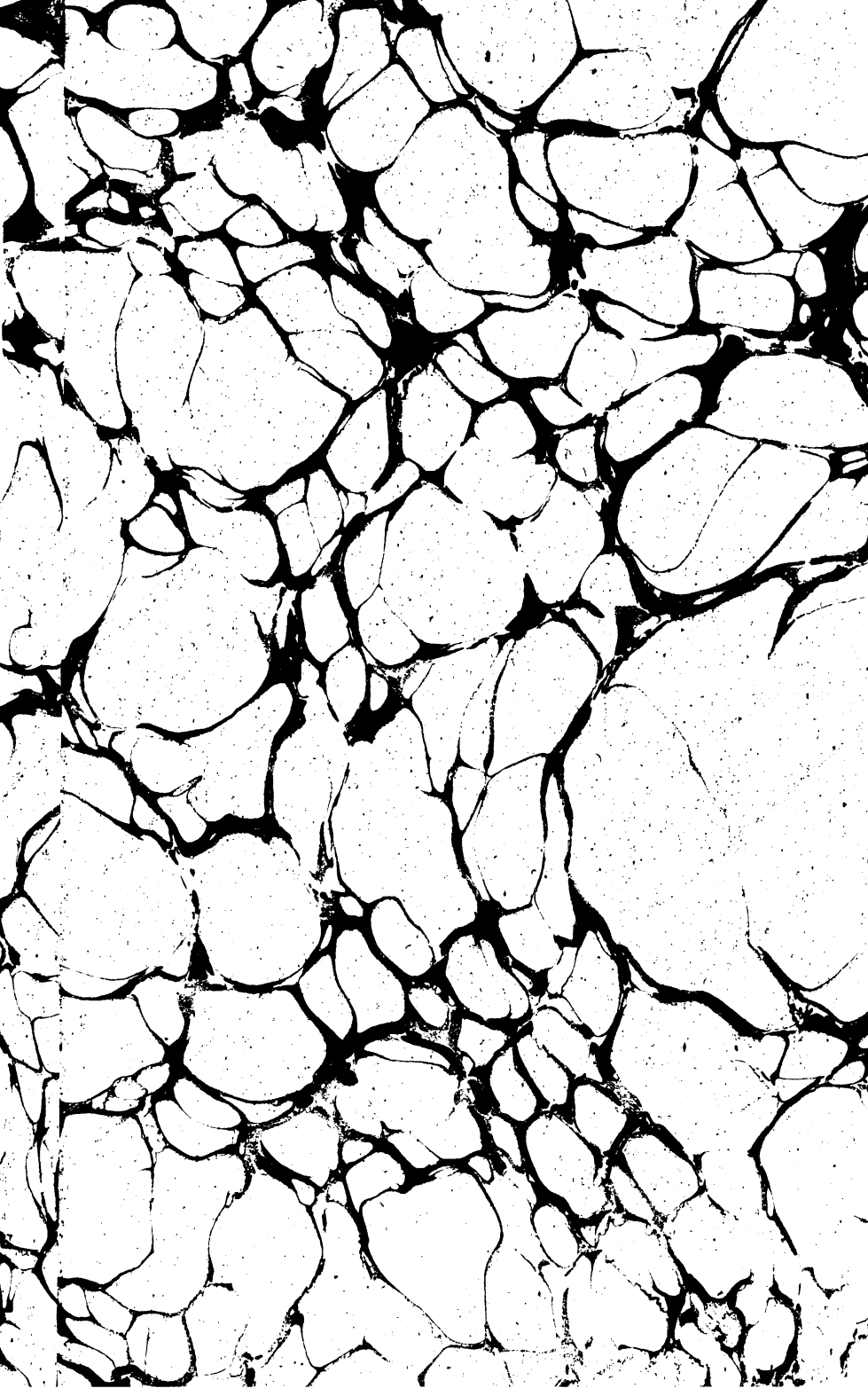
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford-Messer
Bequest



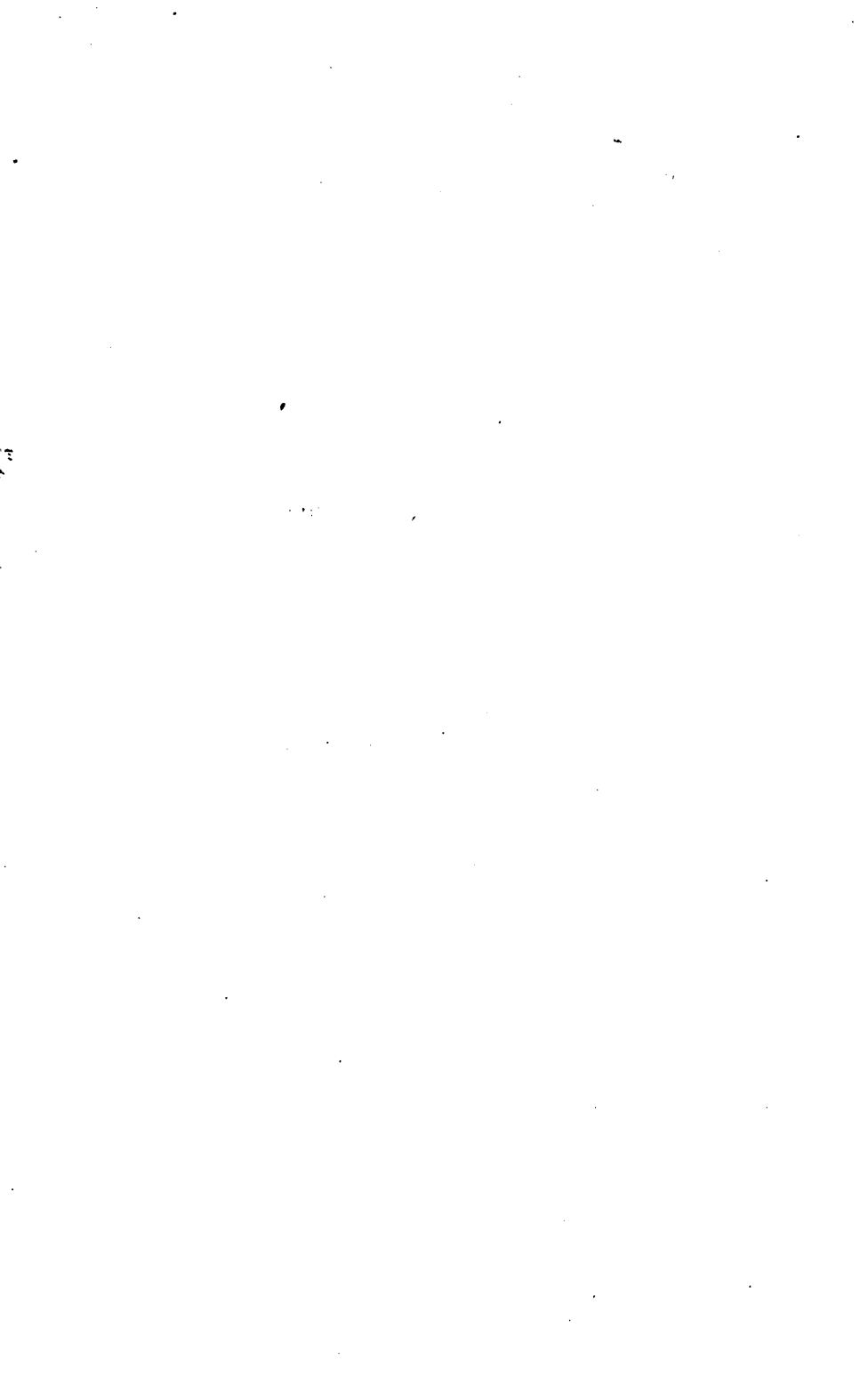
R. F. FARRER





DH
403
A21
no. 29
v. 1







DOCUMENTS

SUR LA

PRINCIPAUTÉ DE LIÉGE



DOCUMENTS

SUR LA

PRINCIPAUTÉ DE LIÉGE

(1230 — 1532)

SPÉCIALEMENT AU DÉBUT DU XVI^e SIÈCLE

EXTRAITS DES PAPIERS DU CARDINAL JÉRÔME ALÉANDRE

(Manuscrit vatican latin 3881 et manuscrit de l'Université de Bologne, 954, t. III.)

PUBLIÉS PAR

Alfred CAUCHIE et Alphonse VAN HOVE

Professeurs à l'Université de Louvain.

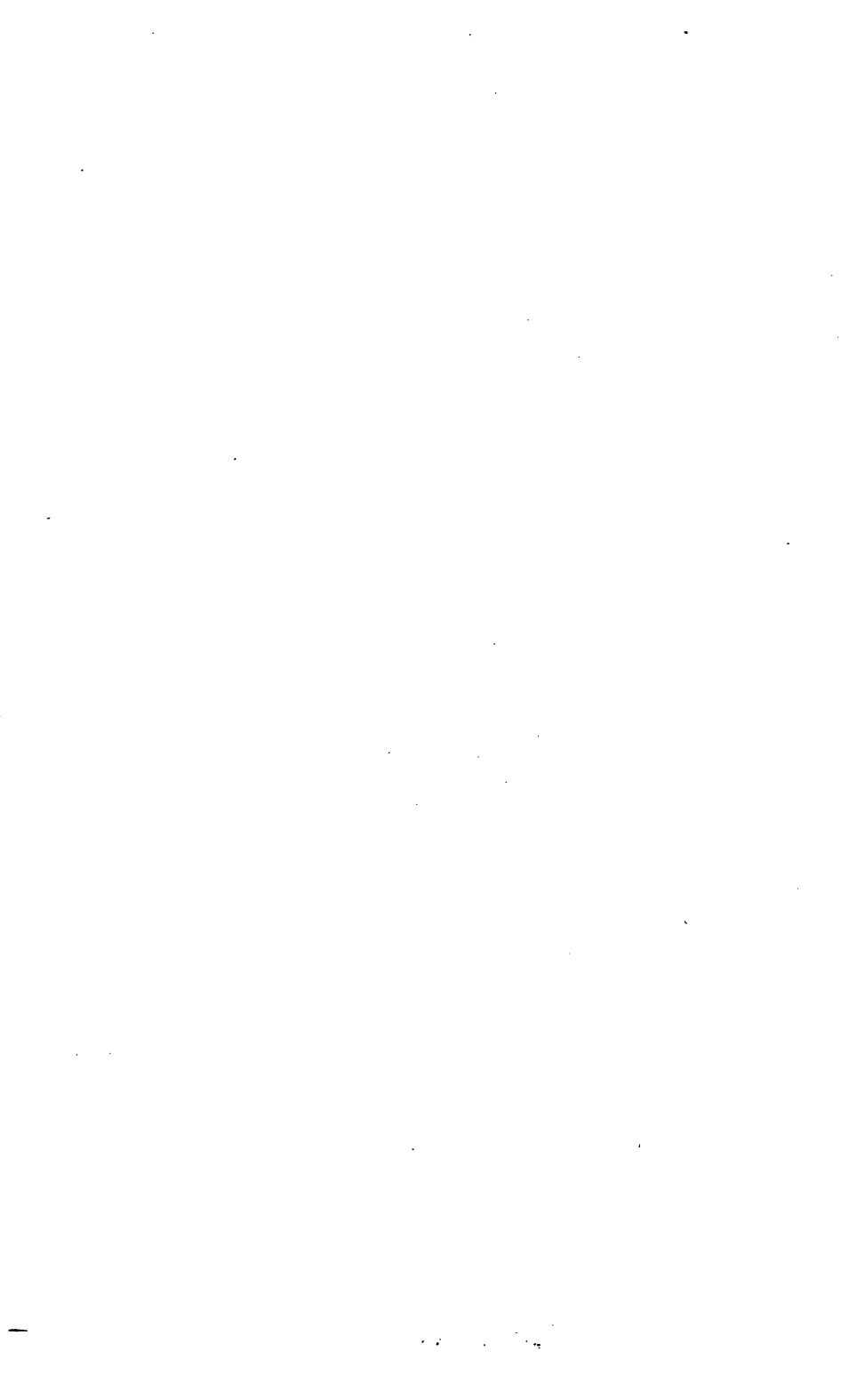
TOME PREMIER

BRUXELLES

M. WEISSENBRUCH, IMPRIMEUR DU ROI, ÉDITEUR

49, RUE DU POINÇON, 49

—
1908



PRÉFACE

Il n'y a pas lieu de nous arrêter longtemps à l'objet, aux sources et à la méthode de la présente publication ; car nous nous proposons de traiter ces points *ex-professo* en tête du second volume de cet ouvrage.

Nous nous bornerons à une simple observation. Si l'annotation des textes est très sobre, c'est qu'on peut trouver la plupart des notions nécessaires à leur intelligence dans un mémoire publié jadis par l'un de nous, A. Van Hove, sous le titre : *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck, 1506-1538* (Louvain, 1900). Il nous a paru superflu de répéter ici ces données ; nous avons cependant cru utile d'y renvoyer chaque fois qu'elles peuvent faciliter l'interprétation des documents.

Nous n'ajouterons qu'un mot. Nous ne pouvons laisser paraître ce premier volume sans remercier tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans l'édition de ces manuscrits et notamment MM. A. Bayot, chargé de cours à l'Université de Louvain, St. Bormans, pré-

secrétaire de la Commission royale d'histoire, A. Dassonville, ancien recteur de Saint-André à Madrid, le chevalier de Borman, membre de la Commission royale d'histoire, L. Frati, bibliothécaire de l'Université de Bologne, A. Gaillard, archiviste général du royaume de Belgique, H. Nelis, archiviste de l'État à Bruxelles, L. Lahaye, conservateur des archives de l'État à Liège, Ch. Lecoutere, professeur à l'Université de Louvain, O. Redlich, archiviste à Dusseldorf, Mgr Vaes, recteur de Saint-Julien des Flamands à Rome et M. É. Van der Mynsbrugge, archiviste de l'État à Bruxelles.

C'est surtout à M. Arnold Feyen, membre de l'Institut historique belge à Rome, que nous devons une profonde reconnaissance. Aussi aimable et aussi généreux dans ses relations qu'expérimenté dans les études paléographiques, il a bien voulu collationner les épreuves des textes les plus difficiles sur le ms. vatican latin 3881. Qu'il agrée ici l'expression affectueuse de notre plus vive gratitude!

PREMIÈRE PARTIE. — ANALYSE DES MANUSCRITS.

I. ANALYSE DU MANUSCRIT VATICAN LATIN 3881.

VOLUME PREMIER.

1. Fol. 1-14. Extractio titulorum. [Liste alphabétique de documents.]

Voir *Textes* n° 129.

(Fol. 14^v en blanc.)

2. Fol. 15. [Grone, le 6 janvier 980.] Privilegium Ottonis regis de possessionibus ecclesie, maxime de capitulis Hoyer, Fosses, Lobes, Tungres, Malines locorum et ecclesiarum ad ea pertinentium et ne quis secularis ibidem vel alibi ex quacunque causa aliquid exigat vel usurpet.

Copie. — La date est erronée : Datum viii idus maii, anno dominice incarnationis DCCCCLXXXI, regni Ottonis secundi XIX, imperii vero XIII, indictione VI. Actum in Gruona. Copie du monogramme.

Édition : MGH, *Diplomatum regum et imperatorum Germaniae Tomi II pars prior*, n° 210, p. 238, où sont indiquées les variantes du ms. 3881. Hanovre, 1893. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de l'Église Saint-Lambert de Liège*, n° 14, t. I, p. 19. Bruxelles, 1893.

3. Fol. 15v°-16. [Ingelheim, le 7 juillet 985.] Ottonis tertii Romanorum regis confirmatio possessionum comitatus Hoiensis et collatio eorum que ibidem ad regem pertinebant, etc.

Copie.

Édition : MGH, *Diplomatum regum et imperatorum Germaniae Tomi II pars posterior*, n° 16, p. 413, où sont indiquées les variantes du ms. Hanovre, 1893. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 15, t. I, p. 21.

4. Fol. 16-16v° [1154.] De castris et bonis quae acquisivit Henricus episcopus secundus. [Déclaration de Henri II, évêque de Liège.]

Copie. — Elle présente la même lacune que le texte publié par S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, après les mots : *castellare quod in....*; l'orthographe du texte présente des variantes; parmi les témoins nous trouvons Balduinus archidiaconus, qui ne se rencontre pas dans l'édition citée : ce nom est écrit dans l'interligne.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 44, t. I, p. 72.

5. Fol. 17-18v°. [Trente, le 7 septembre 1155.] Ffrederici Romanorum imperatoris de confirmatione bonorum que possidet ecclesia, scilicet abbatiis tam religiosorum quam secularium clericorum cum omnibus appendentiis et super toto comitatu de Henau cum omnibus ejusdem comitatus castris, ecclesiis, et pertinentiis advocatiis, monetis, curtibus et pluribus villis Leodiensis episcopatus; preterea de confirmatione pacis et acquisitionum Henrici secundi episcopi, allodiorum, familiarum et castrorum.

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 46, t. I, p. 76.

6. Fol. 18^vo-19^vo. [Città di Castello, le 24 juillet 1155.] Confirmatio Adriani pape quarti super bonis ecclesie habitis ex largitate regum vel principum aut oblatione fidelium vel quibuscumque aliis justis modis acquirendis et specialiter de castris, allodiis, familiis, abbatiis, villis et comitatus (*sic*) de Hennau.

Copie. — Les signatures et la date manquent.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 45, t. I, p. 74. — JAFFÉ-LOEWENFELD-KALTENBRUNNER-EWALD, *Regesta Pontificum Romanorum*, t. II, n° 10446. Leipzig, 1888.

7. Fol. 19^vo. [Bonn, le 26 novembre 1346] Confirmatio privilegiorum et libertatum ecclesie per Karolum regem. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve fol. 48^vo. Voir ci-dessous, n° 35.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1323, t. IV, p. 56. Bruxelles, 1900. — BÖHMER-HUBER, *Regesta Imperii*, VIII, n° 5957 Innsbruck, 1877.

8. Fol. 19^vo-20. [Bonn, le 26 novembre 1346.] Executoria confirmationis privilegiorum et libertatum et mandatum ad cives Leodienses et ad alios ut eam observent. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie. — Une autre copie du même document se trouve fol. 48^vo-49. Voir ci-dessous, n° 36.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1324, t. IV, p. 57.

9. Fol. 20-20^vo. [Thionville, le 8 décembre 1346.] Confirmatio sententie Henrici regis sexti ⁽¹⁾ per Karolum

(1) Il s'agit d'Henri VII.

regem quod nulla civitas seu nullum opidum possunt facere alligationes seu conjurationes. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Dans cet acte est inclus le diplôme d'Henri VII du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 10.

Voir *Textes* n° 6.

10. Fol. 20-20v°. [Worms, le 20 janvier 1231. L'empereur Henri VII déclare que la diète de Worms a défendu aux villes de faire des alliances, sans le consentement de l'empereur et de leurs seigneurs.]

Copie. — Ce document est inclus dans le document précédent. Deux autres copies de ce diplôme se trouvent fol. 22-22v° et 23-23v°. Voir ci-dessous, n°s 13 et 15.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. WEILAND, n° 299, p. 413. Hanovre, 1896. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 212, t. I, p. 276. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° 4182. Inspruck, 1881-1882.

11. Fol. 21. [Thionville, le 8 décembre 1346]. *Executoria sive mandatum Karoli regis ad cives Leodienses et ad alios ut ab allegationibus factis recedant*. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1325, t. IV, p. 58.

12. Fol. 21-22v°. [Avignon, le 9 mai 1346.] *Confirmatio Clementis pape sententie Henrici regis quod nulla civitas*

vel opidum facere possunt alligationes, confederationes seu conjurationes [Bulle du pape Clément VI.]

Copie. — Dans ce document est inclus le diplôme d'Henri VII, du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 13.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1313, t. IV, p. 43.

13. Fol. 22-22v°. [Worms, le 20 janvier 1231. Diplôme d'Henri VII, mentionné ci-dessus, n° 10.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

14. Fol. 22v°-23v°. [Avignon, le 9 mai 1346.] Conservatoria confirmationis de alligationibus non faciendis. [Bulle du pape Clément VI, enjoignant aux archevêques de Trèves, de Cologne et de Reims de veiller à l'observation du privilège d'Henri VII, défendant les alliances des villes.]

Copie. — Dans ce document est inclus le texte du diplôme d'Henri VII, du 20 janvier 1231. Voir ci-dessous, n° 15.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, t. IV, p. 44, note 4. Voyez, *ibidem*, n° 1313, t. IV, p. 43.

15. Fol. 23-23v°. [Worms, le 20 janvier 1231. Diplôme d'Henri VII mentionné ci-dessus, nos 10 et 13.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

16. Fol. 24-24v°. [Avignon, le 1^{er} mai 1348.] Conservatoria seu executoria Clementis pape confirmationis de allegationibus non faciendis per subditos episcopi inter se et cum non subditis. [Bulle du pape Clément VI.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1347, t. IV, p. 89.

17. 24v°-25. [Villeneuve, le 4 mars 1345.] Conservatoria per Dominum Clementem papam concessa de allegationibus factis et faciendis irritandis, etiam si sint juramento firmate ⁽¹⁾. [Bulle du pape Clément VI.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1301, t. IV, p. 30.

18. Fol. 25-25v°. [Erfurt, le 20 janvier 1290.] Sententia Rodolphi regis quod nullus debet recipi in civem nisi in civitate resideat. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve fol. 26-26v°. Voir ci-dessous, n° 20.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 800, t. II, p. 461. Bruxelles, 1895. — BÖHMER-REDLICH, *Regesta Imperii*, VI, 1^{re} section, n° *2270. Innsbruck, 1898.

19. Fol. 26-26v°. [Thionville, le 8 décembre 1346.] Confirmatio Karoli regis sententie regis Rodulphi quod nullus debet gaudere libertatibus civitatis vel opidi, nisi personaliter resideat. [Diplôme de l'empereur Charles IV.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — Dans ce document est inclus le diplôme de Rodolphe de Habsbourg, du 20 janvier 1290. Voir ci-dessous, n° 20.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1326, t. IV, p. 60. — BÖHMER-HUBER, *Regesta Imperii*, VIII, n° 5959.

20. Fol. 26-26v°. [Erfurt, le 20 janvier 1290. Diplôme de Rodolphe de Habsbourg, mentionné ci-dessus, n° 18.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — Ce document est inclus dans le précédent.

⁽¹⁾ *Le ms. porte firmato.*

21. Fol. 27-27v°. [Oppenheim, le 10 juin 1299. Diplôme d'Albert I^{er} d'Autriche déclarant que les habitants de Tongres, Maestricht, Huy, Dinant, Fosses, Thuin, Couvin, Bouillon, Ciney, Waremme, Havelange, Moha, Wanze, Alken et Haelen et des autres villes du pays de Liège ne doivent pas prendre rencharge des échevins de Liège.]

Voir *Textes* n° 5.

22. Fol. 27v°-28. [Oppenheim, le 10 juin 1299. Diplôme d'Albert I^{er} d'Autriche, déclarant que les échevins de Huy ne doivent pas prendre rencharge de ceux de Liège.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 867, t. II, p. 561.

(Fol. 28v° en blanc.)

23. Fol. 29-29v°. [Rome, le 16 mai 1143.] Confirmatio Innocentii pape II de bonis ecclesie juste acquisitis aut in futurum acquirendis, concessione pontificum, largitate regum vel principum, oblatione fidelium, vel quibuscumque aliis justis modis et specialiter Pondrelues, Marchines, Praelle, Flaene, Skendremale, Aioncourt, Iteram et Iteram novam, Antem, Visatum, Paismardes et Solekam, Maidieres et Bokehan cum libertatibus ab episcopis et regibus concessis.

Copie. — La signature du pape et des cardinaux et la date manquent.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 40, t. I, p. 66. — JAFFÉ-LOEWENFELD-KALTENBRUNNER-EWALD, *Regesta Pont. Rom.* t. I, n° 8366. Leipzig, 1881.

24. Fol. 29v°-30. [Rome, le 14 avril 1189 (n. st.).] Confirmatio Clementis pape III de bonis habitis ex concessione

pontificum, largitate regum vel principum, oblatione fidelium vel aliis justis modis acquirendis, et specialiter Ottoncourt, Lendres, Skendremale et specialiter ecclesie de Landres ad usus et dispositionem canonicorum, Maidieres, Bokehan, et de prerogativa et obsequio VII ecclesiarum canonicorum in Leodio et de processionibus et stationibus ad matrem ecclesiam in Natali, Purificatione Beate Virginis, Ramis Palmarum, Pascha, Ascensione, Pentecoste et aliis solempnitatibus, et de recipiendis canonicis non nisi libere conditionis vel libere familie ⁽¹⁾ ecclesie. [Bulle du pape Clément III.]

Copie. — La signature du pape et des cardinaux et la date manquent.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 68, t. I, p. 111. — JAFFÉ-LOEWENFELD-KALTENBRUNNER-EWALD, *Regesta Pont. Rom.* t. II, n° 16399.

25. Fol. 30v°-31. [Worms, le 20 janvier 1231.] Mandatum regis Henrici directum omnibus Leodiensibus et omnibus burgensibus diocesis Leodiensis, Leodiensem ad episcopatum pertinentibus, de observatione sententie diffinitive principum regni ipsius regis, quod nulla civitas, nullum opidum regni Alemanie absque domini sui assensu possit facere communionem, constitutiones, confederationes, colligationes ⁽²⁾ seu conjurationes ⁽³⁾ aliquas quocumque nomine censeantur. [Diplôme de l'empereur Henri VII.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 213, t. I, p. 277. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° *4181.

(1) *Le ms. porte* libere familie.

(2) *Le ms. porte* obligationes.

(3) *Le ms. ajoute ici* vel.

26. Fol. 31-31^v. [Maestricht, le 13 août 1253.] *Wilhelmi regis Romanorum revocatio et irritatio sententie scabinorum Leodiensium late contra indulta privilegiorum regum et imperatorum Romanorum.* [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. WEILAND, n° 362, p. 469. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 520, t. II, p. 44. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° 5160.

27. Fol. 31^v. [Francfort, le 13 août 1246.] *Henrici* ⁽¹⁾ *regis Romanorum iudicium quod si aliquis feoda tenens ab ecclesia sine liberis corporis sui decedat, feoda ad eandem ecclesiam revertentur.* [Diplôme de Henri Raspe.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. WIELAND, n° 351, p. 458, où sont indiquées les variantes du ms. C'est par erreur que l'on y assigne à ce document le fol. 17. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 426, t. I, p. 521. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° 4873.

28. Fol. 31^v. [Boppard sur Rhin, le 28 août 1251.] *Privilegium Wilhelmi regis Romanorum contra illos qui, sede vacante, bona ecclesie diripiunt, distrahunt et alienant, contra ipsius ecclesie voluntatem.* [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 496, t. II, p. 13. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° 5050.

(1) *Le ms. porte Henricus.*

29. Fol. 32-32v°. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Quod sententie ab inferioris auctoritatis tribunali prolate que privilegiis regalibus sunt prejudiciales, irritæ sint et inanes. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie. — Une autre copie du même document se trouve fol. 234-234v°. Voir ci-dessous, n° 129.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 663, t. II, p. 241. — BÖHMER-REDLICH, *Regesta Imperii*, VI, 1^{re} section, n° 427. Innsbruck, 1898.

30. Fol. 32v°-33. [Haguenau, le 19 février 1274.] Sententia regis Romanorum quod nullus altam justitiam tenere vel exercere potest infra limites imperii Romani, nisi ipsam justitiam ab imperio teneat, vel ab altero eam ab ipso tenente. [Diplôme de Rodolphe de Habsbourg.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 564, t. II, p. 227.

(Fol. 33v° en blanc.)

31. Fol. 34-35v°. [Le 18 juin 1316.] Reformatio pacis quod patria debet duci per legem et iudicium scabinorum facta per Dominum Adulphum de Marca. [Paix de Fexhe.]

Copie.

Édition : S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 154. Bruxelles, 1878.

32. Fol. 36-37. [Aix-la-Chapelle, le 25 juin 1070.] Henrici quarti regis Romanorum privilegium de possessionibus ecclesie, abbatiis, comitatibus, castris, villis, forestis, theloneis, monetis et precipue de donatione castri de Argentolio, reconstructione castri Dyon[at]ensis et de moneta,

theloneo, mercato et donatione comitatus de Lustin et ususfructus nemoris Aquisgrani et de libertate hominum. in dominio ecclesie commorantium.

Copie. — Le signum, la recognitio par le chancelier et la date manquent.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 24, t. I, p. 34.

33. Fol. 37-38. [Liège, le 23 décembre 1107.] Henrici quinti regis Romanorum de libertate clericorum et servientium eorum et qui in obsequio et in convictu suo fuerint, de libertate servorum clericorum ipsorum visitantium, ab ipsis beneficiatorum; item de villicis et tenentibus de domibus caustralibus et de Sabulonaria, de censu domorum, de requisitionibus terrarum et de clericis suburbanis.

Copie. — A la fin de l'acte manquent les mots : Vice Rolandi archicancellarii. Une autre copie du même document se trouve fol. 232^vo-233^vo. Voir ci-dessous, n° 128.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 30, t. I, p. 48.

34. Fol. 38-48. [Le 7 août 1287.] Reformatio pacis inter ecclesias et cives Leodienses super diversis articulis. [La paix des Clercs.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 775, t. II, p. 409.

35. Fol. 48^vo. [Bonn, le 26 novembre 1346.] Confirmatio privilegiorum et libertatum ecclesie per Karolum regem.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 7. — Elle porte la date erronée : v° kal. decembris, au lieu de vi° kal. decembris.

36. Fol. 48v°-49. [Bonn, le 26 novembre 1346.] *Executoria confirmationis privilegiorum et libertatum. Mandata ad cives Leodienses et ad alios ut eam observent.*

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 8.

(Fol. 49v° en blanc.)

37. Fol. 50-59. [1417-1434.] Copie des privilèges donnez aux citoyens de Liège. [Vidimus donné par Renier, abbé de Saint-Jacques à Liège, et Henri Adae, abbé de Saint-Laurent à Liège, des privilèges impériaux accordés par Philippe II, roi des Romains, le 3 juin 1208; Henri VII, roi des Romains, le 9 avril 1230; Albert, roi des Romains, le 9 décembre 1298; Sigismond de Hongrie, le 9 février 1415 et le 26 mars 1417. Voir ci-dessous, n°s 38-42.]

Dans ce Vidimus sont inclus les diplômes renseignés ci-dessous, n°s 38-42.

Voir *Textes* n° 10.

38. Fol. 50v°-53v°. [Duren, le 3 juin 1208.] Lettres de Philippe, roi des Romains ⁽¹⁾. [Confirmation par Philippe de Souabe des privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent. Il porte la mention erronée : Donné à Dynant.

Édition : J.-J. RAIKEM et M.-L. POLAIN, *Coutumes du pays de Liège*, t. I, p. 366. Bruxelles, 1870. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 1^{re} section, n° 184.

(1) Cette indication se trouve en marge.

39. Fol. 53v°. [Geilenhusen, le 9 avril 1230. Diplôme de Henri VII, roi des Romains, confirmant les privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce diplôme est inclus dans le Vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Voir *Textes* n° 1 (1).

40. Fol. 53v°. [Nuremberg, le 9 décembre 1298. Albert I^{er} d'Autriche, roi des Romains, confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Voir *Textes* n° 4 (2).

41. Fol. 53v°-54v°. [Constance, le 9 février 1415.] La première lettre de Sigismond *confirmatoria precedentium* (3). [Confirmation, par l'empereur Sigismond, du privilège de l'évêque Albert de Liège en faveur des bourgeois de Liège.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus des abbés Renier et de H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Édition : C'est le texte français du diplôme latin publié, à la date du 9 février 1415, par FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, 1^{re} partie, p. 391 (4). Le ms. ne porte que la date : mil III^e et XV.

(1) Nous avons cru devoir donner le texte, très court d'ailleurs, de ce document et du suivant, bien que le texte latin en ait été publié par FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, 1^{re} partie, p. 390 (Liège, 1736), parce que, dans la forme, sa rédaction est assez différente de celle que publie Foulon.

(2) Voir la note précédente.

(3) Cette indication se trouve en marge.

(4) Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce document.

42. Fol. 54^vo-59. [Constance, le 26 mars 1417. Diplôme de l'empereur Sigismond rendant aux bourgeois de Liège les privilèges que leur avaient enlevés Jean sans Peur et Guillaume de Bavière.]

Copie. — Ce document est inclus dans le Vidimus des abbés Renier et H. Adae, 1417-1424. Voir ci-dessus, n° 37.

Édition : C'est le texte français du diplôme publié par FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, 1^{re} partie, p. 392, et par S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 502. Le manuscrit porte la date : Donne a Nuurinberch l'an mill III^e et dix sept, etc. (1). Cfr. W. ALTMANN, *Regesta Imperii*, XI, t. I, n° 2144. Inspruck, 1896-1897.

(Fol. 59^vo en blanc.)

43. Fol. 60-64. [Amiens, le 30 août 1334. Paix conclue par l'entremise du roi de France, Philippe VI de Valois, entre Jean de Bohême, Waléran, archevêque de Cologne, Adolphe de la Marck, évêque de Liège, etc., d'une part, et Jean III, duc de Brabant, de l'autre.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1180, t. III, p. 450. Bruxelles, 1898.

44. Fol. 64-65. [Le 14 octobre 1356.] Ratificatio pacis Domini regis Francie per bonas villas de Brabantia et recognitio qua Dominus Leodiensis uti potest et debet pacifice suis juribus jurisdictionis etiam in Brabantia. [Les chefs-villes du Brabant ratifient la paix conclue à Amiens,

(1) Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce document.

le 30 août 1334, par l'entremise de Philippe VI, roi de France.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1474, t. IV, p. 249.

45. Fol. 65v°. [Le 22 mai 1338.] Clausule extracte ex littera pacis facte per Dominum Johannem regem Bohemie inter Dominum Adulphum, episcopum Leodiensem et Dominum Johannem, ducem Brabantie in oppido Hasselensi anno a nativitate Domini millesimo tricesimo tricesimo octavo, die tertia mensis aprilis ⁽¹⁾. [Extraits de cette paix, pris de l'acte de protestation d'Adolphe, évêque de Liège, contre la paix de Montenaeken.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle, faite sur la protestation de l'évêque de Liège du 22 mai 1338.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 2225bis, t. III, supplément, p. 715.

* Fol. 66. Pax de Hazinellis per Adulphum de Marcka. Pax inter Engelbertum electum Leodiensem et oppidanos Hoienses. Episcopus dat ministeria in Hoio et nullus ibidem plura officia potest usurpare.

Ce titre se rapporte aux trois documents suivants, qui ont un titre spécial

(Fol. 66v° en blanc.)

⁽¹⁾ Cette paix a été conclue non à Hasselt, mais à Montenaeken, non le 3 avril, mais le 8 avril 1338. Elle a été confirmée à Hasselt le 18 mai suivant. Voir S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 2225bis, t. III, *supplément*, p. 715, et *ibidem*, p. 532, note 2.

46. Fol. 67-70v°. [Le 20 août 1314.] *Copia pacis de Hazi-nelles inter episcopum Leodiensem, oppida de Huyo, Deonanto et de Fossis. Capsa XXXV^a (1).*

Copie. — Elle contient en marge des annotations sans importance. Au bas du fol. 68 nous trouvons ces mots : *Nota quod hic nulla fit mentio de Castellania*. De même fol. 68v° au bas : *Nulla Castellanie mentio*, et fol. 69 au haut : *Nulla mentio*. Ces notes ont trait à la juridiction que les habitants de Huy prétendaient exercer dans la châtellenie de Huy, au xvi^e siècle. Cfr. A. VAN HOVE, *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck*. Appendice. Les difficultés entre Érard de la Marck et la ville de Huy, p. 208 et ss. Louvain, 1900.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 987, t. III, p. 138.

47. Fol. 71-72v°. [Le 8 novembre 1345.] *Littera pacis facte inter Dominum Leodiensem et oppidanos Hoyenses. Capsa XVI^a, numero XI, libro 2° (2).* [Accord conclu entre Englebert de la Marck, évêque de Liège, et la ville de Huy.]

Copie. — Elle contient en marge des annotations sans importance. Au bas de l'acte nous trouvons ces mots : *Nusquam superius questio de Castellania*. Il s'agit ici, comme dans le document précédent, de la châtellenie de Huy.

Édition : S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 275.

48. Fol. 73. [Le 30 juillet 1302.] *Quod omnia officia et ministeria in Hoyo tenentur ab episcopo et quod nullus sit*

(1) Ces derniers mots désignent sans doute l'endroit du chartrier où reposait le document dont nous avons ici une copie.

(2) Ces derniers mots désignent sans doute l'endroit du chartrier où reposait le document dont nous avons ici une copie.

de pluribus officiis. [L'évêque de Liège, Adolphe de Waldeck, révoque tous les privilèges accordés aux métiers de Huy et défend tout cumul de fonctions publiques.]

Copie. — La date est erronée : Donnees l'an de grace MCCC, le lundi apres le jour saint Jacques l'apostle.

Édition : S. BORMANS et F. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 908, t. III, p. 29.

(Fol. 73v° en blanc.)

* Fol. 74. Privilegium ex sententia Villelmi Romanorum regis quo episcopo Leodiensi omnes comites, barones, nobiles et ministeriales tenentur auxiliari contra invadentes ecclesie bona. Paulina sententia aurea pro episcopo Leodiensi.

Ce titre se rapporte aux deux actes suivants.

(Fol. 74v° en blanc.)

49. Fol. 75. [Anvers, le 8 janvier 1254.] Sententia imperatoris quod omnes subditi, nobiles, comites, barones et alii ministeriales ecclesie Leodiensis tenentur ipsam juvare contra volentes bona ecclesie invadere. [Diplôme de Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : MGH, *Constitutiones et acta publica imperatorum et regum*, t. II, éd. L. WEILAND, n° 369, p. 472. — S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 528, t. II, p. 64. — BÖHMER-FICKER, *Regesta imperii*, V, 2^e section, n° 5174*.

(Fol. 75v° en blanc.)

50. Fol. 76-79. [Rome, le 23 décembre 1465.] Sententia apostolica Pauli secundi per quam adjudicatur Domino

Ludovico de Bourbon episcopo Leodiensi suisque successoribus merum et mixtum imperium per civitatem et patrias Leodiensem et Lossensem. [Bulle du pape Paul II.]

Copie.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 542. Bruxelles, 1844.

(Fol. 79^vo-80^vo en blanc.)

51. Fol. 81-94^vo. [Lille, le 23 septembre 1408.] *Prelium Otteianum*. [Fragment de Monstrelet sur la bataille d'Othée, avec la sentence portée par Jean sans Peur, duc de Bourgogne, et Guillaume, comte de Hainaut, contre les Liégeois.]

Copie. Le texte commence aux mots : Or est ainsi que en ce tamps le duc Johan de Bourgoigne dessus nomme si estoit moult .. et se termine aux mots : Toutes les choses dessus déclarées et mises par escrit furent prononchées par le commandement desdicts ducez en leurs presences à Lisle en la grande salle, XXIII^e jour du moys d'octobre l'an de grace mil IIII^e et huyt.

Édition : L. DOUËT D'ARCQ, *La chronique d'Enguerran de Monstrelet, publiée pour la Société de l'histoire de France*, t. I, p. 350, chap. 47. Paris, 1857. Les stipulations finales de cet extrait sont publiées par S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 420.

52. Fol. 95-95^vo. [Constance, le 21 mars 1418.] *Ex sessione XLIII sacrosancte Constantiensis synodi. De exemptionibus*. [Décret du concile de Constance abrogeant les privilèges d'exemptions accordés depuis la mort du pape Grégoire XI.]

Copie.

Édition : *Sacrosancta Concilia studio* PH. LABBEI et G. COSSARTII, t. XII, c. 254. Paris, 1672.

53. Fol. 96-96^{vo}. [Rome, le 1^{er} février 1428. Bulle du pape Martin V concernant l'immunité judiciaire du clergé.]

Copie. — Deux autres copies de ce document se trouvent fol. 131-132 et 260-260^{vo}. Voir ci-dessous, nos 71 et 150.

Édition : *Bullarium romanum*, éd. COCQUELINES, t. III, 2^e partie, p. 459. Rome, 1741.

54. Fol. 97. [Rome, le 1^{er} mai 1429. Le pape Martin V déclare que ni le roi de France ni ses officiers n'encourent les peines comminées par sa bulle sur les immunités des clercs (voir ci-dessus n^o 53), s'ils connaissent, en France ou en Dauphiné, des actions possessoires en retinende au sujet des biens ecclésiastiques.]

Copie.

Édition : *Preuves des libertez de l'Église gallicane*. 3^e édit., t. II, p. 154. Paris, 1731.

(Fol. 97^{vo} en blanc.)

55. Fol. 98-98^{vo}. [Rome, le 3 avril 1426.] Quales admitantur canonici Leodienses (1). [Bulle du pape Martin V déterminant les conditions d'admissibilité à un canonicat au chapitre de l'église cathédrale de Liège.]

Voir *Textes* n^o 8.

56. Fol. 98^{vo}-99^{vo}. [Après le 3 avril 1426. Décision capitulaire du chapitre de l'église cathédrale de Liège déterminant les preuves à fournir pour être reçu au nombre des chanoines de cette église conformément au privilège de Martin V (voir ci-dessus, n^o 55).]

Voir *Textes* n^o 9.

(Fol. 100-100^{vo} en blanc.)

(1) Cette indication se trouve en marge.

* Fol. 101. Confirmatio Sixtina privilegiorum ecclesie majoris Leodiensis.

Ce titre se rapporte aux documents des fol. 106-107^{vo}. Voir ci-dessous, n^{os} 59-61.

(Fol. 101^{vo} en blanc.)

57. Fol. 102-102^{vo}. [Rome, le 7 avril 1432. Bulle du pape Eugène IV déterminant à quelles conditions les chanoines de la cathédrale de Liège pourront percevoir les revenus des bénéfices ecclésiastiques qu'ils cumulent.]

Copie. — Une autre copie de ce document se trouve dans le ms. de l'université de Bologne, 954, t. III, fol. 257^{vo}-259. Voir ci-dessous, n^o 221.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 659.

58. Fol. 102^{vo}-104. [Rome, le 20 janvier 1459 (n. st.). Bulle du pape Pie II confirmant les privilèges accordés au diocèse de Liège en matière bénéficiale et lui accordant d'autres prérogatives du même genre.]

Copie. — La date est erronée : Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo septuagesimo nono, non. januarii, pontificatus nostri anno nono. — Une autre copie de ce document se trouve dans le ms. de l'université de Bologne, 954, t. III, fol. 259-263. Voir ci-dessous, n^o 222.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 435.

(Fol. 104^{vo}-105^{vo} en blanc.)

59. Fol. 106-107^{vo}. [Rome, le 5 ou 9 janvier 1480 (n. st.). Bulle du pape Sixte IV confirmant celles de l'antipape

Jean XXIII et du pape Eugène IV accordant des conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liège.]

Dans cet acte est inclus le texte des bulles d'Eugène IV, du 17 août 1446 et de Jean XXIII, du 19 mai 1413. Voir ci-dessous, nos 60 et 61.

Voir *Textes* n° 16.

60. Fol. 106-107. [Rome, le 17 août 1446. Bulle du pape Eugène IV confirmant les privilèges accordés à l'église cathédrale de Liège et déterminant les pouvoirs des conservateurs qui lui avaient été accordés.]

Cet acte est inclus dans le document précédent et comprend lui-même le texte de la bulle de Jean XXIII, du 19 mai 1413, mentionnée ci-dessous, n° 61.

Voir *Textes* n° 11.

61. Fol. 106-107. [Rome, le 19 mai 1413. Bulle de Jean XXIII accordant des conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liège.] (1).

Cet acte est inclus dans la bulle du pape Eugène IV du 17 août 1446 mentionnée ci-dessus, n° 60, comprise elle-même dans celle de Sixte IV, mentionnée ci-dessus, n° 59.

Voir *Textes* n° 7.

62. Fol. 108-109. [Après le 13 mai 1521 et avant le 22 mai 1522.] Sanctissimo Domino nostro. [Supplique

(1) Fol. 107^{vo}, à la fin de la bulle de Sixte IV (voir n° 59), nous trouvons cette mention : *Bulla Sixti et aliorum pontificum pro ecclesia Leodiensi*. Cette indication se rapporte aux nos 57-61.

du clergé de la cathédrale de Liège au pape Léon X lui demandant la confirmation d'anciens privilèges.](¹).

Voir *Textes* n° 117.

(Fol. 109^v en blanc)

63. Fol. 110-112^v. [1516-1519. Vers le mois de mai 1519? Supplique d'Erard de la Marck au pape Léon X, demandant confirmation d'anciens privilèges accordés au diocèse de Liège et en sollicitant de nouveaux.]

Un document de la même teneur se trouve fol. 313-318^v. Voir ci-dessous, n° 188.

Voir *Textes* n° 105.

* Fol. 113. *Privilegia universitatis Lovaniensis*.

C'est le titre général des documents renseignés ci-dessous nos 64-69.

(Fol. 113^v en blanc.)

64. Fol. 114-117^v. [Rome, le 9 septembre 1427 (n. st.). Bulle du pape Martin V accordant à l'université de Louvain trois conservateurs : l'évêque d'Utrecht, l'abbé de Tongerlo, le doyen de l'église Saint-Pierre à Louvain.]

Copie.

Édition : E. REUSENS, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 53. Louvain, 1893-1902. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1893, t. XXIV, p. 101.

(¹) Voir ci-dessous, fol. 299^v, après le n° 171, le titre de ce document.

65. Fol. 117^v-120. [Rome, le 1^{er} mai 1428. Bulle du pape Martin V désignant comme conservateurs de l'université de Louvain le prévôt de Sainte-Gertrude à Louvain et le doyen de l'église Sainte-Gudule à Bruxelles en remplacement de l'abbé de Tongerlo et du doyen de l'église Saint-Pierre à Louvain.]

Copie.

Édition : E. REUSENS, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 94. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1895, t. XXV, p. 34.

66. Fol. 120^v-122. [Rome, le 2 mars 1450 (n. st.). Bulle du pape Nicolas V confirmant, dans leurs fonctions de conservateurs de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude à Louvain et ses successeurs.]

Voir *Textes* n° 13.

67. Fol. 122-123. [Louvain, le 8 novembre 1469. Acte notarié notifiant qu'à la demande de Pierre Bode, syndic de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude de cette ville a ordonné au notaire Jean de Winckele d'enregistrer le privilège accordé par le pape Paul II à cette institution (voir ci-dessous, n° 68).]

Voir *Textes* n° 15.

68. Fol. 123^v-127^v. [Rome, le 26 août 1468. Le pape Paul II désigne en qualité de conservateurs de l'université de Louvain les abbés du Parc et de Sainte-Gertrude à Louvain et le doyen de l'église Saint-Pierre de cette ville.]

Copie. — Cet acte fait suite au document du n° précédent.

Édition : E. REUSENS, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 445. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1901, t. XXIX, p. 29.

69. Fol. 128-129. [Le 2 novembre 1428.] Concordia inter episcopum et prelatos Leodienses necnon studium Lovaniense. [Transaction intervenue au sujet des bénéfices ecclésiastiques et de l'exercice de la juridiction répressive sur les étudiants de l'université.]

Copie.

Édition : ANT. ANSELMO, *Placcaeten ende ordonnantien van de hertoghen van Brabandt*, t. I, p. 106. Anvers, 1648. — Voyez E. REUSENS, *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, t. I, p. 52, note 1. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1893, t. XXIV, p. 100.

(Fol. 129^v en blanc.)

70. Fol. 130-130^v. [Maestricht, le 28 août 1448.] Overdrach van wat punten men daghen mach tot Ludich die ingheseten van Brabant. [Accord conclu entre l'évêque de Liège, Jean de Heinsberg, et le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, au sujet de la compétence judiciaire du tribunal ecclésiastique.]

Une autre copie du même document se trouve au fol. 148. Voir ci-dessous, n° 76.

Voir *Textes* n° 12.

71. Fol. 131-132. [Rome, le 1^{er} février 1428. Bulle du pape Martin V renseignée ci-dessus, n° 53.]

Copie.

(Fol. 132^v en blanc.)

72. Fol. 133-135. [Vers 1510. Propositions des députés de l'évêque de Liège à ceux du duc de Brabant au sujet de l'exercice de la juridiction ecclésiastique.]

Voir *Textes* n° 28.

(Fol. 135^v en blanc.)

73. Fol. 136-139^v. [Vers 1510. Propositions des députés du duc de Brabant au sujet de l'exercice de la juridiction ecclésiastique par l'évêque de Liège.]

Voir *Textes* n° 29.

74. Fol. 140-142^v. [1510. Mémoire sur les anciens usages du diocèse de Liège en matière de juridiction ecclésiastique.]

Voir *Textes* n° 30.

75. Fol. 143-147^v. [1510.] Sequuntur casus super quibus deputati Domini Reverendissimi Leodiensis juste poterunt conqueri de Consilio ducali Brabantie concepti pro avisamento circa futuram dietam etc. quoad exercitium ecclesiastice jurisdictionis.

Voir *Textes* n° 31.

(Fol. 148 en blanc.)

76. Fol. 148^v-149. [Maestricht, le 28 août 1448.] Sequuntur concordata. Domini de Consilio frequenter solent allegare.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 70.

(Fol. 149^v-149^{av} en blanc.)

77. Fol. 150-152. [Vers 1510-1511. Réponse de la part des délégués du duc de Brabant aux plaintes présentées par ceux de l'évêque de Liège.]

Voir *Textes* n° 34.

(Fol. 152^v en blanc.)

78. Fol. 153-154v°. [Vers 1510-1511. Propositions d'entente sur les plaintes présentées au nom de l'évêque de Liège et du duc de Brabant.]

Voir *Textes* n° 35.

79. Fol. 155-160v°. [Vers 1510-1511.] Sequuntur querele que inter ceteras pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle etc., coram Reverendissimi Domini episcopi Leodiensis commissariis ac deputatis proponuntur, quibus pretenditur jurisdictionem principis in ducatu suo Brabancie ac in locis ultramosanis eidem patrie connexis multifarie lesam per officiatos Reverendissimi episcopi Leodiensis in non parvum animarum periculum ac principis antetacti et suorum subditorum maximum prejudicium.

Voir *Textes* n° 36.

80. Fol. 161-164. [Vers 1510-1511.] Responsio ad articulos pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle, etc., comprehendentes certas querelas quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa, coram deputatis Domini Reverendissimi Leodiensis exhibitos sequitur ⁽¹⁾ in modum infrascriptum.

Une autre copie de ce document se trouve fol. 166-167. Voir ci-dessous, n° 82.

Voir *Textes* n° 37.

(Fol. 164v° en blanc.)

81. Fol. 165. [Vers le 24 novembre 1511.] Media concepta per deputatos Reverendissimi Domini Leodiensis pro

⁽¹⁾ *Le ms. porte sequuntur.*

eciam amicabili sedatione differentiarum exortarum inter Illustrissimum Dominum archiducem et dictum Dominum Leodiensem.

Voir *Textes* n° 39.

(Fol. 165^{r°} en blanc.)

82. Fol. 166-167. [Vers 1510-1511.] Responsio ad articulos pro parte Illustrissimi archiducis Austrie, principis Castelle, etc., comprehendentes certas querelas quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa coram deputatis Domini Reverendissimi Domini Leodiensis exhibitos sequitur ⁽¹⁾ in modum infrascriptum.

Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 80.

(Fol. 167^{r°}-167^{av°} en blanc.)

83. Fol. 168-168^{v°}. [Vers le 23 novembre 1511. Propositions d'accord en matière de juridiction ecclésiastique élaborées par Adrien d'Utrecht.]

Voir *Textes* n° 38.

(Fol. 168^a-168^{av°} en blanc.)

84. Fol. 169-170^{v°}. [Février-juillet 1516.] Responsio ad articulos per Consilium Principis missos ad Reverendissimum super facto indulgentiarum productum per me Joannem Baptistam Aleandrum Dominis de capitulo ⁽²⁾. [Observations de l'évêque de Liège sur les Indulgentiae Hollandinae.]

Voir *Textes* n° 78.

⁽¹⁾ *Le ms. porte sequuntur.*

⁽²⁾ Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 170^{v°}.

85. Fol. 171-171v°. [Louvain, le 16 novembre 1515.] Exemplum litterarum Loemel ad capitulum super indulgentiis ⁽¹⁾.

Voir *Textes* n° 56.

86. Fol. 172. [Le 9 mai 1326.] Recognitio Sancti Albani Namurcensis quod malo ducti fuerunt consilio episcopum non admittendo ad visitationem et quod de cetero ipsum et suos successores admittere tenebuntur. [Il s'agit du chapitre de Saint-Aubain à Namur.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1096, t. III, p. 294.

87. Fol. 172-172v°. [Le 2 mars 1329 (n. st.).] Procuratoria capituli Fossensis ad recognoscendum quod episcopus potest eos visitare et ad petendum absolutionem a sententiis quas incurrerant ex eo quod ipsum ad visitandum admittere recusarant. [Le chapitre de Saint-Feuillen à Fosses charge deux de ses chanoines de reconnaître le droit de visite de l'évêque de Liège.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 1111, t. III, p. 321.

88. Fol. 173-173v°. [Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.).] Lettre de maintenue accordée par Charles-Quint à Jean Leersse à Aerschot.]

Le texte flamand de ce document latin se trouve au fol. 174-175. Voir ci-dessous, n° 89.

Voir *Textes* n° 61.

(1) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 171v°.

89. Fol. 174-175. [Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.). Lettre de maintenue de Charles-Quint en faveur de Jean Leersse à Aerschot.]

Copie. — C'est le texte flamand du document renseigné ci-dessus, n° 88 (4).

(Fol. 175v° en blanc.)

90. Fol. 176-181v°. [Cologne le 28 juin 1516. Lettre de monitoire et d'inhibition de Jean Doernick contre l'officialité de Liège, au sujet des privilèges du duc de Juliers, Clèves et Berg.]

Cet acte comprend l'acte de délégation de Jean Doernick par Jean de Brempt du 2 octobre 1514, l'exécutoire de la bulle de Léon X en faveur du duc de Clèves, du 6 juin 1513, la bulle elle-même de ce pontife en faveur du duc de Clèves du 8 juin 1513, renseignés ci-dessous, n°s 91-93.

Voir *Textes* n° 76.

91. Fol. 176-179. [Cologne, le 2 octobre 1514. Jean de Brempt délègue à Bernard Doernick ses pouvoirs comme conservateur des privilèges du duc de Clèves et Juliers.]

Dans cet acte est inclus le texte de deux bulles de Léon X renseignées ci-dessous, n°s 92-93; l'acte lui-même est inclus dans le document renseigné au n° précédent.

Voir *Textes* n° 46.

92. Fol. 176v°-178v°. [Rome, le 6 juin 1513. Exécutoire de la bulle de Léon X en faveur du duc de Clèves et Juliers.]

Cet acte est inclus dans les documents renseignés ci-dessus, n°s 90 et 91 et comprend lui-même le texte de la bulle de Léon X renseignée ci-dessous, n° 93.

Voir *Textes* n° 40.

(4) Nous avons cru inutile de publier le texte flamand de cet acte.

93. Fol. 176v-178. [Rome, le 8 juin 1513. Bulle du pape Léon X en faveur du duc de Clèves et Juliers.]

Cet acte est inclus dans les documents renseignés ci-dessus, n^{os} 90, 91 et 92.

Voir *Textes* n^o 41.

VOLUME SECOND.

94. Fol. 182-184v^o. [Vers la mi-janvier 1517 ?] Obligationes facte duci Saxonie. 'Ουκ ἀρετᾶ καὶ ἐργα. [Conditions posées par Georges de Saxe au sujet des sommes d'argent que lui devait la principauté de Liège.] (1)

Voir *Textes* n^o 90.

(Fol. 184a-184av^o en blanc.)

95. Fol. 185-187v^o. [Diest, le 14 janvier 1498. Constitution d'une rente de mille quatre vingts florins sur la principauté de Liège, en faveur du duc Albert de Saxe.]

Voir *Textes* n^o 21.

96. Fol. 188-188v^o. [Liège, le 20 janvier 1498. Le chapitre de l'église cathédrale de Liège approuve la constitution d'une rente de mille quatre vingts florins en faveur du duc Albert de Saxe.]

Voir *Textes* n^o 22.

(1) Au fol. 184v^o on lit les mots : Response de George duc de Zasse.

97. Fol. 189-193v°. [Aix-la-Chapelle, le 19 juillet 1483.]
Copia instrumenti restitutionis litterarum Leodiensium in
capitulo Aëquensi depositarum et consensus eorumdem nec-
non commissionis ducum Brabantie.

Dans ce document sont inclus les actes de délégation de la part
de Maximilien et de Philippe le Beau, du 11 juillet 1483, des trois
États du pays de Liège, du 18 avril 1483, et des États du pays de
Liège et de Looz, du 12 juillet 1483, renseignés ci-dessous,
nos 98-100.

Voir *Textes* n° 19.

98. Fol. 191-191v°. [Malines, le 11 juillet 1483. Maximi-
lien d'Autriche et Philippe le Beau nomment des délégués
pour recevoir les actes confiés en dépôt au chapitre de
l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.]

Cet acte est inclus dans le précédent. — Une autre copie de cet
acte se trouve fol. 194. Voir ci-dessous, n° 101.

Voir *Textes* n° 17.

99. Fol. 191v°-192. [Le 18 avril 1483. Les trois états du
pays de Liège nomment des délégués pour les représenter
à la remise entre les mains de Maximilien d'Autriche des
documents confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-
Dame à Aix-la-Chapelle.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — Ce docu-
ment est inséré dans l'acte notarié du 19 juillet 1483, renseigné ci-
dessus, n° 97.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du
pays de Liège*, p. 709.

100. Fol. 192v°-193. [Le 12 juillet 1483. Les états du
pays de Liège et de Looz nomment des délégués pour les

représenter à la remise des actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle.]

Ce document est inclus dans l'acte notarié du 14 juillet 1483 renseigné ci-dessus, n° 97.

Voir *Textes* n° 18.

101. Fol. 194. [Malines, le 14 juillet 1483. Acte de délégation de Maximilien d'Autriche et de Philippe le Beau renseigné ci-dessus, n° 98.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle.

(Fol. 194v^o-194av^o en blanc)

102. Fol. 195-195v^o. [Vers 1518. Bref de Léon X à l'empereur Maximilien au sujet des nominations aux bénéfices ecclésiastiques.]

Voir *Textes* n° 104.

103. Fol. 196. [Rome, le 15 juillet 1523. Bref du pape Adrien VI au sujet de l'abbaye de Saint-Symphorien à Metz.]

Voir *Textes* n° 122.

(Fol. 196v^o en blanc.)

104. Fol. 197-198. [Le 10 février 1310 (n. st.).] De compositione inter episcopum et capitulum Hoyense super jurisdictione investitorum et clericorum Hoyensium ⁽¹⁾. [Accord entre le chapitre de l'église Notre-Dame à Huy et

(1) Au fol. 198v^o on lit ces mots : Exemplum compositionis inter episcopum et capitulum Hoyense. — Arcidiaconatus Hoiensis.

Thibaut de Bar, évêque de Liège, touchant l'exercice de la juridiction sur le clergé de Huy.]

Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 955, t. III, p. 96. — S. BORMANS, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, p. 821, où ce document est publié d'après le ms. 3881.

(Fol. 198^vo-198^{av}o en blanc.)

105. Fol. 199-202. [Vers 1515.] Instruction sur la cause pendantes entre tres hault et tres puissant prince nostre tres redobte seigneur Monseigneur de Liège d'une part et ceulx de la ville de Huy d'autre. [Exposé de l'histoire de la ville de Huy depuis le milieu du x^e siècle jusqu'en l'année 1502.]

Voir *Textes* n° 57.

(Fol. 202^vo-202^{av}o en blanc.)

106. Fol. 203. [Saint-Venant, le 7 septembre 1513. Lettre de l'empereur Maximilien à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au sujet des conflits avec la ville de Huy.]

Voir *Textes* n° 42.

107. Fol. 203^vo-205. [Liège, le 13 octobre 1513. Acte de soumission des Hutois à l'évêque de Liège, Érard de la Marck.]

Dans ce document est inclus le document suivant du 12 octobre 1513. Voir ci-dessous, n° 108.

Voir *Textes* n° 44.

108. Fol. 204v°-205. [Huy, le 12 octobre 1513. Les habitants de Huy reconnaissent leurs torts envers l'évêque de Liège et nomment des délégués pour implorer leur pardon.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 43.

* Fol. 205v°. Exemplum litterarum imperatoris ad Reverendissimum Dominum una cum instrumento emendarum Huiensium⁽¹⁾.

A ce titre se rapportent les documents renseignés ci-dessus, n° 106-108.

(Fol. 205a-205av° en blanc.)

109. Fol. 206-207v°. [Huy, le 10 janvier 1516.] Petitio venie ab Huiensibus facta super crimine lese majestatis. Huienses petunt veniam criminis lese majestatis⁽²⁾. [Les Hutois reconnaissent avoir accusé faussement l'évêque de Liège auprès de l'empereur Maximilien.]

Voir *Textes* n° 59.

110. Fol. 208-211v°. [Huy, le 30 avril 1516.] Concordia Huyensium cum Reverendissimo Domino. [Au sujet de la juridiction sur la châtellenie de Huy.]

Dans ce document sont inclus les actes du 12 mars 1516, du 12 mars-30 avril 1516, des 10 et 11 janvier 1516 et du 30 avril 1516, renseignés ci-dessous, n° 111-114.

Voir *Textes* n° 74.

⁽¹⁾ Ce titre est répété : Exemplum litterarum imperatoris ad Reverendissimum et emende Huiensium.

⁽²⁾ Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 207 v°. Le recto du fol. 207 est en blanc.

111. Fol. 209^v. [Huy, le 12 mars 1516. Les habitants de la ville de Huy s'en remettent au bon vouloir de l'évêque de Liège, en matière de juridiction sur la châtellenie de Huy.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 71.

112. Fol. 209^v-210. [12 mars-30 avril 1516. Requête de la ville de Huy à l'évêque de Liège au sujet de la châtellenie de Huy.]

Ce document est inclus dans l'acte du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 72.

113. Fol. 210-210^v. [Huy, les 10 et 11 janvier 1516. L'évêque de Liège et la ville de Huy désignent des arbitres pour terminer les conflits au sujet de la châtellenie de Huy.]

Cet acte est inclus dans celui du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 60.

114. Fol. 211. [Huy, le 30 avril 1516. Décision de l'abbé de Saint-Jacques à Liège et du général des Croisiers à Huy, au sujet des demandes formulées par les Hutois.]

Ce document est inclus dans l'acte du 30 avril 1516, renseigné ci-dessus, n° 110.

Voir *Textes* n° 73.

115. Fol. 212-214. [Vers le 12 mars 1522.] Ordinationes commissariorum Cesaree Majestatis super novis indultis per

opidum Trajectense impetratis [les privilèges de Léon X signalés ci-dessous, n^{os} 116-119].

Voir *Textes* n^o 115 ⁽¹⁾.

116. Fol. 214-215. [Rome, le 16 juin 1516. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maëstricht.]

Voir *Textes* n^o 75.

117. Fol. 215^v-219. [Rome, le 31 décembre 1518. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maëstricht.]

Voir *Textes* n^o 99.

118. Fol. 219-221^v. [Rome, le 3 août 1520. Bulle de Léon X en faveur de la ville de Maëstricht.]

Voir *Textes* n^o 108.

119. Fol. 221^v-223. [Rome, le 29 mai 1521. Bref du pape Léon X en faveur de la ville de Maëstricht.]

Voir *Textes* n^o 113.

* Fol. 223^v. In materia oppidi Trajectensis.

Ce titre général se rapporte aux documents renseignés ci-dessus, n^{os} 115-119.

* Fol. 224. Pro Secundariis.

Titre général se rapportant aux documents renseignés ci-dessous, n^{os} 120-154.

(Fol. 224^v en blanc.)

⁽¹⁾ A la fin de l'acte nous lisons ces mots : Tenores impetrationum de quibus prefertur sequuntur et sunt tales. Ce titre se rapporte aux documents renseignés ci-dessous, n^{os} 116-119.

120. Fol. 225-228v°. [Liège, le 12 janvier 1452. Acte notarié de la publication des bulles accordées par le pape Nicolas V au clergé secondaire de Liège.]

Dans cet acte est inclus le texte des deux bulles du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 renseignées ci-dessous, nos 121-122.

Voir *Textes* n° 14.

121. Fol. 225-226v°. [Rome, le 19 octobre 1451. Le pape Nicolas V confirme les privilèges accordés au clergé secondaire du diocèse de Liège.]

Copie. — Cet acte est inclus dans le précédent.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 404.

122. Fol. 226v°-227. [Rome, le 19 octobre 1451. Bulle du pape Nicolas V ⁽¹⁾, par laquelle il communique à l'abbé de Saint-Jacques à Liège et au doyen de l'église Saint-Jean à Utrecht la bulle leur confiant les fonctions de conservateurs du clergé secondaire liégeois.]

Copie. — Ce document est inclus dans l'acte notarié de l'abbé de Saint-Jacques du 12 janvier 1452. Voir ci-dessus, n° 120. Il contient lui-même les premiers mots de la bulle de Nicolas V, du 19 octobre 1451. Voir ci-dessus, n° 121.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 404.

123. Fol. 229-229v°-230 ⁽²⁾. [Rome, le 12 octobre 1451.]
Conservatoria secundariarum civitatis et diocesis Leodien-

(1) En tête de cette bulle on lit ces mots : *Alterius, videlicet executorie, sic incipit.*

(2) Dans la reliure, l'ordre des folios 230 et 231 a été interverti.

sis. [Bulle du pape Nicolas V nommant comme juges conservateurs des églises collégiales du diocèse de Liège l'abbé de Saint-Laurent, à Liège, le doyen de l'église des Saints-Apôtres à Cologne, et celui de l'église Saint-Jean à Utrecht.]

Copie.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 401.

124. Fol. 230^v-231^v (1). [Rome, le 26 octobre 1473.] *Altera conservatoria secundariarum*. [Le pape Sixte IV confirme la bulle du pape Nicolas V accordant des juges conservateurs aux collégiales du diocèse de Liège et détermine leurs pouvoirs.]

Copie.

Édition : P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 614.

125. Fol. 232-232^v. [Malines, le 13 février 1254.] *Confirmatio imperialis privilegii indulti ecclesiis Leodiensibus per Henricum electum, pro famulis ecclesiarum Leodiensium super exemptione eorumdem et jurisdictione temporalis ecclesiarum Leodiensium quod etiam per papam confirmatum est*. [Diplôme de Guillaume de Hollande confirmant le privilège d'exemption accordé au clergé de Liège par l'évêque élu, Henri de Gueldre, le 15 novembre 1253.]

Copie. — Dans cet acte est inclus le privilège de l'évêque élu Henri de Gueldre du 15 novembre 1253. Voir ci-dessous, n° 126.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 530, t. II, p. 66. — BÖHMER-FICKER, *Regesta Imperii*, V, 2^e section, n° 5177.

(1) Dans la reliure, l'ordre des folios 230 et 231 a été interverti.

126. Fol. 232-232v°. [Le 15 novembre 1253. Henri de Gueldre, évêque élu de Liège, confirme et étend les privilèges d'exemption accordés aux chapitres des églises cathédrale et collégiales de la ville de Liège par Henri V, roi des Romains.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 525, t. II, p. 59.

127. Fol. 232v°-234. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Privilegium imperiale per Henricum et Rudolphum Romanorum regem indultum majori et secundariis ecclesiis Leodiensibus super libertatibus familiarum, colonum, servitorum et domibus eorundem. [Rodolphe de Habsbourg confirme les privilèges accordés aux chapitres de la ville de Liège, notamment le privilège d'Henri V du 23 décembre 1107.]

Copie. — Dans cet acte est inclus le texte du diplôme d'Henri V, du 23 décembre 1107. Voir ci-dessous, n° 128.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS. *Cartulaire*, n° 662, t. II, p. 238. — BÖHMER-REDLICH, *Regesta Imperii*, VI, 1^{re} section, n° 426.

128. Fol. 232v°-233v°. [Liège, le 23 décembre 1107. Privilège de Henri V renseigné ci-dessus, n° 33.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent.

129. Fol. 234-234v°. [Oppenheim, le 10 septembre 1275.] Littera ubi scabini non possunt ferre sententias contra supposita ecclesiarum [Privilège de Rodolphe de Habsbourg renseigné ci-dessus, n° 29.]

Copie.

130. Fol. 234^v-235. [Anagni, le 1^{er} mars 1260.] Confirmatio per Alexandrum papam privilegii imperialis de exemptione famulorum canonicorum Leodiensium a jurisdictione temporali civitatis Leodiensis. [Bulle du pape Alexandre IV, confirmant les privilèges d'exemption accordés par l'empereur Henri V, l'élu de Liège, Henri de Gueldre, et Guillaume de Hollande.]

Copie.

Édition : S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire*, n° 568, t. II, p. 116.

(Fol. 235^v en blanc.)

131. Fol. 236-245^v. [Vers le milieu de l'année 1516.] Leodiensis exemptionis. Mandatum domini auditoris ad exequendum litteras compulsoriales speciales contra detentores jurium sub censuris et penis pecuniariis juxta formam commissionis. [En faveur d'Érard de la Marck contre les collégiales du diocèse, par Jean Staffileo, évêque de Sebenico.]

Dans cet acte est inclus le texte d'une supplique d'Eustache Cannivet au pape Jules II de l'année 1510 et de trois suppliques d'Érard de la Marck, l'une à Jules II, de l'année 1511, les deux autres à Léon X, du milieu du mois d'octobre 1515. Voir ci-dessous, nos 132-135.

Voir *Textes* n° 79.

132. Fol. 237-239. [1510. Supplique d'Eustache Cannivet au pape Jules II.]

Ce document est inclus dans le précédent.

Voir *Textes* n° 32.

133. Fol. 240-241. [Commencement de l'année 1511. Supplique d'Erard de la Marek au pape Jules II au sujet de l'exemption du clergé secondaire.]

Ce document est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 33.

134. Fol. 242-242v°. [Vers le milieu du mois d'octobre 1515. Supplique d'Erard de la Marek au pape Léon X, au sujet des lettres de compulsoire qu'il avait obtenues.]

Cet acte est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 52.

135. Fol. 242v°-243v°. [Vers le milieu du mois d'octobre 1515. Supplique d'Erard de la Marek au pape Léon X au sujet des lettres de compulsoire.]

Ce document est inclus dans l'acte de J. Staffileo de l'année 1516. Voir ci-dessus, n° 131.

Voir *Textes* n° 53.

(Fol. 245a-245av° en blanc.)

136. Fol. 246-246v°. [Le 14 novembre 1515.] Copia cedula protestationis, oblationis et appellationis factorum pro parte ecclesiarum secundariarum Leodiensis civitatis et diocesis [contre les lettres de compulsoire lancées par l'abbé de Saint-Jaques à Liège, délégué par J. Staffileo].

Voir *Textes* n° 55.

137. Fol. 247-248. [Le 12 novembre 1515. Appel de la collégiale de Saint-Sulpice à Diest, contre les lettres de compulsoire de l'abbé de Saint-Jacques, à Liège.]

Voir *Textes* n° 54

(Fol. 248^v. 248^{av} en blanc.)

138. Fol. 249-249^v. [Vers le mois d'août 1516.] Memoriale [des documents extraits des archives de la cathédrale et des collégiales du diocèse de Liège en vertu de lettres de compulsoire données par Jean Staffileo, évêque de Sebenico.] (1).

Voir *Textes* n° 80.

139. Fol. 250-250^v. [Le 29 février 1516.] Delicta secundariarum. Errores et delicta sive gravamina secundariarum in Reverendissimum Dominum (2).

Voir *Textes* n° 62.

140. Fol. 251-252^v. [Vers le commencement du mois de mars 1516?] Collegia Teutonice terre. [Collégiales du diocèse de Liège en pays flamand.] Collegia Gallice terre. Collégiales du diocèse de Liège en pays wallon.]

Voir *Textes* n° 70.

141. Fol. 253-253^v. [Vers et avant le 4 janvier 1517.] Copia responsionis date secundariis [par l'évêque Érard de

(1) Le titre se trouve au fol. 249^v, où le document commence, le feuillet ayant été mal inséré lors de la reliure.

(2) Cette double mention se trouve au fol. 250^v.

la Marck au sujet des prétentions des collégiales à l'exemption.]

Voir *Textes* n° 88.

142. Fol. 254-254v°. [Le 1^{er} mai 1517. Lettre d'appel interjeté par Josse de Abiete, syndic des églises collégiales du diocèse de Liège, contre les lettres d'inhibition de Servais Coelmont, doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht, en cause d'Antoine de la Marck et des collégiales du diocèse de Liège.]

Voir *Textes* n° 91.

143. Fol. 255-255v°. [Vers le 1^{er} mai 1717. Appel interjeté par Servais Coelmont des lettres d'inhibition lancées par Jean Robyns, en faveur d'Antoine de la Marck, au sujet de sa juridiction sur certains suppôts des collégiales.]

Voir *Textes* n° 92.

144. Fol. 256-256v°. [1513-avant le 29 avril 1514? Première partie d'une supplique du clergé secondaire liégeois au pape Léon X, au sujet de l'exemption.]

Voir *Textes* n° 45.

(Fol. 256a-256av° en blanc.)

145. Fol. 257. [Liège, le 14 novembre 1509.] Requisitio responsionis, etc. [de la part de l'évêque de Liège sur la demande qui avait été faite au clergé secondaire liégeois de reconnaître la juridiction de l'évêque.]

Voir *Textes* n° 26.

146. Fol. 257-257v°. [Liège, le 15 novembre 1509. Autre demande de réponse, sur le même objet.]

Voir *Textes* n° 27.

147. Fol. 257v°. [Liège, le 10 novembre 1509. Demande de réponse sur le même objet.] ⁽¹⁾.

Voir *Textes* n° 25.

148. Fol. 258-258v°. [Liège, le 19 octobre 1509.] *Requisitio capitulorum secundariarum ecclesiarum*. [Mise en demeure du clergé secondaire d'avoir à produire ses privilèges d'exemption à l'égard de l'autorité épiscopale.]

Voir *Textes* n° 24.

149. Fol. 259-259v°. [Cologne, le 10 avril 1509. Maximilien, empereur élu, confirme les privilèges que la ville de Liège a reçus de l'évêque de Liège Albert et des empereurs, notamment de Philippe II en 1208, Henri VII en 1230, d'Albert en 1298 et de Sigismond en 1415 et 1417.]

Copie.

Edition : C'est le texte français du diplôme latin publié par L. POLAIN. *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 2^e série. t. I, p. 4. Bruxelles, 1869 ⁽²⁾.

150. Fol. 260-260v°. [Rome, le 1^{er} février 1428. Bulle du pape Martin V concernant l'immunité judiciaire du clergé, renseignée ci-dessus, nos 53 et 71.]

Copie.

⁽¹⁾ Ce document est écrit en marge.

⁽²⁾ Nous avons cru inutile de publier le texte français de ce diplôme

151. Fol. 261-261v°. [Liège, le 4 janvier 1517.] Pro Reverendissimo Domino Leodiensi. Instrumentum protestationis contra secundarias ecclesias Leodienses ⁽¹⁾ [au sujet des négociations entre le clergé secondaire et l'évêque.]

Voir *Textes* n° 89.

152. Fol. 262-268v°. [Liège, le 3 et le 12 août 1522.] Copia dispensationis, reabilitationis et absolutionis a presbitericidio ex falsis narratis et clam extorta ⁽²⁾ [par l'abbé de Saint-Jacques à Liège, délégué par le cardinal Laurent Pucci.]

Dans ce document est inclus l'acte de délégation du cardinal Pucci du 20 mars 1522 renseigné ci-dessous, n° 153.

Voir *Textes* n° 118.

153. Fol. 262v°-264. [Rome, le 20 mars 1522. Le cardinal Laurent Pucci délègue à l'abbé de Saint-Jacques à Liège le pouvoir d'absoudre plusieurs personnes de l'irrégularité qu'elles ont encourue.]

Cet acte est inclus dans le document précédent.

Voir *Textes* n° 116.

154. Fol. 269-270v°. [Vers et avant le 20 novembre 1516.] Responsio secundariorum ⁽³⁾ [aux plaintes présentées par Érard de la Marck au clergé secondaire liégeois.]

Voir *Textes* n° 85.

(Fol. 270a-270av° en blanc.)

(1) Cette mention se trouve fol. 261v°, à la fin de l'acte.

(2) *Le texte porte* : clavi extorta. *Ne faudra-t-il pas lire aussi* : extorte ou extortarum ? — Cette mention se trouve fol. 268v°. Le recto est en blanc.

(3) Cette mention se trouve à la fin de l'acte, fol. 270v° ; le recto est en blanc.

155. Fol. 271-271^v. [Avril 1231.] Carta extracta ex libro cartarum Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis, de data anni millesimi ducentissimi XXX primi ⁽¹⁾. [L'évêque de Liège approuve les statuts portés pour l'église Saint-Jean à Liège par les délégués du légat pontifical, Otton, et par Beaudouin Barbenchon, délégué de l'évêque de Liège lui-même.]

Voir *Textes* n° 2.

156. Fol. 271^v. [1281]. Ex libro statutorum ecclesie Sancti Johannis Evangeliste Leodiensis, de anno Domini M° CC° LXXXI° ⁽²⁾ concernant les obligations des prévôts.]

Voir *Textes* n° 3.

157. Fol. 271^v. [Après le 9 avril 1517-1518.] Lettre à Aléandre touchant les obligations du prévôt de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste à Liège.]

Cette lettre est jointe à l'extrait des statuts de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste renseigné au n° précédent.

Voir *Textes* n° 100.

158. Fol. 272-273^v. [Saint-Trond, vers le 11 juin 1517.] Summarium conclusionum inter Reverendissimum Dominum episcopum Leodiensem et Reverendos patres ac venerabiles archidiaconos, abbates, prepositos, decanos et

⁽¹⁾ Cette mention se trouve fol. 271^v à la fin de l'acte.

⁽²⁾ Le document est écrit sur un feuillet qui a été collé au verso du fol. 271.

capitula, archipresbiteros aliosque deputatos cleri Leo-
diensis diocesis in S. T. habitarum.

Voir *Textes* n° 93.

(Fol. 273a-273av° en blanc.)

159. Fol. 274. [La Haye, le 10 juin 1515. Lettre de l'archiduc Charles d'Autriche demandant l'alliance de la principauté de Liège.]

Voir *Textes* n° 51.

(Fol. 274v° en blanc.)

160. Fol. 275. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Lettre de créance de la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Antoine de la Marck et Antoine Waudripont, ses délégués auprès de l'évêque de Liège.]

Voir *Textes* n° 47.

161. Fol. 275. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Lettre de créance de la même aux mêmes, délégués auprès des États du pays de Liège.]

Voir *Textes* n° 48.

162. Fol. 275v°-276v°. [Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.). Instructions de la même aux mêmes, délégués auprès de l'évêque et des États de la principauté de Liège.]

Voir *Textes* n° 49.

* Fol. 276v°. Litere a Margarita archiducissa Austrie ad Reverendissimum et ejus capitulum unacum instructione.

Ce titre se rapporte aux documents mentionnés ci-dessus, n°s 160-162.

(Fol. 277 en blanc.)

* Fol. 277v°. Exemplum litterarum archiducisse pro neutralitate et aliarum litterarum pro confederatione.

Ce titre se rapporte aux documents mentionnés ci-dessus, n^{os} 159-162.

(Fol. 277a-277av° en blanc.)

163. Fol. 278-280. [Vers le commencement du mois de mars 1516. Instructions données à Jérôme Aléandre au nom de l'évêque de Liège, sur les affaires à traiter à Rome.]

Voir *Textes* n° 64.

(Fol. 280v°-280av° en blanc.)

164. Fol. 281-281v°. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Mémoire à mon chancelier pour France [de la part de l'évêque de Liège, Érard de la Marck à Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 65.

165. Fol. 282-285. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Pour Rome. [Instructions d'Erard de la Marck à Aléandre pour Rome.]

Voir *Textes* n° 66.

* Fol. 285v°. Pour Rome. Roma.

Cette indication se rapporte au document précédent.

(Fol. 286 en blanc.)

* Fol. 286v°. Pour France. Francia.

Cette indication se rapporte au document renseigné ci-dessus, n° 164.

(Fol. 286a-286av° en blanc.)

166. Fol. 287-291^v. [Août-septembre 1516.] *Littere ad Dominum cancellarium* (1). [Instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre.]

Voir *Textes* n° 82.

167. Fol. 292-293^v. [Vers la fin de l'année 1522.] *Memoriale pro negotiis Reverendissimi et Illustrissimi Domini Leodiensis ad Dominum Hyeronimum Aleandrum.*

Copie. — L'original de ce document se trouve fol. 319-320^v. Voir ci-dessous, n° 189.

168. Fol. 294-295^v. [Rome, le 19 janvier 1524 (n. st.).] *Bulle du pape Clément VII accordant à Érard de la Marck des privilèges pour la nomination aux bénéfices ecclésiastiques.*

Voir *Textes* n° 123.

(Fol. 295^a 295^{av} en blanc.)

169. Fol. 296-296^v. [Rome, le 23 janvier 1524.] *Cardinali Leodiensi mittitur indultum in Leodiensi et Carnotensi et respondetur ad suas gratulationes.* [Bref du pape Clément VII à Érard de la Marck.]

Voir *Textes* n° 124.

170. Fol. 297. [Vers le mois d'avril 1524. Érard de la Marck déclare approuver une réserve de bénéfices ecclésiastiques faite par le pape Clément VII, dans le diocèse de Valence.]

Voir *Textes* n° 126.

(Fol. 297^v-297^{av} en blanc.)

(1) Cette mention se trouve au fol. 291^v. Le recto est en blanc.

171. Fol. 298-299. [Rome, le 13 mai 1521.] *Copia monitorii super prepositura Tongrensi emanati* [par Léon X en faveur de Balthasar Turnio de Piscia.]

Voir *Textes* n° 112.

* **Fol. 299v°.** *Supplicatio ecclesie Leodiensis porrigenda pontifici cum annexione copie monitorii penalis super prepositura Tongrensi.*

C'est le titre du document renseigné au numéro précédent et de la supplique renseignée ci-dessus, n° 62.

172. Fol. 300-301v°. [Lyon, le 12 juin 1501.] *Exemplum obligationis debite per quemdam nobilem Francie Petro Broetz, Trajectensi* ⁽¹⁾. [Acte de vente d'une rente de cent livres, sise en Dauphiné.]

Voir *Textes* n° 23.

* **Fol. 302.** *Brevia sanctissimi Domini nostri Alexandri pape VI contra Brabantinos in anno primo emissâ.*

C'est le titre général des documents renseignés ci-dessous, nos 173-182.

(Fol. 302v° en blanc.)

* **Fol. 303.** *Brevia missa per sanctissimum Dominum nostrum, Dominum Alexandrum papam sextum anno XIII^o XCIII^o* ⁽²⁾.

Répétition du titre général des documents signalés sous les nos 173-182.

⁽¹⁾ Cette indication se trouve fol. 301v°.

⁽²⁾ Lisez 1492

173. Fol. 303. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Alexandre VI ordonne à l'évêque de Liège, Jean de Hornes, de défendre les droits de l'Église contre les empiètements de la chancellerie du Brabant.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Mission aux archives vaticanes*. Appendice II. *Lettres d'Alexandre VI concernant les immunités ecclésiastiques dans le duché de Brabant*. CRH., 5, II, p. 413. Bruxelles, 1892.

174. Fol. 303^v. [Rome, le 22 octobre 1492.] Alexandre VI recommande à Philippe le Beau, archiduc d'Autriche, de respecter les immunités du clergé et les droits du Saint-Siège.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 412.

175. Fol. 303^v-304. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI recommande à Albert, duc de Saxe, gouverneur des territoires appartenant à Philippe le Beau, et son tuteur, la défense des droits de l'Église et l'éducation du jeune prince.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 418.

176. Fol. 304. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI reproche à François de Busleyden, prévôt de l'église de Liège et précepteur de Philippe le Beau, de n'avoir pas défendu les droits de l'Église et de n'avoir pas informé le souverain pontife des abus qui se commettaient.

Il l'engage à élever le prince dans le respect des droits de l'Église.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 416.

177. Fol. 304-304v°. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI ordonne aux abbés du Parc et d'Afli-ghem de réparer leur négligence concernant la défense des droits de l'Église et de la juridiction ecclésiastique. Les évêques de Liège et de Cambrai les aideront dans cette mission. Il leur envoie un bref leur permettant d'agir contre ces derniers au cas où ils méconnaîtraient leur devoir.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 415.

178. Fol. 304v°. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Alexandre VI reproche à Jean de Hautthem ses empiétements sur la juridiction ecclésiastique et sur les privilèges de l'université de Louvain, et les obstacles qu'il suscite à l'exercice de la juridiction du Saint-Siège, les tailles qu'il lève indûment sur le clergé.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 410.

179. Fol. 304v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande à Jean Carondelet, chancelier d'Autriche et de Bourgogne, de ne pas permettre d'empiétements sur la juridiction ecclésiastique.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 417.

180. Fol. 305. [Rome, vers le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI recommande aux membres de la chancellerie du Brabant de ne pas permettre d'empiétements sur la juridiction ecclésiastique.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 411.

181. Fol. 305-305v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande au duc de Nassau d'user de son influence auprès de Maximilien, pour empêcher les empiétements du chancelier Jean de Hauthem sur la juridiction et les privilèges ecclésiastiques.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 419.

182. Fol. 305v°. [Rome, le 22 octobre 1492. Le pape Alexandre VI demande à Jean de Berghes d'user de son influence auprès de Maximilien pour empêcher les empiétements du chancelier Jean de Hauthem sur les droits et les privilèges ecclésiastiques.]

Copie.

Édition : A. CAUCHIE, *Ibidem*, p. 420.

183. Fol. 306-307. [Vers 1522.] Leodiensis parrochialis in-Opoetren. Informatio facti pro Domino Egidio. [Preuves que le droit de patronage que l'évêque de Liège possède dans le comté de Looz, est un droit de patronage laïc.]

. Voir *Textes* n° 120.

184. Fol. 307-308. [Vers 1522.] Coram R. p. D. Mercurio. Leodiensis parrochialis de Opoteren. Informatio juris

pro Domino Egidio. [Examen de la question de droit sur la nature du droit de patronage de l'évêque de Liège sur le comté de Looz.]

Voir *Textes* n° 121.

(Fol. 308^v en blanc).

185. Fol. 309-309^v. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Forma confessionalis pro Reverendissimo Domino Leodiensi. Confessionale ⁽¹⁾. [Demande de privilèges d'ordre privé pour Érard de la Marck, sa famille et Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 69.

186. Fol. 310-310^v. [Vers le mois de février 1516.] Supplicatio in materia excessuum in Brabantia ⁽²⁾. [Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Léon X, en cause de Pierre Bruyne.]

Voir *Textes* n° 63.

187. Fol. 311-312^v. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] Memoria Joannis de Tornaco junioris super enormitatibus Aquensium. Item pro confirmatione concordatorum nostrorum ⁽³⁾.

Voir *Textes* n° 68.

188. Fol. 313-318^v. [1516-1519. Vers le mois de mai 1519?] Προνόμιον μέγα ⁽⁴⁾. [Supplique d'Érard de la

⁽¹⁾ Cette mention se trouve fol. 309^v.

⁽²⁾ Cette mention se trouve fol. 310^v.

⁽³⁾ Cette mention se trouve fol. 312^v, à la fin de l'acte. Les fol. 311^v et 312 sont en blanc.

⁽⁴⁾ Cette mention se trouve fol. 318^v, à la fin de l'acte.

Marck au pape Léon X, demandant à celui-ci de nouveaux privilèges et la confirmation des anciens privilèges du diocèse de Liège.]

Autre rédaction de l'acte renseigné ci-dessus, n° 63.

Voir *Textes* n° 105.

189. Fol. 319-320v°. [Vers la fin de l'année 1522.] *Memoriale pro negotiis Reverendissimi et Illustrissimi Domini Leodiensis ad Dominum Hieronimum Aleandrum.*

Une copie de ce document se trouve fol. 292-293v°. Voir ci-dessus, n° 167.

Voir *Textes* n° 119.

* Fol. 320v°. *Memoriale pro negotiis R^{mi} et Ill^{mi} Domini cardinalis Leodiensis ad Dominum Hieronymum Aleandrum.*

Ce titre se rapporte au document précédent.

190. Fol. 321-322v°. [Huy, le 20 novembre 1516.] *Littere Domini officialis Leodiensis super refutata concordia secundariarum; item sequestratione fructuum archidiaconatus Brabantie* (1). [Lettre de Gilles de Blocquerie à Jérôme Aléandre.]

Voir *Textes* n° 86.

191. Fol. 323-324v°. [Le 24 septembre 1516.] *Pro officiali Leodiensi* (2). [Instruction de Gilles de Blocquerie au

(1) Cette mention se trouve fol. 322v°, à la fin de la lettre.

(2) Ce titre se trouve fol. 324v°.

sujet de divers bénéfices ecclésiastiques dans le diocèse de Liège.]

Voir *Textes* n° 81.

192. Fol. 325-325v°. [Louvain, le 6 novembre 1516.] Exemplum litterarum missivarum magistri Joannis Loemel ad illustrem virum Anthonium de Marcka, Sancte Sedis apostolice prothonotarium [au sujet du séquestre des revenus de l'archidiaconat du Brabant, par ordre du pape Léon X] Exemplum additionis ad predictas litteras. [Postscriptum à la lettre.]

Voir *Textes* n° 83.

193. Fol. 325v°. [Louvain, le 8 novembre 1516.] Exemplum aliarum litterarum ejusdem [de Jean de Loemel à Antoine de la Marck au sujet du même séquestre.]

Voir *Textes* n° 84.

194. Fol. 325v°-326. [Rome, le 23 juillet 1516.] Exemplum sequestri [des revenus de l'archidiaconat du Brabant.]

Voir *Textes* n° 77.

195. Fol. 326-326v°. [Vers le 22 novembre 1516.] Exemplum litterarum Walteri de Palude [à Antoine de la Marck au sujet du séquestre des revenus de l'archidiaconat du Brabant.]

Voir *Textes* n° 87.

* Fol. 326v°. Exemplum litterarum R. Loemel in materia sequestri archidiaconatus Brabantie.

Ce titre se rapporte aux documents renseignés ci-dessus, n° 192-194.

196. Fol. 327-328v°. [1516-1519? Projet de supplique du chapitre de l'église cathédrale de Liège au pape pour lui demander la confirmation de ses anciens privilèges et deux conservateurs nouveaux.]

Voir *Textes* n° 106.

197. Fol. 329-329v°. [Vers la fin de l'année 1515.] Supplication contre les monastères et pieux lieux ⁽¹⁾ [de la part des États du pays de Liège à l'évêque.]

Le texte latin de ce document français se trouve fol. 330-330v°. Voir ci-dessous, n° 198.

Voir *Textes* n° 58.

198. Fol. 330-330v°. [Vers la fin de l'année 1515.] Supplicatio in dieta ⁽²⁾. [Traduction latine du document renseigné au numéro précédent.] ⁽³⁾

Copie.

199. Fol. 331. [Janvier-février 1522.] Memoriale ad Sanctissimum pro parte Reverendissimi Domini cardinalis Leodiensis per Dominum de la Chaux, sollicitante Domino Jeronimo Aleandro.

Voir *Textes* n° 114.

(Fol. 331v°-332 en blanc).

* Fol. 332v°. Memoriale Reverendissimi cardinalis Leodiensis per Dominum de la Chaulx et me [Jérôme Aléandre.] Memoriale cardinalis Leodiensis.

C'est la répétition du titre du document renseigné ci-dessus, n° 199.

⁽¹⁾ Cette mention se trouve au fol. 329v°.

⁽²⁾ Cette mention se trouve fol. 330v°.

⁽³⁾ Nous avons cru inutile de publier cette traduction.

200. Fol. 333-333^{vo}. [Vers le commencement du mois de mars 1516.] *Memoria agendorum in Urbe* (1). [Indication sommaire des matières à traiter par Aléandre à Rome.]

Voir *Textes* n° 67.

II. ANALYSE DES DOCUMENTS AYANT TRAIT À LA BELGIQUE DU MS. DE L'UNIVERSITÉ DE BOLOGNE, 954, t. III.

201. Fol. 7-8. [Paris, le 2 avril 1515. Lettre d'Érard de la Marck à Jérôme Aléandre.] (2).

Voir *Textes* n° 50.

202. Fol. 11. [Rome, le 13 janvier 1518. *Copia brevis pontificis ad episcopum Leodiensem super rebus meis* (3) [de Léon X en faveur d'Aléandre.]

Voir *Textes* n° 97.

203. Fol. 12-12^{vo}. [Rome, le 20 janvier 1518. Lettre

(1) Ces mots se trouvent fol. 333^{vo} et sont répétés.

(2) Le fol. 30 fait partie du même document. Au verso nous lisons ces mots :

A Messir Jeronime Aleander.

1515

E Parisiis 2 }
Leodii 7 } aprilis. Rm̃i Domini mei D. Leodiensis.

Reddidit Robertus, unus ex famulis meis, die sabbati 7 aprilis, vigilia τοῦ πασχᾶ, hora fere 7^a pomeridana, 1515, Leodii.

(3) Le fol. 16 fait partie de ce document. Au verso on lit le titre de ce document. Le recto est en blanc.

d'Albert Pio de Carpi à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au sujet d'Aléandre.] ⁽¹⁾.

Voir *Textes* n° 98.

204. Fol. 13-14. [Rome, le 28 mars 1520. Lettre d'un cardinal à Érard de la Marck au sujet de l'archevêché de Valence et de l'abbaye de Saint-Michel à Anvers.]

Voir *Textes* n° 107.

205. Fol. 18-19^{vo}. [1139.] Canonici Leodienses MCCXLV ⁽²⁾.

Copie. — Le manuscrit attribue erronément ce document à l'année 1245. Alexandre de Juliers, à l'époque duquel, d'après le texte, ce document remonte, fut évêque de Liège en 1139. Ce document n'est d'ailleurs pas authentique, comme l'a démontré De Theux de Montjardin.

Édition : X. DE THEUX DE MONTJARDIN, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. I, p. 130-140. Bruxelles, 1871.

206. Fol. 22-23. [Augsbourg, le 24 juin 1518.] Copia privilegii Reverendissimo Domino Leodiensi de non appellando. [L'empereur Maximilien I^{er} défend aux sujets de l'évêque de Liège d'en appeler en seconde instance à la Chambre impériale.]

Copie.

Édition : L. POLAIN, *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 2^e série, t. I, p. 22.

207. Fol. 25. [Après le 1^{er} juillet 1530. Vers 1531.] Petitio Statuum a Caesare in causa Trajectensi. [Les électeurs,

⁽¹⁾ Le fol. 17 fait partie de ce document. Au verso on lit l'adresse : A mon tres honnore Monseigneur de Liege et de Chartres.

⁽²⁾ Cette mention se trouve fol. 19^{vo}.

princes et États de l'Empire demandent à Charles-Quint le retrait de l'acte d'incorporation de la ville de Maestricht au duché de Brabant.]

Voir *Textes* n° 127.

208. Fol. 26-27v°. [Ratisbonne, le 1^{er} mai 1532.] Cassatio incorporationis Trajecti superioris ad Brabantiam.

Voir *Textes* n° 128.

209. Fol. 31-34v°. [1517-1518.] Instructio data Reverendissimo et Illustrissimo Domino Domino cardinali de Columna per Dominum episcopum Leodiensem. [Exposé général des griefs de l'évêque de Liège.]

Voir *Textes* n° 101.

210. Fol. 35-35v°. [Malines, le 19 février 1524.] Mandatum Reverendissimi Domini Domini cardinalis Leodiensis ad prestandum consensum super beneficiis vacaturis in Curia Romana, etc., in ejus absentia ⁽¹⁾. [Procuracion donnée à Aléandre.]

Voir *Textes* n° 125.

211. Fol. 36-37v°. [1517-1518.] Summarium gravaminum que sunt a decennio citra Leodiensi episcopo illata.

Voir *Textes* n° 102.

212. Fol. 38-38v°. [1517-1518. Privilèges pontificaux à

(¹) Le fol. 40 fait partie de ce document. Au verso, on lit le titre repris ici.

demander au souverain pontife en faveur du diocèse de Liège.]

Voir *Textes* n° 103.

213. Fol. 208-210. [Vers 1520. Érard de la Marck nomme Pierre de Luna son vicaire général dans le diocèse de Valence.]

Voir *Textes* n° 109.

214. Fol. 211-215v°. [Vers 1520.] Memoriale seu notula omnium reddituum archiepiscopatus Valentini.

Voir *Textes* n° 110.

215. Fol. 217-220. [Vers 1520.] Memoriale seu notula onerum et officiorum totius archiepiscopatus Valentini.

Voir *Textes* n° 111.

216. Fol. 226-228v°. [Vers le 15 septembre 1517.] Expense facte per Dominum cancellarium Leodiensem post discessum ex Curingia qui fuit die XVI^a martii XV^e et XVI^e usque ad diem quintum aprilis ejusdem anni, qua die pervenit Carnotum ⁽¹⁾.

Voir *Textes* n° 96.

217. Fol. 231-234. [Vers le 15 septembre 1517.] Discursus summarius oeconomie Aleandri, a die XVI martii 1516 qua discessit e Curingia usque ad diem XV septembris MDXVII, Rome ⁽²⁾.

Voir *Textes* n° 95.

(1) Le fol. 223 fait partie de ce document. Au recto on lit le titre du document.

(2) Ce titre se trouve au fol. 231. Le verso est en blanc.

218. Fol. 237-243^v. [Rome, le 13 septembre 1517.] Summarium receptarum et expensarum pecuniarum R. P. D. Hieronymi Aleandri, canonici et cancellarii Leodiensis, necnon prepositi Sⁱ Joannis Evangeliste in urbe Leodiorum a die XVI^a martii anni Dⁿⁱ XV^e XVI, qua discessit e Curingia usque ad hodiernum diem XV^{am} septembris XV^e et XVII, Rome (1).

Voir *Textes* n° 94.

219. Fol. 257-271. [Liège, le 6 mai 1493. Gérard de Haylin, abbé de Saint-Jacques à Liège, ordonne le respect des privilèges accordés à la cathédrale de Liège par les papes Eugène IV, Pie II et Sixte IV.]

Dans cet acte est inclus le texte des bulles d'Eugène IV, du 7 avril 1432, de Pie II, du 20 janvier 1459, de Sixte IV, des 5 ou 9 janvier 1480, renseignées ci-dessous, n°s 220-222.

Voir *Textes* n° 20.

220. Fol. 257^v-265^v. [Rome, le 5 ou 9 janvier 1480 (n. st.). Le pape Sixte IV confirme les privilèges accordés au chapitre de la cathédrale de Liège par Eugène IV et Pie II et approuve plusieurs usages de cette église.]

Copie. — Ce document est inclus dans le précédent, et comprend lui-même les bulles renseignées ci-dessous, n°s 221 et 222.

Édition : P.-F.-X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 659. — Le texte imprimé porte *nona januarii*. Mieux vaudrait lire, conformément à l'usage suivi pour les bulles, *nonis* et dater ce document du 5 janvier.

221. Fol. 257^v-259. [Rome, le 7 avril 1432. Le pape Eugène IV détermine à quelles conditions les chanoines de

(1) Cette mention se trouve fol. 237. Le verso est en blanc.

l'église cathédrale de Liège peuvent percevoir les revenus des bénéfices qu'ils cumulent.]

Copie. — Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 57. — Ce document est inclus dans la bulle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480, comprise elle-même dans l'acte de Jean de Haylin. — Voir ci-dessus, n°s 219 et 220.

222. Fol. 259v°-262v°. [Rome, le 20 janvier 1459 (n. st.). Le pape Pie II confirme les privilèges accordés au diocèse de Liège en matière bénéficiale et lui accorde plusieurs autres privilèges, notamment le privilège de l'alternative.]

Copie. — Autre copie du document renseigné ci-dessus, n° 58. — Ce document est inclus dans la bulle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480, comprise elle-même dans l'acte de Jean de Haylin. — Voir ci-dessus, n°s 219 et 220.

DEUXIÈME PARTIE. — TEXTES.

1.

Geilenhusen, le 9 avril 1230.

Henri VII, roi des Romains, confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert. 1230-1231 5

Vat. lat. 3881, fol. 53v°. Copie. — Ce diplôme est inclus dans le *Vidimus* donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1434, ci-dessous, n° 10. — FOULLON, *Historia Leodiensis*, t. II, pars 1^a, p. 390, donne un texte latin qui pour le fond concorde avec celui-ci. Cfr. BÖHMER-FICKER, V, 2^e section, n° 4151. — Voir *Analyse des manuscrits*, n° 39. 10

Fol. 53v° In nomine Domini et individue Trinitatis. Henry le septiesme par la grace de Dieu roy des Romains tousjours august. De verbo ad verbum concordat cum precedenti (1). Donne lan de lincarnation de nostre Seigneur mil deux 15 cens et trente, cinq ides d'avril, indiction troizieme. Signe du dict roy Henry.

2.

Avril, 1231.

Extrait des statuts de la collégiale de Saint-Jean-l'Évan- géliste à Liège. L'évêque de Liège Jean d'Eppes approuve les 20

(1) C'est le privilège accordé par Philippe II aux bourgeois de Liège, le 3 juin 1208. — Voir *Analyse*, n° 38.

statuts portés pour cette église par les délégués du légat pontifical Otton, et Baudouin Barbenchon, délégué de l'évêque. 1231

Vat. lat. 3881, fol. 271-271^v. Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — *Archives de l'État à Liège, Cartulaires de l'église collégiale de Saint-Jean-l'Évangéliste à Liège*, n^o 4 et 5, 5 fol. 57-57^v. Ce texte est plus incorrect que celui du ms. 3881; nous publions donc ce dernier. — Voir *Analyse*, n^o 155.

Fol. 271 J[ohannes] Dei gratia Leodiensis episcopus omnibus presens scriptum inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod magister [Godefridus] Sancti Johannis in Leodio 10 decanus et convisitatores sui auctoritate domini O[ttonis]⁽¹⁾ legati et magister Balduinus Barbenchon auctoritate nostra ordinaverunt in ecclesia Beati Johannis in hunc modum :

Ordinamus ut distributio ⁽²⁾ que modo fit, videlicet quod unus denarius ad Matutinas singulis noctibus, in 15 festivis Matutinis duo, in missa unus, in Vesperis unus, duret imperpetuum, preterquam quod in Quadragesima denarius qui solet distribui in Vesperis distribuatur in Vigiliis.

Volumus etiam quod ordinatio que jam facta est de 20 obedienciis ⁽³⁾, videlicet quod quinque curtes Racourt, Ein-

(1) Otton, cardinal du titre de Saint-Nicolas *in carcere Tulliano*. Il avait été envoyé comme légat en Allemagne (1229-1231) à l'occasion des démêlés du pape Grégoire IX avec l'empereur Frédéric II. Voir J.-F. BÖHMER, *Regesta imperii*, V. *Die Regesten des Kaiserreichs unter Philipp, Otto IV. 1198-1272*, éd. J. FICKER et E. WINKELMANN, p. 1533 et ss. Inspruck, 1892-1894. 25

(2) Il s'agit de la répartition des honoraires pour l'assistance aux divers offices du chœur.

(3) Les *obediencie* sont d'origine monachale. C'étaient en général les 30 charges que l'abbé imposait aux moines, en vertu de leur vœu d'obéissance, plus spécialement cependant celles de diriger des maisons de moindre importance établies pour la surveillance des domaines apparten-

glehem, Goe, Nethenes et Merdorp ⁽¹⁾ perpetuo sint in pro- 1231
 visione ecclesie, inviolabiliter semper observetur. De aliis
 curtibus ordinamus quod usque ad viginti annos nullus
 canonicorum, sive de ecclesia Sancti Johannis sive de alia
 civitatis Leodiensis, eas tenere possit vel aliquam accipere 5
 in obedientiam.

Capellaniam ⁽²⁾ factam in majori altari pro defunctis
 precipimus perpetuo observari, sicut a domino Leodiensi
 est confirmata.

Singulis annis constituentur duo vel tres canonici qui 10
 redditus ecclesie fideliter recipiant, distribuunt et discom-
 putent de quattuor mensibus in quattuor menses, capitulo
 ad hoc solemniter evocato, qui tres jurare tenebuntur quod
 bona fide procedent et supradicta facient.

Volumus etiam ut singuli redditus majores et minores 15
 de singulis curtibus et omnibus de censibus et aliis qui-

nant aux monastères, ou encore servant de résidence lorsque les moines
 habitant un monastère devenaient trop nombreux. Ces établissements
 furent parfois donnés en commende à des clercs séculiers, pour leur
 être attribués plus tard définitivement, du moins en grand nombre. 20
 Dans les chapitres, nous trouvons une organisation semblable d'*obedi-*
tiae pour la surveillance des domaines. Chargés d'abord uniquement de
 l'administration des domaines, les chanoines *obedientiarii* devinrent usu-
 fruitiers de ceux-ci ; plus tard, ces biens leurs furent donnés en bénéfice
 ecclésiastique. Voir F. A. DÜRR, *Dissertatio juris ecclesiastici de* 25
obedientiis et oblegiis ecclesiarum cathedralium et collegiatarum in
Germania, dans A. MAYER, *Thesaurus novus juris ecclesiastici potis-*
simum Germaniae, t. II, p. 105. Ratisbonne, 1791.

(1) Racour près de Landen, Ginglehem, aujourd'hui Gingelom, Goyer,
 Nethen et Merdorp. 30

(2) C'était un bénéfice ecclésiastique avec charge de célébrer la messe à
 des jours fixés par le fondateur dans une église ou à un autel déterminé.
 Voir P. HINSCHIUS, *System des katholischen Kirchenrechts*, t. II, p. 79-80.
 Berlin, 1878.

buseumque proventibus conscribantur et in grossa litera in 1231
regula ponantur, ita quod quilibet canonicorum eos scire
possit.

Item cum multe sint marentie ⁽¹⁾ pro luminari, ordina-
mus ut aliquis fidelis eligatur de ecclesia vicarius vel alter, 5
qui, sub juramento super hoc prestito, a custode recipiat
ea que custos debet pro luminari administrando et candelas
per campanarium fideliter amministret.

Nullus canonicus, manens canonicus, teneat altare in
ecclesia in qua est canonicus. 10

In processibus (a) generalibus distribuatur unus dena-
rius singulis qui intererunt eundo et redeundo.

Inhibemus sub pena excommunicationis, ne quis cano-
nicus, capellanus vel vicarius vel clericus in sacro ordine
constitutus focariam vel concubinam vel notulam ⁽²⁾ teneat 15
in clauastro. Quod si monitus a decano infra quindenam
post monitionem decani eam non amoverit, decanus eum (b)
extunc auctoritate domini episcopi excommunicet et excom-
municatum denunciât et fructus prebende sue vel bene-
ficii sui ecclesiastici, si quod habet, quamdiu in excom- 20
municatione manserit in usus capituli cedant. Si vero
extra claustrum eam teneat unde scandalum generetur, et

(a) *Lisez* : processionibus.

(b) *Le ms. porte* eam.

(1) *Marentia* est une légère amende qu'on infligeait pour des fautes 25
sans gravité, par exemple, pour une absence de l'office du chœur. Ce
document nous apprend que le produit de ces amendes était fréquemment
affecté au luminaire c'est-à-dire à l'entretien de l'église.

(2) Les mots *focaria*, *concubina* et *notula* ou *nocula*, comme porte 30
le *Cartulaire de Saint-Jean*, sont ici synonymes. Ils désignent des
femmes attachées au service des clercs, ou habitant avec ceux-ci.
Nocula ou *Notula* (*Vetula* ?) n'est pas dans DUCANGE, *Glossarium mediae*
et infimae latinitatis.

monitus a decano eam non dimittat infra octo dies, extunc 1231
 eum decanus a beneficio suspendat auctoritate predicta et
 suspensum denunciât; fructus etiam sui beneficii tempore
 sue suspensionis cedant in usus capituli. Idem censemus
 de decanis si (quod absit) in eandem culpam inciderint et 5
 ipsis constitutionem loco monitoris ⁽¹⁾ ponimus. Ipsam
 etiam concubinam sive focariam in clauastro manentem
 vel ecclesie domum canonici, capellani vel vicarii vel
 alterius in sacro ordine constituti frequentantem, nisi,
 monita a decano, infra triduum a clauastro recedat vel a 10
 predicta frequentatione absteineat, extunc pro excommu-
 nicata precipimus haberi, auctoritate diocesani episcopi
 et quod eadem auctoritate excommunicata a decano
 denunciatur publice.

Inhibemus etiam ne quis sub pretextu consanguinitatis 15
 vel affinitatis vel alicujus servitii aliquam personam sus-
 pectam in clauastro habeat secum manentem in domo.

Item inhibemus ne nuptie filii vel filie clericorum vel
 aliorum clericorum in sacro ordine constitutorum in
 clauastro fiant nec patres ad eorum solemnes nuptias 20
 accedant, unde infamia oriatur.

Item cum indecens sit quod mulieres in puerperio
 jaceant in clauastro, inhibemus canonicis et aliis in clauastro
 manentibus ne ratione consanguinitatis vel affinitatis vel alia
 de causa aliquem laicum cum uxore sua in clauastro secum 25
 manere permittant, vel etiam sine uxore, dummodo in
 clauastro mechanicum exercent offitium.

(1) Il doit s'agir ici de la *monitio*, ou avertissement préalable ; la néces-
 sité d'un avertissement préalable pour qu'un coupable encoure la peine
 de l'excommunication, avait été établie définitivement par le III^e concile 30
 de Latran (1179). Voir c. 26, X, *De appellationibus, recusationibus*
et relationibus, II, 28.

Nullus canonicus extra claustrum maneat nisi ex causa 1231
necessaria et de licentia capituli; aliter extra claustrum
manens careat rectorio.

Precipimus etiam presbiteris, canonicis, capellanis ne
de cetero utantur cappis manicatis; fiat tabula sicut 5
solebat fieri ante cessationem ⁽¹⁾.

Volumus etiam ne redditus qui dati sunt mandato ad
usus pauperum vel qui adhuc dabuntur convertantur in
usus ecclesie vel in proventus canonicorum, et monemus
tam presentes quam futuros ne istud faciant; quod si in 10
usus suos vel ecclesie converterint, auctoritate domini
episcopi ipso facto sunt excommunicati, nisi forte hoc fiat
ipsis ignorantibus vel sine aliqua eorum malitia.

Precipimus etiam decanis ut omnia supradicta in se
observent bona fide et in aliis, scilicet subditis, faciant 15
observari. Et si aliquos (a) invenerint contradictores vel
rebelles ipsos ad nos nominatim referant infra quadraginta
dies. Quod si negligentes fuerint inventi, tanto tempore
careant proventibus prebende sue quanto constiterit eos
fuisse negligentes. 20

(a) *Le cartulaire de la collégiale de Saint-Jean porte : in aliquo. Cette
leçon est meilleure que celle du ms. 3881.*

(1) La *cessatio* des offices divins ou l'interdit dont il est question ici
avait été lancé par le légat Otton, à la suite des violences dont il avait été
victime à Liège. L'interdit fut levé après la paix de San Germano, con- 25
clue au mois de juillet 1230, entre le pape et l'empereur. Gilles d'Orval
(*Gesta episcoporum Leodiensium*, MGH. SS., t. XXV, p. 123) place
ces attentats à la date du 26 janvier et du 18 mai 1231. Ficker et Win-
kelmann (*o. c.*, p. 1534-1535) croient devoir les placer en l'année 1230.
Les statuts que nous publions ici et qui sont du mois d'avril 1231, viennent 30
confirmer cette hypothèse.

Ordinationes etiam domini H. ⁽¹⁾ bone memorie quon- 1231
 Fol. 271 v^o dam Leodiensis episcopi volumus observari : || videlicet
 quod nullus canonicus; capellanus vel vicarius ab hora
 Prime usque ad meridiem et a Nona usque ad Completorium
 appareat ante domum suam absque religione, calceos non 5
 habeat rostratos neque laqueatos neque alia hujusmodi
 indecentia; tonsuram habeat clericalem et honestam. Nec
 aliquis canonicus clericus recipiat aliquid de prebenda sua
 nisi habeat coronam et alia hujusmodi in constitutionibus
 suis contenta. 10

Omnia ergo supradicta approbamus et observari preci-
 pimus tam in ecclesia Beati Johannis quam in omnibus
 aliis ecclesiis canonicorum conventualibus nostre diocesis,
 exceptis tamen quibusdam articulis specialiter ad ecclesiam
 Sancti Johannis spectantibus, ut puta de obedientiis, hoc 15
 etiam adhibito moderamine quod in distributione in horis
 facienda uniuscujusque ecclesie facultas pensetur et possi-
 bilitas.

Ab octavis etiam Penthecostes in antea prohibemus
 canonicis et capellanis vicariis ad presbiteratum promotis 20
 cappas manicatas, adjicientes quod in anniversariis statutis
 et statuendis que habent refectionem et maxime in anni-
 versario domini H[ugonis] ⁽²⁾ avunculi nostri bone
 memorie quondam Leodiensis episcopi, qui vigiliis vel

(1) Il s'agit sans doute ici d'Hugues de Pierrepont dont il sera question 25
 plus loin. Plusieurs fois il convoqua des synodes pour la réforme du
 clergé, notamment en 1202, 1209 et 1229. Voir J. DARIS, *Histoire du*
diocèse et de la principauté de Liège pendant le XIII^e et le XIV^e siècle,
 p. 33, 35 et 38. Liège, 1891.

(2) Hugues de Pierrepont, oncle maternel de Jean d'Eppe. Voir 30
 J. DARIS, *o. c.*, p. 89.

missis mortuorum non intererunt nil de refectione percipi- 1231-1281
pant nisi justa de causa fuerint absentes.

Actum anno Domini M° CCXXX primo, mense aprili.

*Collatione diligenti facta cum carta reperta in libro
cartarum Sancti Johannis Evangeliste Leodicnsis de 5
verbo ad verbum concordat presens copia cum eadem
per me.* H. KNERINX.

*Carta extracta ex libro cartarum Sancti Johannis Evan-
geliste Leodiensis de data anni millesimi ducentesimo XXX 10
primi.*

3.

1281.

*Extrait de statuts de l'église Saint-Jean-l'Évangéliste à
Liège concernant les obligations du prévôt de cette église.*

Vat. lat. 3881, fol. 271v°. Copie. — Voir *Analyse*, n° 156. 15

Fol. 271v° *Ex libro statutorum ecclesie Sancti Johannis Evangeliste
Leodiensis de anno Domini M°CC°LXXXI° (¹).*

*. Ad ista que sequuntur tenetur quicumque sit prepositus
S. Johannis Evangeliste, inter alia (²) :*

*Item tenetur prepositus ponere unum viceprepositum in 20
dicta ecclesia Sancti Johannis canonicum residentem ac*

(¹) Cet extrait fut fait au commencement du xvi^e siècle, probablement à la demande de Jérôme Aléandre, qui avait obtenu la prévôté de l'église Saint-Jean. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 100.

(²) Ces mots ne font pas partie du texte des statuts, mais sont une intro- 25
duction émanée du correspondant d'Aléandre. Voir la note précédente.

unum famulum claustrum dicte ecclesie custodientem a 1281-1291
 furibus, latronibus, meretricibus ac quibuscumque aliis
 forefactoribus, usque ad campanam que in civitate Leo-
 diensi auricida vocatur. Cui custodi seu famulo claustrum
 sic custodienti sepedictus prepositus tenebitur dare unam 5
 tunicam annuatim sufficientem unacum salario competenti
 propter predictum offitium exercendum.

4.

Nuremberg, le 9 décembre 1298.

*Albert I^{er} d'Autriche, confirme les privilèges accordés aux 10
 bourgeois de Liège par l'évêque Albert.*

Vat. lat. 3881, fol. 53 v^o. Copie. — Ce diplôme est inclus dans
 le vidimus donné par les abbés Renier et H. Adae, 1417-1434. Voir
 ci-dessous, n^o 10.

Ce document porte la date : 1288. Cette date est évidemment 15
 fausse, Albert n'ayant commencé son règne qu'en 1298. FOULLON
 (*Historia populi Leodiensis*, t. II, pars 1^a, p. 391) donne un acte
 latin dont la teneur correspond à celui-ci, daté de Nuremberg, le
 9 décembre 1298. Nous attribuons ce document à la même date. —
 Voir *Analyse*, n^o 40. 20

Fol. 53v^o En nom de la saincte Trinité. Aubert par la grace de
 Dieu roy des Romains tousjours august. De verbo ad
 verbum concordat ⁽¹⁾ salvo quod in fine habetur approu-
 vons, confermons, ratiffyons et innovons etc. Donne lan
 mil deux cent IIII^{XX} et huit. Signe dudict roy Aubert. 25

(1) Il s'agit du diplôme de Philippe II du 3 juin 1208. Voir ci-dessus,
 p. 64, note 1.

5.

Oppenheim, le 10 juin 1299.

*Albert I^{er} d'Autriche déclare que les habitants de Tongres, 1299
Maestricht, Huy, Dinant, Fosses, Thuin, Couvin, Bouillon,
Ciney, Waremme, Havelanges, Moha, Wanze, Alken et 5
Haelen et des autres villes du pays de Liège ne doivent pas
prendre rencharge aux échevins de Liège; pendant la vacance
du siège épiscopal ils doivent prononcer leurs jugements à la
semonce du mayeur de leur ville, mais les amendes appar-
tiendront au futur évêque. 10*

*Vat. lat. 3881, fol. 27-27^v. Copie. — Une analyse de cet acte
se trouve dans S. BORMANS et E. SCHOOLMEESTERS, Cartulaire,
n° 869, t. II, p. 563. — Voir l'Analyse, n° 21.*

Fol. 27 *Albertus Dei gratia Romanorum rex semper augustus
universis sacri Romani imperii fidelibus presentes litteras 15
inspecturis gratiam suam et omne bonum. In eminenti
specula dignitatis regie recognoscimus nos locatos ut
subjectorum nobis et imperii fidelium commoditatibus
intendamus; cum enim subditorum nostrorum commodum
nostra procurat serenitas, dilatationem (a) honoris regii et 20
dignitatis imperii promovemus. Volentes itaque prudentes
viros scabinos, opidanos et universitates de Tongris, de
Sancto Trudone, de Trajecto superiori, de Hoyo, de
Dynando, de Fossis, de Thuyn, de Covins, de Bullone, de
Chiney, de Wareme, de Avelenges, de Musat (b), de Wanse, 25*

(a) *Le ms. porte : delationem.*

(b) *Cette lecture est douteuse. Il s'agit de Moha.*

de Alque, de Holle ⁽¹⁾ ceterosque scabinos, homines et 1299
oppidanos villarum aliarum et opidorum omnium epis-
copi Leodiensis et ejus ecclesie, ob sue fidei merita quibus
nos et Romanum imperium amplectuntur, respicere gratia
singulari, ipsis scabinis, hominibus et oppidanis conce- 5
dimus et specialiter perpetuo indulgemus, ut in proferendis
suis judiciis seu sententiis scabinorum et civium Leodien-
sium consiliis non utantur, nec in suis judiciis et sententiis
proferendis mandatum ipsorum scabinorum seu alicujus
alterius, nisi fuerit mandatum episcopi, eorum domini, 10
sive ejusdem villici in quacumque villarum seu oppidorum
predictorum constituti quod de jure et consuetudine
tenentur exequi, expectare de cetero teneantur, quodque
nullus contra judicium et sententias per eos proinde latas
ad nullum alium, salvo jure imperii, quam ad venerabilem 15
Leodiensem episcopum valeat appellare; si vero aliquis
contrarium attemptare presumpserit, eidem Leodiensi
episcopo in tribus marcis auri tenebitur pro emenda;
nichilominus appellationem hujusmodi et quicquid ex ea
secutum fuerit imposterum virtute presentis pagine 20
annullamus, decernentes irritum et inane. Volumus
insuper et dictis scabinis, hominibus et oppidanis per-
petuo indulgemus, quod villicus supradicti episcopi, in
villa seu oppido in quo fuerit constitutus, ipsos scabinos
monendi et precipiendi ipsis habeat potestatem ut iidem 25
sua exerceant judicia et sententias proferant, nec in hoc
mandatum scabinorum Leodiensium seu alterius cujus-
cumque, nisi solum mandatum memorati episcopi, debeant
expectare, nonobstante inhibitione, si quam predicti
scabini Leodienses ratione juris seu consuetudinis pote- 30

⁽¹⁾ Haelen.

fol. 27^o runt allegare. Adicimus (a) etiam quod vacante sede || Leo- 1299-1346
 diensis ecclesie, villicus qui pro tempore fuerit possit in
 loco ubi fuerit constitutus, scabinos ipsius loci ad profe-
 rendum iudicia et sententias inducere et monere et quod
 iidem scabini, monitione premissa, proferre sua iudicia et 5
 sententias teneantur, ita tamen quod in adventu Leodiensis
 episcopi supradicte Leodiensis ecclesie, emende tempore
 sedis vacantis provenientes et habite ad jam dictum epis-
 copum libere revertantur. In cujus rei testimonium pre-
 sentes litteras conscribi et majestatis nostre sigilli muni- 10
 mine jussimus roborari. Datum in Oppenheim, quarto idus
 junii, indictione duodecima, anno Domini millesimo
 ducentesimo nonagesimo nono, regni vero nostri anno
 primo.

6.

15

Thionville, le 8 décembre 1346.

*Charles IV, roi des Romains, à la demande d'Englebert de
 Lamarck, évêque de Liège, confirme le diplôme d'Henri VII,
 qui défend aux sujets de l'évêque de Liège de faire contre lui
 des alliances ou des conjurations.* 20

Vat. lat. 3881, fol. 20-20^o. Copie. — Ce document est de la
 même teneur que celui de la même date publié par S. BORMANS
 et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire* n° 1326, t. IV, p. 60, sauf que la
 charte vidimée ici est celle de l'empereur Henri VII, du 20 jan-
 vier 1231. Il comprend le texte de cette charte. — Voir *Analyse*, 25
 n° 9.

Fol. 20 *Confirmatio sententie Henrici Regis sexti (b) per Karolum
 regem quod nulla civitas seu nullum opidum possunt facere
 alligationes seu conjurationes.*

Nos Karolus Dei gratia Romanorum rex semper augus- 30

(a) Sic.

(b) *Lisez* : septimi.

tus et Boemie rex, ad universorum notitiam tam presen- 1346-4
tium quam etiam futurorum tenore presentium volumus
pervenire, quod ad nostram accedens presentiam vene-
rabilis Engelbertus Leodiensis episcopus, princeps et
consanguineus noster charissimus, exhibuit nobis quasdam 5
litteras incliti Henrici regis Romanorum et semper augusti,
petens nos cum instantia ut easdem litteras de verbo ad
verbum ratificare, approbare et confirmare de benigni-
tate solita dignaremur. Quorum quidem litterarum tenor
talis est : 10

Fol. 20^{vo} Henricus Dei gratia Romanorum rex, etc. Universitati
vestre — — — || . Datum apud Wormaciam, anno Incar-
nationis dominice M^oCC^oXXXI^o, XIII^o kal. februarii, indic-
tione quarta ⁽¹⁾.

Nos itaque predecessorum nostrorum inherere vestigiis 15
cupientes, justis quoque ejusdem episcopi supplicationibus
favorabiliter annuentes, prefatas litteras de verbo ad
verbum, que presentibus sunt inserte, approbamus, rati-
ficamus ac de certa nostra scientia confirmamus harum
nostrarum testimonium litterarum sigilli majestatis nostre 20
munimine signatarum. Datum Theonisville, VI. idus decem-
bris anno Domini millesimo tricentesimo quadagesimo
sexto, regnorum nostrorum anno primo.

7.

Rome, le 19 mai 1413.

25

*L'antipape Jean XXIII accorde au chapitre de l'église ca-
thédrale de Liège des juges conservateurs dont il détermine les
pouvoirs; ce sont : l'abbé du monastère de Saint-Jacques à*

(1) C'est le diplôme d'Henri VII du 20 janvier 1230. — Voir *Analyse
des manuscrits*, n^o 10.

Liège, le doyen de l'église de Cologne et l'official d'Utrecht. 1413

Vat. lat. 3881, fol. 106-107. Copie. — Cette bulle est contenue dans celle d'Eugène IV, du 16 août 1446 (voir n° 11), contenue elle-même dans celle de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480 (voir n° 16). — *Archives vaticanes, Reg. Lateranensia*, 160, fol. 175^v. Fragment de cette bulle. — *Archives de l'État à Liège. Chapitre Saint-Lambert, registre n° 1, Bulles des papes*, n° 10, fol. 58 et n° 74, fol. 170 et ss. Copies. — *Liber supernumerarius des chartes de Saint-Lambert à Liège*, fol. 11 et ss. Copie. — Une édition très défectueuse a été faite de cette bulle par ERASMUS A CHOKIER, *Tractatus jurisdictionis ordinariae in exemptos*, t. II, p. 288. Cologne, 1624. 5 10

Cette bulle est datée du 19 mai de la troisième année du pontificat de l'antipape Jean XXIII. Celui-ci fut élu le 17 mai 1410 et couronné le 25 du même mois. Ces dates sont tout au moins les plus vraisemblables. Voir H. BLUMENTHAL, *Johann XXIII, seine Wahl und seine Persönlichkeit*, dans *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, 1900, t. XXI, p. 490-493. La date de cette bulle tombe donc entre les anniversaires de ces deux événements. Il est le plus probable que l'antipape comptait les années de son règne à partir du jour de son couronnement : le 19 mai de la troisième année tombait donc en l'année 1413. Si au contraire il avait compté les années du jour de son élection, cette bulle daterait du 19 mai 1412. — Nous publions le texte du registre 160 du Latran pour les parties que ce registre contient, c'est-à-dire le commencement de la bulle jusqu'au mot : *prestant auxilium, consilium vel favorem*, sauf la phrase : *Militanti Ecclesie..... intendamus*. Pour le reste nous publions le texte du *Liber supernumerarius*, qui se rapproche sensiblement de celui du ms. 3881, d'où ce dernier semble dépendre. Nous indiquons en note les variantes des ms., et à l'occasion nous corrigeons le texte du ms. que nous suivons, d'après celui des autres ms. — A = *Liber supernumerarius*. B = ms. 3881. C = *Bulle des papes n° 10*. D = *Bulle des papes n° 74*. — Les indications de folios en marge se réfèrent cependant au ms. 3881, base principale de toute cette publication. — Voir *Analyse*, n° 61. 15 20 25 30 35

Fol. 106 **Johannes episcopus servus servorum Dei dilectis filiis** 1413
 abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano
 ecclesie Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et
 apostolicam benedictionem. Militanti Ecclesie licet imme-
 riti disponente Domino presidentes, circa curam eccle- 5
 siarum et monasteriorum omnium (a) sollertia reddimur (b)
 indefessa (c) solliciti, ut juxta debitum pastoralis officii
 eorum occurramus dispendiis et profectibus, divina coo-
 perante (d) clementia, salubriter intendamus (e). Sane
 dilectorum filiorum capituli ecclesie Leodiensis conques- 10
 tione percepimus quod nonnulli archiepiscopi, episcopi
 aliique ecclesiarum prelati et clerici ac (f) ecclesiastice
 persone tam religiose quam seculares, necnon duces, mar-
 chiones, comites, barones, nobiles, milites et laici, com-
 munitia (g) civitatum, universitates opidorum (h), castrorum, 15
 villarum et aliorum locorum ac alie singulares persone
 civitatum ac (i) diocesium et aliarum partium diversarum
 occuparunt et occupari fecerunt castra, villas et alia loca,
 terras (j), domos, possessiones, jura et jurisdictiones, nec-
 non fructus, census, redditus et proventus dicte ecclesie et 20
 nonnulla alia bona mobilia et immobilia, spiritualia et
 temporalia ad mensam capitularem dicte ecclesie spec-
 tantia et ea detinent indebite occupata seu ea detinentibus
 prestant auxilium, consilium vel favorem; nonnulli eciam
 civitatum, diocesium et (k) partium predictarum (l), qui 25
 nomen Domini in vanum (m) recipere non formidant, eis-
 dem capitulo super predictis castris (n), villis, locis aliis,

(a) B D : omni. — (b) D : reddamur. — (c) C D : indefesse. —
 (d) C : operante. — (e) D : impendamus. — (f) A B C : et. —
 (g) B C D : communitatum. — (h) C D : universitatum oppidorum. — 30
 (i) A B C D : et. — (j) B omet : terras. — (k) B : ac. — (l) A : pre-
 dictorum. — (m) A : vacuum. — (n) C : terris.

terris (a), domibus, possessionibus, juribus, jurisdictionibus, fructibus, censibus, redditibus et proventibus eorundem et quibuscumque aliis bonis mobilibus et immobilibus, spiritualibus et temporalibus et aliis rebus ad eosdem capitulum et mensam spectantibus (b) multiplices molestias et (c) injurias inferunt et jacturas. Quare dicti capitulum nobis humiliter supplicarunt ut, cum eisdem valde reddatur (d) difficile pro singulis querelis ad apostolicam Sedem habere recursum, providere (e) ipsis super hoc paterna diligentia curaremus. Nos igitur adversus occupatores, detentores, presumptores, molestatores et injuriatores hujusmodi illo (f) volentes eisdem capitulo (g) remedio (h) subvenire, per quod ipsorum compescatur temeritas et aliis aditus committendi similia precludatur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios, etiam si sint extra loca in quibus deputati estis conservatores et iudices (1), prefatis capitulo efficacis defensionis || presidio assistentes, non permittatis eosdem super hiis (i) et quibuslibet aliis bonis et juribus ad capitulum ac (j) mensam predictos (k) spectantibus ab eisdem vel quibuslibet (l) aliis indebite molestari vel eis gravamina, dampna vel injurias irrogari, facturi dictis capitulo cum ab eis (m) vel procuratoribus suis vel eorum aliquo fueritis

(a) C : villis et locis aliisque eorum. — (b) C D : pertinentibus. — 25

(c) D omet : et. — (d) C D : reddatur valde. — (e) C : provideri. —

(f) C omet : illo. — (g) D ajoute : et canonicis. — (h) C : antedicto ;

D omet : remedio. — (i) C : his — (j) B D : et. — (k) C D : predictam.

— (l) D : quibusvis. — (m) C D : eisdem.

(1) Pour l'interprétation et la portée de ces clauses et des suivantes, voir 30
 A. VAN HOVE, *Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck*, p. 20-21.

requisiti, de predictis et aliis personis quiblibet super 1413
 restitutione (a) hujusmodi castrorum, villarum, terrarum
 et aliorum locorum, jurisdictionum, jurium et (b) bonorum
 mobilium et immobilium, reddituum quoque et proven-
 tum et aliorum quorumcumque bonorum, necnon de 5
 quiblibet molestiis, injuriis atque damnis presentibus et
 futuris, in illis videlicet que judicalem requirunt inda-
 ginem, summarie et de plano, sine strepitu et figura judi-
 cii, in aliis vero, prout qualitas eorum exegerit, justicie
 complementum, occupatores seu detentores, presumptores, 10
 molestatores et (c) injuriatores hujusmodi necnon contra-
 dictores quoslibet et rebelles, cujuscumque status (d),
 dignitatis, gradus, ordinis vel conditionis extiterint, quan-
 documque et quotiescumque (e) expedierit, auctoritate (f)
 nostra, per censuram ecclesiasticam, appellatione post- 15
 posita, compescendo (g), invocato ad hoc si opus fuerit
 auxilio brachii secularis. Non obstantibus tam felicitis recor-
 dationis Bonifacii pape octavi, predecessoris nostri, in
 quibus cavetur ne aliquis extra suam civitatem vel (h)
 diocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra 20
 unam dietam a fine sue diocesis ad judicium evocetur ⁽¹⁾,
 seu ne judices et conservatores a Sede deputati predicta
 extra civitatem et diocesim in quibus deputati fuerint
 contra quoscumque procedere sive alii vel aliis vices suas
 committere, aut aliquos ultra unam dietam a fine diocesis 25
 eorundem trahere presumant, dummodo ultra duas dietas

(a) C : restitutionibus. — (b) C : vel, et omet : jurium et. — (c) C omet :
 et. — (d) B omet : status. — (e) A : quotiens cumque ; C D : quomodo-
 cumque. — (f) C : autoritate. — (g) C : compescatis. — (h) C D : et.

⁽¹⁾ Ce sont les dispositions du c. 15, VI, *De officio et potestate judicis delegati*, I, 14. 30

aliquis (a) auctoritate presentium non trahatur, seu quod (b) 1413
 de aliis quam de (c) manifestis injuriis et violentiis et aliis
 que judicalem requirunt indaginem, penis in eos si secus
 egerint et in id procurantes adjectis, conservatores se
 nullatenus intromittant, quam aliis quibuscumque constitu- 5
 tionibus a predecessoribus nostris Romanis pontificibus,
 tam de iudicibus, de legatis (d) et conservatoribus, quam
 personis ultra certum numerum ad iudicium non vocandis
 aut aliis editis (e) que vestre (f) possent in hac parte juris-
 dictioni aut (g) potestati ejusque libero exercitio quomodo- 10
 libet obviare, seu si aliquibus communiter vel divisim a pre-
 dicta sit Sede (h) indultum quod excommunicari, suspendi
 aut (i) interdici seu extra vel ultra certa loca ad iudicium
 evocari non possint per litteras apostolicas non facientes
 plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto 15
 hujusmodi et eorum personis, locis, ordinibus et nomi-
 nibus propriis mentionem et qualibet alia dicte Sedis
 indulgentia generali vel speciali cujuscumque tenoris exis-
 tat, per quam presentibus non expressam vel totaliter non
 insertam vestre (j) jurisdictionis explicatio in hac parte 20
 valeat quomodolibet impediri et de qua cujusque toto tenore
 de verbo ad verbum habenda sit de verbo ad verbum (k) in
 nostris litteris mentio specialis. Ceterum volumus et aucto-
 ritate (l) apostolica decernimus quod quilibet vestrum (m)
 prosecui valeat articulum etiam per alium inchoatum, 25
 quamvis idem inchoans nullo fuerit impedimento canonico
 prepeditus, quodque a data presentium sit vobis et uni-

(a) *C omet* : aliquis. — (b) *C* : quodque; *D* : sed quod. — (c) *D omet* :
 de. — (d) *B omet* : de; *D* : vel delegatis. — (e) *C D* : edictis. — (f) *A* :
 nostre. — (g) *C* : et. — (h) *D* : Sede sit. — (i) *B* : vel. — (j) *A* : nostre; 30
C : dicte. — (k) *C omet* : de verbo ad verbum. — (l) *C* : auctoritate. —
 m) *B omet* : vestrum.

cuique vestrum in premissis omnibus et eorum singulis 1413-14
ceptis et non ceptis, presentibus et futuris perpetuata
potestas et jurisdictio attributa, ut eo vigore eaque firmitate
possitis in premissis omnibus et singulis (a) ceptis et non
ceptis, presentibus et futuris (b) et pro predictis (c) proce- 5
dere ac si predicta omnia et singula (d) coram vobis cepta
fuissent, et jurisdictio vestra et cujuslibet vestrum in
predictis omnibus et singulis per citationem vel alium
modum (e) perpetuata legitime extitisset, constitutione
predicta super conservatoribus et alia qualibet (f) in con- 10
Fol. 107 trarium edita non obstantibus. || Datum Rome apud
Sanctum Petrum, quarto decimo kalendas junii, pontifi-
catus nostri anno tertio.

8.

Rome, le 3 avril 1426.

15

*Le pape Martin V décide que nul ne peut être reçu en
qualité de chanoine du chapitre de l'église cathédrale de
Liège s'il n'est gradué ou de famille noble.*

*Vat. lat. 3881, fol. 98-98v°. Copie. — Ce document est joint au
suivant. — Voir Analyse, n° 55.*

20

Fol. 98 *Quales admittantur canonici Leodienses (g).*

Martinus episcopus servus servorum Dei ad perpetuam
rei memoriam. Gerentes in desideriis cordis nostri ut
cuncte orbis ecclesie quarum cura nobis est celesti dispo-
sitione commissa, per personas ydoneas, scientie claritate 25

(a) *A B omettent* : et singulis ; *D omet* : et. — (b) *C répète les mots qui
précèdent depuis le mot* : perpetuata. — (c) *C* : predictis (*raturé*) et per
predicta. — (d) *C omet* : omnia et singula. — (e) *C* : modum alium. —
(f) *C D* : qualibet alia. — (g) *Ce titre est écrit en marge.*

et generis nobilitate pollentes feliciter ac utiliter guber- 1426
 nentur atque in spiritualibus et temporalibus suscipiant
 incrementa, ex apostolice servitutis nos decet officio cogi-
 tare illaque decernere, statuere et ordinare per quæ hujus-
 modi desideria, auctore Domino, compleantur, presertim 5
 de statu precellentium et cathedralium ecclesiarum, ut
 incrementis multimodis efferantur, tanto amplius curas
 pastoralis diligentie ostendere, quo dictas ecclesias cor-
 dialius intuemur. Sane petitio dilectorum filiorum decani
 et capituli ecclesie Leodiensis nobis nuper exhibita conti- 10
 nebat quod, cum ipsa ecclesia una de notabilioribus
 totius Germanie ecclesiis existat, deceret merito pro
 ejusdem conservatione felici ac laudabili incremento,
 necnon illius personarum status integritate et conserva-
 tione salubri, quod ejus canonici pro tempore existentes 15
 persone forent prudentes, potentes, utiles et generose tam
 nativitatis origine quam etiam litterarum scientiis et vir-
 tutibus prefulgentes, aliasque tales quod status ipse per
 eorum industriam et potentiam utiliter conservetur et
 uberius augeatur necnon possessiones, bona, jura et juris- 20
 dictiones tam ecclesie predictæ, apud quam spiritualis
 et temporalis totius patrie Leodiensis auctoritas dinos-
 citur constituta, quam ipsius patrie possint inviolabi-
 liter conservari; et sicut eadem petitio subjungebat, ad
 canonicatus et prebendas hujusmodi ecclesie a nonnullis 25
 retroactis temporibus persone humiles et ydiote etiam ad
 dictam ecclesiam penitus inutiles tam apostolica quam
 ordinaria auctoritatibus promote fuerint, quarum aliquæ,
 ut asseritur, prebendas ad quas taliter promovebantur
 ex fide permutationis causa personis aliis plerumque 30
 minus ydoneis nec bene meritis, modis etiam honestati
 non convenientibus dimittebant, in decoris ecclesie et

personarum in ea degentium ac patrie predictarum depres- 1426
 sionem, vilipendium et detrimentum ac scandalum pluri-
 morum. Quare pro parte dictorum decani et capituli fuit
 nobis humiliter supplicatum ut ipsis et patrie predictae in
 premissis oportune providere de benignitate apostolica 5
 dignaremur. Nos itaque attendentes quod insignium eccle-
 siarum decor et gloria nedum in suorum prelatorum,
 verum etiam in canonicorum consistit ornatu, ex premissis
 utique rationabilibus et honestis causis pie moti ac hujus-
 modi supplicationibus inclinati, auctoritate apostolica et ex 10
 certa scientia, tenore presentium statuimus, decernimus
 et ordinamus, quod nullus cujuscumque status vel condi-
 tionis existat, apostolica etiam motu proprio aut alias seu
 ordinaria vel quacumque alia auctoritate aliasve quo[modo]-
 cumque et qualitercumque, possit aut debeat de cetero 15
 in prefata Leodiensi ecclesia ad canonicatus et prebendas
 recipi vel admitti, directe vel indirecte seu quovis quesito
 colore, nisi recipiendus et admittendus hujusmodi in
 sacra theologia vel medicina magister aut doctor vel cum
 rigore examinis in altero jurium licentiatus aut baccala- 20
 rius formatus in theologia predicta, seu ab utroque parente
 Fol. 98vº de nobili aut saltem militari genere procreatus || existat,
 dictique magister, doctor, licentiatus ac baccalarius gra-
 dum, ac nobilis seu militaris nationem tales sufficienti
 testimonio et alias legitime probaverint, ut prefertur. 25
 Volumus insuper quod reservationes, collationes seu pro-
 visiones de canonicatibus ac prebendis ejusdem Leodiensis
 ecclesie exnunc in antea vacaturis, quibusvis aliis per-
 sonis, quacumque auctoritate etiam apostolica et motu
 proprio, ut prefertur, forsitan facte aut in futurum fiende, 30
 processus quoque earum vigore habiti et habendi, etiam
 excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias

et quascumque alias censuras seu penas continentes, et 1426
 quecumque alia post datam presentium inde secuta sint
 cassa et irrita nulliusque roboris vel momenti; quodque
 ipsi decanus et capitulum ad recipiendum seu admit-
 endum aliquem, nisi talis fuerit ut preferitur, a quoquam, 5
 quavis auctoritate, nequeant coarctari. Non obstantibus
 tam felicis recordationis Innocentii pape tertii predeces-
 soris nostri quam aliis constitutionibus apostolicis ⁽¹⁾ nec-
 non statutis et consuetudinibus ipsius ecclesie quibus-
 cumque contrariis, juramento, confirmatione apostolica 10
 vel quacumque firmitate alia roboratis, aut si aliqui
 super provisionibus sibi faciendis de canonicatibus et
 prebendis in eadem Leodiensi ecclesia, ut premittitur,
 vacaturis speciales vel generales apostolice Sedis vel lega-
 torum ejus litteras impetrarint, etiam si per eas ad inhibi- 15
 tionem, reservationem et decretum vel alias quomodolibet
 sit processum, quas siquidem litteras et processus earum
 vigore habitos vel habendos, nisi persone in eis con-
 tente (a) tales fuerint ut preferitur, ad canonicatus et pre-
 bendas vacaturos (b) ipsius ecclesie volumus non extendi, 20
 sed nullum per hoc eis quoad assecutionem beneficiorum
 aliorum prejudicium generari, et quibuslibet aliis indul-
 gentiis, privilegiis et litteris apostolicis generalibus vel
 specialibus quorumcumque tenorum existant, per que
 presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus 25
 presentium impediri valeat quomodolibet vel differri,
 etiam si de illis et eorum totis tenoribus de verbo ad

(a) *Le ms porte* : contentes.

(b) *Le ms porte* : vacaturos.

(1) On trouvera les diverses constitutions portées par Innocent III sur 30
 cette matière dans les Décrétales de Grégoire IX, c. 4 et ss., *De conces-
 sione prae bendae et ecclesiae non vacantis*, III, 8.

verbum habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nos 1426
 enim exnunc irritum decernimus et inane, si secus super
 hiis a quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter
 contigerit attemptari. Nulli ergo omnino hominum liceat
 hanc paginam nostri statuti, ordinationis, voluntatis et 5
 constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire.
 Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem
 omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum
 ejus se noverit incursurum. Datum Rome apud Sanctum
 Petrum, tertio non. aprilis, pontificatus nostri anno nono. 10

9.

[Liège], après le 3 avril 1426.

*Décision capitulaire du chapitre de l'église cathédrale de
 Liège déterminant les preuves à fournir pour être reçu au
 nombre des chanoines, conformément au privilège de 15
 Martin V.*

Vat. lat. 3881, fol. 98^v.99^v. Ce document fait suite à la bulle du
 pape Martin V publiée ci-dessus. Il est environ de la même époque
 et n'est pas postérieur au 8 novembre 1427, n'étant pas renseigné
 dans S. BORMANS, *Répertoire chronologique des conclusions capitu-* 20
laires du chapitre cathédral de Saint-Lambert, à Liège, dans les
Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique,
 1869, t. VI, p. 5 et ss. Ce répertoire commence en effet à cette
 date. — Voir *Analyse*, n° 56.

Fol. 98^v. Nos (a) decanus et capitulum ecclesie Leodiensis ad 25
 singulorum et universorum presentium et futurorum noti-
 Fol. 99 ciam deduci volumus per presentes, || cum nos deceat sic
 vices pensare temporum, sic personarum qualitates atten-
 dere atque ecclesie nostre profectibus invigilare, ut ea que
 pro illius honoris et status commodo exacta instancia per 30

(a) *Le ms. porte* : Nous.

summum pontificem sunt concessa, per dispositionem 1426
 nostram perpetuis futuris consistant temporibus stabilia et
 illibata, hinc est quod postquam nuper sanctissimus
 dominus noster Martinus divina providentia papa quintus,
 attendens ecclesie Leodiensis et personarum ejusdem 5
 decentiam pro ipsius decore ac oportunitatis impulsu per
 suas certi tenoris litteras statuerit, decreverit et ordinaverit,
 prout in ejusdem litteris quarum tenor superius descri-
 bitur ⁽¹⁾ plenius continetur, nos, ne statuto, decreto et
 ordinationi predictis, que singuli in eadem ecclesia resi- 10
 dentes canonici firmiter observare juravimus, contingat per
 receptionem sive admissionem futurorum canonicorum in
 ipsa ecclesia aliquatenus derogari, inherendo statuto,
 decreto et ordinationi prefatis, capitulo ad hoc indicto,
 voluimus et ordinavimus ac volumus et ordinamus quod 15
 de cetero in dicta ecclesia recipiendi et admittendi canonici
 sint nobiles, militares vel graduati, juxta tenorem ante-
 dictum, quodque nobilis, militaris vel graduatus reci-
 piendus aut admittendus ut prefertur, nationem seu gradum
 hujusmodi jurare atque se talem docere debeat et teneatur 20
 juxta modum et formam inferius annotatos, antequam in
 ipsa ecclesia in canonicum possit recipi vel admitti.

Primo nobilis recipiendus, ut prefertur, si personaliter
 pro receptione sua comparuerit, alioquin dum ad primam
 ejus residentiam ⁽²⁾ in ipsa ecclesia venerit, per seipsum, 25
 et si absens fuerit, per procuratorem suum ydoneum legi-
 time constitutum et ad hoc sufficiens mandatum habentem,
 juret quod ipse recipiendus de utroque parente de nobili
 vel saltem militari genere procreatus existat. Et insuper,

⁽¹⁾ La bulle du pape Martin V du 3 avril 1426, publiée ci-dessus, n° 8. 30

⁽²⁾ Les chanoines de l'église cathédrale de Liège étaient tenus à une plus stricte résidence pendant une année, pour pouvoir jouir des revenus

nisi dictus recipiendus ante hujusmodi suam receptionem 1426
 per quatuor ydoneos testes nobiles seu militares in capitulo
 dicte ecclesie, si in nostra dyocesi originem duxerit, alio-
 quin coram ordinario loci seu ejus officiali aut, ex causa
 legitima et de mandato dicti capituli, coram altero honesto 5
 et notabili prelato atque notario publico et legali et
 testibus fide dignis, probet se esse talem, idemque ordi-
 narius, officialis seu prelatus, per depositionem dictorum
 quatuor nobilium, prius per eum ipsorum juramentis
 super hoc receptis, ita esse invenerit hocque nobis per 10
 ejus patentes litteras ipsius, sub quatuor nobilium sigillis
 necnon notarii predictorum consueto signo et subscrip-
 tione munitas intimaverit, nullatenus recipietur seu admit-
 tetur.

Item graduatus recipiendus ut prefertur, si pro ejus 15
 receptione personaliter comparuerit, alioquin postquam ad
 ipsam ecclesiam pro ejus prima residentia accesserit per se
 ipsum, et [si] absens fuerit, per procuratorem ydoneum ad
 Fol. 99^{vo} hoc per eum legitime || constitutum et sufficiens mandatum
 habentem, juret quod ipse gradum suum hujusmodi in 20
 studio generali et privilegiato, servatis prius per eum mora
 temporis ac solempniter omnibus et singulis actibus scho-
 lasticis ad gradum hujusmodi requisitis etiam cum rigore
 examinis, secundum ritum, mores et consuetudines illius
 studii in quo graduatus est, legaliter et sine fraude recepit. 25
 Et nihilominus, nisi dictus graduatus ante receptionem
 suam, per dicti studii sui aut facultatis auctenticas litteras

de leur prébende canoniale. Voir M. G. DE LOUVREX, *Dissertationes
 canonicæ de origine, electione, officio et juribus praepositorum et
 decanorum ecclesiarum cathedralium et collegiatarum*, p. 31 et appen- 30
 dice, p. 18. Liège, 1729.

et duos magistros vel baccalarios ejusdem vel majoris 1426-1434
 facultatis aut alios omni exceptione majores idoneos testes,
 si presentes, coram decano seu vicedecano et capitulo, si
 vero absentes fuerint, coram ordinario loci seu ejus officiali
 aut, ex causa legitima, de mandato capituli hujusmodi 5
 coram altero honesto et notabili prelatu necnon tabellione
 publico et legali atque testibus fidedignis probet se esse
 taliter graduatum et, si testes hujusmodi absentes fuerint,
 ut prefertur, idem ordinarius, officialis vel prelatus per
 dictorum magistrorum aut baccalariorum seu eorundem 10
 mixtim (a) depositionem, prius per eum ipsorum jura-
 mentis receptis, ita esse invenerit, atque hoc nobis per ejus
 patentes, ipsius sigillo ac tabellionis illius consueto signo
 munitas litteras insinuaverit, nullatenus recipietur seu
 admittetur. 15

10.

1417-1434.

*Vidimus donné par Renier de Sainte-Marguerite, abbé de
 Saint-Jacques, et Henri Adae, abbé de Saint-Laurent, à
 Liège, des privilèges accordés aux bourgeois de Liège par 20
 Philippe de Souabe, le 3 juin 1208, Henri VII, le 9 avril
 1230, Albert I^{er} d'Autriche, le 9 décembre 1298 et Sigismond
 de Hongrie, le 9 février 1415 et le 26 mars 1417.*

*Vat. lat. 3881, fol. 50-59^v. Copie. — Ce document comprend
 les cinq diplômes indiqués ci-dessus, Analyse des manuscrits, 25
 nos 38-42 et Textes, nos 1 et 4.*

La fin de ce document et par conséquent la date manquent : il est
 postérieur à la date du diplôme de Sigismond du 26 mars 1417. Nous
 savons, d'autre part, que Henri Adae, abbé de Saint-Laurent à
 Liège, mourut en 1434 (*Historia insignis monasterii Sancti Lau-* 30

(a) *Sic. Ne faudrait-il pas lire : testium ?*

rentii Leodiensis, dans MARTÈNE ET DURAND, *Veterum scriptorum*, 1417 1434
et monumentorum amplissima collectio, t. IV, c. 1129. Paris, 1729;
 U. BERLIÈRE, *Vie de Henri Adam*, dans les *Analectes pour servir*
à l'histoire ecclésiastique de la Belgique, 1886, t. XX, p. 419
 et ss.). L'abbé Renier de Sainte-Marguerite mourut le 15 mars 1436
 (J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant* 5
le xv^e siècle, p. 125, Liège, 1887.) — Voir *Analyse*, n° 37.

Fol. 50 *Copie des privileges donnez au citoiens de Liege.*

En nom de Dieu amen. Reyner, abbe de saint Jaques a
 Liege et Henry Ade, abbe de saint Laurens, ordre de saint
 Benoist, hoirs et (a) prez des murailles de Liege, a tous 10
 ceulx qui ce present transsumpt ou coppie verront, lyront
 et oyront, salut et en congnoissance de verite des choses
 soubzscriptes. Est comparu pardevant nous Thonardt de
 la Croix d'or, secretaire soy dissant estre depute et
 specialment commis par les burgmaistres, conseil et jurez 15
 de la cite de Liege, qui en la presence du notaire nostre
 greffier en ce cas et des tesmoins cy dessoubz escriptz et
 denommez a exhibue et a nous presentez privilegeiges, lettres
 imperiaux emanez des haults et puissans princes roys des
 Romains soubzscriptz. Et premierement ung privilegeige 20
 ottroye par Philippe deuxiesme, signe et scelle de son
 grandt seaul rond de cire blanche pendant en filetz de soye
 rouge. Item ung privilegeige ottroye par Henry le septiesme,
 signe et scelle de son grand seaul rond de cire verdt pen-
 dant en filetz de soye rouge. Item une lettre d'Albert con- 25
 tenant confirmation desdicts privilegeiges, scelle de son
 grandt seaul rond de cire blanche pendant en filetz de soye
 rouge et joesne. Item deux lettres de tres noble et tres

(a) et est répété.

puissant prince Sigismund par la grace de Dieu a present 1417 1434
 roy des Romains tousjours august et roy d'Hungarie, Dal-
 macie, Croacie, etc. seellees de son grandt seaul rond de
 cire blanche pendant en filetz de soye rouge et bleu. || 5

l. 50^{vo} Lesquelles lettres et privilegeiges estoient entieres non can-
 cellez ne aucune raisure en elles et telles que foy de
 prime face a icelles doibt estre adjoustee, saulf le seaul du
 dict Henry septiesme lequel danciennete estoit ung peu
 corrose et rompu. Lesquelles lettres avons deuement 10
 receues, veues, tenues, visitez et oyez et de mot a mot lisez,
 contenant le teneur qui sensuit :

l. 50^{vo}- En nom de la sainte Trinite. Philippes le deuxiesme
 38^{vo} — — — Donne a Dynant ⁽¹⁾ lan de lincarnation de nostre
 Seigneur mil deux cens et huyt, III^e non. de jung, indiction 15
 unziesme. Signe du dict roy Philippes ⁽²⁾.

In nomine Domini et individue Trinitatis. Henry le
 septiesme — — — Donne lan de lincarnation de nostre
 Seigneur mil deux cens et trente, cinq ides d'avril, indic-
 tion troizieme. Signe du dict roy Henry ⁽³⁾. 20

En nom de la sainte Trinite. Aubert — — — Donne
 lan mil deux cens IIII^{xx} et huyt. Signe du dict roy
 Aubert ⁽⁴⁾.

53^{vo}- En nom de la sainte Trinite. Sigismund — — — Donne
 4^{vo}

⁽¹⁾ Il faut lire Duren. Voir *Analyse*, n° 38. 25

⁽²⁾ C'est le diplôme de Philippe de Souabe du 3 juin 1208. — Voir
Analyse, n° 38.

⁽³⁾ C'est le diplôme de Henri VII du 9 avril 1213. — Voir *Analyse*,
 n° 39 et *Textes*, n° 1.

⁽⁴⁾ C'est le diplôme d'Albert I^{er} d'Autriche du 9 décembre 1298. — 30
 Voir *Analyse*, n° 40 et *Textes*, n° 4.

a Constance lan mil III^e et XV. Signe par le roy Sigismund (1).

Fol. 54^{vo}-59 En nom dé la saincte Trinite. Sigismund — — — Donne a Nuurinberch lan mil III^e et dix-sept etc. (2).

11.

5

Rome, le 17 août 1446.

Le pape Eugène IV confirme les privilèges accordés à l'église cathédrale de Liège par l'antipape Jean XXIII, et permet aux juges conservateurs de cette église de faire, le cas échéant, leurs citations judiciaires par voie d'affiches.

Vat. lat. 3881, fol. 106-107. Copie. — *Archives de l'État à Liège*, 10
Chapitre Saint-Lambert, registre n° 1, Bulles des papes, n° 74,
 fol. 170 et ss. Copie. — *Liber supernumerarius des chartes de*
Saint-Lambert à Liège, fol. 11 et ss. — Copie. Ce document com-
 prend la bulle de l'antipape Jean XXIII, du 19 mai 1413 (voir n° 7)
 et est comprise elle-même dans celle du pape Sixte IV, du 5 jan- 15
 vier 1480 (voir n° 16). Une édition très défectueuse a été faite de
 cette bulle par ERASMUS A CHOKIER, *Tractatus jurisdictionis ordi-*
nariae in exemptos, t. II, p. 288. — Nous publions le texte du
Liber supernumerarius qui semble être le meilleur. Nous indiquons
 en notes les variantes des ms. et à l'occasion nous corrigeons le texte 20
 du ms. que nous suivons d'après celui des autres mss. A = *Liber*
supernumerarius. B = ms 3881. C = *Bulles des papes n° 74*. Les
 folios indiqués dans le texte sont ceux du ms. 3881. — Voir *Ana-*
lyse, n° 60.

Fol. 106 Eugenius episcopus servus servorum Dei dilectis filiis 25
 abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie

(1) C'est le diplôme de Sigismund du 9 février 1415. — Voir *Analyse*, n° 41.

(2) C'est le diplôme de Sigismund du 26 mars 1417, mais donné à Constance. — Voir *Analyse*, n° 42.

Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et apostolicam 1446
 benedictionem. Ratione subnixis supplicum libenter votis
 annuimus et favoribus ea prosequimur oportunis. Dudum
 siquidem bone memorie Baldazaris (a) episcopi Tuscu-
 lanensis (b) in sua obedientia de qua partes ille fuerant⁽¹⁾ 5
 tunc (c) Johannis vigesimi tertii nominati littere tenoris
 emanarunt subsequentis (d) :

Johannes *etc.* dilectis filiis abbati monasterii Sancti Jacobi
 06v^o-107 Leodiensis — — — || . Datum Rome, apud Sanctum Petrum,
 quarto decimo kalendas junii, pontificatus nostri anno 10
 tertio ⁽²⁾.

Cum autem, sicut exhibita nobis nuper (e) pro parte capi-
 tuli predictorum (f) petitio continebat, ipsi dubitent quod
 earumdem vigore litterarum habendi processus occupato-
 ribus, detentoribus, presumptoribus, molestatoribus, inju- 15
 riatoribus, contradictoribus, rebellibus prefatis ⁽³⁾ vel ali-
 quibus eorum et aliis quos concernunt tuto (g) nequeant (h)
 publicari, nos igitur eorumdem capituli in hac parte sup-
 plicationibus inclinati, vobis et cuilibet vestrum et eorum
 quibus vestras desuper vices commiseritis (i), quotiens per 20

(a) C: Balthazaris. — (b) B: Tusraricum. — (c) B: tercio. — (d) B: teno-
 rum emanarunt subsequentium. — (e) C omet : nuper. — (f) B omet :
 predictorum. — (g) A C : tute. — (h) B : nequiunt. — (i) C : quibus
 vices vestras desuper commiseritis.

(1) Le diocèse de Liège reconnut en effet, lors du grand schisme d'occi- 25
 dent, comme papes légitimes Alexandre V, élu en 1409 au concile de Pise
 et son successeur, Balthasar Cossa, évêque de Tusculum, qui prit le nom
 de Jean XXIII. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 105-106.

(2) C'est la bulle de Jean XXIII du 19 mai 1413 publiée ci-dessus, n^o 7.

(3) Ceux dont il a été question dans la bulle de Jean XXIII insérée dans 30
 celle-ci.

summariam informationem super hiis per vos recipiendam 1446
 vobis constiterit quod occupatorum, detentorum, presump-
 torum, molestatorum, injuriatorum, contradictorum,
 rebellium et aliorum quos processus concernent hujusmodi
 presentia pro monitionibus eis et citationibus (a) de ipsis 5
 faciendis haberi commode non possit, processus predictos
 ac monitiones et citationes quaslibet per edicta (b) publica,
 locis affigenda publicis ac eis ubi tunc vigore premissorum
 monendi vel citandi moram traxerint vicinis et de quibus
 conjectura sit verisimilis quod ad noticiam occupatorum, 10
 detentorum, presumporum, molestatorum, injuriatorum,
 contradictorum, rebellium et aliorum, quos contigerit,
 monitorum ac (c) citatorum hujusmodi pervenire valeant,
 faciendi plenam auctoritate apostolica concedimus, tenore
 presentium, facultatem ac volumus quod processus, moni- 15
 tiones et citationes hujusmodi perinde arcent ipsos moni-
 tos et citatos ac si eis personaliter et presentialiter insi-
 nuati necnon intimati legitime fuissent. Non obstantibus
 constitutionibus apostolicis ac omnibus illis que dictus
 episcopus, tunc Johannes vicesimus tercius nominatus, in 20
 prefatis litteris non obstare voluit, ceterisque contrariis
 quibuscumque. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno
 Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo qua-
 dragesimo sexto, sexto decimo ⁽¹⁾ kal. septembris, ponti-
 ficatus nostri anno sexto decimo (d). 25

(a) B C: monitione eis et citatione. — (b) B: predictas. — (c) B C: et. —
 (d) C omet: decimo.

(1) Le texte publié par ШОКРЕА porte la date : millesimo quadringente-
 simo sexto, decimo kalendas septembris, et non : sexto decimo kalendas
 septembris. Si cette lecture était la bonne, ce document ne daterait pas 30
 du 17 août, mais du 23 du même mois.

Maestricht, le 28 août 1448.

Accord conclu entre l'évêque de Liège Jean de Heinsberg et le duc de Brabant Philippe le Bon au sujet de la compétence judiciaire du juge d'Église en matière de testaments, de contrats de mariage et de biens ecclésiastiques. 5

Vat. lat. 3881, fol. 130-130^{vo}. Copie. — Fol. 148^{vo}-149. Copie. — *Bibliothèque royale de Bruxelles*, n^{os} 10898-10952, fol. 133^{vo}-134. Copie. — Il n'y a entre les trois copies que des différences d'orthographe. Nous publions le texte du *Vat. lat.* 3881, 10 fol. 130-130 ^{vo}. — Voir *Analyse*, n^{os} 70 et 76.

Fol. 130 *Ooverdrach van wat punten men daghen mach tot Ludich die ingheseten van Brabant* ⁽¹⁾.

Ter dachvaert gehouden XX octava augusti XIII^{ie} quadragesimo octavo inder stat van Trecht, byden cancellier 15
ende raedslieden myns genadigen sheeren thertoghen van Bourgongen ende van Brabant ⁽²⁾ etc. ter eenre zyden, ende den raedsluden des eerwerdighen vaders in Gode, myns genadigen heeren van Ludick ⁽³⁾ etc. ter anderen, van gescillen onlanx opgestaen om zekere mandamente wille, 20
van weghen myns voers. genadigen heeren tshertoghen

(1) Depuis bien longtemps, en Brabant comme ailleurs, le juge séculier s'efforçait de restreindre la compétence dont jouissait le tribunal ecclésiastique dans les matières mixtes, auxquelles les deux pouvoirs, l'Église et l'État, étaient intéressés. De là une source de continuelles difficultés. Ce 25 document règle l'étendue de la compétence du juge séculier en matière civile. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 82-83.

(2) Philippe le Bon (1430-1467).

(3) Jean de Heinsberg (1419-1455)

gepubliceert ende vuyt geroepen ⁽¹⁾ inden steden van den 1448
 Bossche ⁽²⁾, Thienen, Nyvelle ende elswaer in Brabant
 byden schouteten, meyeren ende richteren aldair, byden
 welken verboden was den ondersaten des lants van Bra-
 bant deen den anderen niet te trecken in eenich geestelich 5
 hoff sonder daer aff consent te hebbene van den officiers
 ende wethouderen van elcker plaetsen ende oick om zekere
 mandaten wille van wegghen myns voers. genadigen heeren
 van Ludich by synen offitiae ⁽³⁾ van Ludich vuyt-
 gesonden teghen Yweyene die Moll, schoutet inder stat 10
 van den Bossche ende Adriaen van Emichoven, meyre
 inder stadt van Thienen, es na vele redenen tusschen den
 voers. cancellier ende raedslieden te beyden zyden gehadt,
 gesloten dat myn voers. heere van Ludich in drie saken,
 te weten op crachte van testamenten, van huweliken 15
 voerwarden ende geestelyken goeden ende des aen der
 selve drie saken cleeft ⁽⁴⁾, hebben ende behouden sal syn
 jurisdictie in alle der manieren als hy die inden lande
 van Brabant binnen de beesdomme van Ludich van ouder
 gewoenten gehadt heeft, alsoe dat deen ondersate van den 20

⁽¹⁾ Il s'agit de l'édit porté par Philippe le Bon le 3 janvier 1448. Voir *Placcaeten ende ordonnantiën van de hertoghen van Brabant*, t. I, p. 1 et ss.

⁽²⁾ Bois-le-Duc.

⁽³⁾ L'official était le juge ecclésiastique connaissant des affaires conten- 25
 tieuses au nom de l'évêque et tenant de lui tous ses pouvoirs. Voir P. FOURNIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 12 et ss. Paris, 1880.

⁽⁴⁾ C'est-à-dire la question de validité des testaments, des contrats de 30
 mariage concernant les biens des conjoints et les litiges au sujet des biens
 ecclésiastiques ainsi que toutes les questions connexes. Ce sont les matières
 mixtes au sujet desquelles il y eut toujours le plus de contestations. Voir
 A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 103-124.

vors. lande den anderen in die voers. drie gewoenlike saken 1448
 sal moghen daghen voer den offitiae voers. sonder hen
 te misgrypen. Ende sal van mijns voers. genedigen heeren
 tshertogen wegghen dat alsoe bestelt worden dat daer egheen
 hinder invallen en sal by toedoene van den voers. manda- 5
 130^{vo} mente. Ende oft || geboerde dat by eenighen clachten die
 mynen voers. genedigen heere den hertoghe oft synen raide
 mochten werden gedaen, den selven dochte dat die offitiae
 voers. eenighe van synen ondersaten op andere syne
 ondersaten des lants van Brabant gebode hadde verleent 10
 van anderen dan van drie saken voers. ende datter ane
 cleeft, in dien gevalle wanneer die offitiae voers. doechde-
 lick ende rechtverdelick van wegghen myns voers. genedigen
 heeren tshertoghen onderwist sal worden met gescrijten
 oft anders, sal die selve offitiae af laten. Ende oft hy 15
 eenighe swaricheit daer inne maken woude, soe sal hy die
 sake vuytsetten ende houden in state eenighen redelycken
 tyt, om daer binnen behoirlyk informatie in beyden
 syden daer aff te werden genomen ende daerinteynden
 die sake te blyven daer sy van redenen ende bescheyts 20
 wegghen behoren sal. Item dat Yweyn die Moll sal geab-
 solveert worden van der excommunicatien daer in hy
 comen is, ten vervolghe van eenighen procurator fiscael ⁽¹⁾
 des voers. hoefs van Ludich ende die vorderinghe begon-
 nen op den meyer van Thienen ende den steden van den 25
 Bossche, Thienen ende elswaer metten bannen ocht met

(1) Le procureur fiscal était un personnage attaché à l'officialité et aux cours des archidiares, en vue de provoquer la répression des délits. Voir E. POULLET, *Essai sur l'histoire du droit criminel dans l'ancienne principauté de Liège*, p. 296. (*Mémoires couronnés publiés par l'Académie de Belgique*, in-4°, t. XXXVIII.) Bruxelles, 1874. 30

cessen ⁽¹⁾ om der voers. gescillen wille sal oick afgedaen 1448-14
worden, behoudelich mynen voers. genadigen heere van
Ludich ende zynen hove alsulken geestelike jurisdictie in
anderen saken daer die voers. mandamenten niet aff en
rieren, als hy van outs inden voers. lande van Brabant 5
gewoenlick es geweest te hebben, ende mynen vors. gene-
digen heere den hertoghe ende syne voers. lande van Bra-
bant, hueren privilegien, vryheiden ende rechten gelyck sy
die van outs oick hebben gehadt ende al sonder arghelist.

Aldus geteykent : C. WACHELGEM. Wa. de ser^{co} (a). 10

13.

Rome, le 2 mars 1450 (n. st.).

*Le pape Nicolas V déclare que l'élévation à la dignité
abbatiale du prévôt du monastère de Sainte-Gertrude à Lou-
vain, n'a point enlevé à l'abbé Wauthier et à ses successeurs 15
leur qualité de conservateurs de l'université de Louvain.*

Vat. lat. 3881, fol. 120^vo-122. Copie. — Voir *Analyse*, n° 66.

Fol. 120^vo Nicolaus episcopus servus servorum Dei ad perpetuam
rei memoriam. Sedis apostolice providentia circumspecta
nonnunquam per eam concessa, ne exinde lites et contro- 20
versie oriantur, delucidat et declarat ac desuper statuit
atque disponit (b) prout id conspicit in Domino salubriter
expedire. Hodie siquidem pro parte nobilis viri Philippi
ducis Burgundie atque Brabancie inter cetera nobis expo-

a) *Sic.*

25

(b) *Le ms. porte* : disposuit.

(1) C'est-à-dire des sentences d'excommunication et de cess ou interdit.
Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 138.

sito quod opidum Lovaniense, Leodiensis dyocesis. tempo- 1450
 rali dominio ipsius ducis subjectum, notabile et insigne
 existebat et quod in illo generale studium a diu vigerat
 tunc, prout eciam vigeat, quodque eciam prepositus pro
 tempore existens monasterii Sancte Gertrudis dicti opidi, 5
 ordinis sancti Augustini, apostolicorum et aliorum privi-
 legiorum ac litterarum omnium dilectis filiis, universitati
 dicti studii pro tempore concessarum inter alios illorum
 conservatores conservator perpetuus una cum quibusdam
 aliis desuper collegis auctoritate apostolica deputatus esse 10
 noscebatur ⁽¹⁾, nos tunc ad monasterii ab ejusdem ducis
 predecessoribus dudum fundati pariter et dotati necnon
 ol. 121 opidi et universitatis prefatorum || honorem, decorem et
 venustatem ^(a), etiam dicti ducis in ea parte supplicationibus
 inclinati, per alias nostras litteras ⁽²⁾ preposituram prefati 15
 monasterii, que inibi dignitas conventualis tunc erat, in
 abbatialem dignitatem ereximus atque de novo creavimus,
 ipsumque monasterium in spiritualibus et temporalibus
 exnunc in antea per abbatem perpetuo regendum et guber-
 nandum ac dilectum filium Walterum ⁽³⁾ tunc ejusdem 20

(a) *Le ms porte : vetustatem.*

⁽¹⁾ Le prévôt de Sainte-Gertrude avait reçu les fonctions de conserva-
 teur de l'université par une bulle de Martin V du 1^{er} mai 1428. Voir
Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain, éd. E. REU-
 SENS, t. I, p. 94. Extrait des *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiast-* 25
ique de la Belgique, 1895, t. XXV, p. 34. — Voir *Analyse des manus-*
crits, n° 65.

⁽²⁾ C'est la bulle du 2 mars 1450 (n. st.), publiée par E. REUSSENS,
o. c., p. 442, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 26.

⁽³⁾ Wauthier Moeliaert. Voir E. REUSSENS, *o. c.*, p. 516, et *Analectes*, 30
 1901, t. XXIX, p. 100.

monasterii prepositum extunc illius abbatem fore et 1450
 nominari debere ipsumque et successores suos pro tem-
 pore existentes dicti monasterii abbates a quocumque mal-
 lent catholico antistite, gratiam et communionem apos-
 tolice Sedis habente, munus benedictionis suscipere, 5
 anulo (a) et baculo pastoralibus ubicumque uti et illos
 gestare posse, libertatibus, privilegiis et aliis juribus
 omnibus ejusdem monasterii alias semper salvis continuo
 remanentibus, eadem auctoritate decrevimus, statuimus
 atque concessimus, prout in dictis nostris litteris plenius 10
 continetur. Cum itaque, sicut pro parte dicti ducis nobis
 etiam expositum extitit, ab aliquibus forsitan in dubium

Fol. 121^{vo} verti posset an per erectionem, creationem || et litteras
 predictas dictus abbas tunc prepositus et ipsius successo-
 res de cetero hujusmodi conservatoris seu executoris officio 15
 fungi possint eorumque jurisdictio quoad hoc cessaverit et
 expiraverit, nos super hoc honori, statui et indempnitati
 monasterii ac Walteri et successorum prefatorum salubri-
 ter providere, necnon apostolicorum et aliorum privile-
 giorum et litterarum omnium concessorum predictorum 20
 tenores, ac si de verbo ad verbum inserti forent presen-
 tibus, pro expressis haberi volentes, prefati ducis in hac
 parte supplicationibus eciam inclinati, auctoritate pre-
 dicta, ex certa scientia, tenore presentium declaramus per
 erectionem, creationem et decretum predicta honori dicti 25
 monasterii quoad officium dicte conservatorie seu execu-
 tionis hujusmodi per Walterum et successores exercendum
 minime derogari voluisse neque derogatum fuisse nec
 esse. Et nichilominus ad habundantiorem (b) cautelam
 volumus ac Waltero et ejus successoribus abbatibus pro 30

(a) Sic.

(b) *Le ms. porte* : habundantiorem.



tempore supradictis eadem auctoritate concedimus quod 1450-1452
 eorum singuli universitatem predictam ac singulares
 illius personas defendere necnon ad executionem dicto-
 rum privilegiorum apostolicorum et litterarum concessor-
 um et concedendorum omnium et singulorum prefatorum 5
 procedere et alia desuper necessaria et oportuna facere
 Fol. 122 libere et || licite possint et valeant, alias juxta eorundem
 apostolicorum aliorumque privilegiorum et litterarum
 continentiam atque formam, eciam perinde in omnibus et
 per omnia ac si illa eciam ad abbatem pro tempore exis- 10
 tentem dicti monasterii, in eventum hujusmodi, cum eis-
 dem connexis directa fuissent. Non obstantibus premissis
 ac constitutionibus apostolicis necnon prefate universitatis
 eciam juramento, confirmacione apostolica vel quacum-
 que firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus 15
 ceterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino
 hominum liceat hanc paginam nostre declarationis, volun-
 tatis et concessionis infringere, vel ei ausu temerario con-
 traire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indi-
 gnationem omnipotentis [Dei] et beatorum Petri et Pauli 20
 apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome
 apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis dominice mil-
 lesimo quadringentesimo quadragesimo nono, sexto non.
 martii, pontificatus nostri anno tercio.

Liège, le 12 janvier 1452.

*Acte notarié portant qu'à la réquisition du syndic du clergé
secondaire de Liège, Jean de Waremmes, l'abbé de Saint-
Laurent à Liège, Henri delle Chereaux, a publié les bulles du*

pape Nicolas V, du 19 octobre 1451, et ordonné leur mise à 1452
exécution.

Vat. lat. 3881, fol. 225-228 v°. Copie. — Ce document contient le
texte des deux bulles du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 (voir
Analyse des manuscrits, n° 121-122). — Voir *Analyse*, n° 120. 5

Fol. 225 Universis et singulis in Christo fidelibus tam clericis
quam laicis, cujuscumque status, gradus, ordinis, condi-
tionis, excellentie vel preeminentie existant, per provinciam
Coloniensem et loca vicina seu alias ubilibet constitutis
omnibusque aliis et singulis quorum interest, intererit et 10
quos infrascriptum tangit negotium seu tangere poterit
quomodolibet in futurum, tam conjunctim quam divisim,
quocumque nomine censeantur et quacumque prefulgeant
dignitate, Henricus del Cheauze ⁽¹⁾, permissione divina
abbas monasterii Sancti Laurentii extra muros Leodienses, 15
ordinis sancti Benedicti, executor ad infrascripta una cum
scriptis nostris in ea parte collegis, cum illa clausula : qua-
tenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu
alios etc. ⁽²⁾, a sancta Sede apostolica datus specialiter et
deputatus, salutem in Domino et nostris immo verius apos- 20
tolicis firmiter obedire mandatis. Litteras sanctissimi in

⁽¹⁾ Il s'agit de Henri delle Chereaux. Voir *Historia monasterii Sancti
Laurentii Leodiensis*, dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum...
amplissima collectio*, t. IV. p. 1130.

⁽²⁾ Cette formule qu'on retrouve dans l'exécutoire du privilège de 25
Nicolas V (Voir *Analyse*, n° 122) a pour effet de ne pas obliger tous les
exécuteurs désignés dans la bulle à intervenir dans chaque acte d'exé-
cution : l'intervention de l'un d'eux suffit ; de plus, il a le droit de déléguer
ses pouvoirs à d'autres. — En alléguant cette formule, l'abbé de Saint-
Jacques justifie sa manière d'agir : il agit seul sans le concours de ses 30
coexécuteurs et, à la fin de l'acte, il sousdélègue ses pouvoirs.

Christo patris et domini nostri, domini Nicolai divina pro- 1452
 videntia pape quinti, unam videlicet grossam (a) cum filis
 sericeis rubei croceique coloris, aliamque vero execu-
 toriam cum cordula canapis veris bullis plumbeis ipsius
 domini nostri pape more Romane curie impendentibus, 5
 bullatas, sanas et integras, non viciatas, non cancellatas
 nec in aliqua sui parte suspectas, sed omni prorsus vitio et
 suspitione carentes nobis per Johannem de Waremia (b),
 syndicum seu procuratorem venerabilium virorum domino-
 rum decanorum et capitulorum ecclesiarum secundariorum 10
 Leodiensium principaliter in ipsis litteris apostolicis nomi-
 natorum, prout de sue procuracionis mandato legitimis
 docuit documentis, coram notario publico et testibus
 infrascriptis presentatas, nos cum ea qua decuit reverentia
 noveritis recepisse. Quarum quidem litterarum apostoli- 15
 carum, unius videlicet grosse (c) de verbo ad verbum tenor
 sequitur et est talis :

Nicolaus episcopus *etc.* In apostolice dignitatis specula
 — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incar-
 nationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquage- 20
 simo primo, quarto decimo kal. novembris, pontificatus
 nostri anno quinto (1).

Alterius, videlicet executorie, sic incipit :

Nicolaus episcopus *etc.* dilectis filiis abbati monasterii
 Fol. 227 Sancti Laurentii — — — || Datum Rome apud Sanctum 25
 Petrum anno Incarnationis dominice millesimo quadrin-

(a) *Le ms. porte* : glosam.

(b) *On pourrait lire aussi* : Warennia.

(c) *Le ms. porte* : grose.

(1) C'est la bulle du pape Nicolas V du 19 octobre 1451 renseignée ci- 30
 dessus, *Analyse*, n° 121.

gentesimo quinquagesimo primo, quarto decimo kal. 1452
novembris, pontificatus nostri anno quinto ⁽¹⁾.

Post quarum quidem litterarum apostolicarum presenta-
tionem et receptionem nobis et per nos ut premittitur
factas, fuimus per prelibatum Johannem de Waremia (a), quo 5
supra nomine procuratorem, debita cum instantia requisiti
[quatenus] ad executionem prescriptarum litterarum aposto-
licarum et contentorum in eisdem procedere vellemus et
dignaremur. Nos igitur Henricus, abbas et executor ante-
dictus, attendentes requisitionem hujusmodi fore justam et 10
consonam rationi volentesque mandatis apostolicis nobis
directis reverenter, ut tenemur, obedire ac ad executionem
dictarum litterarum apostolicarum procedere, auctoritate
apostolica nobis commissa hujusmodi litteras apostolicas
ac omnia et singula in eis contenta et narrata vobis omni- 15
bus et singulis predictis intimamus, insinuamus et notifi-
camus ac ad vestram et cujuslibet vestrum noticiam dedu-
cimus et deduci volumus per presentes, vosque omnes
et singulos supradictos ac alios quoscumque, etiam archi-
episcopalis, episcopalis dignitatis, status, gradus, ordinis 20
vel conditionis fuerint, tenore presentium, auctoritate
predicta, requirimus et monemus primo, secundo et tertio
ac peremptorie (b) vobisque nihilominus et ipsis ac vestrum
et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub penis
infrascriptis districte precipiendo mandamus, ne prelibatos 25
dominos decanos et capitula dictarum ecclesiarum vel

(a) ou : Warennna.

(b) Le ms. porte : peremptorio.

(1) C'est l'exécutoire de la bulle du pape Nicolas V du 19 octobre 1451.
Voir *Analyse*, n° 122. Cette exécutoire contient elle-même les premiers 30
mots de la bulle de Nicolas V au clergé secondaire liégeois. Voir ci-dessus,
Analyse, n° 121 et 122.

eorum aliquem contra prescriptarum litterarum apostoli- 1452
 carum continentiam et tenorem sive formam aut effectum
 correspondentem (a) quomodolibet intercipere, vexare,
 impedireve vel molestari presumatis seu presumant, aut
 quilibet vestrum vel illorum presumat per se, alium vel 5
 alios, directe vel indirecte. Alioquin in ipsos et eorum sin-
 gulos interceptores, impeditores, vexatores, molestatores
 exnunc prout extunc et extunc prout exnunc excommuni-
 cationis, necnon [in] loca talia committentium omnium et
 singulorum interdicti sententias, nisi infra trium dierum 10
 spatium, quos vobis et ipsis pro termino peremptorio et
 canonica monicione propter hoc prefigimus et assigna-
 mus, destiteritis et destiterint, in hiis scriptis ferimus et
 promulgamus. Vobis vero archiepiscopis et episcopis,
 quibus ob reverentiamstrarum pontificalium dignitatum 15
 deferre || volumus in hac parte, si contra premissa vel
 aliquod premissorum feceritis per vos vel submissas per-
 sonas, publice vel occulte, directe vel indirecte, sex dierum,
 canonica monitione premissa, ingressum ecclesie interdi-
 cimus in hiis scriptis. Si vero hujusmodi interdictum per 20
 alios sex dies prefatos sex dies immediate sequentes susti-
 nueritis, vos, eadem canonica monitione premissa, in hiis
 scriptis suspendimus a divinis. Verum si prefatas interdicti
 et suspensionis sententias per alios sex dies prefatos duo-
 decim dies immediate sequentes animis vestris, quod absit, 25
 sustinueritis induratis, vos exnunc prout extunc et extunc
 prout exnunc, dicta canonica monitione premissa, excom-
 municationis sententia innodamus. Ceterum cum ad execu-
 tionem dicti mandati apostolici atque nostri ulterius
 faciendam non possumus, quoad presens aliis arduis pre- 30
 pediti negotiis, personaliter interesse, universis et singulis

(a) *Le ms. porte* : corrndet = *croyons-nous*, correspondet.

dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, cantoribus, scholasticis, thesaurariis ecclesiarum tam cathedralium quam collegiatarum, canonicis parrochialiumque ecclesiarum rectoribus et locatenentibus earundem, archipresbiteris, curatis et non curatis, clericis, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per provinciam Coloniensem et alias ubilibet constitutis et eorum cuilibet insolidum super ulteriori executione predicti mandati apostolici atque nostri ulterius facienda plenarie committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas, quosque et eorum quemlibet per presentes requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorie (a), eisque jubemus et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena, quam in ipsos et eorum quemlibet exnunc prout extunc et extunc prout exnunc, trina canonica monitione premissa, ferimus in hiis scriptis, si ea que ipsis in hac parte committimus et mandamus neglexerint aut distulerint adimplere, districte precipiendo mandantes quatenus infra trium dierum spatium post notificationem seu presentationem presentium eis factam, et postquam pro parte dominorum decanorum et capitulorum predictorum vigore presentium super hoc requisiti fuerint seu eorum alter requisitus fuerit, ita tamen quod in hiis exequendis alter alterum non expectet, ne (b) unus per alium se excuset, ad vos omnes et singulos supradictos et alias quascumque personas ecclesiasticas et seculares, ubi, quando et quotiens || expediens fuerit et accedere fuerint requisiti, personaliter accedant et accedat eorum alter et pretactas litteras apostolicas et hunc nostrum processum ac omnia et singula in eis contenta et

(a) *Le ms. porte* : peremptorio.

(b) *Le ms. porte peut-être* : nc = nec ?

descripta legant, insinuent, publicent et fideliter publicare 1452
 procurent, nec prelibatos dominos canonicos, decanos et
 capitula contra ipsarum litterarum apostolicarum effectum
 et tenorem a quocumque, cujuscumque etiam archiepisco-
 palis, episcopalis dignitatis, gradus, status, ordinis vel 5
 condicionis fuerint, quovis quesito colore intercipi, vexari,
 impediri vel molestari permittant necnon eosdem dominos
 decanos et capitula contra interceptores, vexatores, impe-
 ditores, molestatores suos super premissis quoscumque
 omnibus viis juris et remediis protegant et defendant (a), 10
 invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis ac
 eisdem indebite irrogata (b) restitui atque lesis et injuria
 pressis satisfieri ac satisfactionem impendi faciant realiter
 et cum effectu ceteraque omnia et singula in hac parte com-
 missa plenarie exequantur, juxta traditam seu directam a 15
 Sede apostolica nobis formam; ita tamen quod ipsi subde-
 legati nostri (c) aut quicumque alii nihil in prejuditium
 prefatorum dominorum et ecclesiarum suarum pretectarum
 valeant attemptare, necnon circa supradictos nostros pro-
 cessus per nos habitos et sententias per nos latas absol- 20
 vendo vel suspendendo aliquid immutare, super quibus
 ipsis et eorum cuilibet potestatem omnimodam dene-
 gamus. Et si contingat nos (d) super premissis in aliquo pro-
 cedere, de quo nobis potestatem omnimodam reserva-
 mus, non intendemus propterea commissionem nostram 25
 hujusmodi in aliquo revocare, nisi de revocatione hujus-
 modi specialem et expressam in nostris litteris fecerimus
 mentionem. Per processum autem nostrum hujusmodi

(a) *Le ms. porte* : dispendant.

(b) *Le ms. porte* : irrogatu.

(c) *Le ms. porte* : nostro.

(d) *Le ms. porte* : vos.

nolumus nec intendimus nostris in aliquo prejudicare 1452
 collegis, quominus ipsi vel eorum alter (a), servato tamen
 hoc nostro processu, in executione negotii (b), procedere pos-
 sint (c) et valeant, prout eis seu eorum alteri (d) visum fuerit
 expedire. Prefatas quoque litteras apostolicas et hunc nos- 5
 trum processum volumus penes prefatos dominos vel
 eorum legitimum procuratorem remanere et non per vos
 seu quemquam alium contra ipsorum voluntatem quomo-
 dolibet detineri; mandamus tamen copiam fieri de premissis
 Fol. 228^{vo} eam petentibus et habere debentibus || petentium qui 10
 dem sumptibus et expensis. In quorum omnium et singu-
 lorum premissorum veritatis testimonium presentes nostras
 litteras seu presens publicum instrumentum, hunc proces-
 sum apostolicum in se continentes seu continens per nota-
 rium publicum infrascriptum in hanc publicam formam 15
 redigi mandavimus nostrique sigilli ad causas fecimus
 appensione communiri. Datum et actum in domo habitationis
 venerabilis viri domini et magistri Eymerici Groy, canonici
 et cantoris ecclesie sancti [Martini] Rutensis [et] Leodien-
 sis (e), ac reverendi in Christo patris et domini, domini 20
 nostri Johannis de Heynsberch episcopi Leodiensis cancel-
 larii (1), infra emunitatem claustrum ejusdem ecclesie Sancti

(a) *Le ms. porte* : quocumque ipsi vel eorum altero, *ce qui est inintel-
 ligible.*

(b) *Le ms. porte* : negotio. 25

(c) *Le ms. porte* : possunt.

(d) *Le ms. porte* : altero.

(e) *Nous ajoutons ces mots à raison du texte qui suit* : ejusdem
 ecclesie Sancti Martini Leodiensis. *Le ms. porte* : sancti Rutensis Leo-
 diensis. *L'église collégiale de Russon, en flamand Rutten, était dédiée* 30
à saint Martin.

(1) Voir J. DARIS. o. c., p. 260, et M. T. THYS, *Le chapitre de Notre-
 Dame à Tongres*, dans les *Annales de l'Académie d'archéologie de
 Belgique*, 1888, t. XLIV, p. 332.

Martini Leodiensis sita, sub anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo secundo, indictione decima quinta, mensis januarii die duodecima, hora undecima vel circiter ante meridiem, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini, domini nostri Nicolai divina providentia pape quinti anno quinto. Presentibus ibidem venerabilibus et discretis viris domino Renero del Cherauche, canonico ecclesie Sancti Petri Aycuriensis, Johanne Hanert ⁽¹⁾, dicte ecclesie Sancti Martini Leodiensis claustrario et Jaspardo de Halmalia, clericis Leodiensis dyocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. 1452 5 10

Et ego Godefridus Clericus presbiter Leodiensis dyocesis, publicus sacra imperiali auctoritate et venerabilis curie officialitatis Leodiensis notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis, dum per dominum Henricum abbatem, judicem et executorem prescriptum et coram eo fierent et agerentur, unacum prenominationis testibus interfui, iccirco presentes litteras seu presens publicum instrumentum manu alterius, me aliunde impedito, fideliter scriptum seu scriptas exinde confeci et in hanc publicam formam redegei signoque et nomine meis solitis et consuetis, de mandato dicti domini abbatis judicis et executoris, corroboravi una cum ipsius domini abbatis sigilli appensione, ad hoc rogatus et requisitus. 15 20

(1) Un Jean Hanaert est cité au nombre des personnages relevant du chapitre de Saint-Martin à Liège, en 1449. Voir J.-G. SCHOONBROODT, *Inventaire analytique et chronologique des chartes du chapitre de Saint-Martin à Liège*, p. 149-150, n° 491. Liège, 1871. 25

Louvain, le 8 novembre 1469.

Acte notarié portant qu'à la demande de Pierre Bode, syndic de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude de cette ville a ordonné au notaire Jean de Winckele d'enregistrer la bulle du pape Paul II en faveur de l'université et l'a autorisé à en délivrer des copies. 5

Vat. lat. 3881, fol. 122-123v°. Copie. — Cet acte comprend la bulle de Paul II du 26 août 1468 (voir Analyse n° 68). — Voir Analyse, n° 67. 10

Fol. 122 Anno (a) a nativitate Domini millesimo quadringentesimo
Fol. 122v° sexagesimo nono, indictione || secunda, die vero mercurii, octava mensis novembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Pauli divina providentia pape secundi anno quinto (¹), coram dicto domino 15
Theoderico (²) abbate, iudice et conservatore in meique notarii publici et testium subscriptorum presentia personaliter constitutus, nobilis vir magister Petrus Bode (³),

(a) *Le ms. porte au début : Mutantur annus, indictio et pontificatus ut infra. Cette mention est prise au registre sur lequel cette copie a été faite.* 20

(¹) Il faudrait *anno sexto*, pour que les données chronologiques fournies ici concordent. Le 8 novembre tombait un mercredi en l'année 1469: Paul II fut couronné le 16 septembre 1464. Le 8 novembre de la cinquième année du pontificat de Paul II correspond au 8 novembre de l'année 1468. 25

(²) Thierry Brakel, second abbé de Sainte-Gertrude. Voir E REUSSENS, o. c., p. 517, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 101.

(³) Sur Pierre Bode voir *Matricule de l'université de Louvain*, t. I, éd. E. REUSSENS, p. XIV. Bruxelles, 1904.

sindicus diete alme universitatis studii Lovaniensis, duas 1469
 litteras apostolicas ⁽¹⁾ a dicto domino Paulo emanatas ac
 ejus veris bullis plumbeis, in primis cordis sericeis rubei
 croceique colorum, in aliis vero canapis more Romane
 curie impendentibus, bullatas, sanas et integras, non vicia- 5
 tas, non cancellatas neque in aliqua sui parte suspectas, sed
 omnibus prorsus vitio et suspitione carentes ut prima facie
 apparebat, memorato domino Theodrico abbati, judici et
 conservatori facto, realiter et in scriptis, inscripti tenoris
 exhibuit atque presentavit ac ad executionem earundem et 10
 contentorum in eisdem procedi per eundem dominum
 Theodricum abbatem, judicem et conservatorem, debita cum
 instantia postulavit. Quas quidem litteras apostolicas pre-
 fatus dominus Theodricus abbas, judex et conservator ante-
 dictus, cum ea qua decuit reverentia ad ¶ se recipiens, michi 15
 Johanni de Winckele ⁽²⁾ notario et scribe predicto tradidit
 fideliter registrandas, mandans michi nichilominus ut
 omnia et singula que earundem litterarum apostolicarum
 vigore per et inter partes coram eo occurrerent conscri-
 benda in actis meis publicis et in earunden causarum regis- 20
 tris sive processibus fideliter scriberem et registrarem aut
 per alium fidelem scribi et registrari facerem et, cum expe-
 diens foret, in publica redigerem seu redigi facerem docu-
 menta, partibusque copiam petentibus, dum ipsis per dictum
 dominum abbatem et conservatorem decreta foret et conces- 25
 sa, fideliter traderem et exhiberem actis ex eisdem. Acta fue-
 runt hec Lovanii diete Leodiensis diocesis, in camera com-

(1) Le manuscrit ne contient le texte que d'une bulle du pape Paul II. La seconde bulle était sans doute l'exécutoire de la première.

(2) Sur Jean de Winckele voir *Documents relatifs à l'histoire de l'université de Louvain*, éd. E. REUSENS, t. I, p. 551, et *Analectes*, 1901, t. XXIX, p. 135. 30

muni dicti monasterii Sancte Gertrudis sub anno, indicatione, mense, die, hora et pontificatu quibus supra, presentibus ibidem honorabilibus et discretis viris Gabriele Haus notario publico, magistro Johanne Emelisse artium magistro et Symone Tectoris, clericis Trajectensis et Cameracensis diocesum testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Tenores vero litterarum apostolicarum unde supra fit mentio sequuntur et sunt tales :

Fol. 123^v Paulus episcopus *etc.* Assiduas pro commissi — — — ||
Datum Rome, apud Sanctum Marcum, anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, septimo kal. septembris, pontificatus nostri anno quarto ⁽¹⁾.

16.

Rome, le 5 janvier 1480 (n. st.).

15

Le pape Sixte IV confirme les bulles de l'antipape Jean XXIII et du pape Eugène IV, accordant des juges conservateurs au chapitre de l'église cathédrale de Liège; il déclare qu'ils peuvent user de leurs prérogatives en faveur de l'évêque de Liège, des membres et suppositoires des chapitres, et contre l'université de Louvain, par dérogation au privilège accordé à cette université par le pape Paul II.

Vat. lat. 3881, fol. 106-107^v. Copie. — Archives de l'État à Liège. Chapitre Saint-Lambert, registre n° 1, Bulle des papes, n° 74, fol. 170 et ss. Copie. — Liber supernumerarius des chartes de Saint-Lambert à Liège, fol. 11, et ss. Copie. — Cette bulle comprend le texte de celles de Jean XXIII (voir n° 7) et d'Eugène IV (voir n° 11).

(1) C'est la bulle du pape Paul II, du 26 août 1468. Voir *Analyse des manuscrits*, n° 68.

Une édition très défectueuse en a été faite par ERASME A CHOKIER, 1480
Tractatus jurisdictionis ordinariae in exemptos, t. II, p. 288.

Dans le manuscrit 3881 cette bulle porte là date : nona januarii.
 Suivant l'usage suivi généralement pour les bulles, il vaut mieux lire
 nonis januarii, et dater cette bulle du 5 janvier. Le registre *Bulles* 5
des papes et l'édition de CHOKIER porte la date : nonis januarii;
 le *Liber supernumerarius* : non. — Nous publions le texte du
Liber supernumerarius. Nous indiquons en note les variantes des
 autres ms. A = *Liber supernumerarius*; B = Ms. 3881; C = *Bulles*
des papes, n° 74. Les indications de folios en marge se réfèrent au 10
 ms. 3881. — Voir *Analyse*, n° 59.

Fol. 106 Sixtus episcopus servus servorum Dei dilectis filiis
 abbati monasterii Sancti Jacobi Leodiensis et decano eccle-
 sie Coloniensis ac officiali Trajectensi salutem et apostol- 15
 licam benedictionem. In sacra Petri Sede divina disposi-
 tione (a) locati, ad ea libenter intendimus, ut tenemur, per
 que ecclesie presertim insignes et cathedrales (b) ac in illis
 divinis laudibus dedite et alie eis supposite persone super
 illarum bonis aliisque rebus indebite non molestantur.
 Dudum siquidem a felicis recordationis Eugenio papa IIII, 20
 predecessore nostro, emanarunt littere tenoris sequen-
 tis (c) :

Eugenius episcopus etc. (1), dilectis filiis abbati monas-
 terii Sancti Jacobi Leodiensis et decano ecclesie — — —

Johannes episcopus etc. (2), dilectis filiis abbati monas- 25

(a) B : dispositione divina. — (b) C : insignis et cathedralis. —
 (c) B : tenorum subsequantium. C : tenoris subsequantis.

(1) C'est la bulle d'Eugène IV du 17 août 1446. Voir ci-dessus, *Textes*,
 n° 11.

(2) C'est la bulle de l'antipape Jean XXIII du 19 mai 1413 contenue 30
 dans la bulle précédente d'Eugène IV. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 7.

Fol. 106-107 terii Sancti Jacobi Leodiensis — — — || Datum Rome apud 1480
 Sanctum Petrum, quartodecimo kal. junii, pontificatus
 nostri anno tertio.

— — — Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno
 Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo qua-
 dragesimo sexto, sexto decimo kal. septembris, pontificatus 5
 nostri anno sexto decimo (a).

Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte dilec-
 torum filiorum capituli ecclesie Leodiensis petitio conti-
 nebat, a nonnullis revocetur in dubium an littere predictæ
 ad venerabilem fratrem nostrum episcopum Leodiensem ac 10
 prepositum, decanum, archidiaconos (b) et supposita dicte
 ecclesie se extendant (c), ac archiepiscopi et alii prefati (d)
 inferentes eisdem capitulo et suppositis molestias, injurias,
 atque damna (d) in bonis mobilibus et immobilibus ad singu-
 lares personas capituli et supposita hujusmodi, tam ratione 15
 canonicatum et prebendarum ac dignitatum, personatum,
 administrationum et officiorum que in dicta ecclesia obti-
 nent quam alias quomodolibet et quocumque jure vel titulo
 pertinentibus, ac episcopi (e), prepositi, decani, archidiacono-
 rum, singularum (f) personarum capituli et suppositorum 20
 predictorum debitores ratione canonicatum et prebenda-
 rum, personatum (g), dignitatum, administrationum, offi-
 ciorum predictorum et aliorum beneficiorum ecclesiasti-
 corum coram vobis, dictarum litterarum vigore, in causam
 trahi possint et ad judicium evocari, vosque contra eosdem 25

(a) C omet : decimo. — (b) B : archidiaconos, decanum. — (c) B : ex-
 tendunt. — (d) B C : dampna. — (e) C : si ipsi. — (f) C : singula-
 rumque. — (g) B omet : personatum.

(d) Il s'agit des personnages qui ont été désignés dans les bulles de
 Jean XXIII et d'Eugène IV.

molestatores et debitores, etiam si illi rector, doctores, ma- 1480
 gistri et scholares universitatis oppidi (a) Lovaniensis, Leo-
 diensis diocesis, aut eorum aliqui (b) existant, juxta earundem
 litterarum continenciam procedere et justitiam ministrare
 valeatis, pro parte capituli hujusmodi nobis fuit humiliter 5
 supplicatum ut eis (c) in premissis oportune providere de
 benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur predictum
 ambiguitatis dubium summovere (d) volentes ipsasque lit-
 teras cum omnibus et singulis in eis contentis clausulis ad
 modernos et pro tempore existentes episcopum Leodien- 10
 sem, prepositum, decanum, archidiaconos ac (e) supposita
 extendentes et ampliantes, hujusmodi supplicationibus
 inclinati, discretioni vestre per apostolica scripta manda-
 mus, quatenus contra archiepiscopos et alios in dictis lit-
 teris expressos necnon rectorem, doctores, magistros et 15
 scholares universitatis hujusmodi, inferentes capitulo et
 suppositis hujusmodi injurias, molestias atque damna (f) in
 bonis mobilibus et immobilibus, spiritualibus et tempo-
 ralibus etiam patrimonialibus, ad capitulum illiusque (g)
 singulares personas necnon supposita hujusmodi, tam 20
 ratione quorumcumque beneficiorum suorum ecclesiastico-
 rum quam personarum suarum et (h) alias qualitercumque ||
 et quavis occasione seu causa spectantibus et pertinentibus
 necnon contra quoscumque capituli, episcopi, prepositi et (i)
 decani, archidiaconorum ac personarum et suppositorum, 25
 etiam alia quam beneficiorum ecclesiasticorum ratione
 debitores, necnon vestram jurisdictionem directe vel indi-
 recte, publice vel occulte impediētes, alias juxta dictarum
 litterarum continentiam atque formam procedatis et justi-

(a) B : opidi. — (b) B : aliquis. — (c) C : quatenus. — (d) B : ammo- 30
 vere; C : submovere. — (e) B C : et. — (f) B C : dampna. — (g) C :
 ejusve. — (h) B C : ac. — (i) B omet : et.

ciam faciatis, in omnibus et per omnia perinde ac si in 1480
eisdem litteris de episcopo, preposito, decano, archidiacono,
suppositis ac bonis et debitoribus predictis plena et
expressa mentio facta fuisset. Non obstantibus premissis ac
quibusdam aliis litteris per felicis recordationis Paulum 5
papam secundum etiam predecessorem nostrum, rectori,
doctoribus ac magistris et scholaribus predictis, etiam ad
[instantiam] (a) clare memorie Caroli Burgundie ducis (b),
sub data videlicet nona maii pontificatus sui anno quinto,
concessis Attente⁽¹⁾ incipientibus, quibus, illarum (c) teno-
rem ac si de verbo ad verbum insererentur presentibus, pro 10
expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris,
quoad presentes dumtaxat, specialiter et expresse, auctori-
tate apostolica et ex certa nostra scientia derogamus, nec-
non omnibus illis (d) que dictus Eugenius in prefatis litteris
voluit non obstare ceterisque contrariis quibuscumque, 15
presentibus perpetuis (e) temporibus etiam quoad omnia
premissa duraturis. Datum Rome apud Sanctum Petrum,
anno Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo
septuagesimo nono, non. (f) januarii, pontificatus nostri
anno nono. 20

(a) *Ce mot manque dans tous les ms.* — (b) *B C* : ducis Burgundie.
— (c) *C* : illorum. — (d) *C* : et singulis. — (e) *B ajoute* : futuris. —
(f) *B* : nona; *C* : nonis.

(¹) Il s'agit de la bulle qui commence par les mots : *Attente considerationis perscrutantes*; elle est éditée dans *Privilegia academiae Lovaniensi per summos pontifices et supremos Belgii principes concessa*, première partie, p. 73. Louvain, 1752. Dans cette édition, elle est datée non pas du 9 mai, nona maii, mais du 7 mai, nonis maii 1469. — Sur la portée de cette dérogation, voir A. VAN HOVE, *o. c.* p. 62-64, note 1. 25

Malines, le 11 juillet 1483.

*Maximilien d'Autriche et Philippe duc de Brabant
nomment des délégués pour recevoir les actes concernant
l'avouerie de Liège et les rentes acquises par leur prédéces- 5
seur sur le pays de Liège et de Looz, qu'on avait confiés en
dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle,*

*Vat. lat. 3881, fol. 191-191v°. Copie authentiquée (1) du com-
mencement du xvr^e siècle. — Ce document est inclus dans l'acte
notarié du 19 juillet 1483 (voir ci-dessous, n° 19). — Fol. 194 autre 10
copie de cet acte. — Voir *Analyse*, n°s 98 et 101.*

Fol. 191 **Maximilian et Phelipe par la grace de Dieu ducs d'Os-
trice, de Bourgongne, de Lothier, de Brabant, de Lymbourg,
du Luxembourg et de Gelres, contes de Flandres, d'Artois,
de Bourgongne, palatins de Haynnau, de Hollande, de Zeel- 15
lande, de Namur et de Zutphen, marquis du Saint Empire,
seigneurs de Frize, de Salins et de Malines, a tous ceulx
qui ces presentes lettres verront salut. Comme par le
departement de la journée et communication nagueres
tenue en la ville de Dyest par beau cousin messire Phelipe 20
de Cleves, le seigneur de Champans nostre chancelier (2), le
seigneur de Wailhain et autres noz commis et lez commis
des gens des trois Estas de nostre pays de Brabant dune**

(1) Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le n° 19,
dans lequel ce document est inclus.

(2) Jean Carondelet, seigneur de Champvans et Solre, chancelier de
Bourgogne.

part et les commis des gens des trois Estas des cite, ville 1483
et pays de Liege et de Loz d'autrepart ait este entre autres
choizes conclu que certains personnaiges seront envoyeiz
au XV^e jour de ce mois en la cite daix ⁽¹⁾ devers les gens
du chapitre de lenglise dillecques, asseavoir de par nous 5
et lesdicts de nostre pays de Brabant pour y recourent
et recevoir les lettres de ladvoerie et de la constitution de
la rente acquist par feu nostre tres chier seigneur et pere,
assize sur lesdicts pays de Liege et de Loz deposees es
mains de ceulx dudict chapitre ⁽²⁾ et de par lesdicts des 10

(1) Aix-la-Chapelle.

(2) Ces documents sont spécifiés dans l'acte même de remise des pièces
par le chapitre d'Aix-la-Chapelle du 19 juillet 1483, publié ci dessous,
p. 122. Ce sont : 1^o l'acte constitutif d'une rente annuelle de deux mille
florins en faveur du duc de Bourgogne comme avoué de la principauté; cet 15
acte, daté du 12 septembre 1466, a été publié par L. P. GACHARD, *Docu-
mens inédits concernant l'histoire de la Belgique*, t. II, p. 406.
Bruxelles, 1834; 2^o l'acte constitutif d'une rente annuelle de deux mille
florins que la ville de Huy s'était engagée à payer au duc de Bourgogne,
le 31 mars 1468 (L. P. GACHARD, *o. c.*, t. II, p. 489); 3^o une rente 20
annuelle de vingt huit mille sept cents florins du Rhin, consentie par la
principauté de Liège, la ville de Huy exceptée, en faveur de Charles-le-
Téméraire. Nous ne connaissons pas le texte de cet acte, ni sa date. Mais
nous savons qu'à la même époque, le 2 mai 1468, une rente annuelle de 25
vingt huit mille six cent et vingt huit florins fut accordée au duc par
la principauté, comme règlement de compte de la somme de quatre
cent cinquante sept mille et cinquante deux florins du Rhin que la prin-
cipauté devait payer au duc en vertu des traités de Saint Trond, du
22 décembre 1465, de Wychmael et d'Oley du mois de septembre 1466
(L. P. GACHARD, *o. c.*, p. 498). — Peu de temps après son mariage avec 30
Marie de Bourgogne, Maximilien d'Autriche réclama les droits que lui
conféraient ces lettres. (Voir la chronique d'Adrien d'Oudenbosch, dans
E. MARTÈNE et U. DURAND, *Amplissima collectio*, t. IV, p. 1365. Paris, 1729.)
Mais le 17 octobre 1477, les délégués du duc, de l'évêque et de la princi- 35
pauté de Liège et de la ville de Huy soumirent la question des droits de Maxi-

Estas de Liege et de Loz pour requerir et consentir la 1483
 restitution desdictes lettres, ainsy que le contient plus a
 plain l'acte dudict [de]partement de Dyest, par quoy soit
 besoinge de a ce commectre aucuns de par nous, scavoir
 faisons que nous ce considere, desirans de furnir de nostre 5
 part audict departement, confians a plain es sens, discre-
 tions, ¶ et bonnes diligences de reverend pere en Dieu
 nostre ame et feal conseillier labbe de Tongerloe ⁽¹⁾, Johan
 Rolants ^(a), maistre Johan de Scoenhoeven aussy nostre con-
 seillier et tresorrier de noz chartres de Brabant et maistre 10
 Robert de le Beque ⁽³⁾ iceulx et chascun deulx avons commis

(a) *Le ms. porte* : Rolante.

milien à l'arbitrage du pape Sixte IV. Voir J. G. SCHOONBROODT, *Inventaire analytique et chronologique des chartes du chapitre de Saint-Lambert à Liège*, p. 347, n° 1076. Liège, 1863. Dans l'entretemps, les documents 15
 seraient mis en dépôt dans la ville de Cologne, d'Aix-la-Chapelle ou de Maestricht. (Voir la lettre de Maximilien du 7 octobre 1477 à Jean de Scoenhove, dans P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 658) Le dépôt fut confié au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix. (Voir la chronique d'Adrien d'Oudenbosch, *o. c.*, p. 1366.) 20
 Ces trois documents restèrent en dépôt à Aix jusqu'au 19 juillet 1483. Un accord conclu à Huy, vers le commencement du mois d'avril de cette année stipula que ces lettres seraient remises entre les mains du duc de Bourgogne et des États du Brabant, afin de leur permettre de poursuivre leurs droits, sans rien innover ni enfreindre. (Cet accord est publié par 25
 P. F. X. DE RAM, *o. c.*, p. 707.) Le document que nous publions ici et les suivants nous renseignent sur la mise à exécution de cet article. Il nous apprend en outre que des négociations eurent lieu au sujet de ces rentes à Diest, vers le mois de juillet de l'année 1483. Voir aussi J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le xv^e siècle*, 30
 p. 563-564.

(2) C'était Werner de Haller (1477-1487). Voir SANDERUS, *Chorographia sacra Brabantiae*, t. I, p. 329. La Haye, 1726.

(3) Ou Robert vander Beecken, comme il est appelé dans le document n° 19. Voir ci-dessous, p. 123. 35

et comectons par cestes a faire ce que dit est. Et leur 1483
avons donne et donnons povoir, auctorite et mandement
especial de eulx trouver en ladicte ville et cite d'Aix et dillec
recevoir lesdictes lettres a nostre prouffit, den baillier
lettres de recepisse ou autre acquit souffissant et tel quil 5
appartiendra et faire toutes et singulieres les choizes qui y
competeront et appartiendront, promectans en bonne foy
et parolle de princes avoir ferme estable et agreable tout
ce que par eulx sera fait es choizes dessusdictes, leurs
circumstances et dependences. En tiesmoing de ce nous 10
avons fait mettre nostre seel a ces presentes. Donne en
nostre ville de Malines le XI^e jour de juillet lan de grace
mil quatercens quaterains et trois.

18.

Le 12 juillet 1483.

15

Les États du pays de Liège et de Looz nomment des délégués pour les représenter à la remise aux États du Brabant et à Maximilien d'Autriche de certains actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle, conformément à l'accord qu'ils ont conclu avec Philippe de Clèves. 20

Vat. lat. 3881, fol. 192^vo-193. Copie authentiquée (1) du commencement du xvi^e siècle. Ce document est inclus dans l'acte notarié du 19 juillet 1483 (voir ci-dessous, n° 19). — Voir Analyse, n° 100.

Fol. 192^vo Nous les membres et Estas des pays de Liege et conte de 25
Loz a tous ceulx qui ces presentes verront, salut. Savoir

(1) Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le n° 19, dans lequel ce document est inclus.

faisons que nous a plain confians es sens et loyaultez de 1483
venerable, noble, saiges et discreis nous treschiers con-
freres et amis messires Wauthier de Corswaremme⁽¹⁾, canone
de Liege et abbe seculaire de Viseit (a), Henry Morlet, ung
des quattres conseilliers de la cite, et Wautier de Pailhe, 5
citans de Liege a nous les dessusnommeiz et chascun
deulx ordonneis, commis et deputeis, et par cestes pre-
sentes les ordonnons, commectons et deputons, en eulx
donnant conjunctement povoir et auctorite de pour et ou
nom de nous comparoir en la ville d'Aix, a la journee ad- 10
vissee se devoir tenir en icelle bonne ville le quinzeme jour
du present moix de juillet par et entre les commis et depu-
teiz de par treshault et trespouissant prince monseigneur le
duc d'Austerice, de Brabant etc., et des Estas dudict pays
de Brabant dune part et les nostrez d'autre et pour 15
illecques consentir que les lettres et scelles mises en
depost es mains du chapitre dudict Aix soient mises es
mains desdicts duc et Estas du Brabant en ensuyant le
contenu du traitiet de la paix faicte par et entre monsei-
gneur Phelipe de Cleves et de la Marck ou nom desdicts 20
duc et Estas de Brabant⁽²⁾ et nous si promectons par nous
foid et honneur tenir pour bon et ratiffyer tout ce que
par les dessusnommeiz nous commis en ceste partie fait et
exploitie sera, sens aller, venir ou proceder par nous ou

(a) Suit une demi-ligne en blanc et manque le nom d'un des délégués : 25
le document suivant nous permet de combler cette lacune : le nom omis
est celui de Conrard de Bubays ou Boubays, avoué de Liège.

(1) Sur Gautier de Corswarem voir J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. II, p. 255-257 ; 300-301.

(2) Voir ci-dessus, p. 118, note 2. Cet accord qui date du mois d'avril 30
1483 a été publié dans les *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, éd. P. F. X. DE RAM, p. 707.

par autrui en nostre nom au contraire. En tesmoingnaige 1483
 de quoy nous avons ad ces presentes fait appendre (a) les
 seelz de la venerable eglise de Liege pour le membre
 dicelle eglise, de Corbeal de Pousseur seigneurs de Villeirs
 et a Frapont et Rigal de This (1), pour le membre de la 5
 Fol. 193 noblesse, et de ladicte cite de Liege pour le membre du ||
 comun. Sur lan de grace mil quatrecentz quatre vings et
 trois en moix de juillet le XII^e jour. Sic signatum : Par mon-
 seigneur le duc a vostre relation B. le Fevre. Wilhelmus
 Schevartz (2) notarius. 10

19.

Aix-la-Chapelle, le 19 juillet 1483.

*Acte notarié de la remise, par le chapitre de l'église Notre-
 Dame à Aix-la-Chapelle, aux délégués de Maximilien et de
 Philippe d'Autriche, de trois lettres patentes concernant : la 15
 première une rente de vingt huit mille sept cents florins du
 Rhin, sur le pays de Liège et de Looz ; la seconde, une rente
 de deux mille florins du Rhin, à raison de l'avouerie de Liège ;
 la troisième, une rente annuelle de deux mille florins sur la
 ville et la châtellenie de Huy.* 20

Vat. lat. 3881, fol. 189-193. Copie authentiquée du commence-
 ment du XVI^e siècle. Ce document comprend les actes de délégation

(a) *Le ms. porte* : appendre.

(1) Denis Corbeal ou Corbeau de Pousseur, seigneur de Villers-lez-
 Guise (Picardie) et à Fraipont et Rigaut ou Richard de Thys. Voir C. DE 25
 BORMAN, *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. II, p. 65
 et 62. Liège, 1899.

(2) Ou Schenart. Dans un document du 23 avril 1483 le nom est écrit
 Sceevarts. (P. F. X. DE RAM, o. c., p. 713.)

de la part de Maximilien et de Philippe-le-Beau du 11 juillet 1483 1483
 (voir n° 17), des États du pays de Liège du 18 avril 1483 (voir *Ana-*
lyse n° 99), des États du pays de Liège et de Looz, du 12 juillet 1483
 (voir n° 18). — Voir *Analyse* n° 97.

Fol. 189 *Copia instrumenti restitutionis litterarum Leodiensium* 5
in capitulo Aquensi depositarum et consensus eorundem nec-
non commissionis ducum Brabantie.

Fol. 190 In nomine Domini, amen. Per hoc presens publicum
 instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum quod 10
 anno a nativitate ejusdem Domini millesimo quadringente-
 simo octuagesimo (a) tertio, indictione prima, die vero sab-
 bati, decima nona mensis julii, hora quasi undecima ante
 meridiem aut circiter, pontificatus sanctissimi in Christo
 patris ac domini nostri, domini Sixti divina providentia
 pape quarti anno duodecimo, reverendo in Christo patre 15
 et domino Warnero, permissione divina abbate monasterii
 de Tongerloë, ac nobilibus et sagacibus viris Johanne
 Rolants, Johanne de Scoenhoeven, thesaurario cartarum
 Brabantie, et Roberto vander Beecken ⁽¹⁾, illustrissimorum
 principum dominorum Maximiliani et Philippi ducum 20
 Austrie, Bourgondie, Brabantie, etc. consiliariis, ad infras-
 cripta tam ex parte eorundem principum quam ex parte
 et nomine trium Statuum Brabantie commissariis specia-
 liter deputatis ex una parte; necnon venerabilibus nobili-
 busque ac honestis et prudentibus viris domino Waltero 25

(a) *Sic.*

(1) C'est le même personnage que celui qui a été désigné sous le nom
 de Robert de le Beque, ci-dessus, p. 119: Voir *ibidem*, note 3.

de Corswaremia, ecclesie Leodiensis canonico, Conrardo 1483
 de Bubays, advocato de Leirs, Henrico Morlet, Waltero
 Pailbe, civibus Leodiensibus, et Henrico de Fommale,
 opidano opidi Huyensis, ipsius ecclesie ac trium Statuum
 patrie Leodiensis, ducatus Bullionensis et comitatus Los- 5
 sensis sindicis sive procuratoribus, ab eisdem ad infras-
 cripta etiam legitime deputatis, prout de hujusmodi eorum
 hinc inde deputatione et mandato constabat et constat per
 litteras patentes inferius insertas et eis nōminibus, parte
 ex alia, coram venerabilibus et circumspectis viris dominis 10
 vicedecano et capitulo insignis ecclesie Beate Marie
 Aquensis, Leodiensis diocesis, in loco infrascripto capi-
 tulariter congregatis et more solito capitulantibus, depo-
 sitariis siquidem infrascriptis, inque nostrorum notariorum
 publicorum et testium infrascriptorum ad hoc vocatorum 15
 specialiter et rogatorum presentia personaliter comparen-
 tibus atque constitutis, jam dicti prefatorum principum
 commissarii, quo supra nomine, ibidem palam et publice,
 vive vocis oraculo prefati domini Johannis de Scoen-
 hoeven asseruerunt et exposuerunt quod, elapsis jam 20
 aliquot annis, de partium ad quas id spectare vide-
 batur expresso consensu, ob certos respectus qui tunc
 temporis venerant considerandi, tres littere patentes, qua-
 rum una de viginti octo milibus et septingentis florenis
 Renensibus super civitate et patria Leodiensi ac comitatu 25
 Lossensi, secunda littera de duobus milibus florenorum
 ratione advocatie Leodiensis et tertia littera de duobus mili-
 bus similium florenorum annui et perpetui redditus super
 opido et castellania Huyensi percipiendis ⁽¹⁾ principaliter
 mentionem faciebant, in manibus et sub custodia domino- 30

(1) Voir ci-dessus, p. 118, n. 2.

rum decani et seu vicedecani et capituli predictorum sub 1483
certis modis et conditionibus tunc apposis tradite, depo-
site et consignate fuissent, postmodum vero pro qualitate
et mutatione temporum inter predictas partes actum et
presertim per deputatos in hac parte civitatis et patrie Leo- 5
diensis || ac comitatus Lossensis predictorum expresse con-
sensum extitisset quod prenominata tres littere predictis
dominis ducibus tanquam ad eos principaliter spectantes
et pertinentes restituerentur. Unde hujusmodi sic facta
expositione, iidem domini commissarii effectualiter et 10
instantanter petiverunt hujusmodi pretactas tres litteras eis
per dictos dominos vicedecanum et capitulum tradi et
deliberari, ulterius dictis dominis ducibus deferendas et
restituendas, eisdem dominis vicedecano et capitulo litteras
de recepissee super hujusmodi litterarum receptione in 15
forma competenti offerentes, in presentia dominorum sin-
dicorum sive procuratorum ecclesie civitatisque ac patrie
Leodiensis et comitatus Lossensis predictorum. Quibus per
dictos dominos vicedecanum et capitulum auditis et intel-
lectis, eosdem dominos syndicos sive procuratores ecclesie, 20
civitatis, patrie Leodiensis et comitatus Lossensis prefato-
rum, palam et publice interrogarunt an ipsi parati et
contenti essent, nominibus quibus in hujusmodi negotio
experiantur, in pretectarum trium litterarum patentium
restitutionem et redditionem dictis dominis ducibus libere 25
et sponte consentire et eorum liberum consensum et assen-
sum huic restitutioni et redditioni adhibere vellent. Qui
quidem domini syndici sive procuratores supranominati
predictis dominis vicedecano et capitulo in effectu respon-
derunt quod illic venissent ad satisfaciendum cuidam 30
articulo contento in pace nuper ante opidum Huyense
facta et conclusa per et inter partes predictas de et super

restitutione litterarum hujusmodi concepto ⁽¹⁾. Et effect- 1483
turaliter in vim et pretextu dicte pacis et hujusmodi articuli
inibi descripti omnibus via, modo, jure et forma, quibus
potuerunt et debuerunt melioribus, non ad hoc coacti,
seducti vel circumventi, sed suis liberis, meris et spon- 5
taneis voluntatibus ac animo bene deliberato, ut asserue-
runt, in hoc quod sepedicte tres patentes littere predictis
dominis ducibus per prelibatos dominos vicedecanum et
capitulum illarum depositarios (a) reddantur et restituan-
tur et prefatis eorum commissariis, ad hoc ut prefertur 10
deputatis, realiter tradantur et deliberentur palam et
publice ac per expressum consenserunt, et consensum
eorum pariter et assensum nomine sindicatorio sive pro-
curatorio quo supra adhibuerunt. Et hujusmodi con-
sensu sic dato et habito, memorati domini vicedecanus 15
et capitulum petitioni dictorum dominorum ducum com-
missariorum annuere volentes, pretactas tres patentes lit-
teras sic ut premittitur apud eos depositas, in vim et pre-
textu hujusmodi prescripti consensus, predictis dominis
commissariis, illas ad se de manibus ipsorum dominorum 20
vicedecani et capituli recipientibus, publice tradiderunt et
deliberarunt, dictis dominis ducibus ulterius deferendas et
restituendas. Qui quidem domini commissarii ipsis domi-
Fol. 191 nis || vicedecano et capitulo litteras patentes de recepisse
super hujusmodi litterarum receptione ac obligatorum 25
super omni indemnitate occasione restitutionis litterarum

(a) *Le ms. porte* : depositarii.

(1) C'est l'accord du mois d'avril 1483, publié dans les *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, éd. P.-F.-X. DE RAM, p. 707. Voir ci-dessus p. 121, note 2.

earundem vice versa tradiderunt et consignarunt, de et 1483
 super quibus premissis omnibus et singulis prenominati
 domini commissarii ac syndici et procuratores omnes et
 singuli, quibus supra nominibus, necnon domini vice-
 decanus et capitulum petiverunt sibi communiter et singu- 5
 latim a nobis notariis publicis infrascriptis tam conjunctim
 quam divisim unum vel plura publicum seu publica
 instrumentum fieri seu instrumenta. Acta fuerunt hec in
 sacristia ecclesie Beate Marie Aquensis predicte, sub anno,
 indictione, die, mense, hora et pontificatu predictis, pre- 10
 sentibus ibidem honestis et discretis viris dominis Nicho-
 lao de Norenbergh, Johanne Walteri de Nisane (a), jamdictæ
 ecclesie Beate Marie capellanis et Luca de Sancto Trudone,
 choralis ecclesie ejusdem, presbiteris dicte Leodiensis dio-
 cesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. 15
 Tenor namque litterarum deputationis et mandati de qui-
 bus supra fit mentio sequuntur per ordinem de verbo ad
 verbum et sunt tales :

Maximilian et Phelipe par la grace de Dieu ducs d'Os-
 trice etc. a tous ceulx qui ces presentes lettres verront salut. 20

nl. 191v. Comme par le departement — — — || Donne en nostre ville
 de Malines le XI^e jour de juillet lan de grace mil quatre-
 cens quatrevingt et trois (1).

Fol. 192 Vicedecanus et capitulum Leodiense — — — || Sub anno

nl. 192v. a nativitate Domini millesimo quadringentesimo || octuage- 25
 simo tertio, indictione prima, mensis aprilis die decima
 octava pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini

(a) La lecture et l'interprétation de ce nom est douteuse.

(1) C'est l'acte de délégation de Maximilien d'Autriche, du 11 juillet 1483,
 publié ci-dessus. Textes, n° 17.

nostri, domini Sixti divina providentia pape quarti anno 1483 duodecimo (1).

Nous les membres et Estas des pays de Liege et conte de
 Fol. 193 Loz — — — || Sur lan de grace mil quatre cens quatre vings
 et trois en moix de jullet le XII^e jour. Sic signatum : Par 5
 monseigneur le duc a vostre relation B. le Fevre. Wilhelmus Schevartz notarius (2).

Et sic subscriptum : Et ego Wilhelmus Schevairtz, pres-
 biter Leodiensis dyocesis, publicus apostolica et imperiali
 auctoritatibus necnon venerabilis curie Leodiensis nota- 10
 rius juratus, quia premissis omnibus et singulis, dum sic ut
 premittitur fierent et agerentur, unacum prenominationis tes-
 tibus ac connotario meo infrascripto interfui eaque sic fieri
 vidi, scivi et audivi, idcirco presens publicum instrumen-
 tum manu mea propria fideliter scriptum unacum eodem 15
 connotario meo exinde confeci et in hanc publicam formam
 redegi signoque et nomine meis, quibus utor per et post
 creationem notariatus apostolici, unacum dicto connotario
 subscripsi et subsignavi in fidem et testimonium omnium
 et singulorum premissorum, rogatus pariter et requisitus, 20
 has dictiones : Sic signatum : Par monseigneur le duc a
 vostre relation B. le Fevre in fine positas et supra non vitio
 sed errore neglectas legitime approbantes (3).

Et sic sub illo subscriptum : Et ego Johannes Spirinc
 de Aelborch clericus Leodiensis, publicus sacra imperiali 25
 auctoritate et venerabilium ecclesie curieque Leodiensium

(1) C'est l'acte de délégation des États du pays de Liège, du 18 avril 1483, signalé ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n° 99.

(2) C'est l'acte de délégation du pays de Liège et de Looz, du 12 juillet 1483, publié ci-dessus. Textes, n° 18.

(3) Ces derniers mots contiennent l'approbation d'une surcharge qui existait dans l'original.

notarius juratus, quia premissis omnibus et singulis dum 1495
 sic ut prescribuntur fierent et agerentur unacum predicto
 domino Wilhelmo Schevartz presbitero, meo in hac parte
 connotario et testibus prenominatis presens interfui eaque
 sic fieri vidi et audivi, idcirco hoc presens publicum instru- 5
 mentum manu alterius mei fidelis, me aliis arduis prepedito
 negotiis, fideliter scriptum exinde confeci et in hanc publi-
 cam formam redegi signoque et nomine meis solitis et
 consuetis me hic propria mea manu unacum predicto meo
 connotario suscribendo signavi, rogatus et requisitus, in 10
 fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum,
 has dictiones : Sic signatum : Par monseigneur le duc a
 vostre relation B. le Fevre in fine positas et supra non vitio
 sed errore neglectas legitime approbantes. Et sic subsigna-
 tum : Johannes Spirinc. 15

*Collatione facta cum originali diligenter de verbo ad
 verbum et concordat per me.*

Manu H. KNERINX notarii publici per copiam (1).

20.

Liège, le 6 mai 1495.

20

*Gérard de Haylin, abbé de Saint-Jacques à Liège, ordonne
 le respect des privilèges accordés en matière bénéficiale à la
 cathédrale de Liège par les papes Eugène IV, Pie II et
 Sixte IV.*

*Univ. Bol. 954, t. III, fol. 257-271. Copie. — Archives de l'État 25
 à Liège. Liber quartus cartarum perillustris et cathedralis ecclesie*

(1) Cette attestation du notaire se rapporte donc aussi aux actes insé-
 rés dans le procès-verbal et publiés sous les nos 17 et 18.

Leodiensis, n° 169, fol. 172. Copie, comprise dans un vidimus du 19 octobre 1553. — Ce document comprend les bulles d'Eugène IV du 7 avril 1432, de Pie II du 20 janvier 1459 et de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480 (voir *Analyse*, nos 220, 221 (et 57) et 222 (et 58)). — Nous publions le texte du *Liber quartus cartarum*. Nous indiquons en note les variantes du texte du ms. de Bologne, et parfois nous corrigeons par celui-ci le texte du *Liber quartus*. Les indications de folios se réfèrent au ms. de Bologne qui fait l'objet de cette publication. A = *Liber quartus cartarum*. B = *Ms. de Bologne*. — Voir *Analyse*, n° 219.

Fol. 257 Reverendo in Christo patri et domino, domino Dei et apostolice Sedis gratia episcopo Leodiensi, ejusdem in spiritualibus et temporalibus vicariis seu officialibus generalibus necnon venerabilibus et circumspicendis viris (a) dominis decanis, vicedecanis et capitulis ecclesiarum collegiatarum civitatis et diocesis Leodiensis universisque et singulis dominis abbatibus, prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis, cantoribus, custodibus, thesaurariis, sacristis, tam metropolitanarum et cathedralium (b) quam collegiatarum canonicis parrochialiumque ecclesiarum rectoribus seu locatenentibus eorundem, ac dominis et prelatibus (c) quibuscumque plebanisque, viceplebanis, capellanis, curatis et non curatis, vicariis perpetuis, altaris ceterisque presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus publicis quibuscumque per civitates et dioceses (d) Coloniensem, Treverensem (e), Leodiensem, Cameracensem et Trajectensem ac alias ubilibet constitutis sancte Sedi apostolice subjectis omnibusque et singulis aliis quorum interest, intererit seu interesse poterit quomodolibet in futurum, quibuscunque nominibus censeantur et quacunque prefulgeant

(a) B omet viris. — (b) A omet et cathedralium. — (c) B : dominis ac prelatibus. — (d) A : diocesim. — (e) A omet Treverensem.

dignitate, ac illi vel illis ad quem vel quos presentes nostre 1495
littere pervenerint, Gerardus de (a) Haylin, Dei patientia abbas
monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, ordinis sancti Bene-
dicti, iudex et executor ad infrascripta una cum nonnullis
in ea (b) parte collegis, cum illa clausula : quatenus ipsi vel 5
duo aut unus eorum per se vel alium seu alios etc. (1) aucto-
ritate apostolica legitime datus et deputatus, salutem in
Domino et nostris hujusmodi, ymmo verius apostolicis
firmiter obedire mandatis. Litteras sanctissimi in Christo
patris et domini, domini Sixti felicitis recordationis pape 10
quarti, ejus vera bulla plumbea cum filis sericis rubei cro-
ceique coloris more Romane curie impendente bullatas,
sanas siquidem et integras, non viciatas, non cancellatas
neque in aliqua sui parte suspectas, sed omnibus (c) prorsus
Fol. 257v° vicio et suspicione || carentes, ut in eis (d) prima facie appa- 15
rebat, nobis per venerabiles et circumspectos viros dominos
et magistros Judocum Royer (2), in decretis licentiatum, offi-
cialem ac Johannem Biliton (3), decretorum doctorem,
canonicos Leodienses, tam eorum propriis quam venera-
bilium et circumspectorum virorum dominorum decani 20
et (e) capituli ecclesie Leodiensis, pro quibus quoad infra-
scripta se fortes et partes fecerunt et faciunt, nominibus
coram notario publico et testibus infrascriptis presentatas,

(a) *A omet* de. — (b) *B* : hac. — (c) *B* : omni. — (d) *B* : ejus. —
(e) *B* : ejusdem

25

(1) Voir ci-dessus, p. 102, note 2.

(2) Josse Royer de Lamarck. Voir J. DARIS, o. c., p. 518 et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. II, p. 316.

(3) Sur Jean Biliton ou Billiton voir M. T. THYS, *Le chapitre de Notre-Dame à Tongres*, l. c., p. 262 et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c., t. II, p. 324. 30

nos cum ea qua decuit reverentia noveritis recepisse hujus- 1495
modi sub tenore :

Sixtus episcopus *etc.* Licet ea que pro pacis — — —

Eugenius episcopus *etc.* dilectis filiis capitulo Leodiensi

Fol. 258- — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incar- 5
258^{vo}-259 nationis dominice millesimo quadringentesimo tricesimo
secundo, septimo idus aprilis, pontificatus nostri anno
secundo.

Fol. 259^{vo}- Pius episcopus *etc.* Laudanda Sedis — — — || Datum
262^{vo} Rome apud Sanctam Mariam majorem, anno Incarnationis 10
dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo
octavo, tertio decimo kal. februarii, pontificatus nostri
anno primo.

Fol. 263-265^{vo} — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno
Incarnationis dominice millesimo quadringentesimo sep- 15
tuagesimo nono, non. januarii, pontificatus nostri anno
nono (1).

Post quarum siquidem (a) litterarum apostolicarum prein-
sertarum presentationem et receptionem nobis et per nos
ut premittitur factam, fuimus per prelibatos dominos et 20

Fol. 266 magistros Judocum Royer, officialem et Johannem Biliton
canonicos Leodienses, nominibus quibus supra, debita
cum instantia requisiti quatenus ad executionem litterarum
earundem et contentorum in eis procedere vellemus et
dignaremur, juxta traditam per eos a Sede apostolica 25
nobis formam. Nos igitur Gerardus, abbas, judex et exe-
cutor prefatus, attendentes requisitionem hujusmodi fore

(a) B : quidem.

(1) Ce sont les bulles de Sixte IV du 5 ou 9 janvier 1480. d'Eugène IV,
du 7 avril 1432 et de Pie II, du 20 janvier 1459, renseignées ci-dessus, 30
Analyse des manuscrits, nos 220, 221 (et 57), 222 (et 58).

justam et rationi consonam volentesque mandatum apostolicum reverenter exequi ut tenemur, auctoritate apostolica nobis concessa et qua fungimur in hac parte, prefatas litteras apostolicas et hunc nostrum processum et (a) omnia et singula in eis contenta vobis universis et singulis supradictis ac aliis quibuscumque, quorum interest, intererit, seu interesse poterit quomodolibet in futurum, communiter vel divisim, quosque hujusmodi negotium (b) seu contenta in hujusmodi preinsertis litteris apostolicis tangunt seu tangere possunt, intimamus, insinuamus et notificamus ac ad vestram et cujuslibet vestrum et eorum noticiam deducimus et deduci volumus per presentes. Quocirca nos, Gerardus, abbas, judex (c) et executor antedictus, premissa omnia et singula in eisdem litteris apostolicis contenta solemniter publicantes (d) ac venerabilibus et circumspectis viris dominis preposito, decano, archidiaconis, capitulo et canonicis insignis ecclesie Leodiensis necnon suppositis et aliis personis in ecclesia hujusmodi beneficia obtinentibus (e) pro tempore, etiam super extensione litterarum hujusmodi in premissis omnibus et singulis in eisdem litteris contentis, efficacis (f) defensionis presidio assistere auctoritate apostolica nobis commissa et qua fungimur in hac parte volentes, vos dominum episcopum Leodiensem omnesque alios et singulos supranominatos quibus presens noster processus dirigitur, presertim quorum interest vel intererit quosque hujusmodi tangit negotium seu tangere poterit quomodolibet in futurum, requirimus et monemus primo, secundo, tertio et peremptorie (g), comuniter vel (h) divisim, vobisquae nichilominus et vestrum cuilibet in virtute

(a) B : ac. — (b) B : negotium hujusmodi. — (c) B omet judex. — (d) B : publicamus. — (e) A : obtinentes. — (f) B : efficaciter. — (g) B : peremptorio. — (h) B : et.

sancte obedientie et sub penis et censuris infrascriptis dis- 1495
 trichte (a) precipiendo mandamus, quatenus infra sex dies post
 presentationem seu notificationem presentium vobis seu
 alteri (b) vestrum factam immediate sequentes, quorum sex
 dierum duos pro primo, duos pro secundo et reliquos duos 5
 dies vobis universis et singulis supradictis pro tertio et
 peremptorio termino ac monitione canonica prefigimus et
 assignamus, omnia et singula in eisdem preinsertis litteris
 apostolicis contenta et narrata, et prout per prefatum sanc-
 tissimum dominum felicitis recordationis Sixtum papam 10
 quartum concessa sunt et fieri mandantur, juxta formam,
 continentiam et tenorem earundem litterarum et manda-
 tum ejusdem domini pape teneatis, observetis et sine aliqua
 contradictione adimpleatis, nec ipsos dominos prepositum,
 decanum, archidiaconos, capitulum et canonicos ac alias 15
 personas predictas contra tenorem preinsertarum episto-
 larum apostolicarum hujusmodi, in toto vel in parte quo-
 quo modo molestetis, perturbetis seu impediatis directe vel
 indirecte, quovis quesito colore vel ingenio; vobis etiam
 universis et singulis supradictis et aliis quibuscumque 20
 personis tam ecclesiasticis quam secularibus, cujuscumque
 dignitatis, status, gradus, ordinis, conditionis vel preemi-
 nentie fuerint, sub penis infrascriptis inhibentes (c) ne (d)
 prelibatis dominis preposito, decano, archidiaconis, capi-
 tulo, canonicis et aliis personis || supranominatis, quominus 25
 omnia et singula in dictis preinsertis litteris contenta ac
 ipsis (e) concessa suum debitum sortiantur effectum, juxta
 formam et continentiam earundem preinsertarum littera-
 rum et presentis (f) nostri processus, impedimentum ali-
 quod prestetis sive faciatis, aut saltem ipsos per quoscumque 30

(a) B : districtius. — (b) B : altero. — (c) B : inhibemus. — (d) A : ut. —
 (e) B : tempore. — (f) B : preinserti.

molestari, perturbari seu etiam impediri permittatis, aut 1495
 aliquis vestrum faciat seu permittat. Quod si forte premissa
 omnia et singula, prout per prefatum sanctissimum domi-
 num Sixtum papam concessa sunt et fieri mandantur, non
 adimpleveritis seu aliquis vestrum non adimpleverit, moni- 5
 tionique et mandatis nostris hujusmodi, ymo verius apos-
 tolicis, non parueritis seu paruerit ac ipsos dominos pre-
 positum, decanum, archidiaconos, capitulum, canonicos
 et alias personas hujusmodi contra formam et tenorem
 prefatarum preinsertarum litterarum et presentis nostri 10
 processus molestaveritis, perturbaveritis seu etiam impe-
 diveritis aut molestaverit, perturbaverit seu impediverit,
 ac contenta in eisdem litteris adimplere contradixeritis
 in toto vel in parte quoquo modo seu contradixerit, nos
 in vos omnes et singulos supradictos et vestrum quemlibet, 15
 et generaliter in molestatores, impedientes, contradictores
 quoslibet et rebelles, necnon in dantes ipsis seu pres-
 tantes auxilium, consilium vel favorem, publice vel
 occulte, directe vel indirecte, quovis quesito ingenio vel
 colore, quominus omnia et singula supradicta suum debi- 20
 tum sortiantur effectum, exnunc prout extunc et extunc (a)
 prout exnunc, singulariter in singulos, dicta sex dierum
 canonica monitione premissa, excommunicationis, in capi-
 tula vero, conventus et collegia quecunque in hiis forsan
 Fol. 267. delinquentia || suspensionis a divinis et in ipsorum contra- 25
 dictorum et rebellium ecclesias, monasteria et capitula
 interdicti ecclesiastici sententias ferimus in hiis scriptis
 et etiam promulgamus. A qua quidem excommunica-
 tionis sententia, quam contrafacientes et contradictores ac
 rebelles hujusmodi juxta preinsertarum litterarum conti- 30
 nentiam, formam et tenorem, incurrere (b) volumus eo ipso

(a) *B omet* : et extunc. — (b) *B* : incurrentes.

absolvi nequeant nisi a Romano pontifice, preterquam in 1495
mortis articulo constituti. Vobis vero reverendo patri
domino episcopo Leodiensi prefato, cui ob reverentiam
vestre pontificalis dignitatis deferimus in hac parte, si
contra premissa vel ipsorum aliquod feceritis seu fieri 5
mandaveritis per vos vel submissas personas, publice vel
occulte, directe vel indirecte, quovis quesito colore, ex-
nunc prout extunc et e converso, predicta sex dierum
canonica monitione premissa, ingressum ecclesie interdicti-
mus in hiis scriptis. Si vero hujusmodi interdictum per 10
alios sex dies prefatos sex immediate sequentes sustinue-
ritis, vos in eisdem scriptis scilicet canonica monitione
premissa suspendimus a divinis; verum si prefatas inter-
dicti et suspensionis sententias per alios sex dies prefatos
duodecim immediate sequentes animo (quod absit) susti- 15
nueritis indurato, vos, exnunc prout extunc et e converso,
hujusmodi canonica monitione premissa, in eisdem scrip-
tis excommunicationis sententia auctoritate apostolica
supradicta innodamus. Ceterum cum ad executionem pre-
missorum ulterius faciendam (a) nequeamus quoad presens 20
personaliter interesse, pluribus aliis et arduis legitime pre-
pediti negociis, universis et singulis dominis abbatibus,
prioribus, prepositis, decanis, archidiaconis, scolasticis,
Fol. 268 cantoribus, succentoribus, || thesaurariis, sacristis, custodi-
bus, tam cathedralium quam collegiatarum canonicis par- 25
rochialiumque ecclesiarum rectoribus seu locatinentibus
eorundem, plebanis, viceplebanis, capellanis, curatis et non
curatis(b), vicariis perpetuis, altaristis ceterisque presbyteris,
clericis, notariis et tabellionibus quibuscumque per civi-
tates et dioceses Coloniensem, Treverensem, Leodiensem, 30
Cameracensem et Trajectensem ac aliis ubilibet constitutis

(a) B : facientes. — (b) A : juratis et non juratis.

sancte Sedi apostolice subjectis et eorum cuilibet in solidum, 1495
super ulteriori executione dicti mandati apostolici atque
nostri facientes (a) auctoritate apostolica supradicta, tenore
presentium plenarie committimus vices nostras, donec
eas ad nos specialiter et expresse duxerimus (b) revocandas, 5
quos et eorum quemlibet in solidum, eisdem auctoritate et
tenore, requirimus et monemus primo, secundo, tertio et
peremptorie, communiter et divisim, eisque nichilomi-
nus (c) et eorum cuilibet in virtute sancte obedientie et sub
excommunicationis pena, quam in eosdem et eorum quem- 10
libet, nisi infra sex dies postquam pro parte dictorum
dominorum prepositi, decani, archidiaconorum, capituli,
canonicorum et aliarum personarum supranominatarum
fuerint super hoc requisiti, seu fuerit requisitus eorum
alter (d), immediate sequentes, quos dies eis et eorum cuilibet 15
pro termino peremptorio ac monitione canonica assigna-
mus, fecerint que eis in hac parte committimus et manda-
mus, predicta canonica monitione premissa, exnunc prout
extunc et e converso, ferimus in hiis scriptis, districte
precipiendo mandantes, quatenus ipsi et eorum singuli 20
qui super hoc ut premittitur fuerint requisiti seu fuerit
requisitus, ita tamen quod in hiis exequendis unus alter-
rum (e) non expectet, nec unus pro alio seu per alium se
excuset, ad vos || dominum episcopum necnon decanos,
vicedecanos, capitula, canonicos et personas omnesque 25
alios et singulos supradictos personasque et loca alia, de
quibus, ubi, quando et quotiens expediens fuerit, persona-
liter accedant seu accedat et prefatas litteras apostolicas
huncquē nostrum processum ac omnia et singula in eis

(a) *Sic dans A et B. Ne faudrait-il pas lire : facienda?* — (b) *B : du-* 30
ximus. — (c) *B : singulis.* — (d) *B : seu eorum alter fuerit requisitus.* —
(e) *B : exequendis alterum vestrum alter.*

contenta seu eorum substantialem effectum vobis com- 1495
 muniter vel divisim legant, intiment, insinuent et fideliter
 publicare procurent, seu legat, intimet, insinuet et fide-
 liter publicare procuret (a), preinsertis litteris apostolicis
 contenta et descripta, et prout per sanctissimum domi- 5
 num papam Sixtum antedictum concessa sunt et fieri
 mandantur, teneant et sine contradictione observent ac
 adimpleant, necnon ipsis dominis (b) preposito, decano,
 archidiaconis, capitulo, canonicis et aliis personis supra-
 dictis, etiam super extensione et aliis omnibus in eisdem 10
 preinsertis litteris apostolicis contentis, efficacis defen-
 sionis presidio assistant, nec permittant eos seu eorum
 alterum contra earundem litterarum preinsertarum et
 presentis (c) nostri processus vim, formam, continentiam
 et tenorem, in toto vel in parte, quoquo modo per quos- 15
 cumque, cujuscumque dignitatis, status, gradus, ordi-
 nis vel conditionis existant, publice vel occulte, directe
 vel indirecte, quovis quesito colore vel ingenio moles-
 tari, perturbari seu etiam impediri, necnon molestatores,
 impediētes, contradictores quoslibet et rebelles per 20
 Fol. 269 excommunicationem || quam eo ipso (d) contra facientes
 incurrant et a qua nisi a Romano pontifice, preterquam in
 mortis articulo constituti, absolvi nequeant, necnon sus-
 pensionem a divinis et alias sententias, censuras et penas
 ecclesiasticas ac alia juris remedia, appellatione post- 25
 posita, invocato quoad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii
 secularis, compescant et ad plenariam et integram obser-
 vationem omnium et singulorum premissorum, viis et
 remediis opportunis, juxta earundem preinsertarum litte-
 rarum et presentis nostri processus vim, formam et teno- 30

(a) *B répète les mots* : ac omnia et singula... publicare. — (b) *B* :
 domino. — (c) *A* : predicti. — (d) *A* : excommunicationem vestram ipsi.

rem compellant, non obstantibus omnibus et singulis que 1495
 prefatus sanctissimus dominus papa Sixtus in suis litteris
 voluit non obstare. Et nichilominus si forsitan aliqui, quos
 supradictum tangit negotium, seu tangere poterit in futu-
 rum, contenta et narrata in preinsertis litteris apostolicis et 5
 huiusmodi nostro processu tenere, observare ac in toto vel
 in parte adimplere ac mandatis et monitionibus huius-
 modi, ymmo verius apostolicis, parere et obedire recusa-
 rent, seu illa differrent aut negligerent contumaciter
 adimplere, penas et censuras preactas dampnabiliter in- 10
 current (a); reverendissimum patrem dominum episcopum
 Leodiensem perturbatum ac alios dominos, duces, princi-
 pes, comites, barones ceterosque (b) nobiles quoscumque
 infra civitates et dioceses (c) Coloniensem, Trajectensem, Leo-
 diensem, Cameracensem et Treverensem (d) jurisdictionem 15
 temporalem et ordinariam quomodolibet exercentes,
 eorumque locatenentes et ipsorum quemlibet tamquam
 religionis et fidei christiane defensores, ex parte dicti
 domini pape requirimus et rogamus quatenus ipsi et eorum
 quilibet, si et prout fuerint requisiti seu fuerit requisitus 20
 pro parte dictorum dominorum decani et capituli ac || per-
 sonarum aliarum supranominatarum vel syndici sive pro-
 curatoris eorundem, per (e) se vel alium seu alios, ut veri
 catholici sui in hac parte officii dexteram extendentes, infra
 sex dies post presentationem seu notificationem predicta- 25
 rum litterarum apostolicarum et requisitionem eis seu
 eorum alteri ut premittitur factas immediate sequentes,
 quoscumque in premissis contradictores et rebelles ac eorum
 quemlibet, prout in litteris culpabiles fuerint qui sic judi-

(a) B : incurrentes. — (b) B : cunctosque. — (c) A : diocesim. — 30
 (d) B a interverti l'ordre entre Treverensem et Trajectensem. —
 (e) B : pro.

cium et censuram ecclesiasticam contempserint, per captio- 1495
 nem et distractionem bonorum suorum mobilium et immo-
 bilium in ipsorum jurisdictione consistentium primo, et
 deinde per ipsarum personarum captionem et quemcum-
 que alium modum canonicum, qui eisdem dominis tempo- 5
 ralibus et officiariis videbitur expedire, auctoritate nostra,
 ymmo verius apostolica, compellant, videlicet etiam manu
 forti, absque tamen gravi lesione corporum eorundem,
 usque ad integram satisfactionem et paritionem omnium
 et singulorum in predictis litteris et processu hujusmodi 10
 nostro contentorum, et alias ipsos inobedientes et rebelles
 et eorum quemlibet astringant ipsorum potentia brachii
 secularis, donec ad obedientiam sancte matris Ecclesie deve-
 nerint et litteris hujusmodi ac processibus nostris antedic-
 tis paruerint, beneficium quoque absolutionis a predictis 15
 nostris sententiis meruerint obtinere, et generaliter omnia
 et singula nobis in hac parte commissa plenarie exequan-
 tur, juxta predictarum litterarum apostolicarum et presentis
 nostri processus vim, formam, continentiam et tenorem, ita
 tamen quod dicti subdelegati nostri vel quicumque alius 20
 seu alii nichil in prejudicium dictorum prepositi, decani,
 Fol. 270 archidiaconorum, || capituli, canonicorum et aliarum per-
 sonarum predictarum vel eorum syndici sive procuratoris
 valeant attemptare quomodolibet in premissis, nec in pro-
 cessibus per nos habitis aut sententiis per nos latis absol- 25
 vendo vel suspendendo aliquid immutare. In ceteris(a) autem
 que eisdem dominis preposito, decano, archidiaconis,
 capitulo et aliis prenominatis nocere possent, ipsis et
 eorum cuilibet ac quibuslibet aliis potestatem omnino
 dare denegamus. Et si contingat nos super premissis in 30
 aliquo procedere, de quo nobis potestatem omnimodam

(a) B : cunctis.

reservamus, non intendimus propterea commissionem nos- 1495
 tram hujusmodi in aliquo revocare, nisi de revocatione
 ipsa specialem et expressam in nostris litteris fecerimus
 mentionem. Per processum autem nostrum hujusmodi
 nolumus nec intendimus nostris in aliquo prejudicare 5
 collegis, quominus ipsi vel eorum alter, servato tamen hoc
 nostro processu, in hujusmodi negotio procedere valeant,
 prout eis vel eorum alteri videbitur expedire. Prefatas
 quoque litteras apostolicas huncque nostrum processum ac
 omnia et singula hujusmodi negotium tangentia volumus 10
 penes dictos dominos prepositum, decanum, archidia-
 conos, capitulum, canonicos et alias personas supradictas
 vel eorum sindicum sive procuratorem remanere, et non
 per vos aut aliquem vestrum seu quemcumque alium ipsis
 invitis et contra eorum voluntatem quomodolibet detineri. 15
 Contrarium vero facientes prefatis nostris sententiis prout
 in hiis scriptis per nos late sunt, dicta canonica monitione
 premissa, de facto volumus subjacere. Mandamus tamen
 copiam fieri de premissis eam petentibus et habere deben-
 tibus (a), petentium quidem sumptibus et expensis. Abso- 20
 lutionem vero omnium et singulorum qui prefatas nostras
 270v^o sententias || aut earum aliquam incurrerint sive incurrent
 quoquo modo, nobis et (b) superiori nostro tantummodo
 reservamus. In quorum omnium et singulorum fidem et
 testimonium premissorum, presentes litteras sive presens 25
 publicum instrumentum, processum nostrum hujusmodi in
 se continentes seu continens, exinde fieri et per Anthonium
 de Ypelaer notarium publicum infrascriptum subscribi et
 publicari mandavimus sigillique nostri jussimus et fecimus
 appensione communiri. Datum et actum Leodii, in mona- 30
 sterio nostro pretacto, in camera prophetarum, sub anno

(a) B : debere. — (b) B : vel.

a nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonage- 1495
 simo quinto, indictione decima tertia, mensis vero maii
 die sexta, hora vesperorum vel circiter, pontificatus sanc-
 tissimi in Christo patris et domini nostri, domini Alexan-
 dri divina providentia pape sexti anno tertio, presentibus 5
 ibidem honorabilibus viris domino Servatio de Prato, pres-
 bytero secretario nostro ac magistro Petro de Itter et
 Johanne Liberti clericis Leodiensis diocesis testibus ad
 premissa vocatis specialiter atque rogatis.

Et ego Anthonius filius Petri de Ypelaer de Ghynneken, 10
 Leodiensis diocesis, sacra imperiali auctoritate publicus et
 venerabilis curie Leodiensis notarius juratus, quia prein-
 sertarum litterarum presentationi et receptioni, monitioni,
 requisitioni, sententiarum fulminationi, subdelegationi,
 brachii secularis invocationi et presentis processus decreto 15
 ceterisque (a) premissis omnibus et singulis, dum sic ut pre-
 mittitur fierent et agerentur, per prelibatum reverendum
 patrem dominum Gerardum, abbatem, judicem et execu-
 torem suprafatum et coram eodem unacum prenomina-
 tis tes-
 Fol. 271 tibus presens || interfui eaque sic fieri vidi, scivi et audivi, 20
 idcirco has presentes litteras (b) sive hoc presens publicum
 instrumentum hujusmodi processum in se continentes sive
 continens manu alterius, me aliis arduis preposito negotiis,
 fideliter scriptas, sive scriptum, de mandato dicti reve-
 rendi patris domini Gerardi, judicis et executoris suprafati 25
 exinde confeci et in hanc publicam formam redegi signo-
 que et nomine meis solitis et consuetis me hic propria
 mea manu subscribendo signavi ac unacum appensione
 sigilli ejusdem domini Gerardi, abbatis, judicis et execu-
 toris prelibati corroboravi, rogatus pariter (c) et requisitus. In 30
 fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum

(a) B : cunctisque. — (b) A : nostras. — (c) A : pariter est raturé.

rasuram in vicesima quarta et vicesima quinta rigis sive 1498
regulis a capite computando non vicio sed errore scriptoris
commissam approbo. Sic signatum : Anthonius de Ypelaer.

21.

Diest, le 14 janvier 1498.

5

*Les villes de Huy, Dinant, Thuin, Fosses, Couvin et tout
le pays d'Entre-Sambre-et-Meuse s'obligent à payer au duc
Albert de Saxe une rente annuelle de 1,085 florins d'or du
Rhin, rachetable au denier vingt, en compensation 1° d'une
somme de 30,806 florins d'or du Rhin et 4 1/2 sous que le duc 10
leur avait prêtée ; 2° d'une somme d'environ 10,500 florins
d'or, montant des intérêts de la première somme, intérêts qui
n'avaient pas été payés depuis sept ans ; 3° d'une somme de
1,700 florins d'or payée par le duc de Saxe au chevalier Wil-
lebart de Schauwenberg, au nom de ces villes. L'évêque de 15
Liège, Jean de Hornes, et les villes de Liège, Saint-Trond,
Looz, Hasselt, Bilsen, Herck, Eyck, Breda, Beeringen et
Stockhem s'engagent subsidiairement au paiement de cette
rente.*

Vat. lat. 3881, fol. 185-185 v°, 187-187 v°, 186-186 v°. Copie. 20
— L'ordre des folios a été interverti : le fol. 186 et non le fol. 187
contient la fin de l'acte. — Voir *Analyse*, n° 95.

Fol. 185 Wy burgermeisteren, gezworen raidt ende gansse gemeyn-
ten der steden van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun
ende anderen (a) representerende tlandt tussehen Sambre 25
ende Maze, mit alle onsen ende hoeren aenhangen ende toe-

(a) *La ms. porte* : adderen.

behoerten, doen kondt allen den ghenen die deze onzen 1498
 jegenwordigen brieve zullen zien off hoeren lesen saluyt.
 Alsoe wy den durchluchtigen hoegeboeren voerst heeren
 Aelbrecht hertogen van Sassen, lantgrave in Duringen ende
 marckgraeve tot Meyssen ⁽¹⁾ ter cause van guede gelende 5
 gelde die zyne genade tot ernstige versuecke, bede, gemey-
 nen ende zeer grooten proffytten ende welvaert van onsen
 genadigen heere ende lande van Ludick ende oick van ons,
 inden jaer van een ende tnegentich, den luyden van oerloge
 voer ons verleit ende betaelt heeft, die somme van dertich 10
 dusent acht hondert zes golden gulden ende vyftalve ⁽²⁾
 stuvers schuldich gebleven zyn, nae luyt zyns rekenningen
 die zyne genaden up huyden voer onsen voers. genadigen
 heere van Ludick, den gedeputeirden van onsen gena-
 dichsten heere derthertoge, den geduputeirden vander 15
 kercken ende stadt Ludick ende oick vander steden van

⁽¹⁾ On sait le rôle que joua le duc Albert de Saxe, général de Maxi-
 milien d'Autriche, dans la lutte entre le prince-évêque de Liège Jean de
 Hornes et la famille de la Marck. (Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 555 et suiv.,
 notamment p. 599 et suiv.). Les frais de la campagne furent mis à charge 20
 de la principauté. Ce document a trait aux contestations que ces dettes de
 la principauté soulevèrent. Dans sa chronique, Jean de Los parle d'une
 réunion tenue à Diest en l'année 1498, dans laquelle, par suite des impor-
 tunités du duc de Saxe, il fut décidé qu'on payerait à ce dernier une rente
 perpétuelle de 1000 florins, au lieu de la somme de 20,000 florins à laquelle 25
 il avait droit. (P. F. X. DE RAM, *o. c.*, p. 113.) Ces indications con-
 cordent avec les renseignements contenus dans ce document. N'aurions-
 nous pas ici l'acte lui-même auquel le chroniqueur fait allusion? Le
 document que nous publions est daté du 14 janvier 1498 : Jean de Los
 n'indique que l'année 1498. Cependant J. DARIS, *o. c.*, p. 620, place la 30
 réunion de Diest au mois de mars de cette même année.

⁽²⁾ Ce mot signifie quatre et demi; quelques lignes plus bas il est écrit
 en chiffres.

Toingeren, Sintruiden ende des lants van Loen duechdelick 1498
gedaen heeft, die int lange gehoirt, gepasseirt ende gesloiten
es geweest. Ende hoewaer wy gehouden ende schuldich syn
den voers. heren Aelbrecht hertogen van Sassen de voers.
somme van xxx^m viii^o vi golde gulden ende iii 1/2 stuvers 5
hoofschult ende daer en boven zyn interest ende scaden
die zynre gnaden by gebreecke der betalinge van de voers.
hooftsomme in zeven jaeren gehadt ende geleden heeft,
bedragende den penninck twintich ter somme tot van
thien dusent vyfhondert gouden gulden off daer umbtrent 10
te betaalen, niet myn zyne genade, ter liefde ende ernstige
bede van onsen voers. genadigen heere van Ludick heeft
aende selve hooftsomme ons quyt gesschouwen die somme
van thien dusent achthondert zes golden gulden ende vyff-
talve stuvers mitgades oock die voers. scaden ende interesse 15
van x^m v^o golden gulden, ende es vuyt sonderlingen
bl. 185^{vo} gnaden || vensierende onse tegenwoordige groote aermoede,
tevreden mitte somme van twintich duysent gouden koer-
voersters Rinsche gulden (1). Ende hier en boven heeft de
voers. hertoge van Zassen, tot onse ernstige versuecke ende 20
bede, noch op huyden in gereden penningen ons geleent
ende voer ons betaelt heeren Willebart van Schauwenberch
ritter die somme van zeventhien hondert golden gulden die
wy den zelve heere Willebart duechdelick schuldich
waeren, ende daer aff hy voer ons bekent heeft van unsen 25
voers. gnaden heere van Sassen well vernuecht ende
betaelt te wesen, scheldende ons vander selve somme quyt.
Ende want wy die voers. somme van twintich dusent ende

(1) C'est-à-dire vingt mille florins d'or du Rhin au coin des électeurs de l'Empire.

zeventhien hondert gouden gulden in gereden penningen 1498
 zynre genaden op dese tyt niet en moghen noch en kunnen
 betaelen, soe bekennen wy samentlick ende elken van uns
 bysonder voer uns, unsen erven inde naecomelingen voer 5
 die voers. somme van twintich dusent ende zeventhien
 hondert gouden gulden, daer aff wy ons houden veel ver-
 nuecht te wesen ende schelden dair aff quut onsen voers.
 genaden heere van Sassen ende synen erven, den selven
 onsen genaden heere den hertoge van Sassen, zynen erven
 ende nackomelingen off den inhebber des brieffs, vuyt onse 10
 gerechte wetenheyt ende guede wille wel ende duechdelick,
 by wille ende consente van onsen vurs. genaden heere ende
 oick des capittels van Ludick, eenen rechten cop ende
 wedercoop gedaen ende vercocht te hebben ende vercoopen
 by desen onsen jiegenwordigen brive die somme van thien 15
 hondert vyffendetachtentich goude koervoersters Rynsche
 gulden off die waerdt van dien vrie onbelaste guede erff-
 licke renten tsjaers, te lossenne den penninck met twintich
 der zelve penningen, de welcke somme van thien hondert
 LXXXVth gouden Rynsche gulden jaerlix renten wy voer uns, 20
 onsen erven ende nakomelingen den voers. heeren Albrecht
 Fol. 187 hertoge van Sassen || voer hem, zynen erven, erfgenamen
 ende naekoemelinghe off inhebber des brieffs, met zynen
 guede wille ende wete op te voers. steden ende castelrien
 van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun ende lande tus- 25
 schen Sambre ende Mase, mit hoeren toebehoerten ende
 appendentien ende den ondersaten van dien ende alle onse
 inde hoere guederen roirende ende onroerde, waer die
 gelegen mogen zyn, verschreven ende verzekert hebben,
 verschiven ende versekeren by desen, belovende die 30
 selve renten van thien hondert vyff ende LXXXth gouden
 gulden tsjairs wel ende duechdelicke alle jaeren te betaelen

ende te leveren op onse coste ende laste in synre gnaden 1498
 huys tot Mechgelen off tot sulcken anderen pleke inden lā-
 den van Brabant gelegen off tot Aecken, als zynre genaden
 ons een maent voer den dach der betaelingen beteykenen
 sall, tot twe termynen tsjaers, te weten den helffte der voer- 5
 noemde somme tot Synt Johans dach Baptiste Nativitatis
 ende die ander helfft tot Kersmisse beyde naestkomende,
 daer aff den iersten termine der betaelinghe vallen ende
 verschenen sal tot Nativitatis Johannis Baptiste naestko-
 mende ende soe voert aelle jaeren opten selven termynen 10
 van Johannes ende Kersmesse, geduerende tot dat wy de
 voers. renten mite voers. somme van twintich dusent ende
 zeventhien hondert golden gulden gansselick affgelost ende
 gequeten zullen hebben, belovende voert den vurs. heeren 15
 Aelbrecht hertoge van Zassen, zynen erven, erfgenamen
 ende naekomelingen off den inhebber des brieffs de voers.
 renten tegens eenen jegeliken vry ende onbelast te waren
 ende te garanderen ende de voers. steden, castelrien ende
 landen van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Covun ende ande- 20
 ren tusschen Sambre ende Mase mitten anhangen ende
 toebehoerten voers. noch onst off hoere gueden nu noch
 naemaels nyet voerder te verpanden noch de belasten tot
 achterdeele van desen onsen coop ende wedercoop, wel-
 Fol. 187v^o werstaende || dat wy ende onse nakommelingen de zelve
 jairlixs renten int geheel oft in deel tot allen tyden, alst 25
 ons off onsen erven ende nakomelingen guet beduncken
 sall, sullen mogen lossen eenen (a) penninck met twintich
 der selven penningen. De welcke coop ende wedercoop
 wy, Johan van Hoerne, by der genaden Gods biscop van
 Ludick, hertoge van Bullion ende grave van Loen, inder 30

(a) *Le ms. porte* : erven.

manieren vurs. in onse presentie gedaen, wy voer ons ende 1498
 onse nakomelingen bewillicht ende geconfermert hebben,
 bewillighen ende confermeren by desen. Ende off de voers.
 van Huy, Dynant, Fosse, Thuin, Covun ende anderen
 tusschen Sambre ende Mase mit hoeren anhangen ende 5
 toebehoerten voers. off hoeren erven ende naekomelingen
 tot enigen tyden inde greusse somme oft in deel in gebreke
 waeren de voers. renten jaerlix te betaelen upten voers.
 dage ende platzen, soe bekennen wy, Johan van Hoerne,
 bisscop van Ludick voers. ende wy burgermeisteren, 10
 gezworen ende raide der stede van Ludick, Tongeren, Sint
 Truyen, Loen, Hasselt, Bielsen, Harck, Eyck, Brede, Berun-
 gen ende Stockem voer ons, onsen erven ende nakome-
 lingen ende allen anderen daer toe behoerende samentlick
 ende elcken voer all, beloeff te hebben ende beloven, by 15
 desen onsen brieve, de voers. somme van thyen hondert
 vyff ende tachtentich gouden koervoerster Rynsche gulden
 jaerlix renten als onsen eygen proper schult den voers.
 heeren Aelbrecht hertoge van Sassen, zynen erven, erfge-
 namen ende nakomelingen off den inhebber des brieffs, 20
 opten voers. dagen ende plecke well ende duechdelicke te
 betaelen ende te leveren op onse cost ende sonder alle syne
 scaden. Ende indien de voers. van Huy, Dynant, Fosse,
 Thuyn, Covun oft anderen tusschen Sambre ende Mase
 mit hoeren anhangen ende toebehoerten voers. ende wy in 25
 gebreke waren de voers. jaerlix renten alsoe ende inder
 manieren als voers. is te betaelen, dat doch nyet syn en
 soude, soe hebben wy voer ons, onsen erven ende nacom-
 melingen geconsenteirt ende bewillicht, consentieren ende
 Fol. 186 bewilligen by desen dat || die voers. heeren Aelbrecht 30
 hertoge van Sassen, zyne erven, erfgenamen ende naeko-
 melinge off den inhebber des brieffs ons ende den gemey-

nen ondersaten en inwoener der vors. landen van Ludick 1498
 ende van Loen in lyve ende in guede sullen mogen vangen,
 uphalden, becommen ende aresteren over al, in wat landen
 ende herlicheden hy off zy die zullen kunnen oft mogen
 vinden, ende in areste houden tot dat wy of onse erven 5
 ende nacomelingen zynre lieffden van den principale
 verschenen renten van thien hondert vyffendetachtentich
 gouden gulden tsjairs, mitgaders die redelicke scaeden ende
 costen die daer opgaen ende commen warden, gansselick
 waelvernuecht ende betaelt sullen hebben. Ende hebben 10
 dairomme voer ons, onsen erven inde nakomelingen gere-
 nuncieert ende te buyten gegan, renuncieren ende gaen te
 buyten by desen, alle privilegien, vryheiden van mercten,
 rescriptien, gratien, mandementen ende indulten van prin-
 cen oft ander cavelatien, exceptien off rechten wy ons 15
 onsen nakomelingen ter contrarien van desen, nu oft tot
 eynige tyden soudon mogen off willen behelpen, ver-
 sueckende by desen aen allen voersten, heeren ende rech-
 teren, geistelick ende waerlick, ende bisonder anden dur-
 luchtigen groetmogenen vorst ende heeren, heeren Philips, 20
 eersthertoge van Oisterick, hertoge van Burgongien, van
 Brabant enz., dat zy, by gebreke der betaelinghe voers., ons
 ende elcken van ons bysonderen tot den gehelen inhouden
 van desen realick ende by faite doen exccuteren, bedwingen
 ende constringeren, sonder ons te verschonen in enigen 25
 manieren, getruwelick ende ongevaerdelick. Des toirkonde
 hebben burgermeesteren, gezworen ende raide der steden
 van Huy, Dynant, Fosse, Thuyn, Couvyn voer ons, onsen
 erven ende nacomelingen ende toebehoerten voers. tzegele
 der zelve steden hier aenghangan, ende gebeden den 30
 vromen heeren Rickaelt van || Merode, heeren tot Hoelfalis,
 gouverneur tot Huy, desen brieff ons te bezegelen, ende

wy Johan van Hoerne, bysscop van Ludick voers., burger- 1498
 meisteren, geswoeren ende raede der steden van Ludick,
 Tongeren, Sinttruden, Loen, Hasselt, Bielsen, Herck, Eyck,
 Brede, Beringen, Stockem, elcx inde qualiteit als boven,
 tsegell der selven steden aen desen brieff gehangen by 5
 tsegell van onsen vors. genadigen heeren van Ludick, ende
 hebben gebeden meester Pauwels Hoge, here van Fouque-
 wez (1), raidt ende commissairis in deese sake ons voers.
 genaden heer des eertshertoge, ende den edelen ende vro-
 men heeren Ffrederick broder tot Egmond, heer tot 10
 Ysselstain, tot Buyer (2) enz. ende Cornelis van Bergen,
 heer tot Zevenbergen tot Greivenbroeck, als dadincxluiden
 van desen coop ende wedercoop, desen brieff over ons
 te willen zegelen. Twelck wy Pauwels Hoge, Ffrederick
 heer tot Ysselstain, Cornelis van Berghen ende Ryckael van 15
 Merode voers. ter begerte als boven, alsoe gedaen ende
 elcke onse zegell in tuygenisse der waerheyt aen desen
 brieff gehangen hebben, an scaden van ons ende onsen
 erven. Ende oft by enige vanden steden oft personen voers.,
 by gebreke oft absentie hoers zegels oft andersyns, desen 20
 brieff niet bezegelt ende waere, soe en sal nochtans desen
 selven brieve dairomme van gheen mynder waerde oft
 conditie zyn, maer geheelick in alle hoeren volkommen
 mocht ende cracht wesen ende blyven in allen manieren
 oft die selve oick gesegelt hadden. Gegeven tot Diest, den 25
 vierthiensten dach van januarie int jaer onser Heeren
 duysent vierhondert acht ende tnegentich, na tscriven
 tshoffs van Ludick.

(1) Paul Ooghe, seigneur de Facuwez et Ittre, membre du conseil de Brabant. Voir A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*. t. III, p. 349. Bruxelles, 1902.

(2) Frédéric, frère du comte d'Egmont, seigneur d'Ysselstein et de Buren.

Liège, le 20 janvier 1498

Le doyen et le chapitre de l'Église cathédrale de Liège déclarent approuver la constitution de rente en faveur du duc de Saxe (voir n° 21) et les obligations souscrites par l'évêque de Liège, la ville de Liège et le pays de Looz et la Hesbaie. Mais ils n'engagent en rien leurs biens et ceux de la mense du chapitre.

Vat. lat. 3881, fol. 188-188v° Copie. — Voir *Analyse*, n° 96.

Fol. 188 Wy deken ende capittell der kerke van Ludick doen 10
 kondt all luyden alsoe die castelrie van Huye ende van den
 lande van Sambre ende Mase den hoegeboeren voerst
 heeren Aelbrecht, hertoge van Sassen, lantgrave in Duerin-
 gen ende marcgrave tot Meissen, eenen rechten wedercoop
 gedan ende vercocht hebben die somme van thien hondert 15
 vyffendetachtentich koervoersters Rynsche gulden tsjaers
 voer de somme van twintich duser ende zeventhien hon-
 dert der voers. golde guldenen, ende daervoeren unsen
 gnadigen heer de biscop van Ludick, die stat van Ludick,
 die van den lande van Loen ende Hasgegauwe voer huyn 20
 zelve ende inden name der gemeyne landen ende sticht
 van Ludick als hoer eygen proper schult sich verschreven
 ende verobligeert hebben, alst breeder blyckende es byden
 coopbriven daervan wesende ⁽¹⁾. Ende want de voers. coop

(1) C'est l'accord conclu à Diest, le 14 janvier 1498, publié ci-dessus 25
 n° 21. Ce document en effet nous apprend que la créance du duc Albert
 de Saxe avait été estimée à 21,700 florins d'or du Rhin et avait été con-
 vertie en une rente de 1,085 florins d'or du Rhin.

ende wedercoop by onse advise ende guetbeduck gedaen 1489
 ende tot orber, profyte ende waelaen der kerken ende
 gemeyne landen van Ludick ende ondersaten van dien
 geschiet es, soe bekennen wy by desen onsen tegenwordi-
 gen brieven, voer ons ende onse nakomelingen, den selven 5
 coop ende wedercoop alsoe ende inder manieren als die
 selve coop brieven dat int lange inhouden ende verclaeren,
 daer dese onsen brieven duer gesteken ende getransfixeert
 is, na hoer vorme ende inhouden bewillicht, geapprobeirt,
 geconfermeirt ende gratificeert hebben, bewilligen, appro- 10
 beren, confirmeren ende gratificeren by desen onsen
 tegenwordigen brive, belovende die geheelick nae onsen
 vermoegen te onderhouden ende te doene onderhouden,
 sonder daer tegens te doene oft te laten geschien in enige 15
 manieren, sonder mit desen onss, onse en der kercken gue-
 den behoirende totter taffel van onsen capittell voer die
 Fol. 188v^o voers. rente oft somme van penningen || te belasten oft te
 verobligeren. Des toerkonde hebben wy des voers. capit-
 tels zegell aen desen brieve doen hanghen. Gegeven inder
 stat van Ludick, den twinstichsten dach van januarie, 20
 intjaer duysent vierhondert achtendenegentich, na tschri-
 ven tshoeffs van Ludick.

Aldus geteickent : By myne eirwerdigen heeren deken
 ende capittel voers. N. Silleken.

Lyon, le 12 juin 1501.

Acte de vente d'une rente de cent livres, en Dauphiné, au chevalier Vaullerant de Buzet par Jean de Poitiers, au prix de mille écus d'or ⁽¹⁾.

5

Vat. lat. 3881, fol. 300-301 V°. Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — Voir *Analyse*, n° 172.

Fol. 300 A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, nous gardes
du seel comun royal estably aux contraitz es bailliage de
Mascon et seneschaucée de Lyon, savoir faisons que par
devant Thibaud Laguiete et Pierre Cheylieu, notaires public 10
et tabellions royaulx et de lofficial, citoyens de la ville de
Lyon, et des tesmoings dessoubz escrips, estant et perso-
nellement estably noble et puissant seigneur messire Jehan
de Poytiers, chevalier, seigneur de Serigniat ⁽²⁾ aut conte de 15
Venise ⁽³⁾, le quel saichant de son bon gre et liberal volente,
non point par force, contraincte ne mal engin, ains de son
bon gre, droit et action, a plain certiffie et conseillie, ainsy

(1) Ce document est d'un caractère bien différent des pièces que nous
rencontrons dans le manuscrit 3881. La rente qui fait l'objet de ce docu- 20
ment avait été transférée à Pierre Broetz de Maestricht, comme nous
l'apprend une note d'Aléandre : « *Exemplum obligationis debite per quen-*
dam nobilem Francie Petro Broetz Trajectensi. » (Nous croyons qu'il
s'agit ici de Maestricht et non d'Utrecht, Jérôme Aléandre ayant eu beau-
coup de relations avec Maestricht et très peu avec Utrecht.) Peut-être 25
Pierre Broetz avait-il prié Aléandre de veiller à ses intérêts, à l'occasion
du voyage de celui-ci soit en France, soit même à Rome, au mois de mars
1516.

(2) Il s'agit de Sérignan (Vaucluse) écrit parfois Serigna.

(3) C'est une ancienne forme du nom du comtat Venaissin.

30

que icelluy seigneur chevalier dist pour ses causes et aultres 1501
 a ce le mouvant, a vendu, remis, cede, et transporte et par
 tiltre de pure et entiere vendition vend (a), cede, remest et
 transporte pour soy, ses hoirs et successeurs quelzconques,
 a noble et puissant seigneur messire Vaullerant de Buzet, 5
 chevalier, seigneur dudict lieu, present acheptant (b) et
 stipulant au prouffit de luy et de ses hoirs et successeurs
 quelzconques, et ce pour le pris et somme de mil escuz dor
 en or de bon poys au coing du roy nostre seigneur sans
 soleil, que ledict messire Jehan de Poytiers vendeur a heu 10
 et receu dudict messire de Buzet achepteur, loyalement (c)
 en la presence desdicts notaires et tesmoing, tellement quil
 sen est tenu et tien pour contant et bien paye (d), et dicelluy
 pris en a quicte par ces presentes ledict messire de Buzet
 achapteur et les siens, vend, cede, remest et transporte 15
 ledict messire Jehan de Poytiers, vendeur au dict messire
 de Buzet ainsy que dessus present, acceptant pour luy, ses
 hoirs et successeurs, c'est assavoir cent livres de rente
 annuelle et perpetuelle revenue au pays du Daulphine a
 lasiete dudict pays du Daulphine, et la quelle rente annuelle 20
 et perpetuelle revenue de cent livres dessusdicts ledict
 seigneur Jehan de Poytiers vendeur a promis et promet
 par son serement et obligations dessoubz escriptes bailler,
 delivrer et expedie au dict seigneur de Buzet achepteur sur
 la dicte assiete du Daulphine bien et loyaulment assize, 25
 pourtant loulx, ventes, recognoissances et aultres seigneu-
 ries a la coustume du dict pays du Daulphine, a la
 premiere seule et simple requeste du dict seigneur de

(a) *Le ms. porte* : vende.

(b) *Le ms. porte* : adheptant.

(c) *Le ms. porte* : royalement.

(d) *Le ms. porte* : poye.

Buzet ou des siens dessusdicts. Et pour ce a promis et 1501
 promet ledict messire Jehan de Poytiers vendeur par-
 devant les dicts notaires et tesmoings dessoubz escrips
 pour luy, ses hoirs et successeurs quelzconques, par son
 serement pour ce donne et preste sur les saintes evan- 5
 giles de Dieu manuellement touchees et sur l'obligation de
 son propre corps et de tous et ung checuns ses biens
 meubles, immeubles, droitz, nons et actions presentes et
 avenir quelzconques et specialement non recedant a la dicte
 generale obligation mais a icelle acheptant (a) de la dicte 10
 assiete du Daulphine, bailler, delivrer et expedie ladicte
 rente et perpetuelle annuelle revenue ainsy que dessus, au
 dict seigneur de Buzet ou es siens dessusdicts ou rendre et
 payer (b) au dict seigneur achepteur la dicte perpetuelle
 rente et annuelle revenue ung chescun an perpetuellement 15
 au terme qui sensuyt || : cest assavoir a unne checune feste
 de saint Martin dyver (1), le premier terme commençant a
 la feste saint Martin dyver prochainement venant, jusques
 a ce que le dict seigneur de Poytiers ayt delivre (c), expedie
 et baillie au dict seigneur de Buzet ladicte rante annuelle 20
 et perpetuelle revenue ainsy que dessus, et, se bon semble
 au dict Buzet achepteur, pourra et luy sera loysible pouvoir
 contraindre ledict seigneur de Poytiers a luy baillie et
 delivre la dicte rente toutes et quantes fois que bon luy
 semblera, aussy les dictes vendition, expedition, cession et 25
 remission et toutes les aultres choses dessus escriptes et en

(a) *Le ms. porte* : adheptant.

(b) *Le ms. porte* : poyer.

(c) *Le ms. porte* : delivreï.

(1) La fête de saint Martin qui tombe en hiver (11 novembre) pour dis- 30
 tinguer de la fête de saint Martin d'été (4 juillet, date de la translation).

ce present contraict establies (a), declairees et contenues 1413
 avoir et tenir agreables, fermes et estables a tousjours mais
 et icelles entretenir, garder, observer et accomplir ferme-
 ment et inviolablement a tousjours mais, sans ce que jamais
 ledict seigneur vendeur, par luy ne par les siens ne 5
 aultres, puyssent ou doyvent de fait ou de parolle, en
 jugement ou dehors, occultement ou manifestement, venir
 dire ou alleguer aucune choze au contraire de chozes
 dessusdictes et escriptes et en ces presentes contenues et
 declarees les choses dessus dictes ne soyent et demeurent en 10
 leur force et valleur a tousjours mais, et avec ce rendre et
 restituer tous domaiges, missions, interestz et despens que
 le dict seigneur de Buzet achepteur et les siens feroient ou
 fayre et soubstenir pourroient a cause et par faulte des
 choses dessusdictes non tenues, non observees comme 15
 dessus, sur lesquelx despens, missions, domaiges et inte-
 restz, se aucuns sen faisoient, veult ledict seigneur vendeur
 en este sans figure de proces au seur et simple serement
 dudict seigneur acheteur et des siens, soy soubzmectant
 ledict seigneur vendeur pardevant lesdicts notaires et tabel- 20
 lions royaulx et les tesmoings dessoubz escripts, corps et
 biens es cours, jurisdictions, forces, contrainctes et compul-
 sions des cours du roy nostre seigneur, du bailliage de
 Mascon, seneschaucée de Lyon, aussy des cours spiritueles
 tam du dict Lyon que du Vallance (1), du petit seel de Mon- 25
 pelier, a la venerable court de parlement de Grenoble cham-
 briel (b), a la chambre apostolicque de Romme et d'Avi-

(a) *Le ms. porte* : estables.

(b) *ou chainbriel? Ce mot nous est inconnu.*

(1) Valence.

gnion, des privileges des foyres de Brie et Champaigne et de 1501
Cusi et toutes aultres cours tam Dalphinales que aultres,
temporelles que spirituelles que quelque par quelles soyent
constitueez tam en lempire que au royaulme et de leurs
lieux tenans et successeurs quelzconques par lesquelles 5
cours, contrainctes, vigeurs et rigueurs dicelles veult
ledict seigneur vendeur estre contrainct et compellu pour
tenir observer les choses dessusdictes ensemble et separee-
ment en telle maniere que lune desdictes cours ne puisse
empescher lautre ne au contraire. Et outre ce a renunce 10
et renunce ledict seigneur vendeur pardevant les dictz
Fol. 301 notaires || tabellions et tesmoins dessoubz escrips, de sa
certaine science et soubz lobligation et serement que dessus
en ce present fait, a tous droitz, privileges et exceptions de
droitz que luy peuvent et pourroient ore ou pour le temps 15
avenir aider alencontre des choses en ce present contraict
contenues, desclairees et speciffiees, mesmement au droit
disant que le serement ne vault riens outre ce que est de
droit et que du serement lon ne sen peust aider ne prendre
action, si non que ledict serement soyt rapporte en juge- 20
ment, aussi au droit disant que aucun soy soubzmettant a
aultre estrange juridiction avant le plaît par conteste qui
sen peult departir et repentir, et que par une mesme cause
nul ne doibt estre travaillie ne contrainct par diverses et
plusieurs cours, aussi au droit disant que nul ne peut 25
renoncer au droit quam il le ignore, aussi aux droiz qui
secourent et relievant ceulx qui son deceulx outre la moytie
de juste pris. Et pareillement renunce ledict seigneur ven-
deur a tous droitz, loix escrips et non escrips, canon,
civil et de coustume qui pourroient aider au dict seigneur 30
vendeur advenir alencontre des choses dessus escriptes
contenues, et meismement au droit disant que la generalle

renunciation faicte ne vault riens si non que la specialite 1501
 soyt precedante. Et pour plus grande seurte des choses
 dessus dictes, nous garde du dict seel common royal avons
 faict mectre le dict seel commun royal a ces dictes pre-
 sentes. Faictes et donnees au dict Lyon sur le Rosne, en la 5
 maison des hoirs feu maistre Glaude Bullio, jadis notaire
 du dict Lyon, le douziesme jour de juing lan mil cinq cens
 et ung, presens honestes personnes Pierre Blant, hoste de
 lenseigne de la Gallée, Pierre Rossand, coturier, habitant
 dudict Lyon et discrecte personne maistre Pierre Gran- 10
 jon, notaire public de Chazelles ⁽¹⁾, dyocese du dict Lyon,
 tesmoins a ce appelez et requis.

Ainsy desoubz escript : Ainsy que dessus est escript a
 este expedie au prouffit du dict seigneur de Busech
 acheteur par moy notaire dessus nomme avecques le 15
 dessus dit maistre Pierre Cheylieu ausi notaire, tesmoing
 mon seing manuel cy mis lequel est teel. Laguiete. Et
 encore derier ceste subscription ainsi escript : Et aussi
 par moy notaire et tabellion royal dessus nomme ainsi
 expedie au prouffit du dict seigneur de Buzech avecques 20
 le dessus nomme maistre Thibault Laguiete ausi notaire,
 tesmoing mon seing manuel qui est teil. P. Cheylieu.

*Par collation faicte avec son originail seelle du seel
 royal avec le queil ceste coppie concorde de mot a mot
 par moy le notaire subscript.*

25

H. KNERINX, notarius p. cop.

Fol. 301^{vo} *Exemplum obligationis debite per quendam nobilem Francie
 Petro Broetz Trajectensi.*

(¹) Chazelles-sur-Lyon, canton de Saint-Galmier (Loire).

24.

Liège, le 19 octobre 1509.

Procès-verbal de la mise en demeure faite, au nom de 1509
l'évêque de Liège, Érard de la Marck, par Pierre de Cortem-
bach, archidiacre du Hainaut et chancelier de l'évêque, aux 5
membres du clergé secondaire de la ville et du diocèse de
Liège. L'évêque les somme de produire leurs privilèges
d'exemption à l'égard de l'autorité épiscopale avant la fête
de Toussaint 1509, et de déclarer s'ils ont adhéré à l'appel
qu'ont interjeté les doyens des collégiales de Berg-op-Zoom et 10
de Tholen.

Vat. lat 3881, fol. 258-258v°. Copie, avec des additions en marge
et de nombreuses corrections. — Voir Analyse, n° 148.

Requisitio capitulorum secundariorum ecclesiarum (1).

Anno a nativitate x^{vi}^c nono, mensis octobris die deci- 15
 manona, hora tertia post meridiem vel circiter, presentibus
 in aula decani Sancti Petri Leodiensis domino Wilhelmo
 Godefridi presbitero, et Everardo de Eystr clerico Leo-
 diensis diocesis testibus, comparentibus R^{do} patre fratre
 Francisco Challeti, Dei et apostolice Sedis gratia ejusdem 20
 diocesis episcopo suffraganeo (2) et magistro Petro de Cour-

(1) Ce document est le premier en date qui nous parle des conflits de juridiction entre l'évêque de Liège, Érard de la Marck et le clergé secondaire de son diocèse. Voir à ce sujet A. VAN HOVE, *o. c.*, 1^{re} section, p. 1-43, notamment p. 23.

(2) François Challeti, de l'ordre des Frères-Mineurs, évêque de Chalcédoine, évêque auxiliaire de Liège. Voir ERNST, *Tableau des évêques suffragants de Liège*, p. 155-156. Liège, 1806.

tembach (1), canonico et archidiacono Hanonie in ecclesia 1509
 Leodiensi et sigillifero R^{mi} in Christo patris et domini
 nostri, domini Erardi de Marcka, eadem gratia episcopi
 Leodiensis, ex una, necnon Sanctorum Petri, Martini,
 Crucis, Dionisii (2) decanis cum nonnullis ecclesiarum 5
 Leodiensium canonicis, eisdem ibidem tanquam capitula-
 riter convocatis, ad audiendum que infra scribuntur con-
 gregatis, ex alia partibus, quibus, sicuti premittitur sic
 comparentibus, idem dominus et magister Petrus, pro et
 nomine prefati R^{mi}, ibidem exposuit qualiter ipse R^{mus} 10
 episcopus Leodiensis tanquam ordinarius suo jure utens,
 jam visitare suam diocesim in sacramentalibus et alias, ut
 decet ordinarium pontificem, per suos ad hoc deputatos
 vicarios inceptorat, nichilominus tamen nonnulli decani et
 canonici secundariarum ecclesiarum diocesis sue Leodien- 15
 sis hujusmodi visitationem, ut pretendunt, etiam in sacra-
 mentalibus et aliis ordinarie jurisdictioni spectantibus (a)
 impedire nitentes (b), dicentes se et suas ecclesias fuisse vel
 fore exemptos et exemptas a jurisdictione ordinaria ipsius
 R^{mi}, pretextu certorum assertorum privilegiorum de quibus 20
 minime ipsi R^{mo} constabat, sicut constat. Ob hoc idem
 dominus et magister Petrus, nomine prelibati domini

(a) *Les mots : et aliis ordinarie jurisdictioni spectantibus sont écrits en marge.*

(b) *Sic. Peut-être faudrait-il lire : nituntur ou nisi sunt.*

25

(1) Pierre de Cortembach, archidiacre du Hainaut et scelleur ou garde scel de l'évêque de Liège. Voir J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. II, p. 282 ; 332 et 334 (cfr. p. 344). X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *La cathédrale de Saint-Lambert à Liège*, p. 574. Liège, 1880.

(2) Ce sont quatre des sept églises collégiales de la ville de Liège.

30

R^{mi} episcopi Leodiensis tanquam ordinarii, eosdem domi- 1509
 nos decanos et canonicos uti premittitur ibidem compa-
 rentes et convocatos, in presentia mei notarii et testium
 suprascriptorum requisivit quatenus, si dicti decani et
 capitula seu ecclesie secundarie civitatis et diocesis Leo- 5
 diensis se ab ordinaria jurisdictione episcopi Leodiensis
 exemptos, pretextu pretensi vel pretensorum privilegii vel
 privilegiorum pretenderent, privilegia seu exemptiones de
 quibus se muniri volunt, dicto R^{mo} episcopo Leodiensi tam-
 quam ordinario, coram eodem vel (a) coram bonis viris 10
 omni suspitione carentibus ab ipso deputatis, infra hinc et
 festum Omnium Sanctorum proxime futurum ostendant et
 demonstrent (b); alias, eodem termino effluxo, ipse
 R^{mus} dominus episcopus Leodiensis ordinarius suam ordi-
 nariam jurisdictionem, tam in visitando ecclesias eorum- 15
 dem in sacramentalibus quam alias in aliis que ad ordi-
 nariam spectant jurisdictionem, exercere intendit atque
 protestatur (c). Deinde [ab] eisdem petit et requisivit idem
 magister Petrus, nomine quo supra, si uni pretense appel-
 lationi per dominos decanos, ut asseritur, ecclesiarum de 20
 Bergis supra Zomam et de Tolnis Leodiensis diocesis
 interposite (1), in qua ab actu visitationis hujusmodi
 pretendunt se gravatos, inherere vellent seu inhererent, et si
 dicta appellatio de eorundem decanorum et capitulorum
 secundariarum ecclesiarum prenominarum consensu 25

(a) *Les mots* : coram eodem vel *sont écrits en marge*.

(b) *Le ms. porte* : demonstrant.

(c) *Les mots* : atque protestatur *sont écrits en marge*.

(1) Berg-op-Zoom et Tholen, deux églises collégiales du diocèse de Liège.

pariter et assensu procederet (a), petens super premissis 1509
 ab eisdem decanis et canonicis sic nomine ecclesiarum ||
 Fol. 27⁸ pretactarum comparentibus responsum habere. Qui qui-
 dem domini decani et canonici, per vive vocis organum
 venerabilis viri et magistri Roberti de Moge, decani eccle- 5
 sie sancti Petri Leodiensis (1), responderunt quod infra
 ejusdem (b) festivitatis Omnium Sanctorum tempus super
 premissis omnibus et singulis responderent, seu taliter
 facerent quod idem R^{mus} de eisdem fuerit contentus.
 Super quibus, etc., idem magister Petrus et similiter 10
 Sancti Petri decanus, hinc inde petierunt instanter, ut in
 forma meliori.

25.

Liège, le 10 novembre 1509.

Pierre de Moge, doyen de l'église collégiale de Saint-Pierre 15
à Liège, déclare que les doyens et les chapitres des églises col-
légiales n'ont encore pris aucune décision au sujet des
demandes qui leur avaient été formulées au nom de l'évêque

(a) *Les mots suivants sont raturés dans le texte* : Atque ulterius expo-
 suit qualiter vaga relatione famabatur quod prefati decani et capitula 20
 quamdam convocationem generalem cleri earumdum ecclesiarum per
 suas litteras convocassent, sed ad quid nesciebatur, sine scitu et consensu
 ipsius R^{mi}.

(b) *Le ms. porte* : ididem.

(1) L'église Saint-Pierre tenait le premier rang parmi les églises collé- 25
 giales du diocèse. Le doyen de cette église était Robert de Moge ou de
 Moège. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège*
pendant le XVI^e siècle, p. 118. Liège, 1884. É. PONCELET, *Inventaire*
analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liège, p. xxxv
 et lxxv. Bruxelles, 1906.

de **Liège**, mais qu'ils donneront bientôt une réponse écrite à 150
l'évêque.

Vat. lat. 3881, fol. 257^{vo}. Copie. — Ce document, d'une écriture
presque illisible à certains passages, est écrit dans la marge. En outre
le texte n'en est pas correct. — Voir *Analyse*, n° 147. 5

fol. 257^{vo} Anno XV^c IX, novembris die X^{ma}, presentibus in domo
Cortembac sigilliferi dominis Paulo (a)
et Hermanno de Hoven, testibus personaliter comparenti-
bus, dominus decanus Sancti Petri Leodiensis retroscripta
exponens, dicto sigillifero et aliis nomine R^{mi} astantibus et 10
responsum ecclesiarum retronominatarum expectantibus
[exposuit] qualiter decani et canonici secundariarum super
petitis retroscriptis (1) nondum concluserant, sed feria
secunda proxime futura ad ecclesiam Sancti Petri Leo-
diensis responsum eorumdem in scriptis dare intendunt, 15
protestansquod per eum non stetit quod [non] citius fuerit
responsum. Datum ut supra.

26.

Liège, le 14 novembre 1509.

Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de 20
Moge, doyen de la collégiale de Saint-Pierre à Liège, à la
réquisition de Pierre de Cortembach : il ne peut communi-
quer la réponse des collégiales, parce qu'elle n'est pas consi-

(a) Le nom du témoin est indéchiffrable.

(1) L'objet de cette demande est le même que dans le document précé- 25
dent, c'est-à-dire si les collégiales veulent reconnaître la juridiction
épiscopale.

gnée par écrit. Pierre de Cortembach déclare, au nom de 1509
l'évêque de Liège, que celui-ci se propose d'exercer les droits
que lui confère sa juridiction ordinaire.

Vat. lat. 3881, fol. 257. Copie. — Voir *Analyse*, n° 145.

Fol. 257

Requisitio responsionis, etc.

5

Anno a nativitate Domini XV^o nono, mensis novembris
die XIII^a, hora quarta post meridiem vel circiter, presen-
tibus Hermanno de Hoven et Johanne Bruxken testibus,
magister Petrus de Cortembach, sigillifer et vicarius R^{mi}
episcopi Leodiensis, me notarium subscriptum una cum 10
testibus prenomatis misit ad dominum decanum Sancti
Petri Leodiensis, in et ad domum ejusdem decani, in qua
ecclesie secundarie fuerant mane congregate, ad habendum
responsum super petitis et a dictis retroscriptis ⁽¹⁾. Qui
quidem decanus respondit michi, uti premittitur misso, 15
quod responsio dictarum ecclesiarum ad petita R^{mi} etc.
nondum erat redacta in scriptis et ex eo respectu non
poterat dari ipsi sigillifero, nomine quo supra, responsum.
Unde idem dominus sigillifer, sibi constituto de premissis,
protestatus fuit quod prefatus R^{mus} episcopus Leodiensis 20
uteretur sua jurisdictione tam in visitatione quam aliis
suam jurisdictionem ordinariam concernentibus. Super
quibus, etc. Acta fuerunt hec successive in domibus prefa-
torum dominorum sigilliferi et decani anno etc., ut supra.

J. Gredin, quoad premissa notarius.

25

(1) L'objet de cette demande est encore si les collégiales veulent recon-
naître la juridiction épiscopale.

Liège, le 15 novembre 1509.

Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de Moge à la réquisition de Pierre de Cortembach : les collégiales prient l'évêque de Liège de leur laisser la jouissance de leurs franchises ; il leur est impossible pour le moment de produire leurs privilèges d'exemption ; elles s'associent à l'appel interjeté par les collégiales de Berg-op-Zoom et de Tholen pour autant que celui-ci est bien fondé et peut servir leurs intérêts.

Vat. lat. 3881, fol. 257-257v°. Copie. — Voir Analyse, n° 146.

Fol. 257 Deinde anno quo supra, die vero mensis novembris decima quinta, hora octava de mane vel circiter, presentibus in domo sigilliferi pretacti ⁽¹⁾ Johanne Coci et Henrico Clerici testibus, personaliter constituto domino Roberto, canonico Sancti Petri ⁽²⁾ et ibidem comparente, cui dominus seu magister Petrus de Cortembach prenomminatus, nomine quo supra, prout jam pluries petierat habere, petiit responsum ecclesiarum secundariarum Leodiensium in scriptis, ut (a) alias adixerant ⁽³⁾ dicto R^{mo} episcopo Leodiensi dare (b). Qui quidem dominus decanus dixit se solum habere in commissis taliter pro hac vice nomine dictarum ecclesiarum in parte dicte eccle-

(a) *Le ms. porte : aut.*

(b) *Ce mot est écrit dans l'interligne.*

(1) C'est-à-dire Pierre de Cortembach.

(2) Robert de Moge, doyen de la collégiale de Saint-Pierre, à Liège.

(3) Les collégiales avaient promis de donner une réponse par écrit, le 10 novembre 1509. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 25.

sic (a) congregatarum respondere : Primo, quod domini 1510
dicti secundariarum ecclesiarum Leodiensium precantur
prefatum R^{mum} ut velit eosdem permittere uti seu frui
suis francisiis, libertatibus et consuetudinibus laudabi-
libus, prout et quemadmodum sui predecessores episcopi 5
Leodienses fecerunt. Secundo, quoad exhibendum privi-
legia ipsarum ecclesiarum, ea non valent exhibere nuper,
sed desuper requisitione per dictum R^{mum} episcopum Leo-
diensem ipsis facta convocarunt ecclesias forenses (1) ad
desuper cum ipsis communicandum. Tertio, quoad adhe- 10
sionem appellationi in hujusmodi requisitione mentionate
Fol. 257^{vo} respondet idem decanus quod || dum decani de Bergis et de
Tolnis appellantes venissent seu misissent apud ecclesias
secundarias Leodienses, domini decani et canonici ipsarum
ecclesiarum eisdem appellantibus addixerunt quod, si et 15
in quantum prefata appellatio fuerit bene fundata et pro
eis faceret, inherere eidem vellent, prout etiam, si et in
quantum pro eis faciat, inherent. Unde dominus sigillifer
nomine ut supra protestatus ut in precedenti, etc. Super
quibus, etc. 20

J. Gredin, quoad premissa notarius.

28.

Vers 1510.

*Propositions faites par les délégués de l'évêque de Liège,
Érard de la Marck, en vue de terminer les conflits de juri- 25*

(a) *La lecture des mots : dicte ecclesie est douteuse.*

(1) Ce sont les églises collégiales situées hors de la ville même de Liège.
Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 4.

diction entre l'évêque et le duc de Brabant, Charles d'Autriche. Elles ont pour objet de déterminer la compétence respective du juge ecclésiastique et du juge séculier en matière de testaments, contrats de mariage, biens ecclésiastiques et les questions connexes; en ce qui concerne la répression des délits ressortissant au for ecclésiastique : adultère, usure, voies de fait contre le clergé, violation du privilège du for, etc., et la répression des crimes commis par les clercs.

Vat. lat. 3881, fol. 133-135. Copie.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers l'année 1510, car il fait partie d'une série de documents (ci-dessous, nos 29 31, 34-39) dont trois sont datés, le premier de l'année 1510 (n° 31), les deux autres de l'année 1511 (nos 38 et 39). L'ordre même dans lequel ces documents ont été transcrits dans le manuscrit et leur contenu nous autorisent à dater ce document, comme le suivant (ci-dessous, n° 29), d'avant la date du document publié ci-dessous, n° 31, qui est de l'année 1510. Ils ne lui sont pas cependant de beaucoup antérieurs en date. Étant données les relations qui existèrent jusqu'en 1509 entre l'empereur Maximilien, tuteur de Charles d'Autriche, et Érard de la Marck, il est peu vraisemblable que les négociations dont nous publions les actes aient été engagées avant la fin de l'année 1509, bien que, antérieurement, il y ait eu des pourparlers engagés. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 84-85. — Voir *Analyse*, n° 72.

Fol. 133 Ad finem ⁽¹⁾, ut jurisdictio ecclesiastica [de] jure communi aut alias de usu, more et consuetudine legitime pres-

(1) Pour l'histoire des contestations qui se sont élevées entre l'évêque de Liège et le duc de Brabant au sujet de la compétence respective de la juridiction ecclésiastique et séculière, et pour les notions générales sur ces matières, voir A. VAN HOVE, o. c., III^e section : *Les conflits de juridiction entre Érard de la Marck et Charles-Quint*, p. 77-160,

criptis et inter Ill^{mum} principem ducem Brabantie et R^{mum} 1510
 dominum, dominum episcopum Leodiensem jamdudum
 accordatis, exposit legitima continua observantia declaratis,
 eidem domino episcopo et sue ecclesie competens, que sine
 periculo animarum ledi non potest, graviter saltem non 5
 ledatur, videtur per modum avisamenti, in quantum prefato
 R^{mo} domino nostro et sue ecclesie consultum videatur et
 non alias, declarandum prout sequitur.

Primo quod omnes persone laice dyocesis Leodiensis
 poterunt super viribus vel non viribus testamentorum seu 40
 ultimarum voluntatum necnon tractatum seu conven-
 tionum matrimonialium et bonorum que in vim illorum
 vel illarum petuntur, coram judice ecclesiastico ordinario
 Leodiensi citari et in jus vocari, ita ut hujusmodi persone,
 occasione premissorum coram eodem ordinario in jus 15
 vocate (a) tenebuntur comparere et ibi super viribus vel non
 viribus juri stare, et si alias partes non concordaverint,
 sententiam diffinitivam, exceptionibus suis salvis, expec-
 tare; qua lata, poterit ordinarius suam sententiam per
 censuras ecclesiasticas executioni demandare et partem con- 20
 dempnatam ad parendum judicato compellere. Poterunt
 preterea super premissis vel aliquo eorum coram eodem
 Fol. 133^{vo} ordinario in jus vocati, vires || testamentorum, ultimarum
 voluntatum aut conventionum matrimonialium confitentes,
 ad faciendum vel dimittendum ea que vigore eorundem 25
 fienda sunt et dimittenda pari modo per censuras eccle-
 siasticas compelli et arctari (b), juditio tamen proprietatis,
 quoad inheredationes, exheredationes, dimissiones, (c)
 evictiones et legis operas rerum in testamento aut ultima

(a) *Le ms. porte* : vocati.

(b) *Le ms. porte* artari.

(c) *Le ms. porte* : dimmationes.

voluntate aut contractibus matrimonialibus relictarum, 1510
donatarum aut promissarum domino loci salvo.

Secundo, poterit prefatus ordinarius cuicumque in asse-
cutione aut possessione rei sibi in testamento, seu ultima
voluntate aut conventionibus matrimonialibus relictæ, 5
donate vel addicte impedito, turbato aut desuper coram
judice seculari in causam tracto, litteras inhibitorias, pre-
ceptorias, monitorias et penales, cum clausula justicie (1)
contra tales impediētes, turbantes et trahentes et judices
seculares se desuper intromittentes concedere, quibus ipsi 10
impediētes, turbantes et trahentes parere debent ac coram
ipso ordinario comparere, et ibi causas et rationes, quare
et propter quas hujusmodi littere suum cursum sortiri
non debeant allegare. Alioquin poterit judex iste ad ulte-
riora, via juris, procedere et parti conquerenti litteras 15

Fol 134 fortiores || concedere, donec et quousque contemptus ille
purgatus fuerit et ipse, qui contempsit, ibi juri (a) stare pro-
miserit et procuratorem irrevocabilem acceptantem consti-
tuerit, prout hoc semper tentum fuit et observatum,
juditio tamen proprietatis, ut supra, semper salvo. 20

Tertio, quod in eventum quo questio dominii super
aliqua re in testamento relicta vel in conventionibus matri-
monialibus donata vel addicta, juditio super viribus vel
non viribus testamenti, ultime voluntatis aut conventionum
matrimonialium coram judice spirituali pendente, inter- 25
veniat, debet lex ipsa laicalis (2) quiescere, donec articulus

(a) *Le ms. porte : jure.*

(1) Ce sont des actes de procédure qui ont pour objet d'empêcher les
juges et les parties de poursuivre un procès, à raison de l'incompétence
du tribunal devant lequel le litige a été porté.

(2) C'est-à-dire les tribunaux séculiers.

super viribus vel non viribus hujusmodi testamenta- 1510
 riarum dispositionum seu ultimarum voluntatum et con-
 tractuum matrimonialium fuerit per sententiam ipsius
 judicis spiritualis seu ordinarii decisis aut discussus.

Quarto, poterunt pretacte persone laice, personis reli- 5
 giosis aut secularibus ratione suorum benefitorum aut
 administrationis bonorum hospitalium, mensarum Sancti
 Spiritus seu pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum
 piorum locorum, ad causam conductionis terrarum, red-
 dituum cessorum ⁽¹⁾ et alias occasione pretactorum bono- 10
 rum quomodolibet obligate coram ordinario antedicto || ad
 instantiam dictarum personarum religiosarum, benefiti-
 orum et administratorum pretactorum bonorum in jus
 vocari, qui partibus justitiam ministrare habebit et causas
 debito fine terminare, sic tamen quod ipse ordinarius de 15
 realitate ⁽²⁾ bonorum conductorum aut ex quibus cano-
 nes ⁽³⁾ debentur, parte renitente, se non intromittat.

Quinto, poterunt pretacte persone layce dicte dyocesis
 adulterantes, usurariam pravitatem exercentes aut alia
 crimina ecclesiastica ut sacrilegium et similia commit- 20
 tentes ⁽⁴⁾, personas religiosas, presbiteros et in sacris
 ordinibus constitutos, clericos minime conjugatos aut
 etiam conjugatos in habitu et tonsura incedentes (a) clerica-
 liter viventes temere percutientes aut invadentes aut eisdem

(a) *Le ms. porte* : incidentes.

25

(1) Sur ces contrats, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 121.

(2) La *realitas* comprend l'ensemble des droits réels qu'on a sur un
 bien, par opposition aux droits personnels.

(3) C'est-à-dire les prestations périodiques.

(4) Sur la compétence du juge d'Eglise en matières criminelles, voir 30
 A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 137-150.

personis religiosis, presbiteris, clericis minime conjugatis, 1510
 qui a jurisdictione et cohercione iudicum secularium sunt
 exempti, in bonis suis violentiam inferentes aut laicaliter
 illos vexantes seu ad iudicium laicale trahentes aut juris-
 dictionem ecclesiasticam impediētes, per ordinarium loci 5
 coherceri et secundum criminis exigentiam puniri.

Sexto, poterit antedictus ordinarius pretactas personas
 Fol. 135 ecclesiasticas sue jurisdictioni subjectas, clericos || minime
 conjugatos, aut etiam cum unica et virgine conjugatos ⁽¹⁾ in
 habitu et tonsura incedentes, in casibus presertim crimina- 10
 libus delinquentes, corrigere et secundum exigentiam et
 qualitatem criminis punire ⁽²⁾.

29.

Vers 1510.

Propositions des délégués de l'archiduc Charles d'Autriche 15
au sujet des conflits de juridiction avec l'évêque de Liège.
Elles déterminent la compétence du juge d'Église dans les
matières qui font l'objet des propositions des délégués de
l'évêque de Liège dans le document précédent (n° 28).

Vat lat. 3881, fol. 136-139^v. Copie. — Ce document contient 20
 des notes marginales faites par les conseillers de l'évêque de Liège.
 Nous les publons en note.

(1) Le droit canonique défend aux clercs qui n'ont pas reçu les ordres
 majeurs, le mariage avec une veuve ainsi que les secondes noces, s'ils
 veulent jouir du privilège du for. Voir c. un. X, *De clericis conjugatis*, 25
 III, 2.

(2) Sur l'exemption des clercs du tribunal séculier, qu'on appelle le pri-
 vilège du for, et les conditions requises pour qu'un clerc puisse prétendre
 à la jouissance de cette prérogative, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 150-155.

Ce document est sans date : comme il contient des propositions 1510
parallèles aux propositions contenues dans le document précédent,
n° 28, il est de la même époque. Voir les observations que nous
avons faites au sujet de la date du document n° 28. — Voir *Ana-*
lyse, n° 73. 5

Fol. 136 Quia multe difficultates oriuntur pretextu trium causa-
rum (1) ad forum ecclesiasticum ejusque cognitionem et
jurisdictionem spectantium, maxime inter laycales sive
seculares personas que se mutuo trahunt, vel tracte (a) per
cancellarium Brabantie aut alios judices seculares impe- 10
diunt (2), ideo ad modum et regulam de et super causis
exinde provenientibus ponendum videtur posse fieri et
observari prout sequitur.

1. Primo quantum ad causas testamentorum et conven-
tionum matrimonialium, poterunt layci conveniri coram 15
judice ecclesiastico, actione personali (b) super viribus vel
non viribus corundem testamentorum sive conventionum
matrimonialium, et quod sententie desuper late poterunt
executioni demandari per censuras ecclesiasticas contra
condempnatos, donec rem legatam vel conventam tradant 20
vel triumphantes illis uti, frui et gaudere faciant et patian-
tur aliasque hujusmodi sententiis cum effectu paruerint,
salvo quod si inter partes incidat questio proprietatis (c),

(a) *Le ms. porte* : tracti. 25

(b) *En marge* : Que eis potest tam de jure quam de consuetudine com-
petere et maxime.

(c) *En marge* : Queritur quam vocant questionem proprietatis. Dicunt
questionem proprietatis esse questionem dominii.

(1) C'est-à-dire les questions de testaments, de contrats de mariage, de 30
biens ecclésiastiques.

(2) C'est-à-dire que les personnes citées devant le juge ecclésiastique
recourent aux autorités civiles pour l'empêcher de connaître d'un litige.

illa ad iudices seculares remitti et processus super dictis 1510
viribus vel non viribus quiescere debet, donec questio
dicte proprietatis decisa fuerit (a).

ol. 136^{vo} 2. Item quod partes super dictis viribus vel non viribus
testamentorum vel conventionum matrimonialium indiffe- 5
renter se coram iudice ecclesiastico, ut perfertur, et etiam
coram iudice layco (b) trahere et procedere poterunt,
hoc adjecto quod si aliquis ecclesiasticus vel secularis
in bonis suis, que vigore testamenti vel conventionum
matrimonialium possidet, coram iudice laico trahatur vel 10
impediatur, ipse hoc per inhibitionem officialis Leodiensis
prohiberi et impediri facere poterit, et ibidem ad effectum
virium vel non virium procedere et concludere, nisi in
eadem causa inciderit questio proprietatis que, ut prefer-
tur, ad iudices seculares remitti debet. 15

3. Item quod de omnibus causis que de jure communi
ad utrumque forum pertinent, huiusmodi layci poterunt
indifferenter coram ecclesiastico vel laico iudice conveniri,
et quod de illis preventio ⁽¹⁾ locum habebit (c).

(a) *En marge* : Qua decisa, causa ipsa ad ordinarium remittatur per 20
eum iudicanda et decidenda.

(b) *En marge* : Consuetudo est in contrarium prescripta que iudices
laicos excludit : habet enim ordinarius hac in parte ordinariam iuris-
dictionem exclusivam et non concurrentem.

(c) *En marge* : Licet aliquae cause sint mixti fori, sicut sunt cause tes- 25
tamenti et dotis cum similibus, attamen ordinarius, ex consuetudine legi-
time prescripta, solus harum causarum cognitionem habet, ita quod
altera partium suum forum reclamante, debet inhibere iudici laico ut a
talium causarum cognitione supersedeat, et ita hactenus est observatum.
— *De l'autre côté de la marge nous trouvons cette observation* : Nota si
consuetudo non excludit. 30

(1) Au cas où deux juridictions sont compétentes pour connaître d'un
litige, le juge qui le premier a été saisi de l'affaire a seul compétence
pour la terminer : il a prévenu l'autre juridiction, qui perd tous ses
droits.

De bonis ecclesiasticis, redditibus et arriragiis ac debitis 1510
exinde provenientiibus.

4. Videtur quod de et super locationibus fundorum
Fol. 137 ecclesiasticorum || et piorum locorum, ut puta monasterio-
rum, ecclesiarum parrochialium, altarium, benefitiorum 5
quorumcumque, similiter et hospitalium, fabricarum, ele-
mosinarum, mensarum Sancti Spiritus et alias ad pios usus
relictorum, de quorum proprietate nulla est vel incidit
questio quin sint et pertineant ad ecclesiam, et que ipsi
layci pro talibus conductionibus recipiunt et confitentur, 10
hujusmodi layci coram iudice ecclesiastico vel seculari pro
consequendis hujusmodi locationibus indifferenter con-
veniri poterunt.

5. Item de fundis, hereditatibus et bonis quibuscumque
ad que ecclesia vel ecclesiastice persone vel pia loca jus 15
habere pretendunt, laicos hujusmodi bona possidentes de
et super proprietate sive rei venditione eorum (a) coram
iudice seculari, sub et a quo hujusmodi bona tenentur,
convenire debebunt et non coram iudice ecclesiastico,
directe vel indirecte. 20

6. Item de omnibus redditibus et censibus ⁽¹⁾ que eccle-
sia vel ecclesiastice persone, absque speciali et nominata
ypoteca ad triginta annos possiderunt et possident, si in
Fol. 137v^o sua || possessione de facto turbantur vel solutio eis negata
fuerit, poterunt ipsos laicos ad finem recuperande vel 25
retinende possessionis et solutionis consequende coram
iudice ecclesiastico vel seculari indifferenter convenire,
quodque in illis preventio locum habebit. Si tamen debi-

(a) *En marge* : Saltem principaliter intento.

(1) Sur les diverses espèces de rentes énumérées dans ce document, voir 30
A. VAN HOVE, o. c., p. 120.

tores bona generaliter obligata relinquere velint et ob hoc 1510
ad evictionem sive saysinam ⁽¹⁾ procedendum fuerit, hoc
per judices seculares fieri debebit, et in hoc consuetudo et
stilus sive modus procedendi locorum observari debebit.

7. Item quod de omnibus et singulis redditibus eorum- 5
que retardatis per litteras scabinales cum speciali et nomi-
nata ypotheca constitutis et ad ecclesiam vel pios usus
pertinentibus, layci coram iudice ecclesiastico conveniri
non poterunt, nisi iudices locorum (a), ubi littere hujus-
modi et ypotheca recognite fuerint, pro ministranda jus- 10
titia per ecclesiam vel ejus personas requisiti, executionem
suarum litterarum scabinalium infra sex septimanas
secundum consuetudinem curiarum suarum contra pos-
sessores bonorum ypothecatorum facere || recusaverint vel
distulerint, nisi tamen in causa executionis hujusmodi 15
litterarum inciderit questio nullitatis earum vel proprie-
tatis bonorum per eas ypothecatorum; quo casu hujusmodi
judices seculares summarie et de plano, absque mora,
dilatione vel simulatione longiori, ecclesiis et ecclesiasticis
personis secundum morem et consuetudinem curiarum 20
justitiam ministrare tenebuntur (b).

8. Item quod de et super aliis debitis personalibus
ecclesiis vel ecclesiasticis personis aliunde quocumque
titulo spectantibus, laici coram iudice suo seculari et

(a) *En marge* : In quantum actores hujusmodi ad finem evictionis bono- 25
rum sic ypothecatorum contenderint aut velint contendere, cum talis
actio potius realis censeatur.

(b) *En marge* : Alioquin hujusmodi sex septimanis effluxis, sit talium
causarum cognitio et decisio ad iudicem ecclesiasticum eo ipso devoluta.

(1) C'est-à-dire le transfert des droits réels.

nequaquam coram iudice spirituali trahi debebunt (a). 150

9. Item quod de et super decimis, oblationibus, juribus funeralibus, violenta manuum injectione in sacerdotes et ecclesiasticas personas, divinorum officiorum turbatoribus, ecclesiarum et cymiteriorum et sacrorum locorum violatoribus et extractionibus personarum eorumdem sacrorum locorum ⁽¹⁾ et similibus casibus, laici coram iudice ecclesiastico trahi et conveniri poterunt

De clericis minime conjugatis.

Fol. 138v° 10. Videtur quod laici a juventute tonsurati, qui post 10 annos pubertatis, relictis habitu et tonsura clericalibus, ad statum secularem, opera mechanica, negotia secularia (b), marcantias, servitia guerrarum, dominorum vel personarum secularium se disponunt (c) et in illis continuant, privilegio clericali fori ⁽²⁾ vel Canonis ⁽³⁾ gaudere non debebunt (d). Et quia in dubium revocari posset de animo eorumdem clericorum sic a juventute tonsuratorum, vide-

(a) *En marge* : Salvis conservatoriis locorum et membrorum quorumcumque a sancta Sede apostolica institutis, quibus ordinarius non potest prejudicare. 20

(b) *De la même main que les notes marginales, nous trouvons, ajoutés au-dessus de la ligne, les mots* : clericis de jure interdicta.

(c) *Dans le texte se disponunt est raturé et remplacé de la même main que les notes marginales par* : exercent.

(d) *En marge* : Nisi quatenus sanctiones canonice eos illa retinere 25 eisque uti posse et debere permittant.

(1) Ou la violation du droit d'asile. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 142.

(2) Voir ci-dessus, p. 171, note 2.

(3) C'est le privilège garantissant l'immunité de la personne des clercs contre les violences par voie de fait. On l'appelle privilège du Canon parce qu'il est sanctionné dans un *Canon* du Décret de Gratien : canon xxix, *Si quis suadente diabolo*, 2^e partie, cause 17, question 4. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 144-145. 30

tur quod ad omnem cautelam et securitatem, episcopus 1510
 poterit per edictum (a) monere omnes tales clericos sin-
 gulis annis, tribus diebus dominicis (b), ut qui privilegio
 clericali gaudere intendunt, se ante curatum et villicum et
 dominos scabinos loci declarent et inscribant et quod con- 5
 tinue habitum et tonsuram clericales deferant; alioquin sic
 moniti et non se declarantes vel inscribentes, dictis tribus
 dominicis elapsis, dicto privilegio gaudere non debebunt.
 Quod si sic moniti, declarati et inscripti in antea, ad
 annum (c) continuum habitum et tonsuram clericales non 10
 deferant || vel rebus et negotiis prophanis et questibus
 secularibus (d) se donaverint et laicaliter vixerint, ipsi
 pariformiter hujusmodi privilegio clericali gaudere non
 debebunt nec eorum pretextu laici coram iudice eccle-
 siastico conveniri poterunt. 15

11. Et quia laici extra casus pretactos et alias ad forum
 laicum spectantes coram iudice ecclesiastico sepius inde-
 bite trahuntur, vel juste tracti, per Cancellariam Brabantie
 et alios iudices seculares hujusmodi tractiones impediunt,
 videtur quod pena pecuniaria salis magna, ut puta de cen- 20
 tum vel quinquaginta florenis, ad opus alterius principum
 cujus jurisdictio lesa fuerit applicanda, apponi posset,
 quam injuste et indebite trahentes vel impediennes dicto
 principi ultra expensas, dampna et interesse partis adverse,
 solvere et sustinere debebunt. 25

12. Quod si questio vel difficultas oriatur ad cujus juris-

(a) per edictum *est corrigé par* in genere *de la main qui a écrit les notes marginales.*

(b) tribus diebus dominicis *est remplacé par* tribus vicibus. *Même observation qu'à la note précédente.* 30

(c) *Les mots* ad annum *sont répétés dans le ms.*

(d) *De la même main que les notes marginales, nous trouvons, ajoutées dans l'interligne, les mots : clericis de jure interdictis.*

dictionem causa sic tracta vel impedita pertineat, domini 1510
 principes per suos deputatos unanimiter, et in eventum
 Fol. 139^{vo} discòrdie per || facultatem utriusque juris Studii Lova-
 niensis, expensis partis trahentis vel impredientis succum-
 bentis, decidere et declarare poterunt cui hujusmodi causa 5
 remitti et spectare debeat.

Que omnia et singula prescripta sunt per deputatos
 domini archiducis advisata, sub correctione et salvo bene-
 placito prefati domini archiducis et dominorum de suo
 Consilio, quibus ipsi deputati relationem facient. 10

80.

1510.

*Mémoire dans lequel sont exposés les anciens usages du
 diocèse de Liège qui corroborent les revendications de l'évêque
 de Liège en matière de juridiction ecclésiastique.* 15

Vat. lat., 3881, fol. 140-142^{vo}. Copie. — Ce document contient
 des notes marginales faites par les conseillers de l'évêque de Liège,
 soit pour expliquer les revendications de l'évêque, soit pour appeler
 l'attention sur des questions controversées.

Ce document est sans date : il est de la même époque que le docu- 20
 ment suivant, qui est daté de 1510 (voir n° 31), car ce dernier docu-
 ment n'est qu'une suite et un complément de celui-ci. Nous lui
 attribuons donc la même date. En outre il a pour but de justifier
 les prétentions de l'évêque de Liège telles qu'elles sont exposées
 dans le document n° 28. — Voir *Analyse*, n° 74. 25

Fol. 140 Sciendum ⁽¹⁾ est quod jurisdictio ecclesiastica R^{mo} domino
 nostro episcopo Leodiensi et sue ecclesie tam de jure com-

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 28, les annotations nécessaires pour
 l'intelligence de ce document.

munl aut alias de usu, more et consuetudine legitime 1510
 prescriptis, quam etiam juxta accordata prydem inter deputatos ipsius domini R^{mi} et Ill^{mi} principis ducis Brabantie, ex post legitima et continua observantia declarata, pretextu trium causarum sic communiter hostilnatarum competens, 5
 a tempore memoriam hominum excedente, solita est et consueta per officiatos dicti domini R^{mi} in ducatu Brabantie exerceri, quemadmodum per articulos infra declaratur, salvis quibusdam novitatibus et impedimentis per Cancellariam Brabantie satis noviter adinventis et prestitis, que 10
 similiter latius inferius narrabuntur.

Primo quantum ad causas testamentorum et conventionum matrimonialium et dependentium ab illis, consueverunt persone layce super validitate vel non validitate testamentorum sive ultimarum voluntatum, quomodocumque 15
 sive ex quocumque capite hujusmodi validitas pretendatur, videlicet ex parte persone testantis vel heredis vel legatarii
 vel ex defectu solemnitatis || omisse vel ex defectu forme
 sive etiam pretextu rei legate etc. (a), neqñ tractatum

(a) *En marge* : Nota circa hunc punctum quod aliquando preten- 20
 ditur per alterum litigancium rem legatam et petitam non fuisse ipsius testatoris sed alienam, vel pretenditur eam fuisse feudalem, et illius pretextu dicitur testamentum esse invalidum, et sic incidit questio domini, vel an res petita sit feudum. Certe in hoc casu solet officialis cognoscere de articulo hujusmodi incidenti ad effectum pronunciandi testamentum 25
 validum vel invalidum, et similiter de conventionibus matrimonialibus. Sed circa istud velint fortasse dicere domini de Cancellaria quod in tali casu, ubi sic incidit questio domini vel an res legata sit feudum, quod illa debet remitti ad legem loci vel dominum feudi et quod processus coram officiali super viribus debet quiescere, donec questio incidens fuerit decisa. 30
 Sed consuetudo et practica in terra Leodiensi est in contrarium. Cogitur ergo desuper quid juris. — *Les mots auxquels se rapportent cette note marginale et les suivantes sont soulignés dans le manuscrit.*

et conventionum matrimonialium super bonis que in vim 1510
 illorum vel illarum petuntur, coram iudice ecclesiastico
 ordinario citari et in jus vocari, ita quod huiusmodi per-
 sone in jus vocate ibidem juri stare et, si alias partes non
 concordaverint, sententiam diffinitivam, exceptionibus suis 5
 salvis, expectare tenentur; qua lata, consuevit dictus ordi-
 narius suam sententiam per censuras ecclesiasticas execu-
 tioni demandare ac partem condemnatam ad parendum
 iudicato compellere. Quod si persone layce, sicut premit-
 titur in jus vocate, vires testamentorum, ultimarum volun- 10
 tatum aut conventionum matrimonialium confiteantur,
 solent tales similiter ad faciendum vel dimittendum ea que
 vigore eorundem facienda sunt vel dimittenda, per censu-
 ras ecclesiasticas compelli et constringi.

Preterea, persona aliqua in assecutione aut possessione 15
 rei sibi in testamento seu ultima voluntate aut conventio-
 nibus matrimonialibus relictæ, donate vel addictæ impedita,
 Fol. 141 turbata aut desuper coram iudice seculari || in causam
 tracta, consuevit semper ordinarius ecclesiasticus litteras
 inhibitorias, preceptorias, monitorias et penales cum clau- 20
 sula justicie contra tales impediētes, turbantes et tra-
 hentes ⁽¹⁾ et iudices seculares se desuper intromittentes
 concedere. Quibus litteris ipsi impediētes, turbantes et
 trahentes tenentur parere aut, in eventum oppositionis et
 denegationis, coram ipso ordinario iudice comparere et 25
 ibidem causas et rationes propter quas littere huiusmodi
 suum cursum et effectum sortiri non debeant allegare.
 Alioquin consuevit ordinarius ad ulteriora via juris proce-
 dere et parti conquerenti litteras fortiores concedere contra

(1) C'est-à-dire les personnes qui forcent le défendeur à ester en justice 30
 devant une juridiction incompétente.

contumaces, donec et quousque contemptus ille purgatus 1510
 fuerit, et ille qui contempsit ibidem juri stare promiserit
 et procuratorem acceptantem irrevocabilem constituerit,
 exceptionibus tamen suis salvis. Hec enim semper a tem-
 pore memoriam hominum excedente sic tenta sunt et 5
 observata.

Et pariformiter si actum fuerit coram lege loci ⁽¹⁾ peti-
 tione hereditatis per eum qui pretendit rem aliquam ad se
 devolutam ab intestato, vel alia consimili actione (a) cujus
 cognitio spectare potest ad ipsam legem, et conventus ⁽²⁾ 10
 possideat || rem hujusmodi, vel saltem pretendit se habere
 jus ad eandem sive in eadem ex vi testamenti vel conven-
 tionum matrimonialium, ita quod incidat questio super
 viribus etc., consuevit ordinarius ecclesiasticus ex legitima
 prescripta consuetudine inhibere legi loci ut supersedeat 15
 et quiescat ab ulteriori cognitione hujusmodi actionis
 coram ea institute, donec saltem et quousque articulus
 super viribus vel non viribus hujusmodi testamenti vel
 conventionum matrimonialium sua ordinaria jurisdictione
 fuerit discussus. 20

(a) *En marge* : Iste punctus magis competit de legitima prescripta
 consuetudine quam de jure. Videtur enim absurdum cum (*sic*), sicut dicunt
 domini de Cancellaria, quod cognitio super petitione hereditatis impe-
 diatur, cum legatarius capere debeat etc. legatum de manu heredis. Sed
 fundanda est res in consuetudine prescripta. Etiam videmus quasi in sin- 25
 gulis testamentis quod deputantur executores qui sunt loco heredum, quo
 casu cessat argumentum. Item parum esset de jurisdictione nisi hec actio
 posset impediri. Est enim quotidianum et adeo notorium quod negari non
 posset.

(1) La *Lex loci* désigne le tribunal séculier local, spécialement celui 30
 des échevins.

(2) C'est-à-dire celui qui est cité devant le tribunal, le défendeur.

Item de bonis ecclesiasticis, redditibus (a) et debitis 1510
 exinde provenientibus etc., consueverunt persone layce
 personis ecclesiasticis aut secularibus ratione suorum bene-
 ficiorum aut administrationum bonorum hospitalium,
 mensarum Sancti Spiritus sive pauperum, fabricarum 5
 ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causam conduc-
 tionum terrarum, reddituum cessorum (b) ac alias occa-
 sione pretactorum bonorum quomodolibet obligate, quia
 videlicet bona huiusmodi ad pia loca spectantia (c) per
 injuriam ac alias, invitjs ecclesiasticis beneficiatis et admi- 10
 nistratoribus, occupant, coram ordinario ¶ antedicto con-
 veniri et consuevit ordinarius ipse partibus justiciam
 administrare, causas desuper motas sine debito terminare
 et suam sententiam executioni demandare.

Item preter prenarratas tres causas sic communiter 15
 dictas, preter etiam causas mere spirituales, videlicet

(a) *En marge* : Istud faciliter concedunt domini de Cancellaria quando
 de proprietate nulla est vel incidit questio quin bona et redditus pertineant
 ad ecclesiam quorum ratione laici dicuntur obligati.

(b) *En marge* : Arrendationis bonorum. 20

(c) *En marge* : Si de hoc constaret, videlicet quod bona huiusmodi per
 laicos occupata ad ecclesiam pertinerent, tunc de jure possunt laici coram
 ecclesiastico iudice conveniri; sed si laici dicerent bona huiusmodi esse
 sua propria, tunc videtur quod de jure deberet adiri iudex secularis. De
 consuetudine tamen notoria semper contrarium est observatum; que con- 25
 suetudo valet et dat jurisdictionem. Videatur C [aput] : Si clericus laicus
 (*lisez* : laicum) et que ibi notantur per doctores, De foro competenti (4).

(4) Les canonistes, dans leurs études, suivaient jadis l'ordre lui-même
 des Décrétales et expliquaient, titre par titre, chapitre par chapitre, les
 lois ecclésiastiques. On renvoie donc ici aux canonistes à l'endroit où ils 30
 expliquent le titre *De foro competenti*, le 2^e du II^e livre des Décrétales de
 Grégoire IX, au chapitre 5, commençant par les mots *Si clericus laicum*.

matrimoniales, beneficiales sive in petitorio ⁽¹⁾ sive in pos- 1510
 sessorio (a), usurarum et decimarum et eas quoque modo
 tangentes, item oblationum, jurium funeralium (b) et
 similes, consueverunt persone layce adulterium, incestum,
 sacrilegium, usurarum pravitatem aut alia similia com- 5
 mittentes, divinorum officiorum turbatores, ecclesiarum,
 cymiteriorum, et aliorum sacrorum locorum violatores,
 parentum percussores seu offensores etc., personas reli-
 giosas, presbyteros et in sacris ordinibus constitutos,
 clericos minime conjugatos ac etiam conjugatos cum unica 10
 et virgine habitum et tonsuram clericalem deferentes
 ledentes, percutientes aut invadentes seu eisdem in suis
 personis, bonis et possessionibus violentiam aut inju-

(a) *En marge* : De possessorio isto cogitandum erit de rigore juris
 communis. Videtur quod iudex laicus potest tueri possessorem et quod 15
 cognitio possessorii ad eum pertineat, maxime quando agitur interdicto
 retinende possessionis, ita tamen quod non excludatur iudex ecclesiasticus,
 si adestur, cui convenientius id competere videtur, sed quod habeat
 locum potius preventio etc. Ita etc. quod non debet manutenere et exten- 20
 dere contra dictum, sed quod collatores poterunt prosequi ius ipsis com-
 petens in fructibus beneficii etc., prout in novissima dieta late fuit
 disputatum. Quicquid sit de jure juxta tenorem Extravagantis cum
 suis ⁽²⁾, videtur quod hec cognitio iudici laico non competat. Videatur
 Extravagans; etiam videatur decisio curie parlamenti prima. Et cogitetur
 latius de hac materia 25

(b) *De la même main qui a écrit les notes marginales, on lit dans
 l'interligne* : legitimatumum.

(1) L'action au pétitoire a pour objet la reconnaissance du droit de
 propriété. L'action au possessorio, au contraire, a pour objet la reconnais-
 sance de la possession et des effets juridiques qui s'y rattachent. Sur ces 30
 actions, en matière bénéficiale, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 127 et suiv.

(2) Nous ne connaissons aucune Extravagante ni même aucune disposi-
 tion du *Corpus Juris Canonici* commençant par les mots *cum suis*.

riam inferentes, aut laycaliter illos molestantes seu ad judi- 1510
 Fol. 142^{vo} cium laycale trahentes, aut jurisdictionem ecclesiasticam ||
 impediētes per ordinarium antedictum, remediis per jura
 et statuta synodalia ordinatis coerceri et secundum cri-
 minis exigentiam puniri (a).

5

Item antedictus ordinarius habere consuevit (sicuti de
 jure hoc sibi competit) omnimodam jurisdictionem ac
 cognoscendi et corrigendi (b) facultatem in personas eccle-
 siasticas sue jurisdictioni subjectas, clericos minime con-
 jugatos ac etiam conjugatos qualificados, ut supra, cum 10
 facultate examinandi, cognoscendi et decidendi de quali-
 tatibus personarum et clericorum hujusmodi juxta cano-
 nicas sanxiones.

(a) *En marge* : Circa istum punctum est sciendum quod de jure
 communi est differentia inter doctores an judex ecclesiasticus debeat 15
 cognoscere de habitu vel an judex secularis. Domini de Cancellaria tenent
 opinionem que facit pro eis. Ideo cogitandum. Videatur Zabarellus (1) in
 Cle[mentina] secunda, De vita et ho[nestate] cleri[corum] in verbo : huic
 insuper et Dominicus in C[apite] unico, De clericis conjugatis, libro
 Sexto prope finem (2).

20

(b) *Le ms. porte* : colligendi.

(1) Franciscus de Zabarellis, canoniste italien du xiv^e siècle. On
 renvoie à son traité *Lectura super Clementinis*, au titre *De vita et*
honestate clericorum, chapitre II. On l'appelle aussi *Cardinalis Floren-* 25
tinus. Voir J. F. VON SCHULTE, *Die Geschichte der Quellen und Litera-*
tur des canonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart, t. II,
 p. 283. Stuttgart, 1877.

(2) Dominicus de Sancto Geminiano, canoniste italien du xv^e siècle.
 On renvoie à son *Commentarius in Sextum*, au chapitre unique du titre
De clericis conjugatis. Voir J. F. SCHULTE, *o. c.*, t. II, p. 294.

30

1510.

Mémoire dans lequel sont exposés les empiètements que les délégués de l'évêque de Liège croient pouvoir reprocher au Conseil de Brabant, en matière de juridiction ecclésiastique. 5

Vat. lat., 3881, fol. 143-147^{vo} Copie. — A la fin du document on lit une note émanée des conseillers de l'évêque de Liège expliquant la manière d'agir du Conseil de Brabant pour un point particulier. D'autres notes presque indéchiffrables semblent être le résumé 10 des différents paragraphes.

Ce document date de l'année 1510; il porte, en effet, la mention : hoc anno decimo currente. — Voir *Analyse*, n° 75.

Fol. 143 Sequuntur casus super quibus deputati domini R^{mi} Leodiensis juste poterunt conqueri de Concilio ducali Brabantie, concepti pro avisamento circa futuram dietam etc., quoad exercitium ecclesiastice jurisdictionis. 15

1. Cum jurisdictiones spiritualis videlicet et temporalis debeant esse distincte, ita quod presidentes in una, suis juribus contenti, aliam non ledant, sicut dicit canon : Quod 20 imperator non debet jura pontificis arripere neque pontifex imperatoris jura usurpare ⁽¹⁾, poterunt juste conqueri deputati Leodienses super eo quod Concilium ducale Brabantie frequenter et quasi passim quibuscumque querulantibus concedit mandata, quorum vigore precipitur et 25

(1) C'est le *summarium* du canon 6, 1^{re} partie, Distinction 96 du *Decretum Gratiani* : *Nec imperator jura pontificis nec pontifex jura regia usurpet.*

mandatur officiali curie spiritualis Leodiensis ne in causis 1510
 coram suo tribunali per citationem ad minus et aliquando
 per ultiores judiciales actus introductis et pendentibus,
 aliquam ulteriorem cognitionem capiat, sed penitus desis-
 tat ac coram eo acta revocet. Que res videtur ipsis deputatis 5
 absurda, nullo jure fundata, cum ipsius officialis est
 cognoscere an sua sit jurisdictio vel non, juxta juris dis-
 positionem; et si desuper pronunciando partem aliquam
 gravaverit, poterit pars que se gravatam senserit appellare et
 coram superiore (a) gravamen prosecui, etiam quia certum 10
 est et notorium talem jurisdictionem et mandandi faculta-
 tem judicibus secularibus in personas ecclesiasticas non
 competere per jura vulgaria.

2. Preterea, cum juxta antiquissimam prescriptam con-
 suetudinem in et ad fructus beneficiorum et officiorum 15
 ecclesiasticorum litigiosorum et quorum rectores seu pos-
 sessores temerarie de et ab eisdem beneficiis et officiis se
 absentant, R^{mo} domino episcopo Leodiensi in suo episcopatu
 simul cum suis archidyaconis jus et actio competat, conque-
 runtur deputati Leodienses super eo quod, rectore seu pos- 20
 sessore alicujus beneficii vel officii ecclesiastici per Conci-
 lium Brabantie manutento, si beneficium vel officium hu-
 jusmodi efficiatur litigiosum, vel contingat rectorem sive
 possessorem ipsum se temerarie absentare, et collectores
 domini R^{mi} vel suorum archidyaconorum jus et actionem 25
 ipsis in et ad fructus hujusmodi competentia coram
 judice competenti ecclesiastico prosequantur, Concilium
 Brabantie concedit in dies mandata, quorum vigore preci-
 pitur ipsis judicibus ecclesiasticis ne super jure et actione
 hujusmodi cognoscant. 30

Fol. 143^{vo} 3. Similiter si alteri litigantium in possessorio in Con-

(a) *Le ms. porte* : superiori.

cilio Brabantie adjudicata fuerit recredentia fructuum alicujus beneficii, domini de Concilio pretendunt effectum hujusmodi recredentie posse extendi contra tertium, puta collectores R^{mi} et archidyaconorum, et sic impediunt per eorum mandata, quominus ipsi collectores jus et actionem suis dominis competentia prosequantur coram giudice ecclesiastico competenti etc., ut supra ⁽¹⁾. 1510 5

Cause in quibus prenarrata mandata Concilii sunt concessa et expedita ac in officiales et collectores executi, sunt in magno numero et, ut sic dicatur, quasi infinite et esset hec practica, nisi jure obviaretur, domino R^{mo} et suis archidyaconis ac etiam ecclesiastice jurisdictioni multum prejudicialis et damnosa. 10

In hac materia fortasse fundabunt se domini de Concilio Brabantie super isto, videlicet quod cum ipsi sint iudices competentes in causis, quando agitur super possessorio vel quasi in spiritualibus vel benefitialibus etiam inter ecclesiasticas personas, presertim quando agitur interdicto retinende possessionis, attento quod possessorium non est quid spirituale sed temporale, et quod in curia parlamenti regis, Parisius, in similibus casibus, quos nominant casus novitatis, sic observatur, et quod etiam ipsi domini de Concilio ab antiquo tempore citra sic observarunt, personis ecclesiasticis ad hoc instantibus, et quod propterea liceat ipsis in omni casu etiam juridice tueri possessores ⁽²⁾. 15 20 25

(1) Sur les lettres de maintenue et de récréance dont il s'agit ici et sur le droit de l'évêque de Liège et des archidiacres aux revenus des bénéfices litigieux et de ceux dont les titulaires n'observaient pas la loi de la résidence, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 132-135. — Nous publions ci-dessous, n° 61, une lettre de maintenue émanée de Charles-Quint. 30

(2) Sur les prétentions du juge séculier de connaître au possessoire des actions bénéficiales, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 130.

Posset dici ad premissa, posito non tamen simpliciter 1510
 concesso hec sic se habere, quod videlicet cognitio posses-
 sorii presertim retinende possessionis spectet ad Concilium,
 et quod propterea poterunt tueri possessorem manutentum
 in possessione donec in petitorio fuerit victus contra suum 5
 competitorem et fortasse quemcumque alium ad hoc tamen
 vocatum, pretendentem sibi competere jus in fructibus ex
 Fol. 144 titulo et jure beneficii. || Non tamen poterunt impedire
 quominus collectores predicti prosequantur jus et actio-
 nem ipsis competentia ex alia causa supranarrata coram 10
 iudice ecclesiastico superiore ipsius qui eosdem fructus
 sibi usurpat. Quid enim si possessor alicujus beneficii in
 possessione sua manutentus vendiderit michi fructus vel
 michi illos arrendaverit vel ex causa aliqua ipsi fructus in
 commissum ceciderint? Quare non poterit hujusmodi 15
 emptor, arrendator vel ille cui iidem fructus commissi
 fuerunt, experiri de jure suo contra illorum occupatorem
 coram superiore ipsius occupantis?

4. Preterea si quando contingat, sicuti fit in dies,
 clericum non conjugatum vel eciam conjugatum delinquen- 20
 tem per officiatos domini ducis Brabantie et aliorum parti-
 cularium dominorum coram seculari justitia super delicto
 hujusmodi accusari vel corporaliter apprehendi, et officialis
 ad instantiam ipsius clerici vel ex officio eundem repetat,
 aut procurator fiscalis auctoritate officialis ad censuras 25
 ecclesiasticas contra detinentes procedat juxta canonicas
 sanctiones, et officii domini ducis pretendat ipsum cle-
 ricum non esse sufficienter qualificatum ad hoc ut privile-
 gio vel Canonis vel fori gaudere debeat, Concilium Braban-
 tie consuevit concedere mandata, quorum vigore impeditur 30
 quominus officialis poterit ulterius procedere, sustinens
 cognitionem super qualitatibus clerici ad iudicem eccle-

siasticum non pertinere, quod deputati domini R^{mi} dicunt 1510
 Concilio non licere (1) et juste conqueruntur quod prop-
 ter hujusmodi mandata patitur ipse dominus R^{mus} in sua
 spiritali jurisdictione et alias aliquando magnum detri-
 mentum, sicut pridem ante pauca tempora contigit in loco 5
 quodam de Libbeeck subjecto domino de Cervia (2), in quo
 cum captus esset clericus minime conjugatus, propter
 atrox delictum homicidii ab eo commissum, per officium
 loci ibidem, et officialis post repeticionem clerici fuisset
 impeditus ulterius prosequi, orta fuit differentia inter 10
 utramque curiam, qua adhuc pendente, clericus ipse homi-
 cida, sine emenda per eum prestita domino R^{mo} et parti,
 per incuriam aut alias conniventiam servitorum domini de
 Cervia, ut verisimiliter suspicatur, aufugit.

Fol. 144v° 5. Item si quando contigat, sicuti in dies fit, quod 15
 sacerdotes et ceteri clerici seculares occasione bonorum,
 terrarum seu reddituum que possident talleantur per depu-
 tatos villagiorum in ducatu Brabantie laycos nuncupatos
 bedesetters (3), propterea quia bona hujusmodi ab antiquo
 fuerunt tributaria, ut pretendunt, et sacerdotes ac clerici 20
 sic talleati sint morosi in solutione taxe ipsis imposite,
 dicti deputati auctoritate laycali panniunt (4) et sibi

(1) Sur la question de la compétence du juge d'église pour trancher cette question, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 154-155.

(2) Il s'agit de Guillaume de Croij, sire de Chièvres, qui fut seigneur 25
 haut justicier de Lubbeek près de Louvain, par engagère de l'an 1506.
 Voir A. WAUTERS, *Géographie et histoire des communes belges. Arron-
 dissement de Louvain. Canton de Glabbeek*, p. 69. Bruxelles, 1882.

(3) Les *Bedesetters* étaient des taxateurs et des répartiteurs d'impôts 30
 dans les villages organisés. Voir E. POULLET, *Histoire politique natio-
 nale*, t. I, p. 539. Louvain, 1882.

(4) *Pannire* ou *impannire*, du flamand *Pand*, signifie vraisemblable-
 ment arrêter, prendre comme gage.

attrahunt ob non solutionem hujusmodi bona mobilia, 1510
 vestes, clenodia et bestias ipsorum sacerdotum et clerico-
 rum, quam executionem dicunt deputati domini R^m perso-
 nis laycis non licere, maxime in bonis non talleatis neque
 talleis subjacentibus. Sed dicunt quod in hujusmodi casibus 5
 et quando talis taxa est licita, debet implorari et requiri
 judex ecclesiasticus ut compellat sacerdotes et clericos ad
 solvendum. Et quia frequenter procurator fiscalis processit
 ad censuras ecclesiasticas coram officiali contra illos qui
 pretacta bona mobilia sic impannierunt, attraxerunt et 10
 vendiderunt, Concilium Brabantie concessit sepevicibus
 litteras, quarum vigore processus hujusmodi fuerunt et
 manent adhuc suspensi et impediti.

6. Item si quando contingat, prout fit in dies et juxta
 prescriptam consuetudinem fieri potest, [per] personas reli- 15
 giosas aut seculares alias personas ecclesiasticas vel etiam
 laycas, ipsa ratione suorum beneficiorum aut administra-
 tionum bonorum hospitalium, mehsarum Sancti Spiritus
 seu pauperum, fabricarum ecclesie et aliorum piorum
 locorum, ad causas conductionis terrarum, reddituum ces- 20
 sorum ac alias, occasione pretactorum bonorum, quomo-
 dolibet obligatas, coram ordinario ecclesiastico in jus
 vocari, et ipse persone sic obligate et in jus vocate preten-
 dant sibi debere fieri defalcationem ob sterilitatem vel
 Fol. 145 guerram, vel si pretendant sibi debere indulgeri || termi- 25
 num solvendi ⁽¹⁾, Concilium Brabantie concedit in
 dies litteras et mandata, quorum vigore impeditur quo-
 minus predictae persone querulantes poterunt consequi
 ab ordinario ecclesiastico complementum justicie, eo pre-

(1) Sur les *litteræ moratorie* ou lettres d'atermolement et la *defal-* 30
catio ou réduction des charges, voir A: VAN HOVE, o. c., p. 123.

textu : quia videntur dicere cognitionem hujusmodi articuli, videlicet defalcationis et moratorie solutionis sibi competere, eciam inter ecclesiasticas personas et in causis alias ad cognitionem iudicis ecclesiastici spectantibus, prout intra paucos dies factum est in causa beneficiatorum in Zellaer, in Mechlinia, contra dominum abbatem de Vlierbaco: 5

7. Preterea cum dudum in anno nonagesimo quarto late essent in curia spirituali Leodiensi due diffinitive sententie in duabus causis ibidem tunc pendentibus inter mamburnos ⁽¹⁾ fabrice ecclesie de Lintris ex una ac abbatissam et conventum monasterii de Lintris ex alia partibus in favorem ipsorum mamburnorum, fuissetque pro parte dictarum abbatisse et conventus protunc appellatum ac fuissent tandem eadem sententie per diversos iudices apostolicos confirmate, fuerunt de post ipse abbatissa et conventus in dicta spirituali curia Leodiensi ad videndum et audiendum decerni ad executionem earundem sententiarum procedendum esse, citate, quod officialis sic decrevit. Quo decreto lato, fuit ad instantiam dictarum abbatisse et conventus per Johannem ^(a) executum mandatum ducale, vigore cujus impediti fuerunt et officialis et mamburni, quominus dictas sententias ^(b) potuerunt aut de presenti possunt exequi, et compulsi sunt ipsi mamburni desuper juri stare coram Concilio, ubi lis pendet adhuc indecisa. Mandatum presupponebat pro fundamento quod cognitio super materia defalcationis faciende et prorogandi terminos solvendi etc., 15 20 25

(a) *Le nom a été omis dans le ms.*

(b) *Le ms. porte : dicte sententie.*

(1) Ce sont les administrateurs des biens des fabriques d'église.

inter ecclesiasticas personas, spectat ad Concilium et quod 1510
propterea, cognitione hujusmodi pendente, suspendi debe-
ret executio sententiarum.

Fol. 145^v 8. Item, hoc anno decimo currente, facta visitatione gene-
rali auctoritate domini R^{mi} Leodiensis juxta formam juris, 5
cum inter ceteros defectus repertum fuisset per deputatos
ejusdem domini R^{mi}, videlicet R^{dum} patrem dominum episco-
pum Calchidoniensem suffraganeum ⁽¹⁾ et dominum
Petrum de Cortenbach, archidyaconum et sigilliferum Leo-
diensem, ecclesiam parrochiale ville de Meerhout in edi- 10
ficiis, fabrica, structuris et aliis suis membris sive partibus
egere magna reparatione, fuerunt auctoritate ejusdem
domini R^{mi} fructus decimales dicte parrochialis ecclesie,
qui ad reparationem pretactorum defectuum extiterunt
obligati ⁽²⁾, apud detentores eorundem arrestati, ad finem 15
ut hujusmodi reparatio necessaria debite fieri posset, sicuti
in similibus hoc fieri consuetum est. Quo arresto sic posito,
abbatissa et conventus monasterii de Lintris, sine eo quod
de acceptatione eorundem fructuum per officialem judicem
in ea parte competentem fieri petivissent ^(a) et defectus pre- 20
dictos reparassent vel saltem juri stare desuper obtulissent,
ipse abbatissa et conventus obtinuerunt in Concilio Bra-
bantie mandatum fundatum super eo quod eedem abba-
tissa et conventus essent in possessione dictorum fructuum
decimalium, et fuit vigore hujusmodi mandati impeditum 25

(a) *Le complément du verbe manque dans le ms. On pourrait suppléer examen ou un autre mot semblable.*

(1) François Challeti, évêque titulaire de Chalcédoine, auxiliaire de l'évêque de Liège. Voir ci-dessus, p. 159, n. 2.

(2) La charge des réparations des bâtiments incombait souvent, en 30 partie tout au moins, à ceux qui percevaient la dime.

quominus officialis potuit cognoscere super eo, an ipse 1510
 abbatissa et conventus ad causas possessionis hujusmodi
 essent obligate ad reparationem pretactam vel non. Et fuit
 tandem metu penarum comminatarum tantum per Conci-
 lium effectum, quod fructus decimales pretactos dicte abba- 5
 tissa et conventus ad se receperunt sine eo quod pretactos
 defectus, sicuti debebant, repararunt aut pretactum arres-
 tum fuisset sublatum etc.

9. Item pridem certo tempore preterito, quodam viro
 religioso professo et dyacono in opido Lovaniensi tempore 10
 nocturno graviter vulnerato ita quod intra paucas horas
 Fol. 146 deposit ex || vulnere hujusmodi obiit, cum procurator fis-
 calis curie spiritualis Leodiensis contra et adversus locum-
 tenantem villici Lovaniensis et certos clientes sive foresta-
 rios ejusdem, quos principales occisores dicti religiosi 15
 esse asserebat, processum coram officiali, occasione hujus-
 modi, instituisset concludendo ad sententiam excommuni-
 cationis etc. juxta canonicas xanctiones, ad instantiam vil-
 lici impeditum est per Concilium Brabantie quominus
 officialis fisco conquerenti potuit, de causa cognoscendo, 20
 justiciam ministrare.

10. Item, expeditis nuper in curia officialis certis litte-
 ris inhibitoriis et illis executis in legislatores (1) opidi de
 Breda et certos incolas ejusdem opidi, quarum vigore inhi-
 bitum fuit ipsis legislatoribus, sub certis penis, ne in 25
 quadam causa coram ipsis intentata ulteriorem cognitio-
 nem caperent et parti, ne coram eisdem ulterius procede-
 ret, propterea quia ipsi parti prosequenti et ejus intentioni
 obstabat una dispositio testamentaria coram officiali alle-

(1) *Legislatores*, en flamand *Wethouders*, est synonyme de *Lex loci*. 30
 Voir ci-dessus, p. 181, note 1.

gata, super cujus viribus vel non viribus cognitio ad ipsum 1510
 officialem de antiquissima prescripta consuetudine spec-
 tare dinoscitur, et cum pars inhibita se dictis litteris oppo-
 suisset et causas in scriptis proposuisset propter quas lit- 5
 tere hujusmodi deberent, ut pretendebat, revocari, ac
 desuper per responsionem negativam lis contestata et tan-
 dem informatio per testes capta et causa in hiis terminis
 constituta fuisset, dicti legislatores instante ad hoc parte
 in principali materia pronuntiando tulerunt diffinitivam
 sententiam, mandatis penalibus et litispendentia pre- 10
 narratis non obstantibus; et cum procurator fiscalis,
 adjuncto sibi sindico domini R^{mi}, auctoritate officialis, ad
 Fol. 146^{vo} censuras ecclesiasticas et penas pretactas ac || ad revocatio-
 nem attemptatorum procedere incepisset, Concilium Bra-
 bantie concessit mandatum executum in officialem et fis- 15
 cum, vigore cujus ipsis preceptum fuit et inhibitum, sub
 pena mille florenorum Philippi etc. quatenus processum et
 litteras prenarratas revocarent. Per que dicunt deputati
 domini R^{mi} jurisdictionem curie spiritualis plurimum esse
 lesam. 20

11. Preterea pridem et satis noviter, quodam Henrico
 die Cuypere layco ad instantiam collectorum domini R^{mi}
 et archidiaconatus Campinie pro contumacia auctoritate
 ordinaria ecclesiastica excommunicato et pro tali denun-
 ciato, Concilium Brabantie concessit eidem Henrico man- 25
 datum, cujus vigore preceptum fuit officiali quatenus ipsi
 Henrico beneficium absolutionis impenderet, et similiter
 collectoribus, quatenus in absolutionem hujusmodi con-
 sensum prestarent, cui (a) mandato tamquam nulliter ema-
 nato cum ipsi officialis et collectores obedire recusassent, 30
 nisi prius ipse Henricus contemptum propter quem excom-

(a) *Le ms. porte : quo.*

municatus erat purgasset juxta stilum curie spiritualis 1510
 ab antiquo observari solitum, hoc est expensas contuma-
 ciales solvisset et super debito ab eo petito coram officiali
 juri stare promississet jurassetque quod in eadem causa
 non pateretur se amplius pro contumacia excommunicari, 5
 suis tamen defensionibus sibi semper salvis, differentia
 hujusmodi adhuc existente; dictus Henricus excommuni-
 catus ab hac vita decessit; quo in loco sacro sepulto et
 inhumato ⁽¹⁾, officialis ad instantiam procuratoris fiscalis
 concessit mandatum exhumationis juxta canonicas xan- 10
 ctiones. Et cum mandatum exhumationis hujusmodi fuis-
 set executum, supervenit novum mandatum ex Cancellaria
 multum penale, per quod comminata fuit officiali et col-
 lectoribus confiscatio bonorum et corporalis apprehensio,
 Fol. 147 nisi defuncto beneficium || absolutionis impenderetur ⁽²⁾, 15
 et posterius mandatum exhumationis revocaretur, ac
 mandatis Concilii in omnibus et per omnia obediretur. Et
 cum adhuc officialis et ceteri officiiati id facere juxta appe-
 titum Concilii distulissent, contigit quod de mandato
 ejusdem Concilii, notarius sigilli majoris domini R^{mi} in 20
 causis et negotiis ejusdem domini R^{mi} missus, et fuit
 in opido Bruxellensi corporaliter apprehensus, publice
 satis ignominiose ductus in locum in quo recludi solent
 malefactores et ibidem aliquamdiu detentus et custoditus,
 nec prius relaxatus quam metu majoris ignominie promit- 25

(1) La législation ecclésiastique défend la sépulture des excommuniés dans un cimetière bénit et ordonne leur exhumation. Voir c. 12, X, *De sepulturis*, III, 28.

(2) L'absolution d'une censure même après la mort était imposée par le droit canonique en faveur de ceux qui avaient mérité l'absolution, mais ne l'avaient point obtenue. Voir c. 28, X, *De sententia excommunicationis*, V, 39. 30

tere debuit ad hoc compulsus, se tantum effecturum (a) 1510
 quod mandata curie spiritualis prenarrata omni carerent
 effectu et quod mandata Concilii suum sortirentur effec-
 tum : per que omnia juste poterunt conqueri deputati
 domini R^{mi} non parvam, immo summam injuriam eidem . 5
 domino R^{mo} et sue ecclesie ac jurisdictioni ecclesiastice
 fuisse et esse illatam, que exigit condignam reparatio-
 nem (b).

(a) *En marge* : Quod mandata curie spiritualis deberent suspendi,
 quoniam nisi hujusmodi promissionem fecisset prioribus carceribus 10
 intrusus fuisset. *Ces mots semblent devoir remplacer la phrase du texte* :
 quod mandata sortirentur effectum, *qui est soulignée*.

(b) *A la suite du document, nous lisons la note suivante* : In hac dif-
 ferentia credo verisimiliter quod Concilium fundat se in isto, videlicet
 quod priori mandato ipsius Concilii supra narrato in officialem et collec- 15
 tores executo, comparuerant partes, impetrans scilicet et ipsi collectores
 judicialiter et quod, auditis hinc inde partibus, ipsi de Concilio decreve-
 runt excommunicatum debere absolvi, mediante refusione expensarum
 contumacialium sine pluri et quod debitum petatum per collectores ab
 ipso excommunicato deberet deponi ad manus griffarii ipsius Concilii et 20
 quod pro executione hujusmodi decreti, cui non fuit per curiam spiritua-
 lem paritum, hec omnia facta sunt. Collectores poterunt desuper audiri.
 Ipsi dicunt michi quod alter eorum, videlicet collector domini, non fuit
 vocatus, cum tempore executionis non fuit in Diest. Alter autem vocatus
 Fol. 147^{vo} || metu penarum comminatarum comparuit et ante prolationem decreti 25
 iterum recessit sine eo quod procuratorem constituisset. Et sic decretum
 hujusmodi in absentia partis et ipsa parte ad hoc non vocata latum,
 nullius est efficacie. Et quamquam decretum predictum esset latum prout
 ipsi de Concilio pretendunt, tamen non licuit ipsis aliquo modo sic seivire
 in personam servitoris ejusdem domini R^{mi}, quemadmodum supra nar- 30
 ratum est, ex defectu potissime jurisdictionis.

1510.

Supplique d'Eustache Cannivet, chanoine de la collégiale de Saint-Pierre à Liège, et du clergé secondaire liégeois au pape Jules II. Ils se plaignent de l'emprisonnement, par ordre de l'évêque de Liège, d'Eustache Cannivet et demandent au pape de commettre à un auditeur du Sacré Palais l'examen de l'appel qu'ils ont interjeté contre Érard de la Marck. — Le pape Jules II charge Jean Staffileo, évêque de Sebenico, de l'examen de cette affaire.

Vat. lat. 3881, fol. 237-239^{vo}. Copie. — Cet acte est inséré dans la lettre de Jean Staffileo du milieu de l'année 1516, publiée ci-dessous, n° 79.

Ce document est sans date. Il est de l'année 1510, car déjà au mois de janvier de l'année 1511, Staffileo avait donné l'ordre à Érard de la Marck de relâcher Eustache Cannivet : le 12 et le 13 janvier 1511, en effet, l'évêque de Liège se pourvoit en appel contre cet ordre. (Voir S. BORMANS, *Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert à Liège*, dans les *Analectes*, 1869, t. VI, p. 235; A. VAN HOVE, o. c., p. 25, note 2, où l'on trouvera une analyse plus détaillée des décisions capitulaires au sujet de cette affaire.) — Voir *Analyse*, n° 132.

Beatissime pater,

Fol. 237 Licet ab immemorabili tempore citra, omnes et singule collegiate ecclesie civitatis et diocesis Leodiensis earumque decani, canonici et capitula, persone et supposita fuerint et sint ab omni jurisdictione, dominio, potestate et superioritate episcopi Leodiensis suorumque

vicariorum, officialium et officiariorum pro tempore exist- 1510
 tentium penitus exempte ⁽¹⁾, exempti et exempta, ac Sedi
 apostolice immediate subjecte, subjecti et subjecta, ita
 ut episcopi, vicarii, officiales et officarii predicti, etiam
 ratione cujusvis delicti, contractus vel rei, de illis utpote sic 5
 exemptis nullatenus se intromiserint, quinimmo ubicum-
 que dicti decani, canonici, persone et supposita hujus-
 modi deliquerunt et delinquant pro tempore ac delati sive
 conventi fuerunt coram ipsis episcopo, vicariis seu offi-
 cialibus vel officiariis (a), ipse episcopus, vicarii, officiales 10
 Fol. 237v° et officarii || eos et eorum decanos et capitula dictarum
 ecclesiarum remittere consueverint (b), ac inquisitio contra
 eos et illorum correctio desuper facienda ad suos decanum
 et capitulum de antiquissima consuetudine ab immemora-
 bili tempore citra observata et legitime prescripta spectare 15
 et pertinere consueverit, prout spectat et pertinet, fuerint-
 que et sint hujusmodi exemptio et consuetudo adeo notorie
 et tam frequenter in contradictorio iudicio, coram diversis
 iudicibus ordinariis et presertim episcopis suisque vicariis,
 officialibus et officiariis Leodiensibus pro tempore existen- 20
 tibus obtente et recepte, quod etiam in civitate et diocesi
 predictis latere atque celari non possint, ipseque ecclesie ac
 illarum decani, canonici, capitula, persone et supposita
 fuerint et sint, infradicendis salvis, ab immemorablem tem-
 pore citra in possessione seu quasi pacifica et quieta exemp- 25

(a) *Le ms. porte* : officiariis.

(b) *Le ms. porte* : consueverunt.

(1) Sur l'exemption des collégiales, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, 1^{re} section.
Les exemptions des collégiales du diocèse de Liège avant le règne
d'Érard de la Marck, p. 3 et ss. — Voir *Ibidem*, p. 24-25, l'exposé et la 30
 marche des événements auxquels il est fait allusion ici.

cionis et consuetudinis predictarum, ac R^{dus} pater dominus 1510
 Erardus, modernus episcopus Leodiensis, exemptionem
 et consuetudinem predictas per felicitis recordationis Sixtum
 papam quartum approbatas et canonisatas ⁽¹⁾ recognoscens,
 predecessorum suorum episcoporum Leodiensium in ea 5
 parte vestigia insequendo, illas suis patentibus litteris
 approbaverit ac dictas ecclesias illarumque decanos, cano-
 nicos et capitula singulaque supposita earumdem in hujus-
 modi suis exemptionibus et consuetudinibus manutenere
 et defendere pollicitus fuerit ⁽²⁾, et non licuerit propterea 10
 nec liceat alicui, et presertim prefato Erardo episcopo, pre-
 fatas exemptionem et consuetudinem quovis modo infrin-
 gere aut eisdem contravenire, seu dictas ecclesias aut illa-
 rum decanos, canonicos et capitula singulaque illorum
 supposita in eisdem turbare, molestare vel impedire; 15
 tamen dictus Erardus episcopus, a paucis diebus citra, sua
 ut pretendit || ordinaria auctoritate, devotum oratorem
 vestrum Eustachium Cannivet ⁽³⁾, canonicum ecclesie colle-
 giate Sancti Petri Leodiensis, apud eandem ecclesiam Leo-
 diensem residentem et de fuga non suspectum ⁽⁴⁾, pretextu 20

(1) Par une bulle du 3 décembre 1472, éditée par P. F. X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*, p. 612.

(2) Le 22 novembre 1503. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 15-16.

(3) Le nom est écrit Canivet dans les conclusions capitulaires de Saint-Lambert citées ci-dessus p. 197. Il avait été admis comme chanoine de 25
 Saint-Pierre le 12 juin 1506. Voir É. PONCELET, *Inventaire analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liège*, p. LIV. Bruxelles, 1906. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 24.

(4) Nicolas V, par une bulle du 19 octobre 1451, avait accordé aux 30
 membres des chapitres du diocèse de Liège de ne pouvoir être emprison-
 nés, si on ne pouvait les soupçonner de vouloir se soustraire au jugement
 par la fuite. Voir *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège, etc.*,
 éd. P. F. X. DE RAM, p. 404 et ss. — Voir *Analyse*, n° 122.

quorundam assertorum excessuum, de quibus alias legi- 1510
 time non constabat nec constat, per suos officarios capi et
 corporaliter apprehendi, ac in certam turrin civitatis
 Leodiensis duci et ibidem vinculis ferreis mancipari fecit
 ac captivum detinuit et detinet, seu detineri etiam fecit 5
 atque facit, et pro parte dictarum ecclesiarum etiam cum
 humilitate, sicut convenit, interpellatus, relaxare et ad
 suos decanum et capitulum ejusdem ecclesie, ad quos ejus
 correctio, si in aliquo deliquerit, juxta exemptionem et
 consuetudinem predictas spectare dinoscitur, remittere 10
 recusavit et recusat. Quare pro parte dictorum Eustachii et
 decanorum et capitulorum dictarum ecclesiarum fuit ad
 Sanctitatem Vestram et Sedem predictam extrajudicialiter
 appellatum. Recurrunt igitur ad pedes ejusdem Vestre
 Sanctitatis Eustachius ac decani et capitula ejusdem Sancti 15
 Petri necnon Sancte Crucis, Sancti Dionisii, Sancti Mar-
 tini, Sancti Johannis Evangeliste, Sancti Pauli et Sancti
 Bartholomei ac aliarum collegiatarum ecclesiarum civitatis
 et diocesis predictarum, tam conjunctim quam divisim,
 humiliter supplicando quatenus dignetur causam et causas 20
 appellationis et appellationum ac quam et quas habet et
 movet habereque et movere vult et intendit contra Erar-
 dum episcopum ac ejus vicarios, officiales et officarios pre-
 dictos, omnesque alios et singulos sive conjunctim || vel
 divisim interesse putantes et in execucione, citacione, vigore 25
 presentium ad partes forsan decernendis, nominandos,
 super exemptione et consuetudine predictis, nullitateque,
 iniquitate et injustitia capture, incarcerationis, detencionis
 et recusacionis predictarum necnon molestacionis, vexa-
 cionis, perturbationis et impedimenti sibi tam conjunctim 30
 quam divisim per prefatum dominum Erardum episco-
 pum suosque vicarios, officiales et officarios factarum

et prestatarum ac factorum et prestitorum, alicui ex reve- 1510
rendis patribus dominis sacri palatii apostolici causarum
auditoribus ⁽¹⁾, committere, etiam summarie, simpliciter
et de plano ac sine strepitu et figura iudicii audiendas,
cognoscendas, decidendas et fine debito terminandas, cum 5
omnibus et singulis suis incidentibus, dependentibus,
emergentibus, annexis et connexis, et cum potestate eidem
auditori, per se vel alium seu alios, prefatum Eustachium
oratorem a carceribus predictis, in Romana curia et extra
eam, tociens quotiens opus fuerit, data idonea cautione de 10
representando cum (a) tociens quotiens et prout juris fuerit,
relaxandi ac sub censuris ecclesiasticis et pecuniariis arbi-
trio dicti domini auditoris arbitrandis penis relaxari man-
dandi et faciendi, necnon prefatos Erardum episcopum,
vicarios et officiales, officarios et interesse putantes etiam 15
nominandos predictos, in dicta curia et extra eam, tociens
quociens opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito
Fol. 239 summarie de non tuto ad eos accessu, citandi ac || sibi et
aliis quibus inhibendum fuerit inhibendi ne prefatum
Eustachium incarceratum ulterius detineant aut alias at- 20

(a) *Sic. Ne faudrait-il pas lire eum ?*

⁽¹⁾ *L'auditor causarum palatii apostolici* est un juge du tribunal de la Rote. Ces juges étaient au nombre de douze et connaissaient de toutes les affaires contentieuses, à l'exception des affaires criminelles. Pour introduire une cause devant ce tribunal, il fallait adresser une supplique au 25
souverain pontife, comme celle que nous publions ici; par l'intermédiaire
du cardinal vice-chancelier, le pape commettait l'examen de la cause à
l'un des auditeurs. La sentence était rendue par l'assemblée des « audi-
tores ». Voir J. H. BANGEN, *Die Römische Curie*, p. 292 et ss. Munster,
1854; P. HINSCHIUS, *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protes-* 30
tanten in Deutschland. System des katholischen Kirchenrechts, t. I,
p. 392 et ss. Berlin, 1869.

temptent vel innovent in prejudicium exemptionis et
 litispendingie hujusmodi, etiam sub similibus censuris
 ecclesiasticis et penis pecuniariis inhibendi ac eos qui
 mandato et inhibitioni predictis respective non paruerint
 sententias, censuras et penas predictas damnabiliter inci- 5
 disse et incurrisse declarandi, easque et eos ac processus
 desuper habendos aggravandi, reaggravandi, interdictum
 ecclesiasticum ponendi et auxilium brachii secularis invo-
 candi ceteraque faciendi que in premissis et circa illa
 fuerint quomodolibet opportuna, premissis ac constitutio- 10
 nibus et ordinationibus apostolicis, quodque causa seu
 cause hujusmodi non sint ad dictam curiam legitime
 devolute seu in ea de sui natura vel juris necessitate trac-
 tande et finiende, ceterisque contrariis non obstantibus
 quibuscumque. 15

Que quidem commissio sive supplicatio binas in ejus
 fine diversarum quidem manuum continebat signaturas (a).

De mandato domini nostri pape audiat magister Johan-
 nes Staphileus ⁽¹⁾ et, constituto summarie de non tuto accessu,
 citet, inhibeat etiam sub censuris et aliis premissis penis 20
 et per edictum procedat summarie etc., ut petitur, et,
 recepta cautione predicta, relaxet, et mandet per se vel
 alium etiam [sub] censuris et penis similibus, declaret,
 aggravet etc. etiam cum invocatione, si et prout de jure, et
 justiciam faciat ⁽²⁾. 25

(a) Cet alinéa fait partie du document n° 79. Nous le publions ici
 pour plus de clarté et de brièveté.

(1) Jean Staffileo, évêque de Sebenico, qui fut nonce à Venise de 1512
 à 1513, et à Paris de 1517 à 1520. Voir A. PIEPER, *Zur Entstehungsge-
 schichte der ständigen Nuntiaturen*, p. 38 et 58-59. Fribourg en B., 1894. 30

(2) C'est la *Commissio*, qui se faisait généralement au nom du pape par
 le cardinal vice-chancelier.

Secunda talis erat (a) :

1511

ol. 239^{vo} Placet domino nostro pape. L. cardinalis || Agennen-
sis (1).

33.

Commencement de l'année 1511.

5

Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Jules II. Il demande au souverain pontife d'ordonner à Jean Staffileo de poursuivre Eustache Cannivet, qu'il accuse de faux dans l'exercice de ses fonctions à la cour de l'évêque, et le clergé secondaire qui refuse de reconnaître sa juridiction. — Le pape acquiesce à la demande de l'évêque. 10

Vat. lat. 3881, fol. 240-241. Copie. — Cet acte est inséré dans le document n° 79.

Ce document est sans date. Il est du commencement de l'année 1511, car il se rattache manifestement à l'appel interjeté par Érard de la Marck contre les mesures prises par Jean Staffileo. Voyez les indications chronologiques que nous avons données à propos de la date du document précédent, n° 32. — Voir *Analyse*, n° 133. 15

Beatissime pater,

Fol. 240 Exponitur Sanctitati Vestre pro parte devote creature vestre Erardi de Marcha (b), episcopi Leodiensis, quod cum tam de jure quam de more, stilo et consuetudine legitime prescriptis tam creatura prefata quam sui pro tempore 20

(a) Cet alinéa fait également partie du document n° 79. Nous le publions ici pour plus de clarté et de brièveté. 25

(b) Sic.

(1) Léonard de la Rovère, évêque d'Agen. Voir DE MAS LATRIE, *Trésor de chronologie d'histoire et de géographie*, c. 1212. Paris, 1889.

existentes episcopi Leodienses predecessores in possessione 1511
 seu in quasi pacifica et quieta omnium et singulorum
 jurium et jurisdictionalium episcopalium in civitate et dio-
 cesi Leodiensi extiterint, prout creatura existit, et nuper cum
 creatura prefata officium visitandi ecclesias civitatis et dio- 5
 cesis predictarum exerceret, comperit quod quidam Eusta-
 chius Cannivet (a), canonicus secularis et collegiate ecclesie
 Sancti Petri Leodiensis, R^{mo} curie episcopalis Leodiensis
 causarum promotor ⁽¹⁾ existit et hujusmodi officium,
 medio juramento, fideliter exercere promisit, et qui hujus- 10
 modi procurationis officium ad longum tempus gessit exer-
 cuitque, ipsoque exercitio durante, Eustachius prefatus
 quasdam litteras dicte curie ipsiusque officialatus (b) fal-
 savit, crimen falsi committendo. Quare creatura prefata,
 tanquam bonus pastor, volens crimina et signanter talia 15
 debita pena punire, Eustacium prefatum capi et carcerari
 fecit; ipseque Eustacius querens ordinem a carceribus libe-
 rari, et ne penam debitam dicti criminis subire habeat,
 Fol. 240^{vo} confinxit appellationem interponi suo et dicte || ac aliarum
 secundariarum ecclesiarum civitatis et diocesis predictarum 20
 decanorum et capitulorum earumdem [nomine] ad Sancti-
 tatem Vestram [et] interpositam fuisse ⁽²⁾ et sub eo pretextu
 quod crimen hujusmodi impunitum habeat remanere, con-
 finxit omnes ecclesias predictas earumque personas exemp-

(a) *Le ms. porte* : Camivet.

(b) *Le ms. porte* : officialatus.

⁽¹⁾ Le *promotor causarum* « n'est autre chose qu'un procureur chargé
 de représenter l'évêque d'une manière permanente. Il a pour mission de
 défendre les intérêts de son maître, de provoquer en son nom la répres-
 sion des crimes et délits, etc. ». P. FOURNIER, *Les officialités au moyen* 30
âge, p. 30.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, *Textes*, n° 32.

tas a jurisdictione creature prefate et sic falso et conficte, 1511
sub hujusmodi velo pretense exemptionis, pretensam cau-
sam appellationis a Sanctitate Vestra, reverendo patri do-
mino Johanni Staffileo, palatii apostolici causarum auditori,
committi obtinuisse ac creaturam prefatam per edictum 5
citari et Eustacium prefatum a carceribus hujusmodi
relaxari sub maximis penis pecuniariis mandari similiter
obtinuisse dicitur, et sic subreptitie et obreptitie. Quare ex
parte creature prefate a pretensis mandato de relaxando,
citatione et aliis premissis, prout in instrumento appella- 10
tionis cujus tenor etc. plenius continetur, ad Sanctitatem
Vestram sanctamque Sedem apostolicam extitit appellatum
et de nullitate dictum. Cum autem, Pater clementissime,
exemplo perniciosum existat, sub pretextu confictionis
hujusmodi, quod crimina et signanter talia in plurimo- 15
rum scandalum remanere debeant impunita, intersitque
reipublice ne crimina remaneant impunita, eo maxime ut
prefertur quod crimen falsi in curia episcopali et in ipsam
concernentia sit commissum, ne jurisdictio creature prefate
taliter eludi habeat, recurrit igitur ad pedes Sanctitatis 20
Vestre prefata creatura, humiliter supplicando, quatenus
causam et causas appellationis et appellationum, attempta-
torumque et innovatorum quorumcumque totiusque nego-
cii principalis hujusmodi, tam conjunctim quam divisim
R. P. domino auditori prefato sive in ejus locum substituto 25
vel subrogando ac summarie etc., prout in beneficiali-
bus ⁽¹⁾ etc. sine prejudicio legitime executionis committere

(1) Le droit canonique permet une procédure sommaire dans l'examen
des procès soulevés au sujet de bénéfices ecclésiastiques. Voir c. 2,
De judiciis, II, 1, dans les *Clémentines*.

[dignetur] audiendas, cognoscendas, decidendas fineque 1511
debito terminandas, cum omnibus et singulis suis inciden-
tibus, emergentibus, annexis et connexis, cum potestate Eus-
taciaum adversarium, decanos, capitula, prelatos et canonicos
omnesque et singulas personas dictarum secundariarum 5
ecclesiarum ac omnes alios et singulos sua communiter vel
divisim interesse putantes in executione presentium, com-
missionis hujusmodi vigore ad partes decernende nomi-
nandos, in Romana curia, extra eam et ¶ in partibus, totiens
quotiens opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito 10
summarie etc. de non tuto accessu, citandi sibi et
aliis quibus et quotiens videbitur, sub censuris et aliis
penis ecclesiasticis etiam pecuniariis, ipso facto in eventu
non paritionis incurrendis in forma inhibendi, censu-
rasque et penas hujusmodi declarandi et aggravandi et 15
reaggravandi, interdicens auxiliumque brachii secularis
invocandi, creaturamque prefatam a pretensis censuris et
penis hujusmodi per se vel alium vel alios simpliciter vel
ad cautelam absolviendi ceteraque alia faciendi que merita
cause et causarum ac juris ordo postulant et requirunt, 20
constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stilo palatii,
juribus, quodque causa seu cause hujusmodi non sint for-
san ad dictam curiam legitime devolute nec in ea de juris
necessitate tractande et finiende, ceterisque in contrarium
facientibus non obstantibus quibuscumque, premissorum 25
omnium et hic de necessitate exprimendorum tenores,
formas et continentia pro expressis habentes.

De mandato domini nostri pape audiat idem auditor ⁽¹⁾
sine prejudicio legitime executionis et, constito summarie

⁽¹⁾ Jean Staffileo.

de non tuto accessu, citet, inhibeat, etiam sub censuris et 1510-1511
 aliis premissis penis et per edictum procedat summarie etc.
 ut petitur, absolvat etiam ad cautelam per se vel alium, si
 et prout de jure, et justiciam faciat.

Placet domino nostro pape. L. cardinalis Agen[n]en- 5
 sis (1).

34.

Vers 1510-1511.

*Reponse de la part des délégués de Charles, duc de Bra-
 bant, aux plaintes présentées par les délégués de l'évêque de 10
 Liège au sujet des empiétements du Conseil de Brabant.*

Vat. lat. 3881, fol. 150-152. Copie.

Ce document est sans date. Il répond, point par point, aux récla-
 mations écrites dans le document n° 31. Il est donc de la même
 époque, mais lui est un peu postérieur en date. — Voir *Analyse*, 15
 n° 77.

Fol. 150 Ad primum (*), non putamus Consilium Brabancie perso-
 nam Ill^{mi} principis domini nostri archiducis representans,
 aliquo tempore inhibuisse officiali Leodiensi ne, in causis
 ad forum suum ecclesiasticum de jure vel consuetudine 20
 notoria spectantibus, ulterius procedat; sed si Consilium,
 cui subjacet de jure officialis quantum ad ejus temporalia,
 inhibuit officiali ne in causis aliquibus procedat, hoc fuit
 in causis prophanis, spectantibus ad cognitionem principis
 vel suorum inferiorum, in quibus siquidem causis prin- 25

(1) Léonard de la Rovère. Voir ci-dessus, p. 203, n. 1.

(2) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 31, les annotations nécessaires pour l'in-
 telligence de ce document.

ceps potuit et potest se defendere, ne officialis suam tem- 1510-151
poralem jurisdictionem perturbet aut quomodolibet usur-
pet. Nec necesse habet refugere ad appellationis remedium
qui ipse potest, ratione potestatis quam habet super tempo-
ralia clericorum, precipere sub pena amissionis eorundem 5
temporalium, ne jurisdictionem suam usurpent, maxime
cum princeps aut suum Consilium fuit semper in posses-
sione sic precipiendi iudicibus ecclesiasticis a tanto etc.

Ad secundum, non credimus, sicut ponitur, quod curia
Brabancie impedit dominum R^{mum} et archidiaconum ne ha- 10
bea[n]t fructus beneficiorum litigiosorum, aut quod hoc jus
habendi prosequantur coram iudice competente ecclesias-
tico, sed credimus quod, aliquo manutento in possessione,
sentencia per curiam demandatur et demandari debet
executioni; cui si dominus R^{mus} aut alius quilibet tanquam 15
tercius interesse pretendat, se opponat et dicat fructus ad
ipsum vel ejus custodiam pertinere et ideo executionem
fieri non debere, parte ex adverso sustinente contrarium;
curia audit partes et facit justiciam, quoniam sicut curia
est iudex cause, ita etiam est iudex executionis, prout jura 20
Fol. 150^{vo} sunt vulgaria, et quantum ad absentes ut veniant || ad resi-
dentiam, non credimus quod curia impedivit iudicem
ecclesiasticum.

Ad tercium, non credimus, nisi sicut superius in prece-
dente articulo declaratum est; nec credimus quod invenie- 25
tur aliquis casus etiam usque ad unum, ubi episcopus est
in jure suo per curiam Brabancie lesus.

Ad quartum, non invenietur quod curia Brabancie
impedivit dominum R^{mum} aut ejus officialem ex officio vel
ad partis instanciam ad repeticionem clerici conjugati vel 30
non conjugati procedentem (a) secundum canonicas sanc-

(a) *Le ms. porte procendentem.*

tiones, sed bene invenietur quod dicta curia impedivit officialem domini precipientem quod delinquens captus a iudice laico illico restituatur curie ecclesiastice, priusquam dicto officiali legitime constiterit talem captum esse et fuisse clericum talem qui foro ecclesiastico gaudere debet. 5
 Putat enim princeps quod officialis sic procedendo relinquit stilum sacrorum canonum et pretendit usurpare jura principis et suorum vasallorum (a), nec aliud invenietur in casu ex adverso allegato, de clerico capto in Libbeke sub domino de Cervia. 10

Ad quintum, non est enim novum sed jure optime fundatum quod princeps cui debetur tributum etc. sequatur ||
 Fol. 151 solutionem procedendo ad bona temporalia, que ei subjacent non solum de jure, sed de antiquissima consuetudine. Nec debet episcopus de jure talem prosecutionem solutionis quomodolibet impedire, sicut nec sui predecessores fecerunt, et quamvis procedunt prius ad expandizationem ⁽¹⁾ bonorum mobilium, sicut possunt de antiquissimo jure et consuetudine, hoc faciunt ad finem ut minus ledant personam ecclesiasticam, cui melius est bona sua mobilia prius 20 quam immobilia vendi, nec jubet Consilium Brabancie quod prius in mobilibus quam immobilibus procedatur.

Ad sextum, non credimus episcopum in causis in articulo expressis plus jurisdictionis habere quam sibi a jure scripto concessum est, et quantum ad concessionem moratorium, hoc dicit procurator principis soli principi reservatum esse, et quamdiu pendet questio super viribus moratorie, tamdiu debet supersedere officialis, quia questio
 (a) Sic.

(¹) *Expandizatio* signifie la vente des biens saisis comme gage. Voir ci-dessus, p. 190, note 1. 30

super moratoria seu defalcatione est prejudicialis, ita quod officialis scire non potest in quo et quanto debet condemnare vel absolvere, nisi discussa questione super moratoria vel defalcatione. 1510-1511

Fol. 151^{vo} Ad septimum, non fuimus bene informati quomodo mandata sunt concessa in illo casu ⁽¹⁾, et ideo non possumus respondere plenius, sed scimus quod non omnes provisiones interinantur que in curia impetrantur, sepe ad falsam suggestionem supplicantium, qua intellecta, rejiciuntur. 5 10

Ad octavum, curia Brabancie concedit provisiones in possessorio in casu manutenentie contra omnes qui de facto dicuntur possessionem impetrantium turbare et inquietare, sicut de facto videtur R^{mus} prima facie turbare quando, non precedente cause cognitione, arreat fructus. 15 Sed an impetratio sit bona vel mala docebit exitus cause.

Ad nonum, non invenietur dominum fuisse impeditum quominus potuit procedere; sed rogatus est officialis et ceteri ut caperent informationem precedentem super contingentia facti, prout de jure requiritur, et putat curia Brabancie || quod officialis inveniet rem non esse dispositam ad procedendum contra forestarios seu clientes ad declarationem excommunicationis. 20 Fol. 152

Ad decimum, non credit procurator principis causam super viribus vel non viribus legatorum esse prejudicalem petitioni hereditatis quam intenterunt heredes cujusdam defuncti in Breda coram justitia seculari ibidem, et ideo dicit quod officialis in illo casu notorie processit de facto, nec fuit aut est ei obediendum, quia ipse non habet juris- 25

(1) Il est fait allusion au fait signalé ci-dessus, p. 191, sous le n° 7. 30

dictionem universalem in laicos, sed dumtaxat in certis 1510-1511
casibus de quorum numero non est casus iste inhibi-
tionis (1).

35.

Vers 1510-1511.

5

*Propositions d'entente sur l'objet des plaintes présentées
par les délégués de l'évêque de Liège et des réponses que les
délégués du duc de Brabant y ont faites.*

Vat. lat. 3881, fol. 153-154v°. Copie.

Ce document est sans date. Il reprend les points litigieux signalés 10
dans les documents publiés ci-dessus, nos 31 et 34. Il est donc de la
même époque mais leur est un peu postérieur. — Voir *Analyse*,
n° 78.

Fol. 153 Ad finem, ut exorte differencie inter Ill^m principem
Castelle, ducem Brabancie etc. et R^m dominum epis- 15
copum Leodiensem seu illorum officiatos possint sine judi-
ciario strepitu ac aliis inconvenientibus facti sopiri, com-
poni ac terminari, et ad providendum ne possint facile (a)
exoriri et emergere consimiles differencie, expediens et
rationabile videtur inprimis quod usque in hunc diem 20
hinc inde preter juris dispositionem vel ordinem de facto
attemptata in prejudicium jurisdictionis vel subditorum
sint (b) remissa, abolita et pro non gestis habita, salvo
quod in casu Henrici de Cuper (2) excommunicati etc., is

(a) *Sic.*

25

(b) *Le ms. porte : fuerunt.*

(1) Il n'y a pas de réponse au 11^{me} grief signalé dans le document
n° 31.

(2) Voir ci-dessus, p. 194. — Le lecteur trouvera les explications néces-
saires à l'intelligence de ce document ci-dessus, *Textes*, nos 31 et 34.

30

honor ordinario seu ejus tribunali deferatur, quod aliquis 1510-1511
nomine dicti Henrici defuncti humiliter petat absolvi, et
tunc gratis et propter Deum absolute sine conditione per
dominum officialem absolvatur.

Deinde, ne in futurum, simili (a) aliquo casu occurrente, 5
ad dissensiones et controversias consimiles perveniatur,
sinet seu permittet R^{mus} dominus Leodiensis materiam pos-
sessorii in beneficialibus per cancellarium Brabancie seu
auctoritate principis ceptam et inchoatam illic descidi (b),
terminari et diffiniri ac sententiam juxta consuetum mo- 10
rem, nisi ad causam veniendo executioni se apud illud
tribunal opponere velit, exequutioni mandari, ita tamen
quod prevencio in hujusmodi possessorio beneficialium
locum sibi vendicet et obtineat. Et in casu preventionis
apud ordinarium, princeps nullum parebit jurisdictioni 15
ordinarie vel ejus exequutioni obstaculum seu impedimen-
tum, salvo quod per manutenenciam possessoris auctori-
tate principis decretam non intelligatur domino Leodiensi
aut ejus archidiacono jus ad fructus pendentes interdictum,
seu vetitum quominus detentorem fructuum coram judice 20
competenti ecclesiastico vel seculari in hiis trahere, et
mediante sententia seu auctoritate rei judicate excutere
valeat et possit.

Fol. 153v. • Quoad primum articulum, non impedit neque turbabit
princeps per mandata laycalia jurisdictionem R^{mi} in hiis 25
que notorie de jure vel consuetudine prescripta ad ipsum
pertinent. Sed si fortasse in casu dubii mandata aliqua
dederit in quo sibi timet nondum complete prescriptionis
prejudicium, eligentur pro [parte] principis et domini
R^{mi} arbitri neutri parti suspecti, qui partibus summarie 30

(a) *Le ms. porte* : simile.

(b) *Sic*.

auditis, diffiniant prout de jure, nisi materia grave dubium 1510-1511
 et quasi problemma neutrum contineat, quo casu poterunt
 facultate arbitrorum materiam de bono et equo terminando
 ac descidendo uti, compensando inter partes de consi-
 milibus vel alias. 5

Quoad secundum articulum, sive ex causa temerarie
 absentie vel litispotentie aut alias R^{mus} pretenderit jus ad
 fructus beneficii, non impedit illum princeps quominus
 coram judice competenti jus suum prosecui poterit, ut
 supra dictum est. 10

Quoad tercium, recredencia sicut et manutenencia sor-
 tietur suum [effectum], nisi interesse pretendens se oppo-
 suerit legittime; sed per hoc, si R^{mus} coram laycis qui oppido
 sunt clericis infesti ⁽¹⁾ litigare non velit, non impeditur
 quominus poterit apud judicem competentem, sicut in 15
 casu manutenencie, jus suum prosecui et via juris, aucto-
 ritate rei judicate, fructus excutere.

Quoad quartum, faciet dominus R^{mus} per suos officiatos
 debitum suum juxta preceptum canonis in Clementina I,
 De vita et honestate clericorum ⁽²⁾, monendo nominatim 20
 eos clericos qui carnificum, macellariorum seu taberna-
 riorum officium publice et personaliter exercent, vel goliar-
 dos (a), joculatores seu buffones se exhibent ⁽³⁾, ut si postea
 (a) *Le ms. porte* : galiardos.

(1) Ces paroles sont empruntées à la bulle de Boniface VIII, *Clericis* 30
laicos infestos oppido tradit antiquitas, insérée dans le *Corpus juris*,
 c. 3, VI, *De immunitate ecclesiarum, coemeteriorum et aliorum*
locorum religiosorum, III, 23.

(2) C'est le titre 1^{er} du livre III des *Clémentines*, qui interdit aux clercs
 certains métiers et leur défend le port d'habits de forme déterminée. 25

(3) Ces paroles sont empruntées au c. 1, *De Vita et honestate cleri-*
corum, III, 1, dans les *Clémentines* et au c. 1, du titre correspondant
 (III, 1) du *Sexte*.

pro crimine impetantur, ex registris officiatorum constare 1510-1511
 possit de monitione et privilegii executione. Et princeps
 Fol. 154 seu cancellarius quoad deliberationem || captorum, qui ut
 clerici petuntur ab officiali, se regulabit juxta C[aput] : Si
 judex laycus, De sententia excommunicationis, libro VI, et 5
 aliorum jurium dispositionem ⁽¹⁾.

Quoad quintum articulum, de impannientibus bona
 mobilia clericorum et sacerdotum pro excussione preca-
 riarum, poterit inter principem et dominum Leodiensem
 conveniri de expedienciori medio et minus prejudiciali in 10
 excussione precariarum legitime, ex consensu Statuum,
 impositarum seu concessarum vel imponendarum et con-
 cedendarum, salvo si ultra debitum modum seu propor-
 tionem sue substantie a collectoribus graventur, quod
 super illis gravaminibus indebite ipsos gravantes trahere 15
 poterunt apud quemcunque judicem talis cause compe-
 tentem, ecclesiasticum vel secularem.

Quoad sextum, quamvis facultas concedere moratorias
 sit principi reservata et ergo, si pendeat questio super
 viribus vel non viribus moratorie, supersedere debeat offi- 20
 cialis quoad illa questio descisa fuerit, nichilominus
 descisio an defalcatio fieri debeat vel non, nusquam prin-
 cipi reservatur ; ideo quoad illud seu propter hoc non
 debet per Cancellariam officialis inhiberi nec inhibitus
 tenetur parere. 25

Quoad septimum articulum, si impedita est rei judicate
 exequutio sine legitima causa, tolletur impedimentum
 reparando parti dampnum et interesse.

(1) C. 12, VI, *De sententia excommunicationis*, V, 11. Ce sont les dis-
 positions canoniques qui déterminent quel tribunal est compétent pour 30
 décider si un accusé est en droit de jouir des privilèges de la cléricature.

Quoad octavum, docebunt officii curie Leodiensis 1510-1511
 coram Consillio Brabancie vel duobus viris peritis in Lovanio per dominum R^{mum} et Consillium Brabancie nominandis, quod consuetudinem prescriptam habent arrestandi fructus decimales, ne ex dilatione aut mora ecclesiis prejudicetur quoad necessarias reparationes, et tolletur predictum impedimentum. || Nec in antea, constituto de casu quod consimilis sit, dabitur per Consillium aliquod impedimentum, et si inconsiderate concessum fuerit, constituto de casu consuetudinis, illico ac statim deponetur seu tollitur. 5 10

Quoad nonum articulum, quia domini de Consillio Brabancie dicunt dominum officialem solum rogatum ut priusquam forestarios molestaret, vellet capere informationem preambulam super facti qualitate, non videtur opus aliqua descisione vel declaratione. 15

Quoad decimum, si constare possit de consuetudine prescripta inhibendi petitionem hereditatis vel aliam consimilem actionem, permittetur dominus officialis quiete ac pacifice illo jure prescripto et quasi possesso uti. 20

Item si Ill^{mo} principi vel domino R^{mo} Leodiensi ex hac concordia timeat (a) sibi in futurum aliquod prejudicium paratum iri, vel quod propter minorennitatem principis (1) non debeat a consuetis terminis jurisdictionis exercendi nunc recedi, ad minus pro conservanda pace et concordia inter tantos principes ac eciam inter clerum et laycos, quod hujusmodi hanc concordiam sigillando et per suos subscribendo, acceptent sine prejudicio, ita quod 25

(a) *Ne faudrait-il pas lire : videatur?*

(1) Charles-Quint fut émancipé le 5 janvier 1515.

tempore hujusmodi concordie, neutri parti vel acquiri aliquid jurisdictionis contra alteram partem vel ei tempus prescriptionis currere possit, et hoc ad XII annos vel XIII. 1510-1511

Sic signatum : Hec copia collationata est cum orriginali et concordat. Gredin. Joannes de Tornaco junior, per copiam concordat cum orriginali Robertus de Palude, per copiam et concordat facta collatione diligenti cum orriginali. Et concordat copia, quod attestor manu propria. Joannes Bruxken. 5 10

36.

Vers 1510-1511.

Plaintes présentées au nom du duc de Brabant aux délégués de l'évêque de Liège, au sujet des empiètements de celui-ci sur la juridiction séculière et de l'appui que les habitants de la principauté de Liège accordent aux Gueldrois. A la fin de l'acte il est fait mention des prétentions de l'archiduc à l'avouerie de Liège; l'archiduc exige enfin que l'évêque lui fasse relief de l'avouerie de Saint-Trond, du château de Colmont et de celui de Duras. 15 20

Vat. lat. 3881, fol. 155-160^v. Copie.

Ce document est sans date, mais il est manifestement de la même époque que les précédents. — Voir *Analyse*, n° 79.

Fol. 155 Sequuntur querele que inter ceteras pro parte Ill^{mi} archiducis Austrie, principis Castelle, etc., coram R^{mi} domini episcopi Leodiensis commissariis ac deputatis proponuntur, quibus pretenditur jurisdictionem principis in ducatu suo Brabancie ac in locis ultramosanis, eidem patrie 25

connexis multifarie lesam per officiatos R^{mi} episcopi Leodiensis in non parvum animarum periculum ac principis antetaeti et suorum subditorum maximum prejudicium. 1510-1511

Inprimis dicti officii curie spiritualis ultra jurisdictionem spiritualem de jure aut consuetudine prescripta 5

R^{mo} competentem, nituntur in dies jurisdictionem temporalem Ill^{mi} principis enervare ac penitus sibi usurpare, sub umbra et velamine cognitionis causarum trium, videlicet matrimonii, testamentorum et spiritualium ⁽¹⁾ bonorum ad jurisdictionem R^{mi} spectantium, pro quorum aliquali 10

deductione inprimis adducitur quod, etsi ad curiam spirituales cause matrimonialis cognitio, videlicet super viribus vel non viribus matrimonii ac super celebrando vel non celebrando divorcio, spectare dinoscatur, quod etiam tali quali prescriptione aut alias cause connexitate super 15

Fol. 155^{vo} viribus vel non viribus || contractuum antenuptialium seu dotaliorum cognitionem quovis modo dicti officii pretendere possint, non tamen ex eo bonorum in similibus contractibus promissorum adjudicatio ad eos spectat, quam tamen ut plurimum, modo non prohibeantur, usurpare nituntur, licet minus juste, cum nec cause nec personarum ratione jurisdictio R^{mi} fundata sit, et, quod isto pejus est, eodem colore cunctas ad se nituntur trahere causas tam personales quam reales, cum altera partium aliquam de antenuptiali aut dotis contractu mentionem 25 etiam incidenter coram iudice layco facit, eidem iudici inhibendo ne ulterius in casu procedat, sine et absque eo quod de viribus vel non viribus hujusmodi contractuum mentio fiat aliqua.

Item, quamvis R^{mus} Leodiensis episcopus ejusque nomine 30

(1) C'est-à-dire les biens ecclésiastiques.

sui officiati quovis modo ex tali quali prescriptione cau- 1510-1511
 sarum testamentalium cognitionem quoad laycos habere
 possint, et hoc quantum vires vel non vires testamenti con-
 cernit, ea tamen occasione in hereditatis petitione, familie
 hyreiscunde, communi dividundo judiciis ⁽¹⁾, seu ad 5
 inventarii bonorum exhibitionem, compitus ^(a) bonorum
 exactionem ac similibus minime eis licet procedere, prout
 judices nihilominus facere moliuntur. Eadem insuper
 Fol. 156 occasione data, in quibuscumque || causis tam personalibus
 quam realibus, dummodo principaliter sive incidenter, 10
 proponendo aut excipiendo, de testamentis mentio fiat
 aliqua, sine et absque eo quod sit de illius testamenti
 viribus contentio, cognitionem capere contendunt.

Item, etsi de bonis spiritualibus seu ecclesiasticis amor-
 tistatis ⁽²⁾ dicti officiati cognitionem pretendere possint, 15
 videlicet super eorum detentione et distractione, eo tamen
 respectu eis minime competit cognitio solutionis aut non
 solutionis censuum, canonum seu reddituum ad causam
 bonorum predictorum debitorum seu solutorum et coram
 laycali justitia obligatorum, constitutorum aut alias ypo- 20
 thecatorum; nec similiter, maxime ad finem adjudicationis
 aut absolutionis, ad eosdem spectat cognitio solutionis aut
 non solutionis canonum, censuum seu reddituum ipsis
 ecclesiasticis personis locisque piis ex bonis laycorum debi-
 torum aut alias coram justitia laycali super eisdem bonis 25
 ypothecatorum, quorum tamen omnium cognitionem usur-
 pare nituntur, passim laycos ob dictorum non solutionem

(a) Sic.

(1) Il s'agit des actions en partage. Les termes sont empruntés au droit
 romain. Voyez *Code Justinien*, livre III, titres 36 et 37. 30

(2) Sur l'amortissement, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 115-117.

in jurisdictionis secularis enervationem omnimodam, 1510-1511 citando ⁽¹⁾).

Item, simili modo cum decimalium cognitionem causarum habeant, pretendunt sepedicti officiati seu illi ad quos decime pretacte spectant arrendatorem laycum pro cano- 5 nis seu firme ⁽²⁾ solutione coram officiali in jus vocare ||

Fol. 156^{vo} etiam cum de decima nulla controversia sit, sed dumtaxat de firme seu canonis solutione, cujus ratione contra laycum actio personalis dumtaxat competit.

Item, etsi ipsius R^{mi} officiati nullos presertim in Bra- 10 bantia, ubi dumtaxat ecclesiastica jurisdictione potiuntur, ut clericos seu veluti ad ecclesiasticam jurisdictionem spectantes defendere (a) [possint], nisi clericaliter vixerint, habitum et tonsuram detulerint seu alias divinis officiis fuerint 15 mancipati, istis tamen minime attentis, ceteros (b) gholeardos, homicidas, mechanicos, laycaliter sine habitu clericali, ymmo et plurimum in habitu bipertito ac vario incedentes, sepe numero in nephariis exorbitantibus criminibus deprehensos, sevis et enormitatibus se immiscentes defendere et metu penarum ecclesiasticarum seu censurarum e 20 manibus iudicis layci eximere nituntur, et, quod eis quam primum tradantur, sub predictis penis et censuris precipiunt atque mandant, eo dumtaxat colore quod se dicti deprehensi clericos simplicis tonsure affirmant, contra omnem juris formam, cum tales ac taliter qualificati defen- 25 dendi non sunt, minimeque de jure tradendi nisi primitus documentis legitimis, iudice layco ad hoc vocato, tales

(a) *Le ms. porte* : defenderent.

(b) *Lecture douteuse.*

(1) Voir *Ibidem*, p. 120.

(2) C'est-à-dire les redevances.

clericos esse qui privilegio clericali de jure gaudere debeant, 1510-1511
 Fol. 157 judici ecclesiastico constiterit || aut alias notorie pro talibus
 habiti, famati ac habituati extiterint.

Et si super factis nudis, videlicet an notorium sit tales
 clericos esse qui privilegio clericali gaudere debeant, seu 5
 de hoc sit publica fama, aut alias communiter pro clericis
 habeantur (a), in habitu et tonsura si deprehensi fuerint,
 similemque habitum portare consueti sint, inter judicem
 laicum et decentos (b) ab eo aut predictae curie officiatos
 ad finem remissionis questio oriatur, ipsi officiiati R^{mi}, 10
 non obstante contraria juris dispositione, cognitionem
 etiam cum exclusione (c) ad eundem finem usurpare nitun-
 tur, ymmo et ante illius questionis discussionem remissio-
 nem fieri ut plurimum precipiunt, non obstante quod prius
 de jure minime tradendi sunt : illorum enim in facto nudo 15
 consistentium laycus judex competens est; ipsius etiam
 judicis, qui tales habet ac detinet, est cognoscere an sua sit
 jurisdictio; nusquam enim in eo casu ecclesiasticis attri-
 buitur cognitio, maxime ut layco judici derogetur.

Simili etiam modo, non parum Ill^{mi} principis subditi 20
 gravantur, ultra quam debitum molestantur modum in
 ipsius temporalis jurisdictionis omnimodam extinctionem,
 cum officiiati R^{mi} passim et indifferenter nisi inhibeantur ||
 Fol. 157^{vo} trahunt, cytant, excommunicant laycos, seu ad excommu-
 nicationis declarationem procedunt in eos qui aliquem 25
 pretensum clericum, non modo ut clericum sed veluti verum
 laycum percusserint, vulneraverint seu mutilaverint, cum
 nedum a ledentibus seu vulnerantibus, verum ab omnibus
 communiter noticiam ejus habentibus, tam ex habitus dela-

(a) *Le ms. porte* : habebantur.

(b) *Sic.*

(c) *Le ms. porte* : suclusionione ou seclusionione.

tione quam ex laycali conversatione, operum ac officiorum 1510-1511
 exercitio pro layco juste reputatur, atque (a) suadente dia-
 bolo (1) eos clericum vulnerare ac ipsi injuriam inferre
 voluisse, ut in Canonem incidissent, jura minime interpre-
 tantur; unde a layco judice tantummodo veniunt corri- 5
 gendi; alioquin qui coercioni Ill^{mi} principis stabunt
 tandem nulli reperientur, cum ut plurimum omnes quasi
 a cunabulis tonsuram capiunt clericalem, ita ut rarissime
 reperietur inter duos delinquentes seu se invicem offen-
 dentes quin (b) uterque aut ad minus ipsorum unus 10
 tonsuram habuerit; quo concesso evidenter jurisdictionis
 cohesive Ill^{mi} principis in parte Brabancie sub diocesi
 Leodiensi demonstraretur extinctio.

Item conqueritur pro parte Ill^{mi} principis de modo
 ponendi cessum, cum nec juri nec rationi congruit ut 15
 Fol 158 cessus (2) in eo ponatur loco ubi || subditi vel illius parochie

(a) *Le ms. porte* : utque.

(b) *Le ms. porte* : qui.

(1) Allusion au texte du Décret de Gratien qui commence par ces mots : 20
Si quis suadente diabolo hujus sacrilegii vitium incurrerit quod in
clericum vel monachum violentas manus injecerit, etc. Cause XVII^e,
 question 4^e, chap. 29 de la seconde partie du décret de Gratien. Ce canon
 commine la peine de l'excommunication contre ceux qui se rendent cou-
 pables de voies de fait sur la personne d'un clerc. — Voir ci-dessus, 25
 p. 176, note 3.

(2) Le *Cessus* ou *Cessatio a divinis* est une institution ecclésiastique
 semblable à l'interdit : ce n'est cependant ni une peine, au sens strict, ni
 une censure : c'est la simple suspension des offices ecclésiastiques dans
 une localité déterminée, ayant pour but d'amener à résipiscence ceux qui 30
 avaient causé un tort considérable à une église ou aux ministres du culte.
 Voir P. HINSCHIUS, *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protes-*
tanten, t. V, p. 539-541. Berlin, 1893-1895.

officiarii nullum delinquenti favorem, eundem defendendo aut occultando, adhibuerunt, verum officarii ac alias ejusdem parochie (a) legislatores cum qui aut clericum leserit, vulneraverit aut interfecerit ad deprehendendum diligentiam adhibuerunt (b) sufficientem; istis tamen non obstantibus, ac sine eorum aliquali discretionem, cessum dicti officii indifferenter ponunt, etiam si laycus iudex delinquentem deprehenderit, contraque eundem ad penas condignas processerit, sine etiam et absque eo quod, cessu posito, ad ejus depositionem, aut pene alicujus solutionem contra delinquentes procedant, dumtaxat a subditis parochie minime culpabilibus magnas pecuniarum summas extorquent.

Si forsitan pro parte officiorum R^m dicatur eos nunquam ad cessus positionem procedere, nisi locorum officarii, quoad vulnerantium, mutilantium aut occidentium clericos deprehensionem sufficientem diligentiam non adhibuerint, aut alias quod ipsi officarii aut ipsius parochie subditi delinquentem occultarint, sustinuerint aut cum eo simularint, (c) animadvertant dicti || officii eos primitus et ante omnem cessus positionem debite se informare debere, ipsis officariis aliisque subditis in eorum defensionibus plene auditis, quo facto, secundum veram casus exigentiam aut ad cessus positionis aut non positionis declarationem procedere possunt atque (d) maturato ordine primitus constet culpam esse quam culpe pena applicetur.

(a) *Le ms. porte* : porochie. Cette faute se rencontre encore plusieurs fois dans ce document.

(b) *Le ms. porte* : adhibeant.

(c) *Le ms. porte* : simularunt.

(d) *Le ms. porte* : possent utque.

Simili modo de interdicti ⁽¹⁾ indiscreta positione, ac 1510-1511
ecclesiarum et cimiteriorum reconsiliatione ⁽²⁾ conqueritur
pro parte III^{mi} principis.

Item etsi nulli archiepiscopo, episcopo, principi, comiti,
baroni, nobili aut cujuscumque preeminentie seu condi- 15
tionis liceat subditos dicti ducatus Brabantie extra patriam
judicialiter trahere, privilegiis III^{mo} principi et subditis a
diversis imperatoribus ⁽³⁾ concessis, notorie practicatis et
observatis obstantibus, nihilominus R^{mus} episcopus Leo-
diensis jam pridem coram ejus conservatore ⁽⁴⁾ aut alias 10

(1) L'interdit est une censure ecclésiastique qui a pour objet de défendre
la célébration des offices religieux, sauf les exceptions déterminées par le
droit canonique. C'est à l'interdit local qu'il est fait allusion ici plus qu'à
l'interdit personnel. Voir P. HINSCHIUS, o. c., t. V, p. 516 et suivantes.

(2) Une église ou un cimetière *pollués* doivent être réconciliés par une 15
cérémonie religieuse, avant qu'on y puisse célébrer les offices divins ou
inhumer les défunts. Le droit canonique détermine les causes pour les-
quelles une église ou un cimetière sont pollués. Ce sont entre autres :
l'homicide, le suicide, l'effusion de sang dans une église ou un cimetière,
la sépulture des *excommunicati vitandi*, c'est-à-dire de personnes qui ont 20
été excommuniées nommément et publiquement et de celles qui manifes-
tement ont encouru l'excommunication comminée par le droit contre ceux
qui se rendent coupables de violences contre la personne des clercs, con-
formément à la constitution de Martin V *Ad vitanda scandala*. Voir
J. B. SGÄMÜLLER, *Lehrbuch des katholischen Kirchenrechts*, p. 642, 25
Fribourg en Brisgau, 1904.

(3) Le privilège de *non evocando*, c'est-à-dire de ne pouvoir être attiré
en justice hors des frontières du duché, avait été accordé au Brabant par
la bulle d'or de l'empereur Charles IV en 1349. Ce privilège fut reconnu
par le pape Léon X, le 15 juillet 1515. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 81 et 30
90.

(4) Sur les juges conservateurs, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 20. Ceux
du chapitre et de l'évêque de Liège étaient l'abbé de Saint-Jacques à
Liège, l'official d'Utrecht et le doyen de Cologne. Voir A. VAN HOVE,
o. c., p. 198. 35

judice delegato in civitate Leodiensi residenciam faciente 1510-1511
 subditos Brabantie III^{mi} principis ac inter ceteros procura-
 Fol. 159 torem || ipsius fiscalem citari procuravit; etsi tam ab illius
 judicis decreto quam ab ipsius executione pro parte III^{mi}
 principis appellatum sit, non eo minus et ipsum R^{mum} et 5
 predictum judicem (a) in penas privilegio insertas incidisse
 dinoscuntur.

Item conqueritur pro parte III^{mi} principis quod Gel-
 renses (1) inimici ipsius notorii palam, passim et indifferen-
 ter in patria Leodiensi nedum recipiuntur verum susten- 10
 tantur ac in odium III^{mi} principis et subditorum suorum
 foveantur, ibidem subditos antetactos insidiis capi ac bonis
 spoliari permittuntur (b), et, quod omnium pejus est, cum
 dicti Gelrenses, sine diffidacione previa, jamdudum Braban-
 cie partem incendio vastaverant ac spoliaverant, ipsi etiam 15
 Leodienses sine certo duce in notabili numero quasi contra
 gentis (c) hostes se Gelrensibus associarunt, et dictos sub-
 ditos III^{mi} non minus quam Gelrenses spoliaverunt, verum in
 dies et seorsum spoliant et ipsa spolia in eadem Leodiensi
 patria vendunt, quiete de spoliis antetactis questum 20
 Fol. 159^{vo} facientes, eandem patriam || inhabitant cum R^{mi} officiariis
 hoc ipsum minime ignorantibus, adeo ut ab eisdem sine

(a) *Ne faudrait-il pas lire* : ipse R^{mum} et predictus judex ?

(b) *Ne faudrait-il pas lire* : subditi antetacti ou capere et spoliare,
 ou bien permittitur ? 25

(c) *Le ms. porte* : gens.

(1) Sur l'attitude de la principauté de Liège pendant la guerre contre
 les Gueldrois, voir H. LONCHAY, *De l'attitude des souverains des Pays-
 Bas à l'égard du pays de Liège au XVI^e siècle. (Mémoires couronnés
 et autres mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique. In-8°, 30
 t. XLI.)* Bruxelles, 1888; A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-
 Quint en Belgique, t. I.* Bruxelles, 1858.

diffidatione subditi predicti periculosius quam a manifestis 1510-1511
 inimicis tractentur, nedum in amicorum vel vicinorum
 bonorum amicitie lesionem, verum in diversorum con-
 tractuum contemptum ac infractionem, pro quorum invio-
 labili intertentione nedum R^{mi} predecessores, sed etiam 5
 ipse Status patrie Leodiensis et Lossensis pro se suisque
 successoribus in futurum magnis penis, perpetuis tempo-
 ribus se obligarunt.

Item non parum displicet officiatis R^{mi} judicialiter pro
 ecclesiasticis criminibus, adulterii scilicet et fornicationis, 10
 subditos Brabantie pena semper pecuniaria punire, quasi
 ex populi criminibus questum quererent, nedum patientes
 eos in tali feditate sordescere, verum ad liberius peccandum
 sub simili quasi pecuniaria pena, qua haud castigatioris
 emendatioresque redduntur, veniam dare, ymmo aptius ad 15
 peccandum invitare videntur. Divites enim pecuniaria pena
 minime terri, cum se ea evadere in futurum posse sciant ||

Fol. 160 in sordibus manent (a) : ovem morbosam non tondendo
 sed liniendo curari oportet. Veri itaque pastoris more
 ac boni Samaritani exemplo tali penitentia salutari opus 20
 est ut penitencia culpe, pena delicto correspondeat utque
 vulneris putredini (b) verum ap[p]licetur mordificativum,
 putredinis extinctivum.

Insuper pro parte Ill^{mi} requiritur ut R^{mus} Leodiensis epis-
 copus sinat ac permittat Ill^{mum} principem ratione sui duca- 25
 tus Brabantie pacifice uti et frui advocatia Leodiensi cum
 omnibus juribus, emolumentis ad eandem advocatiam
 spectantibus (1).

(a) *Le ms. porte* : manserit.

(b) *Le ms. porte* : putredo.

30

(1) Sur les contestations qui s'élevèrent au xvi^e siècle au sujet de
 l'avouerie de Liège, voir J. DARI, *Les droits des seigneurs et des avoués*

Itemque dictus R^{mus} ab Ill^{mo} principe et Brabantie duce 1510-1511
tamquam vassallus ratione comitatus Lossensis relevet tria
infrascripta feuda :

In primis advocatiam Sancti Trudonis cum omnibus suis
pertinenciis. 5

Item domum seu castrum de Colmont cum suis redditibus
et pertinentiis ad valorem trecentarum marcarum (a)
ascendentibus.

Fol. 160^{vo} Item domum sive castrum de Duras cum certis homi-
nibus feudalibus ad eandem domum spectantibus (1). 10

37.

Vers 1510-1511.

*Réponse de la part des délégués de l'évêque de Liège Érar-
de la Marck aux plaintes présentées par les délégués du duc
de Brabant, au sujet des empiètements du juge d'Église sur les
droits de la juridiction séculière.* 15

Vat. lat. 3881, fol. 161-164. Copie.—Fol. 166-167. Autre copie
incomplète et défectueuse.

(a) *Le ms. porte : morcarum.*

dans l'ancien pays de Liège, ch. 49, *Avouerie de la cité de Liège*, dans 20
les *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège*, t. XII, p. 29
et suiv., notamment p. 147-148. Liège, 1885. H. LONGHAY, *De l'attitude
des souverains des Pays-Bas à l'égard du pays de Liège au XVI^e siècle*,
p. 40.

(1) L'avouerie de Saint-Trond, le château de Colmont et de Duras 25
appartenaient à l'évêque de Liège en sa qualité de comte de Looz. Ces
biens avaient été, jadis tout au moins, des fiefs du Brabant. Voir un acte
de relief de ces trois fiefs par l'évêque Jean d'Arckel (1364-1378) dans
C. DE BORMAN, *Histoire du château de Colmont*, dans le *Bulletin de
l'Institut archéologique liégeois*, 1862, t. V, p. 117. Voir aussi le *Livre
des fiefs de l'Église de Liège sous Adolphe de la Marck*, éd. É. PONCE-
LET, p. XLII. Bruxelles, 1898. 30

Ce document est sans date. Il est de la même époque que le 1510-1511 document précédent n° 36, auquel il répond point par point, mais lui est un peu postérieur en date. — Voir *Analyse*, nos 80 et 82.

Fol. 161 Responsio ad articulos pro parte III^{mi} archiducis Austrie, principis Castelle, etc. comprehendentes certas querelas 5 quibus pretenditur jurisdictio temporalis ejusdem principis esse lesa, coram deputatis domini R^{mi} Leodiensis exhibitos sequitur (a) in modum infrascriptum.

Ad primum et secundum articulos, non credunt dicti deputati domini R^{mi}, neque ita inveniatur quod officii 10 ejusdem in sua spirituali curia jurisdictionem temporalem domini archiducis aliquo modo sibi usurpaverunt seu usurpare studuerunt pretextu trium causarum, videlicet testamentorum, conventionum matrimonialium et bonorum ecclesiasticorum et ab illis dependentium, aut quod 15 super causis hujusmodi cognitionem aliquam interceperunt aliter quam ipsis licuit et licet nedum de jure, verum etiam de usu, more et consuetudine legitime prescriptis ac etiam juxta accordata, legitima et continua observantia declarata, secundum quam prescriptam consuetudinem persone layce 20 super validitate vel non validitate testamentorum seu ultimarum voluntatum, quomodocumque validitas hujusmodi (b) pretendatur, etiam incidenter, sive ex parte persone testantis vel heredis vel legatarii, vel ex defectu solemnitatis omisse vel ex defectu forme sive etiam pre- 25 textu rei legate, necnon tractatum et conventionum matrimonialium super bonis que || in vim illorum vel illarum petuntur coram officiali spiritualis curie Leodiensis conveniri [possunt], coram quo tenentur ipse persone layce juri

(a) *Le ms. porte* : sequuntur.

(b) *Le ms. répète le mot* : validitas.

stare ac diffinitivam sententiam per adjudicationem vel abjudicationem bonorum hujusmodi expectare, etc. Preterea secundum eandem legitime prescriptam consuetudinem, si persona aliqua in assecutione aut possessione rei sibi in testamento seu ultima voluntate aut conventionibus matrimonialibus relictæ, donate vel addictæ impedita fuerit, turbata aut desuper coram iudice seculari in causam tracta, consuevit semper, prout potuit et potest, dictus officialis litteras inhibitorias, preceptorias et monitorias cum clausula justitiæ contra tales impediētes, turbantes et trahētes, ac iudices seculares se desuper intromittentes concedere etc. 1510-1511

Et pariformiter secundum eandem prescriptam consuetudinem, quum actum fuerit coram lege loci petitione hereditatis per eum qui pretendit rem aliquam ad se devolutam ab intestato, vel alia consimili actione, cujus cognitio spectare potest ad ipsam legem, et conventus possideat rem hujusmodi vel saltem pretendit se habere jus ad eandem ex vi testamenti vel conventionum matrimonialium, ita quod incidat questio super viribus etc., consuevit semper, prout potuit et potest, dictus officialis juxta sepedictam prescriptam consuetudinem inhibere legi loci ut superse-
 Fol. 162 deat et quiescat ab ulteriori cognitione || hujusmodi actionis coram ea institute, donec saltem et quousque articulus super viribus vel non viribus hujusmodi testamenti vel conventionum matrimonialium sua ordinaria jurisdictione fuerit discussus : hec enim et plura alia hanc materiam concernentia fuerunt semper, a tempore memoriam hominum excedente, tenta et inconcusse observata ac adeo notoria quod merito pro hoc tempore causari non deberent. 25 30

Ad tertium et quartum articulos, dicunt similiter ut supra

deputati Leodienses quod non reperietur officiatos domini 1510-1511
 R^{mi} quovismodo intercepisse cognitionem causarum super
 bonis ecclesiasticis, redditibus et debitis exinde provenien-
 tibus motarum, aliter quam hoc ipsis facere licuit et licet
 de jure, accordatis et consuetudine ut supra, secundum 5
 que consueverunt semper prout potuerunt persone layce
 personis ecclesiasticis aut secularibus, ratione suorum
 beneficiorum aut administrationum bonorum hospitalium,
 mensarum Sancti Spiritus sive pauperum, fabricarum
 ecclesie et aliorum piorum locorum, ad causam conduc- 10
 tionis terrarum, arrendationum, decimarum, reddituum
 cessorum ac ad causam detentionis pretactorum bonorum
 aut alias occasione eorundem bonorum quomodolibet
 obligate coram prefato officiali indifferenter conveniri, etc.

Fol. 162^v° Ad quintum, sextum et septimum articulos, qui generales 15
 querelas, minus tamen veras, comprehendere videntur,
 dicitur quod non reperietur neque repertum est unquam
 officiatos domini R^{mi} clericos ad gaudendum privilegio fori
 clericali sufficienter non qualificados per sua mandata de
 et ex manibus judicum secularium qui tales clericos deti- 20
 nebant (a) umquam exemisse aut id facere temptasse aut
 quid in extinctionem temporalis jurisdictionis et, licet
 minus vere pretenditur, contra aliquos laycos, qui clericos
 ad gaudendum privilegio Canonis sufficienter non qualifi-
 catos percusserunt, vulnerarunt, mutilarunt, etc., senten- 25
 tiam Canonis promulgasse, sed asseritur verum esse quod
 circa concessionem mandatorum contra judices laycos cleri-
 cos in captivitate detinentes ac promulgationum censura-
 rum contra laycos sive seculares personas clericos sive
 ecclesiasticas personas ledentes aut invadentes, consuevit 30
 dictus officialis curie spiritualis se regulare non contra

(a) *Le ms. porte* : detinerunt.

juris dispositionem, quemadmodum allegatur ex adverso, 1510-1511
sed secundum jus et canonicas sanctiones, partibus ad plenum in suis defensionibus auditis.

Circa hanc vero materiam potior querela competit domino R^{mo} et suis officiatis contra dominos de Cancellaria 5
Brabancie, de mandatis et impedimentis indiscretis que passim et in dies ab ea emanare solent, in grave prejudicium ecclesiastice jurisdictionis prout latius declaratum est in querelis per deputatos domini R^{mi} exhibitis (1).

Fol. 163 Ad octavum et nonum articulos comprehendentes que- 10
relas ut videtur sommatas, domini deputati Ill^{mi} principis circa has querelas ostendunt se ignorare de modo et forma quibus ad positionem cessus per curiam Leodiensem procedi consuevit; poterunt ergo inquirere diligentius qua equitate, modestia et discretionem in hujusmodi negociis 15
procedi solet juxta jura scripta, tenorem statutorum synodali-um et modificationum eorumdem. Non enim consuevit poni seu decerni cessus, quando officarii seu laicalis (a) justitia id faciunt quod ratione sui officii facere possunt et debent, et quamvis in ipsis culpa aut dolus circa diligen- 20
tiam quam in deprehensione malefactorum, etc. facere deberent, repertus fuerit, non tamen consuevit in ea re precipitaliter procedi, sed, rectore ecclesie ac cetero clero necnon rectoribus et gubernatoribus communitatis loci in quo cessus poni debet prius ad videndum et audiendum 25
cessum hujusmodi decerni legitime vocatis, recepta preterea super factis cessum promerentibus sufficienti informatione, ac ipsis sic vocatis in eorum defensionibus ad

(a) *Le ms. porte* : laicatus. *Nous corrigeons d'après la seconde copie.*

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 31.

plenum auditis. Sed errori deputatorum Ill^{mi} principis in 1510-1511
hoc facile ignoscitur, qui fortassis quod in certis locis alia-
rum diocesum apud se aliquando fieri viderint id idem
etiam existiment (a) in curia Leodiensi similiter practi-
cari. 5

Fol. 163v° Ad decimum articulum, in quantum concernit interdicti
positionem, respondetur ut supra ad proprium articulum
responsum est; quantum ad alia autem non intelligunt de-
putati Leodienses quid domini deputati Ill^{mi} principis que-
relare velint de indiscreta ecclesiarum et cymiteriorum 10
reconsiliatione : certum est quod ecclesia vel cymiterio
polluto per casum aliquem in jure expressum, opus est
reconsiliatione priusquam inibi divina celebrari aut mortui
sepeliri potuerunt (b). Si domini deputati circa hujusmodi
reconsiliationem aliquid indiscrete fieri putant, id expri- 15
mant clarius aut desinant culpae quod non est, quod
nesciunt (c) et quod ad eos non spectat.

Ad undecimum articulum, exhibeant domini deputati
Ill^{mi} domini archiducis privilegium inibi mensionatum, si
quod per habentem desuper potestatem concessum sit. Quo 20
viso, informabunt deputati domini R^{mi} suum dominum
qui in ea re faciet quod juris erit et rationis.

Fol. 164 Ad decimum tercium articulum (1), hortantur deputati
Leodienses dominos deputatos Ill^{mi} principis quatenus
deponant displicentiam de qua mentionem faciunt in 25

(a) Sic.

(b) Sic.

(c) *Le ms. porte* : nesciant.

(1) Il n'y a pas de réponse au 12^{me} motif de plainte du Brabant, qui est
relatif à l'attitude des habitants de la principauté de Liège à l'égard des 30
Gueldrois. Voir ci-dessus, p. 224.

hujusmodi articulo, et quod abjiciant superfluas curas, 1510-1511
 admoneantque officiatos ipsorum (a) principis ut crimina
 et excessus illorumque enormitates et frequentias, quorum
 correctionem ipsi sibi aliquando usurpant vel que ad ipsos
 spectat et quorum plurima statuto denario redimi consue- 5
 verunt, ita et taliter corrigant, quatenus correcti et emen-
 dati a similibus et majoribus abstineant. Dominus R^{mus}
 per se et suos officiatos, more pii patris, ac ex debito pas-
 toralis officii, etc., nullo admonente, crimina et excessus
 ad ejus correctionem spectantia, ita corriget (non dubitent) 10
 prout sue Celsitudini, animarum saluti et quieti subdito-
 rum melius videbitur expedire.

38.

Vers le 23 novembre 1511.

*Propositions d'accord élaborées par le doyen de Louvain, 15
 Adrien d'Utrecht, en matière des conflits pendants entre
 l'évêque de Liège, Érard de la Marck et le duc de Brabant,
 tant en matière de juridiction ecclésiastique qu'en matière des
 contestations territoriales au sujet du territoire de Fon-
 taines.* 20

Vat. lat. 3881, fol. 168-168v°. Copie.

Ce document est sans date, mais il fut transmis le 23 novem-
 bre 1511 aux délégués de l'évêque de Liège. Il doit donc dater de
 la même époque. — Voir *Analyse*, n° 83.

Fol. 168 Ut litium materie ac dissentiones que inter Ill^{mos} prin- 25
 cipes Brabantie duces et R^{mos} dominos episcopos Leodienses
 pro tempore super jurisdictione ac etiam dominio et supe-
 rioritate certorum locorum pridem exorte, sine graviori

(a) *Sic. La seconde copie porte : sui.*

partium et subditorum dampno sopiri possint et componi, 1511
 ac gratia, pax et charitas inter principes foveri, concepi ego,
 decanus Lovaniensis ⁽¹⁾, per viam expedientis, media
 infrascripta utrique principum offerenda, ut invicem ante
 Natalia Christi vel saltem Epiphaniam Domini significant 5
 et demandent scripto que ex illis ad terminandum hujus-
 modi differentias amplecti velint.

Primum quoad materiam jurisdictionis, quia princi-
 palis differentia est, cum officialis inhibet justicie laycali ne
 procedat ad cognitionem alicujus articuli, principaliter vel 10
 incidenter, in quo layci pretendunt se auctoritate domini
 Leodiensis inhiberi non posse, pretendente domino Leo-
 diensi quod hoc ecclesia prescripserit, aliis vero asseren-
 tibus contrarium, et cum officialis capit cognitionem quam
 Consilium Brabancie. pretendit sibi vel laycalibus justiciis 15
 inferioribus deberi, an [in] hiis vel similibus casibus, Con-
 silium Brabantie, per viam defensionis et quasi repulsio-
 nis injurie, possit, sub pena apprehensionis honorum
 temporalium, mandare officiali, qui indubie clericus est
 et vir spiritualis, ut inhibitionem factam revocet vel a 20
 cognoscendo desistat, aut certe (a) teneatur officialem
 minus juste procedentem coram suo spirituali judice impe-
 tere seu inhiberi procurare :

Expediens michi videtur ut impensis communibus utrius-
 que principum desuper requiratur consilium jurisperi- 25
 torum collegii dominorum de Rota ⁽²⁾, parlamenti Pari-

(a) Sic. *Ne faudrait-il pas lire : eontra.*

(1) C'était à ce moment Adrien d'Utrecht qui fut plus tard le pape
 Adrien VI. Voir A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. II,
 p. 77. Bruxelles et Leipzig, 1858.

(2) Le tribunal de la Rote à Rome. Voir ci-dessus, p. 201, note 1.

siensis et universitatis Coloniensis. Et teneantur partes se
regulare juxta conclusionem ex eorum consiliis capiendam
saltem ad viginti vel triginta annos, sine partium prejudicio
et etiam cum conditione quod ex usu pro illo tempore
nulli partium paretur prescriptionis prejudicium. 5

Et si forte inter dictas partes questio vertatur super eo
articulo, an prescripta sit spiritualis vel laicalis consue-
tudo, quod exnunc et pro futuro tempore ad quadraginta
annos, pro dubii illius decisione ex consensu, pacto et con-
Fol. 168^{vo} ventione partium habeatur pro iudice || competenti domi- 10
nus Trajectensis pro tempore ⁽¹⁾ et prorogetur ejus juris-
dictio, quodque pars temere litigans non solum condem-
nari debeat in expensis, sed etiam in centum nobilibus
auri cum rosa, ad opus partis triumphantis, ut non facile
super hiis litigetur. 15

Quo ad materiam de Fontanis ⁽²⁾, quia dissensio est super
limitibus patriarum quarum utraque est imperialis, ne
forte suspicio sit domino Leodiensi contra Imperatorem,
expediens michi videtur ut procuretur causa ab imperatore
committi seu delegari viro prudenti neutri partium sus- 20
pecto; vel eligat quelibet partium virum doctum et pro-
bum, qui duo per partes electi habeant facultatem eli-
gendi superarbitrum vel virum probum, vel communi-
tatem alicujus collegii sub pena et in forma meliori; vel
tercio quod partes consentiant ut ex actis nunc habitis, 25

⁽¹⁾ L'évêque d'Utrecht.

⁽²⁾ Cette question du domaine de Fontaines a soulevé de longues con-
troverses et est plusieurs fois citée dans la correspondance d'Aléandre.
Voir J. PAQUIER, *Jérôme Aléandre et la principauté de Liège. Docu-
ments inédits*, p. 18, 23, 25 et 360-361; A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 84, 30
note 2; J. DARIS, *Histoire de la principauté et du diocèse de Liège pen-
dant le xvi^e siècle*, p. 661.

sine ulteriori testium vel munimentorum productione, 1511
 collegium alicujus universitatis judicet quid juris; vel
 quarto, convenient partes per suos deputatos de quolibet
 articulo, quibus mediis probatum esse velint cujus sit
 feudum, cujus patria, etc. Et requiratur jurisperitorum 5
 consilium utra partium rite probaverit.

Deputati archiducis dederunt deputatis R^{mi} domini Leodiensis pretacta media XXIII novembris anno XV^e undecimo.

39.

10

Vers le 24 novembre 1511.

Propositions d'accord élaborées par les délégués de l'évêque de Liège, Jean de Tornaco, Simon de Juliaco, Leo et l'official de Diest, sur les conflits de juridiction et les contestations territoriales, pour être remises aux délégués du duc de Brabant, le seigneur de Sempy, le doyen de Saint-Pierre à Louvain Adrien d'Utrecht, Jérôme Vander Noot et François Vander Hulst. 15

Vat. lat. 3881, fol. 165. Copie.

Ce document est sans date. Ces propositions furent transmises le 20
 24 novembre 1511 aux délégués du duc de Brabant. Ce document
 doit donc dater de la même époque. — Voir *Analyse*, n° 81

Fol. 165 Media concepta per deputatos R^{mi} domini Leodiensis pro
 eciam amicabili sedatione differentiarum exortarum inter
 Ill^{mu}m dominum archiducem et dictum dominum Leo- 25
 diensem.

Et inprimis quoad jurisdictionem spiritualem dicti
 domini Leodiensis, quod dictus Ill^{mu}s archidux paciatur
 dictum dominum Leodiensem, suos officiatos et archidia-

conos exercere quiete et pacifice suas jurisdictiones spiri- 1511
 tuales, eisdem de jure et consuetudine prescriptis compe-
 tentes, sine aliquo impedimento per mandata Cancellarie
 aut alias qualitercumque prestando. Quod si differentia
 aliqua seu questio occasione prescriptionum pretactarum, 5
 consuetudinum seu alterius cujuscumque incidentis, emer-
 gentisve, annexi seu connexi, inter partes litigantes exo-
 riat, quod idem Ill^{mus} archidux dignetur relinquere
 cognitionem et decisionem tam hujusmodi exceptionis
 quam causarum principalium dicto domino Leodiensi, 10
 suis officialibus et archidiaconis, reformandam, si quid
 perperam, injuste seu inique egerint, per suos superiores
 judices ecclesiasticos.

Item quoad materiam de Fontanis, etc., licet clare
 constet opidum, castrum, terram et dominium de Fontanis, 15
 nedum esse patriam Leodiensem sed etiam feudum episcopi
 et ecclesie Leodiensis, hujusmodique dominum Leodien-
 sem et suam ecclesiam in possessione superioritatis dicto-
 rum opidi, castri, terre, et domini de Fontanis eciam ab
 antiquissimo tempore fuisse et etiam esse, salvis indebitis 20
 molestationibus et perturbationibus ex adverso prestitis;
 quia tamen deputati antedicti Ill^{mi} ducis ad hec non adver-
 tunt etc., videtur antedictis deputatis quod etiam pro
 medio pacis non esset inconveniens cognitionem et deci-
 sionem hujusmodi questionis et materie de Fontanis 25
 relinquere et ponere ad manus sanctissimi domini nostri
 pape ejusve Sancte Sedis apostolice aut parlamenti Pari-
 siensis.

Item quoad relivia feudorum, etc., quod pro parte dicti
 Ill^{mi} archiducis principis petatur ob minorennitatem 30
 ipsius, provisio que gallice communiter dicitur souf-
 rance, etc.

Deputati R^{mi} domini Leodiensis videlicet sigillifer ⁽¹⁾; 1513
Tornaco (2), Juliaco ⁽³⁾ et Leo ⁽⁴⁾ ac officialis Diestensis
presentem cedulam tradiderunt, pro recessu deputationum
dicti Ill^{mi} archiducis, videlicet dominis de Sainpy militi ⁽⁵⁾,
decano Sancti Petri Lovaniensis ⁽⁶⁾, Jheronimo Vander 5
Noet, Francisco Vander Hulst, XXIII novembris anno
etc. XI^o.

40.

Rome, le 6 juin 1513.

*Le pape Léon X charge l'archidiacre d'Ardenne, le prévôt 10
de l'église Sainte-Walburge à Zutphen et le doyen de l'église
Notre-Dame à Maestricht de veiller à l'exécution et à l'obser-
vation du privilège qu'il accorde au duc Jean de Clèves.*

Vat. lat. 3881, fol. 176^vo-178^vo. Copie.

Ce document est inclus dans la lettre de monitoire de Bernard 15
Doernick du 28 juin 1516 et dans l'acte de délégation de Jean de

(1) Pierre de Cortembach.

(2) Jean de Tornaco, chanoine de Liège, dit d'Enghien, décédé au mois
de juin 1516. Voir la lettre de Gilles de Blocquerie du 24 septembre 1516
dans J. PAQUIER, *Alexandre et la principauté de Liège*, p. 159. Voir 20
J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c., t. II, p. 336-337; X. VAN DEN STEEN
DE JEHAY, o. c., p. 575. Un autre Jean de Tornaco, probablement son fils,
est appelé *Junior* pour le distinguer de celui-ci. Voir ci-dessus, p. 216.

(3) Simon de Juliers, chanoine de Liège. Voir J. DE THEUX DE MONT-
JARDIN, o. c., t. II, p. 331-332. 25

(4) Nous n'avons pas pu identifier ce personnage.

(5) Il s'agit probablement de Michel de Croy, seigneur de Sempy. Voir
A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, p. 25,
83, 87, etc.

(6) Adrien d'Utrecht. 30

Brempt du 2^e octobre 1514 (voir ci-dessous, nos 76 et 46) et comprend lui-même le texte de la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513 (voir ci-dessous, n° 41). — Nous publions le texte de l'exécutoire de la bulle de Léon X du 6 juin 1513 avant celui de la bulle elle-même, pour faire concorder les numéros que nous avons assignés à ces deux documents dans l'*Analyse des manuscrits*, ci-dessus, p. 29-30, nos 92-93. — Voir *Analyse*, n° 92.

Fol. 176^{vo} Leo episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidiacono Ardennensi et preposito Sancte Walburgis Zutphaniensis ac decano Beate Marie Trajectensis oppidorum, [Trajectensis] et Leodiensis diocesum ecclesiarum salutem et apostolicam benedictionem. Hodie emanarunt a nobis littere tenoris subsequentis :

Leo episcopus, etc. Summi dispositione rectoris — —
Fol. 177-178 — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo terdecimo, octavo id. junii, pontificatus nostri anno primo ⁽¹⁾.

Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum, per vos vel alium seu alios, dictas nostras litteras, ubi et quando pro parte dicti Johannis ducis ⁽²⁾ fueritis requisiti, solempniter publicantes, eisque (a) ac singulis incolis, habitatoribus et personis presentibus et futuris opidorum, castrorum, villarum et locorum ducatum et comitatum ac dominiorum predictorum in premissis efficacis defensionis presidio assistentes, faciatis ipsos et eorum quemlibet omnibus et

(a) Sic.

(1) C'est la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513, publiée ci-dessous, n° 41.

(2) Jean III, duc de Clèves. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 183, note 3. Voir le document suivant, n° 41, pour l'intelligence de celui-ci.

singulis in eisdem nostris litteris contentis pacifice frui et 1513
 gaudere, non permittentes eos desuper per ordinarios et.
 Fol. 178^{vo} vicarios prefatos aut quoscumque alios || indebite moles-
 tari aut perturbari, contradictores (a) per censuram
 ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, non 5
 obstantibus omnibus supradictis, seu si ordinariis et vicariis
 prefatis vel quibusvis aliis communiter vel divisim a dicta
 sit Sede indultum quod interdicti, suspendi vel excommu-
 nicari non possint per litteras (b) apostolicas non facientes
 plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto 10
 hujusmodi mentionem. Datum Rome apud Sanctum Pe-
 trum, anno Incarnationis Dominice [millesimo quingen-
 tesimo] tertio decimo, octavo idus junii, pontificatus nostri
 anno (c) primo.

41.

15

Rome, le 6 juin 1513.

*Bulle du pape Léon X en faveur de Jean, duc de Clèves-
 Juliers-Berg. Le pape confirme les privilèges accordés au duc 20
 Guillaume I de Berg par le pape Boniface IX, au duc de
 Juliers Guillaume par le pape Alexandre VI : celui-ci étend
 le privilège de non evocando accordé par Boniface IX au
 duché de Juliers, au comté de Ravensberg et aux seigneu-
 ries de Heinsberg et de Löwenberg ; à son tour, Léon X fait 25
 la même concession pour le duché de Clèves et le comté de la
 Marck ; en outre, il défend de mettre l'interdit dans ces ter-
 ritoires pour des faits se rattachant à ce privilège et permet*

(a) *Le ms. porte* : contradictorum.(b) *Le ms. porte* : per litteras non apostolicas.(c) *Anno est répété.*

30

aux habitants de n'en tenir aucun compte, si cette peine a 1513
été infligée sans faute de leur part.

Vat. lat. 3881, fol. 176^vo-178. Copie. Cet acte est inclus dans l'exécutoire de cette bulle du 6 juin 1513 (voir ci-dessus, n° 40) qui est insérée elle-même dans les documents publiés ci-dessous, n°s 46 5 et 76. — Copie très défectueuse, avec des notes marginales. Elles ont pour but de montrer que le duc de Clèves et Juliers n'est pas en droit d'invoquer cette bulle dans le conflit qui a surgi entre celui-ci et l'évêque de Liège. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 184. — Pendant l'impression de cet ouvrage, cette bulle a été publiée 10 d'après l'original par O. R. REDLICH, *Jülich-Bergische Kirchenpolitik am Ausgange des Mittelalters und in der Reformationszeit*. T. I. *Urkunden und Akten*. 1400-1553, p. 200. (*Publikationen der Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde*, t. XXVIII) Bonn, 1907. Nous publions le texte de l'original. L'indication des folios et 15 les notes marginales se réfèrent au ms. *Vat. lat.* 3881. — Dans l'*Analyse*, n° 93, nous avons assigné à cette bulle la date erronée du 8 juin. — Voir *Analyse*, n° 93.

Fol. 176^vo Leo episcopus servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Summi dispositione rectoris singulorum chris- 20-
tifidelium pastorem curam gerentes, ad fidelium quorumlibet statum preservandum a noxis et in quietis tranquillitate fovendum passim nostros dirigimus cogitatus, et que super hiis a predecessoribus nostris provida consideratione ordinata esse repperimus, ut votivos sortiantur 25-
effectus, et eo magis inconcussa permaneant quo fuerint crebrius apostolice Sedis circumfulta presidio, cum a nobis petitur, nostre approbationis robore communimus et alias desuper providemus, prout catholicorum principum vota deposcunt et pro equitatis atque honestatis debito con- 30-
spicimus expedire. Dudum siquidem felicitis recordatio-

Fol. 177 nis || Bonifacio papa nono in sua obedientia, de qua partes 1513

ille tunc erant, nuncupato, pro parte quondam Wilhelmi
 tunc ducis Montensis ⁽¹⁾ inter alia exposito quod plerum-
 que contingebat habitatores, incolas personasque laicales
 opidorum, castrorum, villarum et aliorum locorum tem- 5
 porali ditioni ipsius Wilhelmi ducis subditorum in causis
 civilibus et mere prophanis ^(a) coram diversis iudicibus
 ecclesiasticis extra loca et infra ipsa loca ordinariis seu
 ipsorum vicariis vel commissariis incolatus seu domi-
 cillii proprii ad iudicium trahi, in gravem habitatorum, 10
 incolarum et personarum huiusmodi lesionem et jacturam,
 prefatus Bonifacius dicti Wilhelmi ducis in ea parte sup-
 plicationibus inclinatus, omnibus et singulis habitatori-
 bus, incolis et personis utriusque sexus opidorum, cas-
 trorum, villarum et aliorum locorum predictorum tunc 15
 presentibus et futuris indulsit ut nullus eorum in causis
 civilibus, criminalibus, pecuniariis et mere prophanis, in
 quantum videlicet ad seculare forum pertinerent, coram
 aliquibus iudicibus ecclesiasticis, apostolica vel quavis
 auctoritate fungentibus extra sive etiam infra loca hujus- 20
 modi ordinariis, vicariis, commissariis eorundem inco-
 latus sive domicillii proprii, per litteras apostolicas de
 cetero impetrandas non facientes plenam et expressam ac
 de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem,
 aut vigore constitutionum synodaliū seu statutorum et 25
 consuetudinū, ad iudicium valerent evocari, sic tamen

^(a) *En marge* : Non ista est clausula specialis et dicit dumtaxat de
 causis civilibus et mere prophanis. Ista est causa mere ecclesiastica.

⁽¹⁾ Guillaume, premier duc de Berg, comte de Ravensberg et sei-
 gneur de Blankenberg (1360-1408). — C'est la bulle du pape Boniface IX, 30
 du 15 novembre 1400, publiée par O. R. REDLICH, *o. c.*, p. 1-3.

quod coram propriis iudicibus infra eadem loca de ipsis 1513
conquerentibus, si eis ministraretur justitie complemen-
tum, tenerentur legitime stare juri, decernens sententias
et processus quos contra hujusmodi indulti formam for-
sitan haberi contingeret irritos et inanes. Et deinde pie 5
memorie Alexandro papa sexto etiam predecessori nostro,
pro parte alterius quondam Wilhelmi etiam ducis Mon-
tensis ⁽¹⁾ exposito quod ipse non solum predicti sed etiam
Juliacensis ducatum ac comitatus Ravensburgensis, nec-
non in Hynsberch et Levenborch locorum dominus tem- 10
poralis existebat, et propterea ad illorum incolas et
personas indultum et litteras Bonifacii predecessoris
hujusmodi extendi et ampliari summopere affectabat, idem
Alexander predecessor, secundo dicti Wilhelmi ducis sup-
plicationibus similiter inclinatus, indultum et super illo 15
confectas litteras Bonifacii predecessoris hujusmodi cum
decreti ac omnibus et singulis in eis contentis clausulis
per quasdam confirmavit et perpetue firmitatis robur obti-
nere || debere decrevit ⁽²⁾, illaque ad omnes et singulos
incolas, habitatores et personas tunc et pro tempore exis- 20
tentes opidorum, castrorum, villarum et locorum ducatus
Juliacensis necnon comitatus et aliorum locorum predi-
ctorum extendit et ampliavit, ipsasque suas litteras publi-
cari et incolas, habitatores et personas prefatos contra
illarum tenorem per quoscunque molestari aut inquietari 25

Fol. 177^{vo}

⁽¹⁾ Il s'agit de Guillaume, le dernier duc de Juliers, mort en 1511. Celui-ci avait acquis les seigneuries de Heinsberg et de Löwenberg en 1472. Voir M. W. TESCHENMACHER, *Clivia, Julia, Montia, Marchia Ravensburgia antiquae et modernae*, p. 412 et 447. Arnhem, 1638.

⁽²⁾ C'est la bulle du pape Alexandre VI du 13 février 1501, publiée par 30
O. R. REDLICH, *o. c.*, p. 162.

nequaquam permitti, et alia tunc expressa fieri per alias 1513
 suas litteras mandavit, certis in eis desuper executoribus
 deputatis, prout in singulis litteris predictis plenius con-
 tinetur. Cum autem, sicut exhibita nobis nuper pro parte
 dilecti filii nobilis viri Johannis, ducis Clivensis, qui etiam 5
 dictorum Juliensis et Montensis ducatum dux necnon
 de Marka et de Ravensberg comes aliorumque locorum
 predictorum dominus temporalis existit ⁽¹⁾, petitio conti-
 nebat, posteriores littere Alexandri predecessoris hujus-
 modi, ejus vita durante, prefatis executoribus presentate et 10
 aliqui processus desuper fulminati non fuerunt et prop-
 terea ipse Johannes dux dubitet executores ad earum execu-
 tionem procedere sicque incolas, habitatores et personas
 prefatos illarum effectum frustrari posse, pro parte ejusdem
 Johannis ducis nobis fuit humiliter supplicatum, ut sin- 15
 gulis litteris predictis, pro illarum subsistentia firmiori
 robur nostre approbationis et innovationis adjicere, ac
 indultum, decretum et singulas litteras predicta ad omnes
 et singulos incolas, habitatores et personas nunc et pro
 tempore existentes opidorum, castrorum, villarum et loco- 20
 rum Juliensis, Montensis et Clivensis ducatum ac in
 Ravensberg et de Marcka comitatum ac dominiorum pre-
 dictorum de novo extendere et ampliare, ac quod inter-
 dicta ordinaria auctoritate in opidis, castris, villis et locis

(1) Jean III, duc de Clèves. Il avait marié en 1510 la fille de Guil- 25
 laume IV, duc de Juliers. Il avait comme compétiteurs pour le duché de
 Juliers-Berg et Ravensberg, les princes de la maison de Saxe. L'empereur
 Charles-Quint ne le reconnut que le 22 juin 1521. Voir M. RITTER,
Sachsen und der Jülicher Erbfolgestreit (1483-1610), p. 1-6. (*Abhand-*
lungen der historischen Classe der königlich Bayerischen Akademie 30
der Wissenschaften, t. XII, 2^e section.) Munich, 1873.

predictis dicto Johanni duci (a) ut prefertur subjectis, occa- 1513
sione premissa, dummodo Johannes dux, persone, incole et
habitatores prefati causam hujusmodi interdicto (b) non
dederint nec id contingat in eos specialiter interdicti, de
cetero apponi non possint, statuere et ordinare aliasque 5
in premissis oportune providere de benignitate apostolica
dignaremur. Nos igitur prefatum Johannem ducem a quibus-
vis excommunicationis, suspensionis et interdicti aliisque
ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a jure vel ab
homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomo- 10
dolibet innodatus existit, ad effectum presentium dumtaxat
consequendum harum serie absolventes et absolutum fore
censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, Bonifacii
et priores, quatenus sint in usu, ac posteriores Alexandri
predecessorum litteras hujusmodi, sine alicujus preju- 15
dicio, auctoritate apostolica tenore presentium approbamus
Fol. 178 et innovamus, illasque cum omnibus ¶ et singulis in eis
contentis clausulis ad omnes et singulos incolas, habita-
tores et personas nunc et pro tempore existentes opido- 20
rum, castrorum, villarum et locorum Juliacensis, Mon-
tensis et Clivensis ducatum ac in Ravensberg et de
Marca(c) comitatum et dominiorum predictorum de novo
extendimus et ampliamus, ac volumus et eidem Johanni
duci prefata apostolica auctoritate concedimus, quod dicte
posteriores Alexandri predecessoris littere hujusmodi a 25

(a) *En marge* : Nota hic non nominatur comitatus Morsensis subtus
cujus districtu ista villagia situantur. (*Les villages de Brüggen, Kal-
denkirchen, etc., dont il sera question ci-dessous, Textes, n° 76, fai-
saient partie de ce comté.*)

(b) *En marge* : Nota dummodo causam interdicti non dederint et sic 30
(un espace en blanc) essent causam (sic) interdicto, nam tenuerunt porti-
tores litterarum per noctes et dies, etc.

(c) *En marge* : Non adhuc nominatur Morsensis comitatus.

dato presentium valeant et eisdem incolis, habitatoribus et 1513
 personis suffragentur, ipsique in eis executores deputati
 ad illarum et contentarum in eis alias earum forma servata
 executionem procedere licite possint in omnibus et per
 omnia ac si ille dictis executoribus, prefato Alexandro pre- 5
 decessore in humanis agente, presentate et per eos ad
 illarum executionem procedi inceptum fuisset, statuantes
 quod exnunc de cetero interdicta ordinaria auctoritate in
 opidis, castris, villis et locis dicto Johanni duci ut pre-
 fertur subjectis hujusmodi occasione premissa, dummodo 10
 ipse Johannes dux, persone, incole et habitatores prefati
 alias ad id causam non dederint nec id contingat in eos
 specialiter emanare, apponi non possint etiam ad interdic-
 torum occasione et ordinaria auctoritate predictis pro tem-
 pore appositorum observationem Johannes dux, incole, 15
 habitatores et persone prefate minime teneantur. Non
 obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis
 ac omnibus illis que Bonifacius et Alexander predecessores
 prefati in singulis eorum litteris predictis voluerunt non
 obstare, ceterisque contrariis quibuscunque. Nulli ergo 20
 omnino hominum liceat hanc paginam nostre absolu-
 tionis, extensionis, ampliacionis, approbationis, innova-
 tionis, voluntatis, concessionis et statuti infringere vel ei
 ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare
 presumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum 25
 Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum.
 Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis
 Dominice millesimo quingentesimo tertio decimo, octavo
 id. junii, pontificatus nostri anno primo.

Saint-Venant, le 7 septembre 1513.

Lettre de l'empereur Maximilien à l'évêque de Liège, Érarde de la Marck. L'empereur enjoint à celui-ci de retirer les mesures qu'il a prises dans l'affaire de Waldoer de Modave, contrairement aux privilèges impériaux accordés à la ville de Huy et de lever le cess mis dans cette ville à l'occasion des contestations qui s'y sont élevées. 5

Vat. lat. 3881, fol. 203. Copie authentiquée du commencement du xvi^e siècle. — Voir Analyse, n^o 106. 10

Fol. 203 Maximilien par la grace de Dieu empereur tousjours august, etc.

Reverend pere en Dieu, tres cher et feal cousin.

Ceux du conseil et gouvernement de la ville de Huy nous ont presentement fait remonstre comment, au contraire 15 de leurs privileges qu'ilz ont euez de noz predecesseurs empereurs par nous confermez, et des mandemens sur ce par eulx obtenuz en nostre Chambre imperialle pour aucuns cas en deppendans, comment allencontre de Waldor de Modalve (1) et autrement vous procedez contre eulx 20 autrement que deuement. Mesmement soubz umbre de quelques plainctes a vous faictes de la part du dict

(1) Sur les circonstances qui amenèrent cette intervention de Maximilien, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 210-211. L'emprisonnement par les Hutois de Waldoer de Modave, collecteur des impôts à Ciney, fut cause 25 de l'intervention de l'officialité liégeoise : celle-ci ordonna la mise en liberté de Waldoer, sous menace de censures. Devant l'obstination de la ville, l'évêque punit la ville de la peine du cess, c'est-à-dire de la cessation de la célébration des offices divins. A la demande des Hutois, l'empereur, alléguant que les privilèges impériaux de la ville de Huy ont été 30 violés, exige de l'évêque le retrait de la peine.

Waldor, avez faict mettre le cess en l'eglise du dict Huy, 1513
 jacoit que pour cause de nos dictz privileges, l'affaire ne
 se doive traictier par la court spirituelle, fors seulement
 par devant les juges ad ce deleguez ou nostre Chambre
 imperialle ainsi qu'il appartient. Par quoy nous ce consi- 5
 dere et que ne voulons aucunement permettre estre faict
 aucun tort ausdicts de Huy au contraire de nos dictz pri-
 vileges en maniere que ce soit, escripvons a ces causes
 devers vous, et vous ordonnons de cy en avant en laisser et
 convenir a la justice la et ainsi qu'il appartient, sans a 10
 iceulx privileges aucunement contrevenir, et remectre le
 cess par vous donne, comme dict est, et tout ce qui s'en
 ensuyet a neant, ensemble les dictes parties par devant les
 juges a qui la cognoissance en doit appartenir. Car a vostre
 deffaulte, nous serons contraincts y pourveoir selon que 15
 trouverrons au cas appartenir et a la conservation de nos
 dictz privileges. Et nous vœuillez advertir par le porteur de
 cestes de vostre intention sur ce dict affaire, pour selon ce
 nous pouvoir reigler. A tant nostre Seigneur soit garde de
 vous. Donne en nostre logis de Sevenan ⁽¹⁾, le vi^e jour de 20
 septembre l'an XV^e et XIII.

Ainsi dessoubz escript : Per regem proprium (a). Et

(a) *Interprétation douteuse; la formule : Per regem proprium et la
 suivante : Ad mandatum cesaree majestatis proprium, se retrouvent
 dans Le Glay, Correspondance de l'empereur Maximilien I^{er}, notam- 25
 ment, t. II, p. 83 et 335.*

(1) Saint-Venant (Pas-de-Calais), place forte près d'Aire, sur la route
 d'Aire à Tournai. Le 6 septembre 1513, Maximilien se trouvait à Aire.
 Voir les lettres de Maximilien à sa fille Marguerite, du 6 septembre 1513
 et datées de cette ville, dans M. LE GLAY, *Correspondance de l'empereur 30
 Maximilien I^{er} et de Marguerite d'Autriche*, t. II, p. 200-202,
 nos 537-539. Paris, 1839.

derrier : Ad mandatum domini imperatoris proprium. 1513
Item dessoubz : Du secrete Rennier. Et ainsi deseur :
A reverend pere en Dieu notre tres cher et feal cousin
l'evesque de Liege, duc de Buillon et conte de Loz.

Collationata est presens copia cum suo originali de verbo 5
ad verbum et concordat per me,

H. KNERINX, *notarium.*

43.

Huy, le 12 octobre 1513.

Les bourgmestres, les jurés, le conseil et les habitants de la 10
ville de Huy reconnaissent les torts qu'ils ont eus envers
l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en retenant en prison
Waldoer de Modave, malgré les peines comminées contre eux
par l'official de Liège, qui a mis le cess dans la ville. Ils
délèquent Jehan de Clocquier, Jehan de Tiribuy, Collart de 15
Dribuy, Fastre de Termoigne, Collart de Mavez et Gérard
Lottin, pour supplier l'évêque de Liège de lever le cess et lui
offrir une amende honorable ainsi qu'une compensation
pécuniaire pour réparer leur faute.

Vat. lat. 3881, fol. 204^{vo}-205. Copie authentiquée du commen- 20
cement du xvi^e siècle (1). Cet acte est inséré dans le document n° 44.
— Voir *Analyse*, n° 108.

Fol. 204^{vo} A tous ceulx qui ces presentes lectres verront et orront,
nous les burgimaistres, jurez, conseil et toute la commu-
naulte de la bonne ville de Huy scavoir faisons, que comme 25

(1) Voir la signature du notaire à la fin de l'acte publié sous le n° 44
dans lequel ce document est inclus.

par cidevant nous sommes tumbéz, causante nostre igno- 1513
 rance et negligence, en la griefve indignation de nostre
 prince et seigneur, monseigneur Erard de la Marck, evesque
 de Liege, duc de Buillon et conte de Loz, par la detention
 d'ung appelle Waldor de Modalve, soy disant clerc ⁽¹⁾, en 5
 desobeissant aux monitions et mandemens espirituelz con-
 tenans grosses censures et peynes pecuniaires procedans
 de monseigneur son official de Liege, en vigueur desquelz
 mandemens le dict official nous at innode et mis le cess
 et interdict en notre dicte ville de Huy, dont pour ce que 10
 bien scavons et cognoissons que desobeissant ausdictes mo-
 nitions et mandemens, nous avons tres grandement offense
 le dict nostre prince, ce que faire ne devismes a cause
 de sa jurisdiction spirituelle, ains avoir del tout obey
 a sa dicte jurisdiction, neantmoins pour revenir et retourner 15
 en la grace, misericorde et clemence du dict nostre prince
 et seigneur, confessant nostre dicte erreur et negligence,
 et nous humilians du tout en tout en la meilleure fourme
 que faire povons, avons donne et attribue povoir, faculte et
 auctorite de par nous en general aux honorables saiges 20
 et discretz Jehan de Clocquier, Jehan de Tiribuy, Collart
 de Dribuy, Fastre de Termoigne, Collart de Mavez et Gerar
 Lottin, de comparoir par devant nostre dict tres redoubte
 seigneur et prince ou par devant ses deputez, ad ce la et ou il
 plaira a sa bonne grace, et illecques de par nous demander, 25
 le plus humblement que faire pourront, remission, relaxa-
 tion et pardon du dict cess et interdict de par nous, et
 octroyant et consentant au dict nostre seigneur et prince,

⁽¹⁾ Ce document se rapporte au même objet que le précédent, n° 42.
 Voir ci-dessus, p. 246 n. 1, les renseignements nécessaires à l'intelligence 30
 de cette pièce.

de par nous, pour recognoissance de nostre excess et pechie, 1513
 deux amandes, l'une honorable et l'autre prouffitable,
 lesquelz nous mectons totalement et sans nulle exception
 en la disposition de sa dicte grace, qui en pourra faire tout
 ainsi et en telle maniere qu'il luy plaira. Car en ce cas nous 5
 sommes contens et promettons par notre foid avec ce noz
 Fol. 205 corps et noz biens de y integrallement fournyr || et satisfaire
 tant a l'amende prouffitable que a l'amende honorable,
 ainsi que sa dicte bonne grace avec ses dictz deputez en
 ordonneront, sans aucun contredict, fraude ne malengien. 10
 En tesmoing desquelles choses nous avons faict signer
 cestuy present nostre mandement de constitution de la main
 de nostre clerc serimente, et y faict apprendre le seel (a) de
 nostre ville de Huy. Donne en la dicte ville de Huy, ce
 douziesme jour d'octobre, an XV^e et treize. 15

Ainsi signe : G. Lottin, a commandement de mes dictz
 seigneurs les maistres et conseil, ainsi soubzscript (b).

44.

Liège, le 13 octobre 1513.

*Procès-verbal de l'acte de soumission fait par les délégués 20
 de la ville de Huy devant les délégués de l'évêque de Liège.
 Comme suite à cette démarche, l'official Josse Royer lève le
 cess qui avait été mis à Huy.*

*Vat. lat. 3881, fol. 203^{vo}-205. Copie authentiquée du commence-
 ment du xvi^e siècle. Cet acte comprend le document publié ci-dessus, 25
 n° 43. — Voir Analyse, n° 107.*

Fol. 203^{vo} In nomine Domini, amen. Serie presentis publici instru-
 menti cunctis evidenter innoteat et sit patefactum, quod

(a) *Le ms. porte* : secl.

(b) *Sic.*

anno a Nativitate ejusdem Domini millesimo quingentesimo 1513
 decimo tercio, indictione prima, mensis vero octobris die
 decima tercia, hora nona vel circiter ante meridiem, pon-
 tificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri,
 domini Leonis hujus nominis digna Dei providentia pape 5
 decimi anno suo primo, coram venerabilibus, circum-
 spectis et egregiis viris dominis et magistris Lamberto
 Doupey, cancellario (1), Waltero de Corswaremea, decano,
 Henrico ex Palude, cantore (2), Martino Van der Keelen,
 scholastico (3), Judoco Royer, officiali Leodiensi (4), necnon 10
 Johanne de Tornaco, officiali insignis capituli Leodiensis (5),
 Consilium (a) R^{mi} et III^{mi} principis et domini nostri, domini
 Erardi de Marcka, episcopi Leodiensis, ducis Buillonensis

(a) *Le ms. porte* : consilium

(1) Lambert d'Oupeye, chancelier de l'évêque de Liège depuis le 15
 4 août 1506, décédé le 10 août 1515. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse
 et de la principauté de Liège pendant le XVI^e siècle*, p. 91, et J. DE
 THEUX DE MONTJARDIN, *Le chapitre de Saint-Lambert à Liège*, t. III,
 p. 5-6

(2) Henri ex Palude, prévôt de Huy en 1478, grand chantre de la 20
 cathédrale en 1488, décédé le 24 mars 1515. Voir J. DE THEUX DE MONT-
 JARDIN, *o. c.*, t. II, p. 304-306.

(3) Martin Van der Keelen, prévôt de Sainte-Croix et grand écolâtre de
 la cathédrale de Liège, décédé le 1^{er} février 1520. Voir J. DE THEUX DE
 MONTJARDIN, *o. c.*, t. II, p. 313. 25

(4) Josse Royer de la Marck, chanoine de la cathédrale de Liège en
 1484, official de l'évêque de Liège depuis 1469, décédé le 7 novembre 1515.
 Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 92, et ci-dessus, p. 134, note 2. J. DE THEUX DE
 MONTJARDIN, *o. c.*, t. II, p. 316-318.

(5) Voir ci-dessus, p. 237. La coutume et les privilèges avaient accordé 30
 une compétence judiciaire à l'official du chapitre de l'église cathédrale.
 Voir SOHET, *Instituts de droit*, l. IV, titre II, n^{os} 26-29, p. 28. Namur,
 1781.

et comitis Lossensis facientibus et representantibus, in 1513
 mei notarii publici et testium infrascriptorum ad hoc
 vocatorum et rogatorum presentia personaliter constituti
 atque comparentes, honesti, sagaces et discreti viri
 Johannes de Clocquier, Johannes de Thiribu, Nicolaus de 5
 Drybuy, Fastrardus de Termoingne, Nicolaus de Mavez et
 Gerardus Lottin incole et inhabitatores opidi Huyensis,
 Leodiensis diocesis, habentes et suis in manibus tenentes
 quandam pergameni patentem litteram in Gallico ydeomate
 ab intra descriptam manuque pretacti Gerardi Lottin, 10
 secretarii pretacti opidi Huyensis jurati subscriptam et
 signatam, necnon sigillo pretacti opidi Huyensis insignia
 ejusdem in viridi cera impressa continente, corroborata
 et sigillatam, mandatum constitutionis de personis
 eorum ad comparendum coram pretacto R^{mo} domino nostro 15
 aut suis in ea parte deputatis et petendum remissionem,
 humiliori modo quo possent, et relaxationem cessus et
 interdicti in pretacto opido Huyensi a pretacto domino
 officiali, ad instanciam fisci R^{mi} domini pretacti, occasione
 detentionis cujusdam Waldori de Modalve, se clericum 20
 pretendentis et asserentis, positorum, in se ut prima (a)
 facie apparebat et ex ea videbatur continentem, illam sub
 tenore inferius annotato, ibidem legi et alta et intelligibili
 voce pronunciari fecerunt, recognoscentes primo et ante
 omnia contenta pretacti mandati constitutionis fore et || 25
 Fol. 204 esse vera, ac modo et forma in eodem contentis a commu-
 nitate pretacti eorum opidi Huyensis emanasse et passata
 fuisse, petentes, detectis eorum capitibus, singulariter sin-
 guli nomine pretacte eorum communitatis et proprio, pre-
 tactum cessus et interdictum relaxari, previa promissione 30
 de tociens quociens ipsi moniti seu requisiti fuerint, pre-

(a) *Le ms. porte* : previa.

tactam petitionem et humiliationem tam coram pretacto 1513
 R^{mo} domino quam in majori capitulo ac alibi, ubi opus
 fuerit, renovanda et iteranda, consentientes per omnia in
 duas emendās, unam honorificam et aliam proficuum pre-
 tacto R^{mo} domino, sine ulla contradictione, a pretacta 5
 eorum communitate ad ejus voluntatem solvendas, ac
 prout idem R^{mus} dominus et pretacti domini de Consilio (a)
 duxerint ordinandas et illas existimaverint satisfaciētes,
 de quo expresse in manibus venerabilis viri domini
 Johannis de Breda, notarii sigilli pretacti R^{mi} domini sti- 10
 pularunt et promiserunt, nomine pretacte eorum commu-
 nitatis et proprio, ac ulterius consentientes quod hec omnia
 et singula in libris cartarum pretacte insignis ecclesie
 Leodiensis, ad perpetuam rei memoriam, conscribantur et
 monumentis litterarum tradantur. Quibus singulis mature 15
 per pretactos dominos meos de Consilio consultis et mas-
 ticatis, et postquam omnia, ut premittitur, rite facta fue-
 runt, pretactus venerabilis vir dominus et magister Judocus
 Royer, officialis Leodiensis, judex, ex certis rationabilibus
 causis animum suum moventibus et de pretactorum domi- 20
 norum cancellarii (1), decani (2), cantoris (3), scholastici (4)
 et vicecancellarii (5) consensu et consilio, pretactum cessum

(a) *Le ms. porte : consilii.*

(1) Lambert d'Oupeye.

(2) Gautier de Corswarem.

(3) Henri ex Palude.

(4) Martin Van der Keelen.

(5) Le document désigne ici, par leur titre, les personnages qui sont mentionnés au début de cet acte, par leur nom patronymique. Jean de Tornaco, official du chapitre de l'église cathédrale est donc désigné ici sous le 30
 titre de vice-chancelier.

et interdictum relaxavit et. litteras relaxationis et qui- 1513
 tantie (a) excessus fieri et expediri in solita et consueta
 forma decrevit. Et sic pretacti domini de Consilio pretactos
 inhabitatores opidi Huyensis constitutos ad propria remi-
 serunt. De et super quibus omnibus (b) et singulis pre- 5
 missis, procurator pretacti R^{mi} domini Leodiensis sibi a
 me notario publico infrascripto unum vel plura publicum
 seu publica fteri petiit instrumentum seu instrumenta in
 meliori forma. Acta fuerunt hec Leodii, in calefactorio R^{di}
 patris predicti domini cancellarii apud aulam sito, sub 10
 anno, indictione, mense, die, hora et pontificatu supra-
 scriptis, presentibus ibidem honorabilibus et discretis viris
 magistro Johanne Gredin, canonico Sancti Martini Leodi-
 ensis necnon Henrico Bardoul, secretario pretacti R^{mi} ||
 Fol. 204^{vo} domini, testibus ad premissa vocatis specialiter atque 15
 rogatis. Tenor vero pretacti pergameni littere unde supra
 fit mentio sequitur et est talis :

Fol. 205 A tous ceulx qui *etc.* nous les bourgimaistres — — — ||
 Donne en la dicte ville de Huy ce douziesme jour d'octobre
 an XV^e et treize. Ainsi signe : G. Lottin, a commandement 20
 de mes dicts seigneurs les maistres et conseil, ainsi
 soubzscript (1).

Et ego Henricus Knerinx, clericus Cameracensis diocesis,
 publicus imperiali auctoritate et venerabilis curie pretacti
 R^{mi} domini Leodiensis notarius juratus, quia preinserti 25
 mandati constitutioni, lecture, recognitioni, petitioni, pro-
 missioni, humiliationi, consensui, cessus et interdicti rela-

(a) Suit dans le ms. le mot : cessus, mais il est raturé.

(b) Suit dans le ms. le mot : premissis, mais il est raturé.

xationi et litterarum relaxationis et excessus quitantie 1513-1514
 decreto, remissionique ac aliis premissis omnibus et sin-
 gulis dum sic, ut premittitur, fierent et agerentur, unacum
 prenominationis testibus presens interfui, eaque omnia et sin-
 gula sic fieri audiui, vidi et scivi atque in notam sumpsi, 5
 idcirco hoc presens publicum instrumentum (a) manu mea
 propria scriptum exinde feci et in hanc publicam formam
 redegi, signoque meo majori ac nomine et cognomine meis
 solitis et consuetis subscripsi, subsignavi et corroboravi in
 signum et testimonium omnium et singulorum premissorum, 10
 rogatus pariter et requisitus.

*Collata est presens copia cum suo originali cum quo con-
 cordat de verbo ad verbum per me.*

H. KNERINX, notarius per copiam.

45.

15

1513. — Avant le 29 avril 1514?

*Première partie d'une supplique de clergé secondaire
 liégeois au pape Léon X. Elle contient un exposé du privilège
 accordé par Jules II aux églises collégiales du diocèse de
 Liège, le 14 août 1512.*

20

Vat. lat. 3881, fol. 256-256^{vo} — Copie.

Ce document est sans date, et il est impossible de lui assigner
 une date certaine. Il est postérieur au privilège de Jules II aux
 églises collégiales du diocèse de Liège, du 14 août 1512, (1) et con-

(a) Suit dans le ms. le mot : mea, mais il est raturé.

25

(1) Cette bulle du 14 août 1512 a été publiée dans *Diplomatum Belgi-
 corum nova collectio sive supplementum ad opera diplomatica Miraei*,
 éd. FOPPENS, t. IV, p. 94 et ss. Bruxelles, 1748.

temporain du pontificat de Léon X. Ne serait-ce pas un fragment de 1513-1514
la supplique que le clergé secondaire liégeois adressa à Léon X
et qui lui valut une confirmation pontificale de son exemption
le 29 avril 1514 (4)? Ce n'est là évidemment qu'une conjecture. Ce
document peut n'être aussi qu'un projet d'acte. — Voir *Analyse*, 5
n° 144.

Fol. 256

Beatissime Pater !

Novit Sanctitas Vestra que illius vices gerit in terris
qui nichil ignorat, quod, cum dicimus angelorum ordo
propter superbiam corruens angelorum numerum minuis- 10
set et a felicitate perturbasset, ipsique sue diminutioni con-
dolentes ei parem minantes, sibi timentes a perfecta laude
Creatoris prepediti fuissent, creavit Deus hominem ad
imaginem et similitudinem suam in locum lapsi ordinis
supradicti; quem quidem hominem et omnia propter 15
illum creata prescriptum primo cepit, quemadmodum
factor suam rem gubernare consuevit, eique precepta et
leges dedit ac transgredienti penam imposuit, peccantem
quoque punivit, postmodum vero per ministros, et sic
duravit usquequo mitteret filium suum salvatorem nos- 20
trum Christum Jhesum, qui demum de hoc mundo ad
Patrem transiturus, vicarium suum constituit beatum
Petrum et successores suos, quorum Sanctitas Vestra nunc
novissimus existit. Ut autem universitas creaturarum
subsistere posset, gradus diversos ac ordines constituit 25
esse distinctos, ut dum minores minoribus dilectiones
impenderent, et per veram concordiam fieret ex diversitate
conceptio, et recta officiorum gereretur administratio sin-
gulorum, quia nunc ecclesia aliter subsistere, nisi hujus

(4) Ce document est publié par FOPPENS, *o. c.* t. IV, p. 95 et ss.

differentie magnus ordo servaretur, super quo celestium 1513-1514
 militiarum exemplar nos instruit : ordo nempe dat quo-
 dammodo naturam rei et esse in esse conservat. Licet
 autem nos et natura equipollean, nullum tamen jus ab
 initio sufficiens emanavit ad nature veritatem et ejus 5
 machinationem, multa indigent correctione; multa enim
 que pro communi utilitate credebantur inducta, sicut
 experientia docuit, tendere dinoscuntur ad noxam (a). Cum
 itaque dudum per felicitis recordationis Julium papam II,
 Sanctitatis Vestre predecessorem, pro parte devotorum 10
 ejusdem Sanctitatis Vestre oratorum, decanorum et capitu-
 lorum omnium et singularum collegiatarum ecclesiarum
 civitatis et diocesis Leodiensis accepto quod licet (b) omnes
 et singule ecclesie predictae illarumque decani et capitula ac
 singuli canonici et persone illis supposite a tanto tempore, 15
 in cujus contrarium hominum memoria non existerat,
 fuerant et erant ab omni jurisdictione, superioritate, visita-
 tione (c), procuratione, correctione, dominio (d) et potestate
 Leodiensis pro tempore existentis episcopi suorumque
 vicariorum et officialium penitus exempta et libera et Sedi 20
 apostolice immediate subjecta, idem Julius ex certis causis
 tunc expressis consuetudinem predictam auctoritate apos-
 tolica et ex certa scientia approbavit etiam et confirmavit, et
 ad certa alia etiam tunc expressa extendit et ampliavit, et
 nichilominus pro potiori cautela, omnes et singulas eccle- 25
 sias illarumque decanos, capitula, singulos canonicos et

(a) *Nous avons publié le texte qui précède tel que le porte le ms. Plusieurs phrases sont trop incomplètes et trop inintelligibles pour qu'il soit possible de reconstituer le texte.*

(b) *Le contexte demande la suppression du mot : licet.*

30

(c) *Le ms porte : in visitatione.*

(d) *Le ms. porte : divina.*

Fol. 256v° personas supradictas ab omni ¶ jurisdictione, superiori- 1513-1514
tate, correctione, dominio et potestate, visitatione, procu-
ratione, subsidiis, jucundis adventibus, impositionibus
et decimis sive precariis moderni et pro tempore existentis
episcopi Leodiensis ac quorumcunque aliorum archiepiscoporum, 5
episcoporum et aliorum ordinariorum judicum
et superiorum omniumque capitulorum provincialium et
synodaliū quavis auctoritate fungentium suorumque vica-
riorum, officialium, procuratorum, nunciorum et commis-
sariorum de novo prorsus exemit et liberavit cum decreto 10
irritanti, necnon aliquos ex decanis dictarum ecclesiarum
assumendos in visitatione ipsarum ecclesiarum constituit
et deputavit, [ut] in illis circa earum personas, tam in capi-
tibus quam in membris, quotiens oportunum fuerit, debite
visitationis officium auctoritate sua exercere valeant, cum 15
derogationibus debitis et oportunis, ac quibusdam aliis
aliquarum ecclesiarum predictarum decanis tunc et pro
tempore existentibus et eorum cuilibet in solidum, ut
quascumque personas ecclesiarum hujusmodi ab excom-
municatione, quam ob violentam in personas ecclesiasticas 20
manuum injectionem incurrere pro tempore contingeret,
necnon a quibuscumque earum peccatis, excessibus, cri-
minibus et delictis, certis tunc expressis exceptis, dicta
auctoritate absolvere eisque pro modo culpe penitentiam
salutarem injungere, ac cum eis super omnibus et singulis 25
in quibus dictus episcopus Leodiensis pro tempore exis-
tens quacumque auctoritate dispensare posset, dispensare
[valeant] plenam et liberam licentiam et facultatem con-
cessit, prout in dicti Julii litteris patentibus quarum
tenorem, etc. plenius continetur ⁽¹⁾. 30

(1) Pour l'interprétation de cette bulle du pape Jules II, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 26-27.

Cologne, le 2 octobre 1514.

Jean de Brempt, conservateur des privilèges du duc de Clèves, Juliers et Berg, communique à Bernard Doernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford, les deux bulles du pape Léon X, du 6 juin 1513, en faveur du duché de Clèves, Juliers, etc., et lui souddélègue les pouvoirs que le pape lui a donnés. 5

Vat. lat. 3881, fol. 176-176. Copie. — Ce document comprend le texte des deux bulles du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiées ci-dessus, nos 40 et 41, et est inséré lui-même dans la lettre de monitoire de Jean Doernick, du 28 juin 1516, publiées ci-dessous, n° 76. — Voir Analyse, n° 91. 10

Fol. 176 *Johannes de Brempt, jurium doctor, Sancte Sedis apostolice prothonotarius, prepositus ecclesie Sancte Walburgis Zutphaniensis, Trajectensis diocesis, judex et conservator jurium et privilegiorum rerumque et bonorum Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis Clivensis Juliacensis, Montensis et comitis Marchani etc. necnon nobilium, illustrium, spectabilium quoque et providorum virorum ejusdem gratie sue habitatorum, incolarum personarumque laicalium civitatum, castrorum, opidorum, villarum et aliorum locorum temporali ditioni ejusdem Ill^{mi} principis subditorum, unacum nonnullis nostris in hac parte collegis, cum clausula quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios etc. (1) a Sancta Sede apostolica specialiter deputatus, venerabili et egregio* 15 20 25

(1) Voir ci-dessus, p. 102, note 2, l'explication de cette formule.

viro domino Bernardo Doernick, decretorum doctori, 1514
 preposito ecclesie Sanctorum Johannis et Dionisii Herwor-
 densis (1), Paderbornensis diocesis, in civitate Coloniensi
 commoranti, salutem in Domino sempiternam, et presen-
 tibus fidem indubiam et commissis diligentiam adhibere. 5
 Litteras apostolicas sanctissimi in Christo patris et domini
 nostri, domini Leonis divina providentia pape moderni
 decimi, ejus vera bulla plumbea in cordula canapis more
 Romane curie eisdem inferius subappendente, bullatas,
 sanas quidem et integras, non viciatas, non cancellatas, 10
 neque in aliqua earumdem parte suspectas, sed omni prorsus
 vitio et suspicione ut apparuit carentes, nobis nuper pro
 parte Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis etc.
 prefati et gratie sue subditorum presentatas, nos cum ea qua
 decuit reverentia recepisse noveritis hujusmodi sub tenore: 15

Leo episcopus etc. Hodie emanarunt a nobis littere — — —

Fol. 177-178 Leo episcopus etc. Summi dispositione rectoris singulo-
 rum — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum anno
 Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo tertio-
 decimo, octavo id. junii, pontificatus nostri anno primo (2). 20
 Fol. 178^{vo} — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum anno Incar-
 nationis Dominice [millesimo quingentesimo] tertiodecimo,
 octavo idus junii, pontificatus nostri anno (a) primo (3).

(a) *Le ms. répète le mot* : anno.

(1) Il s'agit de Bernard Doernick, prévôt de l'église des Saints-Jean et 25
 Denys, à Herford, en Westphalie. Voir I. A. NUNOFF, *Gedenkwaardig-
 heden uit de geschiedenis van Gelderland*, t. VI, 2^e partie, p. 833, où le
 nom est écrit Bernhardt van Dernick. Arnhem, 1862.

(2) C'est la bulle du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiée ci-dessus, 30
Textes, n° 41.

(3) C'est la bulle du pape Léon X, du 6 juin 1513, publiée ci-dessus,
Textes, n° 40.

Cum autem (a) nos prefatus iudex et conservator ante- 1514
dictus hujusmodi preinsertarum litterarum commissoria-
lium apostolicarum executioni, propter nonnulla certa
nostra ac dicte ecclesie nostre nobis (b) incumbentia nego-
tia, et quibus personaliter intendere habemus, ad presens 5
personaliter intendere nequeamus, idcirco atque certis
aliis ex causis animum nostrum legitime moventibus,
vos Bernardum Dornick, prepositum antedictum, de cujus
legalitate, circumspectione, scientia et industria quam
plurimum confidentes (c), in locum nostrum et generalem 10
fecimus et deputavimus subconservatorem et iudicem
atque facimus et deputamus (d), vobisque vices nostras,
quoad omnia et singula nobis vigore earundem prein-
sertarum commissorialium apostolicarum commissa, ut
juxta et secundum formam nobis per easdem litteras 15
apostolicas a Sancta Sede apostolica traditas, dum quo-
tiens et quando pro parte honorati domini Johannis
ducis etc. ac gratie sue habitatorum, incolarum, perso-
narum laicalium nunc et pro tempore existentium opido-
rum, castrorum, villarum et aliorum locorum predictorum 20
subditorum, seu alicujus ex eis fueritis requisiti, procedere
valeatis, etiam usque ad sententiarum diffinitivarum pro-
mulgationem et earundem executionem inclusive, plenarie
commisimus, prout tenore presentium committimus, donec
et quousque eas ad nos specialiter et expresse in nostris 25
litteris duxerimus revocandas. Et si contingat nos super pre-
missis in aliquo procedere, de quo nobis potestatem reser-
vamus omnimodam, non intendimus tamen per hoc nos-

(a) *Le ms. porte* : Cum autem nobis nos.

(b) *Le ms. porte* : vobis.

(c) *Ne faudrait-il pas lire* : confidimus?

(d) *Le ms. porte* : dubitamus.

tram commissionem sive subdelegationem in aliquo revo- 1514-1515
 care, nisi de hujusmodi revocatione specialem et expressam
 in litteris nostris fecerimus commissionem (a). In quorum
 omnium et singulorum fidem et testimonium premissorum 5
 has presentes nostras litteras exinde fieri et per notarium
 publicum scribamque nostrum infrascriptum subscribi,
 sigillique nostri jussimus et fecimus appensione communiri.
 Datum et actum Colonie, in curia sive domo habitationis
 nostre solite residentie quam infra emmunitatem (b) ecclesie
 Sancti Andree Coloniensis inhabitamus, sub anno Domini 10
 millesimo quingentesimo decimo quarto, die mensis octo-
 bris secunda, presentibus ibidem honorabilibus viris
 Fol. 179 dominis Henrico Bresser et Johanne || Groppengerser pres-
 biteris et Joanne Peickstever de Dorsten clerico, et Wal-
 tero Bresser et Vringhen laico Coloniensi, testibus ad 15
 premissa vocatis specialiter atque rogatis.

Et per me Godfridum Spormecker de Lunen, notarium et
 dicti domini Johannis prepositi, judicis et conservatoris (c)
 scribam.

47.

20

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

*Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-
 Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à
 Antoine de Waudripont, auprès de l'évêque de Liège, Énard
 de la Marck.*

25

Vat. lat. 3881, fol. 275. Copie. — Voir *Analyses*, n° 160.

Fol. 275 Mon cousin. Je me recommande à vous. J'envoie vers

(a) Ne faudrait-il pas lire : mentionem ?

(b) Lecture douteuse.

(c) Le ms. porte : conservatorem.

30

vous damoiseau Robert de la Marche ⁽¹⁾ nostre cousin et 1515
 maistre Anthoine de Waudripont ⁽²⁾, conseiller de l'empereur mon seigneur et pere ⁽³⁾ et de monseigneur mon neveu l'archiduc ⁽⁴⁾, pour vous dire et remonstrer aucunes choses de la part de monseigneur mon neveu et de la 5
 mienne, qui touchent le bien et entretenement d'amitie, bon vosinaige, seurte et tranquillite de la chose publicque d'entre les pays et subgetz de pardeca et ceulx de pardela ⁽⁵⁾, comme le pourrez entendre d'eulx plus a plain, vous priant les vouloir oyr et croire, et au bien des 10
 matieres dont ilz vous parleront, leur faire bonne et favorable despesche comme en avons en vous nostre fiance. Ce scet Dieu qui, mon cousin, vous ait en sa garde. Escript a Bruxelles la III^{me} jour de janvier XV^e et XIII.

Ainsi soubzscript : Vostre bonne cousinne Margireta (a) 15
 et du secretaire, Hanoton. Et au doz : A mon cousin l'evesque de Liege, duc de Buillon et conte de Loz.

(a) Sic.

⁽¹⁾ Robert de la Marck et d'Aremberg, châtelain de Bruxelles. Voir J. DE CHESTRET DE HANEFY, *Histoire de la maison de la March*, y 20
 compris les Clèves de la seconde race, p. 127 et ss. Liège, 1808.

⁽²⁾ Antoine de Waudripont, secrétaire de Marguerite d'Autriche. Voir A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. I, p. 235, t. II, p. 55, 201, 323, etc. Bruxelles, 1858-1860.

⁽³⁾ Maximilien I^{er} d'Autriche.

25

⁽⁴⁾ Charles-Quint.

⁽⁵⁾ Voir A. VAN HOVE, a. c., p. 87-88 et les ouvrages qui y sont cités, notamment H. LONCHAY, *De l'attitude des souverains des Pays-Bas à l'égard du pays de Liège au XVI^e siècle*.

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

*Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, auprès des trois États des pays de Liège, 5
Bouillon et Looz.*

Vat. lat. 3881, fol. 275. Copie. — Voir *Analyse*, n° 161.

Fol. 275 Marguerite archiduchesse d'Autriche, duchesse et comtesse de Bourgoingne, douagies de Savoye, etc.

Venerables tres chers et bons amis. Nous envoyons 10
devers vous damoiseau Robert de la Marche, viconte de
Bruxelles nostre cousin et maistre Anthoine de Waudri-
pont, consellier de l'empereur mon seigneur et pere et de
monseigneur mon neveu l'archiduc, pour vous dire et
remonstrer aucunes choses de la part de monseigneur mon 15
neveu et de la nostre, qui touchent grandement le bien et
entretenement d'amitie, bon vosinaige, seurte et tranqui-
lite de la chose publicque, d'entre les pays et subgetz de par-
deca et ceulx pardela ainsi que l'entendrez d'eulx plus a
plain. Sy vous prions les vouloir oyr et croire, et au bien 20
des matieres dont ilz vous parleront leur faire toute
l'adresse, faveur et assistance que pourrez. Et vous nous
ferez plaisir. Ce scet Dieu, qui, venerables tres chiers et
bons amis, vous ait en sa garde. Escript a Bruxelles le
III^e jour de janvier XV^e XIIIII. 25

Ainsi soubzscript : Marguerite et du secrétaire, Hanoton.
Et au doz : A venerables noz tres chiers et bons amis les
prelatz, nobles, bonnes villes et autres representans les

trois Estas des pais de Liege, de Buillon et de Loz et a 1515
chascun d'eulx.

49.

Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).

Instructions données par la gouvernante des Pays-Bas, 5
Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de
Waudripont, envoyés par elle à l'évêque de Liège et aux trois
États de la principauté. Elles ont trait aux mesures à prendre
afin d'assurer la circulation paisible des marchandises dans la
principauté de Liège et d'éviter les causes de guerre entre les 10
deux pays voisins et d'obtenir que les habitants de la princi-
pauté n'aidassent en aucune façon ceux qui feraient la guerre
au duc Charles d'Autriche.

Vat. lat. 3881, fol 275v^o-276v^o. Copie authentiquée du commen-
cement du xvi^e siècle. — Voir *Analyse*, n^o 162. 15

Fol. 275v^o Memoire (a) et instruction a monseigneur Robert de la
Marche, viconte de Bruxelles et a maistre Anthoine de
Waudripont de dire ce qui s'ensuyt a monseigneur de Liege
et aux Estas de pays de Liege pour l'exposition de la cre-
dence des lettres que madame leur escript (1). 20

Et premierement diront que chacun peut congnoistre le
grant bien et commodite que ceulx du pays de Liege et aussi
ceulx de pays voisins appartenans a monseigneur ont eu et
ont presentement a cause de la paix et entrecours de la
marchandise qui a regne entre eulx par plusieurs annees. 25

A ceste cause, doit estre obvie et oste tout empeschement

(a) *En tête de ce document on lit le mot : Copie*

(1) Ce sont les documents publiés ci-dessus, *Textes*, nos 47 et 48.

et obstacle qui pourroit engendrer guerre et empêcher le 1515
cours de la marchandise.

Que madame advertie que dedens le dict pays de Liege
aucuns chariots de marchandise avoient este ruez jus par
ceux qui tiennent presentement la place de Longne ⁽¹⁾ et 5
qu'il y avoit quelque emprise pour mettre aucuns nombre
de gens de guerre dedens aucuns fors du dict pays de Liege
pour adommagier les subges de monseigneur, en a escript
a monseigneur de Liege, a ceulx du chapittre et a plusieurs
autres. 10

Sur quoy ma dicte dame a eu responce par lettres de
mon dict seigneur de Liege et de mes dicts seigneurs du
chapittre et de la cite, que brief se tiendroît une journee
pour aviser de tenir le dict pays de Liege en paix. Et quant
aux places du dict pays nul dommaige n'avlendroît aux 15
subges de mon di[c]t seigneur et que ceulx qui ont des-
trousse les chariots estoient partis de place non estant de
la subjection de mon dict seigneur de Liege.

Fol. 276 Diront que ma dicte dame desirant pourveoir au salut et
la preservation de povre peuple, et estant avertie de l'assem- 20
blée des Estas, leur a commande de leur dire qu'elle desire
l'entretienement de paix et que marchandise ait cours et
soit entretenue l'acienne neutralite.

Item les requerront de pourveoir que pour les marchans
et toutes autres personnes avec leurs marchandises et 25
biens, les chemins du dict pays de Liege solent renduz
francs et asseurez de toutes courses et pilleries qui se pour-
roient faire en icelluy pays par qui que ce soit.

(1) Logne. Ce château avait été engagé avec ses dépendances aux de la
Marck en 1427. Ce château fut pris et rasé en 1521. Voir E. DE MARNEFFE, 30
La principauté de Liège et les Pays-Bas au XVI^e siècle, t. I, p. 30.
Liège, 1887.

Item qu'il soit pourveu aux fors et qu'ilz soient telle- 1515
ment gardez que inconviniert ou dommaige non aviengne
a monseigneur ne a ses subges.

Item que l'on deffende sur peine de confiscation de corps
et de biens que nul, de quelque estat ou condition qu'il 5
soit, subget ou manant ou dict pays de Liege, ne se avance
de en leur personne ou autrement faire assistance acceulx
qui vendroient faire guerre a mon dict seigneur ou a aucuns
de ses pays et tellement faire que les contrevena[n]s a ses
deffences soient pugniz. 10

Remonstreront aussi a mon dict seigneur de Liege com-
ment aucuns compaignons de Thielmon ⁽¹⁾ pour certain
homicide par eulx commis en la personne du maistre des
haultes œuvres, et autres mescoz et malefices se sont retirez
a Hougaerde, pays de Liege, et journellement viennent sur 15
le pays de Brabant et aussi de nuyt alentour de la dicte
ville, agaitant les sergens et officiers de justice et se retirent
incontinent en la dicte ville de Hougaerde, par quoy
pugnition ne s'en peut faire. Requerront a mon dict
seigneur de Liege qu'il luy plaise en faire faire la justice ou 20
les livrer es mains de maire du dict Thielmon comme il
voudroit estre fait en cas pareil du coste de deca.

Pol. 276^{vo}

Ainsi signe : Marguerite. Et desoubz est escript : Ainsi
avise, ordonne et conolu par Madame en conseil a Bruxelles,
le III^e jour de janvier, lan XV^e XIII, moy presens Haneton. 25
Signe : Robrecht, greve vander Marck ende van Arembergh,
et de Waudripont.

Par copie concordans aux originales collationne par moy,

F. BARDOUT.

(1) Tirlemont.

Paris, le 2 avril 1515.

Lettre d'Érard de la Marck à Jérôme Aléandre. Le prince-évêque l'engage à continuer ses recherches dans les archives de la principauté ; il l'entretient du départ du courrier à l'insu d'Aléandre, des troubles dans la principauté, du décès de plusieurs chanoines, de la conduite de son frère, de la durée de son séjour en France, de sa promotion au cardinalat, des nouvelles de la cour de France. 5

Univ. Bol. 954, t. III, fol. 5v°, 7-8. Original autographe. — Cette 10 lettre a été publiée par L. DOREZ, *Une lettre de Gilles de Gourmont à Girolamo Aleandro (1531) suivie de documents nouveaux sur Aleandro*, dans la *Revue des bibliothèques*, 1898, t. VIII, p. 207-208. — Voir *Analyse*, n° 201.

Fol. 7 Domine Aleander, j'e receu lez lettres que m'avez escritz 15
par ce porteur ⁽¹⁾, dont m'avez fait ung grand plaisir, et
pour vous respondre a tous lez articles contenus en vos
dictes lettres, je commencere a celui qui m'a le mieux
pleu. C'est ce que m'avez envoie le repertoire secundum
ordinem alphabeti qu'avez trove ez archives ⁽²⁾; et non 20
semel sed bis legi, et y a prins grant plaisir et recreacion,
vous priant que regardez bien le tout, affin que riens ne soit
oblie; parellemant videatis omnia et singula statuta ecclesie

⁽¹⁾ La lettre du 25 mars 1515, publiée dans J. PAQUIER, *Jérôme Aléandre et la principauté de Liège*, p. 28. 25

⁽²⁾ Nous pensons qu'il s'agit de l'*Index titulorum* que nous publions ci-dessous, *Textes*, n° 129.

ut in posterum, si aliquid michi objectum fuerit, valeam 1515
 respondere, et ne vous l'escris sans cause, ut in posterum
 tibi dicam (1). Et si vous dis que j'e ausy grand envie
 d'auvoir le double dez choses susditz que j'e que mes plais
 soient achevez, ut de cetero non vivam in nube, sicut jam 5
 novennio feci. Et ut finem huic articulo inponam, rogo
 et obsecro, my Aleander, ut hoc opus inceptum a te per-
 ficias, quia reposita est hec spes mea in te solo.

Au regard dez messagiers qui sont venus, ne vous ebais-
 sez si sont venus sans vostre sceu (2); car set la costume, 10
 combien que je vous a escrit par Noel et croy qu'averez
 receu mez lettres. De alio Michaelē teneas eum pro vero
 nebulone, qui nichil sapit nisi ea que sunt carbonaria.

Fol. 7^{vo} De ce que m'escrivez que tout est bien rapase à Liege,
 de cela est la costume que gens legiers de sens et d'expe- 15
 rience subito turbantur et cito pacificantur. Aussy ceux
 qui induise le peuple à cez mocions ont trois bonnes con-
 ditions, prima est intemperancia, 2^a malicia, 3^a bestiali-
 tas; et pour ce que je lez cognois, je ne m'en socie que
 bien à point; car j'e appris aultre foiz d'ung homme sage et 20
 experimēte ung proverbe qui disoit: quod non facit
 racio, facit mora.

(1) Il est fait allusion aux conflits entre l'évêque de Liège et le clergé
 des collégiales. A peine arrivé à Liège, le 23 décembre 1514, Aléandre se 25
 mit à la recherche des documents qui pouvaient établir la juridiction de
 l'évêque sur les collégiales. Le chapitre de l'église cathédrale de Liège lui
 avait permis l'entrée de ses archives, mais bientôt cette autorisation lui
 fut retirée. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 30.

(2) Aléandre, dans sa lettre du 25 mars 1515, déjà citée, s'était plaint
 de ce que le courrier s'était mis en route sans l'avoir averti de son 30
 départ.

Il me desplaît de ceux qui sont mors et principalement 1515
 du chantre de mon eglise ⁽¹⁾ et prie a Dieu qu'il veul auvoir
 son ame, parellemant celle de Castilione ⁽²⁾ et aussy celle
 du chanoine de Saint Berthelemi ⁽³⁾; et me desplaît quod
 fuit in mense marci, quia tu alias provissus fuisses; tamen, 5
 sicut jam tibi scripsi, pacienciam habe in me et omnia
 reddam tibi, quia spero per Dei misericordiam adhuc
 vivere.

Au regard de ce que mon frere ⁽⁴⁾ a escrit a ceux de la cite,
 il a tres bien fait aussy de ma part par lez darniers lettres 10
 que escrit a ceux de la cite et mon chancelier, je leus a
 escrit qu'il devoit me fair cest honneur de m'advertir de
 l'affair dez Allemans et vous en escriroie plus au long, mais
 je croy qu'avez sceu le contenu des dictes lettres ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Henri ex Palude, qui mourut dans la nuit du 24 mars. Voir la 15
 lettre d'Aléandre à Énard de la Marck, du 25 mars 1515, citée ci-
 dessus.

⁽²⁾ L'archidiacre de Campine, décédé à Spire, le 15 mars 1515. Voir la
 lettre d'Aléandre, citée ci-dessus.

⁽³⁾ Il s'appelait Portal. Voir la lettre d'Aléandre citée ci-dessus — Le 20
 mois de mars étant un mois impair, la nomination du nouveau titulaire
 appartenait au pape, en vertu de l'alternative stipulée dans le concordat
 germanique de 1448. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 46, note f et
 p. 49-50.

⁽⁴⁾ Robert II de la Marck, prince de Sedan. Il s'était plaint dans une 25
 lettre adressée aux bourgeois de Liège, de ce qu'il n'eût pas été informé
 des troubles suscités dans la principauté par les soldats allemands (voir
 la note suivante), et même de ce qu'on l'eût accusé d'être leur complice.
 Voir la lettre d'Aléandre à Énard de la Marck, du 22 mars 1515, dans
 J. PAQUIER, *o. c.*, p. 27, et sa lettre du 25 mars, citée ci-dessus. Voir 30
 aussi J. DE CHESTRET DE HANEFTE, *o. c.*, p. 152 et ss.

⁽⁵⁾ Sur ces soldats allemands, voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de
 la principauté de Liège au XVI^e siècle*, p. 19. Il s'agit vraisemblablement

Touchant ma demeure ici, je vous advertis que au plaisir 1515
de Dieu, j'espoir me partir au plus tard le lundi apres Qua-
Pol. 8 simodo, car || le roy s'en va à Blois; par quoy je vous prie
que demeurez encor à Liege jusque a mon retour ⁽¹⁾.

Touchant mon affaire de Romme, Dieu merci, tout va 5
bien, ne rest si non que nostre Saint Pere procedat a[d]
creacionem cardinalium ⁽²⁾.

Dez nouvellez heri, que fuit dominica Palmarum, hora
vespertina, in ecclesia chatedrali istius civitatis fuit solem-
niter jurata pax per Regem et oratores Archiducis ⁽³⁾, sicut 10
tibi prius significaveram. Preterea sabato, circa horam ter-
ciam ante lucem, Maria, relictæ defuncti regis Ludoici,
nupsit cum duce de Sufort, etiam dico de consensu fratris
regis Anglie : que res multos duxit in stuporem.

Je vous prie de rechief que besongnez a ce que avez 15
acommanche comme je m'en fie en vous et bene valeas, my
Aleander. Scriptum manu propria, Parisius, II^a apri-
lis 1515.

ERARDUS.

de soldats recrutés en Allemagne par Louis XII pour les guerres d'Ita- 20
lie : se voyant licenciés, les soldats envahirent et rançonnèrent le pays
de Looz.

⁽¹⁾ Aléandre avait demandé de pouvoir aller à Paris vers la fête de
Pâques, qui cette année tombait le 8 avril. Le lundi de Quasimodo (pre-
mier dimanche après Pâques) était donc le 16 avril.

⁽²⁾ Il est fait allusion à la promotion d'Érard au cardinalat. Le désir 25
de l'évêque de Liège ne fut réalisé que beaucoup plus tard, en 1521. Voir
J. DARIU, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège, pendant le
xvi^e siècle*, p. 45. Voir également ci-dessous, le document n° 65.

⁽³⁾ Il s'agit du traité de Paris, du 24 mars 1515, qui fut juré solennel-
lement le 1^{er} avril de cette année. Voir A. HEMNE, *o. c.*, t. II, p. 121. 30
Voir ci-dessous, p. 273, note 1.

Vous regarderez avec maistre Jehan Gredin ⁽¹⁾ touchant 1515
l'affair de Cologne, que l'on y met le milleur ordre que
l'on pourra.

Fol. 5v°

A messir Jeronime Aleander.

51.

5

La Haye, le 10 juin 1515.

*Lettre de l'archiduc Charles d'Autriche à l'évêque de Liège,
au clergé et aux maîtres, jurés et conseil de la principauté.
Il demande à ceux-ci d'approuver la déclaration qu'il a faite,
dans le traité du 24 mars 1515, mettant la principauté de 10
Liège au nombre de ses alliés.*

*Vat. lat. 3881, fol. 274. Copie. Ce document a été publié dans
J. PAQUIER, Jérôme Alexandre et la principauté de Liège, p. 41,
note 1. — Voir Analyse, n° 159.*

Fol. 274 Tres reverend pere en Dieu, tres cher et tres ame cousin, 15
venerables et chers et bien amez. Desirans de nostre part
continuer et entretenir amitie et bonne intelligence, que
de tous temps a este entre feurent noz predecesseurs qui
Dieu absoille, et l'eglise, cité et pais de Liege et vos predi-
cesseurs en iceulx, nos ambassadeurs en traictant nagueres 20

(1) Jean Gredin était chanoine de la collégiale de Saint-Martin, à Liège. (*Journal autobiographique du cardinal Jérôme Aléandre*, éd. H. OMONT, p. 27. *Tiré des Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques*, t. XXXV. Paris, 1895.) Il devint l'auxiliaire habituel d'Aléandre dans ses travaux pour l'évêque 25 de Liège.

a d'amistie⁽¹⁾ entre monseigneur le roy tres chrestien et ses 1515
royaulmes, pays, seigneuries et subjectz, nous et les nostres
a nostre ordonnance vous y ont comprins et denomme ou
nombre de noz alliez, ainsi que par le double de leur
besoignie cy enclos pourrez veoir, que vous signiffions et 5
vous requérons que en continuant de vostre part la dicte
amitie vous nous envoyez promptement et le plus tost que
pourrez vos lectres d'acceptation du dict besoinie et de si
bonne (a) heure que, en dedens six mois du jour du traictie
qui feust le XXIIII^e de mars dernier, en puissons selon le 10
contenu d'icelluy advertir et par vos dictes lectres faire foid
a monseigneur le roy, nous faisant scavoir au surplus si
desirez chose en nostre povoir et nous vous en complairons
de bon cueur. Notre Seigneur le scet, qui, tres reverend
pere en Dieu, tres cher et tres ame cousin, et venerables 15
chers et bien amez, vous ayt en sa (b) garde. Escript a La
Haye le X^e jour de juing l'an XV.

(a) *Suit dans le ms. le mot : diligence, mais il est raturé.*

(b) *Suit dans le ms. le mot : sainte, mais il est raturé.*

(¹) Il s'agit du traité de paix conclu à Paris, le 24 mars 1515, entre 20
François 1^{er} et Charles d'Autriche, réglant le projet de mariage de ce
dernier avec Renée de France. Ce traité contenait cette stipulation :
« En cette amitié sont compris les alliez, amis et confederez de chacun
desdits seigneurs, roi et prince, lesquels en dedans six mois, s'ils y veulent
être compris, seront tenus en faire déclaration par leurs lettres patentes 25
et les envoyer à celui qui les aura dénommez, pour le faire savoir à l'autre ;
lesquels alliez, amis et confederez seront nommez dedans huit jours par
chacun desdits sieurs roi et prince » etc. Voir J. DU MONT, *Corps uni-
versel diplomatique du droit de gens*, t. IV, première partie, p. 199-203.
Amsterdam, 1726. Voir A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint*, 30
t. II, p. 118-119. Bruxelles, 1853.

Ainsi soubscript: Charles et du secrete Dublioul. Et sur 1515
 le dos: Au tres reverend pere en Dieu nostre tres ame
 cousin, venerables noz tres chers et bien amez l'evesque,
 les doyens et chapittres et les maistres jurez et conseil des
 eglises, cite et pais de Liege et a chascun d'eulx. 5

51^{bis}.

Rome, le 16 juin 1515.

Bulle du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht.
Le pape confirme les privilèges accordés à la ville par les
princes-évêques de Liège, les ducs de Brabant et les empereurs 10
d'Allemagne. Il lui accorde en outre le privilège de non
evocando en matière ecclésiastique et séculière; il confirme
le droit de l'autorité civile d'intervenir dans l'administration
des établissements de bienfaisance de Maestricht et de Wyck,
et accorde aux exécuteurs de ce privilège le droit de faire 15
comparaître devant eux les personnes qui lésaient ces éta-
blissements dans leurs biens temporels.

Vat. lat. 3881, fol. 214-215. Copie. — *Archives de l'État à*
Liège Liber primus cartarum de la cathédrale de Saint-Lambert
 racheté en Allemagne en 1899, fol. 393-394. Copie. — Nous 20
 publions le texte du *Liber primus cartarum*, en indiquant en note
 les variantes du texte du manuscrit Vat. lat. (= A.) L'indication
 des folios en marge se réfère au manuscrit Vat. lat. — Dans l'*Ana-*
lyse des manuscrits nous avons assigné à ce document la date erro-
 née de 1516. Pour observer dans la publication des textes l'ordre 25
 chronologique, nous avons dû assigner à ce document le n° 51^{bis}. —
 Voir *Analyse*, n° 116.

Fol. 214 Leo episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei
 memoriam. Pastoralis officii debitum nobis desuper,

meritis licet insufficientibus, ex alto commissi nos 1515
 admonet et inducit ut christifidelium votis, illis presertim
 per que eorum statui, quieti, indemnitati ac commodita-
 tibus et utilitatibus consulatur, libenter annuamus, et (a)
 [cum] a nobis petitur, ejusdem officii partes favorabiliter 5
 intendamus (b). Sane pro parte dilectorum filiorum burgi-
 magistrorum et consulatus ac incolarum et habitatorum
 opidi Trajectensis, Leodiensis dyocesis, temporali dominio
 pro parte (1) episcopi Leodiensis et pro parte ducis Bra-
 bantie pro tempore existentium immediate subjecti, nobis 10
 nuper exhibita petitio continebat quod olim quamplures
 episcopi et electi Leodienses ac duces Brabantie (c) qui pro
 tempore fuerunt et forsán alii principes diversa privilegia,
 libertates, exemptiones, immunitates, concessionés, gra-
 tias (d) et indulta (2), et presertim quondam Johannes de 15
 Bavaria tunc electus Leodiensis (3); inter alia quod nulla
 mandata inhibitoria in ipsos burgimagistros, consula-
 tum (e), incolas et habitatores aut (f) eorum aliquem, nisi
 in certis tunc expressis casibus, videlicet matrimonialibus,

(a) A : et etiam.

20

(b) Sic. *Lisez* : ad id ejusdem officii partes favorabiliter impendamus.

(c) A omet : existentium immediate... Brabantie.

(d) A omet : gratias.

(e) A : consulatus.

(f) A : et.

25

(1) Sur cette copropriété indivise, voir L. CRAHAY, *Coutumes de la ville de Maestricht*, Introduction. Bruxelles, 1876.

(2) Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 162-169 l'exposé des privilèges de la ville de Maestricht en matière de juridiction ecclésiastique.

(3) C'est le privilège ecclésiastique de 1407. Voir L. CRAHAY, *Coutumes de la ville de Maestricht*, p. 496-497. 30

testamentariis (a) ac de causis, bonis et personis ecclesiasticis necnon elemosinis, exequi seu executioni mandari possent, eisdem burgimagistris, consulatui, incolis et habitatoribus respective concesserunt et indulserunt, successive plures etiam (b) moderni episcopi Leodienses et duces Brabantie ac Romani imperatores necnon bone memorie Angelus, Suessanus et Caminensis episcopus tunc in partibus illis apostolice Sedis cum potestate legati de latere nuncius, orator et commissarius ⁽¹⁾ privilegia, libertates, exemptiones, immunitates, concessionnes, gratias et indulta
 Fol. 214^{vo} hujusmodi etiam respective confirmarunt || et approbarunt, prout in diversis episcoporum, electorum, ducum et imperatorum predictorum literis desuper confectis dicitur plenius contineri. Quare pro parte burgimagistrorum, consulatus, incolarum et habitatorum predictorum nobis fuit humiliter supplicatum ut concessionibus (c), gratiis et indultis predictis pro eorum subsistentia firmiori, robur apostolice confirmationis adjicere ac alias in premissis oportune providere de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur burgimagistros, consulatum, incolas et habitatores predictos et eorum quemlibet a

(a) A : et testamentariis.

(b) A : etiam plures.

(c) A omet : concessionibus

25

⁽¹⁾ Angelo Gherardini, évêque de Suessa (Campanie) et de Kamin (Pologne) était agent de la cour romaine dans l'Empire vers l'année 1483. Voir P. RICHARD, *Origines des nonciatures permanentes. La représentation pontificale au XV^e siècle (1450-1513)*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1906, t. VII, p. 66.

30

quibusvis excommunicationis, suspensionis et interdicti 1515
 aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris et penis a jure
 vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus
 quomodolibet innodati existunt, ad effectum presentium
 dumtaxat consequendum, harum serie absolventes et abso- 5
 lutos fore censentes, hujusmodi supplicationibus inclinati,
 concessionibus, indulta, confirmationes et approbationes ac
 privilegia, libertates, exemptiones, immunitates, conces-
 siones, gratias et indulta predicta, quatenus ipsa privilegia
 imperatorum et ducum hujusmodi sacris canonibus non 10
 sint contraria, et prout ea concernunt omnia et singula in
 dictis litteris contenta et inde secuta quecumque, auctori-
 tate apostolica, tenore presentium approbamus et confir-
 mamus ac presentis scripti patrocinio communimus illaque
 innovamus. Et nihilominus pro potiori cautela, quod 15
 exnunc de cetero perpetuis futuris temporibus incole et
 habitatores prefati nunc et pro tempore existentes extra
 dictum opidum, ratione cujuscumque cause tam eccle-
 siastice quam prophane, civilis, criminalis aut mixte, etiam
 ratione delicti aut contractus vel rei, ubicumque ineatur 20
 contractus, committatur delictum aut res ipsa consistat,
 dictis casibus dumtaxat exceptis, ad iudicium trahi seu
 vocari non possint ⁽¹⁾, quodque burgimagistri et consu-
 latus prefati personas idoneas annuatim ad regimen et
 administrationem domorum sive hospitalium pauperum 25

(1) La ville de Maestricht jouissait du privilège *de non evocando* accordé au duché de Brabant, comme faisant partie de ce duché. Voir *Placcaeten ende ordonnantien van de Hertoghen van Brabant*, t. I, p. 213-224. En 1454, l'évêque de Liège avait reconnu ce privilège. Voir E. DE MARNEFFE, *La principauté de Liège et les Pays-Bas au XVI^e siècle*, 30 t. I, p. 371. Liège, 1887.

Sancte(a) Catharine intra, et leprosorum extra et prope dictum opidum ac ejusdem opidi et illi contigui loci de Wyck mensarum Sancti Spiritus et illorum bonorum et eorum cujuslibet deputare et ab ipsis rectoribus de administratis et gestis per eos rationem et computum petere et ad eam sibi reddendum illos cogere, ac personas pro tempore deputatas cujusmodi ad eorum nutum amovere et commutare et in amotorum pro tempore (b) locum seu loca alium vel (c) alios substituere prout hactenus soliti sunt (1), libere et licite valeant, prefata auctoritate apostolica (d) earumdem tenore presentium statuimus et ordinamus,

Fol. 215 ac quibuscumque || judicibus tam ordinariis quam extra-ordinariis, tam in civitate Leodiensi et dicta dyocesi quam alias ubilibet (e) constitutis, quod nullam in bur-gimagistros, consulatum, incolas et habitatores prefatos necnon universitatis dicti opidi singulares utriusque sexus personas jurisdictionem, potestatem seu dominium quomodolibet alias quam in dictis casibus exceptis, exer-ceant aut attemptent, sub excommunicationis et aliis sentienciis, censuris et penis ecclesiasticis inhibemus, pro-cessus quoque, citationes et sententias etiam excommuni-cationis, suspensionis, interdicti in aliis quam in dictis casibus seu aliquo eorum per quoscumque extra dictum

(a) A : ac Sancte.

(b) A omet : cujusmodi ad eorum... pro tempore.

(c) A : seu.

(d) A omet : apostolica.

(e) A : ubicumque.

25

(1) Voir A. VAN HOVE, *o c*, p. 170, note 7, les anciens privilèges de la ville au sujet de l'intervention des magistrats dans la nomination des administrateurs des menses du Saint-Esprit.

30

opidum seu in eodem opido, quas contra universitatem 1515
hujusmodi illiusque singulares utriusque sexus personas
per quosvis, etiam dicte Sedis legatos, haberi et pro-
mulgari contigerit, et quevis alia contra concessionem et
indulta hujusmodi ac presentes literas pro tempore facta 5
et attemptata, nulla, irrita et inania nulliusque roboris vel
momenti fore et esse, eisdemque iudicibus nullam desuper
jurisdictionem competere, quodque ipsorum domorum,
hospitalium et mensarum administratores, debitores,
bonorum detentores et injuriatores coram earundem 10
presentium executoribus ⁽¹⁾ seu iudicibus aut aliquo vel
aliquibus eorum conveniri, ipsique executores seu iudices
eos citare, etiam per edictum constituto de non tuto accessu,
monere, excommunicare, aggravare et reaggravare valeant,
decernimus et declaramus. Non obstantibus premissis ac 15
constitutionibus et ordinationibus apostolicis, necnon
quibuscumque facultatibus, concessionibus, privilegiis et
indultis eisdem iudicibus a (a) quibusvis aliis personis per
nos et Sedem predictam, etiam motu proprio et ex certa
scientia ac de apostolice potestatis plenitudine (b) et cum 20
quibusvis etiam derogatoriis derogatoriis firmioribus,
efficacioribus et insolitissimis clausulis irritantibusque et
aliis decretis sub quacumque verborum forma hactenus
concessis et approbatis, ceterisque contrariis quibus-

(a) *Ne devrait-on pas lire : ac?*

25

(b) A : plenitudine potestatis apostolice.

⁽¹⁾ Ces exécuteurs, d'après la bulle du 31 décembre 1518 (voir ci-des-
sous, *Textes*, n° 99) étaient : le prévôt du monastère de Saint-Jacques-sur-
Caudenberg, à Bruxelles, le doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht
et les doyens de Cologne et Maestricht.

cumque. Nulli ergo hominum (a) liceat hanc paginam nostre 1515
absolutionis, approbationis, confirmationis, excommuni-
cationis, innovationis, statuti, ordinationis, inhibitionis,
decreti et declarationis infringere vel ei ausu temerario
contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, 5
indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et
Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum
Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Domi-
nice millesimo quingentesimo quinto decimo, sexto
decimo kalend. julii, pontificatus nostri anno tertio. 10

52.

Vers le milieu du mois d'octobre 1515.

Supplique de l'évêque de Liège Érad de la Marck au pape Léon X. Il demande la prorogation du délai de quatre mois inscrit dans les lettres de compulsoire données en sa 15
faveur par Jean Staffileo, dans le litige pendant entre l'évêque
et le clergé secondaire du diocèse de Liège. — Le souverain
pontife y consent.

Vat. lat. 3881, fol. 242-242v°. Copie. — Cet acte est inséré
dans le document n° 79. 20

Ce document est sans date. Nous croyons qu'il est du milieu du
mois d'octobre 1515. Les lettres de compulsoire de Staffileo datent
en effet de l'année 1515. Voir la lettre d'Aléandre à Copis, du
14 octobre 1515, où il annonce l'arrivée à Liège, le 5 octobre,
des lettres de compulsoire. (J. PAQUIER, *Jérôme Aléandre et la* 25
principauté de Liège, p. 60-61.) Le document lui-même nous
apprend que cette supplique est postérieure à la date de l'arrivée
des lettres de compulsoire à Liège. Nous pouvons donc lui

(a) A : Nulli ergo omnino homini.

assigner la date : vers le milieu du mois d'octobre 1515. — Voir 1515
Analyse, n° 134.

Pater Sancte,

Fol. 242 Nuper cum per reverendum patrem dominum Johannem
 Staphileum, episcopum Sibenicensem ⁽¹⁾, unius ex Sacri 5
 Palatii apostolici causarum auditoribus locumtenentem
 litere compulsoriales ⁽²⁾ speciales ad instantiam devote
 creature vestre Erardi, episcopi Leodiensis, [in causa] de et
 super pretensa exemptione jurisdictionis, coram prefato
 domino locumtenente, inter prefatum episcopum ex una et 10
 omnes et singulas ecclesias collegiatas civitatis et diocesis
 Leodiensis partibus ex altera vertente, decreta, expedite
 fuissent et ad partes misse, quia dubitatur, ob negligentiam
 portitoris quod debito tempore non detulerit ^(a), quod jura
 et instrumenta prefatarum litterarum vigore extrahenda 15
 rite et recte, ob forsitan terminum ibidem contentum lap-
 sum, non extrahentur et sic nulla fides eisdem per Rotam ⁽³⁾
 Sanctitatis Vestre adhibeatur, prefata creatura vestra sup-
 plicat eidem Sanctitati Vestre, quatinus eidem prefato
 locumtenenti, ut terminum in eisdem compulsorialibus 20

(a) *Sic.*

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 32 et 33 et A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 31-32, les renseignements nécessaires à l'intelligence de ce document, qui a trait aux conflits entre Érard de la Marck et le clergé secondaire.

(2) Les lettres de compulsoire ont pour objet de forcer les détenteurs 25 de pièces relatives à un procès de produire celles-ci en justice. Voir E. BACHA, *Note sur la taxe des bulles en destination de l'Angleterre et sur la procédure du compulsoire dans l'ancien droit*, CRH., 5, t. IV, p. 107 et suiv. Bruxelles, 1894.

(3) Le tribunal de la Rote, qui, à cette époque, avant l'érection des 30 congrégations romaines, était le tribunal le plus important du Saint Siège. Voir ci-dessus, p. 201, note 1.

contentum, quatenus non sit elapsus, arbitrio suo proroget, 1515
 Fol. 242^{vo} || et in eventum quod sit elapsus, de novo easdem litteras
 jam decretas decernat et concedat et jura (a) et instrumenta
 quecumque earum vigore extracta et extrahenda, dummodo
 pars adversa citata fuerit, plenam habeant fidem perinde 5
 ac si in termino ibidem contento extracta fuissent, et pre-
 textu hujusmodi commissionis, iudices in prefatis litteris
 deputati plenam habeant jurisdictionem jura et instru-
 menta extrahendi, et alias facultatem in eisdem con-
 tenta faciendi, exercendi et exequendi, attento maxime 10
 quod terminus quadrimestris ibidem datus a prima die
 augusti presentis anni ⁽¹⁾ currere incipiebat et de mense
 octobris vel circa, prefate littere dicte creature vestre vel
 aliis pro ea agentibus fuerint presentate, et sic omnia et
 singula jura et instrumenta, cum multa sint ad causam 15
 facientia, forsitan in residuo temporis non poterant (b)
 extrahi, committere et mandare dignemini, premissis ac
 constitutionibus et ordinationibus apostolicis, stilo palatii,
 ceterisque in contrarium facientibus non obstantibus qui-
 buscumque, statum omnium et singulorum aliorumque 20
 hic generaliter vel specialiter narrandorum tenores et com-
 pendia pro sufficienter expressis (c) habentes.

De mandato domini nostri pape, idem locumtenens pro-
 cedat in premissis et justiciam faciat.

Placet domino nostro pape. F. Tiburtinus ⁽²⁾.

25

(a) *Le ms. porte* : jure.

(b) *Sic.*

(c) *Le ms. porte* : sufficientia expressos.

(1) L'année 1515.

(2) Franciscus Tiburtinus, évêque de Tivoli. Voir GAMS, *Series episco-* 30
porum Ecclesiae catholicae, p. 734. Ratisbonne, 1873.

Vers le milieu du mois d'octobre 1515.

Supplique de l'évêque de Liège Érard de la Marck au pape Léon X. Il demande au souverain pontife d'ordonner la mise à exécution des lettres de compulsoire qu'il a obtenues, 5 comme si celles-ci ne contenaient aucun délai pour leur exécution. — Le pape agréé cette supplique.

Vat. lat. 3881, fol. 242^v°-243^v°. Copie. — Cet acte est contenu dans le document n° 79.

Ce document est sans date, mais il semble être de la même époque 10 environ que le document précédent (n° 52). Il se rapporte, en effet, aux mêmes lettres de compulsoire. — Voir *Analyse*, n° 135.

Fol. 242^v°

Beatissime Pater,

Quando littere compulsoriales speciales ⁽¹⁾ sine retardatione processus conceduntur et decernuntur, prefixio termini in consideracione merito esse non debet, cum per 15
Fol. 243 illas processus et expeditio cause non || retardentur. Unde non inconvenit quod per litteras dicti domini locumtenentis ⁽²⁾ ad partem iudicibus compulsorialium vigore preinserte ⁽³⁾ decretarum deputatis mandetur quod, nulla 20
ad termini prefixionem in eis facti habita racione (a), illas etiam post lapsum ejusdem termini quandocumque ex-

(a) *Le ms. porte* : racionem.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 281, n. 2. Ce document se rapporte au même objet que le précédent.

⁽²⁾ Jean Staffileo.

⁽³⁾ C'est-à-dire *vigore preinserte commissionis*. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 32 et 33 et ci-dessous, *Textes*, n° 79.

quantur. Et nichilominus, quia forsitan erunt aliqui con- 1515
 temptores censurarum ecclesiasticarum in eisdem compul-
 sorialibus contentarum, qui jura penes ipsos existentia
 exhibere non curabunt, crescenteque contumacia etiam
 pena crescere debet, propterea, ne creatura in preinserta 5
 nominata effectum compulsorialium hujusmodi frustrata
 remaneat, supplicat Sanctitati Vestre quatenus eidem
 domino locumtenenti et iudicibus compulsorialium pre-
 dictarum mandet (a), quod ad executionem illarum, perinde
 ac si in illis terminus aliquis prefixus non fuisset, sub 10
 censuris et penis etiam pecuniariis arbitrio suo infligendis,
 procedant, et in eventum non paricionis, contumaces et
 rebelles [in] censuras et penas etiam pecuniarias hujusmodi
 incidisse declarent, ac eos et desuper habendos processus
 aggravent et reaggravent, et interdictum ecclesiasticum 15
 contra eos apponant, cum invocatione, si opus fuerit, bra-
 chii secularis ceteraque que in premissis et citra ea necesse
 seu opportunum fuerit, faciant et exequantur, committere
 et mandare dignetur, premissis ac constitutionibus et ordi-
 nationibus apostolicis, stilo palatii, ceterisque in contra- 20
 Fol. 243v^o rium facientibus non obstantibus quibuscunque, || statum
 omnium et singulorum premissorum aliorumque hic gene-
 raliter vel specialiter narrandorum tenores et compendia
 pro sufficienter expressis habentes.

In fine vero dicte commissionis sive supplicationis 25
 dependentis papiri cedula reperiebantur duplices signature
 diversarum quidem manuum, quarum prima est (b) :

De mandato domini nostri pape idem locumtenens

(a) Sic. Ce mot fait double emploi avec les mots : committere et
 mandare dignetur qu'on lit plus loin.

(b) Cet alinéa fait partie du document n° 79. Nous le publions ici
 pour plus de brièveté et de clarté.

mandet etiam sub censuris et aliis premissis penis in 1515
petitis (a) et monitum predictum declaret, aggravando
cum etiam invocatione, si et prout de jure, et justiciam
faciat.

Secunde talis (b) :

5

Placet domino nostro pape. [L.] cardinalis Agennensis.

54.

Le 12 novembre 1515.

*Acte d'appel de la part de la collégiale de Saint-Sulpice, à
Diest, des lettres de compulsoire de l'abbé de Saint-Jacques 10
à Liège, délégué de Jean Staffileo.*

Vat. lat. 3881, fol. 247-248. Copie authentiquée du commen-
cement du xvi^e siècle. — Voir *Analyse*, n^o 137.

Fol. 247 Coram (1) te notario publico et testibus hic astantibus,
ego Jacobus Gressens, presbiter, sindicus seu procurator, 15
et eo nomine, venerabilium dominorum prepositi, decani
et capituli ecclesie collegiate Sancti Sulpitii opidi Diestensis,
Leodiensis diocesis, animo et intentione a quibusdam gra-
vaminibus infrascriptis dominis meis, decem diebus
nondum elapsis (2) illatis et inferri comminatis, illarum 20
nullitate salva, provocandi et appellandi, via et jure melio-

(a) *Lecture et interprétation douteuse.*

(b) *Même observation qu'a la note b. de la page 284.*

(1) Ce document a trait aux conflits entre Érard de la Marck et le clergé
secondaire liégeois. 25

(2) Le temps utile pour interjeter appel est de dix jours. Voir P. FOUR-
NIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 220.

ribus quibus possum et valeo, citra tamen injuriam aut 1515
 diffamationem reverendi in Christo patris et domini Erardi,
 episcopi Leodiensis aut cujuscumque alterius, sed pro
 defensione dominorum meorum predictorum et eorum
 jurium, de quo protestor, dico et in scriptis propono 5
 quod licet incolis ducatus Brabantie fuerit et sit concessum
 quod in quacumque causa qualitercumque agatur, extra
 ducatum hujusmodi trahi aut conveniri minime possent ⁽¹⁾
 decreto etiam irritante appposito, quamquam etiam nemo
 ad locum sibi suspectum seu non tutum trahi vel conveniri 10
 debeat seu possit, etiam nemo teneatur adversariis suis
 jura sua propria regulariter tradere seu exhibere, nec ad
 id compelli poterit, presertim cum decisioni causarum,
 quarum pretextu exhibitio hujusmodi fieri petitur, minime
 deserviant, hiis tamen non obstantibus, quidam Johannes 15
 de Hamont, assertus clericus, in vim quarundam preten-
 sarum litterarum per reverendum dominum Johannem ⁽²⁾,
 permissione divina abbatem monasterii Sancti Jacobi Leo-
 diensis, a reverendo in Christo patre domino Johanne, epis-
 copo Sibenecensi ⁽³⁾, uti inibi legebatur, deputatum, con- 20
 cessarum ⁽⁴⁾, dictos dominos meos prepositum, decanum et
 capitulum ecclesie collegiate pretacte, quatenus infra duo-
 decim dierum spacium pretensam suam executionem imme-
 diate sequentium, sub pretensis penis et censuris inibi, ut

(1) C'est le privilège de *non evocando*, accordé par Léon X à Charles- 25
 Quint en 1515. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 90.

(2) Jean de Coronmeuse. Voir J. DARIÉ, *Histoire du diocèse et la
 principauté de Liège pendant le xvi^e siècle*, p. 97-98.

(3) Jean Staffileo.

(4) Ce sont les lettres d'inhibition dont il est fait mention ci-dessus, 30
Textes, nos 52 et 53.

videbatur, comminatis, foundationem, dotationem et erectionem dicte ecclesie collegiate Sancti Sulpitii ac statuta ejusdem capituli, hujusmodi suam petitionem sic crude formando, nulla etiam distinctione aliter facta, coram eodem domino Johanne, abbate ejusdem monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, in ecclesia cathedrali Leodiensi, hora Terciarum et Vesperarum realiter producerent et exhiberent, ac reverendo in Christo patri ac domino Erardo, episcopo Leodiensi, principali seu suo procuratori, absque aliqua difficultate et contradictione traderent et assignarent transsumendas et transsumenda, taliter qualiter monuit et requisivit. Verum etiam impossibile est dominis meis predictis hujusmodi foundationem, erectionem et dotationem, absque voluntate, scientia, decreto atque mandato illorum et eorum successorum, qui pluribus annis effluxis collegium hujusmodi suis bonis ac multis et diversis privilegiis, libertatibus et exemptionibus, etiam a Sancta Sede apostolica approbatis, fundarunt, dotarunt et erexerunt seu erigi procurarunt, sine maximo eorum prejudicio alicui posse tradere vel exhibere, quodque etiam statuta dicti collegii seu capituli, que sua sunt et eis propria ac ceremonias dicte ecclesie concernunt || et ad defensionem cause seu negotii, in dictis pretensis litteris ipsius domini abbatis tacti, minime faciunt, prout nec faciunt hujusmodi fundatio, erectio et dotatio antedicti collegii (a), itaque sub dicto mandato minime comprehensa existunt. Quinymmo ea attente considerando, prefatus Johannes de Hamont series dicti sui pretensi mandati notorie excessit. Preterea dicta civitas Leodiensis, que de temporali etiam dominio domini episcopi Leodiensis existit, dictis dominis meis ad deferendum ibidem

(a) Cette phrase est incomplète.

dicta jura exhiberi petita, non fuit nec est eis quoquo modo 15
tuta, prout nec sunt loca alia per que ad eandem civitatem
pervenire possit, utputa de temporali etiam dominio dicti
domini episcopi, adversarii dictorum dominorum meorum
et aliarum ecclesiarum collegiatarum civitatis et diocesis 5
Leodiensis; nec etiam domini mei dicti ducatus Brabantie
incole extra eundem ducatum trahi possunt, obsistente
prohibitione et decreto predictis, et preterea, quia decani,
canonici, capittula, collegia, capellani, beneficiati et per-
sone dictarum ecclesiarum civitatis et diocesis Leodiensis 10
et antedictæ ecclesie Sancti Sulpitii ab uno, quinque,
decem, viginti, triginta, quadraginta et quinquaginta annis
ac a tanto tempore et ad tantum tempus, quod de illius
contrario hominum memoria non existit, fuerunt et sunt
ab omni jurisdictione, superioritate et preeminentia episcopi 15
Leodiensis pro tempore, et suorum officiariorum et ordina-
riorum aliorum penitus exempti, exempte et exempta ac
Sancte Sedi apostolice immediate subjecti, subjecte et
subjecta, ac in possessione libertatis et exemptionis hujus-
modi, dictusque dominus Erardus episcopus hujusmodi 20
exemptionem et libertatem infringere nititur, quamquam
eamdem sua sponte, vestigia suorum predecessorum inse-
quendo de sua certâ scientiâ confirmaverit ⁽¹⁾, atque ad
finem hujusmodi dictas ecclesias collegiatas et dominos
meos contra justiciam gravare presumpsit hactenus et 25
presumit, ejus honore et reverentia salvis, ac sentiant dicti
domini mei se per hujusmodi pretensam monitionem
multipliciter gravatos ac plus gravari et pretensis censuris
innodari posse, licet temere; cum etiam dictus Johannes de
Hamont, assertus executor, dictis dominis meis copiam 30

(1) Voir ci-dessus, p. 199, note 2.

pretensi mandati et sue relationis, licet desuper pro parte 1515
 dictorum meorum dominorum requisitus fuerit, hucusque
 tradere recusavit, quapropter ego Jacobus, quo supra
 nomine syndicus sive procurator, a dictis pretensis moni-
 tione et requisitione ac censurarum comminatione, aliis 5
 ecclesiis collegiatis civitatis et diocesis Leodiensis ac eorum
 appellationibus interpositis et interponendis adherens,
 omnium premissorum nullitate salva, ad sanctissimum
 in Christo patrem et dominum nostrum, dominum Leonem
 papam modernum ac ejus Sanctam Sedem apostolicam, ac 10
 dictum dominum Johannem, episcopum Sebenecensem, ac
 illum vel illos ad quem vel quos de jure vel consuetudine
 Fol. 248 provocari et appellari liceat, in || hiis scriptis provoco et
 appello, apostolosque ⁽¹⁾ tales quales michi deliberari,
 dari et concedi peto et repeto, etiam pro singulis eorum de 15
 collegio, primo, secundo, tertio, instanter, instantius et
 instantissime, submittens eos et me protectioni, defensionis
 et salviguardie dicti domini nostri pape ac ejus Sedis
 apostolice, et protestor de hac appellatione mea hujusmodi
 intimanda, insinuanda et proseguenda suis loco et tem- 20
 pore congruis.

ARNOLDUS MOMBORS,
*publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius
 per copiam scripsi.*

(1) Les apostoli, ἀπόστολοι, sont des lettres émanées du juge du juge- 25
 ment duquel on fait appel, renvoyant l'examen du litige au juge de la
 seconde instance. On les appelait aussi *litterae dimissoriae*. Si le juge
 croyait que l'appel était illégal, il donnait des *apostoli refutatorii*, aver-
 tissant le juge de la seconde instance de cette circonstance. Les *apostoli*
 étaient *reverentiales*, quand le juge les accordait par respect pour la per- 30
 sonne du juge d'appel. Voir N. MUENCHEN, *Das kanonische Gerichts-
 verfahren und Strafrecht*, t. I, p. 534-537. Cologne, 1874.

Anno XV^e XV^e, mensis novembris die duodecima, fuit 1515
appellatio prescripta interposita et deinde XVI novembris
intimata et insinuata fuitque tunc adhesum judicialiter
appellationi suprascripte.

Et simili modo de aliis ecclesiis collegiatis in Brabantia 5
plerisque.

55.

Le 14 novembre 1515

Le syndic du clergé secondaire liégeois proteste contre la
manière dont l'abbé de Saint-Jacques à Liège met à exécution 10
les lettres de compulsoire de Jean Staffileo. Si l'exécuteur ne
veut s'acquitter de sa mission conformément aux règles du
droit, le syndic déclare en appeler à Staffileo et au souve-
rain pontife.

Vat. lat. 3881, fol. 246-246^{vo}. Copie authentiquée du commen- 15-
 cement du xvi^e siècle. — Voir *Analyse*, n° 136.

Fol. 246 *Copia cedula protestationis, oblationis et appellationis*
factarum pro parte ecclesiarum secundariorum Leodiensis
civitatis et diocesis (1).

Coram vobis, reverendo in Christo patre et domino 20
 abbate Sancti Jacobi Leodiensis, asserto commissario et sub-
 delegato apostolico (2), ac te notario et testibus hic presen-
 tibus, syndicus venerabilium virorum dominorum deca-
 norum et capitulorum, singulorumque canonicorum ac

(1) Ce document a trait aux conflits entre l'évêque de Liège et le clergé 25
 des collégiales du diocèse. Voir A. VAN HONNE, *o. c.*, p. 31.

(2) Jean de Coronmeuse, délégué de Jean Staffileo.

personarum secundariarum civitatis et diocesis Leodiensis 1515
 eorumque nominibus, animo et intentione appellandi, pro-
 vocandi et infrascripta faciendi dicit quod, licet de notissima
 juris dispositione pars actrix vel rea et maxime rea, aut que
 ree loco fungitur, utpote que stimulata aut gravata provocat 5
 aut appellat, parti adverse maxime stimulanti aut gravanti
 jura sua propria et propriis suis impensis sibi acquisita, sal-
 tem ea quibus in causa contra ipsum stimulantem vel gravan-
 tem et seu partem adversam intentata uti non intendit, et
 maxime illa que ad hujusmodi causam minime facientia 10
 existunt, exhibere sive edere non tene[a]tur, nec ad instan-
 tiam saltem partis adverse ea eidem parti adverse edere seu
 exhibere compelli possit aut debeat; licet etiam commis-
 sarius quisque sive delegatus sive subdelegatus aut executor
 merus vel mixtus⁽¹⁾ formam mandati sibi per superiorem sive 15
 subdelegantem facti et directi diligenter observare habeat
 eamque excedere non possit aut debeat; nichilominus
 tamen, hiis omnibus non obstantibus, reverendus in Christo
 pater et dominus, dominus abbas Sancti Jacobi Leodiensis,
 ordinis Sancti Benedicti, Leodiensis diocesis, sub ordinaria 20
 jurisdictione episcopi Leodiensis ejusque vassallus existens,
 pretextu cujusdam asserte pretense commissionis sibi per
 reverendum patrem dominum Johannem Staphileum, Sacri
 Palacii sive Rote auditorem, aliumve judicem seu commis-
 sarium apostolicum aut ab eo surrogatum facte, qua sibi 25
 inter cetera mandatur, ut in causa que coram dicto judice
 apostolico seu commissario per et inter R^{mum} dominum

⁽¹⁾ Le *merus executor* est celui qui doit exécuter une commission *de plano*, sans information ou contradiction. Mais lorsqu'il y a des informations à prendre, des contradicteurs à combattre ou à appeler, l'exécuteur est *mixtus*. 30

episcopum Leodiensem ex una, necnon decanos seu vice- 1515
 decanos et capitula sive clerum exemptum civitatis et dio-
 cesis Leodiensis atque Eustacium Canivet partibus ex altera,
 pendet indecisa, compellat iudices, prelatos, conventus,
 capitula, notarios et tabelliones civitatis et diocesis Leo- 5
 diensis in dicto mandato expressos, jura ad dictam causam
 facientia, ut hujusmodi jura ad causam hujusmodi
 facientia (a) exhibeant, per dictum commissarium trans-
 sumenda et dicte parti adverse edenda et per eum contra
 dictos decanos et capitula ac clerum exhibenda, prout in 10
 hujusmodi litteris compulsorialibus sive commissionis
 latius asseritur contineri, commissionem suam hujusmodi
 et formam juris excedendo, ac contra illam mandando et
 precipiendo et faciendo, ejus reverentia salva, prefatis
 decanis et capitulis ac eorum particularibus personis ac 15
 clero exempto dictarum civitatis et diocesis Leodiensis, cum
 ceteris decanis et capitulis dictarum civitatis et diocesis,
 ac prefato domino Eustacio Canivet (b) contra prefatum
 dominum episcopum Leodiensem partes formatas existen-
 tes ab eoque stimulati et gravati, provocaverint et appella- 20
 verint, nulla cognitione summaria premissa, aut etiam
 juramento calumpnie (1) a parte adversa recepto aut ab illa

(a) *Sic. La répétition des mots : jura ad dictam causam facientia doit être attribuée sans doute à une distraction du copiste.*

(b) *Cette phrase est incorrecte. Le copiste a omis ici un passage. 25*
Nous publions le texte du ms. tel quel.

(1) Le défendeur, par le serment *de calumnia* que le juge devait exiger de lui, s'engageait à se défendre loyalement et affirmait sa croyance à son bon droit. Le demandeur faisait serment qu'il n'intentait pas son action de mauvaise foi ni par esprit de chicane, qu'il ne produirait pas de 30
 preuves fausses ni des témoins achetés, qu'il ne chercherait pas à
 corrompre le juge, etc. Voir P. FOURNIER, *Les officialités au moyen*
âge, p. 175.

prestito, aut quod ea videlicet de quibus infra dicitur, 1515
 calumpniöse exhibere non petit, absque etiam eo quod
 interrogaverit quare illa petat aut quid dicant et que sint
 saltem verba in effectu ipsam partem adversam aut jus ejus
 in pretacta causa concernentia, decem diebus nondum elap- 5
 sis sive decursis, moneri et requiri fecit, ut statuta sua et
 juramenta tam canonicorum quam decanorum et preposi-
 torum capitulis suis prestita et presertim certa particularia
 statuta, jura videlicet non communia sed eorum propria
 et ab eis condita et seu eorum propriis impensis acquisita, 10
 et quibus etiam non intendunt uti, et que etiam saltem in
 genere et ut exhiberi petuntur ad causam hujusmodi mi-
 nime faciunt (a) infra XII dies tunc proxime futuros, nunc
 ferme decursos, parti adverse exhiberent, sub penis et cen-
 suris in litteris pretactis seu prefati domini commissarii 15
 contentis. Unde syndicus prefatorum dominorum decano-
 rum et capitulorum singulorumque canonicorum dictarum
 Pol. 246^v ecclesiarum secundariarum ac cleri exempti || civitatis
 et diocesis Leodiensis sentiens per hujusmodi monitio-
 nem et requisitionem et executionem, earum tamen nulli- 20
 tate sive nullitatibus salvis, dictos decanos, capitula et
 clerum gravatos et in futurum plus gravari posse, ita quod
 merito appellare debeat et possit, volens tamen primum
 ad plenum satisfacere commissario Sedis apostolice, cui
 dicti sui domini semper obedientes fuerunt et in futurum 25
 semper esse volunt, protestatur, dicit et offert quod si que
 habuerint juramenta sive statuta seu alia instrumenta, jura
 aut munimenta, quocumque nomine censeantur, communia
 et ad causam supratactam facientia, et ad que exhibenda
 parti adverse et ad ejus instantiam compelli possint et 30

(a) *Le ms. porte* : facientia.

debeant, dummodo ea specificet, aut alias prout de jure 1515
 debuerit seu debeat, exprimat, ea exhibere volunt et offe-
 runt, ac ipse syndicus, nomine ipsorum dominorum suorum
 et cujuslibet ipsorum, offert dicto domino commissario
 exhibere ad examinandum an sint propria vel communia 5
 aut aliquo modo ad causam facientia aut alias exhibenda,
 aut etiam, si ipse commissarius seu executor sibi aliqua ex
 officio suo, in quantum jus permittit, exhiberi desideret ad
 finem pretactum, ut examinet an sint communia et ad cau-
 sam facientia, velle exhibere et edere sibi commissario aut 10
 executori, ut obediens filii offerunt, hancque oblationem,
 obligationem, altricationem ⁽¹⁾ et seu questionem inciden-
 tem, si ipse dominus commissarius sive executor de illa
 cognoscere non velit aut desuper interloqui, quod tamen
 ipse syndicus nominibus quibus supra petit, quatenus idem 15
 dominus commissarius partes judicis assumere velit et de
 jure possit, alioquin hujusmodi oblationem, exceptionem
 seu questionem incidentem (a) ad dictum judicem cause
 suum superiorem referri et remitti petunt; in eventum
 autem quo dictus dominus abbas executor premissa facere 20
 recusaverit, seu illis non obstantibus ad ulteriora procedere
 vellet, ac quod (b) hujusmodi generali mentioni quoad jura
 et eorum propria quibus uti non volunt, et ut prefertur, ad
 hanc causam saltem in genere non facientia, ultra commis-
 sionem sibi factam, formam ejus ac juris communis exce- 25
 dendo inherere velit, extunc prout exnunc et exnunc prout
 extunc, ab hujusmodi pretensa monitione, requisitione,

(a) *Les mots: alioquin..... incidentem font double emploi avec les mots précédents: hancque oblationem..... incidentem.*

(b) *Sic.*

30

(1) C'est-à-dire cette controverse ou contestation.

executione, recusatione, censurarum comminatione ac aliis 1515
 gravaminibus suprascriptis et aliis quibuscumque ex pre-
 missis colligibilibus illatis seu inferendis, ad prefatum
 reverendum patrem dominum Johannem Staphileum, judi-
 cem et commissarium apostolicum seu in ejus locum sur- 5
 rogatum vel surrogandum et seu ad sanctissimum domi-
 num nostrum papam ejusque Sanctam Sedem apostolicam
 illumve vel illos ad quem vel quos de jure aut consuetudine
 appellandum venit in hiis scriptis provocat et appellat,
 apostolosque sibi dari ac de illis responderi petit primo, 10
 secundo, tercio ac instanter, instantius et instantissime,
 submittens se et sua ac dictos dominos suos ac eorum bona
 et honores protectioni, tuitioni, defensionis ac salvagardie
 dicti sanctissimi domini nostri pape ac prefati judicis et
 commissarii, protestaturque de hac sua appellatione inti- 15
 manda, insinuanda ac in omnibus et per omnia suis loco
 et tempore congruis et oportunis proseguenda, salvo sibi
 jure addendi, minuendi, mutandi, corrigendi et in melius,
 si opus fuerit, reformandi. Super quibus etc.

ARNOLDUS MOMBORS, 20
publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius
per copiam scripsi.

Anno XV^e XV^o, mensis novembris die decima quarta,
interposita fuit precopiata appellatio pro parte ecclesiarum
secundariarum suprascriptarum. 25

56.

Louvain, le 16 novembre 1515.

Lettre de Jean de Loemel au chapitre de l'église cathé-
drale de Liège. Il demande de lui envoyer les observations

que le chapitre aurait à présenter au sujet des lettres d'indul- 1515
gences accordées par Léon X à Charles-Quint, afin que les
délégués du commissaire principal des indulgences puissent
les examiner; en attendant, le chapitre de l'église cathédrale
ne s'opposera pas à ce qu'il soit fait usage de la concession 5
pontificale dans les parties du diocèse de Liège soumises
au duc de Brabant.

Vat. lat. 3881, fol. 171-171v°. Copie authentiquée du commen-
cement du xvi^e siècle. — Voir *Analyse*, n° 85.

Fol. 171 Venerabiles ac nobiles et generosi Domini confratresque 10
observandissimi.

Recepi litteras humanissimas ⁽¹⁾ quibus petitur ut mit-
tatur unus ex subcommissariis deputatis per dominum

(1) Dans cette lettre, il s'agit des *Indulgentiae Hollandinae* accordées
pour trois ans pour les pays de Flandre, Brabant, Hollande, Zélande et 15
Frise, par le pape Léon X à Charles-Quint. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*,
p. 91-92, et J. PAQUIER, *o. c.*, p. 363-365, où l'état de la question de ces
indulgences de Hollande est très bien exposé. — Habituellement la mission
de prêcher les indulgences était confiée à un commissaire, qui pouvait
désigner des sous-commissaires. Pour les indulgences de Hollande, le pape 20
avait désigné comme commissaire Adrien d'Utrecht, qu'il avait remplacé
plus tard, probablement le 15 mai 1516, par Jean Huberti de Loemel,
l'auteur de cette lettre. Voir le bref de Léon X à Jean-Ange Arcimboldi,
du 3 septembre 1516, dans le *Diplomatarium Norvegicum*, éd. C. R. UNGER
et H. J. HUITFELDT, t. VI, p. 691. Christiania, 1864. J. Loemel était 25
chanoine de la cathédrale de Liège depuis 1509, archidiacre de Famenne,
professeur à l'université de Louvain. Il est l'auteur d'un ouvrage : *Inter-
pretatio brevium atque indulgentiarum quas per triennium pontifices
dominūs Caroli archiducis Austriae concesserant*, In-4°. Il mourut le
17 octobre 1532. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 602, et 30
J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. III, p. 22.

prepositum, principalem commissarium absentem ⁽¹⁾, ad 1515
disputandum et resolvendum dubia occurrentia, ut scandala
vitentur (a) que indubie vitanda sunt et vitabuntur quantum
fuerit possibile; et ad illum finem dominus commissarius
deputavit plures, de quorum consilio voluit dubia decidi, 5
non confisus de uno; quare frustra mitteretur unus qui,
dubia resolvere licet possit, non tamen vellet incon-
sultis aliis. Rogo ergo quantum possum, ut placeat cum
presentium latore mittere hujusmodi dubia, et procurabo
resolutionem illorum fieri per deputatos commissarii prin- 10
cipalis, et ita agere quod non sequentur scandala aut con-
fusiones, et si non sumus sufficientes ad resolvenda dubia,
mitteremus ad Sedem apostolicam pro interpretatione et
resolutione eorundem, licet facultas interpretandi data sit.
Hoc tamen unum peto, quia hujusmodi indulgentie et 15
facultates in multis sunt indubitate, quod vestre reverende
paternitates non capiant egre si utamur medio tempore
illis, in locis diocesis principi subjectis, omissis aliis de
quibus possit dubitari, quemadmodum admisse sunt alie,
ut intelligo multum dubie, quia si bene inspiciamus bul- 20
lam istam, ipsa revocat aliam etiam quoad dioceses vicinas,
quia nisi hoc dicamus, non esset differentia inter vicinas
dioceses et alios quantumcunque remotos venientes ad
patriam principis, cujus contrarium constat ex bulla; super
quo scribo domino commissario ibidem existenti, cum quo 25
tanquam cum nuntio ejusdem domini bene spero concor-

(a) *Le ms porte* : vitantur.

(¹) A cette époque, Adrien d'Utrecht avait été envoyé en ambassade auprès de Ferdinand le Catholique, roi d'Aragon. Voir A. LÉPITRE, *Adrien VI*, p. 43-44. Paris, 1880.

dare et cum bono intellectu singula agere ne decipiantur 1515
boni christiani et scandala committantur, que summo opere
una vobiscum vitare cupimus. Novit Altissimus, qui vestras
reverendas paternitates conservare dignetur longevas et
felices. 5

Ex Iovanio XVI novembris anno XV^{to}.

Sic subscriptum : Johannes de Loemel confrater ves-
trarum paternitatum licet indignus. Et sic suprascriptum :
Venerabilibus et nobilibus et generosis dominis, dominis
decano et capitulo insignis ecclesie Leodiensis. 10

*Manu H. KNERINX, facta collatione cum principali littera
per copiam.*

Fol. 171v° *Exemplum litterarum Loemel ad capitulum super indul-
gentiis.*

57.

15

Vers 1515.

*Instruction pour Aléandre au sujet des difficultés pendantes
entre l'évêque de Liège, Érard de la Marck, et les habitants
de la ville de Huy. Elle comprend un aperçu sur l'histoire
des troubles dans la principauté de Liège et spécialement 20
dans la ville de Huy, depuis le milieu du x^e siècle, jusqu'en
l'an 1502, à l'effet de démontrer que la ville de Huy ne peut
prétendre à aucune juridiction sur les châtellenies du Con-
droz et de la Hesbaie.*

Vat. lat. 3881, fol. 199-202. Original.

25

Ce document est sans date. Cette instruction a été composée pour
Aléandre qui s'est activement occupé des difficultés dont il est fait
mention dans ce document. Nous croyons devoir placer celui-ci vers
l'année 1515. Les conflits entre l'évêque de Liège et la ville de Huy

au sujet des châtelainies atteignent leur apogée à la fin de 1515 et 1515
 au commencement de 1516. Ce document aura été composé vers
 cette époque. Peut-être était-il déjà en la possession d'Aléandre
 lorsque celui-ci écrivait à l'évêque de Liège, le 23 octobre 1515,
 qu'il était bien outillé pour traiter les conflits avec la ville de Huy. 5
 (J. PAQUIER, o. c., p. 75.) — Voir *Analyse*, n° 105.

Fol. 199 Instruction sur la cause pendantes entre tres hault tres
 puissant prince nostre tres redobte seigneur monseigneur
 de Liège d'une part et ceulx de la ville de Huy d'autre ⁽¹⁾.

A cause des gherres:

10

C'est choese assez notoire coment a vivant feu prince de
 noeble memoire monseigneur Loys de Borbon, jadis
 evesque de Liège ⁽²⁾, le pays de Liège fut en gerres par
 pluisseurs annees, et teillement que en l'an LIII ⁽³⁾ les
 Liegeois, avec toutes les villes du dict pays furent devant 15
 Re ^(a) messamirant ⁽⁴⁾ et desobbeissant le dict seigneur de

(a) Sic, peut-être pour Die = Dieu.

⁽¹⁾ Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 208 et suiv. Appendice : *Les diffi-*
cultés entre Érard de la March et la ville de Huy.

⁽²⁾ Louis de Bourbon, prince-évêque de Liège, 1456-1482. Voir 20
 J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le*
XV^e siècle, p. 317. Liège, 1887. — Pour les événements rapportés dans
 ce document, nous avons cru inutile de renvoyer aux chroniques d'Adrien
 d'Oudenbosch, de Jean de Los, etc.; nous nous sommes, la plupart du
 temps, bornés à renvoyer à l'ouvrage de M. Daris qui les a mises en œuvre. 25

⁽³⁾ 1454. Cette date est fausse. Louis de Bourbon n'était pas encore
 évêque de Liège à cette époque. La dignité épiscopale ne lui fut accordée
 par le pape Calixte III que le 30 mars 1456. Néanmoins les difficultés ne
 tardèrent pas à surgir.

⁽⁴⁾ C'est-à-dire, vraisemblablement, méprisant. Amirer signifie parfois 30
 regarder avec respect, craindre, mesamirer ou messamirer signifiera
 donc mépriser, ne pas craindre.

Borbon, leur prince, a cause que le dit pays estoit lors en 1515
prosperite, veye la riche et grant militud du peuple.

Item au temps du dict monseigneur de Borbon la gerres
fut au dict pays par pluisseurs annees, pendant lesquelles;
assavoir LXVI, LXVII, LVIII, la cite de Liege et les bonnes 5
villes du dict pays furent prises, pillees et destruytte, assa-
voir premier la bonne ville de Dynant fut prinse, destruytte
et brullee par feu monseigneur le duc de Borgongne ⁽¹⁾,
la ville de Huy fut prinse et pillee par ceulx de la cite ⁽²⁾,
la ville de Tongre fut aussi prinse per ceulx de la dicte cite 10
et lors constitue prisonnier le dict feu monseigneur de
Borbon et avec lui monseigneur de Hubercourt avec autres
pluisseurs boins personaiges ou gentilz hommes du dict
pays qui furent minnez prisoniers en la cite de Liege ⁽³⁾.
Et en la fin, la dicte cite fut destruite et broulee par le duc 15
Charle de Borgongne ⁽⁴⁾ et tout le pays tenu en subjection
comme il est notoire.

Fol. 199^{vo} Item apres la prinse et destruction de la dicte cite, assa-

(1) La ville de Dinant avait été exclue de la paix conclue au mois de décembre de l'année 1465 entre la principauté de Liège et les ducs de Bour- 20
gogne, Philippe le Bon et Charles le Téméraire, après les démêlés qui
avaient surgi à cause de l'élection comme mambour de Marc de Baden.
La ville se rendit à Charles le Téméraire le 25 août 1466. Voir J. DARIS,
o. c., p. 388 et 399.

(2) La ville fut prise par les Liégeois dans la nuit du 16 au 17 septembre 25
1467. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 416-417. A cette époque la ville de Huy
s'était rangée du côté de l'évêque Louis de Bourbon.

(3) La ville de Tongres où se trouvaient en ce moment l'évêque de Liège
et Guy de Brimeu, seigneur de Humbercourt, fut prise par les Liégeois le
10 octobre 1468. Guy de Brimeu ne fut pas cependant conduit à Liège : 30
on lui accorda provisoirement la liberté. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 449-451.

(4) C'est la fameuse prise de Liège par Charles le Téméraire, le
dimanche 30 octobre 1468. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 465 et suiv.

voir le terme et espace de neuf a dyx ans ou environ, et 1515
 jusques aprez le trespas feu mon dict seigneur le duc
 Charle de Borgongne qui fut en l'an LXXVII⁽¹⁾, la dicte cite
 ausi la ville et chestellerie de Huy furent par violence mis
 en la subjection du dict duc de Borgongne et de ses lieute- 5
 nans, et especiallement la dicte bonne ville et chestellerie
 de Huy furent regiez et gouvernez par monseigneur de
 Hubercourt, lieutenans du dict duc de Borgongne. Pendant
 liquel terme de IX a X ans, les dicts de la cite ne ausi
 ceulx de la ville et chestellerie de Huy n'orent et n'ont 10
 heye nulles quelconques previlegez, franchies ou domina-
 tions dedens la dicte ville et chestellerie, ains les amendes,
 compositions et forfaitures tant en la ville comme en la
 chestellerie venoient a y composer par unc nomme Gode-
 froid de Marneeffe ⁽²⁾, natiff de la dicte ville de Huy, 15
 comme il est notoire.

Item et presupposet que apres la mort du dict duc Charle
 de Borgongne, monseigneur de Borbon aiet este restitué
 en sa possession et seignorye ⁽³⁾, et la cite et bonnes villes
 en leurs franchies et previleiges ⁽⁴⁾, nientmoins s'est que 20
 tantost apres discors et different fut entre monseigneur de
 Borbon d'une part et feu [de] noble memore monseigneur

(1) Le duc Charles mourut le 5 janvier 1477.

(2) Il s'agit de Godefroid de Marneffe, échevin de Liège en 1468. Voir C. DE BORMAN. *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. I, 25 p. 375 et t. II, p. 543.

(3) Marie de Bourgogne rétablit l'ancien régime le 19 mars 1477. Voir *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, 1^{re} série, éd. S. BORMANS, p. 659. Bruxelles, 1878.

(4) A Huy notamment le 28 avril 1477, on fit, sous la dictée des anciens, 30 une nouvelle rédaction des statuts et franchises de ville. Voir S. BORMANS, *Statuts criminels pour la ville de Huy*, dans les *Annales du Cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. III, p. 221-230. Huy, 1879-1880.

Guilleame de la Marck d'autre part ⁽¹⁾, a moyen duquel 1515
 different pluisseurs parsonnes partirent du dict pays a
 l'assistance du dict monseigneur Guilleame et en allont en
 Franche, dont les aucuns faisoient la gerre contre le dict
 pays de la forteresse de Nattefaele ⁽²⁾ et estoit lors capitaine 5
 au dict lieu Thiry Poullon ⁽³⁾. A moyen desqueilles choeses
 les gens du dict pays de Liege estoient chascun en docte
 de la gherre comme il est notoire.

Fol. 200 Item pluisseurs parsonnes ont recordation coment le
 siege fut mis devant la forteresse de Durbu ⁽⁴⁾ et de 10
 Haverssen ⁽⁵⁾ dont le pays fut tout esmeu. Et apres fut la
 mort du dict monseigneur de Borbon, evesque de Liège, et
 lors la cite fut prinse par feu monseigneur Guilleame de la
 Marck assavoir en lan XIV^e [1413] et deux ⁽⁶⁾ et commenchat

(1) Voir J. DARIS, o. c., p. 492 et suiv. Il y eut une conjuration à Huy 15
 contre le prince évêque Louis de Bourbon; elle fut découverte au mois
 d'octobre 1480. *Ibid.*, p. 496-497. Guillaume de la Marck fut banni de
 la principauté, le 4 septembre de cette année. Voir également J. DE CHES-
 TRET DE HANEFFE, o. c., p. 195 et ss.

(2) Un autre document de la même époque donne la forme meilleure: 20
 Wastefale, probablement une forteresse qui aura été détruite, comme tant
 d'autres, à la fin du xv^e siècle. Ce nom de lieu n'a pas encore été identifié.

(3) Thiri Pouillon est désigné comme gardien du château de Huy dans
 l'accord du mois d'avril 1483. Voir P. F.-X. DE RAM, *Documents rela-*
tifs aux troubles du pays de Liège, p. 707. D'après le récit que nous 25
 publions, il aurait déjà occupé ces fonctions depuis 1480.

(4) Le château de Durbuy, qui appartenait à Guillaume de la Marck,
 fut livré aux flammes au commencement des hostilités, au milieu de
 l'année 1480. Voir J. DARIS, o. c., p. 495-496.

(5) Il s'agit de Haversin, dépendance de Serinchamps. 30

(6) Louis de Bourbon périt de la main de Guillaume de la Marck le
 30 août 1482. Le même jour ce dernier occupa la ville de Liège. Voir
 J. DARIS, o. c., p. 500-501. Le lendemain Guillaume de la Marck fut élu
 mambour de la principauté. *Ibid.*, p. 556.

la ghere contre les Borgog[n]ons pendant laquelle ceux 1515
 de Trect furent **juruet** par les Liegois ⁽¹⁾ et la ville de
 Landre ⁽²⁾ **fut** gangnie et avient la bataille de Hollongne ⁽³⁾,
 et de la l'armée des Bourguignons fut a Teruwagne en Con-
 dros ⁽⁴⁾, gastoit la chestellerie de Huy, et [fut] le siege mis 5
 devant la dicte ville de Huy par les Borguignons ⁽⁵⁾, dont
 exstant le dict siege devant Huy y uet unne paix faicte
 entre les Borguignons d'unne part et le dict feu monsei-
 gneur Guilleame de la Marck et avec lui les Liegoix et Hut-
 tois d'autre, que fut en l'an IIII^{xx} et quatre ou environ ⁽⁶⁾. 10

(1) Vers la fin de l'année 1482, Éverard de la Marck, frère de Guil-
 laume de la Marck, attaquâ les habitants de Maestricht qui assiégeaient
 le fort de Sichen. Il poursuivit les Maestrichtois jusqu'aux portes de leur
 ville. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 560-561.

(2) Landen, qui fut surprise par Guillaume de la Marck au mois de 15
 novembre 1482. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 560.

(3) Hollogne-sur-Geer. La bataille eut lieu le 9 janvier 1483 entre les
 Brabançons et Guillaume de la Marck. Celui-ci essuya une défaite. Voir
 J. DARIS, *o. c.*, p. 561.

(4) Terwagne, près de Huy. 20

(5) Maximilien d'Autriche mit le siège devant Huy vers la fête de
 Pâques de l'année 1483. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 563.

(6) Cet accord fut conclu au mois d'avril 1483. Voir le texte dans
 P. F.-X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles du pays de Liège*,
 p. 707. Maximilien obtint la garde du château de Huy, sous condition de 25
 le remettre entre les mains de celui des candidats à l'évêché de Liège
 dont le pape confirmerait l'élection. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 563-564.
 Ces candidats étaient Jean de Hornes, Jacques de Croy et Jean de la
 Marck. M. Daris parle d'un quatrième candidat, un clerc du diocèse de
 Trèves (p. 556-557 et 565). Cette élection a trait au diocèse d'Utrecht. 30
 Voir H.-P.-H. EVERSEN, *Over de inlijving van de Nieuwstad bij Maas-
 tricht*, dans les *Publications de la Société historique et archéologique
 du Limbourg*, 1877, t. XIV, p. 31. — Par un acte des 7 et 9 octobre 1485,
 le prince-évêque Jean de Hornes s'engagea à remettre la ville et le château

Item et polset que mon dict seigneur de Borbon fusse 1515
 deviet deiz l'an IIII^{xx} et deux, nienmo[i]ns a cause de ce qu'il
 y oet diverse election l'eveschie de Liege a icelle occasion fut
 in lite en court de Romme par pluisseurs annees ⁽¹⁾, pen-
 dant lesqueilles et apres la paix faicte devant Huy, unc 5
 nomme monseigneur de Montegnny, frere a monseigneur de
 Hornes, depuis evesque de Liege ⁽²⁾, entra en la ville de
 Huy, faisant la ghere allencontre du dict feu monseigneur
 Guilleame de la Marck et ceulx de la cite par certains terme
 comme unc chascun puelit avoir oyū dier. 10

Fol. 200^v Item en l'an IIII^{xx} et V, mon dict seigneur Guilleame de
 la Marck fut deviet ⁽³⁾, depuis liquel temps et jusques a
 l'an IIII^{xx} et XII la gherres fut ou dict pays a pluisseurs fois,
 et par diverses maniers, tant al l'ocasion de la mort feu mon

de Huy entre les mains de Maximilien d'Autriche et de Philippe le Beau, 15
 jusqu'au paiement d'une somme de 12,000 livres que ces princes avaient
 prêtée à l'évêque. Le 12 octobre suivant, ces princes s'engagèrent à
 remettre la ville entre les mains de ce dernier, après la restitution de
 cette somme. Voir P. F.-X. DE RAM, *Documents relatifs aux trou-*
bles, etc., p. 808; J.-G. SCHOONBROODT, *Inventaire analytique et chro-*
nologique des chartes du chapitre de Saint-Lambert à Liège, p. 353, 20
 n° 1091. Liège, 1863. D'après un jugement rendu par les échevins de la
 ville de Liège le 21 juillet 1518, la remise de la ville entre les mains de
 Maximilien eut lieu le 4 mars 1486. Ce document est publié par C. DE
 BORMAN, *o. c.*, t. II, p. 565. 25

⁽¹⁾ Le pape Sixte IV confirma l'élection de Jean de Hornes le 17 décem-
 bre 1483. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 569.

⁽²⁾ Sur les violences commises par Frédéric de Hornes, seigneur de
 Montigny, notamment à Huy en 1483, voir *l'Appellatio per dominos a*
Marcha..... facta anno 1485 ad summum pontificem..... contra Leo-
diensem episcopum, publiée par P. F.-X. DE RAM, *Documents relatifs*
aux troubles, etc., p. 779-780. 30

⁽³⁾ Il fut exécuté à Maestricht le 18 juin 1485. Voir J. DARIS, *o. c.*,
 p. 578 et C. DE BORMAN, *o. c.*, t. II, p. 405, note 6.

dict seigneur Guilleame de la Mark comme pour la querelle 1515
 de monseigneur de Croy ⁽¹⁾ et autres inconveniens venus
 ou dict pays de pluisseurs choeses notoires, comme du siege
 mis par les seigneurs de la Marck devant la cite de Liege a
 lieu des Chartreux ⁽²⁾, de la prinse de Chyney ⁽³⁾, chestel- 5
 lerie de Huy, et du siege illec poset par les Liegois et
 Borguignons, de la prinse de Santron ⁽⁴⁾, de la gerre et
 occision messir Ghis de Kan chevalier ⁽⁵⁾, et Roxha ⁽⁶⁾, du
 siege de Franchymont ⁽⁷⁾, de la prinse de la cite de Liege
 faicte par feu monseigneur Everart de la Marck et le capi- 10
 taine Janot ⁽⁸⁾, de la gherre monseigneur Philippe de Raver-

(1) Jacques de Croy avait été compétiteur de Jean de Hornes pour l'évêché de Liège. Il lui créa des difficultés notamment en 1488 et, en 1489, il fut élu par ses partisans comme administrateur de l'église de Liège. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 594 et 598. 15

(2) Sur les tentatives infructueuses d'Éverard et de Robert de la Marck pour s'emparer de la ville, au mois de janvier 1487, voir J. DARIS, *o. c.*, p. 588. L'auteur du récit ne suit plus ici l'ordre chronologique.

(3) La ville de Ciney fut occupée par les partisans de la famille de la Marck en 1486, mais elle ne tarda pas à être reprise par Jacques de Glimes 20 sur l'ordre de Maximilien d'Autriche, en décembre 1486. *Ibid.*, p. 588.

(4) Le 20 janvier 1486, Éverard de la Marck surprit et occupa la ville de Saint-Trond. *Ibid.*, p. 582.

(5) Le 29 mars 1486, Guy de Canne, mambour et maieur de Liège, fut assailli et tué. *Ibid.*, p. 584. 25

(6) Il s'agit de Pierre Rouhart ou Rocquaer ou Rochat, appelé aussi Roxha, tué à Liège par Guy de Canne le 8 mars 1486. Voir J. DARIS, *o. c.*, p. 583 et C. DE BORMAN, *o. c.*, t. II, p. 406 et 411.

(7) La forteresse de Franchimont fut assiégée par le prince-évêque de Liège, au mois de juillet 1487; il dut lever le siège le 8 août suivant. 30 J. DARIS, *o. c.*, p. 590.

(8) Éverard de la Marck et Jeannot ou Jehannot le Bâtard, gendre de Guillaume de la Marck, s'emparèrent par surprise de la ville le 14 mars 1488. *Ibid.*, p. 592.

Floion, bailli de Hesbain ⁽¹⁾ et Stasse Viron ⁽²⁾ a lieu de 1515
 Sanctron portoient le seel de la ville et illec fut promis et
 seellet a mon dict seigneur de Hornes une lettre obligator
 de xii^m florins d'or, ou pour iceulx xxiiii^m postulatus, et une
 autre lettre infichie a icelle promettant la dicte somme 5
 deliv[r]er es mains de consellier maistre Jan de Chastil-
 lon ⁽³⁾, la III^e lettre fut que ceulx de Huy promettoient
 Fol. 201^{vo} de non jamais || uzer de coustumme qui fusse prejudi-
 ciable a la jurisdiction, superiorite et seignerye de mon
 dict seigneur et de son eglise, ains tochant leurs franchises 10
 et privilegez ilz soy submettoient del toute ad ce que par
 mon dict seigneur, aucuns de son capitle et des nobles du
 pays en seroit ordonne.

Item en l'an XV^e et deux, fut tenuwe une jornee a lieu de
 Sockem ⁽⁴⁾ et y furent mandez ceulx de Huy, ausi les baillis 15
 de Condro, Hesbain, Moha et maieur de Huy et la meisme
 fut passet et ordonne que mon dict seigneur auroit et avoir
 devoit la superiorite et gouvernement en tout la chestellerie
 de Huy en teil manier qu'il l'avoit es autres quartiers du
 dict pays, reservet aus dictz de Huy leurs franchises et previ- 20
 legez teilx qui avoient ceulx de la cite ou la plus privilege

(1) Jean de Berlaymont dit de Floyon, bailli de Hesbaye. Voir C. DE BORMAN, *Les échevins de la souveraine justice de Liège*, t. II, p. 14, note 2.

(2) Eustache Viron. Sur cette famille voir C. DE BORMAN, *o. c.*, t. II, p. 70.

(3) Nous pensons qu'il s'agit de Jean Arnoulds ou Arnulphi de Castiglione, chancelier de l'évêque Jean de Hornes, chanoine de la cathédrale depuis 1496, docteur en droit. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.* p. 573, J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. II, p. 343, J. DARIS, *o. c.*, 30 p. 639. — Peut-être au lieu de conseiller devrait-on dire : chancelier.

(4) Probablement Stockhem.

bonne ville du dict pays. Et ce fut fait en absence des dicts 1515
de Huy qui point ne volient comparoir a la dicte journée.

Item en dict an XV^e et deux, mon dict seigneur de Hornes
comparu en la ville de Huy, et la meisme en la maison Thiri
Poullon, presens maieur et eschevins, maistres et consel, 5
deffendit aus dicts de Huy l'administration de la chestel-
lerie et furent les parchons des debtes d'entre ceulx de la
ville et chestellerie mise en warde de loy, et alors fut insti-
tuez aucuns deputez de part mon dict seigneur avec Thiry
de Seive et Philippe du Braz, receveur de la chestellerie de 10
part mon dict seigneur.

Fol. 202 Item aparavant la dicte defensee avoient este bannis de la
dicte ville et chestellerie de Huy, assavoir Pirlot de
Sorinne, ja maistre de Huy et comme infracteur de triwe et
Jehan le Perilleu, filz du feu le voet d'Amain ⁽¹⁾ et depuis 15
la dicte defensee iceulx ensi bannis soy remissent en la dicte
chestellerie, assavoir le dict Pirlot de Sorinne a Saint Seve-
rin en Condro et a Bealmont ⁽²⁾ et le dict Jehan le Perilleu
a Amain.

Item ceulx qui avoient occis le maire de Havelange, Col- 20
lart Mottet, assavoir Thirion Favellon d'Oxhen, Gato filz
Jehan Phelipart, Jehan Goffa et pluisseurs autres, furent
manans et habitans ou pays de Condro, les oelz veyant de
ceux de Huy.

Item Ottellet de Fomalle et Heidart ^(a) ont este par pluis- 25
seurs fois en la ville de Huy, et les aminnoit avec lui feu
monseigneur de Hornes, en la presence des maistrez de Huy

^(a) *Lisez* : Oudart.

⁽¹⁾ Jean le Perilleux de Roxhelée, fils d'un père du même prénom, qui
mourut avoué d'Amay en 1483.

⁽²⁾ Vraisemblablement le manoir de Beaumont, près de Nandrin.

et de tout la comu[n]alte, disant qu'ilz n'avoient riens 1515
 affaire a la ville, veu que l'homecidde estoit parpetre en la
 chestellerie.

Item et tout samblement y venoient le capitaine de Serain
 et Jehan de Huy, qui avoient tuet gens en la chestellerie. 5

Item le bastart Martin fut pris et minnet a Huy pour
 homencide en la chestellerie, et fut mis a mort par le
 baillieu de Moha, sens ce que ceulx de Huy lui aient coppet
 le pungne ne reclamet la veiage d'Outremeire (1).

58.

10

Vers la fin de l'année 1515.

*Supplique adressée à l'évêque et aux États du pays de
 Liège, par les maîtres de la ville de Liège et les députés des
 bonnes villes de la principauté, demandant une réglemen-
 tation du droit de succession des religieux aux biens de leurs 15
 parents et du droit d'acquisition de rentes par les religieux
 étrangers au pays.*

Vat. lat. 3881, fol. 329-329^v. Copie. — Le texte latin de ce docu-
 ment se trouve fol. 330-330^v. Copie.

Ce document est sans date. Il est fait allusion à une demande de 20
 ce genre dans les instructions d'Aléandre du mois de mars 1516
 (voir document n° 64). Nous savons, d'autre part, qu'il y eut une
 réunion des États à la fin de l'année 1515 (voir la lettre d'Aléandre

(1) Les statuts criminels de Huy de 1477 stipulaient qu'en cas d'hom-
 cide commis dans la châteltenie, le coupable aurait le poing coupé; il lui 25
 était interdit d'y rentrer « s'il n'at ausy payet ung voyage d'Outremere
 en l'ille de Chypre ». Voir S. BORMANS, *Statuts criminels*, art. 6, cités
 ci-dessus, p. 301, note 4.

à la Marck du 30 décembre 1515 et du 1^{er} janvier 1516 dans 1515
J. PAQUIER, *o. c.*, p. 107-111). Ce document est donc certainement
antérieur au mois de mars 1516 et date probablement de la fin de
l'année 1515. — Voir *Analyse*, n^{os} 197 et 198.

Fol. 329 Tres Reverend Pere en Dieu, nostre tres redoubte sei- 5
gneur et prince monseigneur de Liege et messeigneurs
des Estas de ses pays (1).

Remonstrent tres instamment les maistres de vostre cite
et les deputes des bonnes villes de voz pays, que comme
des drois canons et civilx, les rendus ou rendues (2) en 10
monasteres et pieux lieux miesmement suyant leurs pro-
fessions ne doivent succeder en biens heritaubles venans
de droite lingne ou de coist (3), ce qui est conferme par
la majesté Imperiale et uze en toute Allemaigne, par
toute France et les pays ausdicts remonstrans circumvoi- 15
sins, affin que les nobles et autres gens de biens ensem-
bles leurs prochains et amis n'en soient frustres a la des-
heritance et perditions de leurs maisons; et ensi soit que
les directeurs d'aucunes et plusieurs monasteres, begi-
naiges et semblables pieux lieux es pays de Liege et de 20
Looz, presumans contrevenir ad ce que prescript est, non
contens du payement de ce que l'on leur promet, intentent
questions et materes de proces fondes sur les proximites
de leurs freres ou seures, trayent en cause les amis ou
proismes de leurs dicts freres ou seures, les vexent, tra- 25
veillent et molestent par devant leurs conservateurs ou
ailheurs hors des dicts pays comme a Colloigne, Lou-

(1) Pour l'intelligence de ce document, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 204-205.

(2) Les religieux et les religieuses.

(3) En ligne directe ou collatérale.

vain, etc., pretendans venir a la possession des biens heri- 1515
 taubles relenquis par les pere, mere ou plus prochains de
 leurs dicts rendus, soient seignories, biens feudalx, alloux
 ou censaulx, ne leur en chault, qui est contre la jurisdic-
 tion haultaine de nostre dict tres reverend seigneur et 5
 prince, et a la tres grande foulle, ruynne et destruction de
 la noblesse et habitans des dicts pays : tres redoubte sei-
 gneur et prince, venerables nobles et tres honnores sei-
 gneurs, les dicts remonstrans supplient que a teles foulles et
 indirections plaise donner ordre et provision. En quoy fai- 10
 sant mes dicts seigneurs feront equite et raison et iceusdicts
 remonstrans prieront Dieu pour eux.

Aussi presentement, es pais voisins, si certaines ordon-
 nances sont faictes sur le semblable ⁽¹⁾, les couvens, beghi-
 naiges et autres pieux lieux des dicts pais viennent acheter 15
 rentes l'journelement en cestuy pais, qui est totalement
 au prejudice des personnes souiscans (a) car se telle[s]
 maniere[s] de faire estoient permises, s'en sorteroient de
 plus en plus y venir, etc.

Fol. 329^{vo} *Supplication contre les monasteres et pieux lieux.*

20

(a) *La lecture du mot personnes est douteuse. Au lieu de : souiscans on pourrait lire peut-être : jouiscans. Cette phrase signifierait donc : au prejudice des personnes ayant maintenant la jouissance de ces biens.*

(1) Il est sans doute fait allusion aux dispositions de la seconde addition à la Joyeuse entrée de Charles-Quint, du 26 avril 1515, interdisant 25
 aux religieux étrangers toute acquisition de biens immobiliers en Brabant, et aux autres toute acquisition par testament ou *ab intestat*, et ne permettant l'acquisition à titre onéreux que du consentement du prince et de la chef-ville du ressort dans lequel ces biens étaient situés. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 116-117 et 203-204. 30

Huy, le 10 janvier 1516.

Procès-verbal de l'acte de soumission de la ville de Huy à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en présence du délégué de l'empereur Maximilien, Jacques de Senseilles. Elle reconnaît avoir accusé faussement le prince-évêque auprès de l'empereur Maximilien ⁽¹⁾.

Vat. lat. 3881, fol. 206-207^{vo}. Original. — Voir *Analyse*, n° 109.

Fol. 206 L'an mil cinq cens et XVI, le X^e jour de jenvier, 10
environ dyex heurs devant medy, par devant hault et
puissant seigneur Jacques de Zanselles, escuier, viconte
d'Aublain, seigneur Dousours, de Manegliën, etc., lieutenans de monseigneur le gouverneur souverain bailhier de Namur ⁽²⁾, commis de nostre seigneur l'empereur notre 15
souverain seigneur, en la presence de moy notaire
publicque et des tesmoings desoubz escripts et denommez
personnelement constituez et instaublys, tres reverende
pere en Dieu, haulte et puissant prince monseigneur de
Liege, duc de Builhon, conte de Loz, etc. d'une part et 20
les bourgmaistres, jures et conseil de la bonne ville de
Huy d'autre, la mesme en traictyant sur certain com-

⁽¹⁾ Ce document a trait aux difficultés entre l'évêque de Liège et la ville de Huy. Voir ci-dessus, *Textes*, les documents publiés sous les nos 42, 43 et 44, p. 246-255.

⁽²⁾ Jacques de Senzeilles, viconte d'Aublain, seigneur de Daussois et de Mesnil-Église, lieutenant du gouverneur du comté de Namur. Voir A. HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. I, p. 231.

promis entre les parthyes susdictes, le dict nostre seigneur 1516
 et prince monseigneur de Liege interrogea les dicts
 de Huy se ilz ne le cognoissent estre leur prince et
 seigneur, lesquelz du dict Huy respondirent tous par
 hault voyx que cy et qu'ilz le cognoissent pour leur 5
 prince et seigneur et eulx estoyent ses subjectz veulhans
 vivre et mourir avec luy. A quoy le dict nostre prince et
 seigneur leur demanda : Pour quoy doncques me voulliez
 faire parjure et trayttre en moy fausement avoer accuse 10
 envers nostre seigneur l'empereur, mon souverain sei-
 gneur? Et ad ce les dicts de Huy responderent qu'ilz ne
 l'entendoient ansy avoir faict; et le dict nostre seigneur et
 prince leur dist que le proveroit evidament par les lettres
 de l'empereur ⁽¹⁾ lesquelz ne saroyent mentir, par lesquelz 15
 l'on prouvera que vous avez donnez a entendre a l'empereur
 que j'ay faict contre ses commandemens et nient-
 moins contre les privilegeiges de ses predecesseurs empe-
 reurs, que quant ansy seroyt, je serroy parjure en tant ||
 Fol. 206^{vo} que j'aye jure de contraire en recevant mes regalez. Et
 lors ceulx du dict Huy se jeterent au genoulx pryant que 20
 s'il avoyent quelque choese maesfaictz envers leurs dict
 prince qu'il leur vouldist pardonner; et ycelluy seigneur
 leur respondit qu'il n'estoit point delibereit de leur
 pardonner, mains ilz se poulroyent dors en avant con-
 duire de sorte qu'il leurs pardonneroit cella et aultres 25
 choeses non point plus grande[s], car il ne leurs scarroit
 pardonner choese plus grande. Lesquelz choeses ainsy
 faictiez, noble et venerable seigneur maistre Jheromme
 Aleander, chancellier du dict nostre prince, pour et ou nom

(1) C'est vraisemblablement le document publié ci-dessus, *Textes*, 30
 n° 42, p. 246.

du dict nostre prince en demandat a moy notaire en avoer 1516
 actz et instrumens ung en plussieurs. Faiet en freter (a)
 des frerez Croysies de Huy, les an, moix et jour susdicts,
 presans venerable et discretez maistre Gielle de Sainctron
 official de Liege (1), Henry Bardoul et pluissieurs aultres 5
 personaiges dignes de foyds.

LAURENTIUS ANTHONIUS DE LYMBORCH
quoad premissa notarius.

Fol. 207^{vo} *Huienses petunt veniam criminis lese majestatis.*
Petitio venie ab Huiensibus facta super crimine lese 10
majestatis.

60.

Huy, les 10 et 11 janvier 1516.

Procès-verbal de la constitution d'arbitres entre la ville de
Huy et l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en présence et à 15
la demande du délégué impérial, Jacques de Senseilles, pour
terminer les conflits pendants au sujet de la juridiction
sur la châtellenie de Huy. Ces arbitres sont : pour l'évêque de
Liège : l'abbé de Saint-Jacques à Liège, l'abbé d'Aulne,
Richard de Mérode et Jacques Obrecht; pour la ville de 20

(a) *Sic, peut-être pour refreter ou refreteur, réfectoire.*

(1) Gilles de Blocquerie ou de Saint-Trond devint official de Liège après la mort Josse de Royer de la Marck en 1515, chanoine de la cathédrale en 1516, et vicaire général en 1517. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XVI^e siècle*, pp. 92 et 240; 25
 J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c., t. III, p. 33, et X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, o. c., p. 592.

*Huy : le général de l'ordre des Frères Croisiers à Huy, Ghuyts 1516
de Floion, seigneur de Bommale, Jehan de Thiribu et Ottart
de Mollin.*

Vat. lat. 3881, fol. 210-210^{vo}. Copie. — Ce document est inclu
dans l'acte publié sous le n° 74. 5

La date du 16 janvier que nous trouvons en tête du document
est évidemment erronée, puisque à la fin de l'acte nous trouvons
la mention : et le lendemain, 11 janvier ; le copiste aura confondu
seizeisme avec dixième. — Voir *Analyse*, n° 113.

Fol. 210 Ajourdhuy siexeisme (a) jour de jenvier mil cinq cens 10
et seize, stil de Liege (1).

Sur les differens et questions estans meus et apparant
mouvoir entre tres reverend pere en Dieu, hault puissant
prince monseigneur de Liege, duc de Buillon et conte de
Loz etc. d'une part et les maistres, jureiz et conseil ou nom 15
des corps et communaulte de la ville de Huy d'autre part,
tant a cause de la cognoissance que les dicts de Huy pre-
tendent avoir hors de la ville et franchiese de Huy, comme
de tous aultres differens et questions meues ou apparant
mouvoir, pour lesquelx appaisier nostre sire l'empereur et 20
nostre souverain seigneur avoit par ses lettres commis hault
et puissant seigneur Jacques de Zanselles escuyer, vicont
d'Aublain, seigneur Dousours, de Maneglien, etc., lieute-
nens de monseigneur le gouverneur souverain bailly de
Namur, a la tres grande pryer et instante requeste duquel 25
avec d'aulcuns conseilliers de sa compaignie ensemble des

(a) *Sic pour* : dixième.

(1) Ce document, comme le précédent, a trait aux conflits entre l'évêque
de Liège et la ville de Huy.

dicts de Huy, mon dict seigneur de Liege, ensuyant certaine 1516
 submission et compromis par cidevant faictz en la cite de
 Liege le **xxi^e** jour de jenvier **XV^e** et **XIII^e** dernier passe, a
 este content, comme ont ossy ceulx du dict Huy, des dicts
 differens et questions tant meues que a movoir eulx sub- 5
 mectre et se sont par effect soubmis à l'ordonnance et
 arbitraige de huyt hommes, assavoir de la part de mon dict
 seigneur de Liege, reverends peres en Dieu monseigneur
 l'abbé de Saint Jacques en Liege ⁽¹⁾, monseigneur l'abbé
 d'Alne ⁽²⁾, messire Richart de Meroede chevalier, seigneur 10
 de Houffalize et de Moreaumiez, etc., et maistre Jacques
 Obrecht, licencier es drois, advocat en la court de Liege;
 et de la part de ceulx du dict Huy, reverend pere en Dieu le
 generale de l'ordre des freres Croissiers ⁽³⁾, Ghuys de Floion,
 seigneur de Bommale, Jehan de Tiribu et Ottart de Mollin, 15
 es mains desquelz chascunne des dictes parties bailleront
 par escript leurs dicts differens et questions avec leur
 fins, conclusions et tout ce que boin leur semblerat servant
 a leur intention, et ce dedens siex sapmainnes peremptoi-
 rement, lesquelz arbitres pour ce faire se trouveront de 20
 quinze jours a aultres dedens la cite de Liege, en l'abbaye
 de Beaurepart, a apres (a) les dictes sapmainnes passeez et
 expireez, sur ce que sera mis es mains des dicts arbitres
 iceulx en ordonneront et appoincteront comme bon leur

(a) *Sic. Lisez* : et apres.

25

(1) Jean de Coronmeuse.

(2) Gérard Bosman de Beusart (1497-1529). Voir U. BERLIÈRE, *Monasticon Belge*, t. I, p. 338. Maredsous, 1890-1897.

(3) Guillaume de Rivo, élu le 14 novembre 1512. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XVI^e siècle*, 30 p. 108-109.

semblera et en dedens trois sapmaines apres, et au cas que 1516
 les dicts huyt arbitres ne se peussissent accorder, deux
 d'iceulx arbitres, l'unc de la part d'icelluy seigneur de
 Liege et ung de la part des dicts de Huy a tout les dictes
 actz et exploix qui mis et produictz seront par les dictes 5
 parties en leurs mains, ung mois apres les dictes trois sap-
 mainnes partiront pour eulx transporter par devant l'empereur
 nostre souverain seigneur, qui sera quant ad ce leurs
 souverain arbitre, auqueil feront leur rapport pour par luy
 en appoinctier et ordonneir à son boin plaisir. Et neant- 10
 moins pendant ce temps, par manier de provision a este
 appoinctie ensuyant le dict compromis faict a Liege, que
 les triesves de la chastellerie de Huy se donneront, gette-
 ront et bailleront de part mon dict seigneur de Liege, les
 maistres, jureiz et conseil de la dicte ville de Huy par main 15
 commune ⁽¹⁾. Les voiaiges d'outremere demoureront en
 suspence, et si quelque homicide soy commectoit ou aultre
 cas, mon dict seigneur pourat donner a delinquant sauf-
 conduit de demourer en la dicte chastellerie de Huy, sens
 entrer en la dicte ville de Huy, pourveu touteffois que celluy 20
 Fol. 210^{vo} en la personne duqueil auroit este || commis l'homicide,
 l'outraige ou injure ne fust bourgoy demourant en la
 dicte ville de Huy et franchiese d'icelle ⁽²⁾. Promectant les
 dictes parties et chascune d'icelles de entierement fourner
 et accomplir de point en point tout ce que dit est cy dessus, 25

(¹) Les statuts criminels de 1477 permettaient de jeter des trêves dans la ville et la châtellenie « par ung maistre ou juré, present deux gouverneurs de deux metiers ». Voir S. BORMANS, *Statuts criminels pour la ville de Huy*, dans les *Annales du cercle hutois des sciences et beaux-arts*, t. III, p. 223 et ss. Voir ci-dessus, p. 301, note 4. 30

(²) Voir ci-dessus, p. 310, note 1, ce que nous avons dit au sujet des voyages d'outremer. Voir aussi S. BORMANS, o. c. *Ibidem*, p. 226-227.

et de tenir pour boin, ferme et estauble ce que par les dictz 1516
 huyt arbitres ou souverain sera ordonne et appointie, et
 le tout sur paine de perdition de cause a celluy que fera
 ou yra au contraire. Ce fut fait, passe et concluyt les an et
 jour que dessus au refectoire de Croixiers au dict Huy, pre- 5
 sens mon dict seigneur le bailly, et pluisseurs notables
 personnes de son conseil, venerables et honnoreiz seigneurs
 messelgneurs les doien ⁽¹⁾ et coustre ⁽²⁾, Philippes de la
 Marck et d'Agimont ⁽³⁾, chanoennes de la venerable eglise
 de Liege, Jehan de Pondremy, Henry au Brebis, George de 10
 Tollier, Anthoine Groul le jeusne, maistre Jehan Bardoul,
 chanoenne de Saint Piere en Liege ⁽⁴⁾. et plussieurs
 aultres.

Et le lendemain, XI^e jour du dict mois de jenvier au dict
 an, ces presens appointment et submission de mot a 15
 aultre a este au long leit pardevant mon dict seigneur de
 Liege en son chastel de Huy, et aussy semblablement par-
 devant les maistres, jurez et conseil du dict Huy pour ce
 assemblez en leur chambre et maison de Cocque. Lesquelles
 parties et chascunne d'elles ont recognu au long la dicte 20
 submission, la ratiffie et approuve, promectant de rechief

(1) C'était Gauthier de Corswarem.

(2) C'était Jean Ferret, abbé de Thuin, chanoine de la cathédrale depuis 1482, décédé le 10 mars 1537. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, o. c., p. 576, et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c., t. II, p. 320.

25

(3) Philippe de la Marck, chanoine de Saint-Lambert (1484-1529). Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, o. c., p. 580, et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, t. II, p. 326-327.

(4) Maître Jean Bardoul fut admis à une prébende de l'église Saint-Pierre à Liège en 1501. Il devint écolâtre en 1524, puis doyen de la 30
 collégiale en 1532. Il mourut le 17 septembre 1539. Voir E. PONCELET, *Inventaire analytique des chartes de la collégiale de Saint-Pierre à Liège*, p. XXXVI, XLIII, XLIX.

es mains de nous les notaires cy desoubz escriptz le four- 1516
 mer, tenir et accomplir de poinct en poinct et aux peines
 et conditions que dessus. Presens mon dict seigneur le
 bailly, monseigneur maistre Johan de Romont, conseiller
 du conseil a Namur, Philippes de Glisms, escuyer, sei- 5
 gneur de Rosez, Jehan de Pondremy, maistre Johan Bar-
 doul, Henry auz Brebiez, George de Tollier, et pluisseurs
 aultres tesmoins ad ce appelez et requis, et ont demande
 chascunne des dictes parthies ung ou pluisseurs instru-
 mens, ce que leur a este accorde, les an, mois et jour que 10
 dessus.

Ainsy signe : Et je Loren de Lembourgh, clerarque
 notaire quant aux choeses susdictes l'an antedict. Et ainsy :
 Et je Anthoinne Groul, notaire imperial et greffier du con-
 sel de monseigneur le prince d'Espaigne etc. ordonne a 15
 Namur. Aussy este present Groul.

61.

Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.).

*Lettres de maintenue par lesquelles Charles-Quint enjoint
 à celui de ses huissiers qui en sera requis, de maintenir dans 20
 son droit de pacage, sans payer aucune redevance, Jean
 Leersse, nonobstant les réclamations du prévôt, du curé et du
 chantre de l'église Notre-Dame à Aerschot. En cas d'opposi-
 tion de ces derniers, il ordonne au chancelier Jérôme Vander
 Noot et au Conseil de Brabant d'examiner et de terminer 25
 cette action au possessoire.*

*Vat. lat. 3881, fol. 173-173^{vo}. Copie. — Fol. 174-175. Texte
 flamand de cet acte. Copie. — Voir Analyse, n^o 88 et 89.*

Fol. 173 Karolus Dei gratia princeps Hispanie etc. primo ex nos-
 tris hostiariis super sequentibus requisitis salutem. Nos 30

recipimus humilem supplicationem communis inhabi- 1516
 tatorum et subditorum parrochie Nostre Domine in opido
 Arschottensi, sub qua quidem parrochia ipsi habent et pos-
 sident prata seu predia conclusa que pecoribus suis pas-
 cuntur, continentem qualiter ipsi supplicantes et eorum 5
 predecessores ab uno, duobus, decem, viginti, triginta,
 quadraginta, octuaginta et centum annis et amplius, ac tam
 diu quod de initio aut contrario non sit memoria, fuerunt,
 prout ipsi adhuc actu esse debent et manere, in quieta et
 pacifica possessione et usu de posse eorum prata seu predia 10
 conclusa semper suis pecoribus depasci facere per eorum
 conductores, absque eo quod, occasione ejusdem usus, quis
 aliquam pretensam pascue decimam aut alias pretensas
 exactiones habere posset, sed fuerunt et sunt in plenariis
 possessione et usu de posse esse et manere liberi, quit, 15
 exempti et inobligati a pretactis decimis et aliis cunctis
 exactionibus, et licet hiis attentis non liceat alicui aut
 deceat pretactos supplicantes in pretacta eorum antiqua
 possessione et libertatibus turbare aut impedimentum,
 litem aut perturbationem facere, nichilominus nituntur pre- 20
 positus, parochianus et cantor pretacte ecclesie Ar[s]chot-
 tensis aliquas particulares personas pretactorum supplican-
 tium, videlicet Johannem Leersse, velle impetere et ab
 eodem pretactam pascue decimam exigere pro uno predio
 seu prato concluso sito sub dicta parrochia, quod ipse a 25
 quattuor annis citra defructuavit seu depastus est, quiete et
 pacifice continuando predictam possessionem ac prout
 undique in patria Aerschottensi sit, jactantes se etiam sic
 velle aliis facere similiter, putantes ex tunc unum et jam
 alium illas libentius erga eos velle componere et aliquid 30
 pro pretensis decimis dare, quam velle turbari aut vexari
 de excipiando, et ab illis pretactam pascue decimam extor-

quere, inducendo sic unam magnam novitatem, qua ipsi 1516
 supplicantes perturbantur et preterea spoliari possent ab
 eorum pretactis libertatibus, possessione et usu, quodque
 totum ad eorum multum impedimentum, prejuditium et
 tedium et amplius esse posset, si non illis desuper de 5
 oportuno remedio provideretur et justicie provisione in
 casu manutenentie, prout ipsi dicunt. Sic est quod nos hiis
 consideratis, tibi mandamus ac cum hoc committimus qua-
 tenus opus sit per presentes quod, in quantum tibi de
 pretactis possessione et usu predictorum supplicantium 10
 et turbatione et impedimento ipsis in hiis factis, ut premit-
 titur, pateat quatenus sufficiat, tu in eo casu, vocatis
 coram te predictis preposito, cantore et parrochiano et aliis
 de quibus opus erit propterea vocari, et tu ex parte predic-
 torum supplicantium requireris, ad tales diem, horam et 15
 locum contensiosos prout decebit et tu illis prefiges, pre-
 dictos supplicantes in pretactis eorum possessione et usu
 pascue predictae ex parte nostra teneas et manuteneas et
 facias teneri et manuteneri, predictis preposito, curato,
 cantori et aliis ex parte nostra expresse mandando, quod 20
 ipsi quamtocius removeant cunctas turbationes et impedi-
 menta predictis supplicantibus in pretactis eorum posses-
 sione et usu facta || et indilate reparent, et removeri et
 Fol. 173^{vo} reparari faciant seseque deportent ⁽¹⁾ eosdem supplicantes
 ulterius aliquo modo plus impedire aut turbare, eosdem in 25
 quantum necesse sit ad hoc et predictas perturbationes et
 impedimenta removenda et reparanda aut removeri et repa-
 rari facienda astringendo, cum et mediantibus omnibus
 aliis oportunis et rationabilibus viis et modis compul-

(1) *Deportare* signifie : s'abstenir.

sionis, et in casu oppositionis, denegationis et dilationis, 1516
 quatenus tibi ut prius constet predictos supplicantes in
 predicta eorum possessione et usu primo et ante omnia
 teneri et manuteneri debere, cunctis turbationibus et impe-
 dimentis remotis et reparatis, et predictis mandatis de non 5
 amplius turbando locum vendicando, saltem tamdiu et eo
 usque quo, termino serviente, partibus auditis, per nos
 aliter super hoc ordinatum fuerit, manuteneas, citando
 opposcentes ad comparendum certo competenti termino
 coram nostro valde dilecto et fideli milite et cancellario, 10
 domino Hieronimo Vandernoot et aliis in nostro Concilio
 ordinatis in Brabantia, ad rationibus eorum oppositionis
 predictae auditis etc. respondendum etc. nostro predicto
 cancellario et Consilio eadem die rescribendo, quibus nos
 mandamus et, attento quod nos de omnibus causis manu- 15
 tenentie habeamus cognitionem in materiis possessionum
 et ad nos spectat ⁽¹⁾, committimus quod ipsi, partibus
 auditis, faciant illis et administrent bonam, brevem et
 expeditam justiciam et expeditionem justicie, quia nobis
 sic placet. Datum in opido nostro Bruxellensi sub 20
 sigillo etc. XXIII die februarii, anno Domini millesimo
 quingentesimo decimo quinto.

Sic subscriptum : Per dominum principem ad relatio-
 nem Consilii. Et signatum : Momboer.

(1) Voir ci-dessus, p. 187.

29 février 1516.

*Énumération des sujets de plainte de l'évêque de Liège
contre le clergé secondaire de son diocèse.*

Vat. lat. 3881, fol. 250-250 v°. Original. — Voir *Analyse*, n° 139. 5

Fol. 250 *Sequuntur ea que michi (1) legit dominus sigillifer Leodiensis (2) in facto ecclesiarum secundaritarum ultima februaril anno XV^oXVI presente magistro Jacobo Obrecht.*

Inprimis R^{mus} dominus leditur in juribus suis episcopalibus, videlicet circa visitationem tam in sacramentalibus 10 quam in aliis que concernunt curam animarum, et etiam in beneficiorum erectionibus et in licentia celebrandi in altari portatili (3).

Item quantum ad correctiones, et maxime in atrocibus excessibus carceres promerentibus, quod comperta delicta 15 non valeat corrigere.

Item quod ipsi, sua propria auctoritate, non interveniente aliqua auctoritate, vendunt et alienant bona parata et immobilia (4), et propter pretensam exemptionem eorum 20 prepeditur R^{mus}.

Item in correctionibus et absolutionibus excessuum tam injectionis manuum violentarum quam alias.

(1) Jérôme Aléandre.

(2) Pierre de Cortembach.

(3) Pour l'interprétation de plusieurs dispositions de ce document voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 18-22.

(4) L'aliénation des meubles précieux et des immeubles des églises n'est permise que du consentement du souverain pontife en vertu de la constitution *Ambitiosae* de Paul II, que l'on trouvera dans les *Extravagantes communes*, III, 4. 30

Item quod propria auctoritate faciunt statuta abusiva in 1516
 prejuditium collatorum, verbi gratia quod proviaus per
 Sedem [apostolicam] vel ordinarium, si non sit in sacris
 tempore provisionis, habet certis annis carere fructi-
 bus ⁽¹⁾. 5

Item quod tempus non currat proviais nisi a tempore
 receptionis, licet habuerit triginta annis provisionem ⁽²⁾.

Item pretensis eorum exemptionibus quas pretendunt,
 prepeditur etiam ordinarius quominus publicos forni-
 carios et fornicarias in scandalum ecclesiastici status 10
 valeat corrigere, ita quod proch dolor! pauci ecclesias-
 tici existunt, quin habeant publice focarias in domibus
 suis claustralibus et animalia gradientia super terram in
 conspectu ordinarii, et invicem proles eorum contrahere
 faciunt et cum eis morantes et habitantes tenent, in non 15
 modicum ecclesiastici status scandalum.

Item impeditur [in] multis (a) casibus in quibus ordi-
 narius habet jurisdictionem et correctionem etiam in
 exemptos et religiosos quacumque exemptione exemptos,
 de quibus per glosam in capite 1°, De privilegiis, super 20

(a) On avait d'abord écrit : in viginti quattuor, puis duobus au-des-
 sus de quattuor.

(1) Sur l'usage des collégiales du diocèse de Liège de réserver une par-
 tie des revenus de la prébende d'un chanoine qui n'avait pas reçu les ordres
 majeurs, voir M. G. DE LOUVREX, *Dissertationes canonicae de origine,* 25
electione, officio et juribus praepositorum et decanorum ecclesiarum
cathedralium et collegiatarum, p. 33, n° 82. Liège, 1729.

(2) Les collégiales avaient le droit d'examiner si le nouveau chanoine
 avait les qualités requises par le droit, les usages et les privilèges, pour
 être reçu dans le chapitre. Cette admission par les chanoines était indis- 30
 pensable pour que le nouveau titulaire pût avoir la jouissance des revenus
 de sa prébende. Voir M. G. DE LOUVREX, o. c., p. 19 et suiv.

verbo Statuta ⁽¹⁾, et de quibus etiam in glosa in Clementina 1516
 Dudum, De sepulturis, super verbo Instante ⁽²⁾, in quibus
 glosis ponuntur jura, ex quibus constat de jurisdictione
 ordinariarum, et habeatur recursus ad illa.

Item consideretur etiam abusus secundariarum ecclesia- 5
 rum novarum que utuntur privilegio conservatorie Nico-
 lai V ⁽³⁾, cum tamen tempore date litterarum hujusmodi
 ecclesie non fuerunt erecte.

Item (a) trahunt ad se conventus monialium sub illo
 pretextu quod sunt ibi quidam canonici ⁽⁴⁾. 10

Fol. 250v° *Delicta Secundariarum*

*Errorres et delicta sive gravamina secundariarum in R^{mm}
 dominum.*

63.

Vers le mois de février 1516. 15

*Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au
 pape Léon X, au sujet d'un litige pendant entre l'évêque et
 1° Pierre Bruyne, un curé privé de son bénéfice par un
 jugement de l'officialité liégeoise, et 2° le procureur fiscal du*

(a) *Cet alinéa est d'une autre main.* 20

⁽¹⁾ Ce renvoi est fautif. Car le mot *statuta* ne se rencontre pas dans le
 chapitre I^{er} du titre *De privilegiis* ni dans les Décrétales de Grégoire IX,
 ni dans le Sexte, ni dans les Clémentines.

⁽²⁾ Livre III, titre 7, chap. 2.

⁽³⁾ C'est la bulle de Nicolas V, du 12 octobre 1451. Voir ci-dessus, 25
Analyse, n° 123, p. 37.

⁽⁴⁾ Il y avait dans le diocèse de Liège dix couvents de religieuses qui
 prétendaient à l'exemption de l'autorité épiscopale, parce qu'il y avait
 quelques prébendes canoniales dans leurs églises. Voir M. G. DE LOU-
 VREX, o. c., p. 148. 30

Conseil du Brabant, Gérard Vanden Dycke, et plus tard, 1516
 Chrétien, qui avait donné à Pierre Bruyne des lettres de
 maintenue. Par suite d'appels émanés successivement des
 deux parties, le procès intenté contre Pierre Bruyne devant
 le doyen de l'église Sainte-Croix à Liège fut porté, d'abord, 5
 par le pape Jules II, devant le prévôt du monastère de Saint-
 Jacques sur Caudenbergh; ensuite, par Léon X, devant le
 doyen de l'église de Cologne, l'official de Metz et celui de
 Cologne; enfin, par le même souverain pontife, devant les
 prévôts des églises de Namur et de Dinant et le doyen de 10
 Sainte-Gudule, à Bruxelles. L'évêque de Liège, après avoir
 rappelé toute cette procédure, demande au pape Léon X de
 remettre l'examen de ce litige au doyen de Cologne et à l'offi-
 cial de cette même ville, et de leur donner tous les pouvoirs
 requis pour terminer le procès dans l'espace d'un an. 15

Vat. lat. 3881, fol. 310-310 v°. Cette supplique est écrite sur un
 papier format grand in-folio. Original, ou peut-être simplement un
 projet d'acte.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le mois de
 février 1516. Il est, en effet, postérieur à l'avènement de Charles- 20
 Quint comme roi de Castille, Léon, Aragon, Sicile et Grenade, après
 la mort de Ferdinand le Catholique, le 23 janvier 1516, mais il n'est
 pas de beaucoup postérieur à cette date. Dans les instructions
 apportées par Aléandre à Rome, lors de son départ de Liège, ce
 document est mentionné : *Materia appellacionis contra fiscum Bra-* 25
bantie (voir ci-dessous *Textes*, n° 64). Il s'agit bien, croyons-nous, de
 cet appel, dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du
 mois d'août-septembre 1516 (voir ci-dessous, *Textes*, n° 82). — Voir
Analyse, n° 186.

Postquam alias tunc officialis Leodiensis quendam
 Petrum Bruyne, presbiterum in diocesi Leodiensi sub

dominio tamen temporali ducatus Brabantie commoran- 1516
 tem, de nonnullis gravibus excessibus seu criminibus per
 eum commissis judicialiter convictum, ejus exigentibus
 demeritis, inter alia a regimine cujusdam parrochialis
 ecclesie dicte diocesis auctoritate ordinaria amoverat, et 5
 ipse Petrus sic amotus quasdam super ejus manutentione in
 regimine dicte parrochialis ecclesie[a] judicialibus secularibus
 Concilii Bruxellensis per tunc ducem Brabantie deputatis,
 sub penis gravibus tunc expressis, in contrarium litteras
 impetraverat ac illas executioni demandari fecerat, et postea 10
 devota creatura vestra Erhardus, modernus episcopus Leo-
 diensis, Sacri Romani Imperii princeps, per certum ejus
 conservatorem prefatum Petrum presbiterum ut prefatur
 convictum et amotum, ut per eum auctoritate dictorum
 judicum secularium attemptata quecumque, sub censuris 15
 ecclesiasticis et penis pecuniariis tunc expressis, infra
 certum etiam tunc expressum terminum, revocaret et revo-
 cari faceret, alioquin coram ipso conservatore, Leodii,
 causas quare ipsa attemptata revocari non deberent allega-
 turus compareret, moneri fecerat, Erhardo Vandendycke, 20
 tunc ducis Brabantie fisci procuratore ac dicto Petro
 Bruyne presbitero eidem procuratori fisci in eadem
 parte adherente, tacitis supradictis, felicitis recordationis
 Julio pape II predecessori vestro inter alia falso suggeren-
 tibus quod per apostolice Sedis privilegia incolis et habita- 25
 toribus ducatus Brabantie concessa, quibus in aliquo dero-
 gatum non fuisse dicebant, ac de antiqua et approbata ac
 eatenus etiam per tantum tempus, quod de illius initio
 sive contrario hominum memoria non existerat, observata
 consuetudine necnon ex concordiiis et conventionibus (1) olim 30

(1) Il est fait allusion à l'accord du 28 août 1448 publié ci-dessus,
Textes, n° 12, p. 95.

inter episcopos Leodienses et duces Brabantie qui pro 1516
tempore fuerunt, ut etiam dicebant, rite initis et factis,
incole et habitatores ducatus Brabantie hujusmodi ratione
contractus sive delicti aut rei de qua ageretur, ubicumque
committeretur delictum, iniretur contractus aut res ipsa 5
consisteret, extra ducatum et patriam Brabantie ad judi-
tium evocari non poterant nec debebant ⁽⁴⁾ et quod, hiis
non obstantibus, tunc decanus ecclesie Sancte Crucis Leo-
diensis, pro conservatore privilegiorum, jurium et bono-
rum ecclesie et pro tempore existentis episcopi Leodiensis 10
seu ad ipsam ecclesiam spectantium se gerens, dictum
Petrum, incolam ducatus et patrie Brabantie hujusmodi,
ut infra certum tunc expressum terminum certa per dictum
Petrum, ut dicebat, in prejudicium dicti Erhardi episcopi
Leodiensis attemptata revocaret et revocari faceret, alioquin 15
coram eo in civitate Leodiensi, loco ut diceba[n]t eidem
Petro non tuto et extra ducatum et patriam Brabantie hujus-
modi existente, causas quare attemptata ipsa revocari non
deberent allegaturus compareret, sub excommunicationis
et aliis censuris ecclesiasticis ac etiam pecuniariis penis 20
tunc expressis, per suas certi tenoris litteras quas ipsi
Petro intimari fecerat, ad instantiam ipsius Erhardi epis-
copi seu certi ejus procuratoris, monuerat et mandaverat
eidem, quodque propterea pro parte Erhardi, fisci ducalis,
pro suo interesse et Petri predictorum ad Sedem apostoli- 25
cam appellatum fuerat, Julius predecessor prefatus hujus-
modi falsis suggestionibus circumventus et tacita supradicta
ignorans, preposito monasterii per prepositum soliti guber-
nari Sancti Jacobi de Frigido Monte, oppidi Bruxellensis,
Cameracensis diocesis, ejus proprio nomine non expresso, 30

(4) Voir ci-dessus, p. 223, note 3.

suis litteris dedit in mandatis quatenus, vocatis dicto 1516
 episcopo sive ejus procuratore et aliis qui forent evocandi,
 appellationis predictae et contra illam forsân attemptatorum
 et innovatorum, nullitatisque monitionis et mandati ac
 totius processus dicti decani, ac excommunicationis et 5
 quarumcumque ecclesiasticarum censurarum et penarum
 per dictum decanum in eundem Petrum premissorum
 occasione quomodolibet promulgatarum, ac totius negotii
 principalis causas audiret, et quod justum foret, appella-
 tione remota, decerneret. Et deinde, postquam Erhardus 10
 procurator fisci et Petrus prefati falso asserentes suggesta
 predicta fore vera, eundem Erhardum episcopum sive ejus
 procuratorem super hoc, inter alia petendo monitionem et
 mandatum predicta revocari, ac rebus aliis tunc expressis,
 coram tunc preposito dicti monasterii litterarum earumdem 15
 pretexto fecerant ad judicium evocari, ipseque prepositus
 in causa et causis hujusmodi ad nonnullos actus, citra
 tamen conclusionem, processerat, pro parte dicti episcopi
 Sanctitati Vestre exposito quod dictum oppidum Bruxel-
 lense sub dominio prefati ducis et infra ducatum et patriam 20
 Brabantie hujusmodi, ac dictum monasterium in ipso
 oppido existebant, et dictus prepositus pro supportatione
 onerum duci et ducatu[i] ac patrie Brabantie hujusmodi
 pro tempore incumbentium et subsidio dicti ducis non-
 nullas pecuniarum summas aliquando eidem duci persol- 25
 verat, quodque propterea ac alias ex certis aliis rationa-
 bilibus causis dictum prepositum non parum suspectum
 haberet et coram eo non sperabat posse consequi justicie
 complementum, et quod ipsa causa coram eodem prepo-
 sito tunc adhuc instructa non existebat, et ulterius pro 30
 parte dicti Erhardi episcopi Sanctitati Vestre humiliter
 supplicato ut causam et causas hujusmodi ab eodem

preposito ad se advocare illamque et illas in statu debito 1516
 reassumendas et ulterius, necnon omnes et singulas alias
 quas dictus episcopus contra ducem et Erhardum procura-
 torem ac Petrum presbiterum predictos et quoscumque
 alios sic (a) in premissis communiter vel divisim interesse 5
 putantes, super violatione ecclesiastice libertatis et sue
 jurisdictionis ordinarie necnon perturbatione et impedi-
 mentis eidem episcopo, quominus jurisdictionem suam
 ordinariam in personas ducatus et patrie hujusmodi libere
 exercere possit, prestitis et prestari comminatis et super 10
 dictarum appellationum desertione et rebus aliis ac illarum
 occasione tam conjunctim quam divisim movere intende-
 bat causas, aliquibus aliis probis viris in partibus illis
 audiendas, cognoscendas et terminandas committere digna-
 retur, ejusdem Sanctitatis Vestre felicis recordationis 15
 Bonifatii pape VIII similiter predecessoris vestri de una, et
 concilii generalis de duabus dietis (b), dummodo non ultra
 tres dietas aliquis (c) traheretur, constitutionibus dero-
 gando (1), causam seu causas hujusmodi dicto preposito ut
 prefertur commissas et tunc coram eo pendentes ad se 20
 advocavit ac illius statum pro expresso habens, decano eccle-
 sie Coloniensis, ac Metensi et Coloniensi officialibus per
 apostolica scripta mandavit ut ipsi vel duo aut unus eorum,
 vocatis duce et Erhardo procuratore ac Petro prefatis
 necnon aliis qui forent evocandi etiam per edictum publi- 25

(a) *Le ms. porte* : suc.

(b) *Suit dans le ms.* : constitutionibus, qui est répété par erreur.

(c) *Le ms. répète le mot* : non.

(1) Ce sont les dispositions prises par le pape Boniface VIII dans le
 le C. 15, VI, *De officio et potestate judicis delegati*, I, 14, et par le 30
 Concile de Latran de 1215, dans le C. 28, X, *De rescriptis*, I, 3.

cum, constituto de non tuto ad eos accessu, advocatam in 1516
statu debito resumendam causam (a) ulterius ac alias causas
predictas audirent, et auditis hinc inde propositis, fine
debito terminarent, prout in eisdem litteris Sanctitatis
Vestre sub plumbo expeditis plenius continetur. Sed cum 5
postea Fridericus (1), modernus decanus dictæ ecclesiæ Colo-
niensis et Martinus van Rode de Kempis, officialis Colo-
niensis, seu eorum alter litterarum posteriorum eis seu
eorum alteri directarum et presentatarum hujusmodi vigore
Carolus modernum ducem Brabantie et Gerardum, olim 10
fisci procuratorem, ac Petrum et Christianum fisci procu-
ratorem modernum prefatos per eorum seu alterius ipso-
rum litteras citatorias, ad instantiam dicti Erhardi episcopi
seu procuratoris decretas, fecissent seu fecisset coram eis
seu altero eorum in civitate Coloniensi ad iudicium evocari, 15
dictus Christianus, fisci procurator, falso constringens civi-
tatem Coloniensem locum eis propter viarum discrimina
non fore tutum, ac etiam falso asserens se et Carolum
ducem ac Gerardum et Petrum prefatos ex dicta eorum
citatione inter alia indebite gravatos, ac similiter asserens 20
se fisci procuratorem et pro quibus in hujusmodi causis se
intervenire dicebat, Gerardi et Petri predictorum nomini-
bus ad Sedem appellasse antedictam, quasdam Sanctitatis
Vestre in forma Brevis, cum supplicatione eis introclusa
super ejus frivola appellatione predicta et contra illam 25

(a) *Le manuscrit porte : nam.*

(1) Frédéric de Bichlingen de Mansfeld qui devint chanoine de Saint-Lambert en 1517 et doyen de la cathédrale en 1526. Il était archidiacre de Cologne et prévôt de l'église Saint-Gérard de cette ville. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, o. c, p. 591-592 ; J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c. 30 t. III, p. 34.

attemptatis et innovatis, nullitateque citationis ac toto pro- 1516
 cessu (a) Friderici decani ac Martini officialis predictorum ac
 excommunicationis et quarumcunque aliarum censurarum
 et penarum per eos in Gerardum et Petrum et Christianum
 prefatos aut eorum aliquem premissorum occasione forsân 5
 promulgatarum, necnon subreptione et obreptione dicta-
 rum litterarum per Erhardum episcopum ut prefertur impe-
 tratarum ac omnium et singulorum aliorum per predictos
 et quoscumque alios iudices et personas in Caroli ducis et
 Gerardi ac Petri necnon Christiani predictorum et cujus- 10
 libet ipsorum prejudicium circa premissa quomodolibet
 gestorum, totoque negotio principali, ad Namurcensis
 et Dionatensis, Leodiensis diocesis, prepositos ac decanum
 Sancte Gudule Bruxellensis, Cameracensis diocesis, eccle-
 siarum, et eorum quemlibet, litteras impetravit, ac illarum 15
 pretexto dictum Erhardum episcopum coram Johanne
 Salmon, qui se gerit pro preposito moderno dicte ecclesie
 Dionatensis, fecit ad iudicium evocari. Cum autem, Pater
 Sancte, civitas Coloniensis, in qua duo ex iudicibus per
 dictum Erhardum episcopum impetratis ut prefertur 20
 deputati existunt, Carolo duci ac Gerardo, Petro et
 Christiano fisco prefatis (b) nedum sit locus tutus sed et
 tutissimus, et appellatio pro parte dicti Christiani procu-
 ratoris fisci ac Caroli ducis necnon Petri et Gerardi ab eorum
 per dictum Fredericum decanum et Martinum officialem seu 25
 ipsorum alterum, vigore dictarum litterarum Sanctitatis
 Vestre inter alia ad eos (c) impetratarum, citatione, cum
 per citationem alicujus ad causam etiam inhibitione inserta
 aliquot (d) sibi gravamen non inferatur, notorie frivola et ad

(a) *Lisez* : totius processus.

(b) *Le ms. répète* : prefatis.

(c) *Ne faudrait-il pas lire* : adversus eos?

(d) *Sic*.

impediendum processum, non legitime sed temere inter- 1516
 posita fore noscatur, ac Lovaniense, Leodiensise diocesis, et
 Bruxellense, Cameracensis diocesis, oppida, in quibus seu
 altero eorumdem iudices[qui] per ipsum Christianum[pro-
 curatorem] fisci per antédictas litteras Sanctitatis Vestre in 5
 forma Brevis impetrati fuere, moram trahunt, in ducatu
 Brabantie et temporali dominio dicti Caroli ducis consti-
 tuta existant, et propterea ipse Erhardus episcopus coram
 eis aut eorum aliquo, cum inter alia illos et loca in quibus
 morantur, quoad causarum de quibus agitur cognitione[m] 10
 et decisione[m], non mediocriter suspecta habeat, non
 speret consequi justicie complementum, pro parte dicti
 Erhardi episcopi eidem Sanctitati Vestre supplicatur quate-
 nus, attento quod ipse episcopus dictos iudices per Breve
 apostolicum in dicto dominio temporali ipsius ducis Caroli 15
 ac ducatus Brabantie, de quorum pretensis confictis privi-
 legiis, concordiiis et consuetudinibus est et veniet tractan-
 dum, moram trahentes habet non immerito suspectos, et
 quod cause de quibus agitur sunt ardue, dignetur omnes et
 singulas causas dictis Namurcensis et Dionantensis eccle- 20
 siarum prepositis ac decano ecclesie prefate Sancte Gudule
 Bruxellensis per antedictum Breve apostolicum ut prefertur
 commissas et forsam coram eis seu eorum altero pendentes
 advocare, ac illas in eo quo statu pendent dictis decano
 ecclesie Coloniensis ac officiali Coloniensi ac eorum cuili- 25
 bet committere, et mandare ut in singulis causis tam pro
 parte Erhardi episcopi quam ducis, Gerardi, Petri et
 Christiani prefatorum respective motis ac presentium
 vigore eis commissis hujusmodi illos tam conjunctim quam
 divisim [tangentibus] ulterius cum illarum incidentibus, 30
 dependentibus, emergentibus, annexis et connexis etiam
 summarie simpliciter audiendis, cognoscendis, decidendis

et fine debito terminandis procedant, cum potestate Caro- 1516
 lum ducem, Petrum, Christianum et Gerardum prefatos,
 quoties opus fuerit, etiam per edictum publicum, constito
 de non tuto ad eos accessu, citandi et eorum cuilibet, ac
 aliis quibus inhibendum fuerit, etiam sub similibus cen- 5
 suris et penis pecuniariis ipsorum decani et officialis Colo-
 niensium et cujuslibet eorumdem arbitrio moderandis et
 applicandis etiam simili edicto inhibendi ceteraque facien-
 di (a) que in premissis fuerint quomodolibet oportuna,
 dicta Christiani procuratoris fisci frivola appellatione ac 10
 quacumque ipsarum litterarum in forma Brevis ex adverso
 impetratarum pretexto, etiam sub censuris ecclesiasticis et
 penis pecuniariis quibuscumque forsan decreta et eisdem
 decano et officiali Coloniensi et Erhardo episcopo et
 illius procuratori presentata inhibitione, necnon litteris 15
 apostolicis per quas Sanctitas Vestra sub dato : Rome
 tertio nonas maii pontificatus sui anno tertio ⁽¹⁾, ad suppli-
 cationem dicti Caroli ducis Brabantie, qui etiam tunc
 archidux Austrie ac Hispaniarum princeps et ad presens
 Castelle, Legionis, Aragonum, Sicilie et Granate regnorum 20
 rex existit, auctoritate apostolica statuit et ordinavit quod
 vassalli, adherentes, commendati et subditi mediati et
 immediati dicti Caroli ducis et regis ac illorum distric-
 tum, necnon communitates, universitates et singulares
 persone, tam laici quam clerici seculares et regulares 25
 dominiorum et districtuum hujusmodi, pro quibuscumque
 causis tam criminalibus quam civilibus aut mixtis forum

(a) *Le ms. répète* : ceteraque faciendi.

(1) C'est le privilège de *non evocando* du 5 juillet, et non du 5 mai 1515.
 Voir J. HERGENRÖTHER *Leonis X pontificis maximi regesta*, n° 16289. 30
 Fribourg en Brisgau, 1884-1891, et A. VAN HOVE, o. c., p. 90.

ecclesiasticum quomodolibet concernentibus ac etiam bene- 1516
 ficialibus, dummodo singulorum beneficiorum fructus,
 redditus et proventus XXIII ducatorum auri de Camera
 secundum communem existimationem valorem annum non
 excedant et ipsa beneficia generaliter reservata non existant, 5
 per conservatores et alios quoscumque iudices, etiam in
 Romana curia deputatos et quavis auctoritate fungentes,
 quarumcumque litterarum apostolicarum, quascumque
 etiam fortissimas et derogatarum derogatorias clausulas
 in se continentium pro tempore impetratarum pretextu, 10
 extra civitates, terras, castra et loca eidem Carolo duci
 mediate vel immediate subjecta et recommendata, preter-
 quam in partibus Hispaniarum et regni Neapolitani consis-
 tentia ad quarumvis personarum, universitatum seu colle-
 giorum tam ecclesiasticorum quam secularium instantiam, 15
 in prima instantia citari aut conveniri seu alias quomodo-
 libet ad iudicium evocari non possint aut debeant, sed
 huiusmodi cause in partibus illis in prima instantia
 cognoscantur, dummodo tamen per ipsos iudices in parti-
 bus infra annum a die mote litis terminentur, decernendo 20
 omnes et singulos processus et censuras quos et quas
 contra statutum et ordinationem predictam, quavis etiam
 apostolica auctoritate, etiam absque statuti et ordinationis
 huiusmodi ac litterarum apostolicarum desuper confecta-
 rum allegatione seu productione, haberi et promulgari, nec- 25
 non quicquid alias secus a quoquam etiam per Sanctitatem
 Vestram et Sedem predictam et quavis auctoritate scienter
 vel ignoranter contigerit attemptari, nullius roboris vel
 momenti existere, ac ejusdem Sanctitatis Vestre litteris de-
 super confectis per ipsam Sanctitatem Vestram aut Sedem 30
 predictam, etiam motu proprio et ex certa scientia aut de
 apostolice potestatis plenitudine etiam de consilio fra-

trum, nullo modo derogari posse nec eis derogatum 1516
 censi, nisi id per nuncium et per litteras apostolicas sub
 plumbo trinis vicibus, ita ut semper qualibet vice trimestre
 intercedat, eidem Carolo duci, nunc regi, significatum fuerit
 et non alias, aliter nec alio modo, sicque per quoscumque 5
 causarum Palatii apostolici auditores et iudices in Romana
 curia et extra eam iudicari, sententiari et diffiniri debere,
 sublata eis quavis alia iudicandi, sententiandi et diffiniendi
 facultate, irritum quoque et inane si secus super hiis a
 quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, etiam 10
 per eandem Sanctitatem Vestram aut Sedem predictam
 contingeret attemptari, quibus, eorum tenores ac si de verbo
 ad verbum insererentur pro expressis et insertis habentes,
 specialiter et expresse derogare placeat, necnon dicta Boni-
 facii pape VIII predecessoris vestri de una et in eodem con- 15
 cilio generali edita de duabus dietis, ac aliis constitutioni-
 bus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis qui-
 buscumque, status causarum huiusmodi ac omnium in illis
 actorum et actitatorum similiter pro expressis habentes, (a)
 et cum absolute a censuris ad effectum presentium et de 20
 advocacione et commissione omnium causarum predic-
 tarum necnon mandato procedendi ut supra etiam sum-
 marie etc., premissis non obstantibus, cum potestate
 citandi et monendi etiam per edictum publicum, constituto
 de non tuto accessu, et inhibendi etiam sub censuris eccle- 25
 siasticis et penis pecuniariis ut prefertur arbitrandis et
 applicandis etiam simili edicto, et cum derogatione statu-
 torum, ordinationum et decretorum predictorum per
 litteras Sanctitatis Vestre ut prefertur factorum ac de una
 et duabus dietis constitutionibus, dummodo non ultra 30

(a) *A cet endroit du manuscrit il y a un espace blanc de quelques lignes.*

tres, latissime extendentes, et quorum omnium premisorum major expressio et specificatio in litteris fieri possit. 1516

Fol. 310^{vo} *Supplicatio in materia excessuum in Brabantia.*

64.

5

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Matériaux pour une instruction à donner à Aléandre au nom de l'évêque de Liège, au sujet des différentes affaires à traiter à Rome.

Vat. lat. 3861, fol. 278-280. Original. — Édité dans J. PAQUIER, 10
o. c. p. 124-127.

Ce document est sans date. Il est du commencement du mois de mars 1516, car il a été écrit à l'occasion du départ d'Aléandre pour Rome, qui eut lieu le 16 mars 1516. Voir *Journal autobiographique du cardinal Jérôme Aléandre*, éd. H. OMONT, *Notices et extraits* 15
des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres bibliothèques, t. XXXV, p. 17. Paris, 1895. — Voir *Analyse*, n° 163.

Fol. 278 In materia Secundariarum ⁽¹⁾. Ego nichil propono quia ego relinquo istud negocium domino cancellario ⁽²⁾ quia ipse est informatus et loquatur cum officiali et sigillifero ⁽³⁾. 20

In materia (a) privilegii novi Huyensis. Ferende sunt hinc omnes scripture que faciant ad revocationem privilegii

(a) *En marge* : Super isto articulo faciat dominus cancellarius extremam diligentiam.

⁽¹⁾ Les conflits entre le clergé secondaire et l'évêque de Liège.

25

⁽²⁾ Jérôme Aléandre.

⁽³⁾ Gilles de Blocquerie et Pierre de Cortembach.

nuper impetrati ab Huyensibus ⁽¹⁾ et confirmacionem nos- 1516
 trorum privilegiorum et impetretur privilegium particulare
 contra ipsos; habentur conservatores oficiales ^(a) Remensis,
 officialis Verdunensis, decanus Sancti Andree Coloniensis et
 decanus Aquensis; et si Huyenses appellaverint ab hujus- 5
 modi revocatione et indulto impetrato per R^{uum}, quod tota
 causa maneat in Urbe.

Materia privilegii Trajectensis. Obtineat eciam dominus
 cancellarius novum privilegium et particulare cum revoca-
 cione privilegii Trajectensis ⁽²⁾, et quod cancellarius non 10
 omittat exprimere quod ipsi cognoscunt de sacramenta-
 libus et quod ipsi faciunt divortia ⁽³⁾ et sic hactenus atten-
 tarunt et in posterum sunt attentaturi.

Materia oppidi Aquensis ^(b). Sigillifer et Johannes Gre-
 din dent omnimodam informacionem domino cancellario 15
 et quod materia tractetur in Urbe ⁽⁴⁾.

Materia fisci Brabantie. Mittatur cras Lovanium et videat-
 ur quid sit factum et tractetur causa in Urbe ⁽⁵⁾.

^(a) *Sic.*

^(b) *En marge* : Dominus officialis informavit de toto nexu hujus rei 20
 dominum cancellarium.

⁽¹⁾ Vers 1515, la ville de Huy obtint du pape Léon X un privilège d'exemption semblable à celui dont jouissait la ville de Maestricht. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 51bis. Nous n'avons pu retrouver le texte de cette bulle qui jadis reposait aux archives de Huy. Voir A. VAN HOVE, 25
o. c., p. 180-181.

⁽²⁾ Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 169, et ci-dessus, *Textes*, n° 51bis.

⁽³⁾ C'est-à-dire qu'ils connaissent des procès concernant la validité des mariages.

⁽⁴⁾ Sur les conflits avec la ville d'Aix-la-Chapelle, voir A. VAN HOVE, 30
o. c., p. 187-192, et ci-dessous, *Textes*, n° 68.

⁽⁵⁾ C'est le conflit dont il est question dans la supplique d'Érard de la Marck, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 63, p. 326.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie⁽¹⁾. Quando cancellarius erit in Urbe, consulet negotium cum amicis et faciat extremum de potencia. 1516

Fol. 278^{vo} In materia Lovaniensi. Primo super concordatis petatur a sigillifero an ne infringant illa concordata et que sunt concordata⁽²⁾. Et quoad nova concordata⁽³⁾, dominus vult adherere appellacioni ecclesie sue et ecclesiarum⁽⁴⁾. 5

In materia privilegiorum contra communitates, etc. Ferantur hinc copia omnium que paces dicuntur⁽⁵⁾.

(1) Ce sont les indults accordés à Charles-Quint par le pape Léon X, en 1515 : le privilège *de non evocando* pour le Brabant, un autre au sujet de la répression des délits commis par les clercs de simple tonsure ne portant pas l'habit ecclésiastique, un troisième concernant la nomination des abbés des monastères, un quatrième dispensant de l'obligation de la résidence dans leurs bénéfices cent clercs au service de Charles-Quint et à son choix. Tous ces privilèges sont du 5 juillet 1515. Voir J. HERGENRÖTHER, *Regesta Leonis X*, nos 16288-26291, et A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 90-91. 10

(2) Un accord fut conclu entre l'évêque de Liège, Jean de Heinsberg, l'université et la ville de Louvain, le 2 et le 12 novembre 1428, au sujet de la perception des revenus des bénéfices ecclésiastiques possédés par les membres de l'université et au sujet de la juridiction de l'évêque de Liège. Voir ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n° 69, p. 24, et A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 62, note 1. — On trouvera exposés au long les privilèges de l'université en matière de juridiction et de nomination aux bénéfices ecclésiastiques, dans A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 56-63. 20

(3) Il s'agit ici des privilèges de nomination aux bénéfices ecclésiastiques accordés par le pape Léon X à la faculté des arts de l'université de Louvain, le 19 septembre 1513. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 59-61. 25

(4) Le 26 février 1516, le chapitre de la cathédrale de Liège avait désigné Copis, agent de l'évêque de Liège à Rome, pour le représenter et agir en son nom contre les privilèges accordés à l'université de Louvain. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 65. 30

(5) Ce sont les grandes Paix de la principauté de Liège, par exemple la Paix des clercs, celle de Hanzinelles, etc. On en trouvera le texte dans le

Item quod impetretur unum indultum cum derogatione aliorum indultorum quorumcumque in latissima forma, ne aliquis extrahatur extra patriam in prima instancia. 1516

Item feratur supplicatio porrecta in dieta patrie ⁽¹⁾ super eo videlicet quod religiosi et religiose non succedant in bonis parentum (a). 5

Fol. 279 **Materia Secundariarum.**

Materia privilegii novi Huyensis cum processu.

Materia privilegii Trajectensis. 10

Materia opidi Aquensis.

Materia appellacionis contra fiscum Brabantie.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie.

Materia concordatorum universitatis Lovaniensis cum episcopo Leodiensi. 15

Materia novorum indultorum ejusdem universitatis super nominacionibus.

Materia videndi qualiter revocabuntur privilegia contra communitates que cotidie sepiissime (b) statuunt contra privilegia ecclesiastica, et statuta que sepiissime faciunt etiam contra burgimagistros etc. (2) 20

(a) *La moitié du fol. 278r° est en blanc.*

(b) *Sic.*

Recueil des ordonnances de la principauté de Liège, 1^{re} série, éd. S. BORMANS. Cet alinéa explique comment le ms. Vat. lat. 3881 contient la copie de plusieurs de ces Paces; celles-ci sont renseignées dans l'Analyse des manuscrits. 25

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Tertes*, n° 58, p. 310.

(2) Les neuf points qui viennent d'être signalés ne sont que le résumé de la première partie de ce document. 30

Item quod habeantur quatuor conservatores cum derogatione duarum dietarum ⁽¹⁾. 1516

Fol. 279^o Materia privilegiorum Premonstratensium tangentium episcopum et archidiaconos respective ⁽²⁾.

Item videatur de materia privilegiorum de significationibus et aliorum beneficiatorum, qui pretendunt uti absentes gratiis residentium in altero beneficiorum suorum ⁽³⁾. 5

Impetretur indultum quod dominus R^{mus} visitare habeat hospitalia, leprosaria et omnia pia loca totius diocesis.

Item provideatur de pace inter episcopum et capitulum Huyense super archidiaconatu ibidem pretenso ⁽⁴⁾. 10

(1) C'est la dérogation aux dispositions prises par Boniface VIII et le concile de Latran de 1215, relatives à la distance à laquelle les juges conservateurs peuvent forcer les parties à comparaître devant leur tribunal. Voir ci-dessus, p. 311, n. 1. 15

(2) Le 17 septembre 1512, Jules II accorda aux prélats des Prémontrés de la province de Laon, à laquelle ressortissaient les abbayes du diocèse de Liège, le droit d'enlever à leur bon plaisir à leurs religieux les bénéfices ecclésiastiques dont ils étaient investis; en outre, tous les biens acquis par ces religieux du chef de leurs bénéfices, devaient passer à leur abbaye. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 202. 20

(3) Les souverains pontifes accordaient souvent à des ecclésiastiques le droit de percevoir les revenus des bénéfices ecclésiastiques qu'ils cumulaient, sans observer la loi de la résidence, par exemple aux clercs qui étudiaient dans les universités, aux chanoines qui résidaient dans l'église cathédrale. — Nous ne connaissons pas la signification de l'expression : *privilegium de significationibus*. 25

(4) En 1066, l'évêque de Liège, Théoduin, avait attribué au doyen et au chapitre de l'église de Notre-Dame à Huy le droit d'exercer sur l'église, ses dépendances et le clergé de la ville, les pouvoirs qui auraient dû appartenir à l'archidiacre du Condroz. En 1310, l'exercice de ce pouvoir avait été réglé entre l'évêque Théobald et le clergé de la ville. (Voir *Analyse des manuscrits*, n° 104, p. 32; E. SCHOOLMEESTERS, *Les statuts* 30

Item provideatur de emenda honorabili contra Huyen- 1516
ses ⁽¹⁾.

Item quod impetretur unum indultum cum derogatione
aliorum indultorum quorumcumque in latissima forma
ne aliquis extrahatur extra patriam in prima instancia. 5

Item feratur supplicacio porrecta in dieta patrie super eo
videlicet quod religiosi et religiose non succedant in bonis
parentum ⁽²⁾.

Contra (a) concubenarios cujuscumque conditionis seu
dignitatis. 10

Contra incedentes habitu non clericali.

Contra blasphemos.

Confessionale pro domino R^{mo} et pro ejus cancellario
amplissimum ⁽³⁾.

Fol. 280 Duo (b) altaria de quibus dominus Nicolaus ⁽⁴⁾ jam est in 15
possessione, jam sunt duo anni.

(a) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(b) *Le fol. 280 est d'une troisième main et et porte en marge : Copia.
C'est une espèce d'appendice de ce document, d'un style obscur et incor-
rect.* 20

donnés par Jean d'Arkel au chapitre de la collégiale de Huy en 1365,
dans les Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique,
1907, t. XXXIII, p. 477.) Énard aurait voulu voir abroger ce privilège.
Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 181, note 3.

(1) C'est l'amende honorable dont il est fait mention dans l'acte de 25
soumission des Hutois du 12 octobre 1513. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 43,
p. 248.

(2) Voir ci-dessus, p. 341, note 1.

(3) C'est la supplique publiée ci-dessous, *Textes*, n° 69.

(4) Ne s'agirait-il pas de Nicolas Badoche, neveu de l'évêque Énard de 30
la Marck, chanoine de la cathédrale de Liège le 3 décembre 1509, décédé
en 1527. Il résidait à Rome à ce moment. Voir X. VAN DEN STEEN DE
JEHAY, *o. c.*, p. 590; J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. III, p. 23.

Parrochialis Sancti Michaelis quam jam sunt duo anni 1516
dominus Hieronimus ⁽¹⁾ dedit sub fide domino Nicholao
cum pensione decem ducatorum aureorum de Camera.
Solvantur pensiones preterite duorum annorum et de par-
rochiali quam ipse volebat redimere, componatur cum 5
alio; sic etiam de duobus altaribus valorem quorum Palude
dicit esse valoris ducatorum viginti de Camera, aut expedia-
tur res secum aut fiat cum aliis.

De pensione XXIII ducatorum quam solvit domino Hie-
ronimo et tenetur pro anno preterito, etiam expediatur, si 10
vult redimere sicut dicebat, et in omnibus dominus Hiero-
nimus Masseinus tanquam verus amicus procedet ut si cito
satisfiat etc. et etiam domino Petro Delio de centum duca-
tis, et in compositionibus omnibus omnia erunt in manu
domini Hieronimi Aleandri. 15

65.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

*Instruction de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, à
Aléandre, pour la cour de France. Aléandre sollicitera l'appui
du roi et de la reine mère en cour de Rome pour faire révo- 20
quer les privilèges accordés à Charles-Quint en matières
spirituelles; il recommandera également à la reine mère
la promotion d'Érard au cardinalat.*

Vat. lat., 3881, fol. 281-281^{vo}. Original. — Ce document a été
publié d'après le manuscrit *Vat. lat.*, 3881, par J. PAQUIER, *Jérôme* 25

(1) Peut-être Jérôme Masseinus, dont il est question plus bas dans ce document. — Il est fait allusion à l'église paroissiale de Saint-Michel à Liège.

Aléandre et la principauté de Liège, p. 127-129, et par E. DE MAR- 1516
NEFFE, *La principauté de Liège et les Pays-Bas au XVI^e siècle*.
Correspondances et documents politiques, t. I, p. 348.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commencement
du mois de mars 1516. Aléandre, en effet, est sur le point de se mettre 5
en route pour Rome. — Voir *Analyse*, n° 164.

Fol. 281

Memoire a mon chancelier pour France.

Premier s'adresser a Madamme (1). Luy dire que je l'en-
voie a Romme, a cause que ceulx de par deca, quant ilz ont
veu que ilz ne m'ont peult tirer a leur cordelle (a), et que 10
pour riens ne vouloie habandonner le service du roy, car
ilz m'ont requis de neutralite, laquelle je ne veux jamais
accepter, apres m'on voulu faire declarer moy et mon pais
pour leur alie (2). Ce que n'ay voulu faire. Voiant que par
ce moien ne me povoient nuyre a la temporalite, veu 15
l'apoye que j'avoie du roy, sont venuz a la spiritualite, et
ont impetre plusieurs privileges de nostre Sainct Pere, a la
diminution et destruction de mon esglize (3). Et ont faict la
dicte impetracion quant le pape et le roy n'estoient comme
ilz sont a present, et que la ligue estoit faicte contre le roy, 20
comme Madamme scet plus à plein, car les dictz privileges
furent impetrez.

Et a ceste heure, que le pape et le roy sont bien

(a) *En marge* : Il demandait la neutralite incontinant apres le trespas
du feu roy. 25

(1) Louise de Savoie, mère de François I^{er}.

(2) Voir les lettres de Marguerite d'Autriche et de Charles-Quint du
3 janvier et du 10 juin 1515, ci-dessus, *Textes*, n°s 47, 48, 49 et 51.

(3) Voir ci-dessus, p. 340, note 1.

ensambles, qui plaise au roy et a Madame escrire a 1516
 nostre Saint Pere et aux cardinaulx, leurs amis, pareille-
 ment a ses ambassadeurs et procureurs qui sont en court
 de Romme, qu'ilz veullent avoir mon affaire pour recom-
 mande en raison, justice, comme pour l'ung de leur ser- 5
 viteur et alie.

Item quant le roy escripra a nostre Saint Pere et aux
 cardinaulx, ses amys, qu'il ne specifie point ceulx qui ont
 impetre ces privileges contre mon esglize, sinon de dire
 que il est adverty que plusieurs ont impetre divers privi- 10
 leges contre moy et mon esglize, principalement a cause
 que je suys son serviteur et alie, et que nostre dict Saint
 Pere, a sa requeste, il veuille donner ordre et provision,
 comme raison et justice requiert, et que le roy et Madame
 en veullent parler a bon sorte a Monseigneur l'evesque Tri- 15
 carico⁽¹⁾, pour en escrire a nostre Saint Pere et aux cardi-
 naulx et autres, qui ont autorite envers nostre dict Saint
 Pere.

Fol. 281^{vo} Item dire a Madame que pour l'affaire du cardinalat,
 je remet cela du tout a elle, et si bon luy semble que mon 20
 dict chancelier en doit parler au roy, qu'il le face, synon,
 qu'il le lesse. Mais je supplie Madame d'unne choze, c'est
 que si elle voit que je y puisse parvenir, je m'en recom-
 mande a elle. Synon, que elle m'en oste l'esperance, affin
 que je n'y ay plus de fantasie, car mon chancelier a 25
 charge de moy de n'en parler ou pourchasser a Romme, se
 ce n'est par le commandement du roy et de Madame. Et

(1) Louis de Canossa, évêque de Tricarico, puis de Bayeux. En 1514.
 Léon X l'envoya comme nonce auprès de François I^{er}. Voir A. PIERRE,
Zur Entstehungsgeschichte der ständigen Nuntiaturen, p. 56-57. E. n^o 30
 MARNEFFE, o. c. p. 349, note 1, a lu erronément Cornaro pour Tricarico.

soit que je soie cardinal ou non, si veulx demourer a leur 1516
service. Toutefois, si j'estoie cardinal, j'en pouroye mieulx
servir, pour les raisons que mon chancelier scet.

Item souviengne au chancelier de la lettre que Copis ⁽¹⁾
m'a escript, si tumbé en propos. Se ilz me veullent mettra 5
dedans le rolle de cardinalatu, bene succedet.

66.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

*Instruction de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, à
Aléandre, pour Rome. Aléandre se mettra en relation avec 10
Copis; il remplira les blancs-seings que l'évêque lui remet
pour les cardinaux qu'Érard désigne et se plaindra au sou-
verain pontife des empiètements continuels des Brabançons
en matière spirituelle.*

Vat. lat., 3881, fol. 282-285. Original. Édité dans J. PAQUIER, 15
o. c., p. 129-134.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commence-
ment du mois de mars 1516, à la même époque que le document pré-
cédent, n° 65, puisqu'il a été écrit à l'occasion du voyage
d'Aléandre à Rome. — Voir *Analyses*, n° 165. 20

Fol. 282

Pour Romme.

Premier mon chancelier communiquera toutes mez
affaires a Copis luy disant la fiance que j'e en luy et aussy

(1) Jean Copis, dit Lutten, était, en 1516, l'agent de l'évêque de Liège à Rome. Il devint chanoine de la cathédrale de Liège et archidiacre de 25
Heubaye et plus tard évêque de Terracine. Il mourut le 5 août 1527.
Voir J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. II, p. 333-334; X. VAN DEN
STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 595; J. DARIS, *Histoire de la bonne ville, de
l'église et des comtes de Loos*, t. II, p. 8-11. Liège, 1864-1865

qu'il cognoit le stille de Romme et qu'il veul conseller mon dict chancellier de ce qu'il auera affair. 1516

Item il enplira les blans signetz que je luy a baille aux cardinaux qui s'ensuivent et lez fera escrire par Jehan Bardol ⁽¹⁾ affinque les dicts cardinaulx pance que lez lettres 5 soient estes faiz par deca :

A monseigneur le cardinal Saint George ⁽²⁾ auquel j'e ancienne cognoissance tant du temps qu'il estoit en France et a Millan comme a Romme a la creacion dez papes Pius 3^{us} et Julius secundus et me offroit tousjour le dict 10 cardinal de fair plaisir.

Parellemant j'e bonne cognoissance aux cardinal Vulterre ⁽³⁾ du temps qu'il estoit ambassadeur pour lez Florentins vers le feu roy Lois et aussy a Romme a la creacion dez papes susdicts ; avec ce j'e bonne amitie a monseigneur l'evesque de Xaintes ⁽⁴⁾ son neveu et du temps du dict feu roy Lois je luy faisoie tout le plaisir que pouvoie. 15

Fol. 282^v Item au cardinal Senegal ⁽⁵⁾, car du temps que le pape

(1) Jean Bardoul accompagnait Aléandre à Rome.

(2) Raphael Riario Galeotti, de Savone, cardinal au titre de Saint- 20 Georges au Vélabre, puis de Saint-Laurent in Damaso, enfin cardinal évêque de Porto et d'Ostie. Il fut promu au cardinalat en 1477 par Sixte IV et mourut en 1521. — Nous avons pris ces renseignements et ceux qui suivent dans DE MAS LATRIE, *Trésor de chronologie*, qui donne la liste des promotions des cardinaux, et dans MORONI, *Dizionario di 25 erudizione storico-ecclesiastica*.

(3) François Soderini, évêque de Volterra (1478-1509), devint cardinal en 1503. Il mourut en 1524. Il fut envoyé auprès de Louis XII en 1499 et en 1502.

(4) Julien Soderini, neveu du précédent, évêque de Saintes en France, 30 1516-1544.

(5) Marc Vigerio, originaire de Savone, évêque de Sinigaglia, devint cardinal en 1505 et mourut cardinal évêque de Palestrina en 1516.

Julius 2^{us} estoit cardinal Petri ad Vincula, je conversoie 1516
 tousjour avec le dict Senegal et depuis que le dict cardinal
 fut fait pape et que le dict Senegal fut chatelan du chateaux
 Saint Ange, je conversoie sovant avec luy au dict chateau
 Saint Ange. 5

Item le cardinal de Accoltis qui se nomme Anconitanus (1)
 combien que je ne parlis jametz a luy, mais puis qu'il est
 fait cardinal, il a este mon protecteur et est encor de pre-
 sent et luy a escrit plusieurs fois et luy a moy.

Item au cardinal Frenesie (2) lequel par plusieurs fois 10
 m'a escrit me vouloir fair plaisir a cause que du temps que
 le feu roy Lois estoit a la guerre contre lez Venisians, le
 pape Jule luy bailla l'eveschee de Parme par le trespas du
 feu cardinal Alexandrin (3), et il avait ung sien serviteur
 nomme messir Lois qui pourchasoit la possession du dict 15
 eveschee et je luy faisoie tout l'adresse que pouvoie; parel-
 lement il auera deux ans en cest este prochain que faisoie
 tous lez plaisir qu'il m'estoit possible a celuy qu'il envoya
 pour prandre possession de l'evesche de Saint Pons, que
 Fol. 283 monseigneur le cardinal d'Aux (4) luy avoit baille || par la 20
 promocion qu'il avoit eeu de la legacion d'Avignon et m'a

(1) Pierre Accolti, évêque d'Ancône, devint cardinal en 1511 et mourut en 1532.

(2) Alexandre Farnèse devint cardinal en 1493 et fut pape sous le nom de Paul III. Il devint évêque de Parme en 1509, après la mort de Jean 25
 Antoine de Saint-Georges, évêque d'Alexandrie. Cardinal depuis 1493, ce dernier fut évêque de Parme de 1500 à 1509. Alexandre Farnèse obtint l'évêché de Saint-Pons en 1514.

(3) Voir la note précédente.

(4) François Guillaume de Castelnau-Clermont-Lodève, archevêque de 30
 Narbonne, puis d'Auch, cardinal depuis 1503. Il mourut en 1540.

escriit le dict cardinal plusieurs gracieux lettres se offrant a 1516
me fair plaisir et precipue in cardinalatu.

Item au cardinal de Gracis ⁽¹⁾ car avant qu'il fut cardinal il vint en France contre messir Jehan Betenvol la ou je luy fis tous lez plaisirs et adresse que pouvoie; eciam 5
cognoscit privilegia ecclesie Leodiensis, car a cest heur la il m'en parla, quia tunc erat auditor Rote.

Item j'e bonne acointance aux cardinal d'Aragon ⁽²⁾ tant du temps qu'il estoit en France et aussy a Romme, maiz je ne sce s'il seroit bon de se fier en luy pour lez raisons 10
que j'e dit a mon chancelier, combien qu'il s'est plusieurs foiz offert a me fair plaisir.

Item faura que mon chancelier s'adresse au cardinal Saint Severin ⁽³⁾ et au aultres qui sont la pour lez affaires du roy pour lez raisons que je luy ay dit. 15

Fol. 283^{vo} Item qu'il s'adresse en bonne eciant a monseigneur le cardinal Sante Marie in Porticu ⁽⁴⁾ car par le moien de monseigneur l'evesque Tricaricencis ⁽⁵⁾ je me suis toujours adresse au dict cardinal en sort que si ego pervenissem vel

⁽¹⁾ Achille de Grassi, évêque de Bologne, cardinal depuis 1511, 20
décédé en 1523. La mission auprès de Louis XII contre la famille des Bentivogli, dont il est fait mention ici, date de 1507. Voir J. PAQUIER, o. c., p. 131, n. 3.

⁽²⁾ Louis d'Aragon, fils naturel de Ferdinand 1^{er}, roi de Naples Il devint cardinal *in petto* en 1493, et sa création fut promulguée en 1497. 25
Il mourut en 1519.

⁽³⁾ Frédéric de Saint-Séverin, archevêque de Vienne, promu au cardinalat en 1489, décédé en 1517.

⁽⁴⁾ Bernard Tarlati, surnommé Dovizi ou Bibbiena, cardinal au titre de Sainte-Marie in Porticu en 1513, décédé en 1520. 30

⁽⁵⁾ Louis de Canossa, évêque de Tricarico. Voir ci-dessus, p. 346, n. 1.

perveniam ad cardinalatum je luy a promis quelque bonne chose, comme j'e dit plus a plain a mon chancelier et encor suis je a ce maine propos; aussy j'entens que le dict cardinal a la plus grand autorite envers nostre Saint Pere. 1516

Item faura emplir ung blanc a monseigneur le cardinal de Medicis ⁽¹⁾ pro forma, quia consanguineus pontificis. 5

Item a monseigneur le cardinal Sanctorum Quatuor ⁽²⁾ auquel je fis ung plaisir quant le feu roy Loïs estoit a Saint Germain en Laie pour auvoir la possession de l'evesche de Vannes en Bretaingne, et a ce que j'entens, c'est luy par qui tous cez indulte passe ⁽³⁾: et faudra bien que mon dict chancelier se donne garde de Winkel ⁽⁴⁾, lequel gouverne 10

(1) Jules de Médicis, neveu de Léon X, devint dans la suite pape sous le nom de Clément VII. Il fut le protecteur d'Aléandre. 15

(2) Laurent Pucci, cardinal au titre des Quatre Saints Couronnés depuis 1513. Il mourut évêque de Palestrina en 1531.

(3) Les privilèges obtenus par Charles-Quint. Voir ci-dessus, p. 340, n. 1.

(4) Ne s'agirait-il pas de Jean Ingenwinkel, qui résidait à Rome et y exerçait une grande influence? Il était en grandes relations avec Enckenvoert. En 1517, il devint procureur impérial à Rome, s'attacha au cardinal de Médicis, qui en fit son dataire lorsqu'il fut devenu pape sous le nom de Clément VII. Il mourut en 1535. Voir O. REBLICH, *Jülich-Bér-gische Kirchenpolitik*, t. I, p. 214, n. 3; A. SCHULTE, *Die Fugger in Rom (1495-1523)*, t. I, p. 289-306. Leipzig, 1904; J. SCHMIDLIN, *Geschichte der deutsche Nationalkirche in Rom, S. Maria dell' Anima*, p. 214, 257, 303, 361. Fribourg en Brisgau, 1906. Il y avait cependant à Rome, à cette époque, un Jean Winckler qui était à ce moment notaire du tribunal de la Rote, et qui devint référendaire sous Adrien VI. Voir L. PASTOR, *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, t. IV, 2^e partie, p. 57. Fribourg en Brisgau, 1907. Nous ne croyons pas qu'il soit fait allusion à ce dernier. 20 25 30

Fol. 284 entierement le dict || cardinal et m'a l'on adverti que le dict 1516
 Winkel luy fait fair ce qu'il veult, et Enkevort (1) et Winkel
 n'est que ung; a cest cause que mon dict chancelier regard
 bien a cela, et trovare mon dict chancelier que tous ces
 indultes qui sont venus par deca sont este depeches du 5
 dict Winkel et de Enkevort; pour cela in revocationibus
 erit caute ambulandum.

Item j'e bonne acointance au cardinal Sancti Petri ad
 Vincula qui est vicancelier (2) quant luy et moy estions in
 minoribus, toutfois c'est une ciffre (a); maiz quant mon 10
 chancelier sera la, il pourra regarder s'il luy pourra aider ou
 nuire.

Item faura escrire une lettre a messir Bartholomeo
 Ruvere, frere du cardinal Agenensis (3); car du temps de
 pape Julle j'avoie bonne acointance a luy a cause de mon- 15
 seigneur le cardinal de Mande son frere (4); toutfoiz le
 prothonotare Badoche (5) m'a escrit que le dict cardinal
 Agenensis estoit tousjours contraire a mez affaires.

(a) *Sic. Nous ignorons la signification de ce mot.*

(1) Guillaume Enckenvoert, chanoine de Liège en 1506, devint archi- 20
 diacre de Campine le 19 juin 1515, dataire sous le pontificat d'Adrien VI,
 évêque de Tortose et cardinal. Il mourut le 19 juillet 1534. Voir X. VAN
 DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 597; J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*,
 t. III, p. 15-17.

(2) Sixte Gara de la Rovere, neveu du pape Jules II, cardinal en 1508, 25
 décédé en 1517.

(3) Léonard de la Rovere, évêque d'Agen, cardinal en 1505, décédé
 en 1520. Voir ci-dessus, p. 203, n. 1.

(4) Clément de la Rovere, évêque de Mende, devint cardinal en 1503 et
 mourut en 1504. 30

(5) Nicolas Badoche.

l. 284^{vo} Item le dict prothonotare Badoche m'a escrit que 1516
j'avoie ung grant ennemi au cardinal Saint Vital ⁽¹⁾, et
que tousjours Enkevort s'adresse a luy; toutfoiz s'il
semble bon au chancelier, il pourra fair une lettre au dict
cardinal. 5

Item du cardinal Grimanne ⁽²⁾ j'en lesse fair au chance-
lier.

Item fault escrire une lettre a monseigneur l'evesque de
Cosme ⁽³⁾ lequel est bien mon singulier amy.

Item a Petro Bembo ⁽⁴⁾. 10

Item aux neveu du cardinal Grimmani, l'evesque de
Cenet ⁽⁵⁾.

Item trois blans pour nostre Saint Pere et faudra que le
chancelier n'oublie a dire que apres que l'on a oste a mon
eglise le temporel, l'on veult oster le spirituel et que ceux 15
de Provence contre lezquelz il avoit fait ung mandement ⁽⁶⁾
ne font point tant contre l'esglise que font ceux de par deca,

(1) Antoine Ciochi del Monte est signalé comme cardinal du titre de
Saint-Vital dans un document du 23 juillet 1516. (Voir ci-dessous, *Textes*,
n° 77). En 1515 il était cardinal au titre de Sainte-Praxède. 20

(2) Dominique Grimani, de Venise, fut promu au cardinalat en 1493.
Il mourut évêque de Porto en 1523.

(3) Scaramuccia Trivulzio, évêque de Côme de 1508 à 1519. Il devint
cardinal en 1517 et mourut en 1527.

(4) Pierre Bembo, l'humaniste célèbre, secrétaire particulier du 25
pape Léon X. Il devint cardinal en 1538.

(5) Marinus Grimani, évêque de Ceneda, 1508-1517.

(6) Le Parlement de Provence prétendait qu'aucune bulle ou expédi-
tion quelconque de la cour de Rome ne pouvait être exécutée dans l'étén-
due de son ressort sans sa permission. Pendant le cinquième concile de 30
Latran, il y eut des protestations contre ce prétendu droit d'annexe,
comme on l'appelait. Voir DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit
canonique*, v° Annexe, t. I, p. 172. Lyon, 1770.

ymo que ceux qui use de la pragmatique sanction ⁽¹⁾ n'en 1516
font point ce qu'il font, car il veult quod petatur annexa ⁽²⁾
ou aultrement on peult auvoir possession de quelque petit
Fol. 282 benefice que ce soit ; || quotiescumque aliquis ecclesiasticus
non vult parere mandatis laicalibus, ponunt comestores ⁽³⁾ 5
in ejus domo et sy habuerit redditus, applicant mense prin-
cipis; idem de meis officiatis faciunt et sepenumero are-
stant bona ecclesie Leodiensis, eciam pro quavis levissima
causa.

De manutenentiis quas faciunt contra sentencias difini- 10
tivas summorum pontificum in prejudicium episcopi et
archidiaconorum uti magister Johannes Copis scit.

Item ecclesiastici taliantur et quando nolunt solvere,
auferunt bona ex eorum domibus, quemadmodum factum
fuit in Nammurco quando rex Philippus ivit in Hispan- 15
niam ⁽⁴⁾, et quando abbates nolunt consentire in aliquam
pecuniam contribuendam, ponunt satellites in monasteriis
cum magno numero.

Et ut possint in hac abusione perseverare impetraverunt
multa nova indulta, ut in illis infringendis nos impediti 20
nequeamus pristinas eorum abusiones destruere.

⁽¹⁾ Il s'agit de la pragmatique sanction de Bourges de 1438. Elle fut
abrogée par le concordat de 1516 entre François I^{er} et Léon X.

⁽²⁾ Les lettres d'annexe étaient une espèce de placet. Voir ci-dessus,
p. 353, n. 6.

⁽³⁾ C'est-à-dire des gens qui devaient être nourris et logés par l'ecclé-
siastique; cette mesure avait pour but d'amener celui-ci à céder.

⁽⁴⁾ Philippe le Beau, qui alla en Espagne en 1502. A cette occasion,
en 1501, le comté de Namur fournit une quote-part de 1,206 livres à l'aide
de 100,000 livres consentie par les États. Une nouvelle aide fut consentie 30
lors du second voyage de Philippe en Espagne, en 1506. Voir A. HENNE,
Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique, t. I, p. 29 et 62.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

Mémoire des affaires qu'Aléandre doit traiter à Rome.

Vat. lat. 3881, fol. 333-333v°. Original. Édité dans J. PAQUIER,
o. c., p. 123-124.

5

Ce document est sans date, mais il est de la même époque que le précédent : c'est un résumé des affaires qu'Aléandre doit traiter à Rome. — Voir *Analyse*, n° 200.

Fol. 333 *Materia Secundariarum* (1).

Materia privilegii novi Huyensis una cum processu.

10

Materia privilegii Trajectensis.

Materia opidi Aquensis.

Materia appellationis contra fiscum Brabantie.

Materia novorum indultorum ducis Brabantie.

Materia concordatorum universitatis Lovaniensis cum 15
episcopo Leodiensi.

Materia novorum indultorum ejusdem universitatis super
nominationibus.

Materia videndi qualiter revocabuntur privilegia contra
communitates que sepiissime statuunt contra privilegia 20
ecclesiastica et statuta que sepiissime faciunt etiam contra.
burgimagistros.

Item quod habeantur quatuor conservatores cum deroga-
tione duarum dietarum.

Materia privilegiorum Premonstratensium tangentium 25
episcopum et archidiaconos respective.

Item videatur de materia privilegiorum de significamus

(1) On trouvera ci-dessus, *Textes*, n° 64, les explications nécessaires à l'intelligence de ce document.

et aliorum beneficiatorum, qui pretendunt uti absentes 1516
grati[i]s residentium in altero beneficiorum suorum.

Impetretur indultum quod dominus R^{mus} visitare habeat
hospitalia, leprosaria et omnia pia loca totius diocesis.

Item videatur de pace inter episcopum et capitulum 5
Hoiense super archidiaconatu ibi pretenso.

Item videatur de emenda honorabili contra Hoienses.

Item de correctione blasphemorum tam laicorum quam
ecclesiasticorum per R^{um} dominum facienda.

Item de correctione habitus non clericalis ut supra. 10

Item de correctione concubinariorum de cunctis perso-
nis cujuscumque dignitatis, non obstantibus privilegiis et
exemptionibus eorum.

Petatur (a) dispensatio super defectu etatis Mechthildis,
quia non agit nisi xxvii etatis annum, quod fiat suppletio 15
illius defectus (b).

Fol. 333v° *Memoria agendorum in Urbe.*

68.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

*Mémoire de Jean de Tornaco pour Aléandre, concernant 20
les conflits de l'évêque de Liège avec la ville d'Aix-la-Cha-
pelle, ainsi que les privilèges pontificaux accordés au diocèse
de Liège en matière de nomination aux bénéfices ecclésias-
tiques.*

Vat. lat. 3881, fol. 311-312v°. Original. Édité dans J. PAQUIER 25
o. c., p. 134-135.

(a) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(b) *L'alinéa suivant est raturé :* Item videatur de legalitate notarii,
qui est solum imperialis et uxoratus, quamvis vir honestus et legalis, et
Leodiensis curie notarius.

Ce document est sans date, mais il est de la même époque que les 1516 documents précédents. — Voir *Analyse*, n° 187.

Fol. 311 Illi de oppido Aquensi ⁽¹⁾ non admittunt jurisdictionem
episcopalem, nec citationes nec mandata episcopi Leo-
diensis aut ejus officialis, nec etiam ut debent jurisdictionem 5
et mandata archidiaconi Hasbanie, quia septem sca-
bini synodales laici et quatuor rectores parochialium
ecclesiarum dicti oppidi Aquensis cognoscunt et decidunt
omnes causas spirituales, matrimoniales, usurarum, here-
sis et beneficiales, et nolunt illi quatuor rectores paro- 10
chialium Aquensium venire ad concilia et in illis recipere
mandata prelatorum. Item nec admittunt banna matrimo-
nialia fieri per officialem foraneum episcopi, aut etiam
officialem foraneum archidiaconi ⁽²⁾ : pretendunt enim se
habere privilegia imperialia, postea auctoritate apostolica 15
confirmata, quod extra urbem Aquensem non possint trahi
ad iudicium, que tamen privilegia ad episcopum et archi-
diaconum, eorum ordinarios, non extenduntur, et fine
finali, nisi remediatur per prelatos, ipsi pretendunt exemp-
tionem et procurabunt illam per Sedem apostolicam in 20
futurum confirmari, attento quod tanto tempore non
obedierunt.

(1) Sur les conflits entre l'évêque de Liège et la ville d'Aix-la-Chapelle voir A. VAN Hove, *o. c.*, p. 187 et suiv.

(2) Outre l'official principal de Liège, l'évêque avait encore plusieurs 25
officiels forains, n'ayant juridiction que sur une partie du diocèse. Voir P. FOURNIER, *Les officialités au moyen âge*, p. 12-13. L'official de l'archidiacre est son remplaçant dans les matières contentieuses. Voir J. HABETS, *Geschiedenis van het bisdom Roermond*, t. I, p. 264. Ruremonde, 1875. 30

Item quod bulle Eugenii tres vel quatuor ⁽¹⁾ et bulla 1516
 Nicolai super concordatis Leodiensibus ⁽²⁾ que maxime
 importancie sunt et longe majora ac ampliora quam sint
 concordata nationis Germanie ⁽³⁾, et quorum concordato-
 rum Leodiensium vigore auditores Rote jam habent pro 5
 resolutio quod papa aut legatus in civitate et diocesi Leo-
 diensi non possunt beneficia vacantia in mensibus ordina-
 riorum ⁽⁴⁾ conferre infra tempus a jure statutum, videlicet
 sex mensium, ipsos ordinarios infra sex menses hujusmodi
 in eorum collationibus preveniendo, expedirentur ex regis- 10
 tris bullarum apostolicarum et reponerentur in archivio

(1) Nous connaissons plusieurs privilèges d'Eugène IV en faveur du diocèse de Liège : une bulle du 7 avril 1432, dispensant les chanoines de la cathédrale de Liège de la résidence dans les autres bénéfices qu'ils cumulaient (P. F.-X. DE RAM, *Documents relatifs aux troubles, etc.*, 15 p. 659); une autre du 31 octobre 1441 a trait à la nomination aux bénéfices de moindre valeur et aux élections de la première dignité dans les chapitres. (*Chronique de Jean de Stavelot*, éd. A. BORGNET, p. 486. Bruxelles, 1861.) Un privilège de Pie II du 20 janvier 1459 mentionne une troisième bulle du pape Eugène IV. (P. F.-X. DE RAM, *o. c.*, p. 435.) Le *Répertoire* 20 *onomastique des manuscrits formant la deuxième section de la Bibliothèque royale de Belgique* en mentionne un quatrième : *De collationibus praebendarum S. Materni Leodii*. (1^{re} partie, p. 22, Bruxelles, 1857.) Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 49 et 51-52.

(2) Le *Répertoire onomastique de la Bibliothèque royale de Belgique*, 25 l. c., p. 50, mentionne une bulle du pape Nicolas V, *De beneficiis ecclesiasticis*. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 52, note 6.

(3) Le concordat de Vienne conclu en 1448 entre l'Allemagne et le pape Nicolas V. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 48-49.

(4) Les mois réservés aux collateurs ordinaires en vertu du privi- 30 lège de l'alternative. Le collateur ordinaire pouvait disposer de tous les bénéfices non réservés pendant les six mois pairs de l'année; le pape pourvoyait à tous ceux qui venaient à vaquer pendant les six mois impairs. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 50.

ecclesie Leodiensis tanquam preciosissimum jocale cleri 1516
 Leodiensis, quale non habet clerus aliquis alius totius
 christianitatis, expedirentur (a) in forma provisionis nostre.
 Et solvetur taxa bullarum pro medietate (1). Et materia ista
 concernit tam episcopum quam totum clerum totius dio- 5
 cesis et propterea debent omnes contribuere, quia est nego-
 cium ad omnium utilitatem pertinens.

fol. 312v° *Memoria Johannis de Tornaco junioris super enormitati-
 bus Aquensium. Item pro confirmatione concordatorum nos-
 trorum.* 10

69.

Vers le commencement du mois de mars 1516.

*Supplique adressée au pape Léon X au nom de l'évêque de
 Liège, Érard de la Marck, son frère Robert de la Marck et
 les fils de celui-ci, et dix parents ou alliés de l'évêque; au 15
 nom de Jérôme Aléandre et des familiers de l'évêque Érard
 de la Marck. Ils demandent au souverain pontife des privi-
 lèges d'ordre privé, notamment des pouvoirs spéciaux pour
 le confesseur qu'ils choisiront; des privilèges pour la récita-
 tion du bréviaire, la célébration de la messe ou l'assistance à 20
 celle-ci; des prérogatives en temps d'interdit ecclésiastique;
 des indulgences; des dispenses pour l'abstinence, pour l'entrée
 dans la clôture des couvents de femmes, etc.*

*Vat. lat. 3881, fol. 309-309v°. Cette supplique est écrite sur un
 papier format grand in-folio. Original ou simple projet d'acte.* 25

(a) *Sic.* Expedirentur se trouve déjà quatre lignes plus haut.

(1) C'est-à-dire l'évêque et le clergé du diocèse paieront chacun la moi-
 tié des frais qu'occasionnera l'expédition de ces bulles.

Ce document est sans date. Nous le plaçons vers le commence- 1516
ment du mois de mars 1516, car Aléandre aura vraisemblablement
apporté avec lui cette supplique, lors de son voyage à Rome. Il
y est fait allusion dans le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 64.
Voir ci-dessus, p. 343, n. 3. — Voir *Analyse*, n° 185. 5

Fol. 309

Beatissime Pater,

Ut animarum salutem devotorum Sanctitatis Vestre et Sedis
apostolice oratorum Erardi, episcopi Leodiensis ac Romani
Imperii principis, necnon Roberti de Marcka ejus fratris
ac Antonii et ceterorum ejusdem Roberti filiorum et decem 10
ipsius episcopi consanguineorum seu affinium, viro et
uxore pro una persona computatis, per eundem episcopum
semel tantum nominandorum (a) ac Jheronimi Aleandri,
cancellarii Leodiensis, et omnium ejusdem episcopi fami-
liarium continuorum commensalium salubrius consulatur, 15
supplicant humiliter Sanctitatem Vestram oratores pre-
fati, quatenus ipsos ac Antonium et reliquos filios dicti
Roberti ac decem consanguineos seu affines ipsius epis-
copi semel tantum per eundem nominandos ac Jhero-
nimum Aleandrum et omnes ac singulos ipsius episcopi 20
familiares continuos commensales pro tempore existentes,
specialibus favoribus et gratiis prosequentes, ut confes-
sor ydoneus secularis vel cujusvis ordinis regularis pres-
biter, quem quilibet eorum duxerit eligendum, ipsos et
eorum quemlibet ab omnibus et singulis excommunica- 25
tionis, suspensionis et interdicti aliisque ecclesiasticis
sententiis, censuris et penis a jure vel ab homine, quavis
occasione vel causa latis et promulgatis, ac votorum
quorumcumque, ecclesie mandatorum et juramentorum

(a) *Le ms. porte* : nominandos.

transgressionibus, jejuniorum et penitentiaryum injuncta- 1516
 rum et quomodolibet horarum canonicarum et divinorum
 officiorum in toto vel in parte omissionibus, manuumque
 violentarum in quascumque personas etiam ecclesias-
 ticas, non tamen pontificali aut superiori dignitate fun- 5
 gentes, injectionibus preteritis, homicidii mentalis seu
 casualis necnon adulterii, incestus, sacrilegii et fornicatio-
 nis reatibus, ac omnibus et singulis suis peccatis, crimini-
 bus, excessibus et delictis quantumcumque gravibus et
 enormibus, etiam Sedi apostolice qualitercumque reserva- 10
 tis, de quibus corde contriti et ore confessi fuerint, etiam
 si talia forent propter que merito Sedes apostolica foret
 consulenda, de reservatis contentis etiam in bulla Cene
 Domini ⁽¹⁾ de preterito, de in dicta bulla contentis excep-
 tis semel in anno et in mortis articulo ac quotiens de 15
 morte dubitatur, etiam si mors tunc non subsequatur, de
 aliis vero eidem Sedi non reservatis casibus totiens quo-
 tiens opus fuerit absolvere, ac eis et eorum cuilibet peni-
 tentiam salutarem injungere, vota vero quecumque, ultra-
 marino, liminum apostolorum Petri et Pauli de Urbe ac 20
 Sancti Jacobi in Compostella visitatione, religionis et cas-
 titatis votis ⁽²⁾ dumtaxat exceptis, in alia pietatis vota com-

(¹) Cette bulle, appelée de ce nom parce qu'elle était promulguée solen-
 nellement le Jeudi-Saint, contenait les peines d'excommunication infligées
 pour certains délits. La teneur de cette bulle, dont l'usage remonte assez 25
 haut dans le moyen âge, mais dont le plus ancien exemplaire qui nous est
 conservé est de 1363, a varié aux diverses époques. L'absolution de cer-
 taines de ces peines était réservée au pape. Voir P. HINSCHIUS, *System*
des katholischen Kirchenrechts, t. V, p. 138 et 646. Berlin, 1893-1895.

(²) Le vœu d'aller en pèlerinage à Jérusalem, à Rome et à Saint- 30
 Jacques de Compostelle en Espagne, le vœu d'entrer dans un ordre reli-
 gieux et celui de garder la chasteté. Seul le Souverain Pontife dispense
 de ces vœux.

mutare, perjuramenta quecumque absque alieni juris pre- 1516
 iudicio relaxare, necnon bis in anno ac quotiens venerabile
 Eucharistie Sacramentum devote susceperint et in mortis
 articulo, etiam si mors tunc non subsequatur, plenariam
 omnium peccatorum suorum remissionem et absolutionem 5
 a pena et culpa auctoritate apostolica predicta impendere,
 ac cum oratoribus clericis super quavis irregularitate,
 preterquam homicidii voluntarii et bigamie occasione seu
 causa contractis dispensare, ac eis fructus ex beneficiis
 obtentis seu alias ex quacumque causa illicita occasione 10
 seu causa indebite perceptos (a) remittere et ad beneficia
 obtenta hujusmodi obtinenda et alia recipienda, necnon in
 omnibus etiam sacris ordinibus susceptis etiam in altaris
 ministerio ministrandum, (b) et si nondum promoti fuerint
 ad illos promoveri faciendum (c) rehabilitare in foro con- 15
 scientie dumtaxat possit et valeat; et quod liceat eisdem
 oratoribus clericis horas canonicas et alia divina officia tam
 diurna quam nocturna et missas ad usum Romane ecclesie
 in beneficiis suis aut in aliis locis residendo cum socio aut
 solus et de presenti recitare et celebrare, ac eisdem et aliis 20
 prefatis etiam laicis et eorum singulis habere altare porta-
 tile cum debitis reverentia et honore, super quo in locis ad
 hoc congruentibus et honestis etiam non sacris, quocum-
 que tempore ac quandocumque et quotienscumque eis et
 eorum cuilibet placuerit, et etiam tempore ecclesiastici 25
 interdicti apostolica vel ordinaria auctoritate appositum,
 dummodo causam non dederint interdicto nec eis specia-
 liter interdictum sit ac per eos non stet quominus fiat
 debita executio contra eum propter quem appositum fuit

(a) *Le ms. porte* : perceptis.

(b) *Le ms. porte* : ministrandi.

(c) *Le ms. porte* : faciendi.

hujusmodi interdictum, etiam antequam luceat dies circa 1516
tamen diurnam lucem, et etiam circa meridiem, dum-
modo ante horam vesperorum per seipsos, qui presbyteri
sunt vel pro tempore erunt, seu tam ipsi quam alii pre-
dicti per proprium seu alium sacerdotem ydoneum secu- 5
larem vel cujusvis ordinis regularem in sua ac familiarium
suorum, domesticorum, parentum, consanguineorum, affi-
nium et amicorum suorum pro tempore existentium pre-
sentia missas et alia divina officia celebrare seu celebrari
facere, et quod tempore interdicti hujusmodi in ecclesiis, 10
januis clausis et etiam apertis, divinis officiis interesse, ita
ut eis et celebrantibus hujusmodi ad culpam imputari non
valeat, quodque tam episcopi quam aliorum prefatorum
pro tempore, si eos et eorum quemlibet tempore hujus-
modi interdicti decedere contingat, corpora ecclesiastice 15
sepulture cum funerali pompa tradi, ipsique Eucharis-
tiam et alia sacramenta a quocumque presbytero ydoneo
seculari vel cujusvis ordinis regulari, ubicumque et quo-
tianscumque voluerint, etiam tempore interdicti hujusmodi,
etiam in Pascate, salvis tamen juribus rectorum parrochia- 20
lium ecclesiarum recipere possint et valea[n]t, et quod
dominicus et aliis diebus festis missam alicujus presbi-
teri audientes ad missam parrochiam audiendam minime
teneantur ⁽¹⁾, et insuper ut coram gloriose Virginis Marie
ymagine in aliqua ecclesia, capella sive oratorio aut 25
monasterio coronam devote dicendo tot indulgentias et

(1) Jadis il y avait obligation d'assister à la messe paroissiale. L'usage, aussi bien que les privilèges accordés aux réguliers, avaient battu en brèche ce principe. On trouve encore des traces de cette obligation dans certaines dispositions du concile de Trente. Voir P. HINSCHIUS, *o. c.*, t. II, 30
p. 300-301.

remissiones peccatorum suorum prosequantur et consequi 1516
possint quot ecclesias Beate Marie de Populo et de Pace de
Urbe pro tempore visitantes consequerentur et consequi
possent, perinde ac si easdem ecclesias de Populo et de
Pace personaliter visitarent, ac ulterius ut unam vel duas 5
ecclesias seu inibi duo vel tria altaria, aut si unum dum-
taxat altare foret, in locis ubi eorum quemlibet pro tem-
pore residere contingeret, quam, quas vel que vel quot
quolibet eorum duxerit eligendum, singulis quadragesima-
libus et aliis diebus stationum Urbis devote visitando et 10
quinq̄ies Pater noster et totidem vicibus salutationem
angelicam flexis genibus dicendo, in qualibet ecclesia seu
earum quolibet altari tot et similes indulgentias et pecca-
torum remissiones etiam plenarias consequantur, quas
consequerentur si singulis diebus singulas dicte Urbis et 15
extra eam ecclesias que a Christifidelibus propter stationes
hujusmodi visitari solent annuatim personaliter visitarent;
quodque eisdem quadragesimalibus et aliis diebus et tem-
poribus prohibitis unacum eorum familiaribus ac secum
pro tempore eorum mensis discumbentibus ac ad eandem 20
mensam causa vescendi declinantibus ovis, butyro, caseo
et aliis lacticiniis, attento quod in partibus illis ubi ora-
tores resident olive non crescunt, absque scrupulo con-
suerent (a), carnibus vero de utriusque medici consilio uti,
frui et vesci; postremo ut personarum secularium uxores 25
et filie ac eorundem et etiam personarum ecclesiastica-
rum sorores cum una, duabus aut quattuor aut pluribus
honestis mulieribus per eas eligendas quater in anno que-
cumque monasteria monialium cujusvis etiam Sancte
Clare aut alterius artioris ordinis, de inibi presidentis 30

(a) Sic, c'est-à-dire habituellement.

licentia, ingredi, et cum monialibus refectionem sumere, 1516
 dummodo ibidem non pernoctent, exceptis mulieribus
 dicti episcopi consanguineis, que unacum unica earum
 ancilla quibusvis diebus Ebdomade Sancte in dictis locis
 pernoctare et divinis officiis cum dictis monialibus inter- 5
 resse, de licentia ut prefertur, libere et licite possint et
 valeant, licentiam et facultatem concedere et indulgere
 digneris de gratia speciali. Non obstantibus regula Sancti-
 tatis Vestre quod indulgentie non concedantur ad instar,
 nisi ille exprimantur, et quibusvis aliis in provincialibus et 10
 sinodalibus conciliis, generalibus vel specialibus editis seu
 edendis constitutionibus et ordinationibus necnon quibus-
 vis quarumcumque indulgentiarum ac facultatum eligendi
 confessores qui in casibus reservatis absolvant suspensio-
 nibus et limitationibus per Sanctitatem Vestram et Sedem 15
 apostolicam perpetuo vel ad tempus nondum forsitan elap-
 sum, etiam in commodum fabrice basilice Sancti Petri de
 Urbe nunc et pro tempore factis ⁽¹⁾ quibus, illarum tenores
 pro expressis habentes, hac vice dumtaxat quoad premissa
 omnia derogare placeat, ceterisque contrariis quibuscum- 20
 que, cum clausulis opportunis et consuetis, et cum
 absolutione a censuris ad effectum pro omnibus et
 singulis, et cum facultate eligendi confessarium ydoneum
 qui absolvat ut supra, et de reservatis modo et forma
 premissis, commutatione votorum, relaxatione juramen- 25
 torum ac plenaria remissione et cum absolutione ut
 supra, et cum facultate dispensandi, remittendi et reha-
 bilitandi, ut prefertur, et in dicendo horas canonicas et

(1) Il s'agit des indulgences accordées par le Saint-Siège en vue de la
 construction de l'église Saint-Pierre, à Rome, à l'occasion desquelles le 30
 Protestantisme est né.

alia divina officia etiam missam ad usum Romane eccle- 1516
 sie pro omnibus etiam residentibus ut supra, et de altari
 portatili cum clausula ante diem etiam post meridiem et
 alias modo et forma premissis, et quod tempore interdicti
 divina celebrare ac eis interesse et eorum oratorum cor- 5
 pora ecclesiastice sepulture tradi possint ut supra, et de
 indulgentiis et etiam Beate Marie Virginis de Populo et de
 Pace de Urbe ut prefertur, et de stationibus Urbis extraque
 visitandis ut prefertur, et de esu lacticiniorum, casei,
 butiri ut supra, carniū vero de utriusque medici consilio 10
 ut prefertur, et de licentia ingrediendi monasteria pro
 mulieribus ut supra, et cum derogatione dictarum Cancel-
 larie regularum et suspensionis in contrarium editarum et
 edendarum, ac concessione quod presens indultum singu-
 lorum premissorum pro vita durante revocari non possit 15
 neque revocatum seu derogatum recipiatur, et de omnibus
 et singulis premissis prioribus et aliis predictis et eorum
 quolibet respective ut supra, et quod presentis supplica-
 tionis sola signatura sufficiat absque aliarum litterarum
 expeditione et ejusdem transumpti[s] manu notarii publici 20
 subscripti[s] et sigillo alicujus persone in ecclesiastica
 dignitate constitute munitis plena fides ubique adhibeatur,
 veluti originali adhiberetur si in medium produceretur, et
 quod transumpta fieri possint pro quolibet oratore nomi-
 nato et etiam pro quolibet nominando ac uxoribus et 25
 eorum liberis ac familiaribus et continuis commensalibus,
 eorum expressa familiaritate ad partem, nulla facta men-
 tione de aliis seu eorum nominibus suprascriptis.

Vers le mois de mars 1516 (?).

Liste énumérant les collégiales du diocèse de Liège situées en pays flamand et en pays wallon, et quelques monastères.

Vat. lat. 3881, fol. 251-252^{vo}. Original.

5

Ce document est sans date. Il est impossible de déterminer la date exacte de ce document. Cette liste des collégiales aura peut-être été rédigée pour Aléandre à l'époque de son départ pour Rome, vers le mois de mars 1516 ⁽¹⁾. — Voir *Analyse*, n° 140.

Fol. 251

Collegia Teutonice terre.

10

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Leonardi Leuven-
sis ⁽²⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Adelberti Aquen-
sis ⁽³⁾.

Decanus et capitulum Sancti Petri in Cortesschem ⁽⁴⁾. 15

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Aquensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Hadelini Viseten-
sis ⁽⁵⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Germani in Thenis-
monte ⁽⁶⁾. 20

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Lovaniensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Trajecten-
sis ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ Voir une énumération semblable des collégiales du diocèse de Liège dans C.-B. DE RIDDER, *Pouillé du diocèse de Liège*, dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1866, t. III, p. 411-414. ⁽²⁾ Léau, en flamand Zout-Leeuw. ⁽³⁾ Aix-la-Chapelle. ⁽⁴⁾ Cortessem. ⁽⁵⁾ Visé. ⁽⁶⁾ Tirlemont. ⁽⁷⁾ Maestricht. 25

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Tongrensis. 1516
Decanus et capitulum ecclesie Sancti Servatii Trajecten-
sis ⁽¹⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Lossensis ⁽²⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri de Hilveren- 5
beck alias Beken ⁽³⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Oerschotten-
sis ⁽⁴⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri de Sittart.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Ewange- 10
liste Busciducensis ⁽⁵⁾.

Canonici de Ruttis ⁽⁶⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Baptiste
in Diest.

Decanus et capitulum ecclesie Montis Sancte Gertru- 15
dis ⁽⁷⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie in Breda.

Canonici ecclesie de Foron Sancti Martini ⁽⁸⁾.

Decanus et capitulum ecclesie de Roda Sancte Ode ⁽⁹⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Elizabeth de Gra- 20
via ⁽¹⁰⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Spiritus Ruremun-
densis alias Montis Odilie ⁽¹¹⁾.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie Aerschot-
tensis. 25

⁽¹⁾ Maestricht. ⁽²⁾ Looz. ⁽³⁾ Hilvarenbeek (Pays-Bas). ⁽⁴⁾ Oirschot (Pays-Bas). ⁽⁵⁾ Bois-le-Duc. ⁽⁶⁾ Russon, en flamand Rутten. ⁽⁷⁾ Geertruidenberg (Pays-Bas). ⁽⁸⁾ Fouron-Saint-Martin ou Sint-Mertens-Voeren. ⁽⁹⁾ Sint-Oedenrode (Pays-Bas). ⁽¹⁰⁾ Grave (Pays-Bas). ⁽¹¹⁾ Odilienberg (Pays-Bas). Le chapitre d'Odilienberg avait été transféré à Ruremonde 30 en 1361.

Fol. 251v° Prepositus et capitulum ecclesie Sancti Georgii Was- 1516
senbergensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie de Eyck
Veteri (1).

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Gengulphi de 5
Heynsberg.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Katherine Eyndo-
viensis (2).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie in Tolnis (3).

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Marie opidi Sancti 10
Trudonis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Gertrudis in Bergis
supra Zomam (4), ac vicaria et alia beneficia infra ecclesiam
et parrochiam de Bergis situata necnon ecclesie parro-
chiales de Hildernisse, Halsteren et Harella (5) eidem colle- 15
giate ecclesie de Bergis incorporata.

Canonici novi in ecclesia Sancti Petri Lovaniensis, inclu-
sis ecclesiis parrochialibus de Hakendovel (6) et Lintris
inferioris (7) concilii Leuwensis, necnon Holsbecke et
Cortebeke (8) concilii Lovaniensis atque Kenexell (9) con- 20
cilii Bekensis (10) per eos incorporatis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Sculpitii Diesten-
sis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri in Boex-
tellst (11). 25

Confirmatio novi decani de Boextelt.

(1) Aldeneyck. (2) Eyndhoven (Pays-Bas). (3) Tholen (Pays Bas).
(4) Berg-Op-Zoom (Pays-Bas). (5) Hildernisse, Halteren et Heerle (Pays-
Bas). (6) Hackendover. (7) Neerlinter. (8) Corbeek-over-Loo. (9) Kneghel
(Pays-Bas). (10) Hilvarenbeek (Pays-Bas). (11) Boxtel (Pays-Bas). 30

Decanus et capitulum ecclesie cathedralis Leodiensis in honore sancti Lamberti.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Pauli Leodiensis. 5

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Joannis Evangeliste Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Martini Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancte Crucis Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Dyonisii Leodiensis. 10

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Bartholomei Leodiensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Huyensis.

Decanus et capitulum ecclesie Beate Marie Namurcensis. 15

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Albani Namurcensis.

Decanus et capitulum ecclesie Sancti Petri ibidem.

Ecclesia collegiata Walcuriensis.

Ecclesia collegiata de Sclayn. 20

Ecclesia collegiata Cymacensis ⁽¹⁾ in honore sancte Mondegundis.

Ecclesia collegiata Sancte Marie Dyonantensis.

Ecclesia collegiata Nivellensis Sancte Gertrudis.

Ecclesia collegiata Thudunensis in honore sancti Medardi. 25

Ecclesia collegiata de Fossis in honore sancti Phoillani.

Ecclesia collegiata de Florinnes ⁽²⁾ in honore sancti Gen-
gulphi.

⁽¹⁾ Chimay. ⁽²⁾ Florennes.

Ecclesia collegiata Cennacensis ⁽¹⁾ in honore sancte Ma- 1516
rie.

Confirmatio prepositi ecclesie collegiate Beate Marie Cen-
niacensis.

ol. 252 ^{vo}	Ecclesia collegiata Sancte Marie in Molhaino ⁽²⁾ .	5
	Ecclesia collegiata Amaniensis ⁽³⁾ in honore sancte Ode.	
	Ecclesia collegiata Aycurcensis ⁽⁴⁾ .	
	Ecclesia collegiata Andanensis ⁽⁵⁾ .	
	Ecclesia collegiata Nassoviensis ⁽⁶⁾ .	
	Ecclesia collegiata Sancti Gourgonii Hougardensis.	10
	Ecclesia collegiata de Hoexem alias Oxonium ⁽⁷⁾ .	
	Monasterium Nivellense.	
	Monasterium de Ongniez ⁽⁸⁾ .	
	Monasterium Monasteriense supra Zam-	
	bram ⁽⁹⁾ .	15
	Monasterium de Noeff-Moestiers Huyense.	
	Monasterium Maloenense ⁽¹⁰⁾ .	
	Monasterium Corneliimontis ⁽¹¹⁾ apud	Ordinis Sancti Augustini.
	Leodium.	
	Monasterium Blisiense dictum Munster-	20
	bilsen.	
	Monasterium Floonense ⁽¹²⁾ .	
	Monasterium Rodeducis ⁽¹³⁾ .	
	Prioratus Bellifageti ⁽¹⁴⁾ .	
	Monasterium dominarum de Thooren ⁽¹⁵⁾ .	25

(1) Ciney. (2) Molhain. (3) Amay. (4) Incourt. Ce chapitre avait été transféré au ^{xv}^e siècle à l'église Saint-Jacques de Louvain. (5) Andenne. (6) Nassogne. (7) Hocsem. (8) Oignies. (9) Moustier-sur-Sambre. (10) Malonne. (11) Mont Cornillon. (12) Flône. (13) Rolduc (Pays-Bas). (14) Beau-fays. (15) Thorn (Pays-Bas).

Huy, le 12 mars 1516.

Sur la proposition des arbitres choisis par la ville de Huy pour terminer les conflits avec l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au sujet des châtellemies, les habitants de la ville décident de s'en remettre pour cette affaire au bon vouloir de l'évêque. 5

Vat. lat. 3881, fol. 209v°. Copie. — Cet acte est inclus dans le procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, n° 74. — Voir *Analyse*, n° 111. 10

Fol. 209v° Ville (a) ensemble aux Freres Minneurs en Huy, le douxiesme jour de mois de mars l'an mil cinque cens et sauze, sur les rapports fais par les personnes de reverend pere en Dieu monseigneur le general de l'ordre des Freres Croissiers du dict Huy, Ghuys de Floion, seigneur de Bommale, Johan de Tyribu, seigneur de Meville et Ottart de Mollin, hommes et arbitres de part la dicte ville pour aidier a pacifier et decideir le different et question meu ou apparant a mouvoir ⁽¹⁾ d'entre tres hault et tres puissant prince et nostre tres redoubte seigneur monsieur de Liege d'une part et ceulx du dict Huy d'autre, suyant le compromis sur ce fait, lesquels dis arbitres par ung meisme assent et accords donnarent par overture que pour le meilleur ne savoient aultre advis que de point plus avant proceder contre la grace de mon dict seigneur, anchois les sembloit 20 25

(a) *Sic*.

(1) Sur les difficultés auxquelles il est fait allusion ici, voir les nos 60, 72, 74 et A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 208 et suiv.

estre expedient que tous les differens, comme dit est, 1516
 fussent del tout mis et couchiet sur sa dicte grace et beni-
 volence, considere que la choize ne touchoit que az chastel-
 leries (a) sens embrisier les status, privileges et anchiens
 usaiges de la dicte ville et franchiese d'icelle, sur quoy 5
 aiant entendu l'advis et oppinion des gentilz hommes et
 boins bourgeois, at este passe et accorde par la generalite
 de la dicte ville que plainement demouroient et veullent
 demoureir deleiz les dicts arbitres susdicts et de leurs oppi-
 nion sens en manier nulle plus avant proceder allencontre 10
 de mon dict seigneur, en mectant le tout sur sa clemence et
 bonite comme ceulx qui sont et veullent estre ses boins
 vrais subjectz et lealz serviteurs.

72.

12 mars 1516 — 30 avril 1516.

15

*Requête présentée à l'évêque de Liège, Érard de la Marck,
 par les habitants de la ville de Huy, à l'occasion de leur
 renonciation à toutes leurs prétentions à l'exercice de la
 juridiction sur les châtellemies de Huy.*

Vat. lat. 3881, fol. 209 v-210. Copie — Cet acte est inclus dans 20
 le procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, n° 74.

Ce document est sans date. Il est de la même époque que l'acte
 de renonciation des Hutois à leurs prétentions sur les châtellemies,
 du 12 mars 1516 (ci-dessus, n° 71), et l'acte d'arbitrage de l'abbé de
 Saint-Jacques et du général des Croisiers du 30 avril 1516. Cette 25
 requête fut présentée à Érard de la Marck le 30 avril 1516. (Voir
 ci-dessous, nos 73 et 74.) — Voir *Analyse*, n° 112.

(a) *Suivent dans le ms. les mots : du Condros et Hesbain, mais ils sont
 raturés.*

Fol. 209^{vo} A cest journee et conclusion que se fera entre la grace de 1516
monseigneur et ceulx de sa bonne ville, etc. Sera remis (a)
avant que les parchons des deniers [soient] divideez par
monseigneur entre ceulx de sa dicte ville d'une part, les
chastelleries de Condros et Hesbain d'autre, en telz degreis 5
qu'ils sont redigies par escript, pour chascun d'iceulx l'unc
envers l'autre demoureur indempne et en paix (1).

Ossy que l'intentation du proces contre Waldoer de
Modave pour le queil le doien de Nostre Damme est resident
en la cite de Liege soit par quelconque boin moien eva- 10
deit, affin d'escuwier inconvenient et despens, par l'avis de
monseigneur (2).

Fol. 210 Item et en tant que toute ville || de franchisee doivent
avoir preeminence plus que les afforains des chastelleries,
c'est que selon loy, l'on les pourra faire attenir et arresteir 15
dedens la dicte ville et que monseigneur ne souffrira que
les dicts de Huy soient ou doivent estre arresteiz pour quel-
conques debtes dedens la dicte chastellerie, ains seront
araisnies soubz les justices de dict Huy, senon pour bien
d'englise et d'orphelins, laquelle choize presentement se 20
fait a la destruccions des dicts de Huy en tant que pour tra-
veillier l'unc l'autre se font citeir pour quatre patars, et que
pour ce en sont endommaigies d'aller a Liege a gros
nombre toutes les sapmainnes, que est unne grosse taille
en la dicte ville. 25

Et par conclusion soit advise que dors en avant boin

(a) *Sic. Peut-être devrait-on lire : requis.*

(1) Dans une assemblée tenue à Stockhem en 1502, l'évêque avait mis
en garde de loi le partage des redevances dues par la ville de Huy et les
châtellenies. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 57, p. 309. 30

(2) Sur ces difficultés, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 210-211.

police, regiment et gouvernement soit en la dicte ville 1516
pour l'augmentation d'icelle comme raison vult. Quant
aux afforains bourgeois, chars, chariotz et servitudes
demouront en leurs enthiers.

Item et quant aux homicides que se pourroient com- 5
mectre par les surseans des chastelleries allencontre des
bourgeois de la dicte ville, que iceux ne doivent rentrer
dedens la dicte franchiese et chestellerie s'ilz n'ont monstreit
discharge suffisant, que ce ayt esteis en leur corps deffen-
dant (1). 10

73.

Huy, le 30 avril 1516.

*Décisions de l'abbé de Saint-Jacques à Liège et du général
des Croisiers à Huy, sur la requête qui a été présentée à
l'évêque de Liège, Érard de la Marck, par les habitants de la 15
ville de Huy, à l'occasion des conflits au sujet des châtellemies
de Huy.*

Vat. lat. 3881, fol. 211. Copie. — Ce document est inclus dans le
procès-verbal du 30 avril 1516, ci-dessous, n° 74. — Voir *Analyse*,
n° 114. 20

Fol. 211 Sur les articles outredonnees (2) ce jourdhuy dernier
jour d'avril XV^e et XVI par les maistres, jureiz et conseil de

(1) L'article VI des statuts criminels de 1477 interdisait le séjour dans
la franchise et châtellenie et à Huy à quiconque y avait commis un homi-
cide. Voir S. BORMANS, *Statuts criminels pour la ville de Huy*, loc. cit., 25
p. 226-227.

(2) Il est fait allusion au document publié ci-dessus, *Textes*, n° 72. On
trouvera là les explications nécessaires à l'intelligence de ce document.
Voir aussi A. VAN HOVE, o. c., p. 216.

la bonne ville de Huy a messeigneurs les deputeiz, sur le 1516
 fait des differens estans d'entre tres redoubte seigneur
 monseigneur de Liege et ceulx de sa ville de Huy, a este
 dict et declare ce que s'ensiet par mes dicts seigneurs les
 deputeiz assavoir : reverendz seigneurs monseigneur l'abbe 5
 de Saint Jacques en Liege ⁽¹⁾, monseigneur le generaul des
 Croixiers au dict Huy ⁽²⁾.

Au premier article touchant la parchon des deniers es
 chastelleries etc. Declarent messeigneurs que dorsenavant
 de tous deniers que sont ou seront passez par membres et 10
 Estas du pays, les dictes chastelleries du Condros et Hesbain
 ensemble la dicte ville se paieront chascun pour sa part,
 selon que les parchons en seront faictes de part mon dict
 seigneur, et se les dicts du Condros ou Hesbain estoient de-
 fallans de paier leur part, seront constrains par mon dict 15
 seigneur et ses officiers.

Au deuxiesme article faisant mention de la pryse de
 Waldoer et du cess etc. Declarent mes dicts seigneurs que
 pour le premier ceulx de la dicte ville et le dict Waldoer
 pour luy et ses complices et adherens se pardonneront 20
 l'ung l'autre, saulz que les dicts de la ville purgeront leur
 contumance par devant l'official de Colloingne et du fiscal,
 paieront les despens du contumance selon la taxation que
 le juge, veu les actz, en fera. Et le dict Waldoer par ce
 moien siera tenu consentier en la dicte absolution en don- 25
 nant par iceulx du dict Huy caution pour les dicts des-
 pens. Dient messeigneurs que l'official qui est juge a
 quo les absolvera. Et touchant les injures, dommaiges,

(1) Jean de Coronmeuse.

(2) Jean de Rivo.

offenses et painnes sustenus par le dict Waldoer, dient que 1516
mon dict seigneur le contentera et en aura son gre.

Au troiseisme article contenant que les ville et fran-
chiese doibvent avoir plus de preminence touchant les
arrestz des bourgeois etc. Dient que les borgoys de la dicte 5
ville serront privileges, selon que la loy salve et warde.

Au quatreisme article pour ce qui touche la jurisdiction
espirituele de monseigneur, mes dicts seigneurs n'e y peu-
lent prendre ne mettre.

Au chincqueisme article touchant de mettre bonne 10
police en la dicte ville etc. Messeigneurs prient que ainsy
se face, et dient en oultre que les dicts de la ville, pour
l'augmentation du bien publique, ilz en usent par conseil
et advis de mon dict seigneur.

Au siexeisme article touchant les afforains bourgeois et 15
servitudes anchiennes etc. Demeurent en leurs anchiennes
usaiges de tout [ce] que touche le service de prince et du
pays.

Au septeisme et dernier article touchant le faict des homi-
cides etc. Declarent mes dicts seigneurs que les homicides 20
que auroyent tue aulcun bourgoy de la ville ou que ce soit,
ne poulra ou poulront rentrer en la ville sains le consent
d'icelle ville.

74.

Huy, le 3^e avril 1516.

25

*Procès-verbal de l'accord conclu entre l'évêque de Liège,
Érard de la Marck, et les habitants de la ville de Huy. Jean,
abbé de Saint-Jacques, à Liège, et Gauthier de Rivo, général
de l'ordre des Croisiers, à Huy, rappellent les négociations
qui eurent lieu entre l'évêque de Liège et les habitants de la 30*

ville de Huy : la constitution d'arbitres entre les deux parties (voir n° 60); la renonciation volontaire des Hutois à tous les droits qu'ils pourraient avoir sur la châtellenie de Huy (voir n° 71); la requête présentée par ces derniers à l'évêque de Liège (voir n° 72). Ils déclarent ensuite que l'évêque les a chargés d'examiner cette requête présentée par les Hutois, et, à la demande de ces derniers, les arbitres font connaître le texte de leur décision (voir n° 73). 1516 5

Vat. lat. 3881, fol. 209-211 v°. Copie. — Ce document comprend les actes publiés ci-dessus, n°s 60, 71-73. — Voir *Analyse*, n° 110. 10

Fol. 209 In nomine Domini. Amen. Universis et singulis presentes litteras sive hoc presens publicum instrumentum visuris, lecturis pariter et legi audituris, Johannes ⁽¹⁾, Dei pacientia abbas monasterii Sancti Jacobi Leodiensis, ordinis Sancti Benedicti, necnon Wilhelmus de Rivo, generalis totius ordinis Fratrum Cruciferorum, in monasterio Fratrum Cruciferorum Hoyensi residens, duo arbitratorum et amicabilem pacis compositorum per partes infractas hincinde electorum et assumptorum, salutem in Domino sempiternam, cum infrascriptorum agnitione veritatis. Notum facimus quod cum alias R^{mus} in Christo pater et dominus noster, dominus Erardus de Marcka, Dei et apostolice Sedis gratia episcopus Leodiensis, dux Bullionensis, comes Lossensis, etc., necnon honorabiles ac providi viri domini burgimagistri, consules et jurati opidi Huyensis, patrie et diocesis Leodiensis, generalitatem et universitatem hominum ejusdem opidi in ea parte representantes, de et super differentiis, discordiis, controversiis 15 20 25

(¹) Jean de Coronmeuse.

et questionum materiis inter ipsas partes, occasione et ad 1516
causam Castellaniarum (a) Huiensium ejusdem patrie Leo-
diensis subortis, certum inter se iniissent et fecissent com-
promissum, et in illo nos ac certos alios arbitratore et
amicabiles pacis compositores hincinde elegissent et assum- 5
psissent, prout hec et alia in hujusmodi compromisso, cujus
tenor inferius describetur, plenius dicuntur contineri, tan-
dem onere compromissi hujusmodi per nos et alios nostros
conarbitratore et amicabiles pacis compositore suscepto,
ac lite seu causa coram nobis ac nostris conarbitratoribus 10
hujusmodi de et super discordiis, differentiis, controver-
siis et questionum materiis, rebusque aliis in actis et pro-
cessibus desuper habitis latius expressis per et inter dictas
partes introducta et ad quamplures actus judiciales agitata,
prefati burgimagistri, consules et jurati ac tota communi- 15
tas sive generalitas ac universitas hominum antetacti opidi
Huyensis cupientes, ut asseruerunt, litium anfractus ampu-
tare et ad concordiam et primevam amicitiam dicti R^{mi}
domini nostri episcopi Leodiensis, sui principis, devenire,
nec diutius contra eundem litigare de et super differentiis, 20
discordiis, litibus et aliis premissis illisque finem imponere
et eas in totum extinguere ac integraliter concordare, etiam
que in futurum suboriri possent totaliter complanare ac
laboribus et expensis parcere, idcirco, constitutis atque
comparentibus personaliter coram nobis in presentia 25
notarii publici ac testium infrascriptorum supranominato
R^{mo} domino nostro, domino R^{mo} Erardo de Marcka, epis-
copo Leodiensi, considentibus secum venerabilibus, egre-
giis et honorabilibus viris dominis et magistris Johanne
Ferret, canonico et custode insignis ecclesie Leodiensis ac 30

a) *Le ms. porte* : castellinarum.

vicecancellario, Egidio de Blockerie alias de Sancto Tru- 1516
 done, officiali Leodiensi, ac compluribus aliis nobilibus
 et egregiis viris ex una, necnon dominis burgimagistris,
 consulibus et juratis antetacti opidi Huyensis unacum
 pluribus proceribus viris ac opidanis et gubernatoribus 5
 ministeriorum ejusdem opidi in magna multitudine con-
 gregatis, generalitatem seu universitatem hominum dicti
 opidi, ut asserebant, representantibus ex alia partibus,
 jam dicti domini burgimagistri, consules et jurati aliique
 predicti ejusdem opidi Huyensis, non vi, metu, dolo, 10
 fraude aut aliqua alia sinistra machinatione seducti seu
 circumventi, sed gratis et sponte ac libere, ex certis eorum
 scientiis ac propriis et spontaneis voluntatibus maturisque
 deliberationibus et consiliis prehabitis, laudarunt, ratifi-
 carunt et approbarunt concordiam per generalitatem sive 15
 universitatem hominum ejusdem opidi Huyensis de et
 super antetactis discordiis, differentiis, controversiis et
 aliis premissis conceptam et in quadam papiri cedula per
 eos ad hoc ibidem exhibita realiter et producta ac alta et
 sonora voce perlecta et publicata, cujus tenor etiam infe- 20
 rius describetur, tactam, annotatam et descriptam ac die
 precedenti, videlicet penultima die infracti mensis apri-
 lis, coram nobis renovatam, cujus pretexto omnibus
 melioribus via, modo, jure, causa et forma quibus
 melius et efficacius sciverunt, potuerunt et debuerunt, 25
 sciuntque, possunt et debent, liti et cause de quibus pre-
 fertur ac pretenso juri quod in supratactis Castellaniis et
 ad illas a quampluribus jam retro preteritis annis habere
 pretenderunt, publice et expresse cesserunt et renuncia-
 verunt, nichil juris aut actionis sibi in illis reservantes, 30
 ut de cetero dictus dominus noster R^{mus} episcopus Leo-
 diensis hujusmodi Castellaniis in omnibus et per omnia

prout sua interest et ad eum spectat et pertinet, libere, 1516
 pacifice et quiete utatur et fruatur, supplicantes humiliter
 quatenus dictus dominus noster episcopus Leodiensis
 hujusmodi cessionem et renunciationem benigne recipere
 et admittere, necnon contenta et descripta in quadam 5
 papiri cedula Gallico idiomate concepta per eos ob hoc
 ibidem exhibita realiter et producta, ac alta et sonora voce
 lecta et publicata, || cujus etiam tenor inferius describe-
 tur, ipsis annuere et impartiri pro sua solita in eos cle-
 mentia velit et dignetur. Quapropter dictus R^{mus} dominus 10
 noster episcopus Leodiensis, pro se suisque successoribus
 episcopis Leodiensibus mox et ad statim precibus pefa-
 torum dominorum burgimagistrorum, consulum et jura-
 torum ac universitatis hominum antetacti opidi Huyensis
 acquiescens, ac viam amicabilem et concordiam unde pre- 15
 fertur amplectens, prenarratas cessionem et renunciatio-
 nem sicuti premittitur factas, prout de jure melius potuit
 et debuit et in eo est, recepit et admisit. Et ulterius, quoad
 contenta pretacte cedule papiree sicuti prefertur exhibite,
 lecte et publicate, idem dominus noster R^{mus} onus de et 20
 super hiis dicendi, faciendi, disponendi, ordinandi, arbi-
 trandi, decidendi, diffiniendi et providendi, prout nobis
 visum fuerit expedire, nobis commisit et committit, pro-
 mittens in verbo principis ratum, gratum atque firmum
 habere et tenere totum id et quicquid in et super hiis 25
 per nos dictum, factum, ordinatum, diffinitum et provisum
 foret, omnibus dolo et fraude in premissis seclusis pariter
 et semotis. De et super quibus premissis, honorabilis vir
 dominus et magister Johannes Gredin, syndicus sive pro-
 curator et eo nomine antedicti R^{mi} domini nostri, domini 30
 episcopi Leodiensis ibidem existens, de mandato, ut asse-
 ruit, ejusdem domini nostri R^{mi} sibi a notario publico sub-

signato, unum vel plura publicum seu publica fieri atque 1516
 confici peciit instrumentum seu instrumenta. Acta fuerunt
 hec in majori aula antetacti monasterii Fratrum Crucifero-
 rum Huyensis, sub anno a nativitate Domini millesimo
 quingentesimo decimo sexto, indictione quarta, mensis 5
 vero aprilis die ultima, hora Prime vel circiter, pontificatus
 sanctissimi in Christo patris et domini nostri, domini Leo-
 nis divina providentia hujus nominis pape decimi, anno
 suo quarto. Presentibus ibidem honorabilibus et providis
 viris magistro Leonardo Vels, doctore in medicinis, Hen- 10
 rico Bardoul, R^{mi} domini nostri predicti secretario primo,
 Egidio Mathei, venerabilis curie Leodiensis causarum com-
 muniū procuratore, ac pluribus aliis personis fidedignis
 testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis.
 Tenores vero cedularum Gallico ideomate conceptarum, 15
 necnon compromissi de quibus prefertur, sequuntur suc-
 cessive et sunt tales :

Ville ensemble aux Freres Minneurs en Huy — — — || et
 veullent estre ses boins, vrais subjectz et lealz serviteurs⁽¹⁾.

Fol 210 A cest journee et conclusion — — — || que ce ayt esteis 20
 en leur corps deffendant ⁽²⁾.

Ajourdhuy siexeisme jour de jenvier mil cinq cens et
 Fol. 210^{vo} seize stil de Liege. Sur les differens — — — || ordonne
 a Namur Aussy este present Groul ⁽³⁾.

Deinde anno, indictione, mense, die et pontificatu 25
 suprascriptis, hora tamen Vesperorum vel circiter ejusdem
 diei, constituti atque comparentes personaliter coram
 nobis in presentia fidelis nostri notarii subsignati, prefati

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 71, p. 372.

(2) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 72, p. 373.

(3) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 60, p. 315.

domini burgimagistri, consules et jurati ac alii generalita- 1516
tem seu universitatem hominum antedicti opidi Huyensis
representantes, petiverunt instanter et postularunt nostras
de et super contentis et narratis in cedula papirea Gallico
ideomate concepta superius copiata ferri et promulgari 5
ordinationem, declarationem ac provisionem. Et tandem
cum dicti domini burgimagistri, consules et jurati ac alii
predicti nostrum ad mandatum primo et ante omnia se
hujusmodi nostre ordinationi, declarationi et provisioni
efficaciter submisissent. promittentes per fidem suam ob 10
hoc in manu prelibati notarii legitime stipulantis et reci-
pientis vice, loco et nomine omnium et singulorum quorum
interest, intererit seu interesse poterit quomodolibet in
futurum, corporaliter prestitam, se ratum, gratum atque fir-
mum perpetuo habituros totum id et quicquid per nos 15
in et super premissis dictum, ordinatum, promulgatum,
declaratum et provisum fuerit, nos Johannes abbas et
Wilhelmus generalis supranominati, maturis desuper pre-
fatorum dominorum et magistrorum Johannis Ferret,
canonici et custodis ac vicecancellarii, necnon Egidii ⁽¹⁾, 20
officialis ac quorundam aliorum proborum virorum con-
silio et deliberatione prehabitis, petitioni prefatorum domi-
norum burgimagistrorum, consulum et juratorum alio-
rumque predictorum antetacti opidi Huyensis favorabiliter
annuentes, nostras de et super contentis et narratis in 25
supratacta papiri cedula tulimus et promulgavimus ordi-
nationem et provisionem, modo et forma in quadam papiri
cedula Gallico ideomate concepta per nos ob hoc exhibita
realiter et producta, ac alta et sonora voce lecta et publi-

(1) Gilles de Blocquerie ou de Saint-Trond.

cata, cujus tenor inferius describetur, contentis et descrip- 1516
tis. Et hiis sic peractis, dicti domini burgimagistri, con-
sules et jurati ac alii predicti generalitatem sive universita-
tem hominum antetacti opidi Huyensis representantes,
concordiam, cessionem, renunciationem, ordinationem, 5
provisionem ac omnia alia et singula premissa et prout
superius ac etiam in papiri cedula inferius copiata des-
cripta sunt || laudarunt, ratificaverunt et approbarunt, pro-
mittentes ut supra illas et illa in omnibus et singulis suis
tenoribus et punctis et prout premittitur firmiter et invio- 10
labiliter tenere, observare et adimplere nec ullo unquam
tempore contra eas et ea seu illarum aliqua quovismodo
venire, facere, procurare seu attentare, publice vel occulte,
directe vel indirecte aut quovis alio quesito ingenio vel
colore, omnibus dolo et fraude in hiis seclulis pariter et 15
semotis, renunciantes omni exceptioni doli mali, vis,
metus, fraudis, erroris et in factum actioni, conditioni
sine justa causa, et conditioni ob causam non segnatam (a)
et aliter fuisse dictum quam factum et econtra, omnibusque
aliis privilegiis, gratiis, indultis tam a jure quam ab 20
homine concessis et concedendis omnibusque juribus,
exceptionibus et defensionibus, quibus ipsi contra pre-
missa vel eorum aliqua dicere, facere, venire seu in ali-
quo se juvare, defendere vel tueri possent, et presertim
juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi pre- 25
cesserit specialis et expressa. Super quibus premissis,
supranominatus dominus et magister Johannes Gredin
nomine quo supra, sibi a prefato notario publico unum vel
plura publicum seu publica fieri atque confici petiit
instrumentum et instrumenta. In quorum omnium et sin- 30

(a) Sic.

gulorum fidem et testimonium premissorum, presentes 1516
 nostras litteras sive hoc presens publicum instrumentum
 exinde fieri et per notarium publicum infrascriptum sub-
 scribi et publicari mandavimus sigillorumque nostrorum
 jussimus et fecimus appensione communiri. Acta fuerunt 5
 hec in supratacta aula antetacti monasterii Fratrum Cruci-
 ferorum Huyensium, sub anno, indictione, mense, die, hora
 et pontificatu suprascriptis. Presentibus ibidem antenomi-
 natis magistro Leonardo Vels ⁽¹⁾, doctore, Henrico Bardoul
 et Egidio Mathei. necnon etiam Everardo de Steel, clerico 10
 Leodiensis diocesis, ac pluribus aliis personis fidedignis
 testibus ad premissa vocatis specialiter atque rogatis.

Tenor vero supratacte papiri cedula sequitur et est talis :

Sur les articles outredonnees ce jourdhuy dernier jour
 d'avril — — — sains le consent d'icelle ville ⁽²⁾. 15

fol. 241^{vo} Sic subscriptum. Et ego Laurentius Anthonius de || Lym-
 borch, clericus Leodiensis diocesis, sacra imperiali aucto-
 ritate publicus et venerabilis curie Leodiensis notarius
 et articulatur juratus, quia supratactis cessioni, renuncia-
 tioni, supplicationi, receptioni, admissioni, commissioni, 20
 cedularum superius copiatarum exhibitioni, productioni,
 publicationi, petitioni, submissioni, ordinationi, declara-
 tioni, laudationi, ratificationi, approbationi, promissioni
 et renunciationi ceterisque aliis premissis omnibus et sin-
 gulis dum sic, ut premittitur, coram reverendis patribus 25
 dominis Johanne abbate et Wilhelmo generali arbitris et
 commissariis supranominatis et per eos respective fierent

⁽¹⁾ Léonard de Weltz, médecin d'Érard de la Marck, échevin de Liège
 en 1520, décédé en 1538. Voir C. DE BORMAN, *Les échevins de la souve-
 raine justice de Liège*, t. II, p. 99. 30

⁽²⁾ C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 73, p. 375.

et agerentur, unacum prenomina- 1516
 fui, eaque sic fieri vidi, scivi et audivi, idcirco has pre-
 sentes litteras sive hoc presens publicum instrumentum
 manu alterius, me aliis arduis prepedito negotiis, fideliter
 scriptas sive scriptum, de mandato etiam dictorum domi- 5
 norum meorum abbatis et generalis exinde confeci et in
 hanc publicam formam redegi, signoque ac manu, nomine
 et cognomine meis propriis solitis et consuetis, me hic
 propria mea manu subscribente, unacum prelibatorum
 dominorum meorum abbatis et generalis sigillorum appen- 10
 sione signavi et corroboravi, in fidem, robur et testimo-
 nium omnium et singulorum premissorum, rogatus pariter
 et requisitus.

H. KNERINX, *per copiam.*

75.

15

Rome, le 15 juin 1516.

Bulle du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht. Le pape confirme les privilèges accordés à la ville par les princes-évêques de Liège, les ducs de Brabant et les empereurs d'Allemagne. Il lui accorde en outre le privilège de 20 non evocando en matière ecclésiastique et séculière; il confirme le droit de l'autorité civile d'intervenir dans l'administration des établissements de bienfaisance de Maestricht et de Wyck, et accorde aux exécuteurs de ce privilège le droit de faire comparaître devant eux les personnes qui lésaient ces 25 établissements dans leurs biens temporels.

Voir le texte de ce document et les observations que nous avons faites au sujet de la date qu'il porte, ci-dessus, *Textes*, n° 51^{bis}, p. 274.

Cologne, le 28 juin 1516.

Lettres monitoires, inhibitoires et citatoires émanées de Bernard Doernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford. Celui-ci, après avoir communiqué le texte 5 du privilège accordé au duc de Juliers-Glèves Berg par le pape Léon X et l'acte de délégation à lui faite des pouvoirs de Jean de Brempt, juge conservateur de ce prince, annule les sentences d'excommunication lancées contre l'avoué de 10 Bruggen, les échevins et justiciers de Kaldenkirchen et Bracht et le forestier de Bracht, et défend d'observer l'interdit que l'official de Liège a mis dans ces paroisses. Il enjoint à l'official de Liège ou à son remplaçant et à Denis, procureur fiscal de Liège, de comparaître devant son tribunal à Cologne, pour justifier leur conduite (1). 15

Vat. lat. 3881, fol. 176-181^{vo}. Copie très défectueuse et d'une lecture très difficile parce qu'on a collé sur les pages du ms. des feuilles de papier transparent pour assurer la conservation du ms. Cet acte comprend les documents publiés ci-dessus, *Textes*, nos 40, 41 et 45. Des observations, émanées d'un conseiller de l'évêque de 20 Liège, accompagnent le texte. Nous les avons reproduites en note. Nos recherches pour retrouver l'original ou une autre copie de ce document ont été infructueuses. Nous avons tâché de faire autant que possible la restitution du texte de la copie que nous publions; malgré nos efforts, certaines parties laissent encore beaucoup à 25 désirer. — Voir *Analyse*, n° 90.

(1) Ce document a trait aux difficultés entre le duc de Juliers et l'évêque de Liège. Voir ci-dessus, p. 237, 239 et 259 et A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 181-186.

Fol. 176 Bernardus Doernick, decretorum doctor, prepositus 1516
ecclesie Sanctorum Johannis et Dionisii Hervordensis,
Paderbornensis diocesis, in civitate Coloniensi residens,
judex et conservator jurium et privilegiorum rerumque et
bonorum Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis 5
Cliviensis, Juliacensis, Montensis et comitis Markensis etc.,
necnon nobilium Illustrissimi (a), spectabilium et provi-
dorum virorum ejusdem gratie sue habitatorum, incolarum
personarumque laicalium civitatum, oppidorum, castrorum,
villarum ac aliorum locorum temporali ditioni ejusdem Ill^{mi} 10
principis subditorum, a venerabili et circumspecto viro
domino Johanne de Brempt, jurium doctore, Sancte Sedis
apostolice prothonotario, preposito ecclesie Sancte Walbur-
gis Zut[p]haniensis, Trajectensis diocesis, judice et conser-
vatore eorundem principali (b), unacum nonnullis suis in 15
hac parte collegis cum clausula : quatenus vos vel duo aut
unus vestrum, per vos vel alium seu alios etc., a Sancta Sede
apostolica specialiter deputato (c), subdeputatus, plebanis
sive dominiorum rectoribus etc., ac universis et singulis
presbyteris, clericis, notariis et tabellionibus publicis qui 20
buscumque per civitates et dioceses Coloniensem et Leo-
diensem et alias ubilibet constitutis, Sancte Sedi apostolice
subjectis (d), [salutem] in Domino et nostris, immo
verius apostolicis firmiter obedire mandatis. Litteras com-
missionis seu subdelegationis prefati domini Johannis 25
prepositi, unacum insertione istarum litterarum apostoli-
carum moderni in Christo patris et domini nostri, domini
Leonis divina providentia pape decimi, ejus vero sigillo de

(a) Sic.

(b) *Lecture douteuse.*(c) *Le ms. porte : deputatus.*(d) *Le ms. répète ici le mot : clericis.*

rubri coloris sera oblungo impressato (a) pergameneis scriptis eisdem inferius subappendente, sigillatas et per notarium publicum privata tamen ejus manu subscriptas, sanas quidem et integras, non viciatas, non cancellatas, neque in aliqua earumdem parte suspectas, sed omni prorsus vicio et suspicione, ut prima facie apparuit, carentes nobis nuper pro parte prefati Ill^{mi} principis et domini, domini Johannis ducis etc. ac gratie sue subditorum presentatas, nos cum ea qua decuit reverentia recepisse noveritis, hujusmodi sub tenore :

- ol. 176^{vo} Johannes de Brempt etc. || venerabili et egregio viro domino Bernardo Doernick decretorum doctore — — — (1).
 Leo episcopus etc. Hodie emanarunt a nobis — — — (2).
 Leo episcopus etc. Summi dispositione rectoris — — — ||
- l. 177-178 Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quingentesimo tertio decimo, oct[av]o id. junii, pontificatus nostri anno primo (3)
- ol. 178^{vo} — — — || Datum Rome apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice [millesimo quingentesimo] tertio decimo, octavo idus junii, pontificatus nostri anno primo.
- — — Datum et actum Colonie — — — anno Domini millesimo quingentesimo decimo quarto, die mensis octobris secunda — — — || Et per me Godfridum Spormecker de Lunen, notarium et dicti domini Johannis prepositi, iudicis et conservatoris scribam.

Post quarum quidem litterarum commissorialium sive subdelegatorialium preinsertarum presentationem et recep-

(a) *Le ms. porte : impressalis, lecture d'ailleurs douteuse.*

(1) C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 46, p. 259.

(2) C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 40, p. 237.

(3) C'est le document publié ci-dessus. *Textes*, n° 41, p. 239.

tionem nobis et per nos ut premittitur factam ac illarum 1516
vigore, querelam gravem pro parte validi viri Ade Haekself,
advocati in Bruge, Ade Smetz, Johannis Scher, Jhergardi
Kout de Kaldekirchen (a), Hermannii Werts, Johannis Hoy-
hen, Henrici de Heimtinghen, Henrici Cremer de Brach, 5
justiciariorum secularium scabinorum, Petri Hoihen,
forestarii de Brach (b) recepimus, inter alia continentem
in effectu quod licet verum sit quod Ill^{mi} principis et do-
mini, domini Johannis ducis Clivensis, Juliacensis et Mon-
tensis, domini (c) in Bruggen (d), Kaldeki[r]ken, Wassen- 10
borch et Bracht, subditi et incolae dominiorum predictorum
sint a Sancta Sede apostolica singulari privilegio muniti et
dotati (e), ut per nullum judicem ordinarium, delega-
tum seu quemcumque alium possint, debeant aut valeant 15
conjunctim sive divisim super quibuscumque causis crimi-
nalibus, civilibus, excessibus meris mixtis prophanis ad
forum ecclesiasticum non spectantibus de jure a quo con-
trahi, evocari, citari, moneri, interdici, suspendi, excom-
municari sive cessio a divinis mandari, dummodo parati
fuerint coram eorundem iudice sive domino de queru- 20
lanti juri stare et coram illo umquam eosdem impetere
volentibus in judicio respondere, seu alias agere volentibus
justicia non fuerit denegata, mandavitque idem sanctissi-
mus dominus noster papa et statuit (f) interdicta etiam ordi-
naria et quacumque (g) auctoritate posita sive cessio[nem] 25

(a) Suit dans le ms. : et Bracht, mais ces mots sont raturés.

(b) En marge : Isti sunt malefactores. — Cette note marginale, comme celles qui suivent, émanent d'un conseiller de l'évêque de Liège.

(c) Le ms. porte : domino.

(d) Le ms. porte : Vuiggen.

(e) En marge : In falsum narras et vide commissionem apostolicam.

(f) Le ms. porte : statuens.

(g) Le ms. porte : quecumque.

a divinis in dictis dominiis et subditis minime poni, et si 1516
 que posita fuerint, subditos ad illorum (a) observationem
 nullatenus teneri, derogans nichilominus quibuscumque
 statutis sinodalibus, provincialibus aut constitutionibus
 in contrarium facientibus quibuscumque, et si a quoquam
 contra privilegium, exemptionem, decretum et constitutio-
 nem predicta aliquid attemptatum fuerit scienter et igno-
 ranter, id totum et qui[d]quid factum fuerit idem sanctissi-
 mus dominus noster papa, exnunc prout extunc et extunc
 prout exnunc, cassum et irritum et inane decrevit; sitque 10
 verum quod, licet predicta fuerint et sint ubique vulgaria
 et notoria, fuerit tamen paucis diebus elapsis quedam carta
 papirea privata sive cedula affixa reperta quibusdam valvis,
 in qua (b) continetur quod officialis Leodiensis, ad impor-
 tunam instanciam cujusdam Dionisii, asserti (c) procuratoris 15
 fiscalis curie predictae, conquerentes excommunicaverit ac
 cessum a divinis et interdictum in dictis locis posuerit,
 pro et ex eo [quod] quidam Gerardus Scemer laicus in
 dicto districtu Brugghe [captus] dicebatur, auctoritate quo-
 rumdam || statutorum assertorum dicte ecclesie Leodien- 20
 sis, cum tamen verum sit preter (d) id et absque eo quod
 idem Gerardus captus detineatur aut existat, aut per captu-
 ram suam, si que facta fuit (e), dicti conquerentes excesse-
 runt, quinyimo ab excessibus et criminibus quibuscumque
 propter que ut tales denunciari, interdici siue suspendi aut 25
 cessatio fieri debeat vel possit, se semper abstinuerunt,
 prout abstinere de presenti, preter id etiam et absque eo

(a) *Le ms. porte* : ulorum.

(b) *Le ms. porte* : quibus.

(c) *Le ms. porte* : asserti.

(d) *Le ms. porte* : propter.

(e) *Le ms. porte* : sint.

quod pretense impetranti si qua realis facta est umquam 1516
 iusticia in dictis dominiis denegata fuerit, cum predicti
 conquerentes (a) semper fuerunt, prout hodie existunt
 parati cuilibet eosdem conjunctim vel divisim impetere
 volenti in iusticia et coram suo competenti iudice juri 5
 stare, quarum cartarum pretextu rectores dominiorum
 locorum pretactorum pretensam (b), absque eo quod adhuc
 eis constiterit aut constet de reali decreto pretensi mandati
 declaratorii de quo pretensa carta commemorat, cui pre-
 tense carte ipsi nec quivis alius fidem dare possunt neque 10
 debent, cessionem a divinis servarunt, et aliquibus diebus
 servarunt (c), et si quidem mandatum de quo pretensa carta
 mentionem facit revera in rerum natura existeret et prout de
 jure publicatum esset, adhuc multimodo et late officialis
 ipse fimbrias habenarum laxavit, interdictum ponendo sive 15
 decernendo ultra cessum, cum presentium id statutum (d)
 loquatur dumtaxat in suspensione organum, que non intel-
 ligitur de interdicto et cessione simplici, quin ymo etiam
 nullo monitorio previo, nullo ritu processu quo (e) in decla-
 rationibus de jure requiritur servato, sed nulliter, temere 20
 quidem, et ut verius creditur, ad exhauriendum pecuniam,
 non [amore] (f) justitie sed zelo cupiditatis (g), in conque-

(a) *En marge* : Non agitur super principali negotio sed fiscus reverendi
 domini mei (sic).

(b) *Interprétation douteuse.*

25

(c) *Sic.*

(d) *En marge* : Vide statutum quia falsa narras, nam in statuto, cum
 constiterit investito loci seu ejus deservitori, mandatur debere cessare a
 divinis absque mandato.

(e) *Sic On pourrait corriger peut-être* : rite processu qui.

30

(f) *Dans le ms. le mot est illisible*

(g) *En marge* : Tu dicis domino meo R^{mo} injuriam et officiali suo,
 dicendo causa cupiditatis.

rentium ipsorum injuriam, divini cultus diminutionem et 1516
 impedimentum, nulliter quidem et de facto (a), immo in (b)
 animarum suarum gravia pericula dictorumque conqu-
 erentium dampnum non modicum et jacturam; quare
 fuerimus pro parte ipsorum conquerentium instanter requi- 5
 siti quatenus ipsis in, de et super premissis de opportuno
 juris[remedio]providere ipsisque monitionis et inhibitionis
 penale et citationis mandatum contra prefatos dominos
 officialem et Dionisium Dionisii fiscalem et seu ejusdem
 officialis vicesgerentem sive locumtenentem (c) generalem 10
 aliosque in premissis culpabiles in forma consueta aliasque
 infrascripta decernere et concedere, ipsamque declara-
 tionem sive excommunicationis sententiam ac cessionem a
 divinis, [que] per interdictum respective contra dictos
 conquerentes forsitan lata et posita fuerint, revocare, cassare 15
 et annullare, et quatenus opus fuerit et seu esset, eosdem
 conquerentes ab hujusmodi censuris et penis, si que sint et
 Fol. 180 dici mereantur, absolvere vellemus et dignaremur. || Nos
 igitur Bernardus, prepositus, iudex, conservator antedictus,
 attendentes requisitionem (d) hujusmodi fore justam et 20
 rationi consonam, quodque justa petenti non sit denegandus
 assensus, et quod illa que de facto fuerint de facto tollantur
 tollique debeant de jure (e), hujusmodi monitionis et inhi-

(a) *Le ms. porte* : fecto.

(b) *Le ms. porte* : ne.

25

(c) *Le ms. porte* : gerentem sanctorum tenentem.

(d) *Le ms. répète le mot* : requisitionem.

(e) *En marge* : Vide conditionem tuam tibi per judicem delegatum
 factam et sibi per Sedem apostolicam concessam, an possis aut valeas
 absolvere, cessum relaxare, parte non vocata, posito etiam quod hujus- 30
 modi indultum prejudicativum esset domino meo R^{mo}, tamen ex quo in
 que suam concerneret jurisdictionem ipse vocari deberet, sed non
 prejudicat.

bitionis penale ac citationis mandat[um] in et sub forma 1516
 infrascripta decrevimus et concessimus ne non hujusmodi
 excommunicationis sive declarationis sententiam que con-
 tra eosdem conquerentes lata sint et cessionem a divinis in
 dictis locis ac mandata et interdicta quaecumque, quem- 5
 cumque et quodcumque et qualiacumque premissorum
 occasione taliter qualiter pretenditur posita, decreta et
 fulminata, in vim clause sive clausularum irritantium in
 preinsartis litteris commissorialibus apostolicis contente
 sive contentarum, revocavimus, cassavimus et annullavimus 10
 et irritavimus, illamque et illa unacum omnibus inde
 secutis revocata, annullata et irritata nullaque (a) decerni-
 mus, eosdem conquerentes et eorum quemlibet ab hujus-
 modi censuris et penis, si quibus auctoritate ejusdem
 domini officialis Leodiensis et ejus locumtenentis, ad 15
 ejusdem domini Dionisii asserti fiscalis instantiam, premis-
 sorum occasione innodati (b) existant, inde nomine (c) ab-
 solvimus (d) et sancte matris Ecclesie unitati, communioni
 christifidelium et participationi sacramentorum ecclesias-
 ticorum simpliciter et ad cautelam et quatenus indigeant 20
 restituimus, prout decernimus, concedimus, revocamus,
 cassamus, annullamus, irritamus et absolvimus per presen-
 tes atque restituimus. Hinc est quod vobis et cuilibet
 vestrum in solidum, in virtute sancte obedientie et sub
 excommunicationis pena districte precipiendo committi- 25
 mus et mandamus quatenus auctoritate nostra hujusmodi,
 ymo verius apostolica nobis in hac parte commissa et qua
 fungimur, ad prefatorum conquerentium et impetrantium

(a) *Le ms. porte* : ullamque.

(b) *Le ms. porte* : innodate.

(c) *Ne faudrait-il pas suppléer* : quo supra ?

(d) *En marge* : Facis id quod in facultate tua non est.

principalium instantiam, moneatis et requiratis (a) sub sus- 1516
 pensionis a divinis et excommunicationis penis majoris
 [et] viginti milium ducatorum de Camera, pro [una] erario
 Camere apostolice et ejus fisco, pro reliqua medietatibus (b)
 eisdem conquerentibus si commissa fuerit applicandorum 5
 [et] rependendorum, supranominatos dominum officialem
 curie Leodiensis et seu ejus locumtenentem generalem ac
 Dionisium assertum fiscalem ex adverso principales (c)
 omnesque alios et singulos sua communiter vel divisim
 interesse habere pretendentes in premissis et circa ea culpa- 10
 biles vobis per latorem presentium in specie et nominatim
 nominandos et seu specificandos, in eorum propriis
 personis, si eorum presentia[m] commodè habere poteritis,
 Fol. 180^o alioquin || in hospitibus habitationum suarum, si ad ea
 vobis tutus pateat accessus et abinde recessus, sin autem 15
 in parochialibus ecclesiis in quibus degunt et morantur
 aliisque ecclesiis et locis publicis convenientioribus et
 tutioribus ubi id tutius [et] commodius fieri potest et
 debet, sub astanti testimonio personarum competentium,
 prout et nos eosdem et eorum quemlibet sub similibus cen- 20
 suris et penis presentium serie sic monemus et requirimus,
 ut infra tres dies vestram monitionem hujusmodi et pre-
 sentium executionem ipsis modo premissis et seu alias (d)
 factam proxime et immediate sequentes, quorum trium
 dierum duos, unum pro primo, unum pro secundo ac 25
 reliquum tertium diem pro tercio et ultimo terminoque
 peremptorio competenter prefigatis et assignetis, prout et

(a) *Le ms. porte* : inquiratis.

(b) *Le ms. porte* : pro erario camere apostolice et ejus fisco, pro quo
 reliqua medietatibus.

(c) *Le ms. porte* : principalibus.

(d) *Le ms. porte* : alios.

nos eisdem et eorumdem cuilibet (a) prefigimus et assi- 1516
 gnamus, hujusmodi omnia [et] singula mandata et processus
 quoscumque sicut pretenditur adversus eosdem conquere-
 rentes et impetrantes per eos et eorum quemlibet decreta,
 concessa et obtenta (b) a molestacionibus, vexationibus et 5
 impedimentis eisdem conquerentibus, quominus ipsi
 hujusmodi indultis et facultatibus sive privilegiis et
 exemptionibus habere, uti, frui, fungi et gaudere possint et
 valeant prestatas et factas ac prestatas et factas, unacum
 omnibus inde secutis, animo non reiterandi sive innovandi 10
 tollant, cassent, revocent, annullent, irritent et deponant,
 nosque de cassatione et revocatione hujusmodi certificent,
 ac quilibet eorum, in quantum in eo est, tollat, casset,
 irritet, revocet, annullet et deponat ac certificet realiter et
 cum effectu; monentes nichilominus [et] requirentes sub 15
 similibus penis et censuris modo premissis applicandis,
 omnes et singulos plebanos, viceplebanos, capellanos,
 domineorum (c) rectores seu locumtenentes eorumdem
 ibidem in Bruge, Kaldenkerkan et Bracast aliisque locis
 publicis Deo dicatis quibuscumque, quatenus mox et ad 20
 statum recepti presentibus, sub eisdem et eorum quilibet
 copiis presentium insinuatis et publicatis (d), a cessione
 divinorum et pretensi interdicti observatione cessent et
 omnimodo penitus et omnino desistant, illa seu illud dein-
 ceptis et ab hac hora in antea non observantes seu tenentes; 25
 inhibentes (e) nichilominus eisdem domino officiali Leo-

(a) *Le ms. porte* : quilibet.

(b) *Le copiste doit avoir omis ici un passage.*

(c) *Sic.*

(d) *Sic. On pourrait corriger peut-être* : ad statim receptis presentibus, 30
 eisdem et eorum quibuslibet copiis presentium insinuatis et publicatis.

(e) *En marge* : Mandas absque mandato.

diensi et ejus locumtenenti ac Dionisio asserto fiscali 1516
 omnibusque aliis et singulis supradictis in premissis culpa-
 bilibus, vobis per latorem presentium in specie nominandis
 de quibus opus fuerit, et signanter abbati Sancti Jacobi
 Leodiensis aliisque quibuscumque se pro conservatoribus 5
 jurium et privilegiorum, rerum et honorum R^{mi} domini

Fol. 181 episcopi Leodiensis et cleri || ejusdem episcopi Leodiensis
 gerentibus vobis etiam per latorem presentium nominatim
 et in specie designandis et specificandis, sub similibus
 censuris et penis modo premissis applicandis, prout et nos 10
 eisdem sic presentium serie sub eisdem censuris inhibemus,
 ne ipsi seu eorum alter premissa vel eis in effectu secuta
 aut quicquam aliud quod in prejudicium ipsorum con-
 querentium ac privilegiorum apostolicorum predictorum
 enervationem, in ludibrium, vilipendium et contemptum 15
 tendere (a) sive vergere possit aut valeat, ulterius in causa
 seu causis hujusmodi ac partes inter ipsos habentium (b)
 predictis decernentes, quicquam statuentes, indicentes,
 concedentes seu sentenciantes aliasque et alia facientes
 attemptare sive innovare audeant sive presumant aut alter 20
 eorum audeat (c) sive presumat per se, alium seu alios,
 publice vel occulte, directe vel indirecte, quovis ad hoc
 quesito ingenio vel colore; citantes insuper peremptorie
 coram nobis Colonie, in et ad curiam sive domum habita-
 tionis nostre solite residentie apud conventum Fratrum 25
 Predicatorum civitatis Coloniensis sitam vulgariter Koder-
 ruben nuncupatam supra nominatos, monitos, requisitos
 et inhibitos ad ipsorum conquerentium instantiam, ad
 quintam diem juridicam cursum sive terminum moni-

(a) *Le ms. porte* : delubrium... contentum tondere.

30

(b) *Sic.*

(c) *Le ms. porte* : audiat.

tionis predictæ proxime sequentem, si juridica fuerit (a) et 1516
 nos pro tribunali sederimus, alioquin proximam diem
 juridicam (b) ex tunc immediate subsequenter et ad horam
 iudicii sive audientie causarum coram nobis consuetam, ad
 dodendum per fidem legitimam coram nobis faciendam de 5
 huiusmodi nostris monitionibus et inhibitionibus penali
 mandato quoad effectum monitorii realiter et cum effectu
 in omnibus et per omnia paruisse et obtemperasse, alioquin
 a[d] videndum se penas et censuras inibi contentas dampna-
 biliter incidisse et incurrisse declarari, litterasque neces- 10
 sarias et oportunas decerni et concedi, vel ad dicendum et
 allegandum, tamen si quam habuerunt rationabilem et in
 jure stabilitam sive fundatam, [causam] quare ad premissa
 minime teneantur, eisdem conquerentibus ad hoc legitime
 vocatis, [et] eadem preinserta per nos minime fieri debeant 15
 aliasque faciendi fierique videndi et audiendi quod justum
 fuerit et ordo dictaverit rationis, cum intimatione debita et
 consueta; certificantes nichilominus eosdem monitos,
 requisitos, inhibitos et citatos quod sive in terminum
 citationis huiusmodi ut premissum est comparuerint sive 20
 non, nichilominus ad partium (c) comparentium tamquam
 seu causas huiusmodi prosecui querentium instanciam, ad
 Fol. 181v° premissa omnia et singula illorumque ¶ ulteriorem conti-
 nuationem sive declarationem, illiusque aggravationem,
 interdicti positionem auxiliique brachii secularis invoca- 25
 tionem ac alias prout justum fuerit, et aliter deinceps

(a) *Le ms. porte* : fuerint.

(b) *Le ms. répète ici les mots* : cursum sive terminum monitionis
 predictæ proxime sequentem. *Ils sont dans le ms. entre les deux syllabes*
du mot : va-cat.

(c) *Le ms. porte* : partes.

preter quam in valvis seu portis majoris ecclesie et aule (a) 1516
 archiepiscopalis, ad instar edictorum publicorum que olim
 in albo pretorio scribebantur, ut moris est, et (b) non
 vocatis sive citatis, procedemus et seu procedi faciemus.
 justitia mediante, eorumdem opponentium absentia sive 5
 contumacia in aliquo nonobstante, rem, litem vige (c) ac
 diem, modum et formam executionis presentium unatum
 nominibus et cognominibus monitorum, inhibitorum et
 citatorum, nobis remissis presentibus, quanto citius pote-
 ritis liquide rescribentes. Datum Colonie sub sigillo nostro 10
 presentibus inferius in fidem et testimonium omnium et
 singulorum premissorum ap[p]endente, sub anno Domini
 millesimo quingentesimo decimo sexto, die mensis junii
 vicesima octava.

Sic subscriptum : Per me Godefridum Sprimecker de 15
 Lunnen notarium.

Collationata et auscultata est presens copia cum suo vero
 originali et concordat cum eodem de verbo ad verbum per
 me, Leonardum Pistoris alias Becker de Lunnen, notarium
 publicum, quod protestor hac scriptura manu mea propria. 20

Executum die Petri et Pauli apostolorum, per dominum
 Bartholomeum Gruyther per ostensionem originalis man-
 dati et illius presentis copie traditionem (d).

(a) *Le ms. porte* : auli.

(b) *Lisez* : etiam, ou *supprimez* et.

25

(c) *Sic*. ?

(d) *A la fin du document se trouve cette note* : Obviam venit isto in
 tempore per dominum meum R^{mum}, nam in isto negotio non sum fiscus,
 attamen pro domini mei interdictione prout in missiva transmissa
 enarravi, certam habeo aliam copiam, quam per clericos meos fieri feci. 30
 Tradidi domino Jacobo Obrecht ad conficiendum appellationem, sed
 videantur quante clause mandati, quod omnino iniquum est et videantur
 supra annotata.

Rome, le 23 juillet 1516.

Bref du pape Léon X à l'archidiacre de Famenne et au prévôt du monastère de Saint-Jacques sur Caudenberg. Il leur ordonne de mettre sous sequestre tous les revenus des bénéfices que possédait, de son vivant, Lambert d'Oupey, à raison des contestations qui se sont élevées au sujet de l'archidiaconat de Brabant entre le cardinal Antoine Ciochi et Antoine de la Marck. 5

Vat. lat. 3881, fol. 325v°-326. Copie. — Voir Analyse, n° 194. 10

Fol. 325v°

Exemplum sequestri.

Dilectis filiis archidiacono Famenne in ecclesia Leodiensi ⁽¹⁾ et preposito monasterii, per prepositum gubernari soliti, Sancti Jacobi de Frigidomonte opidi Bruxellensis, Cameracensis diocesis, vel eorum alteri, Leo papa 15 decimus. Dilecti filii salutem et apostolicam benedictionem. Cupientes litibus et scandalis etiam que ex perceptione fructuum archidiaconatus Brabantie in ecclesia Leodiensi ac aliorum canonicatum et beneficiorum || que 20 quondam Lambertus Doupey, dum viveret, obtinebat queque speciali reservatione ⁽²⁾ nostra precedenter ad dilec-

⁽¹⁾ C'était à ce moment Jean de Loemel. Voir ci-dessus, p. 296 note 1. C'est lui qui s'occupait de cette affaire, au sujet de laquelle on trouvera les explications nécessaires dans A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 67, note 2.

⁽²⁾ On trouvera le passage le plus important du bref pontifical daté du 8 août 1515 par lequel Léon X réservait au cardinal au titre de Sainte-Praxède, Antoine Ciochi del Monte, tous les bénéfices de Lambert d'Oupey, dans J. PAQUIER, *o. c.*, p. 47, note 4. Comme il ressort de ce document, Antoine Ciochi avait, sur les entrefaites, opté pour le titre cardinalice de Saint-Vital. Voir ci-dessus, p. 353, note 1. 30

tum filium nostrum Anthonium, tituli Sancti Vitalis, 1516
 Umbrie Perusieque legatum, Sancte Romane ecclesie cardi-
 nalem, pleno jure pertinere nobis constat, cum illa ut
 prefertur dispositioni nostre, quam primum vacarent,
 reservaverimus, et eidem Anthonio cardinali per eum, 5
 quoad viveret, tenenda, regenda et gubernanda, cum vaca-
 rent, commendaverimus, inter cardinalem ipsum et quem-
 dam Anthonium de la Marche ⁽¹⁾, ut accepimus, in archi-
 diaconatu predicto intrusum, vel alios intrusos vel intru-
 dendos, exoriri possent, obviare et dicti cardinalis, ut par 10
 est, indemnitati consulere, de vestra fide atque probitate
 plurimum in Domino confisi, devotioni vestre per presentes
 committimus et mandamus ut vos vel alter vestrum, visis
 presentibus, dictorum archidiaconatus et aliorum benefi-
 ciorum ut prefertur, dicto cardinali, de nobis et apostolica 15
 Sede optime merito, reservatorum omnes et singulos fruc-
 tus, redditus et proventus tam preteritos quam existentes
 et futuros, nomine et auctoritate nostris exigatis et reci-
 piatis, denique illos penes aliquam personam seu personas
 fide et facultatibus idoneas per vos eligendas sub sequestro 20
 cum debita etiam inventarii descriptione teneri et diligenter
 conservari faciatis, nemini relaxandos, donec aliud a
 nobis habueritis in mandatis, qui parati sumus illos assi-
 gnari facere illi cui beneficia ipsa, via juris, adjudicata
 fuerint, contradictores per censuras ecclesiasticas et alia 25
 remedia, appellatione postposita, compescendo, invocato
 etiam ad hoc si opus fuerit auxilio brachii secularis; con-
 trariis non obstantibus quibuscumque. Datum Rome apud

(1) Antoine de la Marck, neveu de l'évêque Érard et chanoine de la cathédrale de Liège, décédé en 1530. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, 30 o. c., p. 604 et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, o. c., t. III, p. 20.

Sanctum Petrum, sub anulo piscatoris, die vicesima tertia 1516
 julii [anno] millesimo quingentesimo decimo sexto, ponti-
 ficatus nostri anno quarto.

Sic signatum : Bambus ⁽¹⁾.

78.

5

Février-juillet 1516.

*L'évêque de Liège, Érard de la Marck, transmet au cha-
 pitre de l'Église cathédrale de Liège les observations qu'il a
 faites sur une instruction qui lui a été communiquée par
 Thomas Courouble, au nom du roi d'Espagne, Charles, au 10.
 sujet des indulgences que le pape Léon X avait accordées à
 celui-ci, et sur une instruction d'un nommé Willibrord sur
 la même matière.*

Vat. lat. 3881, fol. 169-170v°. Copie.

Ce document est sans date. Il est postérieur à l'avènement de 15
 l'archiduc Charles au royaume d'Espagne, à la mort de Ferdinand
 le Catholique, le 23 janvier 1516. D'autre part, dans l'instruction
 de Gilles de Blocquerie à Aléandre, du mois d'août-septembre 1516
 (ci-dessous, n° 82), il n'est plus question, comme dans ce document,
 de la légitimité du fait de la prédication des indulgences, mais des 20
 abus auxquels cette prédication donne lieu. Nous croyons donc
 pouvoir placer ce document pendant la première moitié de l'an-
 née 1516. — Voir *Analyse*, n° 84.

fol. 169 Comparens coram venerabilibus viris dominis decano et 25
 capitulo Leodiensi magister Johannes Baptista Aleander ⁽²⁾

(1) Pierre Bembo.

(2) C'était le frère de Jérôme Aléandre qui l'appela à Liège et songea
 un moment de l'envoyer à Rome pour remplir la mission dont lui-même

exponit quod cum R^{mo} domino Leodiensi fuerint presen- 1516
tate quedam littere credentie Ill^{mi} domini regis Hispania-
rum unacum quadam instructione super facto publica-
tionis indulgentiarum eidem regi a Sancta Sede apostolica
concessarum ⁽¹⁾, per quemdam magistrum Thomam Cou- 5
rouble, procuratorem et nuncium ad hoc a predicto rege et
commissario ipsarum indulgentiarum deputatum, et cum
idem R^{mus} in hoc facto non intendat sine consilio capituli
sui procedere, prout etiam hactenus non processit, quia
ipsorum dominorum de capitulo negotium et interesse con- 10
cernit, ideo predicto magistro Johanni Aleandro actenus
dedit in mandatis ipsis exponere et declarare mentem sue
R^{me} dominationis super contentis in hujusmodi instruc-
tione, reponendo tamen omnia et singula in dispositione
prefatorum dominorum de capitulo ad super hujusmodi 15
instructione prout eis juris et equitatis esse videbitur res-
pondendum; quare nomine quo supra, declarando eidem
sue R^{me} dominationi mentem in scriptis, satisfaciendo decla-
rationi prelibatorum dominorum de capitulo, presentem
cedulam ad singulos articulos prout idem R^{mus} dominus 20
sibi commisit respondendum, producit.

Ad primum articulum incipientem : Primo quod alias
etc. ⁽²⁾. Dicit eundem R^{mm} dominum quoad hoc, quod

se chargea, au mois de mars 1516. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de
la Marck, du 29 janvier 1515 (1516), dans J. PAQUIER, *o. c.*, p. 8. Voir 25
L. Rocco. *Motta di Livensa e suoi dintorni*, p. 234 et 311. Trévise,
1897. Jean-Baptiste Aléandre arriva à Liège après le 7 décembre 1515.
Voir la lettre de Jérôme Aléandre à Érard de la Marck du 7 décem-
bre 1515, dans J. PAQUIER, *o. c.*, p. 98-99.

⁽¹⁾ Voir ci dessus, p. 296, note 1.

⁽²⁾ Nous ne possédons pas le texte de l'instruction dont les différents
points sont signalés ici.

missus fuerat nuntius ad intimandum transumptum bulle 1516
indulgentiarum pro parte regis Castelle impetratarum, se
referre ad factum. In quantum autem dicitur quod tran-
sumptis stari debeat, dicit de jure illis stari non debere
circa hoc, tamen refert se ad declarationem capituli sui et 5
ad dispositionem juris.

Ad secundum incipientem : Quodque idem nuntius etc.
Dicit quod concernit factum alienum et ergo refert se ad do-
minum sigilliferum, cui facta dicitur hujusmodi intimatio.

Ad tertium incipientem : Convocatis etc. Dicit quod sibi 10
nec originales nec transumpte littere unquam fuerunt
presentate nec intimatio asserte presentationis sibi per
capitulum facta ; idcirco ad capitulum hujus articuli dispo-
sitionem specialiter committit.

Ad quartum incipientem : Quibus visitatis etc. Dicit se 15
pro constanti habere hujusmodi accusatam dilationem non
sine rationabilibus causis per capitulum et officiatos suos
fuisse factam, tum maxime quod audivit nuntium qui
venerat pro approbatione habenda, se nullam habere com-
missionem aut mandatum exponendi aut responsum acci- 20
piendi super quibusdam dubiis que habebant iidem domini
de capitulo ⁽¹⁾ dixisse.

Ad quintum incipientem : Que dilatio etc. Dicit idem
R^{mus} quod nullum fuisset generatum prejudicium domino
regi vel potius suis in hoc negocio commissariis si, prout 25
juris est, littere originales per prius exhibite et illarum
examinatio facta atque littere testimoniales ab ipso ut loci
ordinario obtente fuissent.

(¹) Il est fait allusion peut-être aux faits signalés dans la lettre de Jean
de Loemel au chapitre de l'église cathédrale de Liège, du 16 novem- 30
bre 1515. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 56, p. 295.

Ad sextum incipientem : Et ita videns etc. Dicit quod 1516
 attentis premissis et aliis de jure attendendis, hujusmodi
 publicatio fuerit illicita et per neminem unquam etiam
 legatum de latere in prejuditium ordinarii et ecclesie
 Leodiensis attemptata. 5

Ad septimum incipientem : Et ita paruit etc. Dicit consti-
 tutioni : Abusionibus ⁽¹⁾ allegata aliisque juris dispositioni-
 bus provincialibusque et sinodalibus statutis a Sancta Sede
 apostolica approbatis nullatenus fuisse paritum aut secun-
 dum illorum dispositionem in hoc negotio processum, 10
 referens se ad eorundem contenta et capituli atque jurispe-
 ritorum dictamen.

Ad (a) octavum incipientem : Et quia etc. Dicit idem R^{mus}
 se juste conquestum fuisse et adhuc conqueri maxime sua
 ecclesieque sue jurisdictio et auctoritas ledatur (b). 15

fol. 169^{vo} Omisso nono quia dominum non concernit, ad decimum
 incipientem : Et insuper etc. Dicit idem R^{mus} se nunquam
 litteris apostolicis sibi legitime presentatis opposuisse nec
 illarum approbationem distulisse, prout nec litteris domini
 regis, modo legitime sibi presententur, sese opponere 20
 quinyimo eidem plus quam aliis gratificare et complacere
 intendit, salva tamen juris, statutorum sinodali ac pro-
 vincialium necnon longissime consuetudinis dispositione,
 quibus idem dominus R^{mus}, etsi regi complacendo vellet,
 attamen derogare non posset. Quod si alias ullo unquam 25

(a) *Le ms. porte* : Aut.

(b) *Sic. On pourrait lire* : maxime [quod] sua..... ledatur.

(1) Il est fait allusion aux dispositions prises par le pape Clément V sur
 les *quaestores eleemosynarum*, ou prédicateurs d'indulgences, qu'on
 trouvera c. 2, *Abusionibus*, Livre V, titre IX, *De poenitentiis et remis-* 30
sionibus des Décrétales Clémentines.

tempore actum vel observatum foret argui posset quod 1516
nodum (a) in cirpo (1) quereretur.

Ad undecimum incipientem : Ad finem etc. Dicit quod
juri suo ordinario innitendo nemini injuriam fecerit aut
turbationis causam legitimam prestiterit, quodque hujus- 5
modi suis mandatis neminem in specie tetigerit sed gene-
rale mandatum ex jure, statutis provincialibus ac longis-
sima consuetudine fundatum decreverit de cujus injustitia
ubi informari poterit, contrario imperio revocabit omnis-
que turbationis occasio cessabit, cujus idem dominus R^{mus} 10
non auctor, sed prout ecclesiasticum principem decet,
pacator et sedator perpetuo esse intendit.

Ad duodecimum incipientem : Propter quam etc. Dicit
se nunquam honestas conditiones tractandi presens nego-
cium aut concordandi refutasse illasque adhuc quantum 15
jure poterit, ubi sibi pro parte domini regis seu alias pro-
ponentur, acceptare velle.

Ad decimumtercium incipientem : Exhortantur etc. Dicit
prout in decimo dixit, et quod paratus semper fuit et de
presenti existit promovere negotium hujusmodi indulgen- 20
tiarum in sua diocesi et quecumque obstacula et impedi-
menta, uti predixit, revocare, modo illa sine derogatione
juris communis ac diocèsani necnon ecclesie sue prejuditio
facere poterit.

Ad instructionem super instructione doctoris Willi- 25
brordi :

Ad primum articulum incipientem : Super previa etc.

(a) *Le ms. porte* : nondum.

(1) Chercher un nœud dans un jonc, c'est-à-dire chercher une chose
impossible à trouver, faire des difficultés là où il n'y a pas de raison d'en 30
faire.

Dicit se nunquam vidisse illum nuntium : propterea domini 1516
de capitulo qui eum viderunt respondeant super ejus
honestate et idoneitate.

Ad secundum incipientem : Et quod dicitur etc. Dicit
quod erroneum sibi non videtur si, ad obviandum erroribus 5
et animarum periculis, insolitis et exorbitantibus prima
fatie principum rescriptis insolitas etiam clausulas conti-
nentibus fides non detur, et propterea originales littere ad
effectum juris exigantur, illeque per singulas dioceses prout
juris est transsumantur. Et profecto videtur domino R^{mo} 10
quod litterarum originalium debitam presentationem pre-
textu asserti metus objectionis recusare, sit objectum sibi
in cirpo nodum querere.

Ad tertium incipientem : Et quod originales etc. Dicit
excusationem istam⁷ satis esse frigidam. Verum ut omnis 15
cesset excusatio vel altricatio, contentus est dominus R^{mus}
portitorem litterarum originalium pro parte domini regis
vel commissariorum deputandum a limitibus patrie sue
usque Leodium cum sufficienti salvo conductu adducere et
reducere. 20

Ad quartum incipientem : Insuper etc. Dicit litteras
ipsius domini regis prius fuisse publicatas in diocesi sua
Leodiensi quam venisset Leodium nuntius ad insinuandum
illas, et propterea ad simplicem relationem nuntii contra
veritatem factam, ubi alia non suppetebat probatio, durum 25
fuit quempiam probum virum falsitatis arguere.

Fol. 170 Ad quintum incipientem : Super alio etc. Dicit quod
attentis allegatis hujus articuli, potuisset saltem unus
commissariorum Leodium cum originalibus litteris ve-
nisse, et dispositioni juris atque longeve consuetudinis 30
satisfecisse. Nec debebant dicti commissarii ab eo quod
hactenus per omnes et singulos Sedis apostolice commis-

sarios atque legatos etiam de latere, ut plurimum per se 1516
 ipsos et in propriis ipsorum personis ad dictam civitatem
 et ecclesiam Leodiensem unacum originalibus commissio-
 num suarum litteris comparentes, actum et gestum ipsisque
 congruum et juri consonum fuit visum merito, recessisse et 5
 novis atque insolitis modis hujusmodi indulgentiarum
 publicationem contra juris ordinem fecisse.

Fol. 170^{vo} *Responsio ad articulos per Consilium principis missos ad
 R^{mum} super facto indulgentiarum, productum per me Joan-
 nem Baptistam Aleandrum dominis de capitulo.* 10

79.

Vers le milieu de l'année 1516.

*Lettres de Jean Staffileo aux abbés de Saint-Laurent, de
 Saint-Jacques et de Beurepart, à Liège. Il leur expose
 d'abord les incidents du procès pendant entre Érard de la 15
 Marck et le clergé secondaire liégeois, et leur communique les
 suppliques adressées aux papes Jules II et Léon X par les
 deux parties. Il déclare ensuite qu'à la requête de Jean
 Stephani, substitut du procureur principal de l'évêque de
 Liège, Mathieu de Lancisiis, il a déclaré que Thomas Regis, 20
 procureur du clergé secondaire liégeois, était contumace. Il
 ordonne enfin à ces abbés ou à l'un d'eux de faire mettre à
 exécution les lettres de compulsoire qu'il a lancées contre le
 clergé secondaire, comme si celles-ci ne contenaient aucune
 mention d'un délai dans lequel l'exécution pouvait se faire. 25*

Vat. lat. 3881, fol. 236-245^{vo}. Copie très défectueuse. Beaucoup
 d'additions ont été faites en marge, que nous avons reprises dans le
 texte. La lecture de ce document est d'autant plus difficile que l'on
 a collé sur les pages du ms. des feuilles de papier transparent, afin

d'assurer la conservation du ms. Ce document contient les actes publiés ci-dessus, nos 32, 33, 52 et 53. 1516

Ce document est sans date. On pourrait peut-être le dater du mois d'octobre 1515, époque où il est question dans la correspondance d'Aléandre de lettres de compulsoire, et à laquelle nous avons attribué les deux suppliques de l'évêque de Liège en cette matière. (Voir les documents publiés ci-dessus, nos 52 et 53.) Mais nous pensons que nous avons ici les lettres de compulsoire dont il est fait mention dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du mois d'août-septembre 1516. (Voir ci-dessous, n° 82.) Ces lettres ne peuvent être de beaucoup antérieures à cette date, puisque à ce moment on ne les avait pas encore fait exécuter. Comme le texte présente des lacunes et est inintelligible à divers endroits, il est difficile de fixer la chronologie de ce document et de ceux qu'il renferme. — Voir *Analyse*, n° 131. 15

Fol. 236 *Leodiensis exemptionis. Mandatum domini auditoris ad exequendum litteras compulsoriales speciales contra detentores jurium sub censuris et penis pecuniariis juxta formam commissionis.*

Fol. 237 Joannes Staphileus, Dei et apostolice Sedis gratia episcopus Sibenicensis, unus ex Sacri Palatii apostolici causarum auditoribus locumtenentibus, causeque et causarum ac pro literis infrascriptis a Sanctissimo domino nostro papa judex specialiter deputatus, venerabilibus et religiosis viris dominis Sancti Laurentii extra et Sancti Jacobi, ordinis Sancti Benedicti, necnon Belliredditis, ordinis Premonstratensis, intra muros Leodienses monasteriorum abbatibus, judicibus et commissariis ad infrascripta specialiter deputatis et vestrum cuilibet in solidum salutem in Domino et presentibus fidem indubiam adhibere, nostrisque hujusmodi, imo verius apostolicis firmiter obedire mandatis. 20 25 30

Noveritis quod dudum felicis recordationis Julius papa 1516
 secundus quamdam commissionem sive supplicationem,
 papiri cedulam, nobis per certum tunc suum cursorem
 presentare fecit, quam nos cum ea qua decuit reverentia
 recepimus, hujusmodi sub tenore : 5

Fol. 237^{vo}
 -239 Beatissime Pater, Licet ab immemorabili tempore citra
 omnes et singule — — — || ceterisque contrariis non
 obstantibus quibuscumque.

Que quidem commissio sive supplicatio binas in ejus
 fine diversarum quidem manuum continebat signaturas : 10

De mandato domini nostri pape audiat magister Johannes
 Staphileus — — — si et prout de jure, et justiciam faciat.

Secunda talis erat :

Fol. 239^{vo} Placet domino nostro pape. L. cardinalis || Agen-
 nensis (1). 15

Cujus quidem commissionis sive supplicationis virtute
 [per] nos et coram nobis causa et causis hujusmodi in et
 ad Romanam curiam legitime introductis, ac per nos et
 coram nobis in causa et causis eisdem et inter partes in
 pre et subinsertis commissionibus contentas seu verius 20
 eorum legitimos et indubitatos syndicos et procuratores, ad
 omnium et singularum terminum rerum subortarum (a),
 citra tamen ipsius cause conclusionem rite processu, decre-
 tisque postmodum per nos in causa et causis eisdem, pro
 parte R^{mi} (b) in Christo patris et domini, domini Erardi 25
 eadem gratia episcopi Leodiensis, principalis in pre et
 subinsertis commissionibus principaliter nominati et contra

(a) *Lecture et interprétation douteuse.*

(b) *Le ms. répète ici le mot : patris.*

(1) C'est la supplique d'Eustache Canuivet de l'année 1510, publiée 30
 ci-dessus, *Textes*, n° 32, p. 197.

reverendos dominos omnes et singulos decanos, canonicos, 1516
 capitula, personas et supposita omnium et singularum
 collegiatarum [ecclesiarum] in civitate et diocesi Leodiensi
 constitutarum ex adverso principales et principalia in eis-
 dem pre et subinsertis commissionibus, etc., principaliter 5
 nominatos, nominatas et nominata, nonnullis litteris com-
 pulsorialibus specialibus, vobisque dominis iudicibus (a) et
 commissariis nostris coram quibus, et loco et loco loci in
 quibus, et termino infra quem ipse nostre littere compulso-
 riales speciales huiusmodi exequi deberent deputatis, 10
 prefixo et assignato, ac eisdem iudicibus, loco et termino
 postmodum in vim certe [commissionis] nobis desuper
 presentate et apud (b) alie cause huiusmodi et etiam inferius
 registrate, de novo nostro sub sigillo decretis et concessis

Fol. 240 ipsis || consequenter aliam commissionem sive supplica- 15
 tionem, papiri cedula, ex parte ejusdem domini nostri,
 domini Julii pape secundi per unum ex dictis suis curso-
 ribus nobis presentatam cum simili qua decuit reverentia
 recepimus, tenoris subsequentis videlicet :

Beatissime Pater, Exponitur Sanctitati Vestre pro parte 20
 n. 240 r. 241 devote creature vestre Erardi de Marcha — — — || Placet
 domino nostro pape. L. cardinalis Agen[n]ensis (1).

Cujus quidem commissionis sive supplicationis pretextu
 in causa et causis huiusmodi et inter partes in pre et sub-
 insertis commissionibus contentas seu verius eorum sin- 25
 dicos et procuratores predictos, aliquali ulteriori conti-
 nuato processu, et interim prelibato domino Julio papa

(a) *Lecture douteuse.*

(b) *Sic. Le copiste doit avoir omis ici un passage.*

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck du commencement de 30
 l'année 1511, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 33, p. 203.

secundo, sicut Altissimo placuit, ab hac luce sublato, 1516
 Sanctissimoque in Christo patre et domino nostro, domino
 Leone, divina providentia papa decimo, ad summi aposto-
 Fol. 241^vo latus apicem sublato, causaque || et causis hujusmodi, de
 ipsius domini nostri pape speciali mandato nobis desuper 5
 facto, in statu debito resumptis decretisque postmo-
 Fol. 242 dum (a). || deinde legitime executionis earundem
 per nos prorogato, prout et quemadmodum in instrumentis
 publicis per nos successive et respective decretis et concessis
 nostroque sub sigillo emanatis et expeditis plenius conti- 10
 netur et habetur, consequenter prelibatus dominus noster (b)
 papa quandam aliam commissionem sive supplicationem
 dependentem papiri cedula, copiam alterius commissionis
 in capite continentem nobis per alium ex dictis suis curso-
 ribus presentari fecit, quam nos cum simili qua decuit reve- 15
 rentia recepimus tenoris sequentis :

Pater Sancte, Nuper cum per reverendum patrem domi-
 Fol. 242^vo num Johannem Staphileum — — — || Placet domino
 nostro pape. F. Tiburtinus (1).

Beatissime Pater, Quando littere compulsoriales speciales 20
 Fol. 243-243^vo sine retardatione — — — || tenores et compendia pro suffi-
 cienter expressis habentes.

(a) *Le reste du folio 241^vo est en blanc. Au haut du fol. 242 le mot postmodum est répété et biffé. Une ancienne pagination du ms. saute du fol. 297 au fol. 300.* 25

(b) *Le copiste a reproduit par erreur en marge un passage précédent : prefato domino Julio papa II. sicut Domino placuit sublato de medio et Sanctissimo in Christo patre et domino nostro, domino Leone, divina providentia papa decimo ad summi apostolatus apicem assumpto, idem dominus noster. Mais ce passage a été raturé.* 30

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck, du mois d'octobre 1515, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 52, p. 280.

In fine vero dicte commissionis sive supplicationis 1516
dependentis papiri cedula reperiabantur duplices signature
diversarum quidem manuum, quarum prima est :

De mandato domini nostri pape — — — et justiciam
faciat.

5

Secunde talis :

Placet domino nostro pape. [L.] cardinalis Agennensis⁽¹⁾.

Post cujus quidem commissionis sive supplicationis
papiri cedula presentationem et receptionem nobis et per
nos ut premittitur factas, nos, ad providi viri magistri 10
Mathei de Lancisiis in Romana curia causarum, a provido
viro magistro Johanne Stephani in eadem Romana curia
etiam causarum et supradicti domini episcopi Leodiensis
principalis procuratore constituto, procuratoris substituti
instantiam, providum virum magistrum Thomam Regis, in 15
eadem Romana curia etiam causarum et sepedictorum
dominorum decanorum, canonicorum, capitulorum, per-
sonarum, suppositorum et aliorum predictorum principa-
lium syndicum et procuratorem, prout de ipsorum tam
constitutione quam substitutione hincinde procuratorum 20
[et] procuratorum mandatis in et ex actis cause hujusmodi
legitimis dinoscitur constare prout constat documentis, ad
dicendum et excipiendum quicquid verbo vel in scriptis ||
Fol. 244 contra ultimo preinsertam nobis factam et presentatam
commissionem dependentem dicere vel excipere volebat ad 25
eam, necnon ad videndum et audiendum litteras compulso-
riales speciales alias per nos, ut prefertur, ad partes decretas
et nostro sub sigillo expeditas et deinde prorogatas juxta et

(1) C'est la supplique d'Érard de la Marck, du mois d'octobre 1515,
publiée ci-dessus, *Textes*, n° 53, p. 283.

secundum ejusdem ultime preinserte commissionis vim, 1516
 formam, continentiam et tenorem, exequi mandari, litte-
 rasque desuper necessarias et opportunas in forma solita et
 consueta decerni et concedi, vel dicendum et causam, si
 quam habeant rationabilem, quare premissa fieri non 5
 debeant allegandum, per aliquem ex dicti domini nostri
 pape cursoribus citari mandavimus et fecimus ad certos
 successive terminos competentes. Quorum altero adve-
 niente, constitutus Rome in domo habitationis nostre
 legitime coram nobis magister Matheus de Lancisiis pro 10
 curator predictus et nomine quo supra procuratorio, et
 dicto magistro Thoma Regis ex adverso pro ipsis non com-
 parente contumacem ipsumque coram non reperiri (a) et
 in ejus contumaciam super dictas litteras, compulsoriales
 supradictas sub excommunicationis, suspensionis et inter- 15
 dicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, etiam pecu-
 niariis penis juxta preinserte commissionis vim, formam,
 continenciam et tenorem exequi mandari, litterasque
 desuper opportunas sibi partique sue nostro sub sigillo
 decerni et concedi per nos, debita cum instantia postulavit. 20
 Nos tunc Johannes Staphileus, episcopus et locumtenens,
 dictum magistrum Thomam Regis ex adverso procuratorem
 Fol. 244v non comparentem || reputavimus non immerito, prout erat,
 secundum justitia[m] contumacem et in ejus contumacia,
 ad dicti procuratoris instantiam, attendentes postulationem 25
 hujusmodi fore justam et rationi consonam, quodque justa
 petenti non est denegandus assensus, volentesque dictam
 nobis ultimo factam et presentatam commissionem ad
 effectum debitum deducere et terminare, idcirco auctoritate
 apostolica nobis commissa et qua fungimur in hac parte, 30

(a) *Ce passage est illisible et inintelligible. Le texte qui suit est égale-
 ment incorrect.*

vobis dominis iudicibus, commissariis nostris et vestrum 1516
 cuilibet in solidum, quatenus juris remediis apposis (a)
 videlicet sub excommunicationis, suspensionis et interdicti
 aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, etiam mille ducato-
 rum auri de Camera boni et justi ponderis, pro una ipsi 5
 Camere, pro alia medietatibus ipsi parti applicandorum et
 irremisibiliter persolvendorum penis, canonica tamen
 monicione cum consuetis intervallis premissa, contra
 omnes et singulos dominos prelatos, officiales, commis-
 sarios, delegatos, subdelegatos, ordinarios, extraordinarios, 10
 conservatores, subconservatores, collegia, conventus et
 capitula ac communitates, clericos, notarios et tabelliones
 publicos aliasque personas ecclesiasticas et seculares in
 civitate et diocesi Leodiensi ac alias ubilibet constitutos,
 constitutas et constituta ac quoscumque alios cujus[cum]que 15
 dignitatis, status, gradus, ordinis, conditionis vel preemi-
 nentie fuerint, penes se detinentes ac scire (b) habentes in
 eorum scrineis, archis, thecis seu cistis, custodiis, notis,
 prothocollis, registris sive manualibus jura, acta, actitata,
 litteras, scripturas, processus, privilegia, instrumenta alia- 20
 que jura || et munimenta causam et causas hujusmodi tan-
 gentes et tangentia, sibi partique sue pro juris parti sue
 defensione necessarias et necessaria, postquam pro parte
 dicti domini episcopi Leodiensis principalis fueritis requi-
 siti seu alter vestrum fuerit requisitus, ad plenariam 25
 executionem prenarratarum litterarum compulsorialium
 specialium per nos alias decretarum contra omnes et sin-
 gulos predictos, eosdem sub sententiis, censuris et penis
 etiam pecuniariis supradictis monendo tam conjunctim
 quam divisim, procedatis et procedere curetis, ipsasque 30

(a) *Le ms. porte* : appositum.

(b) *Sic.*

litteras compulsoriales speciales alias in omnibus et per 1516
omnia perinde ac si aliquis terminus ad jura, instrumenta
et munimenta hujusmodi extrahendum et alia in illis
contenta faciendum in eisdem litteris compulsorialibus
minime prefixus, sed absque alicujus termini prefixione 5
per nos decreta fuissent, alias juxta et secundum earumdem
litterarum compulsorialium antedictae ultimo premissae
commissionis vim, formam, continentiam et tenorem exe-
cutioni (a) debite demandetis ac demandare studeatis, quod
si prefati domini (b) judices, officiales, commissarii, dele- 10
gati, subdelegati, conservatores, subconservatores, ordi-
narii et extraordinarii, collegia, capitula, conventus, notarii
et tabelliones publici ac alii predicti jura, instrumenta et
munimenta hujusmodi per vos vel alterum vestrum, modo
premisso moniti et requisiti, contra dicti domini episcopi 15
Leodiensis principalis vel procuratoris sui voluntatem pro-
ducere et exhibere, quod non credimus, neglexerint seu
recusaverint, contra eosdem vel eorum quemlibet, ipsis pro
laboribus eorum de salario competenti satisfactis, ad
dictarum excommunicationis et aliarum sententiarum et 20
Fol. 245^{vo} penarum per || vos seu alterum vestrum eis respective
comminatarum et inflictarum declaracionem, earumque
aggravacionem, reaggravacionem, interdicti ecclesiastici
appositionem et auxilii brachii secularis invocationem,
prout justum fuerit, juxta preinsertae commissionis vim, 25
formam, continentiam et tenorem procedatis et procedi
studeatis et etiam curetis, mandandum duximus et manda-
vimus, prout mandamus per presentes, hujusmodi nostras
litteras desuper nostro sub sigillo decernentes et conce-
dentes. Que omnia et singula vobis dominis iudicibus 30

(a) *Le ms. porte* : exequitioni (sic) et executioni.

(b) *Le ms. répète ici le mot* : prefati.

commissariis antedictis et vestrum cuilibet in solidum 1516
 intimamus, insinuamus et notificamus ac ad (a) cujuslibet
 vestrum notitiam deducimus et deduci volumus per pre-
 sentes, absolucionem vero omnium et singulorum qui
 prefatas vestras sententias, censuras et penas aut earum 5
 aliquam incurrerint seu aliquis eorum incurrerit quoquo-
 modo, vobis aut nobis vel superiori nostro tantummodo
 reservamus. In quorum omnium et singulorum etc.

80.

Vers le mois d'août 1516.

10

*Énumération des documents qui ont été produits par le
 clergé du diocèse de Liège, en exécution des lettres de com-
 pulsoire de Jean Staffileo.*

Vat. lat. 3881, fol. 249-249^{vo}. Original. — Nous publions
 d'abord le verso du folio 249, où nous trouvons évidemment le com- 15
 mencement du document.

Ce document est sans date. Il y est fait allusion, croyons-nous,
 dans l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, de août-sep-
 tembre 1516 (voir ci-dessous, n° 82). Nous avons bien ici l'indication
 des documents tirés des archives en vertu de lettres de compulsoire, 20
 puisque nous trouvons dans l'acte la mention du refus opposé par
 la plupart des collégiales du Brabant d'obtempérer aux ordres de
 l'abbé de Saint-Jacques à Liège, qui avait été chargé de faire exé-
 cuter les lettres de compulsoire décernées par Jean Staffileo. Voir
 ci-dessus, *Textes*, n° 54, p. 285. Nous pouvons donc placer la con- 25
 fection de ce document vers la même époque que l'instruction elle-
 même de Gilles de Blocquerie. — Voir *Analyse*, n° 138.

• (a) *Le ms. répète ici le mot : vestrum.*

Capitulum ecclesie Leodiensis parendo ⁽¹⁾ exhibuit, prout in cedula.

Capitulum Sancti Petri, metu censurarum, exhibuit juramenta prepositi, decani et canonicorum ipsorum ecclesie 5 et capitulo prestita, necnon statuta ecclesie ejusdem ac bullam super facultate eligendi prepositum et decanum in ecclesia, necnon grossam et executoriam Nicolai quinti super confirmatione statutorum synodaliū Leodiensium ⁽²⁾. 10

Similiter Dionisii ⁽³⁾ juramenta et statuta eorum ecclesie que nundum extracta sunt.

Similiter Crucis juramenta et statuta et alia que extrahi potuerunt, et inveniuntur in libro cartarum suarum, que etiam nundum extracta sunt. 15

Similiter Martini juramenta pretacta et certa statuta eorum ecclesie exhibita.

Similiter Bartholomei juramenta pretacta ; quoad statuta eorum ecclesie, expurgavit se dicens quod per inundationem aquarum combusta sunt. 20

Capitulum Nostre Domine Trajectensis ⁽⁴⁾ similiter exhibuit certa juramenta ; super ceteris expurgavit [se].

⁽¹⁾ C'est-à-dire obéissant aux lettres de compulsoire lancées par Jean Staffileo.

⁽²⁾ Ce sont deux bulles du pape Nicolas V, datées du 19 octobre 1451 25 et signalées ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, n^{os} 121 et 122, p. 37.

⁽³⁾ Sous-entendez : Capitulum Sancti, comme plus bas aux mots : Crucis, Martini, Bartholomei.

⁽⁴⁾ Maestricht. — Pour l'identification des noms des collégiales, voir, ci-dessus, *Textes*, n^o 70, p. 367. 30

Capitulum Sancti Trudonis exhibuit erectionem ecclesie sue, statuta et certa alia jura nondum tradita ad manus meas. 1516

Capitulum Thenense expurgavit se.

Capitulum Leuwentense similiter. 5

Capitulum Sancti Petri Lovaniensis appellavit.

Capitula Dyestense ⁽¹⁾ et Oerschottense etiam appellarunt.

Capitulum Lossense parendo exhibuit juramenta et statuta. 10

Capitulum Zittardense exhibuit certa juramenta; super ceteris se expurgavit.

Capitulum Huyense erectionem ecclesie eorum et septem litteras alias sigillatas, quarum copiam mittent infra Nativitatem Christi. 15

Capitulum Tongrense copiam certorum juramentorum et statutorum suorum.

Fol. 249 Item prepositus Huyensis } exhibuerunt electionem
Item prepositus Sancti Martini } et confirmationem suas.

Prepositus Fossensis provisionem sibi factam per ordinarium de prepositura eadem. 20

Item Borman, prepositus Sancti Pauli et decanus ruralis Woensellensis expurgat se dicens non posse reperire electiones de persona sua factas neque confirmationes desuper subsecutas, sed dicit se auctoritate ordinaria confirmatum et se juramentum solitum ordinario prestitisse. 25

Onofrius litteras prepositi Sancti Petri defuncti.

Item decanus Sancti Petri expurgat se dicens electionem suam et confirmationem desuper subsecutam ante duos

(1) Voir le texte de l'appel de la collégiale de Diest, ci-dessus, *Textes*, n° 54, p. 285. 30

annos fuisse et esse in Urbe Romana contra Cannivet suum 1516
adversarium ⁽¹⁾, sed dixit se auctoritate ordinaria con-
firmatum, prout alii de secundariis ecclesiis etiam confir-
mantur decani, et prestitisse ordinario solitum et consue-
tum juramentum. 5

Item decanus Sancte Crucis fuit auctoritate apostolica
provisus; similiter Pauli.

Decanus Sancti Bartholomei exhibuit litteras confirma-
tionis sue et prestitit, ut dixit, juramentum consuetum.

Item Breda exhibuit statuta synodalia et registra sigilli 10
in quibus habentur recognita et concepta.

Item Greddyn certa alia registra Jocundi adventus et (a).

Item Durby registra sententiarum curie Leodiensis.

Item Thomas de Eyck registrum ad majores ordines.

Item Sarto exhibebit ad majores ordines. 15

Item similiter Jaspas de Dyck clericus etiam simile regis-
trum pro prioribus annis.

Item Natalis Chabot institutionem ecclesie sue.

Similiter Wydus de Tengerloe.

Egidius Paisner proclamatorias de decanatu suo. 20

Christianus van den Meyere litteras institutionis sue
quoad ecclesiam parrochiale.

Nicolaus Jud[oci] Liebart, decanus ruralis Eyckensis,
litteras suas (b).

Omnia supra et retroscripta fuerunt exhibita et extracta 25

(a) *Sic.*

(b) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(1) C'est le procès auquel il a déjà été fait plusieurs fois allusion dans
les documents que nous publions, notamment ci-dessus, *Textes*, n° 32,
p. 197. 30

intra terminum in litteris compulsorii tactum ⁽¹⁾, et quia 1516
 plures, ut retro apparet, appellarunt, quare R^{mus} non
 potuit obtinere alia jura que pro fundatione intentionis
 sue petiit, prout hec omnia et singula in processu judicis
 in compulsoria deputati patebunt ad longius, qui cito 5
 propter jurium exhibitorum multitudinem et prolixitatem
 expediri non potuit neque potest.

Item plura jura pro intentione R^{mi} facientia reperientur
 in processu magistri Petri de Erpecom ⁽²⁾ contra capitu-
 lum Sancti Petri Leodiensis in Rota pendenti et signanter 10
 littera de data anni Domini millesimi trecentesimi quadra-
 gesimi septimi, diei decime quinte januarii, qua cavetur
 quod secundarie ecclesie civitatis Leodiensis sunt exempte
 a jurisdictione majoris capituli, scilicet exceptis causis
 appellationum ⁽³⁾. 15

81.

24 septembre 1516.

*Instruction de Gilles de Blocquerie au sujet de contesta-
 tions se rapportant à des bénéfices ecclésiastiques. Le desti-*

(¹) Il s'agit ici des anciennes lettres de compulsoire dont il est ques- 20
 tion ci-dessus, *Textes*, n^{os} 52 et 53, p. 280 et 283, et non de celles qu'on
 trouvera ci-dessus, *Textes*, n^o 79, p. 408.

(²) Pierre de Erpecom ou Erpicom, chanoine de la collégiale de Saint-
 Pierre à Liège, fut reçu par le chapitre de Saint-Lambert comme cha-
 noine de la cathédrale de Liège, le 4 février 1517, mais il eut des procès 25
 continuels. Voir J. DE THEUX DE MONTJARDIN, *o. c.*, t. III, p. 33-34;
 X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 597.

(³) Ce document du 15 janvier 1347 est édité par S. BORMANS et
 E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège*,
 t. IV, p. 61. 30

nataire de cette instruction demandera que les contestations 1516
 qui se sont élevées au sujet d'une prébende de l'église Saint-
 Gorgon à Hougaerden, entre Robert Stoops, nommé par
 l'Université de Louvain, et Gilles de Blocquerie, nommé par
 Jean d'Eppenstein, le collateur ordinaire, soient soumises par 5
 le pape à des juges délégués : le doyen de Saint-André à
 Cologne, l'abbé de Saint-Jacques à Liège, le doyen de Notre-
 Dame à Maestricht. Le procès pendant au sujet de l'église
 paroissiale de Saint-Denis à Opoeteren, entre Frédéric de
 Bichlingen, chorévêque de Cologne, et l'évêque de Liège, en sa 10
 qualité de comte de Looz, devra être confié à l'abbé de Saint-
 Jacques à Liège, au doyen de Notre-Dame à Maestricht, au
 doyen de Sainte-Croix à Liège; enfin, Gilles de Blocquerie
 voudrait obtenir la confirmation pontificale d'un accord qu'il
 a conclu avec le chapitre de Saint-Gangulphe à Heinsberg, 15
 au sujet de bénéfices ecclésiastiques, et une dispense en vue
 d'un cumul de bénéfices.

Vat. lat. 3881, fol. 323-324^{vo}. Original. — Édité en partie dans
 J. PAQUIER, o. c., p. 159-162.

Ce document porte la date du 24 septembre, sans indication de 20
 millésime. Il est de l'année 1516, année pendant laquelle l'auteur
 de cette instruction obtint les bénéfices devenus vacants par la mort
 de Jean de Tornaco, décédé au mois de juin 1516. L'auteur de cette
 instruction est Gilles de Blocquerie, comme l'indique la mention de
 l'acte : *Pro officiali Leodiensi*. Le destinataire, comme il résulte des 25
 notes ajoutées au document, est Sébastien Seymerlinx, un substitut
 de Jean Goritz. — Voir *Analyse*, n° 191.

Fol. 323 Salutem, Domine fautor. Dudum geminas litteras, primas
 cum cursore Rutgero, alias cum domino Petro Hactert ad
 Dominationem Vestram scripsi, quibus negocia mea occur- 30
 rentia eidem commendavi, inprimis expeditionem duarum

provisionum, videlicet canonicatus et prebende Leodien- 1516
 sis (a) et prebende Sancti Gorgonii Hougardensis, Leodiensis
 diocesis, vacantium nuper, de mense junii, per obitum
 domini Johannis de Tornaco (1). Sum receptus et in posses-
 sione constitutus prioris atque jam de proximo residentiam 5
 incepturus; quoad aliam, videlicet Sancti Gorgonii, datus
 est mihi intrusus quidam magister Roverus Stoops, licen-
 tiatus juris universitatis Lovaniensis, qui eandem triduo
 post vacationem acceptavit et possessionem consecutus
 existit, priusquam noticia vacationis devenit ad ordina- 10
 rium collatorem, videlicet dominum Johannem, comitem
 de Eppenstein, scholasticum ecclesie Coloniensis et prepo-
 situm ecclesie Sancti Gorgonii in Hougarden (b), que prepo-
 situra est pretacte scholastrie incorporata, qui jure
 ordinario xi aut xii diebus post vacationem mihi provi- 15
 dit, egoque de post, capitulo presente, annuente et gratifi-
 cante, possessionem acceptavi, per quam bene obtinebo
 fructus, tanquam in patria domini mei R^{mi} constitutus,
 etiam satis confidens de bono jure meo, nisi unum obstat
 quod adversarius jactitat, videlicet in Urbe prevenisse (c) 20
 ordinariam collationem (3) que mihi facta fuit die xxiii

(a) *En marge*: Fecit.

(b) *En marge*: Exemplum litterarum ad substitutum Coritii (2).

(c) *En marge*: Nescit an sit preventus.

(1) Voir ci dessus, p. 237, note 2.

(2) Jean Goritz, dont les fonctions à la cour pontificale étaient de rece-
 voir les suppliques, et chez lequel les humanistes recevaient un excellent
 accueil. Voir L. PASTOR, *Geschichte der Päpste*, t. IV, 1^{re} partie,
 p. 429 et 447.

(3) On trouvera un exposé sommaire des principes qui régissaient la 30
 collation des bénéfices dans A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 46, note 1.

vel xiiii mensis junii, prebenda vacante die xiiii ejus- 1516
dem mensis, prout melius recorder. Rogavi dudum et
iterum rogo ut placeat videre desuper registrum supplica-
tionum, et mihi rescribere et quid de istis exorbitantissi-
mis Lovaniensium reservationibus⁽¹⁾ in Urbe senciat^(a) 5
et an in generali revocatione omnium gratiarum expectati-
varum dudum facta etiam iste senciantur incluse etc.
Scholasticus Coloniensis dudum ab intrusione pretacta in
prejudicium ordinarie sue collationis contraque pacta et
concordata Germanice nationis⁽²⁾, statutaque et ordinata 10
decime sessionis etc.⁽³⁾, necnon possessionem seu quasi
prebendas dicte ecclesie in mensibus ordinariorum vacan-
tes conferendi illiusque possessionis turbatione facta appel-
lavit, cui totum capitulum ecclesie Coloniensis pro interesse
ecclesie adhesit, estque appellatio hujusmodi adversario 15
meo predicta insinuata infra terminum mensis, quam
etiam legit et auctenticum instrumentum ejusdem sibi dari
petiit, quod executor recusavit et male. Placeat impetrare^(b)

(a) Sic.

(b) *En marge* : Fecit et misit Breve apostolicum.

20

(1) On trouvera un exposé sommaire des privilèges de l'Université de Louvain en matière de nomination aux bénéfices ecclésiastiques dans A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 56 et ss.

(2) Une conséquence des dispositions du Concordat germanique de 1448 sur le privilège de l'alternative était que les grâces expectatives ne 25
pouvaient avoir d'effet pendant les mois pairs de l'année, par conséquent pendant le mois de juin. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 50.

(3) Il est fait allusion aux dispositions de la bulle de Léon X, *Regimini universalis ecclesie*, publiée dans la X^e session du V^e Concile de Latran, le 4 mai 1515. Il s'y agit entre autres de la collation des bénéfices ecclé- 30
siastiques. Voir J. MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, t. XXXII, c. 907.

commissionem nomine prefati domini scholastici ecclesie 1516
 Coloniensis sibique adherentium sive adherere volentium,
 per quam articulus appellationis unacum toto principali
 bl. 323^{vo} negotio || tam quoad personam dicti scholastici suique
 juris ordinarie collationis quam etiam personam meam, ut 5
 uterque possit dicte commissionis vigore experiri et jus
 suum prosecui, cum revocatione quarumcumque commis-
 sionum, si que forte per adversarium impetrate forent, de
 quo tamen nondum constat, et cum potestate illis ac qui-
 buscumque iudicibus, etiam dicte universitatis conserva- 10
 tori inhibendi, et citandi etiam per edictum quatenus etc.,
 et cum derogatione privilegii de non evocando tam specia-
 lis dicte universitatis et opidi Lovaniensis ⁽¹⁾ quam etiam
 generalis totius patrie Brabantie ⁽²⁾ in latissima forma,
 attento quod dictum beneficium sit extra dictam patriam 15
 et in districtu ecclesie Leodiensis constitutum, quodque
 grave foret in dicto opido Lovaniensi super hujusmodi
 materia contendere, que generaliter omnes fere tangit saltem
 indirecte, quodque grave foret etc., et non obstante si
 appellatio forte non fuerit legitime intimata vel per incu- 20
 riam executorum debite secundum formam juris non
 insinuata, committetur dominis decano Sancti Andree
 Coloniensis, abbati Sancti Jacobi Leodiensis et decano
 Beate Virginis Trajectensis, Leodiensis diocesis, et eorum

(1) Sur le privilège de non evocando accordé à l'Université de Louvain 25
 par le pape Martin V, le 9 septembre 1427, et ses modifications succes-
 sives, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 63, note 1, et E. REUSENS, *Docu-
 ments relatifs à l'histoire de l'Université de Louvain*, dans les *Analectes
 pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. XXIV, p. 105
 et ss. Louvain, 1893. 30

(2) Voir ci-dessus, p. 335, note 1.

cuilibet, cum potestate quod inchoata causa coram uno, 1516
illoque ex adverso providere impedito, possit alius conti-
nuare etc.; hoc propterea ut forte inhibito uno, possit nihi-
lominus coram alio non inhibito continuari negotium etc.

Insuper in causa ecclesie parrochialis Sancti Dionisii in 5
Opoeteren, Leodiensis diocesis (1), dominus meus R^{mus}
etiam dudum ab intrusione domini Frederici de Bichlin-
ghen, choriepiscopi Coloniensis, atque turbatione sue
possessionis vel quasi presentandi ad dictam ecclesiam
aliisque impedimentis et molestationibus in prejudicium 10
sue presentationis atque presentandi (a) potestate appellavit,
fuitque appellatio pretacta sibi insinuata sed tarde, videli-
cet post mensem prefinitum a jure per Cle[mentinam]
Causam (b), De electio[ne] (2), quare timeo causam virtute
appellationis (c) pretacte non devolutam, commissionem 15
in illius fundamento male posse subsistere, nisi cum sup-
pletionem premissorum aliorumque defectuum seu solemni-
tatum debitarum omissarum; quocirca rogavi repetitis
vicibus et iterum rogo ut Dominatio Vestra commissionem

(a) *Le ms. porte* : presentari. 20

(b) *Suit dans le ms. la lettre q, que nous ne savons pas interpréter ;
on ne peut pas interpréter* : questione ; *il faudrait* : titulo.

(c) *En marge* : Fecit commissionem et misit Breve.

(1) Sur les contestations au sujet de la collation de cette paroisse, voir
A. VAN HOVE, o. c., p. 54, note 2, où il faut lire Opoeteren au lieu de
Hougaerden. 25

(2) C'est le chapitre 3, du titre III, *De electione et electi potestate*, du
livre I^{er} des Clémentines. Ce chapitre commence par les mots *Causam
electionis*. Ce chapitre décide que l'appel que l'on veut interjeter d'une
élection n'est recevable, en droit canonique, que dans le cas où il a été 30
intimé aux intéressés pendant le mois qui suit l'acte d'appel.

pretactam, scilicet ex fundamento appellationis cum supple- 1516
 tione pretactorum vel alias per viam querele, facta tamen
 mentione appellationis pretacte, ne illo pretermisso judice-
 tur commissio surrepticia, impetret, pro cujus querele seu
 supplicationis fundatione Dominatio Vestra ex prioribus et 5
 istis litteris erit informata : quod videlicet dicta ecclesia sit
 jurispatronatus comitis Lossensis (1); quodque dominus
 Leodiensis et sui predecessores, comites Lossenses, a L et
 centum annis citra, semper fuerunt in pacifica possessione
 vel quasi presentandi archidiacono etc., ipseque archidia- 10
 conus in possessione investiendi taliter presentatum etc.;
 Fol. 324 nihilominus dictus dominus || Fredericus, pretextu cujus-
 dam talis qualis reservationis etc.; quicquid sit, malo ut
 stante suppletionem pretacta, stemus in fundamento appel-
 lationis, quia per illam erit suspensa pretensa possessio 15
 Bichlinghen nec poterit pretendere spoliū etc.

Item committatur similiter tota causa tam quoad perso-
 nam domini R^{mi} quam etiam meam, ne continencie causa-
 rum dividantur, sitque opus super una causa coram diver-
 sis iudicibus et per diversas instancias vagari. Et fiat com- 20
 missio cause principalis cum incidentibus et emergentibus
 articulis et committatur dicto domino abbati Sancti Jacobi,
 decano Beate Virginis (2) et decano Sancte Crucis Leodien-
 sis cum clausulis supradictis et cum derogatione privilegii
 de non evocando extra civitatem Coloniensem et cum potes- 25
 tate inhibendi quibuscumque iudicibus et assertis conser-
 vatoribus cleri vel civitatis Coloniensis, presertim domino
 decano Beate Virginis ad Gradus, civitatis Coloniensis, etc.

(1) Voir ci-dessous, *Textes*, nos 120 et 121.

(2) Il faut sous-entendre sans doute : *Trajectensis*, car il a été question 30
 déjà dans ce document du doyen de Notre-Dame à Maestricht.

Honorande domine, hec et alia negocia mea Dominationi 1516
 Vestre pro solita vestra diligentia expedienda unice com-
 mitto, cui pro arbitrio gratissimus esse volo. Dominus can-
 cellarius R^m domini nostri ⁽¹⁾ in Urbe presens, libenter
 quecumque necessaria nomine nostro expendet, cui litteras 5
 presentibus introclusas placeat tradere. In omnem tamen
 eventum non maneant pretacta negotia ob defectum pecu-
 niarum inexpedita, sed placeat Dominationi Vestre expo-
 nere : habebit votivum et gratum debitorem.

Scripti nuper de concordia (a) facta super parrochiali de 10
 Wanroedt, in qua inter cetera capitula concordie capitulum
 Sancti Gangulphi in Hensbergh promisit mihi propter
 bene merita ipsi et ecclesie pretacte impensa atque im-
 posterum impendenda, primam vacaturam vel secundam
 quam duxero acceptandam curatam vel non curatam ad 15
 ipsorum collationem, presentationem seu quamlibet aliam
 dispositionem in communi vel particulari spectantem,
 constituendo ex superabundanti cautela procuratores suos
 irrevocabiles dominum Arnoldum Bruxkens, decanum
 ruralem consilii Susterensis, et Hectorem Alardi, canoni- 20
 cum Sancti Petri in Sittart, et alios quoscumque in eorum
 locum surrogandos aut substituendos, ad mihi, eorum
 nomine, quatenus opus fuerit, providendum etc. Et quia
 ista promissio, licet propter bene merita etc., dubitatur de

(a) *En marge, de la main de Gilles de Blocquerie* : Licet hec con- 25
 cordia ante plures menses sit tractata, tamen intra paucos dies est con-
 clusa Quare considerandum est ne confirmatio apostolica prevenerit
 datam conclusionis. Unde in eventum consultum est datam confirmationis
 mutare et postergare.

(1) Jérôme Aléandre.

jure non posse subsistere, rogavi dudum et iterum rogo ut, 1516.
 confecta desuper supplicatione, obtineatis signaturam confirmationis apostolice (a). Nomen adversarii fuit Johannes Hoeveler, qui habuit collationem dicte ecclesie in Hensbergh et ergo capitulum pro sustentanda collatione sua 5.
 fecit mihi dictam promissionem etc.

Insuper dudum Vestra Dominatio in nova provisione super parrochiali in Opoeteren impetravit pro me dispensationem ad duo incompatibilia etc. Nunc placeat in dictis novis provisionibus vel in ista materia Heynsbergensi 10.
 adjungere dispensationem de non promovendo ratione (b) dicte ecclesie vel alterius durante septennio forsitan acqui-
 rende etc.

De data diei XXIII septembris.

Fol. 324v° *Pro officiali Leodiensi.*

15.

Iste littere presententur domino Sebastiano Seymerlinx in domo domini Johannis Coritii.

82.

Août-septembre 1516.

*Instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, au nom de l'évêque de Liège, Érard de la Marck. Moyens pratiques pour envoyer la correspondance d'Aléandre à Liège. Aléandre devra agir énergiquement dans la question des privilèges accordés au duc de Brabant. Les exemptions du clergé secon- 20.
 daire ruinent la juridiction de l'évêque. Les indulgences 25.*

(a) *En marge* : Fecit, sed non potuit obtinere.

(b) *En marge* : Fecit, dabit ad signandum et mittet

accordées à Charles-Quint sont une source d'abus. Les privi- 1516
lèges de la ville de Maestricht : conduite à tenir par Aléandre
en cette matière; exposé de la situation. Il a été dérogé au
privilege de la ville de Huy par un accord conclu récemment.
Les difficultés avec le duc de Juliers. Les privilèges d'Aix-la- 5
Chapelle. Exemples des abus auxquels donnent lieu les privi-
lèges d'Aix-la-Chapelle et du Brabant. Le procès avec le
fisc du Brabant. Conduite à tenir par Aléandre pour empê-
cher le démembrement du diocèse de Liège. Les conflits avec
le clergé secondaire liégeois : exposé de la situation. Graves 10
inconvenients que présentent les indults de nomination
accordés à l'Université de Louvain : il serait bon de demander
la confirmation du privilège d'Eugène IV, avec dérogation à
tous les privilèges contraires. Il serait désirable d'avoir con-
firmation d'un ancien privilège accordant des juges con- 15
servateurs à l'église de Liège, avec des clauses dérogoires à
tous les indults accordés au préjudice de la juridiction ordi-
naire de l'évêque. Celui-ci désire aussi deux conservateurs
nouveaux : l'abbé de Saint-Nicaise à Reims et l'official de
Verdun; différentes clauses à insérer dans ce nouveau privi- 20
lège. Demain l'évêque fera exécuter les lettres de compulsoire
obtenues dernièrement.

Vat. lat. 3881, fol. 287-291^{vo}. Original. — Ce document émane de
Gilles de Blocquerie, qui a écrit de sa main les derniers alinéas.
Édité par J. PAQUIER, o. c., p. 146-159. 25

Ce document est sans date. Nous le datons des mois d'août-
septembre 1516. Ce document est de l'année 1516, car l'accord
conclu avec la ville de Huy, le 30 avril 1516 (voir ci-dessus, *Textes*,
n° 74) y est mentionné comme étant de date très récente. Le docu-
ment lui-même nous apprend qu'il est un peu postérieur à la date 30
du 7 août. La date probable est donc août-septembre 1516. —
Voir *Analyse*, n° 166.

Post reditum meum ex Colonia, R^{mus} dominus noster singulas litteras ex Urbe transmissas fratri vestro ⁽¹⁾ et mihi communicavit. Super quarum contentis responsa infra-scripta ex mente gratie sue ad te dari jussit.

5

Et primum ad litteras de data diei septimi augusti ⁽²⁾, in quibus primo alias certas litteras per cursores Francie ad dominum nostrum R^{mum} datas recensens, nullatenus ante adventum Bardoul, per cursores Francie, sed due dum-taxat per Germaniam delate applicuerunt. Quocirca, si 10
velocius et securius, uti aliis litteris admones, per Germa-niam mittende sint littere, illas Colonie, ad manus domini Stephani Voll, decani Sancti Cuniberti Coloniensis et canonici majoris Leodiensis ⁽³⁾ dirigas, qui illas quanto-cius Leodium ad nos transmittat, vel, si consultius tibi 15
videbitur, homo est fidelis tibi notus Cyprianus ⁽⁴⁾,

(1) Jean-Baptiste Aléandre.

(2) Nous ne connaissons pas le texte de cette lettre d'Aléandre à Érar-d de la Marck.

(3) Il s'agit vraisemblablement de Étienne Well de Welvecoven ou 20
Wevelinghoven, chanoine de la cathédrale de Liège (1509-1532) et pré-vôt de Saint-Cunibert à Cologne, décédé le 9 août 1532. Voir X. VAN DEN STEEN DE JEHAY, *o. c.*, p. 614 et J. DE THEUX DE MONTJARDIN, t. III, p. 21.

(4) Ce Cyprien, de l'avis de M. Dorez, serait le dominicain aragonais 25
Cyprien Benet, en faveur duquel Aléandre paraît s'être employé à la curie romaine. *Une lettre de Gilles de Gourmont*, etc. *Revue des Biblio-thèques*, t. VIII, p. 205, note 2. Ce Cyprianus résidait à Paris, comme nous l'apprend la lettre d'Aléandre à Érasme du 4 juillet 1532. Voir J. PAQUIER, *Érasme et Aléandre*, dans les *Mélanges d'archéologie et* 30
d'histoire de l'École française de Rome, t. XV, p. 372. Paris, 1885.

Parrhisiis degens; apud illius correspondentem poteris 1516
singulas litteras in Urbe deliberare, maxime quia idem
fratri tuo diligentiam et fidelitatem in acceleratione
respondendi promisit. Quod, iisdem litteris, tibi ad ponti-
ficem aggressum preparatum, atque per Sanctitatem suam 5
benevole et humaniter tractatum atque in propositione
rerum et negotiorum tibi commissorum attente recenses,
maxima[m] domino nostro R^{mo} animi leticiam optimamque
rerum expediendarum spem ingeneravit : hoc summopere
affectat ut ea diligencia in continuandis et perficiendis 10
rebus suis qua cepisti utaris et amicos quoslibet eciam de
mammona iniquitatis facias ⁽¹⁾ nullisque neque expensis
neque pecuniis ad eorum favores qui rebus nostris prodesse
atque consulere poterunt parcas.

Nunc sigillatim singulis litterarum tuarum clausulis res- 15
pondendo, primum de privilegiis archiduci concessis et
per ipsum maxima vi auri corruptionibusque et precio
mercatis ⁽²⁾, intentio R^{mi} domini nostri existit ut juxta
informationem in recessu tuo datam et declarationem
ejusdem domini nostri tibi coram intimatam, omnibus 20
viribus et nervis pro tuitione ecclesiastice libertatis, ordi-
narie jurisdictionis conservatione, juriumque et privilegio-
rum ecclesie atque patrie Leodiensis manutenencia, illo-
rumque novis istis exorbitantissimis Brabantinorum impe-
trationibus, nominationibus et indultis quasi suppres- 25
sorum et semimortuorum restauratione et reintegratione,
medio amicorum quos pro conducendis rebus nostris[utiles
credis], adnitaris et efficias ut nihil de contingentibus per te

⁽¹⁾ Allusion au texte de l'Évangile de saint Luc, chap. XVI, v. 9.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 340, note 1.

omissum videatur, que omnia pro dexteritate et ingenio 1516
 tuo optimum spero progressum habitura, tunc maxime
 quod pontifex ipse, ut litteris tuis significas, dominum
 nostrum R^{mum} ad defensionem jurisdictionis et libertatis
 ecclesiastice adhortatur summeque negotiorum nostro- 5
 rum (a) residet et illa (retractatis hiis que in derogatio-
 nem et prejudicium ejusdem ex adverso mercata existunt)
 salva et illesa maneat. Est enim jurisdictio ordinaria
 multifariis exemptionum privilegiis a diversis dominis,
 districtibus et opidis per diocesim Leodiensem constitutis 10
 noviter impetratis ferme exhausta. Exemplo est novum (b)
 Secundariorum exemptionum privilegium, quo septuaginta
 due collegiate ecclesie illarumque canonici, vicarii, cho-
 rales et chori socii plus quam ad numerum septem aut
 octo milium personarum, obediencia, superioritate et juris- 15
 dictione domini nostri R^{mi} abstrahuntur.

ol. 287v° Subsequuntur (c) privilegia archiducis sueque indul-
 gentie noviter obtente, quorum fimbrias pro sua absoluta
 potestate eciam ultra tenorem privilegiorum et mentem
 regulatam pontificis in dispendium ordinarie jurisdictionis 20
 et libertatis ecclesiastice extendit, commissarii que indul-
 gentiarum pretectarum omnia ordinariis concessa per
 districtum Brabantie dispensant nec, ut stilus habet Cancel-
 larie, circumstantias supplicationum et supplicantium pro
 discutienda narratorum veritate ordinario remittunt, sed 25
 omnia pleno jure et absolute ex abrupto concedunt (1).

(a) *Sic.*

(b) *Le ms. porte* : nomen.

(c) *En marge* : Indulgentie Hollandine.

(1) Voir ci-dessus, p. 296, note 1, et *Textes*, n° 78, p. 402.

Offert (a) se insuper privilegium Trajectense, quod etsi 1516
 articulis per te ex eodem extractis et annotatis aliisque
 circa illud attentis de jure modicam afferre possit lesionem,
 attamen nemo nunc est incola dicti opidi qui in causis
 etiam mere ecclesiasticis ad tribunal spirituale domini 5
 nostri R^{mi} atque archidiaconorum ecclesie Leodiensis in jus
 vocatus, ad statim ab eorum deputatis conservatoribus inhi-
 bitionem non impetrat manusque ordinariorum judicum
 claudat (b). Quorum occasione nove quotidie molestie et
 turbationes jurisdictionum oriuntur, quibus tamen ego 10
 quantum potero obviabo. Et quia de Trajectensibus cepi-
 mus, eorum negotium unico contextu absolvemus : domi-
 nus noster R^{mus} quia materiam hanc valde cordi cepit,
 ideo quod de ea te bene sperare scribis, ex animo gavisus
 existit, quam spem ut ad effectum deducas nullis neque 15
 expensis neque pecuniis te parcere mandat. In qua si Domi-
 natio Vestra commissionem de qua scribit nondum expedi-
 vit, caute providendum est quatenus illa in vim appellationis
 fundanda sit ad datam intimationis illiusque formam (c),
 an videlicet debite et infra tempus debitum fuerit insinuata 20
 de quo, in dubio, consultum est in commissione cavere
 per adjectionem clause : non obstante si appellatio hujus-
 modi non fuerit rite et legitime intimata, aut causa illius
 vigore devoluta, non obstante etiam quod Reverendus

(a) *En marge* : Trajectenses.

(b) *Sic.*

(c) *En marge* : Notet dominus Julianus (1).

(1) Julien Nassellus, un procureur en cour romaine au service de Jérôme Aléandre et de l'évêque de Liège.

pater dominus Angelus Arcymboldus ⁽¹⁾ commissarius 1516
 apostolicus per viam appellationis aditus, se de causa
 intromiserit. Fuit enim nuper, ut noveris, inhibitio contra
 Trajectenses per ipsum in hac causa decreta, quo tacito,
 argueretur forte impetranda commissio de surreptione. 5
 Quoad compulsoriales (a) et alia in eadem causa expe-

(a) *En marge* : Compulsoriales.

(1) Jean-Ange Arcimboldi (1485-1555), plus tard évêque de Novarre et puis de Milan, avait été envoyé, le 2 décembre 1514, comme commissaire des indulgences de la basilique de Saint-Pierre, dans plusieurs provinces 10
 de l'Allemagne et des pays scandinaves, notamment dans la province de Cologne dont ressortissait l'évêché de Liège. J. HERGENRÖTHER, *Leonis X pontificis maximi regesta*, n° 13053. Fribourg en Brisgau, 1884-1891. On trouvera un bref de Léon X du 6 septembre 1516, rappelant cette nomination d'Arcimboldi, dans le *Diplomatarium Norvegicum*, 15
 éd. G. R. UNGER et H. J. HUITFELDT, t. VI, p. 696. Christiania, 1864. Le 29 janvier 1515, il avait reçu un bref pontifical lui accordant le pouvoir de connaître de toutes les causes relevant du for ecclésiastique dans les territoires où il exerçait sa mission. *Diplomatarium Norvegicum*, l. c. Sa mission, qui ne devait durer que deux ans dans ces pays, fut prorogée 20
 d'une année, le 3 ou 6 septembre 1516 (*Ibidem*, p. 698). Lorsque Charles-Quint eut obtenu les *Indulgentiae Hollandinae*, Léon X avait soustrait à la juridiction du commissaire les territoires soumis à l'archiduc (*Ibidem*, p. 691). Arcimboldi gardait par conséquent tous ses pouvoirs dans les parties du diocèse de Liège qui n'étaient point soumises à l'archiduc. La première 25
 intervention du commissaire dans les affaires liégeoises que nous connaissons date du mois d'août 1515. Voir la lettre d'Aléandre à Érard de la Marck du 28 août 1515 (J. PAQUIER, o. c., p. 53). Lui-même vint à Maestricht au mois d'octobre, et au commencement du mois de novembre, il était à Liège. Voir les lettres d'Aléandre à Érard de la Marck du 30
 17 octobre et du 3 novembre 1515, dans J. PAQUIER, o. c., p. 71 et 81. — C'est sans doute en vertu des pouvoirs qui lui avaient été accordés le 29 janvier 1515 qu'Arcimboldi s'était occupé des affaires de Maestricht. Voir aussi J. PAQUIER, o. c., p. 53, note 1.

dienda, caute et ex consilio jurisperitorum singula agantur. 1516
 De materia ipsa optime spero, cum eorum impetratio principaliter innitatur (a) privilegiis ab imperatoribus et ducibus Brabancie, circa presens negotium jurisdictionem ecclesiasticam concernens nullam neque auctoritatem 5
 neque facultatem habentibus, necnon episcopis Leodiensibus maxime Johanne duce Bavarie concessis (1), qui episcopi similiter in prejudicium suorum successorum et ecclesie nequiverunt ipsos Trajectenses ab ordinario tribunali eximere et privilegium de non evocando aut ipsis inhi- 10
 bendo nisi in tribus dumtaxat casibus concedere, cum sit clarum multos alios esse casus mere ecclesiasticos et mixti fori, in quibus ordinarius debet et potest cognoscere de jure, cui episcopi tanquam juri et canonibus subjecti non potuerunt maxime in prejudicium ecclesie derogare; 15
 sequeretur enim quod si iudicibus laicis et schabinis Trajectensibus de causis hujuscemodi cognitionem usurpantibus non possit inhiberi vel incole ipsius opidi ad tribunal ordinarium evocari, quod vel justitia in hiis causis supprimatur vel ipsis laicis earundem causarum 20
 Fol. 288 cognitio relinquatur, || quod an pontifex ipse suo privilegio facere possit, non mediocris est jurisperitorum concertatio. Quare, privilegiis imperatorum, ducum et episcoporum pretensorum eciam presuppositis, de quibus tamen omnino spero constare non posse, illa tamen causa concess- 25
 ionis Sedis apostolice merito esse non deberent, eciam quia hujusmodi privilegia per ipsorum abusum atque con-

(a) *Le ms. porte* : imitatur.

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 51^{bis}, p. 275, note 3.

trarium usum sepiissime practicatum dudum fuerunt abolita atque ad limites juris communis reducta. 1516

Tercium subsequitur exemplum privilegii Huyensium (a) simile exemptionis privilegium, ut nosti, habentium, cujus tenorem dudum presens legisti et tecum ut opinor trans- 5 tulisti (1), cui etsi satis virtute concordie cum ipsis nuper inite derogatum putem (2), nihilominus voluit dominus eam concordiam ad te mitti ut, illa visa, possis plenius quid in eo casu opus fuerit prospicere.

Quarto (b) infestum est jurisdictioni nostre privilegium 10 duci Julie dudum concessum et noviter ad alia dominia de Hensberck, Horne etc. ducatus Julie accessoria extensum, cujus copiam pro informatione tua presentibus introclusam transmittito (3), cujus vigore assertus ille subconservator, dominus Johannes Brempt, nuper in causa quadam ad 15 forum ecclesiasticum pertinente, post cessum et interdictum auctoritate officialis in certis dominiis et locis ducatus Julie accessoriis positum, eidem inhibere non erubuit (4). Que inhibitio cum exinde subsecutis (etsi revocata fuerit) pro tanto nihil in eo casu per te expediendum ultimis 20 meis litteris per bancum Mechlinie in Urbem missis significaverim; attamen ut dictum privilegium tibi innotesceret

(a) *En marge* : Huienses.

(b) *En marge* : Julienses.

(1) Nous ne connaissons pas le texte de ce privilège. Voir ci-dessus, 25 p. 339, note 1.

(2) C'est l'accord du 30 avril 1516. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 74, p. 377.

(3) C'est la bulle du pape Léon X du 6 juin 1513, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 41, p. 239.

(4) Voir les lettres d'inhibition datées du 28 juin 1516, ci-dessus, 30 *Textes*, n° 76, p. 387.

illique unacum ceteris in futurum prospicere possis, hec 1516
superscripsisse volui.

Quintum est privilegium Aquensium (a), per quod multas
nuper molestias inhibitionibus, mandatis et appellationi-
bus passi sumus in diesque patimur, cujus privilegii etsi 5
originalis bulla fametur deperdita, attamen nihilominus
illo in singulis occurrentibus causis utuntur, prout paucis
nunc effluxis diebus pretexto et fundamento ejusdem privi-
legii, advocationem cause phiscalis super excessibus eorum
mote generalemque advocationem omnium aliarum causa- 10
rum pro parte domini nostri R^{mi} ipsiusque phiscalium
motarum impetrarunt, cujus quidem commissionis et advo-
cationis vigore dominum nostrum R^{mm} et phiscalem coram
decano Sancti Andree Coloniensis in jus vocarunt, a qua
vocatione aliisque gravaminibus tunc Colonie existens 15
appellavi, prout latius et per postum et per privatum nun-
cium tibi ex Colonia scripsi, que scripta dudum tibi pre-
sentata commissionemque desuper a te expeditam non
dubito; iterum tamen pro abundanciori cautela copiam illa-
rum litterarum, item dicte Aquensis advocationis necnon 20
appellationis mee desuper interposite cum presentium
latore transmitto ⁽¹⁾.

Hiis aliisque modis jurisdictio et potestas ordinaria
supprimitur, quicumque excessus contra clericos et liber-
tatem ecclesiasticam impune committuntur. Hec in causa 25
fuerunt quod magister Petrus Enden, burgimagister Aquen-

(a) *En marge* : Aquenses.

(1) Nous ne possédons pas les documents dont il est fait mention ici.
Voir un mémoire de Jean de Tornaco sur les abus reprochés à la ville
d'Aix-la-Chapelle ci-dessus, *Textes*, n° 68, p. 356.

sis, licet clericus et ecclesiastico foro subjectus, dudum 1516
 incarcerationis ad questionem et torturam positus aliasque
 atrociter in urbe Aquensi tractatus extiterit, non obstantibus
 mandatis et inhibitionibus ordinaria auctoritate contra
 ipsos tunc emanatis; quia dicti privilegii occasione || se ab 5
 ordinaria correctione penitus exemptos, et quod extra suam
 urbem evocari non possint privilegiatos pretendunt. Item
 effluxis nondum tribus hebdomadis, quemdam ad emuni-
 tatem ecclesiasticam fugientem ab illa vi extractum carce-
 ribus manciparunt, ultimum supplicium de eodem, ut 10
 dicitur, sumpturi; ego tamen super presenti excessu jam
 monitorium contra ipsos decrevi.

Hec insuper in causa fuerunt quod, preter innumeras
 ecclesiastice jurisdictionis et libertatis usurpationes Braban-
 tinorum, jam recenter duos executores apostolicos, litteras 15
 executoriales super ecclesia parochiali de Roesteren in
 Urbe obtentas insinuare volentes, captivarunt et in castro de
 Montfort vinculis ferreis post atrocia vulnera ipsis illata,
 illigatos detinent jamque edictum et proclama generale in
 dicto dominio de Montfort archiduci subjecto ipsiusque 20
 auctoritate publice factum existit, de impune occidendis,
 ledendis, captivandis et submergendis quibuscumque exe-
 cutoribus ecclesiasticorum mandatorum, et hec omnia sibi
 licere pretendunt, sicque nihil expectet pontifex quam post
 extinctam et suppressam hujusmodi privilegiorum colore 25
 jurisdictionem ordinariam, sua quoque supprimatur et in
 contemptum veniat (a). Nec ista oppressio ecclesiastice juris-
 dictionis et libertatis apud Brabantinos est nova, quinimo
 ab antiquo ad hoc inapte semper nisi fuerunt; hoc, etsi
 pluribus documentis ostendi possit, litteris tamen ipsorum 30

(a) *Le ms. porte* : veniant.

pontificum nostro adhuc seculo eam ob causam principi- 1516
 pibus et consiliariis Brabancie missis luce clarius ostenditur : earumdem copias ad te mitto, multum quidem ad
 propositum deservientes ⁽¹⁾, de angariis, talliis et exactio-
 nibus quas ecclesiastice persone, collegia, conventus, 5
 monasteria, hospitalia, leprosaria et alia pia loca (causante
 novo pontificis privilegio) patrie archiducis sub diocesi
 Leodiensi et alibi extra eam constitute paciuntur, et in dies
 oppressiones, clamores et lamentabiles querele sese
 offerunt et cum Hieremia lamentantur dominam gentium 10
 factam sub tributo ⁽²⁾.

Quantum (a) ad litem nostram contra phiscum archi-
 ducis ⁽³⁾, habes appellationem ab interlocutoria rejectionis
 articulorum declinatorialium dudum Lovanii lata, inter-
 positam eorumdemque articulorum copiam, cujus appella- 15
 tionis vigore causa existit devoluta poteritque articulus
 gravaminis unacum toto principali negotio vel Rome vel
 Colonie seu alibi prout consultius videbitur committi;
 verum si in partibus, uti consulis, causa sit committenda,
 opus est ut rescissis omnibus gravaminum articulis, in 20
 principali procedi mandetur, appellatione remota : alias
 enim ut hactenus a singulis interlocutoriis ex adverso
 appellabitur et quecumque levissima occasio recedendi a
 iudice per nos impetrando, et quominus ad principale

(a) *En marge* : Contra phiscum Brabantie.

25

⁽¹⁾ Il est fait allusion vraisemblablement aux lettres d'Alexandre VI de l'année 1492 signalées ci-dessus, *Analyse des manuscrits*, nos 173-182. Gilles de Blocquerie les attribue à tort au xvi^e siècle.

⁽²⁾ Jérémie, Thren., ch. I, v. 1.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, *Textes*, n^o 63, p. 326, une supplique de l'évêque 30 de Liège Énard de la Marck en cette matière, du mois de février 1516.

deveniatur negotium inbractandi et involvendi queretur (a), 1516
et premissis ex causis semper mentis mee fuit causam in

Fol. 289 Rhota committi debere, tamen consilium tuum, || quod non
sine rationabilibus causis moveri certo scio, dominus inse-
qui intendit. 5

Quoad materiam divisionis ecclesie Leodiensis (b) quod
scribis nihil in Urbe factum neque pontificem unquam
admissurum, dominus optime contentus existit; caute
tamen in hoc est advertendum quia, etsi archidux divi-
sionem obtinere non poterit, tamen vicarium generalem in 10
pontificalibus qui officium pastorale et jurisdictionem ordi-
nariam per districtum Brabancie, diocesi Leodiensi sub-
jectum, exerceat, obtinere laborabit, eo potissimum malo
quod dominus R^{mus} neque per se, neque idoneum vicarium
ideoma Teuthonicum callentem officium pastorale per 15
dictam patriam exercuerit aut ipsam patriam unquam
intraverit, ovium sibi commissarum curam negligendo.
Hanc ego rationem, Lovanii nuper aliis ex causis presens,
a domino archidiacono Lommell (1) jam preposito, cano-
nico et cancellario Cameracensi hujus rei forte conscio, 20
audivi. Sed facile, hiis jaculis adversariorum a te previsis,
poterit obviari, quod dominus noster R^{mus}, eo quod juris-
dictionem et libertatem ecclesiasticam contra archiducem
acrius semper defenderit castraque et dominia ecclesie vel
occupata vel impignorata repetere atque redimere labora- 25

(a) *Le ms. porte* : queratur. — *En marge* : Est opus urgere judicem
ne frivolas appellationes admittat, sed procedat ad ulteriora.

(b) *En marge* : Διαίρεσις; διολικήσις.

(1) Jean de Loemel, archidiacre de Famenne. Voir ci-dessus, p. 296,
note 1.

verit, eamque ob causam plures cum deputatis archiducis dietas habuerit ⁽¹⁾, semper in differencia et indignatione archiducis fuit sibi que ad dictam patriam tutus ob id nunquam patuit accessus, tristi exemplo domini Joannis de Heynsbergh predecessoris sui, ab avo moderni principis in dicta patria captivati et episcopatum Leodiensem resignare coacti commonitus ⁽²⁾. 1516

In negotio Secundariarum (a), de compulsorialibus ultimis receptis ⁽³⁾ statimque executioni demandandis dudum per banchum Mechlinie ad te scripsi; jura et registra in eodem virtute priorum compulsorialium edita, in maximum volumen excreverunt, multis impertinentibus in eodem insertis; ego ex hoc volumine totaliter perlustrato singulas particulas ad intentionem domini facientes ex singulis juribus collegi; illas ad te mitto ⁽⁴⁾ ut videant advocati et sollicitatores nostri an ex hiis sufficienter probetur intentum domini an vero alia restent probanda (b), et si sic, que et qualia : articulos enim pro et contra in Urbe exhibitos non vidi illosque et copiam jurium exhibitorum ad nos mitti ultimis meis litteris postulavi; meo enim judicio 20

(a) *En marge* : Materia Secundariarum.

(b) *En marge* : Hoc procuret dominus noster Julianus [Nasellus] statim.

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, nos 28 et ss., p. 166 et ss.

(2) Jean de Heinsbergh résigna l'évêché de Liège le 22 novembre 1455, à Breda. Voir J. DARIS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège pendant le XV^e siècle*, p. 312-313. 25

(3) Nous croyons qu'il s'agit du document que nous publions ci-dessus, *Textes*, n° 79, p. 408.

(4) Nous croyons qu'il s'agit du document que nous publions ci-dessus, *Textes*, n° 80, p. 417. 30

ista materia exemptionis Secundariarum incidenter ad hanc 1516
causam venit que principaliter illum canonicum Sancti
Petri captivatum concernit ⁽¹⁾ et propterea causam capti-
vationis sue, videlicet falsitatem in officio procuratoris
commissam, pro dicte captivationis justificatione etiam 5
probandam fore; fundat enim se prefatus canonicus (qui
est pars principalis) non solum super exemptione sed
eciam de illicita captivatione, eo quod de pretacto crimine
nunquam confessus vel convictus extiterit quodque extra
domum suam (que cuique tutissimum esse debet refu- 10
gium) violenter extractus sit; quid nostri desuper senciant,
rescribas et quid de nova appellatione a nova Secunda-
riarum exemptione ⁽²⁾ interposita actum fuerit quove in
statu causa sit, dominus noster R^{mus} certificari petit et
quantum illa ordinatio Patrum Lateranensis concilii revo- 15
catoria exemptionum profecerit ⁽³⁾. De concordia per
deputatos Secundariarum domino oblata ceptum fuit
dudum de mense junii tractari sed causante mortalitate et
Fol. 289^{vo} fuga || cleri nihil est subsequutum nec est mentis domini
R^{mi} quippiam in hac causa fieri debere, nisi te prius 20
avisato et consulto; quod auditorem nobis habemus propi-
cium, multum quidem prestat : apud eundem quantum

(1) Eustache Cannivet. Voir ci-de-sus, *Textes*, n° 32, p. 197.

(2) Peut-être Gilles de Blocquerie fait-il allusion à l'appel interjeté par
l'évêque de Liège vers le 3 janvier 1513, à propos du privilège accordé 25
au clergé secondaire le 14 août 1512; peut-être aussi s'agit-il d'un nouvel
appel interjeté lors de la confirmation de ce privilège par Léon X, le
29 avril 1514. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 27 et 28.

(3) Le 4 mai 1515, le V^e concile de Latran avait porté un décret au
sujet des exemptions contenu dans la bulle de Léon X, *Regimini univer-* 30
salis ecclesie, citée ci-dessus, p. 424, note 3. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*,
p. 34-35.

poteris causam promotam habeas, neque expensis neque 1516
pecuniis (quoniam dominus ita vult) parcas.

Ceterum (a) de materia nominationum universitatis
Lovaniensis, quantum illis ecclesia Leodiensis illiusque
jura et privilegia tantis erga Sedem apostolicam bene- 5
meritis ab eadem indulta ledantur, immo pene extin-
guantur, duabus litteris ex Colonia ad te datis scripsi.
Profecto nullum est beneficium ita magnum aut exiguum
quod Lovanienses isti non acceptant atque litigiosum red-
dant (b). Quare si tam exorbitans eorum impetratio suum 10
ut cepit progressum habeat, actum est de ordinariis colla-
tionibus cleri Leodiensis. Nam cum ipsi duas usurpent
collationes in vita cujusque particularis collatoris et
collatricis et totidem a quibuslibet capitulis atque collegiis
in quolibet decennio, cum tamen ut plurimum vix duo in 15
vita cuilibet prelato et in quolibet decennio cuique capitulo
vacationes occurrunt, itaque nihil restabit quo servitoribus
suis et ecclesiarum gratificari poterunt; mihi ob hoc semper
persuasi quod, predictis et aliis ad propositum deservien-
tibus per modum supplicationis pontifici expositis, Sanc- 20
titas sua dictas nominationes in favorem dialectice facul-
tatis (1) unius singularis universitatis cum prejudicio tanti
cleri tamque insignis ecclesie minime tueretur, neque
enim presumendum est Sanctitatem suam plus verius
artistarum sophismatibus quam ecclesie Leodiensis bene- 25

(a) *En marge* : Pro revocatione privilegiorum universitatis Lovanii.

(b) *Sic*.

(1) La faculté des arts. Il est fait allusion au privilège de Léon X, du 19 septembre 1513. Gilles de Blocquerie exagère en attribuant à l'Uni- 30
versité le droit de disposer *deux fois* tous les dix ans d'un bénéfice dont la
disposition appartenait à un collège. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 60 et 61.

meritis favere velle. Quod si directa via difficulter poterit 1516
 revocari, per indirectum seu obliquum optimus est revoca-
 tionis modus, ut exposito pontifici Eugenio privilegio
 alternative collationis necnon Pii illius confirmatorio (a)
 (motu proprio deque cardinalium consilio obque constan- 5
 tem episcopi et cleri Leodiensis, quam erga Sedem apostol-
 icam in arduis et periculosis casibus gesserant devotionem,
 qua nimium erga se et Sedem apostolicam ipsos esse pro-
 meritos pontifex attestatur), dicte ecclesie concessio, illius
 aliorumque ecclesie Leodiensis privilegiorum confirmatio 10
 (que denegari non poterit) impetretur, cum declaratione
 mentis et intentionis Sanctitatis sue non fuisse dicto privi-
 legio per quascumque reservationes seu nominandi facul-
 tates derogare, cum decreto irritante litiumque motarum
 extinctione et ita in causis tam ceptis quam incipiendis et 15
 per appellationem seu alias indecise pendentibus pronun-
 ciandum esse et pronunciari debere; prout ad premissa,
 optime tibi prestabitur ex dicto privilegio illiusque con-
 tentis regula, cujus exemplum ad te mitto; hoc enim
 pacto melius et minoribus expensis intentum obtinebis et 20
 dominus noster R^{mus} maximum ex contributione cleri cum
 tua laude et gloria obtinebit profectum. Regula Cancellarie
 die quinta mensis julii publicata ⁽¹⁾ domino nostro latore

(a) *En marge* : Nota.

(1) Les règles de chancellerie sont un code de dispositions ayant trait 25
 à la confection des actes pontificaux (*regulae directivae et expeditoriae*),
 aux réserves des bénéfices ecclésiastiques (*regulae beneficiales*), aux procès
 ecclésiastiques (*regulae judiciales*). Au début de son pontificat, le nouveau
 pape les promulguait à nouveau. Depuis le pontificat de Nicolas V (1447-
 1455), ces règles n'ont plus varié que pour le détail. Nous ne connaissons 30
 pas la règle de chancellerie à laquelle il est fait allusion ici. Voir ci-des-

Bardoul transmissa parum iudicio meo ad propositum 1516
 inservit, cum solum personas cardinalium non aliorum
 inferiorum collatorum concernat; hac in re ut exquisitis-
 simam adhibeas diligenciam dominus rogat.

Fol. 290 Demum insequendo conclusionem nostram tuo in 5
 decessu captatam super generali conservatoria impetranda,
 videtur mihi facilior via obtinere confirmationem antique
 cum aliquali illius (pro casuum in dies occurrentium qua-
 litate) ampliacione privilegiorumque et exemptionum pre-
 fatarum Brabancie et Juliacensi ducibus, Trajectensique, 10
 Huyensi (quatenus opus sit) et Aquensi opidis necnon
 Secundariis (si possibile foret), quatenus ordinarie juris-
 dictioni et libertati ecclesiastice prejudicant, sufficienti
 derogatione, cum decreto irritanti atque potestate quas-
 cumque inhibitiones. mandata, processus et censuras com- 15
 minatas seu prolatas ac alia quecumque a quibuslibet
 conservatoribus, subconservatoribus seu iudicibus in pre-
 iudicium ordinarie jurisdictionis et quominus illa solitum
 suum, et in loco solito curie Leodiensis, in causis mere eccle-
 siasticis aliasque de jure vel consuetudine ad ecclesiasti- 20
 cum forum spectantibus cursum atque progressum habeat
 juriumque et privilegiorum dicte ecclesie necnon libertatis
 ecclesiastice quomodolibet attentata totiens quociens cas-
 sandi, irritandi et retractandi, etc. : hoc enim pacto contra
 omnes omnium exemptiones novasque impetrationes abs- 25
 que tamen illarum revocatione cautum atque consultum
 nobis crit.

Nec hiis aliisque in rebus tibi a domino nostro R^{mo} com-

sous, *Textes*, n° 104, le passage du bref de Léon X à l'empereur Maximi-
 lien relatif au *Liber regularum Cancellariae apostolicae* et à ses dispo- 30
 sitions au sujet de la collation des bénéfices.

missis ullis te pecuniis aut expensis, ut compos voti fias, 1516
 vult parcere, quas etsi in promptis non habeas, quibus-
 cumque tamen cardinalibus et aliis negotiorum nostrorum
 directoribus caveas et promittas; dominus promittenda per
 te legaliter adimplebit fidemque servabit: hoc et fratri tuo 5
 et mihi ut tibi scriberemus jussit.

Item (a) mitto ad te copiam veteris conservatorie domini
 nostri R^{mi} et ecclesie Leodiensis ⁽¹⁾ cujus confirmationem
 obtinere debeas cum derogatione suprascripta. Item preter
 illa advertendum est ad infrascripta. Inprimis quod abbas 10
 Sancti Jacobi ⁽²⁾ sepius a calumpniatoribus et presertim
 Brabantinis allegatur suspectus, utputa subditus et juris-
 dictioni domini nostri R^{mi} subjectus ipsiusque vasallus et
 feudatarius, necnon in civitate Leodiensi, loco siquidem
 temporali dominio domini nostri subjecto residens; opus 15
 est de hoc in novo privilegio seu confirmatoria mentionem
 fieri (b).

Item petit dominus ut antiquis conservatoribus duo
 insuper addantur, scilicet abbas Sancti Nycasii Remensis
 et officialis Verdunensis ⁽³⁾. 20

Item, quia in dicta conservatoria nostra specialiter dero-

(a) *Ce qui suit est de la main de Gilles de Blocquerie.*

(b) *En marge* : Pro nova conservatoria.

(1) Il s'agit du privilège accordé par Jean XXIII, le 19 mai 1413, à l'époque du grand schisme, confirmé par Eugène IV le 17 août 1446, et 25
 par Sixte IV, le 5 janvier 1480. Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 198, et
 ci-dessus, *Textes*, nos 7, 11 et 16, p. 76, 92, 112.

(2) L'abbé de Saint-Jacques à Liège, conservateur de l'évêque et du
 chapitre de l'église cathédrale de Liège.

(3) Sur les conservateurs nouveaux que l'évêque de Liège demande ici, 30
 voir A. VAN HOVE, o. c., p. 198.

gatur privilegio universitatis Lovaniensis ⁽¹⁾, opus est nunc, 1516
 secundum exigentiam temporum ampliari etiam cum dero-
 gatione novi privilegii Brabantie de non evocando extra
 patriam, similiter privilegio universitatis Coloniensis et
 similiter civitatis Coloniensis quoad scilicet de non evo- 5
 cando, item Trajectensium, Aquensium, Juliacensium et
 aliorum.

Et quia hec privilegia inter ceteras suas clausulas habent,
 quod non possit neque censi debet illis derogari nisi
 toto illorum tenore in litteris derogatoriis de verbo ad 10
 verbum inserto (vel nisi trina monitione, cum certis
 temporum intervallis previo) propterea opus est prospicere
 de sufficienti derogatione.

Fol. 290^{vo} Item propter locorum quibus patria Leodiensis includi-
 tur distantiam, opus erit apponere clausulam de tribus die- 15
 tis, dummodo non ultra, etc.

Item quia incole et subditi patrie Leodiensis, ducatus
 Bullonensis et comitatus Lossensis sepe ad diversa loca
 distantia trahuntur multisque impensis vexantur, idcirco
 consultum visum est domino eodem contextu obtinere, 20
 ne extra dictam patriam possint in jus vocari per quos-
 cunque iudices ordinarios, delegatos vel conservatores in
 favorem quorumcumque datos vel deputatos.

Et dabitur optimus modus ista obtinendi per allegatio-
 nem eorum que dudum de situ patrie etc. adnotasti. 25

Item (a) jam executio fiet crastino die contra Secundarias
 virtute novarum compulsorialium ⁽²⁾, sed timeo quod

(a) *En marge* : Super materia Secundariarum.

⁽¹⁾ Voir A. VAN HOVE, o. c., p. 62, note 1, et la bulle du pape Sixte IV
 du 5 janvier 1480, publiée ci-dessus, *Textes*, n° 16, p. 112. 30

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 442, note 3.

appellabunt ob surreptionem hujus compulsorie tanquam 1516
 tacito de priori appellatione obtente, virtute cujus jactitant
 sese in partibus commissionem expeditam habere. Videbi-
 mus quid erit. Et maxime ipsi cavillabunt propter certa
 jura in archivis ecclesie Sancti Johannis existentia que 5
 male libenter exhibentur; horum unum exemplum manu
 magistri Henrici (1) per copiam scriptam ad te mitto.

Reliqua a fratre percipies.

Littere ad dominum cancellarium.

83.

10

Louvain, le 6 novembre 1516.

*Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck. Il tâche
 de justifier sa conduite dans l'affaire du sequestre des revenus
 de l'archidiaconat de Brabant, et donne plusieurs renseigne-
 ments sur cette affaire, afin de gagner les bonnes grâces de 15
 l'évêque de Liège. Jamais ni lui ni son frère n'ont entrepris
 quoi que ce soit contre ce dernier; il prie Antoine de la
 Marck de s'entremettre en sa faveur auprès de son oncle,
 Érard de la Marck. — POST-SCRIPTUM. Jean de Loemel
 déclare qu'il ne pense pas pouvoir obtenir un délai de six 20
 mois pour le sequestre, délai que les courriers d'Antoine de
 la Marck viennent de lui demander. Cette mesure n'est d'ail-
 leurs pas nécessaire et elle peut être imprudente.*

Vat. lat. 3881, fol. 325-325v°. Copie.

Ce document ne porte pas de millésime; il date de 1516, année 25
 pendant laquelle se sont élevées les contestations au sujet de l'archi-

(1) Henri Knerinx. Ce sont les statuts du mois d'avril 1231, publiés
 ci-dessus, *Textes*, n° 2, p. 64.

diaconat de Brabant auxquelles le document fait allusion. Cette 1516
copie a d'ailleurs été envoyée à Rome le 20 novembre 1516. (Voir
ci-dessous, nos 86 et 87). — Voir *Analyse*, n° 192.

Fol. 325 *Exemplum litterarum missivarum magistri Johannis Loemel
ad illustrem virum Anthonium de Marcka, Sancte Sedis 5
apostolice prothonotarium.*

Confrater observandissime,

Satisfaciens litteris Vestre Paternitatis, est verum quod
alias, certis septimanis effluxis, quidam presentavit michi
unum Breve et, ut dicebat, sequestrationem fructuum 10
archidiaconatus Brabantie ⁽¹⁾, cum certis litteris scriptis
in favorem cardinalis Sancte Praxedis ⁽²⁾, cui plurimum
sum obligatus, quia ab ipso habui prebendam Leodiensem
pro parva recompensa ⁽³⁾. Nichilominus tamen excusavi
me quantum potui, ponendo materiam in ratione et cum 15
hoc dando unum memoriale uni ex confratribus nostris
gratum domino R^{mo} ⁽⁴⁾ ad eundem, qui, ut postea intel-
lexi, non fuit ausus presentare, propterea quia dominus
R^{mus} fuit commotus in me propter factum fratrum in Urbe,
et illa fuit causa quare memoriale non fuit presentatum. 20
Ultra hoc dixi et retuli acta hujusmodi Johanni et Waltero

⁽¹⁾ Il s'agit ici du bref du pape Léon X du 8 août 1515, publié par
J. PAQUIER, *o. c.*, p. 47, note 4, ainsi que de celui du 23 juillet 1516,
adressé entre autres à l'archidiacre de Famenne, Jean de Loemel, publié
ci-dessus, *Textes*, n° 77, p. 400. — Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 67, note 2. 25

⁽²⁾ Antoine Ciocchi del Monte, qui sur les entrefaites cependant était
devenu cardinal au titre de Saint-Vital. Voir ci-dessus, p. 353, note 1.

⁽³⁾ Jean de Loemel était chanoine de Saint-Lambert à Liège.

⁽⁴⁾ L'évêque de Liège, Érard de la Marck, oncle d'Antoine de la
Marck.

de Palude, quia frater ipsorum ⁽¹⁾ erat collector, et tenui 1516
quantum potui negotium in suspenso, unde fortasse non
habebo gratias a cardinali neque ab aliis qui in dies scri-
bunt me simulare cum officiatis domini R^{mi} in facto fruc-
tuum archidiaconatus Campinie ⁽²⁾. Et quia non recepi 5
responsum, erat in procinctu ipsum sequestrum insinuan-
dum, nisi supervenissent servitores Vestre Paternitatis cum
litteris, propter quas denuo procuravi prorogationem ad
tempus, ad videndum si bono medio materia sequestri, que
est modici prejudicii, possit ordinari. Et quia Vestra Pater- 10
nitas petit quo jure istud fieri possit, ego intelligo ex scrip-
tis quod cardinalis docuit apud pontificem de reservatione
istius archidiaconatus tempore vite quondam cancellarii
cum derogationibus concordatorum Alimanie et alterna-
tive ⁽³⁾, pariformiter et eodem modo sicuti semel fuit 15
actum in archidiaconatu Campinie quem dominus R^{mus}

(1) Robert de Palude. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 87.

(2) Les contestations au sujet de l'archidiaconat de Campine s'élevèrent en avril-mai 1515 entre Guillaume Enckenvoert et Bernard Tarlati, cardinal du titre de Sainte Marie in Porticu. Le 19 juin de cette année, il fut accordé au premier. (Voir S. BORMANS, *Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert à Liège* dans les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, t. VI, p. 236. Louvain, 1869.) Comme ce document nous l'apprend, cette nomination souleva un procès, dont il sera encore question 25 dans les documents que nous publions.

(3) Le concordat germanique de 1448 et le privilège de l'alternative, en vertu duquel les collateurs ordinaires pouvaient disposer des bénéfices qui devenaient vacants pendant les mois pairs, les mois impairs étant réservés au Saint-Siège. Ce privilège avait été accordé au diocèse de Liège par Eugène IV, le 31 octobre 1441. Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 49 et suiv.

tunc contulerat Castiliono ⁽¹⁾ et cardinalis habuit reserva- 1516
tionem similem : sic ipsum impedivit ut sciunt plures ex
confratribus nostris Leodii. Scio quod tunc temporis ipse
Castiliono multa egit pro defensione alternative et habuit
favores imperatoris, principis et prelatorum aliorum. 5
Nichilominus tandem omnibus non obstantibus succubuit
et habet (a) recompensare jus cardinalis. Simili jure audio
cardinalem inniti : dominus R^{mus} et alii prelati majores
habentes collationem beneficiorum indubie per hec et
similia impediuntur, sed quis dicet Pontifici : cur ita facis? 10
et quia constituto de reservatione apud Sedem, absque voca-
tione partis decernuntur sequestra et monitoria penalia
super evacuatione possessionis etc., uti hec sunt nota
practicis precipue curie Romane, ex quibus Vestra Paterni-
tas facile se poterit ibidem informare. Hec sunt, dilecte 15
confrater, que ego sub correctione sentio de hac materia,
in qua si cum gratia domini nostri R^{mi} patrui vestri et ves-
tra possum aliquid boni agere utique vellem, sin autem
permitto alios agere. Gauderem me posse impendere ser-
vitia Vestre Paternitati, ex eo precipue quia nullum habeo 20
bonum advocatum apud patruum in cujus gratia non pos-
sum, ut audio, venire, non obstante quod nullus cum veri-

(a) *Lisez* : habuit. *Castiglione était en effet décédé à cette époque. Voir ci-dessus, p. 270.*

⁽¹⁾ Jean Arnulphi de Castiglione, chancelier de l'évêque Jean de Hornes, 25
avait été nommé archidiacre de Campine par l'évêque, le 5 mai 1503. Voir
S. BORMANS, *Répertoire chronologique des décisions capitulaires du*
chapitre de Saint-Lambert à Liège, dans les *Analectes pour servir à*
l'histoire ecclésiastique de la Belgique, 1869, t. VI, p. 223. Ce document
nous apprend que cette nomination avait soulevé des difficultés, mais 30
que le candidat de l'évêque l'avait emporté, moyennant une compensation
à fournir à un cardinal, son adversaire.

tate possit dicere me aliquid egisse contra suam R^{man} 1516
 Paternitatem aut suos, ymo cum suis officiatis excommu-
 nicatis tot annis quantum potui simulasse et impedivisse
 exequutionem, confusionemque fieri potuisset. Si frater
 meus aliquid attentavit contra dominum cancellarium ⁽¹⁾, 5
 ignoro; hoc tamen firmiter credo, quod non procedet nisi
 via juris, ymo hoc auderem adjicere quod, sine lite, erit
 contentus ponere materiam in manibus peritorum in Urbe,
 ubi jam cancellarius est presens, et hoc sub ea forma
 quod, nisi jus fratris fuerit omnino clarum, stabit dicta- 10
 mini illorum de recompensa danda ratione dubii juris.
 Credo fratrem talem quod, licet pauper sit, mallet tamen
 perdidisse benefitium tanti valoris ut est prepositura, quam
 sine jure contendere cum domino cancellario : et si jus
 habeat, merito dominus R^{mus} non debet velle ut ipse qui 15
 pauper est, jus illud dimitteret sine recompensa, quam

(¹) Jérôme Aléandre. Il s'agit vraisemblablement ici de Jacques de Loemel, frère de Jean, qui désirait la prévôté de la collégiale de Saint-Jean, à Liège, à laquelle Antoine de la Marck avait renoncé, le 18 mars 1516, en faveur d'Aléandre. Voir H. OMONT, *Journal autobiographique* 20
du cardinal Jérôme Aléandre (1480-1530), p. 17, dans les *Notices et*
extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale et autres biblio-
thèques, t. XXXV. Paris, 1895; voir aussi la lettre d'Aléandre à Antoine
 de la Marck, du 16 mars 1516, dans J. PAQUIER, *o. c.*, p. 120. Cette
 renonciation devait être admise par le pape. Aléandre, néanmoins, fut 25
 nommé à la prévôté de l'église Saint-Jean (voir sa lettre au chapitre de
 Saint-Jean, du 9 avril [1517], dans J. PAQUIER, *o. c.*, p. 170-171), mais
 au prix d'une pension annuelle de vingt-quatre ducats. Voir la lettre
 d'Aléandre à Érard de la Marck, du mois d'avril ou mai 1518, dans
 J. PAQUIER, *o. c.*, p. 195; à la fin de mai ou au mois de juin 1519, il 30
 déclare que la mort de Jacques de Loemel l'a délivré de la charge de payer
 une pension (*Ibidem*, p. 211). Ne s'agirait-il pas de cette pension de
 vingt-quatre ducats, à payer pour la prévôté de l'église Saint-Jean?

facile ipse dominus R^{mus} pro suo cancellario dare potest, 1516
 si omnino preposituram ipsam obtinere desideret. Hucus-
 que ita egi in negotiis dominorum meorum in Urbe exis-
 tentium quandoque (a) reperti sunt aliquem vexasse sine
 jure, ymo citra jactantiam dixerim, in omnibus causis 5
 quas ego nomine ipsorum in hiis partibus deduxi, trium-
 pharunt per finalem sententiam nec aliud audiui de fratre,
 quem non audiui succubuisse in suis causis in Urbe pro-
 prio nomine intentatis. Et ita licet cause sepe odiose dicantur
 ab illis qui succumbunt, non tamen possunt dicere 10
 quod cum injuria vexantur, et quod sumus auctores illo-
 rum, ut audiui interdum relatum apud dominum R^{um};
 servitores sumus et non est possibile servire bene cum
 gratia omnium. Hoc ergo satis debet esse apud prudentes
 Fol. 325v° || quod sine injuria cujuscumque agimus imo cum optimo 15
 jure experimur. Sit ergo Vestra Paternitas intercessor apud
 dominum R^{um} et hoc solum agat ut, cum aliqua referun-
 tur de nobis sue R^{me} Paternitati et quantumcumque mala,
 scribi faciat, et si non poterimus nos excusare, jure extunc
 nos pro condemnatis habeat. Laboravi alias medio unius 20
 digni religiosi, quem scivi gratum domino, ut possem
 audiri apud suam R^{manu} Paternitatem sed simpliciter obti-
 nui refutatorias, unde non parum dolui. Imputo illis qui
 falsa et non vera de nobis referunt, et impediunt ne ad
 excusationem veniamus. Non debent tamen timere de offi- 25
 tiis suis perdendis, cum ibidem non quero offitia sed
 solum gratiam domini R^{mi}: sum oneratus amplius in offi-
 tiis quam facere valeo. Non tenebit has litteras licet longas
 et incompositas legere; ego dum potero recompensabo
 laborem. Relevatus est animus, sperans quod saltem verbo 30

(a) Sic.

Vestra Paternitas communicabit de istis cum patruo cui, 1516
 si possibile fuerit, peto commendari. Merito debeo dolere
 me esse in tanta differentia episcopi mei, quod boni viri
 etiam grati multum, ut audio, non audent exponere com-
 missa eis neque me nominare. Spero Vestram Paternitatem 5
 audatiorem, quam cupio valere salvam et sanam.

Ex Lovanio, sexta novembris, per confratrem licet igno-
 tum ad omnia paratissimum,

Johannem de Loemel.

Exemplum additionis ad predictas litteras. 10

Post litteras meas principales scriptas, supervenerunt
 servitores Vestre Paternitatis, qui attulerunt michi litteras
 principis ⁽¹⁾, quibus visis institerunt pro illo quod non est
 in mea potestate, videlicet continuatione materie usque ad
 sex menses. Respondi ipsis quod libenter facerem apud fac- 15
 torem melius meum, sed timeo quod tantam dilationem non
 dabit, ymo quod sollicitabit litteras contrarias a rege ⁽²⁾
 pro prosecutione justitie, unde volui Vestram Paternita-
 tem avisatam. Loquar cum principe dum venero Bruxellas.
 Prejuditium istius sequestri dummodo fiat in manu secura 20
 videtur michi ita modicum quod non vellem illis mediis
 querere tantam dilationem, quia ipse cardinalis ex hoc
 possit provocari fortasse in materia principali, ut hec et
 plura alia viva voce exposui latoribus presentium, cum
 quibus conferentiam satis longam habui, et scient referre 25
 acta et dicta.

⁽¹⁾ Probablement Charles-Quint.

⁽²⁾ Le roi de France, François I^{er}. Voir ci-dessous, *Textes*, n^o 86,
 p. 466.

Louvain, le 8 novembre 1516.

*Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck. Il lui communique une copie de l'acte de sequestre des revenus de l'archidiaconat de Brabant ; il ne pourra obtenir un nouveau 5
délai, mais seulement que le sequestre se fasse dans les conditions les plus favorables aux intérêts d'Antoine de la Marck. Il demande des instructions à cet égard, et fait valoir encore les services qu'il rend en cette matière à l'évêque de Liège, 10
Érard de la Marck, et à son neveu Antoine.*

Vat. lat. 3881, fol. 325 v^o. — Copie.

Le document ne porte pas de millésime. Le contenu du document indique suffisamment que cette lettre est peu postérieure à la précédente (ci-dessus, n^o 83). Elle date donc de 1516. La copie en a d'ailleurs été expédiée à Rome le 20 novembre 1516. (Voir ci-dessous, 15
n^o 86, l'instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre du 20 novembre 1516, et n^o 87.) — Voir *Analyse*, n^o 193.

Fol. 325v^o

Exemplum aliarum litterarum ejusdem (1).

Observandissime confrater,

Nisi sperarem medio eorum que in hac materia ago recu- 20
perare gratiam domini R^{mi} sine causa deperditam et vestram
consequi, non facerem ea que feci et fatio; quia non dubito,

(1) Ce document a trait aux mêmes objets que la lettre précédente et a été adressé par Jean de Loemel à Antoine de la Marck.

si ad noticiam cardinalis ⁽¹⁾ devenerit, non erit contentus, 1516
 ymo imputabit nobis impedimenta que prestantur, prout
 vere potest, quia, cessante mea avisazione. Vestra Paternitas
 non scivisset et omnia fuissent expedita. Sic ultra acta
 prius, mitto copiam sequestri ⁽²⁾; etiam cum hoc significo 5
 quod factor domini non est contentus de hac prorogatione,
 ymo medio amicorum cardinalis in curia sollicitabit pro-
 sequutionem juris sui, et hoc precipue ex eo quia intellexit
 subsidium pro primo termino jam cessum et ita ut Vestra
 Paternitas possit illud levare, petit hanc dilationem. Pla- 10
 cebit ergo quam primum et absque mora scribere mentem
 de hoc, quid velit per me agi, quia hoc quod petitum est
 de dilatione non est in mea facultate, sed hoc solum quod
 fructus recipiantur sub bona cautione a domino Roberto ⁽³⁾
 et deponantur, cum computu, ad manus nostras, donec 15
 aliter per Sedem apostolicam fuerit ordinatum aut via ami-
 cabili, quam consuletis tantundem propter scripta alias;
 hiis cupio Vestram Paternitatem valere.

Ex Lovanio, octava novembris, per confratrem et servi-
 torem licet ignotum, 20

Johannem de Loemel, archidiaconum, etc.

85.

Vers et avant le 20 novembre 1516.

*Le clergé secondaire liégeois répond point par point aux
 plaintes qu'a formulées contre lui l'évêque de Liège, Érar* 25

(1) Le cardinal de Ciocchi del Monte.

(2) Voir le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 77, p. 400.

(3) Robert de Palude. Voir ci-dessous, *Textes*, n° 87.

de la Marck. Ce document comprend et les plaintes de l'évêque et les réponses du clergé secondaire. 1516

Vat. lat. 3881, fol. 269-270^v. Copie. — Des extraits de ce document ont été publiés par J. PAQUIER, *o. c.*, p. 351.

Ce document est sans date. Il est fait allusion à ce document dans l'acte de protestation de l'évêque de Liège du 4 janvier 1517 (voir ci-dessous, n° 89). C'est à ce même document, croyons-nous, que fait allusion Gilles de Blocquerie dans son instruction à Aléandre, du 20 novembre 1516. (Voir ci-dessous, n° 86) Il est donc antérieur à cette époque. — Voir *Analyse*, n° 154. 5 10

Fol. 269 *Previa protestatione de non velle recedere ab exemptione aut prorogare jurisdictionem domini per infrascripta, super querelis domini R^{mi} per modum avisamenti dicunt ecclesie ea que sequuntur :*

Primo si contingent defectus in ecclesiis parrochialibus in quibus erecta sunt collegia nova auctoritate ordinaria ⁽¹⁾, videlicet circa custodiam venerabilis sacramenti vel in sacramento confessionis, scilicet in revelando vel absolvendo, nolunt quod corrigantur per officialem, ymo nituntur impedire per mandata conservatoris licet vicarii vel mercenarii, habet visitare consilia et recipere mandata prelatorum (a). 15 20

Super hoc primo articulo, videtur eis quod dominus R^{mus} non habet causam querele de contentis hujusmodi primi articuli, quoniam ecclesie noviter erecte ista pres- 25

(a) *Sic. Peut-être devrait-on lire : mercenarii, qui habet, etc.*

(1) Ce sont les collégiales de fondation récente, anciennes églises paroissiales converties en collégiales, du consentement de l'évêque. — Pour l'interprétation de ce document, voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 18 et suiv.

cripserunt ex titulo erectionis domini R^{mi} et suorum pre- 1516
decessorum, quia facta compositione pro extinctione juris
ordinarii, ad instar ecclesiarum intraneorum (1) hujusmodi
ecclesias parrochiales in collegiatis erexerunt et exemerunt
ac omnimodam jurisdictionem ordinariam abdicaverunt et 5
in decanos et capitula transtulerunt quoad supposita etc.,
qui ob hoc non debent duplici jure censi.

Item secundo usurpant sibi ea que spectant ad episcopum
vel saltem nituntur, videlicet mortificare et erigere nova
beneficia in ecclesiis parrochialibus, in quibus collegia 10
auctoritate ordinaria noviter erecta sunt, quemadmodum
in Buscoducis; ibi etiam non solum pretendunt erigere et
mortificare in ecclesia, sed etiam in appenditiis (2) sub
eorum parrochia.

Similiter videtur eis quoad contenta secundi articuli, ex 15
eodem fundamento et ex eisdem rationibus prescriptionem
ex titulo erectionis, ut supra.

Item nolunt etiam tollerare quod episcopus corrigat in
majoribus delictis, in illis que requirunt carceres, cujus
tamen contrarium semper observatum fuit, prout constat 20
de homicidio perpetrato per dominum Nicolaum de Wyt,
canonicum ecclesie Beate Marie Trajectensis, de persona
domini Bartholomei Clerici, etiam canonici Beate Marie
Trajectensis interfecti, etiam de correctione facta in certos
canonicos Beate Marie Tongrensis, de persona domini 25
Johannis de Vorda, qui fuit rebellis domino de Borbonio;
et etiam de canonicis in capitulo Eyckensi, videlicet de
persona domini Henrici de Massenberch qui fuit rebellis
domino de Hoern. Et quia ipsa capitula non habent coher-

(1) Celles de la ville de Liège.

(2) Les bénéfices ecclésiastiques dépendant des églises collégiales.

tionem condignam majoribus delictis, consueverunt tales 1516
delinquentes deliberari ad turrim domini R^{mi}. Et igitur
consueverunt solvere duos capones, quos lite pendente non
solverunt.

Super isto continente quod ecclesie nolunt tollerare 5
usque ibi : cujus contrarium etc., videtur ecclesiis quod in
nullo prejudicatur domino, cum neque in minoribus neque
in majoribus delictis subsint jurisdictioni domini, ex quo
sunt penitus exempte, ut constat ex erectione et recogni-
tione ipsorum. Quoad contenta particule : cujus contra- 10
rium etc., non credunt inibi contenta ita accidisse de jure.
Et si forsitan comperiri posset contrarium aliquando acci-
disse, hoc tempore guerrarum, aut violenter et de facto
accidisset, prout de Kanivet ⁽¹⁾, unde tota differentia est
suborta. Nam semper contrarium fuit usitatum et observat- 15
um, cum graviter delinquentes aut excessus carcere dignos
committentes auctoritate decanorum et capitulorum in turri
officialis ad hoc conducta incarcerationi et eadem auctoritate
capitulorum relaxari solent, absque eo quod dominus R^{mus}
aut ejus officialis aliquam inde cognitionem habuerunt. 20

Item impediunt etiam ordinarium quominus absolvat
supposita secundariarum ecclesiarum invadentia se mutuo
ad sanguinis effusionem vel alias, in cujus possessione
ordinarius semper fuit et adhuc est, licet jam per pretensa
nova privilegia ⁽²⁾ nituntur impedire. 25

Fol. 269^{vo} Quoad hunc quartum articulum, videtur ecclesiis quod
in isto nichil est domino ablatum, ex quo dominus de jure

(1) Eustache Cannivet, dont il a déjà été plusieurs fois question. Voir
ci-dessus, *Textes*, n° 32, p. 197.

(2) Il est fait allusion aux privilèges de Jules II et de Léon X aux col- 30
légiales du diocèse de Liège. Voir ci-dessus, p. 443, note 2.

non potest absolvere exemptos. Nec ipsi possunt se sub- 1516
mittere ordinario quoad absolutionem spectantem ad solum
papam, qui dedit potestatem suam ecclesiis, nichil in hoc
prejudicando domino qui usurpavit quod non potuit,
ponendo in absolutione illorum qui forsitan ad eum recur- 5
rerunt clausulam : quantum in nobis est, quod nichil est,
quoniam consuevit adhuc injungere quod procurarent se
absolvi ab habente potestatem pape.

Item nituntur etiam impedire quod focarie publice sup-
positorum secundariarum ecclesiarum non referantur ad 10
synodum (1), aliqui per mantenentiam a Consilio Bra-
bantie, alii per mandata conservatoris, allegantes eas esse
de familia honesta (2).

Quoad hujusmodi quintum articulum, habent ecclesie
reformationes quas ex tempore volunt, Deo favente, reno- 15
vare et decenter cum omni honestate vivere.

Item sexto, si sint aliqui de Secundariis advocati, notarii,
procuratores, si deliquerint in curia vel etiam circa rem
non exemptam vel commiserint crimen falsi, nituntur
impedire quominus ordinarius corrigat. 20

Quoad sextum, videtur ecclesiis absurdum esse quod una
persona debeat duplici jure censi; si tamen officiati
domini delinquant in suis officiis, poterit dominus aut ejus
officialis eis interdicare ingressum curie et seu privare offi-
ciis suis, remittentes eos quoad excessus ad capitulum, 25
prout consuevit observari.

(1) Sur les synodes, voir A. VAN HOVE, o. c., p. 148. C'étaient des
réunions tenues par les archidiacons ou par les doyens des conciles
ruraux, avec l'assistance de laïques, qu'on appelait échevins synodaux.

(2) Voir ci-dessous *Textes*, nos 91 et 92, deux documents qui ont trait 30
à cette prétention des collégiales.

Item septimo, propriis etiam auctoritatibus ordinant et 1516
statuunt statuta circa residentiam et exemptionem non
solum offensiva ordinario, sed etiam apostolicis (1).

Quoad septimum articulum, videtur ecclesiis quod nul-
lum sit per hoc prejuditium domino, cum ipsi de jure 5
communi, sicuti alia quecumque collegia, licita statuere
possunt ac etiam contra hoc prescripserunt. Nichilominus
tamen si aliqua statuta sint irrationabilia, quod non
credunt, illa volunt reformare.

Item octavo, recipiunt multos laicos et clericos pro sup- 10
positis eorum, asserentes eos esse suos chorales, in pre-
juditium ordinarie jurisdictionis.

Quoad octavum, licet contra illius contenta etiam pre-
scripserunt, tamen pro bono pacis contenti sunt restringere
ad certum numerum decentem et ad personas qualificatas. 15

Item nono, licet ordinarius de jure habeat jurisdictionem
in exemptos etiam religiosos in casibus quatuordecim vel
quindecim, tamen in illis casibus pretendunt evadere
jurisdictionem per eorum talem qualem novam exemptio-
nem. 20

Quoad nonum, similiter prescripserunt ex causis et ratio-
nibus prescriptis presertim ad primum articulum, quia
ecclesie et earum supposita fuerunt exempte continuo
spatio quadringentorum annorum et in hujusmodi exemp-
tionis pacifica possessione, prout constat ex litteris paten- 25
tibus recognitionum ipsorum predecessorum suorum.

Fol. 270vº *Responsio Secundariorum.*

(1) C'est-à-dire des statuts qui violent les droits de l'évêque et du Saint-Siège.

Huy, le 20 novembre 1516.

Instructions de Gilles de Blocquerie à Aléandre. Le clergé secondaire ne veut pas se prêter à un accord avec l'évêque. Dans les conflits avec l'Université de Louvain, les collégiales ne veulent pas faire cause commune avec l'évêque. Le sequestre n'a pas encore été mis sur les revenus de l'archidiaconat de Brabant : conduite à tenir par Aléandre en cette matière. 5

Vat. lat. 3881, fol. 321-322v°. Double de l'original. Édité dans J. PAQUIER, o. c., p. 164-169. — Voir *Analyse*, n° 190. 10

Fol. 321

Salutem Venerande Domine,

Quo in statu negocia domini nostri R^{mi} sint ex litteris per Johannem Bardoull delatis satis intellexisti. Accidit interea quod oblata nuper a Secundariis concordia penitus sit refutata, maxime quod illis suas exemptiones strictius tuentibus (1) dominus noster R^{mus}, jam plurimum litteris tuis animatus et de causa bene sperans, illarum immutationem sueque jurisdictionis ordinarie aliqualem restaurationem peteret. Quare nihil ultra expectandum preter litis cursum atque progressum. Hactenus de concordia bene sperantes, compulsorialium (2) exequutionem suspendimus, nunc quamtotius (a) exequenturi et brevi absolutis compul-

(a) *Sic pour* quantocius.

(1) Voir ci-dessus, *Textes*, n° 85, p. 457.

(2) Les lettres de compulsoire dont il a été question ci-dessus, p. 448. Voir ci-dessus, *Textes*, n° 79, p. 408. 25

sorialibus, totum rotulum omnium jurium et registorum 1516
 extractorum mittemus, ut illum facias a nostris advocatis
 et consultoribus visitari et quid de causa sperent prout de
 jure consuli, quia dominus nullis expensis neque pecuniis
 in hac causa vult parci. 5

In materia nominationum universitatis Lovaniensis,
 Secundarie rem hactenus dissimulantes, nunc demum ad
 declarandum animos acrius stimulate, simpliciter recusa-
 runt domino nostro R^{mo} adherere communique incendio et
 periculo communi manu obviare, asserentes non esse 10
 domino R^{mo} in uno adherendum et in alio obviandum. Ut-
 cumque tamen sit, quatenus dominus R^{mus} intelligat illas
 nondum revocatas litteras, sua unacum ecclesia et clero suo
 resistere non obmittit. Utcumque tamen dominus optime
 sperat avidoque animo quod te ultimis litteris propediem 15
 missurum scripseras expectat.

Multos, ut optime noris, habemus emulos hactenus
 impune atque nimia licencia contra dominum nostrum
 R^{mm} debacchatos, quibus patientia principis nostri in dies
 majorem delinquendi occasionem prestat. Nuper siquidem 20
 dominus Joannes Loemel, archidiaconus Famenne, solita
 sua practica, quoddam Breve apostolicum sub titulo cardi-
 nalis Sancti Vitalis obtinuit ⁽¹⁾, in quo sibi atque preposito
 Frigidimontis, Bruxellensis opidi, committitur sequestratio
 fructuum archidiaconatus Brabantie, prout ex eodem atque 25
 litteris per ipsum ⁽²⁾ et alios desuper editis latius intel-
 liges, et quo sua palpitans simulatio tendat optime senties.
 Nondum est facta exequutio, nec, ut spero, propediem fiet;

(1) C'est le document publié ci-dessus, *Textes*, n° 77, p. 400.

(2) Ce sont les documents publiés ci-dessus, *Textes*, nos 83 et 84, p. 449 30
 et suiv.

interea tamen prospiciendum est et cavendum de remedio. 1516

Quamobrem jussit dominus omnia ad te mitti, ut illis visitatis, de consilio jurisperitorum et practicorum vel via appellationis vel querele seu alias oportuniori modo provideatur. Optima suppetunt Dominationi tue ad utrumlibet 5

suffragia : quod sequestrum presens fuerit, circumvento principe, in exordio litis, immo ante omnem litis motionem, inaudita et numquam vocata parte, atque in prejuditium possessionis et possessorum obtentum per prefatum dominum cardinalem ⁽¹⁾, alioquin incapacem et inabilem 10

tituli archidiaconalis in ecclesia Leodiensi, in qua non est canonicus, sicque minime ad archidiaconatum ipsum qualificatus, prout privilegia ecclesie Leodiensis (in quorum possessione existis) requirunt ⁽²⁾. Insuper pro corroborando possessorio pretacto, adest titulus collationis ordinarie 15 dicti archidiaconatus in turno ordinario vacantis, que

l. 321^{vo} collatio || ordinaria domini nostri R^{mi} confirmatur privilegio alternative ecclesie Leodiensis eidem propter bene merita concesso, ut patet ex ejusdem (quod apud te est) tenore, item ex pactis et concordatis principum Germanice 20 nationis per conventum cardinalium atque Sedem apostolicam receptis et approbatis atque longissimi temporis prescriptione communitis. Hec et alia quantam vim habeant quantique apud practicos curie estimentur ab iisdem intelles. Agitur insuper de interesse R^{mi} domini nostri, cujus 25 esse debent isti fructus sequestrandis, data litis pendentia super petitorio vel possessorio archidiaconatus. Unde pro suo etiam interesse, quatenus opus videbitur, appellandum

(1) Antoine Ciocchi del Monte.

(2) Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 52.

erit : habes constitutionis mandatum ⁽¹⁾ a domino R^{mo} gene- 1516
 • rale; etiam nunc archidiaconus mandatum transmittit ad
 appellandum et concordandum etc. Verum inprimis apud
 cardinalem ipsum seu alios facti istius conscios negotium
 inquiras, et quatenus dictum cardinalem in jure suo contra 5
 alternativam et pacta principum atque alias bene fundatum
 comperies, concordiam tentes, quia etiam in dubio mavult
 R^{mus} et trecentorum vel quadringentorum ducatorum
 summa lites redimantur, quam dubius litis eventus expec-
 tetur, maxime quia nihil aliud isti adversarii domini prac- 10
 ticant quam archidiaconatus omnes ecclesie Leodiensis ad
 manus suas devolvi, in quem finem cogitare poteris. Verum
 quatenus non eriturgens necessitas vel evidens utilitas
 emere concordiam et redimere vexas, utputa si reservatio 15
 cardinalis non fuerit comperta sufficiens pro extinctione
 juris domini archidiaconi atque collationis sue, sobrius
 agendum erit et nihil offerendum. Attamen imprimis con-
 sultum videtur obtinere suspensionem atque dilationem
 negotii, ad quam etiam obtinendam Loemell medio prin-
 cipis de Chymeis et domini de Chievres ⁽²⁾ quos dominus 20
 archidiaconus ⁽³⁾ nunc accedit, facile inducetur. Interea
 littere regis Francie ad cardinalem ipsum practicabuntur,
 qui ut dominus R^{mus} informatur, habet episcopatum et alia
 beneficia in dominiis regis. Omnia tamen pro tua dexteri-
 tate atque providencia in hac materia pro utriusque et 25

(1) Cela signifie : Vous avez une délégation générale de la part de l'évêque.

(2) Charles de Croy, prince de Chimay, et Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres.

(3) Antoine de la Marck.

domini R^{mi} et Dominationis sue nepotis tuendo jure fide- 1516
liter agas. Nec omnibus passim confidas sed quos tibi secre-
tissimos atque in practica solidos delegeris consulas et
longum valeas, vivas, et quod summopere dominus anhelat,
sepe rescribas. 5

Datum ex arce Huyensi, XX novembris anno XV^o XVI^o.

Egidius de S[ancto] T[rudone].

Cancellarie, omnia et singula superius scripta procedunt
ex mente mea; quare iterum te rogo ut diligentiam in
eisdem adhibeas, et per primum nuncium ad singula et 10
ad alia negotia prius rescripta respondeas et [tam] mentem
tuam tam illorum qui tibi videntur in similibus sapere
declares et bene valeas.

Ex arce Huyensi die quo supra et manu propria.

Domine, (a) Cancellarie, istud est duplicatum aliarum 15
litterarum per Franciam missarum quas Dominus juxta
tenorem litterarum precedentium scripsit.

Item jussit ne procederetur in causa scholasterie et
prebende Lossensis, sed illa introducta, supersedeatur
quousque alia a domino R^{mo} perceperitis, quia res stat in 20
terminis concordie (1).

Egidius de S[ancto] T[rudone].

bl. 322^{vo} *Ex Colonia date die XX novembris 1516.*

Recepte die XXII januarii 1517.

Littere domini officialis Leodiensis super refutata con- 25
cordia Secundariarum, item sequestratione fructuum archi-
diaconatus Brabantie.

(a) *Ce qui suit est d'une autre main.*

(1) Voir ci-dessus, p. 426-427.

Vers le 20 novembre 1516.

Lettre de Gauthier de Palude à Antoine de la Marck. Il lui recommande d'en appeler de la mise sous séquestre par Jean de Loemel des revenus de l'archidiaconat de Brabant; l'évêque de Liège devrait en faire de même. 5

Vat. lat. 3881, fol. 326-326^v. Copie. — Un extrait de cette lettre a été publié par J. PAQUIER, *o. c.*, p. 165-167, note 1.

Ce document est sans date, mais nous savons qu'il a été expédié à Rome, le 20 novembre 1516. Il doit dater de cette époque. — Voir 10 *Analyse*, n° 195.

Fol. 326

Exemplum litterarum Walteri de Palude.

Reverende pater,

Post humillimas commendationes, nuper scripsi fratri meo Roberto super materia sequestri fructuum vestri archidiaconatus per magistrum Johannem Loemel com- 15
minati, cum quo quidam Ascanus, sollicitator sive secretarius cardinalis de Monte ⁽¹⁾, se intelligit, et in eventum in quem contingeret Vestram Paternitatem succumbere, dictus Loemel vestrum archidiaconatum et Ascanus recompen- 20
sam inde reportarent, Enckevoert premissa dirigente. Michi videtur a tali (a) sequestro et illius appositione omnino esse tam per vos quam per dominum R^{mum}, seor-

(a) *Le ms. porte* : tale.

(1) Antoine Ciochi del Monte.

sum tamen, appellandum. Potest Vestra Paternitas appel- 1516
 lare, quia tale sequestrum contra juris formam extortum
 est, cum ante primam sententiam contra possessorem
 latam (a) sit concessum, quod etiam est contra stilum
 curie, secundum quem non datur sequestrum in prima 5
 instantia nisi ex consensu possessoris. Potest R^{mus} appel-
 lare pro jurisdictione et interesse suis, quia fructus archi-
 diaconatus pendente lite ex legitima prescripta consuetu-
 dine debentur episcopo Leodiensi (1). Nec obstat lis pendens
 super fructibus archidiaconatus Campinie (2), quia R^{mus} 10
 nunquam fuit auditus in principali negotio sed officiati
 ejus per audientiam contradictorum fuerunt declarati so-
 lum. Ideo si paritum esset judicato, R^{mus} audiretur in
 principali. Item non possunt fructus ad instantiam cardin- 15
 alis sequestrari, cum etiam in eventum sue victoriae
 non possit illos ut archidiaconus percipere, quoniam
 usque hodie non est canonicus Leodiensis receptus, et
 nemo admittitur in ecclesia Leodiensi ut archidiaconus
 nisi prius sit canonicus receptus. Preterea, esto quod
 sequestro locus esset, debebat dirigi ordinario. Reliqua 20
 commisi fratri, qui latius Vestram Paternitatem infor-
 mabit.

Fol. 326v° *Ex Colonia XX novembris 1516. Recepte Rome XXII
 januarii 1517* (3).

(a) *Le ms. porte* : latum.

25

(1) Voir A. VAN HOVE, *o. c.*, p. 132.

(2) Voir ci-dessus, p. 451, note 2.

(3) Cette date n'est pas celle de la lettre de Gauthier de Palude, mais
 celle à laquelle cette lettre et celles de Jean Loemel ont été transmises à
 Aléandre. Voir ci-dessus, *Textes*, nos 83 et 84, p. 449 et 456.

30

*Exemplum litterarum R. Loemel in materia sequestri
archidiaconatus Brabantie (a).*

(a) Ce titre se rapporte aux documents publiés ci-dessus, Textes
nos 83 et 84, p. 449 et 456.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PRÉFACE	V
PREMIÈRE PARTIE. — Analyse des manuscrits.	
I. Analyse du manuscrit vatican latin 3881	1
II. Analyse des documents ayant trait à la Belgique du ms. de l'Université de Bologne, 954, t. III	58
DEUXIÈME PARTIE. — Textes.	
1. <i>Geilenhusen, le 9 avril 1230.</i> — Henri VII, roi des Romains, confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert	64
2. <i>Avril 1231.</i> — Extrait des statuts de la collégiale de Saint Jean-l'Évangéliste à Liège. L'évêque de Liège Jean d'Eppes approuve les statuts portés pour cette église par les délégués du légat pontifical Otton, et par Baudouin Barbenchon, délégué de l'évêque	64
3. <i>1281.</i> — Extrait de statuts de l'église Saint Jean-l'Évan- géliste à Liège concernant les obligations du prévôt de cette église	71
4. <i>Nuremberg, le 9 décembre 1298.</i> — Albert I ^{er} d'Autriche confirme les privilèges accordés aux bourgeois de Liège par l'évêque Albert	72

5. *Oppenheim, le 10 juin 1299.* — Albert I^{er} d'Autriche déclare que les habitants de Tongres, Maestricht, Huy, Dinant, Fosses, Thuin, Couvin, Bouillon, Ciney, Waremmes, Havelanges, Moha, Wanze, Alken et Haelen et des autres villes du pays de Liège ne doivent pas prendre renchARGE aux échevins de Liège; pendant la vacance du siège épiscopal, les échevins doivent prononcer leurs jugements à la semonce du mayeur de leur ville, mais les amendes appartiendront au futur évêque 73
6. *Thionville, le 8 décembre 1346.* — Charles IV, roi des Romains, à la demande d'Englebert de Lamarcq, évêque de Liège, confirme le diplôme d'Henri VII, qui défend aux sujets de l'évêque de Liège de faire contre lui des alliances ou des conjurations 75
7. *Rome, le 19 mai 1413.* — L'antipape Jean XXIII accorde au chapitre de l'église cathédrale de Liège des juges conservateurs dont il détermine les pouvoirs; ce sont : l'abbé du monastère de Saint Jacques à Liège, le doyen de l'église de Cologne et l'official d'Utrecht 76
8. *Rome, le 3 avril 1426.* — Le pape Martin V décide que nul ne peut être reçu en qualité de chanoine du chapitre de l'église cathédrale de Liège s'il n'est gradué ou de famille noble 82
9. *Liège, après le 3 avril 1426.* — Décision capitulaire du chapitre de l'église cathédrale de Liège déterminant les preuves à fournir pour être reçu au nombre des chanoines, conformément au privilège de Martin V 86
10. *1417-1434.* — Vidimus donné par Renier de Sainte-Marguerite, abbé de Saint-Jacques, et Henri Adae, abbé de Saint-Laurent, à Liège, des privilèges accordés aux bourgeois de Liège par Philippe de Souabe, le 3 juin 1208, Henri VII, le 9 avril 1230, Albert I^{er} d'Autriche, le

- 9 décembre 1298 et Sigismond de Hongrie, le 9 février 1415
et le 26 mars 1417 89
11. *Rome, le 17 août 1446.* — Le pape Eugène IV confirme les privilèges accordés à l'église cathédrale de Liège par l'antipape Jean XXIII, et permet aux juges conservateurs de cette église de faire, le cas échéant, leurs citations judiciaires par voie d'affiches 92
12. *Maastricht, le 28 août 1448* — Accord conclu entre l'évêque de Liège Jean de Heinsberg et le duc de Brabant Philippe le Bon au sujet de la compétence judiciaire du juge d'Église en matière de testaments, de contrats de mariage et de biens ecclésiastiques 95
13. *Rome, le 2 mars 1450 (n. st.).* — Le pape Nicolas V déclare que l'élévation à la dignité abbatiale du prévôt du monastère de Sainte-Gertrude à Louvain, n'a point enlevé à l'abbé Gauthier et à ses successeurs leur qualité de conservateurs de l'université de Louvain 98
14. *Liège, le 12 janvier 1452.* — Acte notarié portant qu'à la réquisition du syndic du clergé secondaire de Liège, Jean de Waremmes, l'abbé de Saint-Laurent à Liège, Henri delle Chereaux, a publié les bulles du pape Nicolas V, du 19 octobre 1451, et ordonné leur mise à exécution 101
15. *Louvain, le 8 novembre 1469.* — Acte notarié portant qu'à la demande de Pierre Bode, syndic de l'université de Louvain, l'abbé de Sainte-Gertrude de cette ville a ordonné au notaire Jean de Winckele d'enregistrer la bulle du pape Paul II en faveur de l'université et l'a autorisé à en délivrer des copies 110
16. *Rome, le 5 janvier 1480 (n. st.).* — Le pape Sixte IV confirme les bulles de l'antipape Jean XXIII et du pape Eugène IV, accordant des juges conservateurs au chapitre

- de l'église cathédrale de Liège; il déclare qu'ils peuvent user de leurs prérogatives en faveur de l'évêque de Liège, des membres et sup pôts du chapitre, et contre l'université de Louvain, par dérogation au privilège accordé à cette université par le pape Paul II 112
17. *Malines, le 11 juillet 1483.* — Maximilien d'Autriche et Philippe duc de Brabant nomment des délégués pour recevoir les actes concernant l'avouerie de Liège et les rentes acquises par leur prédécesseur sur le pays de Liège et de Looz, qu'on avait confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle 117
18. *Le 12 juillet 1483.* — Les États du pays de Liège et de Looz nomment des délégués pour les représenter à la remise aux États du Brabant et à Maximilien d'Autriche de certains actes confiés en dépôt au chapitre de l'église Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle, conformément à l'accord qu'ils ont conclu avec Philippe de Clèves. 120
19. *Aix-la-Chapelle, le 19 juillet 1483.* — Acte notarié de la remise, par le chapitre de l'église Notre-Dame à Aix-la-Chapelle, aux délégués de Maximilien et de Philippe d'Autriche, de trois lettres patentes concernant : la première une rente de vingt huit mille sept cents florins du Rhin, sur le pays de Liège et de Looz; la seconde, une rente de deux mille florins du Rhin, à raison de l'avouerie de Liège; la troisième, une rente annuelle de deux mille florins sur la ville et la châtellenie de Huy 122
20. *Liège, le 6 mai 1495.* — Gérard de Haylin, abbé de Saint-Jacques à Liège, ordonne le respect des privilèges accordés en matière bénéficiale à la cathédrale de Liège par les papes Eugène IV, Pie II et Sixte IV. 129
21. *Diest, le 14 janvier 1498.* — Les villes de Huy, Dinant, Thuin, Fosses, Couvin et tout le pays d'Entre-Sambre-et-

Meuse s'obligent à payer au duc Albert de Saxe une rente annuelle de 1,085 florins d'or du Rhin, rachetable au denier vingt, en compensation des sommes qu'ils doivent lui payer. L'évêque de Liège, Jean de Hornes, et les villes de Liège, Saint-Trond, Looz, Hasselt, Bilsen, Herck, Eyck, Breda, Beeringen et Stockhem s'engagent subsidiairement au paiement de cette rente 143

22. *Liège, le 20 janvier 1498.* — Le doyen et le chapitre de l'église cathédrale de Liège déclarent approuver la constitution de rente en faveur du duc de Saxe et les obligations souscrites par l'évêque de Liège, la ville de Liège et le pays de Looz et la Hesbaie. Mais ils n'engagent en rien leurs biens et ceux de la mense du chapitre 151

23. *Lyon, le 12 juin 1501.* — Acte de vente d'une rente de cent livres, en Dauphiné, au chevalier Vaullerant de Buzet par Jean de Poitiers, au prix de mille écus d'or 153

24. *Liège, le 19 octobre 1509.* — Procès-verbal de la mise en demeure faite au nom de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, par Pierre de Cortembach, au clerge secondaire de la ville et du diocèse de Liège de produire leurs privilèges d'exemption à l'égard de l'autorité épiscopale avant la fête de Toussaint 1509. 159

25. *Liège, le 10 novembre 1509.* — Pierre de Moge, doyen de l'église collégiale de Saint-Pierre à Liège, déclare que les doyens et les chapitres des églises collégiales n'ont encore pris aucune décision au sujet des demandes qui leur avaient été formulées au nom de l'évêque de Liège, mais qu'ils donneront bientôt une réponse écrite à l'évêque 162

- 26.** *Liège, le 14 novembre 1509.* — Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de Moge, doyen de la collégiale de Saint-Pierre à Liège, à la réquisition de Pierre de Cortembach : il ne peut communiquer la réponse des collégiales, parce qu'elle n'est pas consignée par écrit. Pierre de Cortembach déclare, au nom de l'évêque de Liège, que celui-ci se propose d'exercer les droits que lui confère sa juridiction ordinaire. 163
- 27.** *Liège, le 15 novembre 1509.* — Procès-verbal d'une nouvelle réponse faite par Pierre de Moge à la réquisition de Pierre de Cortembach : les collégiales prient l'évêque de Liège de leur laisser la jouissance de leurs franchises ; il leur est impossible pour le moment de produire leurs privilèges d'exemption ; elles s'associent à l'appel interjeté par les collégiales de Berg-op-Zoom et de Tholen pour autant que celui-ci est bien fondé et peut servir leurs intérêts 165
- 28.** *Vers 1510* — Propositions faites par les délégués de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en vue de terminer les conflits de juridiction entre l'évêque et le duc de Brabant, Charles d'Autriche, au sujet de la compétence respective du juge ecclésiastique et du juge séculier 166
- 29.** *Vers 1510.* — Propositions des délégués de l'archiduc Charles d'Autriche au sujet des conflits de juridiction avec l'évêque de Liège, au sujet de la compétence du juge ecclésiastique 171
- 30.** *1510.* — Mémoire dans lequel sont exposés les anciens usages du diocèse de Liège qui corroborent les revendications de l'évêque de Liège en matière de juridiction ecclésiastique. 178

- 31** 1510. — Mémoire dans lequel sont exposés les empiétements que les délégués de l'évêque de Liège croient pouvoir reprocher au Conseil de Brabant, en matière de juridiction ecclésiastique. 185
- 32.** 1510. — Supplique d'Eustache Cannivet, chanoine de la collégiale de Saint-Pierre à Liège, et du clergé secondaire liégeois au pape Jules II. Ils se plaignent de l'emprisonnement, par ordre de l'évêque de Liège, d'Eustache Cannivet et demandent au Pape de commettre à un auditeur du Sacré Palais l'examen de l'appel qu'ils ont interjeté contre Érard de la Marck. — Le pape Jules II charge Jean Staffileo, évêque de Sebenico, de l'examen de cette affaire. 197
- 33.** *Commencement de l'année 1511.* — Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Jules II. Il demande au souverain pontife d'ordonner à Jean Staffileo de poursuivre Eustache Cannivet, qu'il accuse de faux dans l'exercice de ses fonctions à la cour de l'évêque, et le clergé secondaire qui refuse de reconnaître sa juridiction. — Le pape acquiesce à la demande de l'évêque. 203
- 34.** *Vers 1510-1511.* — Réponse de la part des délégués de Charles, duc de Brabant, aux plaintes présentées par les délégués de l'évêque de Liège au sujet des empiétements du Conseil de Brabant 207
- 35.** *Vers 1510-1511.* — Propositions d'entente sur l'objet des plaintes présentées par les délégués de l'évêque de Liège et des réponses que les délégués du duc de Brabant y ont faites. 211
- 36.** *Vers 1510-1511.* — Plaintes présentées au nom du duc de Brabant aux délégués de l'évêque de Liège, au sujet des empiétements de celui-ci sur la juridiction séculière et de l'appui que les habitants de la principauté de Liège

accordent aux Gueldrois. A la fin de l'acte il est fait mention des prétentions du duc de Brabant à l'avouerie de Liège. Le duc exige enfin que l'évêque lui fasse relief de l'avouerie de Saint Trond, du château de Colmont et de celui de Duras 216

- 37.** *Vers 1510-1511.* — Réponse de la part des délégués de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, aux plaintes présentées par les délégués du duc de Brabant, au sujet des empiétements du juge d'Église sur les droits de la juridiction séculière 226
- 38.** *Vers le 23 novembre 1511.* — Propositions d'accord élaborées par le doyen de Louvain, Adrien d'Utrecht, en matière des conflits pendants entre l'évêque de Liège Érard de la Mark et le duc de Brabant, tant en matière de juridiction ecclésiastique qu'en matière des contestations territoriales au sujet du territoire de Fontaines. 232
- 39.** *Vers le 24 novembre 1511.* — Propositions d'accord élaborées par les délégués de l'évêque de Liège, Jean de Tornaco, Simon de Juliaco, Leo et l'official de Diest, sur les conflits de juridiction et les contestations territoriales, pour être remises aux délégués du duc de Brabant, le seigneur de Sempy, le doyen de Saint Pierre à Louvain, Adrien d'Utrecht, Jérôme Vander Noot et François Vander Hulst. 235
- 40.** *Rome, le 6 juin 1513.* — Le pape Léon X charge l'archidiacre d'Ardenne, le prévôt de l'église Sainte-Walburge à Zutphen et le doyen de l'église Notre-Dame à Maestricht de veiller à l'exécution et à l'observation du privilège qu'il accorde au duc Jean de Clèves 237
- 41.** *Rome, le 6 juin 1513.* — Bulle du pape Léon X en faveur de Jean, duc de Clèves-Juliers-Berg. Le pape confirme le privilège *de non evocando* accordé au duc Guillaume I^{er} de

- Berg par le pape Boniface IX, au duc de Juliers Guillaume par le pape Alexandre VI et l'étend au duché de Clèves et au comté de la Marck; il défend de mettre l'interdit dans ces territoires pour des faits se rattachant à ce privilège. 239
- 42.** *Saint-Venant, le 7 septembre 1513.* — L'empereur Maximilien enjoint à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, de retirer les mesures qu'il a prises dans l'affaire de Waldoer de Modave, et de lever le cess qui avait été mis dans la ville de Huy 246
- 43.** *Huy, le 12 octobre 1513.* — Les bourgmestres, les jurés, le conseil et les habitants de la ville de Huy reconnaissent les torts qu'ils ont eus envers l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en retenant en prison Waldoer de Modave, malgré les peines comminées contre eux par l'official de Liège, qui a mis le cess dans la ville. Ils nomment des délégués chargés de supplier l'évêque de Liège de lever le cess et de lui offrir une amende honorable et une compensation pécuniaire 248
- 44.** *Liège, le 13 octobre 1513.* — Procès-verbal de l'acte de soumission fait par les délégués de la ville de Huy devant les délégués de l'évêque de Liège. Comme suite à cette démarche, l'official Josse Royer lève le cess qui avait été mis à Huy 250
- 45.** *1513. — Avant le 29 avril 1514?* — Première partie d'une supplique du clergé secondaire liégeois au pape Léon X. Elle contient un exposé du privilège accordé par Jules II aux églises collégiales du diocèse de Liège, le 14 août 1512 255
- 46.** *Cologne, le 2 octobre 1514.* — Jean de Brempt, conservateur des privilèges du duc de Clèves, Juliers et Berg,

- communiqué à Bernard Doernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford, les deux bulles du pape Léon X, du 6 juin 1513, en faveur du duché de Clèves, Juliers, etc., et lui sous-délègue les pouvoirs que le pape lui a donnés 259
47. *Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).* — Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Mark et à Antoine de Waudripont, auprès de l'évêque de Liège, Érard de la Mark 262
48. *Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).* — Lettres de créance données par la gouvernante des Pays-Bas, Marguerite d'Autriche, à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, auprès des trois États des pays de Liège, Bouillon et Looz 264
49. *Bruxelles, le 3 janvier 1515 (n. st.).* — Instructions données par Marguerite d'Autriche à Robert de la Marck et à Antoine de Waudripont, envoyés par elle à l'évêque de Liège et aux trois États du pays 265
50. *Paris, le 2 avril 1515.* — Lettre d'Erard de la Marck à Jérôme Aléandre. Le prince évêque l'engage à continuer ses recherches dans les archives de la principauté; il l'entretient du départ du courrier à l'insu d'Aléandre, des troubles dans la principauté, du décès de plusieurs chanoines, de la conduite de son frère, de la durée de son séjour en France, de sa promotion au cardinalat, des nouvelles de la cour de France 268
51. *La Haye, le 10 juin 1515.* — L'archiduc Charles d'Autriche demande à l'évêque de Liège, au clergé et aux maîtres jurés et conseil de la principauté d'approuver la

déclaration qu'il a faite, dans le traité du 24 mars 1515, mettant la principauté de Liège au nombre de ses alliés . 272

51^{bis}. *Rome, le 16 juin 1515.* — Le pape Léon X confirme les privilèges accordés à la ville de Maestricht par les princes-évêques de Liège, les ducs de Brabant et les empereurs d'Allemagne. Il accorde en outre le privilège *de non evocando* en matière ecclésiastique et séculière; il confirme le droit de l'autorité civile d'intervenir dans l'administration des établissements de bienfaisance de Maestricht et de Wyck, et accorde aux exécuteurs de ce privilège le droit de faire comparaître devant eux les personnes qui lésaient ces établissements dans leurs biens temporels 274

52 *Vers le milieu du mois d'octobre 1515.* — Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Léon X. Il demande la prorogation du délai de quatre mois inscrit dans les lettres de compulsoire données en sa faveur par Jean Staffileo, dans le litige pendant entre l'évêque et le clergé secondaire du diocèse de Liège. — Le souverain pontife y consent 280

53. *Vers le milieu du mois d'octobre 1515.* — Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Léon X. Il demande au souverain pontife d'ordonner la mise à exécution des lettres de compulsoire qu'il a obtenues, comme si celles-ci ne contenaient aucun délai pour leur exécution. — Le pape agréé cette supplique 283

54. *Le 12 novembre 1515.* — Acte d'appel de la part de la collégiale de Saint-Sulpice, à Diest, des lettres de compulsoire de l'abbé de Saint-Jacques à Liège, délégué de Jean Staffileo 285

55. *Le 14 novembre 1515.* — Le syndic du clergé secondaire liégeois proteste contre la manière dont l'abbé de Saint-Jacques à Liège met à exécution les lettres de compulsoire

de Jean Staffileo. Si l'exécuteur ne veut pas s'acquitter de sa mission conformément aux règles du droit, le syndic déclare en appeler à Staffileo et au souverain pontife . . 290

- 56.** *Louvain, le 16 novembre 1515.* — Lettre de Jean de Loemel au chapitre de l'église cathédrale de Liège au sujet des lettres d'indulgences accordées par Léon X à Charles-Quint. Le chapitre de l'église cathédrale ne s'opposera pas à ce qu'il soit fait usage de la concession pontificale dans les parties du diocèse de Liège soumises au duc de Brabant 295
- 57.** *Vers 1515.* — Instruction pour Aléandre au sujet des difficultés pendantes entre l'évêque de Liège, Érard de la Mark, et les habitants de la ville de Huy, contenant un aperçu sur l'histoire des troubles dans la principauté de Liège et spécialement dans la ville de Huy, depuis le milieu du ^{xv}^e siècle, jusqu'en l'an 1502 298
- 58.** *Vers la fin de l'année 1515.* — Supplique adressée à l'évêque et aux États du pays de Liège, par les maîtres de la ville de Liège et les députés des bonnes villes de la principauté, demandant une réglementation du droit de succession des religieux aux biens de leurs parents et du droit d'acquisition de rentes par les religieux étrangers au pays 310
- 59.** *Huy, le 10 janvier 1516.* — Procès-verbal de l'acte de soumission de la ville de Huy à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en présence du délégué de l'empereur Maximilien, Jacques de Senseilles. Elle reconnaît avoir accusé faussement le prince-évêque auprès de l'empereur Maximilien 313
- 60.** *Huy, les 10 et 11 janvier 1516.* — Procès-verbal de la constitution d'arbitres entre la ville de Huy et l'évêque de Liège, Érard de la Marck, en présence et à la demande du

- délégué impérial, Jacques de Senseilles, pour terminer les conflits pendants au sujet de la juridiction sur la châtellenie de Huy 315
61. *Bruxelles, le 23 février 1516 (n. st.)*. — Lettres de maintenue par lesquelles Charles-Quint enjoint à celui de ses huissiers qui en sera requis, de maintenir dans son droit de pacage, sans payer aucune redevance, Jean Leersse, nonobstant les réclamations du prévôt, du curé et du chantre de l'église Notre-Dame à Aerschot 320
62. *29 février 1516*. — Énumération des sujets de plaintes de l'évêque de Liège contre le clergé secondaire de son diocèse 324
63. *Vers le mois de février 1516*. — Supplique de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au pape Léon X, au sujet d'un litige pendant entre l'évêque et Pierre Bruyne, un curé privé de son bénéfice par un jugement de l'officialité liégeoise, et le procureur fiscal du Conseil du Brabant, qui avait donné à Pierre Bruyne des lettres de maintenue. L'évêque de Liège, après avoir rappelé tous les détails de la procédure qui a été suivie, demande au pape Léon X de remettre l'examen de ce litige au doyen de Cologne et à l'official de cette même ville, et de leur donner tous les pouvoirs requis pour terminer le procès dans l'espace d'un an. 326
64. *Vers le commencement du mois de mars 1516*. — Matériaux pour une instruction à donner à Aléandre au nom de l'évêque de Liège, au sujet des différentes affaires à traiter à Rome 338
65. *Vers le commencement du mois de mars 1516*. — Instruction de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, à Aléandre pour la cour de France. Aléandre sollicitera l'appui du roi et de la reine-mère en cour de Rome pour faire révoquer

- les privilèges accordés à Charles-Quint en matière spirituelle; il recommandera également à la reine-mère la promotion d'Érard au cardinalat 344
66. *Vers le commencement du mois de mars 1516.* — Instruction de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, à Aléandre, pour Rome. Aléandre se mettra en relation avec Copis; il remplira les blancs-seings que l'évêque lui remet pour les cardinaux qu'Érard désigne et se plaindra au souverain pontife des empiétements continuels des Brabançons en matière spirituelle. 347
67. *Vers le commencement du mois de mars 1516.* — Mémoire des affaires qu'Aléandre doit traiter à Rome. . . 355
68. *Vers le commencement du mois de mars 1516.* — Mémoire de Jean de Tornaco pour Aléandre, concernant les conflits de l'évêque de Liège avec la ville d'Aix-la-Chapelle, ainsi que les privilèges pontificaux accordés au diocèse de Liège en matière de nomination aux bénéfices ecclésiastiques. . . 356
69. *Vers le commencement du mois de mars 1516.* — Supplique adressée au pape Léon X au nom de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, son frère Robert de la Marck et les fils de celui-ci, et dix parents ou alliés de l'évêque, au nom de Jérôme Aléandre et des familiers de l'évêque Érard de la Marck. Ils demandent au souverain pontife des privilèges d'ordre privé en matière ecclésiastique . . . 359
70. *Vers le mois de mars 1516 (?)*. — Liste énumérant les collégiales du diocèse de Liège situées en pays flamand et en pays wallon, et quelques monastères 367
71. *Huy, le 12 mars 1516.* — Sur la proposition des arbitres choisis par la ville de Huy pour terminer les conflits avec l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au sujet des châtellenies, les habitants de la ville décident de s'en remettre pour cette affaire au bon vouloir de l'évêque. 372

- 72.** *12 mars 1516 — 30 avril 1516.* — Requête présentée à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, par les habitants de la ville de Huy, à l'occasion de leur renonciation à toutes leurs prétentions à l'exercice de la juridiction sur les châtellenies de Huy 373
- 73.** *Huy, le 30 avril 1516.* — Décision de l'abbé de Saint-Jacques à Liège et du général des Croisiers à Huy, sur la requête qui a été présentée à l'évêque de Liège, Érard de la Marck, par les habitants de la ville de Huy, à l'occasion des conflits au sujet des châtellenies de Huy 375
- 74.** *Huy, le 30 avril 1516.* — Procès-verbal de l'accord conclu entre l'évêque de Liège, Érard de la Marck, et les habitants de la ville de Huy. Jean, abbé de Saint-Jacques, à Liège, et Gauthier de Rivo, général de l'ordre des Croisiers, à Huy, après avoir rappelé les négociations qui eurent lieu entre l'évêque de Liège et les habitants de la ville de Huy, font connaître le texte de la décision arbitrale qu'ils ont arrêtée, sur les droits et les privilèges de la ville de Huy 377
- 75.** *Rome, le 15 juin 1516 (1515).* — Analyse de la bulle du pape Léon X en faveur de la ville de Maestricht. (Voir n° 51bis.) 386
- 76.** *Cologne, le 28 juin 1516.* — Lettres monitoires, inhibitoires et citatoires de Bernard Doernick, prévôt de l'église Saint-Jean et Saint-Denis, à Herford, par lesquelles il annule les sentences d'excommunication lancées contre l'avoué de Bruggen, les échevins et justiciers de Kaldenkirchen et de Bracht et le forestier de Bracht, défend d'observer l'interdit que l'official de Liège a mis dans ces paroisses et enjoint à l'official de Liège de comparaître devant son tribunal à Cologne 387

- 77.** *Rome, le 23 juillet 1516.* — Bref du Pape Léon X à l'archidiacre de Famenne et au prévôt du monastère de Saint-Jacques sur Caudenbergh. Il leur ordonne de mettre sous séquestre tous les revenus des bénéfices que possédait, de son vivant, Lambert d'Oupey, à raison des contestations qui se sont élevées au sujet de l'archidiaconat de Brabant entre le cardinal Antoine Ciochi et Antoine de la Marck 400
- 78.** *Février-juillet 1516.* — L'évêque de Liège, Érard de la Marck, transmet au chapitre de l'église cathédrale de Liège les observations qu'il a faites sur les instructions qui lui ont été communiquées par Thomas Courouble et par un nommé Willibrord, au sujet des indulgences que le pape Léon X avait accordées au roi d'Espagne Charles. 402
- 79.** *Vers le milieu de l'année 1516.* — Lettres de Jean Staffileo aux abbés de Saint-Laurent, de Saint-Jacques et de Beaupart, à Liège. Il leur expose d'abord les incidents du procès pendant entre Érard de la Marck et le clergé secondaire liégeois. Il déclare ensuite que Thomas Regis, procureur du clergé secondaire liégeois, est contumace. Il ordonne enfin à ces abbés de faire mettre à exécution les lettres de compulsoire qu'il a lancées contre le clergé secondaire, comme si celles-ci ne contenaient aucun délai pour leur exécution 408
- 80.** *Vers le mois d'août 1516.* — Énumération des documents qui ont été produits par le clergé du diocèse de Liège, en exécution des lettres de compulsoire de Jean Staffileo . . . 417
- 81.** *24 septembre 1516.* — Instruction de Gilles de Blocquerie, au sujet de contestations se rapportant à des bénéfices ecclésiastiques : une prébende de l'église Saint-Gorgon à Hougaerden et l'église paroissiale de Saint-Denis à Opoe-teren. Il voudrait aussi obtenir la confirmation pontificale

d'un accord qu'il a conclu avec le chapitre de Saint-Gangulphe à Heinsberg au sujet de bénéfices ecclésiastiques, et une dispense en vue d'un cumul de bénéfices. 421

- 82. Août-septembre 1516.** — Instruction de Gilles de Blocquerie à Aléandre, au nom de l'évêque de Liège, Érard de la Marck, au sujet des privilèges accordés au duc de Brabant, des exemptions du clergé secondaire, des indulgences accordées à Charles-Quint, des privilèges de la ville de Maestricht et de Huy, du duc de Juliers, de la ville d'Aix-la-Chapelle; au sujet du procès avec le fisc du Brabant, du démembrement du diocèse de Liège, des indults de nomination accordés à l'université de Louvain. Il serait désirable d'avoir confirmation d'un ancien privilège accordant des juges conservateurs à l'Église de Liège, avec des clauses dérogoires à tous les indults accordés au préjudice de la juridiction ordinaire de l'évêque. Celui-ci désire aussi deux conservateurs nouveaux. 429
- 83. Louvain, le 6 novembre 1516.** — Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck. Il tâche de justifier sa conduite dans l'affaire du séquestre des revenus de l'archidiaconat de Brabant; il prie Antoine de la Marck de s'entremettre en sa faveur auprès de son oncle Érard de la Marck. — *Post-scriptum.* Jean de Loemel déclare qu'il ne pense pas pouvoir obtenir le délai de six mois pour le séquestre, que les courriers d'Antoine de la Marck viennent de lui demander 449
- 84. Louvain, le 8 novembre 1516.** — Lettre de Jean de Loemel à Antoine de la Marck au sujet des revenus de l'archidiaconat de Brabant 456
- 85. Vers et avant le 20 novembre 1516.** — Le clergé secondaire liégeois répond point par point aux plaintes qu'a formulées contre lui l'évêque de Liège, Érard de la Marck.

- Ce document comprend et les plaintes de l'évêque et les réponses du clergé secondaire 457
- 86.** *Huy, le 20 novembre 1516.* — Instructions de Gilles de Blocquerie à Aléandre au sujet de l'attitude du clergé secondaire à l'égard de l'évêque de Liège et au sujet du séquestre des revenus de l'archidiaconat de Brabant . . 463
- 87.** *Vers le 20 novembre 1516.* — Lettre de Gauthier de Palude à Antoine de la Marck. Il lui recommande d'en appeler de la mise sous séquestre par Jean de Loemel des revenus de l'archidiaconat de Brabant; l'évêque de Liège devrait en faire de même. 468

UNIV. OF MICHIGAN,

JAN 25 1912

